



# Politiques du savoir. Une approche communicationnelle des rapports entre sciences, technologies et participation en France (1968 - 1983)

Mathieu Quet

## ► To cite this version:

Mathieu Quet. Politiques du savoir. Une approche communicationnelle des rapports entre sciences, technologies et participation en France (1968 - 1983). Sciences de l'information et de la communication. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), 2009. Français. NNT : . tel-00808650

**HAL Id: tel-00808650**

**<https://theses.hal.science/tel-00808650>**

Submitted on 5 Apr 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales*  
*Formation doctorale « Sciences, savoirs, techniques : histoire et société »*  
*Centre Alexandre Koyré*

## **Thèse**

pour l'obtention du titre de docteur de l'EHESS  
spécialité sciences de l'information et de la communication

# Politiques du Savoir

*Une approche communicationnelle des rapports entre  
sciences, technologies et participation en France (1968-1983)*

Présentée et soutenue publiquement par

**Mathieu Quet**

le 8 décembre 2009

Jury :

Michel CALLON - Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris

Yves JEANNERET - Université d'Avignon (co-directeur)

Baudouin JURDANT - Université Paris Diderot/EHESS, Paris (directeur)

Joëlle LE MAREC - Ecole Normale Supérieure LSH, Lyon (rapporteur)

Dominique PESTRE - EHESS, Paris

Bernard SCHIELE - Université du Québec à Montréal (rapporteur)



## Remerciements

Difficile d'imaginer, avant de s'y lancer, à quel point une thèse est un travail collectif. Si elle rendait justice à l'ensemble de ses soutiens et inspirations, une entreprise aussi individuelle en apparence devrait se clore par un générique digne des films de cinéma. A défaut de pellicule 16/9<sup>e</sup>, on se contentera ici d'une page de remerciements.

**Production exécutive** : mes premiers remerciements vont à Yves Jeanneret et Baudouin Jurdant, pour leur soutien indéfectible dans cette aventure. Je suis particulièrement reconnaissant à chacun d'eux d'avoir su me faire partager un regard singulier sur la communication et les sciences. Je remercie en outre Michel Callon, Joëlle Le Marec, Dominique Pestre, Bernard Schiele de leur participation au jury de cette thèse.

**Scénario** : Loïc Blondiaux, Jean-Paul Gaudillière et Olivier Martin ont accepté de discuter avec moi les toutes premières ébauches de cette recherche. Ces discussions, qui ont eu lieu à un moment essentiel de formulation de mes interrogations, ont longtemps nourri ma réflexion.

**Montage** : je souhaite aussi remercier les différentes personnes qui m'ont accordé du temps en lisant de premières versions des différents chapitres de la thèse. Par leurs lectures avisées et leurs conseils, Yannick Barthe, Christophe Bonneuil, Jacqueline Chervin et Dominique Pestre m'ont aidé à « remonter » davantageusement ce texte.

**Acteurs** : pas de thèse de sciences sociales sans acteurs. Je tiens à exprimer toute ma gratitude à ceux qui occupent le premier plan de cette histoire. En acceptant de se remémorer avec moi une partie de leur vie, ils m'ont bien souvent regonflé d'espoir et de courage.

D'autres acteurs d'une thèse se trouvent aussi hors-champ. Le lecteur verrait, s'il pouvait se pencher, ceux avec qui j'ai pu converser, partager des questions ou affronter des problèmes. Je salue, pour le plaisir que j'ai eu à les retrouver, doctorants et compagnons de réflexion : Etienne Candel, Ivan Collombet, Renaud Debailly, Clémence Emprin, Sarah Labelle, Ronan Le Roux, Emmanuel Schenck, Aude Seurrat, Sezin Topçu, Charles Vincent, Pierre Vincclair.

**Costumes, maquillage** : le texte serait probablement bien peu présentable s'il n'avait été correctement habillé et maquillé. Que ses relectrices et relecteurs en soient remercié(e)s – en particulier Anne Lambert, Clémence Vanalderweireldt et Charles Vincent.

**Décors** : le cadre de la recherche a joué un rôle essentiel au bon déroulement de cette thèse. Pour cela, je ne remercierai jamais assez les habitants du 3 rue Affre, dont la présence et les attentions ont pimenté le quotidien de la façon la plus agréable qui soit.

**Musique et son** : si ce texte avait été sonorisé, Julien Aléonard en aurait assuré la musique. Il ne l'est pas, qu'à cela ne tienne ! Que ce dernier soit remercié quand même !

**Eclairages, lumières** : je remercie du fond du cœur ma famille pour son aide matérielle ou immatérielle, Dominique Dourojeanni, François Quet, Emmanuelle Quet.

**Régie** : une fois de plus, la régie, à qui l'on doit tout, est reléguée en fin de générique. Mais la dernière place témoigne parfois d'une affection spéciale. *Last but not least*, je remercie donc Marine Al Dahdah, pour tout le soutien passé et toutes les expériences à venir.



## Table des matières

<b>INTRODUCTION Désordres scientifiques et participation politique.....</b>	<b>9</b>
<b>PARTIE I Perspectives.....</b>	<b>25</b>
<b>CHAPITRE 1 Gouvernements du sens. Remarques préalables d'épistémologie pratique .....</b>	<b>29</b>
<b>1. Désigner le pouvoir.....</b>	<b>33</b>
1.a. Un geste efficace.....	33
1.b. Un geste nécessaire.....	38
1.c. Un geste fragile.....	42
<b>2. Ecouter la polyphonie.....</b>	<b>44</b>
2.a. Le « dire vrai » des théories de la domination.....	44
2.b. Le « faire dire » des théories <i>post</i> -domination.....	48
2.c. Logistiques de la désignation.....	53
<b>3. Multiplier les explications.....</b>	<b>56</b>
3.a. (Dé/Re)-naturaliser le pouvoir.....	56
3.b. Redesigner le pouvoir.....	60
3.c. Diversifier le pouvoir.....	65
<b>4. Analyser la participation.....</b>	<b>70</b>
4.a. Les sens de la participation.....	70
4.b. Procédé.....	72
4.c. Hypothèses.....	76
<b>CHAPITRE 2 Topographies. L'espace discursif « science-société » (1945-1970) .....</b>	<b>83</b>
<b>1. Sciences en société.....</b>	<b>87</b>
1.a. <i>Big Science</i> et transformations matérielles.....	87
1.b. <i>Big Science</i> et transformations discursives.....	89
1.c. <i>Big Science</i> et instruments de contrôle.....	92
<b>2. Représentations générales .....</b>	<b>97</b>
2.a. Du savoir : l'éducation et l'enseignement.....	97
2.b. Du pouvoir : la technocratie.....	99
2.c. De l'inscription spatio-temporelle de l'homme : l'écologie.....	101
<b>3. Propositions de formes du monde .....</b>	<b>104</b>
3.a. Explosions militantes de mai.....	104
3.b. Les discours académiques saisis par la politique.....	107
3.c. Bribes de participation.....	109
<b>4. Modèles d'intervention sociale .....</b>	<b>112</b>
4.a. Les modèles de critique de la science.....	112
4.b. Les modèles d'engagement politico-scientifique .....	116
4.c. Le renouveau des modèles d'intervention.....	121
<b>5. Pôles discursifs, opérateurs de réagencements.....</b>	<b>127</b>
5.a. Pôle militant : contestations.....	127
5.b. Pôle technocratique : évaluations.....	132
5.c. Pôle académique : investigations .....	135
<b>PARTIE II Recompositions .....</b>	<b>139</b>
<b>CHAPITRE 3 La science au peuple ? Utopie participative et critique militante des sciences.....</b>	<b>143</b>
<b>1. La dynamique contestataire .....</b>	<b>146</b>
1.a. Caractéristiques.....	146
1.b. Un pôle politique militant.....	148
1.c. Utopies discursives.....	150

<b>2. Porisme : revue charnière .....</b>	<b>152</b>
2.a. Crise de l'engagement scientifique .....	152
2.b. « Récupérer et transformer » la science et la société.....	155
2.c. Les limites du progressisme de <i>Porisme</i> .....	159
<b>3. Labo-contestation : revue des luttes.....</b>	<b>163</b>
3.a. Lutttes contre l'exploitation .....	163
3.b. Lutttes contre l'aliénation épistémologique.....	165
3.c. Lutttes contre la hiérarchie des intelligences .....	167
<b>4. Survivre : revue des savoirs alternatifs .....</b>	<b>169</b>
4.a. Antimilitarisme et écologie .....	169
4.b. L'intrusion des masses .....	171
4.c. La science au peuple ? .....	173
<b>5. Impascience : revue de synthèse.....</b>	<b>179</b>
5.a. Mélange des genres.....	179
5.b. Thèmes de la recherche collective .....	180
5.c. Résister à la science .....	183

## CHAPITRE 4 Evaluer le progrès ? Instrumentation participative à l'OCDE..... 189

<b>1. L'écriture technocratique, une pratique d'administration .....</b>	<b>193</b>
1.a. Stratégie de diagnostic social .....	193
1.b. Stratégie ventriloque .....	196
1.c. La maîtrise du développement technologique .....	200
<b>2. La participation, un dispositif de communication .....</b>	<b>205</b>
2.a. Emergence de la participation .....	205
2.b. Dispositif et communication.....	211
2.c. Des dispositifs de connaissance.....	213
<b>3. L'évaluation, un outil de gouvernement .....</b>	<b>217</b>
3.a. Définition .....	217
3.b. Effets de rationalisation.....	218
3.c. Outils de la rationalisation.....	223
<b>4. La décision, un processus informationnel.....</b>	<b>225</b>
4.a. La décision illégitimée .....	225
4.b. La décision évaluée.....	227
4.c. La décision transformée .....	232

## CHAPITRE 5 Une démocratie technique ? Présupposition participative dans le champ STS ..... 235

<b>1. Spécificité des logiques discursives .....</b>	<b>239</b>
1.a. Logiques discursives .....	239
1.b. <i>Pandore</i> dans la continuité.....	240
1.c. Prolongement des enjeux politiques.....	245
<b>2. Le radicalisme épistémologique .....</b>	<b>247</b>
2.a. Un détour anglo-saxon .....	248
2.b. Stratégies de mise en circulation.....	250
2.c. Du radicalisme politique au radicalisme épistémologique .....	253
<b>3. Une posture discursive fragile.....</b>	<b>255</b>
3.a. Conflits.....	256
3.b. Effacements et glissements.....	257
3.c. La démocratie technique .....	259
<b>4. Indices de participation.....</b>	<b>263</b>
4.a. Rela(c)tivisme .....	263
4.b. Controverses.....	265
4.c. Multiplicité des espaces publics .....	267
<b>5. Un monde-laboratoire .....</b>	<b>269</b>
5.a. Bricolages scientifiques .....	270
5.b. Rationalités plurielles.....	272
5.c. Effets de science .....	275

<b>PARTIE III Régimes .....</b>	<b>279</b>
<b>CHAPITRE 6 D'un pôle à l'autre. Circulations et régime de discours .....</b>	<b>283</b>
<b>1. Principes .....</b>	<b>286</b>
1.a. A l'ombre des formations discursives .....	287
1.b. Identifier l'hétérogène .....	290
1.c. Régime discursif .....	293
<b>2. Qu'est-ce qui circule ? .....</b>	<b>295</b>
2.a. Agrégations médiatiques .....	295
2.b. Circulation-déplacement .....	298
2.c. Circulation-immobile .....	303
<b>3. Médiations .....</b>	<b>305</b>
3.a. Médiations individuelles .....	306
3.b. Médiations locales .....	309
3.c. Médiations frontières .....	315
<b>4. Le régime discursif participatif .....</b>	<b>319</b>
4.a. Caractéristiques .....	320
4.b. Régime de sens, régime de pouvoir .....	324
4.c. Homogénéité et plurivocité .....	329
<b>CHAPITRE 7 La politique expérimentale, une métaphore de gouvernement .....</b>	<b>331</b>
<b>1. La métaphore expérimentale .....</b>	<b>335</b>
1.a. Naissance .....	335
1.b. Fonctionnement .....	338
1.c. Extension .....	342
<b>2. L'expérimentation comme mode de gouvernement .....</b>	<b>346</b>
2.a. Problèmes de politique expérimentale .....	346
2.b. L'objet de la politique expérimentale .....	350
<b>3. Le débat public : de l'agora au laboratoire .....</b>	<b>355</b>
3.a. Mutation du débat public .....	356
3.b. Disparition des chimères consensuelles .....	358
3.c. Transformation des discours politiques .....	360
<b>4. La décision : du choix à l'enquête .....</b>	<b>362</b>
4.a. Du consentement à l'acceptabilité .....	363
4.b. Du jugement à l'évaluation .....	365
4.c. Savoir est décision .....	367
<b>5. L'ordre : police et communication .....</b>	<b>369</b>
5.a. Importance du faire savoir .....	369
5.b. Métamorphoses de la compétence politique .....	371
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>375</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>383</b>
<b>INDEX DES NOMS PROPRES .....</b>	<b>409</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>415</b>



*« Dis-toi bien, citoyen, que l'aristocratie de la cervelle  
peut être aussi haïssable que l'autre aristocratie. Nous  
avons assez des scientifiques. Nous sommes tous égaux. »*

Romain Rolland, *Les Loups*, 1898

## INTRODUCTION

### Désordres scientifiques et participation politique

---

#### *La décennie ardente*

Janvier 1969. Quatre physiciens américains appellent à la formation d'un groupe de chercheurs scientifiques en faveur d'un « *engagement sociopolitique énergique* »<sup>1</sup>. Le premier appel de ce qui deviendra, en septembre 1969, le SESPA (*Scientists and Engineers for Social and Political Action*)<sup>2</sup> s'interroge sur les bienfaits du progrès scientifique et technique. Ses signataires dénoncent une situation paradoxale : depuis la fin de la deuxième guerre mondiale les ressources financières et humaines allouées à la science n'ont cessé de croître, mais le monde de la recherche n'a pas su faire face aux responsabilités nouvelles qui lui incombent. En conséquence, les réalisations scientifiques et techniques sont devenues une menace plus qu'une opportunité pour les sociétés humaines. Il est grand temps pour les chercheurs de remettre en question l'équation « recherche = progrès = bonheur de l'homme » et de prendre acte de leur dépendance à l'égard des financements gouvernementaux et militaires ; il est nécessaire qu'ils s'organisent pour acquérir une efficacité politique réelle et reprendre ce que le pouvoir politique et financier leur a retiré. Quelques mois plus tard, en décembre 1969, des militants du SESPA manifestent à Boston, lors du meeting annuel de l'*American Association for the Advancement of Science* (AAAS), aux cris de « *Science for the People* ». Ils forgent ainsi une formule qui fera fortune dans les années suivantes et marquent l'entrée dans la sphère scientifique d'un type de militantisme qui lui était étranger.

Ces événements inaugurent une décennie singulière de l'histoire des sciences, aux Etats-Unis comme en Europe. Pendant un peu plus de dix années, les actions se succèdent qui font souffler, sur le milieu habituellement calme et confiné de la recherche scientifique, le vent d'une joyeuse révolte. Manifestations où d'honorables professeurs de mathématiques se retrouvent aux prises avec la police, laboratoires temporairement autogestionnaires opérant une redistribution égalitaire des

---

1 Michael Goldhaber, Martin Perl, Marc Ross, Charles Schwartz, « Announcing the formation of a new organization of Scientists dedicated to vigorous Social and Political Action », tract, janvier 1969.

2 Créé lors d'un meeting annuel de l'*American Physical Society*, le 4 février 1969, le SSPA (*Scientists for Social and Political Action*) est rebaptisé en septembre 1969 *Scientists and Engineers for Social and Political Action* – SESPA.

salaires, contre-expertises sauvages sur l'énergie nucléaire : une partie du monde de la recherche connaît un radicalisme politique sans précédent. Avec des variantes selon les pays, ce militantisme débridé prône le retrait des troupes américaines au Vietnam, soutient les luttes féministes et l'action des Black Panthers, dénonce les politiques nucléaires. Mais surtout, il entame une réflexion inédite sur le rôle et la fonction de la science dans la société. Sciences et techniques soulèvent un véritable dilemme politique, car elles font obstacle à l'égalité entre les individus alors même que le développement économique et social repose sur elles. Le militantisme et l'autocritique du champ scientifique conduisent à s'interroger sur la possibilité d'un usage émancipateur des sciences. Comment faire de la science une pratique « réellement » juste et égalitaire ? Comment rendre compatibles pratique scientifique et souci de justice sociale ?

Une telle vitalité critique n'est pas l'apanage des seuls mouvements contestataires radicaux. Au cours de la même période, différents acteurs sociaux élaborent, chacun à sa manière, une réflexion sur la science contemporaine. Militants écologistes, journalistes, administrateurs et responsables de la politique scientifique, sociologues des sciences : nombreux sont ceux qui, au cours des années 1970, conçoivent une contradiction entre les pratiques scientifiques et un fonctionnement social juste. La décennie ouvre ainsi une parenthèse curieuse de l'histoire des sciences, laissant libre cours à un bouillonnement d'idées sur les problèmes sociaux soulevés par les sciences et sur les dispositifs d'inscription du développement scientifique dans un fonctionnement démocratique.

La grande originalité de cette décennie de contestations et de réflexions sur les sciences tient à la fois aux ambitions et aux formes d'action déployées, aux solutions imaginées et à l'interpénétration des plans sur lesquels porte la remise en question, du plus concret au plus théorique. Le foisonnement de la critique affecte des domaines habituellement tenus pour distincts (militant, académique, administratif, journalistique) et multiplie les occasions de croisements et de rencontres entre des milieux pourtant enclins à se tenir à distance les uns des autres. Engagement politique, politique scientifique, étude académique se trouvent fréquemment confrontés et profondément enchevêtrés. L'analyse économique répond à la théorisation critique, les concepts universitaires sont mobilisés par l'administration et il n'est pas rare de voir des acteurs circuler d'un milieu à l'autre. L'étanchéité des différents domaines qui traitent de problématiques scientifiques est démentie avec une vigueur particulière par les années 1970 ; de l'épistémologie à la politique scientifique et à la critique militante, des questionnements fort différents sont articulés dans le plus grand enthousiasme.

A l'orée des années 1980, la revue *Esprit* consacre par exemple à la recherche scientifique un dossier qui illustre le mélange des genres auquel donne lieu la réflexion sur les sciences<sup>1</sup>. S'y retrouvent pêle-mêle des articles de militants partisans de l'autocritique scientifique (les biologistes Jean Deutsch, John Stewart, Françoise Laborie), de promoteurs de la vulgarisation (le physicien Michel Crozon), de fonctionnaires d'Etat soucieux de politique scientifique et d'innovation (Robert Fraisse, du commissariat au Plan, Thierry Gaudin du ministère de l'Industrie), de personnalités du monde académique (Luce Giard, Michel de Certeau ou encore Bruno Latour - sous le pseudonyme de Lamarosse). Chacun de ces auteurs est porteur de logiques institutionnelles et de pratiques spécifiques ; tous cependant prennent la science et la recherche pour objet commun et s'interrogent, que ce soit sur l'épistémologie du savoir de l'expert, que ce soit sur la nécessité de réguler le développement technologique ou sur la politique énergétique française. Des formes de questionnement diverses se rencontrent ainsi et contribuent à l'élaboration d'une problématique commune.

Au confluent de ces différentes logiques et dans l'intrication des motifs, une multitude d'énoncés sur la science et la recherche sont façonnés, distribués, circulent et s'affrontent pour s'informer ou se contredire. Procédant parfois de logiques minoritaires au sein des milieux où elles sont élaborées, voire de véritables « *erreurs de parcours* »<sup>2</sup>, ces interrogations n'en constituent pas moins le témoignage captivant d'une pensée audacieuse - par les idées qu'elle propose, les liens qu'elle crée - des rapports entre science et société. Elles apparaissent aujourd'hui comme les vestiges d'un temps, trop tôt révolu, où une analyse critique des sciences ne se résumait ni à la mesure d'une position sur l'échelle internationale du progrès, ni à la défense d'un fonctionnement menacé par les assauts de la libéralisation. Surtout, ces discours sont la chronique d'une époque qui, plus hardiment qu'aucune autre, s'est emparée de la question du *sens politique* de l'activité scientifique.

### ***Un modèle de gouvernement***

C'est d'abord sur l'histoire de ces discours que s'est penchée cette étude. Pour le chercheur contemporain, faire le récit de cette florissante période de réflexion sur les sciences, rendre l'ardeur avec laquelle des milieux variés ont essayé de concevoir la science, c'est profiter un peu de la lumière qui baigne une époque singulière. C'est aussi, et surtout, tenter de restituer la cohérence du projet politique des acteurs d'un moment essentiel de l'histoire des sciences contemporaines. Car

---

1 *Esprit*, 10-11, octobre-novembre 1981. Dossier consacré à la recherche dirigé par Luce Giard.

2 C'est ainsi que Benoît Godin caractérise le rapport *Science, croissance et société*, publié en 1971 par l'OCDE, et qui constitue l'un des éléments du corpus d'analyse. Benoît Godin, « Are statistics really useful ? Myths and Politics of Science and Technology Indicators », *Project on the history and sociology of S&T statistics*, working paper, 20, 2002, [en ligne].

c'est bien un projet politique qui traverse la réflexion sur les sciences dans les années 1970, projet dans lequel la science ne fait que tenir un rôle – le principal certes, jamais le seul. La dimension politique de la critique des sciences est un aspect aussi crucial que mal compris de cette dernière. Crucial, car ses principes centraux (comme le refus du partage entre savants et ignorants), loin de renvoyer à la seule critique d'une logique scientifique spécialisée, conduisent à la contestation de principes structurants d'organisation sociale<sup>1</sup>. Mal compris, car ce n'est jamais comme système philosophique cohérent que s'expose la critique des sciences, mais à travers des documents de nature diverse et hétérogène (tracts, bulletins critiques, rapports administratifs, etc.) dont l'analyse implique un exercice périlleux de reconstitution. Comprendre pourquoi, malgré leur éparpillement, ces éléments forment une entité discursive, « individualiser » cette entité, impose d'ordonner la continuité de la réflexion par-delà la discontinuité des matériaux<sup>2</sup>.

La mise en lumière d'un projet politique commun à ces différents supports d'une réflexion critique sur les sciences constitue donc un enjeu de taille. Une partie de cette recherche a consisté à clarifier ce projet, que l'on définirait aujourd'hui comme une tentative de *radicalisation de la démocratie*<sup>3</sup>. Qu'il s'agisse du fantasme d'une vulgarisation pure et parfaite, du mythe d'une autre science ou du rêve de dispositifs intégrant aux choix technologiques l'avis de la population, les idées ne manquent pas qui poursuivent un idéal égalitaire, mais renvoient à des conceptions peu explicitées, parfois confuses, des inégalités et du partage social des connaissances. De plus les groupes militants, universitaires, administratifs qui portent ces différents discours ne revendiquent pas un projet commun et les dissensions l'emportent souvent sur les correspondances. L'objectif des militants de la critique des sciences diffère par exemple profondément, selon ses artisans, des initiatives prises au niveau administratif et gouvernemental en matière de démocratisation scientifique. Pourtant, il semble possible et même pertinent de dégager, malgré l'hétérogénéité des énoncés produits, une logique discursive collective de ces différentes tentatives de refondation politico-scientifique. Ce faisant, on peut les rendre compréhensibles au lecteur contemporain en les éclairant d'un jour nouveau. Au-delà des différences institutionnelles, quelque chose rassemble ces tracts politiques sur

---

1 Baudouin Jurdant, *Problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, thèse de doctorat, Université Louis Pasteur de Strasbourg, 1973 ; Philippe Roqueplo, *Le partage du savoir. Science, culture, vulgarisation*, Paris, Seuil, 1974.

2 Michel Foucault emploie la notion d'« *individualisation d'un discours* » pour décrire les opérations par lesquelles le chercheur montre l'appartenance commune d'énoncés hétérogènes à une entité discursive. Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p.51.

3 La notion de démocratie radicale est entendue au sens de Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, qui insistent sur la dimension dynamique et conflictuelle de l'approfondissement démocratique, plutôt qu'à celui de Jürgen Habermas comme idéal d'autolégislation par la communication. Chantal Mouffe, Ernesto Laclau, *Hégémonie et stratégie socialiste, vers une politique démocratique radicale*, Paris, Les solitaires intempestifs, 2009 [1985, trad. de l'anglais par Julien Abriel]. Jürgen Habermas, *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997 [1992, trad. de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme].

les inégalités dans les laboratoires, ces rapports administratifs sur l'évaluation des technologies, ces travaux universitaires sur les controverses scientifiques. Le montrer, c'est déjà comprendre une part de leur force.

Préalable indispensable, cet objectif initial de saisie et de compréhension s'efface ensuite derrière une ambition critique : analyser la persistance de la pensée des rapports science/société dans les conceptions contemporaines de l'organisation sociale. La clarification du projet politique des discours sur la science produits dans les années 1970, la mise en évidence de leur homogénéité, conduit en effet à une approche critique car elle expose leur nature. Loin de se résumer à une collection d'énoncés ambitieux et novateurs mais encore incompris, ceux-ci mettent en scène une économie nouvelle des savoirs et de leur transmission, élaborent des conceptions du fonctionnement social et reconfigurent le sens de l'activité scientifique et politique. Ils ne réclament pas le regard compatissant réservé aux projets louables et restés dans les cartons, mais bien plutôt celui, inquisiteur, que l'on porte sur les rouages de la gouvernementalité.

Le travail d'élucidation permet en effet de saisir la cohérence d'ensemble de ces discours, de mieux les comprendre, mais aussi de déceler leur perpétuation dans les formes actuelles du pouvoir. Les discours sur la science produits dans les années 1970 ne sont pas uniquement le fruit des spéculations de quelques militants d'extrême gauche, n'opèrent pas dans le pur fantasme d'autres pratiques scientifiques, n'existent pas seulement *en puissance*. Leur apparition signe une réorganisation des représentations et des manières de conjuguer science et politique. Nullement anodins, ils constituent, de fait, l'appareillage discursif d'un mode de gouvernement. A ce titre, ils peuvent être appréhendés à la fois comme un formidable laboratoire d'idées encore largement inexploitées et comme un rouage de production des formes de la gouvernementalité contemporaine.

La notion de gouvernementalité, programme de recherche plutôt que concept strictement défini, invite à décrypter les mécanismes coercitifs dans lesquels l'homme inscrit ses actions<sup>1</sup>. Par cette expression, Michel Foucault propose au chercheur de s'attaquer à des mécanismes de pouvoir indissolublement discursifs, matériels, structurels, institutionnels et épistémiques. Définir un mode de gouvernement, pour Foucault, c'est mettre en rapport une production de savoirs, de techniques et d'institutions qui participent d'une même organisation des rapports humains. Le philosophe propose ainsi de considérer le terme de gouvernement, non pas dans une acception restrictive désignant les

---

1 Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004, et en particulier « 4<sup>e</sup> leçon, 1<sup>er</sup> février 1978 », p.91-118.

structures politiques et la gestion des Etats, mais comme l'ensemble des mécanismes qui dirigent les conduites d'individus ou de groupes<sup>1</sup>. C'est en ce sens que le mot est utilisé dans cette recherche. La gouvernementalité est une notion ouverte, plastique, qui incite à penser les métaphores paradigmatiques du pouvoir tel qu'il s'exerce. Métaphore de l'exclusion et de l'enfermement<sup>2</sup>, ou de l'enfermement et de l'observation<sup>3</sup>, constituent des exemples des modes de gouvernementalité analysés par Foucault.

C'est l'émergence d'une telle métaphore que cette recherche entend retracer à travers l'analyse des discours sur la science dans les années 1970. L'étude insiste sur l'importance des pratiques discursives dans la configuration du monde sensible et dans la production de normes gouvernant l'activité humaine. En l'occurrence, les normes et le mode de gouvernementalité ici définis portent sur la conception du lien entre les savoirs, leur circulation sociale et les pratiques politiques. Des énoncés divers, formulés par des acteurs hétéroclites (militants, fonctionnaires internationaux, chercheurs en sciences sociales) composent une grammaire de représentations nouvelles du champ scientifique et de son inscription dans la société.

En une décennie, les prolifiques réflexions élaborées sur la science dessinent ainsi un nouvel espace de pensée pour les sciences et la politique et, à ce titre, forment l'outillage d'un mode de gouvernementalité qu'il convient de sonder. Il s'agit d'identifier et de désigner, dans l'entrelacement des discours, les mécanismes de production d'un pouvoir. Pour cela, l'approche privilégiée est archéologique et généalogique, car elle offre les ressources nécessaires à la reconstruction de la cohérence d'énoncés hétérogènes. Archéologique, l'étude cherche à reconstituer le mode de pouvoir, le partage du sensible<sup>4</sup> auxquels correspondent les énoncés disparates de critique des sciences produits dans les années 1970. Généalogique, elle vise à comprendre ce qui relie ces énoncés à notre temps, à observer leur empreinte sur nos façons de penser la science et la politique aujourd'hui – et retrace ce que les conceptions contemporaines du savoir et de sa circulation sociale doivent à la critique des sciences.

---

1 Michel Foucault, « Le sujet et le pouvoir », p.1041-1069 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1982].

2 Michel Foucault, *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, U.G.E, 1964 [1961].

3 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison* Paris, Gallimard, 1975.

4 Jacques Rancière, *Le partage du sensible, esthétique et politique*, Paris, La Fabrique, 2000.

## ***La participation en ligne de mire***

Dans le mouvement de va-et-vient ainsi initié entre les mots de l'histoire et la gouvernementalité présente, la notion de participation s'impose comme un axe incontournable de l'étude. En effet, dès la première plongée dans l'océan des énoncés de critique des sciences, on ne peut qu'être frappé par la proximité des thèmes abordés avec les thématiques actuelles de la participation et de la délibération. De la revendication d'une science du peuple à la mise en place de dispositifs participatifs d'évaluation technologique (*participatory technology assessment*), des notions comme la participation, l'implication individuelle et le débat public sont sous-jacentes aux discours sur la science dès les années 1970. Ces derniers méritent alors d'être considérés comme des éléments généalogiques du « *nouvel esprit de la démocratie* » défini par Loïc Blondiaux<sup>1</sup> : la participation politique.

La participation politique est un pilier historique des discours et des expériences démocratiques<sup>2</sup>, mais elle a fait l'objet à partir des années 1960 d'une valorisation particulière. Reprise à nouveaux frais par Arnold Kaufman<sup>3</sup>, la notion de « démocratie participative » influence certains leaders de la nouvelle gauche américaine, comme les fondateurs de *Students for a Democratic Society* (SDS)<sup>4</sup>. La notion est alors débattue dans le milieu du militantisme radical, qui promeut l'exigence d'une participation accrue de la part des citoyens<sup>5</sup>. Le champ académique relaie ces débats et la notion de participation rencontre une fortune critique en sciences politiques dans les années 1970, à travers les travaux de Carole Pateman, Dennis Thompson ou encore Crawford B. Macpherson<sup>6</sup>.

La France, à un degré moindre, connaît des débats similaires. Dès 1962, Pierre Mendès France propose de réaliser une « *démocratie de participation* » et invite à une conception plus active de la citoyenneté<sup>7</sup>. Sa réflexion n'est pas isolée et d'autres auteurs abordent la question, avec un engouement variable. Raymond Aron montre au début des années 1960 à quel point la spécialisation des sociétés industrielles entre en concurrence avec l'exigence de participation :

---

1 Loïc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008.

2 Yves Sintomer, *Le pouvoir au peuple*, Paris, La Découverte, 2007.

3 Arnold Kaufman, « Human Nature and Participatory Democracy » in Carl J. Friedrich (ed.) / *Nomos*, III, "Responsibility", New York, Liberal Arts Press, 1960.

4 Kevin Mattson, *Intellectuals in action. The origins of the New Left and Radical Liberalism, 1945-1970*, University Park, Penn State Press, 2002, chapitre 5, « Arnold Kaufman, radical liberal : Liberalism rediscovered », p.187-228.

5 Wini Breines, *Community and organization in the new left, 1962-1968 : the great refusal*, New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press, 1989 [1982].

6 Carole Pateman, *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970 ; Dennis Thompson, *The Democratic Citizen : Social Science and Democratic Theory in the 20th Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970 ; Crawford Brough Macpherson, *Democratic Theory: Essays in Retrieval*, Oxford, Clarendon Press, 1973.

7 Pierre Mendès France, *La République moderne*, Paris, Gallimard, 1966 [1962], p.273 .



« L'antinomie fondamentale de l'ordre politique, dont tous les régimes apparaissent comme des solutions imparfaites, c'est la volonté de concilier la diversité des tâches, l'inégalité des pouvoirs et des prestiges, avec une participation de tous les hommes à la communauté. Il n'y a pas de société qui n'essaie de réaliser cette participation de tous à la vie politique, mais il n'y en a pas non plus qui puisse assurer à tous l'égalité dans la tâche accomplie ou dans le prestige accordé »<sup>1</sup>.

Par ailleurs, les années 1960 et 1970 sont l'occasion d'expérimenter au niveau local des formes de participation et de collaboration entre acteurs de différents domaines, insatisfaits des politiques urbaines classiques<sup>2</sup>. Et si les années 1980 marquent une éclipse du discours participatif, les années 1990 le voient reprendre vigueur, à travers une série d'initiatives telles que la « loi d'orientation pour la ville » en 1991, la loi Barnier instaurant en 1995 la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), ou encore la loi Vaillant en 2002, qui rend obligatoires les conseils de quartier dans les villes de plus de 80 000 habitants. Bien sûr, l'influence actuelle du discours participatif n'est pas l'exclusivité des Etats-Unis et de la France. L'Union Européenne en a par exemple fait un thème de réflexion récurrent et la cause semble acquise : du « livre blanc » sur la gouvernance, publié en 2001, aux plus récents programmes cadres de recherche de l'Union, la participation citoyenne s'est imposée comme un lieu commun des débats, même lorsqu'elle est abordée de façon critique<sup>3</sup>.

Tout en devenant un thème quasi-inévitable du débat politique, la participation a commencé à faire l'objet de vives discussions. Elle est présentée par ses défenseurs comme la réponse la plus efficace à la crise de la représentation de la démocratie de marché<sup>4</sup>. Ses détracteurs, invoquant la « thèse de l'inanité »<sup>5</sup>, dénoncent la démagogie, voire le populisme de la notion, et stigmatisent alternativement l'impossibilité d'une politique participative, ou au contraire l'inadéquation entre les discours sur la participation et la réalité de l'offre participative, au regard de la timidité des procédures et de la législation en vigueur. Les débats portant plus précisément sur la participation aux choix technologiques ne font pas exception à la règle et mettent en évidence les difficultés soulevées par cette exigence nouvelle.

---

1 Raymond Aron, *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, chapitre 4, « Histoire et progrès », Paris, Gallimard, 1962, p.86-87.

2 Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

3 Dominique Pestre, *Historical Perspectives on Science, Society and the Political. Report to the Science, Economy and Society Directorate, European Commission*, janvier 2007, [en ligne] ; Jerry Ravetz, « Science, Governance and Society », *Policy Review Series*, 12, 2008, [en ligne].

4 Crawford B. Macpherson, *Principes et limites de la démocratie libérale*, Paris, La Découverte, 1985 [1977, trad. de l'anglais par André d'Allemagne].

5 Yannick Barthe, « Rendre discutable. Le traitement politique d'un héritage technologique », *Politix*, 57, 2002, p.57-78. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991 [1991, trad. de l'anglais par Pierre Andler].

Les inégalités de capital cognitif sont souvent perçues comme une raison essentielle de l'impossibilité à former une démocratie participative conséquente<sup>1</sup>. L'image du dialogue entre spécialistes et « profanes » conduit alternativement à deux formes de critiques. D'un côté, on dénonce l'insupportable relativisme qui donnerait autant de poids à la parole de « Monsieur Toutlemonde » qu'à celle d'experts autorisés. De l'autre, on signale les dangers d'un débat inégalitaire opposant des rhéteurs compétents, habiles à mobiliser des arguments convaincants, à des citoyens eux aussi dotés de bonnes raisons, mais moins expérimentés et éprouvant des difficultés à produire des justifications recevables dans l'espace public<sup>2</sup>.

Il serait bien difficile d'arbitrer ces débats. L'objectif de cette recherche n'est donc ni de distinguer les bons arguments des mauvais, ni de chercher les réalités de la participation dans son enchevêtrement avec d'autres formes politiques comme la représentation<sup>3</sup>. En revanche, il est significatif qu'en infusant l'espace social, la notion de participation politique confronte les acteurs à une série de problèmes qui sont au cœur des interrogations sur les sciences dans les années 1970. Il semble fructueux d'articuler généalogiquement l'impératif participatif et la critique de la science, en montrant comment cette dernière ouvre un questionnement qui correspond à une nouvelle forme de gouvernamentalité<sup>4</sup>.

Cette articulation n'est cependant ni simple, ni linéaire. Si le discours de critique des sciences occupe de toute évidence une place privilégiée dans la généalogie du discours participatif, il ne faut pas rabattre trop hâtivement l'un sur l'autre. De même que la participation s'ancre dans plusieurs généalogies à la fois<sup>5</sup>, le discours de critique des sciences donne lieu à plusieurs modes de gouvernement différents. Ou encore, la conception de la participation qu'il forge excède celle qui s'est imposée de nos jours. Il serait alors réducteur de voir seulement en la critique des sciences l'une des sources de l'impératif participatif contemporain. Comme tout élément généalogique, la

---

1 Ainsi nommé dans ces lignes en référence aux notions bourdieusiennes de « capital économique » et « capital culturel » (Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994) plutôt que dans la perspective du capitalisme cognitif (Yann Moulier-Boutang, *Le capitalisme cognitif*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007).

2 Sur la notion de dé-singularisation des discours et des opinions : Luc Boltanski, Yann Darré, Marie-Ange Schiltz, « La dénonciation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 51, mars 1984.

3 Cécile Blatrix, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, 74, 2009/2, p.97-119.

4 Cette intuition est confortée par Martin Lengwiler, lorsqu'il affirme que les bases de la notion contemporaine de participation aux sciences et aux techniques sont posées dès la fin des années 1960. Martin Lengwiler, « Participatory approaches in science and technology. Historical origins and current practices in critical perspective », *Science, technology and human values*, 33, 2008/2, p.186-200.

5 Cette pluralité constituait le sujet des journées d'étude « Généalogies de la démocratie participative », Paris, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Val de Seine, 8-9 février 2008.

critique des sciences appartient à plusieurs arbres à la fois. Ce texte insiste donc sur sa dualité. D'une part, elle s'inscrit dans la généalogie de l'impératif participatif contemporain car elle montre des caractéristiques aujourd'hui reconnues comme celles de la participation. D'autre part, elle élabore un projet gouvernemental qui ne se réduit pas au discours participatif actuel.

Les discours sur la science conduisent à au moins deux modèles de la participation : l'un, avec une coloration délibérative, et l'autre, de « politique expérimentale ». Ces deux modèles (participatif-délibératif et participatif-expérimental) coexistent. Cependant, si la délibération est abordée par de nombreux travaux, l'expérimentation est moins connue<sup>1</sup>. Une meilleure appréciation de la politique expérimentale devrait donc permettre de reconsidérer le contexte dans lequel se déploient les formes contemporaines du pouvoir. Un article fondateur de Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot donne une idée plus précise de la coexistence des modèles au cours des années 1970. L'auteur y insiste sur l'importance de l'implication du public dans la gestion de l'environnement. Il préfigure à plusieurs égards la conception actuelle de la participation des citoyens aux prises de décision. Cependant, certains des arguments qu'il avance débordent cette conception, notamment lorsqu'il propose de conceptualiser la participation comme une forme d'expérimentation :

*« Par une décomposition judicieuse du problème de gestion de l'environnement qui se pose, les divers publics [...] peuvent prendre part à la décision, à l'exécution, puis au contrôle des résultats d'une action visant à résoudre ce problème. La participation qui est ainsi générée va donc bien au-delà de l'information. Elle s'efforce de donner un rôle à chacun qui implique non pas son adhésion ou son opposition, mais sa responsabilité dans l'issue de l'expérience qui est entreprise »<sup>2</sup>.*

Ténrière-Buchot présente la participation, non seulement comme une activité de discussion et de contrôle des choix techniques (conception aujourd'hui fréquente), mais aussi comme une pratique collective d'expérimentation – acception plus rare. Pensée à la fois comme mode de discussion, de délibération, de contrôle et d'expérimentation, la participation d'alors a à la fois beaucoup et peu à voir avec celle d'aujourd'hui. En elle cohabitent des significations plus variées que celles prises en compte par les décennies suivantes. L'objectif de cette étude est alors de montrer en quoi le discours de participation aux sciences et aux techniques forgé dans les années 1970 alimente la notion de participation telle qu'on la connaît (principalement comme délibération et contrôle), et en quoi il débouche sur la possibilité d'un mode de gouvernement moins clairement identifié.

---

1 Il existe toutefois des notions proches. Ainsi, la notion de « société expérimentale » rend compte de certains aspects de la politique expérimentale, mais celle-ci ne s'y réduit pas, comme on le verra. Wolfgang Krohn, Johannes Weyer, « Society as a laboratory : the social risks of experimental research », *Science and public policy*, 21, 1994, p.173-183.

2 Pierre-Frédéric Ténrière-Buchot, « Le rôle du public dans la gestion des milieux naturels », *Futuribles*, 5, hiver 1976, p.67-84.

## ***Thèse et hypothèses***

L'hypothèse principale de ce travail est que la décennie de contestation *post-68* initie une reconfiguration essentielle des rapports science/société qui touche aux formes contemporaines du pouvoir. Cette réflexion conduit à une thèse en deux temps. Tout d'abord, un régime discursif émerge au cours de la décennie 1970, qui exige une participation plus active de la population à la définition des enjeux du développement scientifique et technique<sup>1</sup>. Trois caractéristiques définissent, en première approche, la notion de régime discursif. Il se définit d'abord par un système de contraintes d'énonciation. Dans un régime discursif donné, il n'est pas possible de *dire* n'importe quoi car l'énonciation obéit à des règles. Par ailleurs, ces règles ne peuvent être trouvées hors des énoncés qui composent le régime. Le chercheur doit, pour assimiler un ensemble d'énoncés dispersés à un régime discursif, plonger *dans* les énoncés et tenter de reconstituer leur homogénéité. Enfin, un régime discursif se caractérise par sa fonction coercitive. Il est porteur de représentations qui définissent le champ d'intervention des acteurs sociaux.

Pour étayer cette dernière caractéristique, la recherche s'interroge dans un second temps sur les mutations du pouvoir liées à l'émergence du régime participatif dans les années 1970. L'apparition d'une exigence participative met en jeu un nouveau mode de gouvernementalité, lié à la fois aux conceptions contemporaines de la participation comme délibération et à un modèle d'expérimentation politique mal identifié. Cette exigence constitue un élément généalogique de l'impératif participatif contemporain, car elle en élabore certaines caractéristiques. Elle échafaude une conception de l'espace public, affirme l'importance de la délibération et des choix collectifs, montre les problèmes politiques soulevés par l'expertise scientifique – autant d'aspects centraux de l'impératif participatif contemporain. Mais elle ne se réduit pas à un élément généalogique du discours participatif. Le régime identifié dans les années 1970 sous l'expression de « discours de participation aux choix scientifiques et techniques » convoque un imaginaire commun aux initiatives participatives contemporaines, mais mobilise aussi des représentations d'autres pratiques. Il est simultanément le même et l'autre de la participation telle qu'on la connaît aujourd'hui et qui s'est répandue avec la *politics of talk*<sup>2</sup>, notamment sous l'influence de Jürgen Habermas.

---

1 La conception du régime discursif employée dans ces lignes s'inscrit au confluent des notions foucaaldiennes de formation discursive et de régime de vérité, sans leur donner une extension similaire. Lorsque Michel Foucault emploie l'expression « *régime de vérité* », il entend décrire une épistémé générale. A l'inverse, de multiples régimes discursifs peuvent coexister. Michel Foucault, « Entretien avec Michel Foucault », p.140-160 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1977]. Jacques Guilhaumou, « Où va l'analyse de discours ? Autour de la notion de formation discursive », *Texte !*, juin 2004, [en ligne].

2 Alan Irwin, « The politics of talk. Coming to Terms with the « New » Scientific Governance », *Social Studies of Science*, 36, 2006/2, p.299-320.

En résumé, l'objectif de cette recherche consiste à analyser des textes, publiés dans les années 1970 en France, qui traitent des rapports entre science et société, afin d'y montrer l'apparition d'un régime de discours sur la participation aux choix scientifiques et techniques. L'analyse doit mettre en évidence le modèle de gouvernement qui se dégage du régime de discours étudié. Ce modèle de gouvernement est double. Le rôle qu'il joue dans la généalogie de la participation apporte donc un éclairage original sur l'exercice contemporain du pouvoir : entre délibération et expérimentation, il construit deux représentations distinctes et complémentaires du politique. La problématique peut alors être formulée comme suit : ***en quoi le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques, qui émerge au cours de la décennie 1970, constitue-t-il la matrice d'un mode de gouvernementalité ?*** Les hypothèses suivantes ont permis de déterminer les axes de la recherche<sup>1</sup> :

*Hypothèse 1* : Au cours des années 1970, on assiste à l'émergence d'un régime discursif original sur la participation aux choix scientifiques et techniques. Une rupture est ainsi produite dans l'ordre discursif. Cette hypothèse amènera à s'interroger sur les conditions auxquelles il est possible de parler d'émergence d'un régime discursif.

*Hypothèse 2* : la deuxième hypothèse concerne les pôles discursifs impliqués dans la construction du thème de la participation. Celle-ci apparaît à l'intersection de différents lieux de discours, ou pôles, et cela entraîne une redistribution des frontières entre science, militantisme et politique. L'attention se portera plus précisément sur les modes de circulation, les opérations qui affectent et transforment les représentations lorsqu'elles circulent entre les pôles.

*Hypothèse 3* : A travers le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques apparu dans les années 1970 se constitue une forme de gouvernementalité qui repose largement sur le thème de la participation. Cette forme de gouvernementalité peut être spécifiée de deux façons différentes. La première, explicitée par de nombreux travaux, implique les notions de contrôle du développement technologique et de discussion collective des choix. La seconde, moins souvent analysée, correspond à un impératif expérimental. Celui-ci, qui attribue à la communication des savoirs un rôle nouveau et norme de façon originale leur circulation sociale, devra être décrit plus amplement.

---

<sup>1</sup> Les hypothèses ne constituent que des pistes de travail, et à ce titre elles ont surtout vocation à cadrer la réflexion menée dans ces lignes et à indiquer les principaux axes de recherche : retracer l'émergence d'un régime discursif (H1), prêter attention aux phénomènes de circulation des énoncés et des représentations (H2), analyser les modèles de gouvernement portés par un régime de discours (H3).

### ***Une méthodologie interdisciplinaire***

Pour répondre aux enjeux ainsi soulevés, la méthodologie retenue est de type archéologique et généalogique, et emprunte à l'histoire et à l'analyse de discours. Comme le premier chapitre le montrera, une telle posture, interdisciplinaire et caractérisée par son attention aux discours, apparaît comme un procédé efficace d'analyse critique des formes du pouvoir. Elle conjugue trois pratiques de recherche. La première mobilise les disciplines historiques ; la seconde s'appuie sur l'analyse de discours ; la troisième consiste à discuter des modèles de gouvernement sur un plan de théorie politique.

Dans un premier temps, des recherches documentaires et historiques ainsi que de premières analyses ont permis d'identifier un champ discursif autour de la question des rapports science-société-politique, en particulier sur la question de la participation. Cette phase a abouti, premièrement, à l'identification de la thématique des discours sur la participation politique aux sciences et aux technologies. Deuxièmement, les « longues » années 1970, entre 1968 et 1983, ont été délimitées comme une période significative pour analyser la construction de la thématique. Troisièmement, les principaux « lieux » de constitution du thème de participation aux sciences et aux techniques à cette époque ont été circonscrits. Trois pôles particulièrement dynamiques de production des discours sont apparus : un pôle militant (à travers des publications militantes de critique des sciences)<sup>1</sup>, un pôle technocratique (à travers les rapports produits par la division de politique scientifique de l'OCDE)<sup>2</sup> et un pôle académique (à travers les premiers bulletins et revues de « nouvelle » sociologie française des sciences)<sup>3</sup>. Ces trois pôles ont produit, presque simultanément, des conceptions distinctes mais complémentaires de la participation aux sciences et aux techniques. Ils ont donc constitué le corpus d'analyse, matériau privilégié de l'étude.

La deuxième étape de travail a consisté à retracer, au sein de chaque pôle, les logiques discursives ayant conduit à la production de discours sur la participation dans le cadre des sciences. Pour cela,

---

1 Le pôle militant est constitué à partir des publications militantes : *Porisme* (1966-1967), *Labo-contestation* (1970-1972), *Survivre* (1970-1975), *Impascience* (1975-1977). Ce corpus est détaillé en Annexe 1.A.

2 Le pôle technocratique est constitué à partir des rapports de l'OCDE : *Problèmes de politique scientifique. Séminaire de Jouy-en-Josas (France), 19-25 février 1967*, Paris, Publications de l'OCDE, 1968 ; *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971 ; François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973 ; *Principes méthodologiques pour l'évaluation sociale de la technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1975 ; *Évaluation sociale de la technologie. Examen d'un choix d'études*, Paris, Publications de l'OCDE, 1978 ; *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979. Ce corpus est détaillé en Annexe 1.B.

3 Le pôle académique est constitué à partir des publications : *Pandore* (1978-1983), *Culture technique* (seulement numéros 1 à 11, entre 1979 et 1983), *Fundamenta scientiae* (seulement volumes 1 à 4, entre 1980 et 1983). Ce corpus est détaillé en Annexe 1.C.

des outils d'analyse de discours ont été mobilisés. Les signes du discours sur la participation ne consistent pas uniquement en des occurrences du terme ; la recherche s'est appliquée à mettre en évidence l'apparition d'une idée et d'un concept de la participation plutôt qu'à retracer les usages du mot. Il fallait pour cela reconstruire la logique interne à chaque pôle de production d'un discours sur la participation, mais aussi comparer les différents pôles, montrer les liens de circulation qui les unissent, et dégager à la fois les spécificités des discours qu'ils produisent et les logiques communes qu'ils mettent en œuvre.

Au cours de la dernière étape, on a cherché à définir le modèle de gouvernement en jeu et à mettre au jour la normativité du régime discursif de la participation politique aux choix scientifiques et technologiques. Pour cela, il a fallu discuter le régime analysé à l'aune de textes de théorie politique et d'exemples contemporains de politique participative/expérimentale. Cette thèse essaye ainsi de faire cohabiter deux dimensions. D'une part, elle discute, sur un plan théorique, un problème dont l'émergence est contextualisée par l'étude historique et détaillée par l'analyse de discours. D'autre part, elle recourt à une analyse de la circulation sociale du sens et produit un modèle de cette circulation (entre les trois pôles militant, technocratique et académique). L'intuition qui amène à articuler ces deux questionnements est que l'étude de la circulation sociale des discours qui la composent permet de comprendre pleinement une notion aussi problématique que celle de participation.

## ***Plan***

Le texte de la thèse se compose de sept chapitres organisés en trois parties. La première partie, « Perspectives », constitue à double titre le soubassement de ce travail. Soubassement théorique tout d'abord, car elle présente les perspectives épistémologiques et méthodologiques dans lesquelles ce projet d'analyse généalogique a été élaboré (chapitre 1). Il a paru primordial de justifier le choix de l'objet étudié et la méthode. Soubassement historique ensuite, car il a fallu dresser un état des lieux des discours précédant les années 1970 et l'apparition du thème de la participation aux choix scientifiques et technologiques (chapitre 2). En d'autres termes, le deuxième chapitre élabore une présentation générale et synthétique des éléments discursifs dont la recomposition, à partir de 1968, va faire surgir le thème de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Il ajoute ainsi à la mise en perspective théorique une mise en perspective historique.

La deuxième partie, « Recompositions », analyse successivement la façon dont le thème de la participation émerge au sein de chacun des trois pôles. Le terme de recomposition peut être entendu en deux sens différents. D'une part, l'apparition d'un impératif de participation est rendue possible par la recomposition, au sein de chaque pôle, de divers éléments de signification. D'autre part, le phénomène peut être analysé de façon inverse, si l'on souligne que l'émergence du thème participatif recompose le paysage signifiant et conceptuel dans lequel elle a lieu. Il y a là deux approches complémentaires d'un même phénomène, dont la notion de recomposition permet de souligner l'unicité. Cette partie est donc l'occasion de montrer l'hétérogénéité des définitions de la participation de chaque pôle et la transformation de l'espace des discours qui en résulte.

Ainsi, le chapitre 3 présente le discours sur « la science au peuple », tel qu'il s'est constitué dans les publications de critique des sciences du pôle militant, et caractérise les raisons pour lesquelles la participation devient une exigence d'émancipation au sein de ce pôle. Le chapitre 4 explique quant à lui pourquoi les rapports de l'OCDE donnent à la participation un rôle spécifique d'instrument de gouvernement au sein des dispositifs d'évaluation technologique. Il montre aussi les opérations par lesquelles la notion de décision s'enrichit de nouvelles représentations. Le chapitre 5 revient sur les premières revues de la nouvelle sociologie des sciences où l'on trouve une formulation du discours sur la démocratie technique, qui montre en quoi le travail académique des sociologues des sciences prolonge le travail militant des activistes de la critique des sciences. A travers ce discours, on voit poindre une conception du monde comme laboratoire. Les pôles offrent trois versions de la participation, qui toutes trois contribuent à remodeler l'espace discursif.

La troisième et dernière partie, « Régimes », passe de l'idée de recompositions discursives à celle de régime discursif et montre la cohérence du régime ainsi apparu, puis son originalité. Le chapitre 6 revient, à partir d'exemples précis, sur les croisements entre les discours des trois pôles, et cherche ainsi à mettre au clair la cohérence du régime discursif qu'ils ont bâti. Chaque pôle a élaboré ses propres recompositions et sa propre conceptualisation de la participation, mais la confrontation entre ces discours hétérogènes aboutit à des principes communs d'énonciation. A partir de cette étude, il est enfin possible de définir plus précisément les caractéristiques du mode de gouvernementalité dessiné par le régime discursif (chapitre 7). Dans le dernier chapitre de la thèse, on cherchera ainsi à définir la notion de politique expérimentale, en la distinguant de l'impératif participatif contemporain et en montrant que les discours critiques sur la science dans les années 1970 sont porteurs d'un appareillage technologique et politique original.





## PARTIE I Perspectives

---

En tant que forme de représentation, la perspective consiste à reproduire une image en trois dimensions sur une surface plane, par un agencement spécifique des points de l'image. La perspective est donc liée à une *technique* ou à un *procédé* de représentation du réel. Elle propose de figurer une caractéristique perçue de la réalité par le recours à une construction spécifique de l'image<sup>1</sup>. A ce titre, elle remplit le rôle d'un dispositif énonciatif, choix d'une forme de représentation de l'objet ou du récit. Pour cette raison, la perspective donne son nom à la première partie de ce texte, consacrée aux opérations de représentation de l'objet de recherche sous deux aspects différents.

Le premier chapitre questionne la perspective théorique adoptée par les sciences sociales critiques. Il a paru inévitable, en préalable à la construction de cette recherche, de s'interroger sur le point de vue à adopter dans le cadre d'une pratique critique des sciences sociales. La raison de ce questionnement est double. D'une part, il a semblé que le pouvoir constitue depuis longtemps un objet privilégié des approches critiques des sciences sociales. D'autre part, il est apparu que depuis quelques décennies, cet objet est plus difficile à circonscrire et à dénoncer et que, dans leur lutte avec le pouvoir, les sciences sociales sont moins assurées – et moins efficaces – qu'elles ont pu l'être à d'autres époques. Les « perspectives » que l'on avait coutume d'adopter pour décrire le monde social, dans les traditions durkheimienne et marxiste, ne font plus recette<sup>2</sup>. En parallèle, on peine encore à saisir comment les « nouvelles sociologies »<sup>3</sup> permettent d'articuler au mieux description sociologique et engagement social. Par conséquent, les recherches en sciences sociales revendiquant un héritage critique montrent

---

1 Hubert Damisch, *L'origine de la perspective*, Paris, Flammarion, 1999 [1987].

2 C'est aussi le sens du constat de Yannick Barthe, Cyril Lemieux, « Quelle critique après Bourdieu ? », *Mouvements*, 24, nov-déc. 2002, p.33-38, dossier « Après Bourdieu, le travail de la critique ».

3 Philippe Corcuff, *Les nouvelles sociologies : entre le collectif et l'individuel*, Paris, Nathan, 1995.

des difficultés à formuler un projet à la fois scientifiquement légitime et politiquement opératoire<sup>1</sup>.

Ces débats sur l'efficacité et la pertinence des procédés d'analyse du monde social soulèvent des questions complexes et d'une influence si considérable sur les pratiques de recherche qu'elles ne peuvent être éludées dans le cadre d'un projet aspirant à décrire des formes contemporaines de pouvoir. Pour cette raison, le texte qui suit débute par une réflexion d'épistémologie pratique sur la perspective à adopter pour décrire les mécanismes de pouvoir. Plutôt que de chercher à déterminer de façon définitive les bonnes pratiques en matière de désignation du pouvoir, il a été jugé prudent de discuter des mérites de différentes approches, avant d'en tester une au cours de cette recherche. Le chapitre 1 fait le point sur la manière dont certains chercheurs ont conçu leurs pratiques de désignation du pouvoir. A partir de cette étude, il propose une reformulation du projet de désignation des sciences sociales.

Ce préalable est d'autant plus nécessaire qu'il permet à la fois de construire une perspective théorico-pratique générale et de mettre en évidence ce qui, dans le discours de participation aux choix scientifiques et technologiques, mérite d'être analysé en tant que mécanismes de pouvoir. Le procédé retenu consiste à analyser la circulation et l'imposition sociale du sens : en fonction de quels mécanismes techniques, sociaux, sémiotiques, les « êtres culturels » recouvrent-ils des significations<sup>2</sup> ? La notion de participation aux choix scientifiques et techniques constitue l'une de ces significations, dans la mesure où elle est construite, au tournant des années 1970, comme une exigence à laquelle doivent répondre les démocraties. A ce titre, l'analyse de la circulation du sens doit à la fois comprendre comment émerge cette exigence, le sens (ou plutôt les sens) qu'elle prend et dans quelle mesure elle reconfigure le monde social.

La suite du texte applique le procédé d'analyse de la circulation du sens à l'exigence participative. Pour comprendre les conditions dans lesquelles émerge la notion de

---

1 Ces difficultés s'expriment régulièrement, depuis le milieu des années 1990, à travers les critiques adressées au relativisme culturel et à ses dérivés, au sein même des sciences sociales critiques. L'un des exemples français les plus récents et significatifs de ces attaques est : Jean-Loup Amselle, *L'Occident décroché, enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008, qui tire à feu nourri sur la *french theory* et ses conséquences anthropologiques.

2 La notion d'être culturel renvoie à tout objet, idée, acteur circulant et cheminant « à travers les carrefours de la vie sociale ». Yves Jeanneret, *Penser la trivialité. Vol. 1 : la vie triviale des êtres culturels*, Paris, Hermès-Lavoisier, 2008, p.14. Si Jeanneret recourt à ce terme surtout pour décrire des objets culturels, rien ne s'oppose cependant à un usage extensif.

participation aux choix scientifiques et technologiques, il est nécessaire de représenter le champ des discours dans lequel cette notion s'inscrit et qui la précède. Le deuxième chapitre fait alors l'état des lieux des discours sur la science et la société avant les années 1970 et les bouleversements que déclenche l'apparition de l'exigence participative. Il opère ainsi une synthèse des discours en les réduisant à des thèmes, tels que la politique de la recherche, l'autogestion ou la responsabilité des savants. Une telle synthèse implique une seconde mise en perspective, cette fois-ci directement à partir du matériau empirique, afin de représenter de façon intelligible et cohérente un monde de discours qui n'entretenaient parfois, avant l'apparition de l'exigence participative, aucun lien les uns avec les autres. La typologie adoptée, en termes de thèmes discursifs ou d'unités sémantiques, s'appuie sur une métaphore topographique et cherche à construire le plan des discours sur « science, société et politique » précédant les années 1970. Le chapitre représente ainsi le monde social comme un champ discursif dont la cohérence peut être retrouvée à travers la formation de différentes strates de discours (discours sur la *Big Science*, modèles d'intervention sociale, etc.).

La première partie, à travers les deux chapitres qui la constituent, a ainsi pour fonction de clarifier, d'une part, les intentions théoriques avec lesquelles ce travail a été mené, et d'autre part, le paysage discursif dans lequel s'inscrit l'apparition du discours participatif étudié au cours des parties suivantes.



## **CHAPITRE 1**

### **Gouvernements du sens.**

#### **Remarques préalables d'épistémologie pratique**

#### ***Une provocation barthésienne : pourquoi la question du pouvoir ?***

Au début de son cours sur *Le Neutre*, Roland Barthes désigne la notion de pouvoir comme un mot-*mana*<sup>1</sup> du discours des sciences sociales, qu'il suffirait d'associer à un autre terme pour légitimer n'importe quelle analyse<sup>2</sup>. Il imagine ainsi, non sans malice, les programmes « *pouvoir et inconscient* », « *pouvoir et sexualité* », « *pouvoir et nature morte* »<sup>3</sup>. Derrière l'ironie de son énumération pointe une sérieuse critique des sciences sociales et de leur rapidité à endosser l'habit de la dénonciation. C'est toute la systématisme, la maniaquerie, mais aussi la naïveté de l'évangélisme anthroposocial, que Barthes entend déjouer en mettant au point la figure du neutre. Le neutre, image d'une contre-réflexion sur le pouvoir ; ni dedans, ni dehors, ni avec, ni contre. Avec ce cours, l'auteur se fait peintre et, par touches successives, esquisse l'entre-deux que constituerait un espace hors du pouvoir, ou plutôt hors de la *pensée* du pouvoir. Il crée ainsi un militantisme du neutre qui a de quoi surprendre des années 1970 obsédées par le « Tout est pouvoir » de Michel Foucault.

L'ambition de l'auteur n'est cependant pas de *défaire* les théories du pouvoir, ni de leur opposer une conception alternative. L'attitude qu'il adopte consiste plutôt à les tenir à distance momentanément, sans réelles conséquences – Barthes ne reconnaît-il pas lui-même, au cours de l'une des leçons : « *Ce cours est fait pour périr sur l'heure* »<sup>4</sup>? Malgré l'agacement qu'il manifeste face à la multiplication des analyses en termes de pouvoir, il ne semble donc leur opposer qu'une simple esquivé, et non un lourd arsenal théorique. La nonchalance même de son geste conceptuel – faire du neutre une sorte de recoin sémiotique temporaire – a de quoi surprendre : quelles sont la signification et la portée de ce pied de nez ?

---

1 Le *mana* est un « *signifiant flottant* », une « *valeur symbolique zéro* », « *c'est-à-dire un signe marquant la nécessité d'un contenu symbolique supplémentaire à celui qui charge déjà le signifié* ». Claude Lévi-Strauss, « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », p.IX-LII in Marcel Mauss, « *Sociologie et anthropologie* », Paris, PUF, 1989 [1950], p.L.

2 Le chapitre qui suit ne formule ni un programme normatif, ni une épistémologie descriptive. Il correspond plutôt à la mise en forme de notes quotidiennes de travail, dont le rôle est de clarifier les enjeux du projet auquel a tenté de répondre cette recherche.

3 Roland Barthes, *Le Neutre, Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Seuil/IMEC, 2002, p.33.

4 *Ibid.*, p.221.

Sa proposition prend tout son sens si on y trouve, au-delà des variations sur le neutre, une provocation stimulante pour les chercheurs en sciences sociales. Sous des dehors anodins – le cours « rêverie », n’espérant aucun lendemain – cette provocation contient une adresse essentielle aux sciences sociales, une invitation à réfléchir sur le pouvoir, dans une perspective critique qui ne se satisferait pas de la dimension topique du concept. La grande force du propos de Barthes est ainsi d’indiquer la plus grande méfiance face à la notion de pouvoir, « mot à tout faire », boîte noire des sciences sociales. Son errance parmi des mots sans pouvoir engage son auditeur, puis son lecteur, à repenser le sens d’une analyse en termes de pouvoir. Jusqu’à quel point celle-ci peut-elle fonctionner ? Jusqu’à quel point est-elle nécessaire ? Et si le terme est sans aucun doute galvaudé, quelle est alors la pertinence des notions qui, bien que distinctes, gravitent autour de lui : domination, légitimation, injustice, aliénation, société de contrôle, biopolitique ? *Le Neutre* s’interprète comme un défi lancé aux sciences sociales dans une pirouette : « Vous autres, demande Barthes, que trouvez-vous de si fascinant et de si indispensable à la question du pouvoir ? ».

### ***Désigner le pouvoir au cœur d’une réalité polyphonique***

A cette question, le présent chapitre tente de répondre en expliquant, d’abord, *pourquoi* les sciences sociales critiques<sup>1</sup> ne peuvent faire l’économie du problème du pouvoir, et ensuite, *comment* elles pourraient prendre ce problème en charge pour y répondre de façon plus cohérente, plus conséquente et plus efficace. Pour cela, il apparaît d’une grande portée heuristique de reconsidérer la relation des sciences sociales et du pouvoir au prisme de deux remarques complémentaires. Dans un premier temps, le rapport des sciences sociales et du pouvoir est formulé comme un rapport de désignation de celui-ci par celles-là ; dans un second temps, le recours à la notion de *polyphonie des discours*, qui décrit un aspect du monde social dont la portée est encore mal mesurée, permet de mieux cerner le caractère problématique du fonctionnement des sciences sociales.

---

1 Ce chapitre porte sur les « sciences sociales critiques ». Par cette expression, on entend une pratique des sciences sociales qui, à l’instar de la fameuse « théorie critique », revendique une ambition émancipatrice, ou encore, pour reprendre les mots de Max Horkheimer, adoptent une attitude caractérisée « *par une méfiance totale à l’égard des normes de conduite que la vie sociale, telle qu’elle est organisée, fournit à l’individu* » (Max Horkheimer, cité par Emmanuel Renault, Yves Sintomer, « introduction », p.7-30 in Emmanuel Renault, Yves Sintomer (dir.) / *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte, 2003, p.8). Avec un tel projet, les sciences sociales critiques correspondent à un ensemble plus vaste que celui de travaux regroupés par Luc Boltanski ou Bruno Latour sous le nom de « sociologie critique » (terme qui renvoie surtout à la sociologie bourdieusienne de la domination. Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10, 1990, p.124-134 ; Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005, trad. de l’anglais par Nicolas Guilhot]). La réflexion produite dans ces lignes s’applique toutefois à une partie seulement des sciences sociales, bien que, dans un souci de légèreté d’écriture, la mention « critique » soit le plus souvent omise.

Les sciences sociales semblent en effet constituer une tentative spécifique de discourir sur le pouvoir et surtout de *désigner* celui-ci. Or, un certain nombre de débats transversaux des deux dernières décennies, en particulier sur le relativisme<sup>1</sup>, montrent que la dimension polyphonique du monde social, si elle n'est pas ignorée, expose en revanche les sciences sociales à des difficultés encore insurmontées. La notion de polyphonie des discours insiste sur la dimension discursive et discordante du monde social. Sa prise en considération amène à reconnaître que ce dernier est traversé par une infinité de discours, parfois indépendants, parfois concurrents, dans le plus grand désordre, et qu'il n'existe pas de règle absolue de discrimination entre ces discours. Elle conduit donc surtout à prendre acte du fait que rien ne saurait légitimement mettre fin à ce concert perpétuel : aucun discours ne peut prétendre à la vérité et balayer définitivement ses concurrents. « *L'érosion du principe de réalité* »<sup>2</sup> fait alors place à une dynamique permanente de plaques tectoniques : déplacements, chevauchements, crises, selon un déroulement infini.

Les conséquences d'une prise en compte de la polyphonie sont d'ordre pratique et font obstacle à la réalisation des objectifs attribués aux sciences sociales critiques. Ces obstacles soulèvent la question de savoir s'il est possible de concilier la prise en compte de la dimension polyphonique du social avec une façon conséquente d'interroger le pouvoir. Ou plus précisément : comment continuer à désigner le pouvoir et ses mécanismes tout en prenant acte de la polyphonie sociale ? L'hypothèse polyphonique fragilise la conception d'un pouvoir transcendant les relations sociales. Elle destitue le discours des sciences sociales, en lui ôtant la possibilité d'essentialiser le pouvoir et en coupant court à l'idée d'un rapport privilégié des sciences sociales avec la vérité. Accepter l'existence de la polyphonie des discours, c'est accepter l'idée que le monde social est tissé d'une infinité de discours entrecroisés – et faire le deuil de la promesse d'une coupure épistémologique. Des discours portés par la tradition, produits par la science, dispensés par les milieux politiques ou l'institution familiale, pas un ne peut prétendre résoudre la polyphonie. Certains peuvent se targuer d'une plus grande précision, d'une meilleure efficacité, mais aucun ne peut mettre fin à la polyphonie des discours pour fonder l'action juste<sup>3</sup>.

---

1 L'affaire Sokal est l'un des points culminants de cette série de controverses. Yves Jeanneret, *L'affaire Sokal ou la querelle des impostures*, Paris, PUF, 1998 ; Baudouin Jurdant (dir.), *Impostures scientifiques, les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris/Nice, La Découverte/Alliage, 1998.

2 Gianni Vattimo, *La société transparente*, Paris, Desclée de Brouwer, 1990 [1989, trad. de l'italien par Jean-Pierre Pisetta].

3 Richard Rorty, *Conséquences du pragmatisme*, 1993 [1982, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Cometti], chapitre 11 « Méthode, science sociale et espoir social ».



Avant de prendre en compte la polyphonie, la science sociale poursuit pourtant le rêve de mettre un terme aux débats sur les différentes formes de pouvoir, à partir d'une posture qui revendique un rapport privilégié au réel. Il suffirait de fonder scientifiquement la désignation du pouvoir par sa description pour déterminer la décision à prendre à son sujet, en vertu de l'alchimie du couple [discours vrai/action juste]<sup>1</sup>. Mais la prise en compte de l'existence de la polyphonie rend patente l'infinité des débats sur ce qui fonde le pouvoir et le fantasme de le désigner une fois pour toutes s'évanouit. Si la vérité n'existe pas de façon définitive et se trouve remplacée par des rapports de chevauchement entre discours, l'idéal d'une action « juste », fondée discursivement, s'effondre<sup>2</sup>. Les sciences sociales se voient retirer l'autorité dont elles se croyaient investies – leur privilège de désignation. Comment, et au nom de quel objectif, les sciences sociales peuvent-elles alors continuer à désigner le pouvoir ? Comment réconcilier l'attention à la polyphonie et la volonté de dissoudre le pouvoir ?

Dans cette perspective, ce chapitre porte d'abord sur la fonction des sciences sociales dans la mise au jour des mécanismes de pouvoir, et sur la fragilisation de cette performativité particulière par la prise en compte de la polyphonie des discours. Il tente de redéfinir le projet des sciences sociales à la lumière de l'hypothèse polyphonique, ce qui conduit à la proposition d'une « analyse de la circulation du sens ». Cette forme d'analyse permet d'étudier, à l'instar d'une généalogie, l'imposition de modes de gouvernement ; en insistant sur le sens, elle ajoute à l'analyse historique une attention sémiologique. Ce dernier point sera mis en application dans la suite du texte, qui présente l'émergence du régime discursif de la participation aux sciences et aux technologies comme l'imposition d'un mode spécifique de gouvernementalité du sens.

---

1 Ce couple est identifié par Rorty comme la « double exigence » du vocabulaire des sciences sociales. Richard Rorty, *Ibid.*

2 Le lien entre discours vrai et action juste est au fondement du positivisme comtien qui développe l'ambition de réformer intellectuellement la société. Johan Heilbron, *Naissance de la sociologie*, Marseille, Agone, 2006 [1990, trad. du néerlandais par Paul Dirkx] ; plus fondamentalement, selon Gianni Vattimo, cette conception de l'action dérive de l'idée spinoziste que la liberté consiste en la connaissance et l'adaptation à la structure nécessaire du réel. Gianni Vattimo, *La société transparente*, Paris, Desclée de Brouwer, 1990 [1989, trad. de l'italien par Jean-Pierre Pisetta].

## 1. Désigner le pouvoir

Afin de répondre à la question posée par Barthes, sur la pertinence pour les sciences sociales d'une prise en charge de la notion de pouvoir, il a paru utile, dans un premier temps, de redéfinir cette prise en charge. Les sciences sociales sont ainsi entendues comme un champ de production discursive dont une fonction essentielle est d'*élaborer des procédés de désignation des instances de pouvoir*. La notion de désignation éclaire le rapport du pouvoir et des sciences sociales, en insistant sur la performativité de ces dernières. Mais alors que cette performativité rend nécessaire le traitement du pouvoir par les sciences sociales, elle est fragilisée par la prise en compte de la polyphonie des discours.

### 1.a. Un geste efficace

Un ressort essentiel de l'activité émancipatrice des sciences sociales critiques a été l'élaboration de procédés de désignation des instances du pouvoir et la mise en évidence, au moyen de ces procédés, des mécanismes d'imposition du pouvoir. Pour mieux saisir les enjeux de cette affirmation, il est tout d'abord nécessaire de revenir sur les différents termes qui constituent la définition du rapport entre sciences sociales et pouvoir.

#### *Le pouvoir, ses objets et ses modes d'existence*

On trouve chez Cornelius Castoriadis une définition du pouvoir dont le mérite est de compenser le caractère arbitraire de toute définition par une concision qui en fait une base de travail pertinente et aisément discutable. Deux caractéristiques essentielles permettent à Castoriadis, *a minima*, de clarifier la notion de pouvoir. La première est l'exercice de la contrainte et « *la capacité, pour une instance quelconque (personnelle ou impersonnelle), d'amener quelqu'un (ou quelques-uns) à faire (ou à ne pas faire) ce que, laissé à lui-même, il n'aurait pas nécessairement fait (ou aurait peut-être fait)* »<sup>1</sup>. La deuxième caractéristique concerne les objets sur lesquels porte la contrainte et les outils qu'elle emploie, qui constituent ses « leviers ». Castoriadis distingue en effet le pouvoir « explicite », ou contrainte qui s'exerce sur l'individu à son corps défendant, du pouvoir « implicite » qui consiste à « *préformer quelqu'un de sorte que de lui-même il fasse ce qu'on voudrait qu'il fasse sans*

---

1 Cornelius Castoriadis, « Pouvoir, politique, autonomie », *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe* – 3, Paris, Seuil, 1990 [1988], p. 137-171.

*aucun besoin de domination* (Herrschaft) *ou de pouvoir explicite pour l'amener à...* »<sup>1</sup>. Dans chacun de ces idéaux-types, la contrainte porte sur un objet différent : prioritairement le corps dans le cas de la contrainte explicite, et le jugement individuel dans le cas de la contrainte implicite ; elle recourt à des outils différents, la violence ou la conviction et l'intériorisation.

Afin d'adapter cette définition aux besoins de la recherche, il est d'ores et déjà possible d'y retrancher un élément pour en ajouter un autre. Il est notable que Castoriadis place, derrière le pouvoir, une intentionnalité. Or, celle-ci n'a pas lieu d'être : de nombreux enjeux de pouvoir ont pu être conceptualisés en dehors de toute notion d'intentionnalité, comme l'a montré par exemple le structuralisme. Il est préférable de retrancher à la définition proposée par Castoriadis tout présupposé quant à l'existence d'une intentionnalité au fondement des mécanismes de pouvoir. Par ailleurs, on peut ajouter à la définition qu'il propose une troisième caractéristique, qui porte sur le mode d'existence de la contrainte : à travers quoi existe-t-elle ? Ces modes d'existence sont multiples<sup>2</sup>, mais réductibles à deux genres principaux : matériel et discursif. Tout pouvoir complexe oscille ainsi entre quatre pôles : explicite et implicite d'un côté, matériel et discursif de l'autre. Le pouvoir étatique, par exemple, exerce une contrainte sur les individus : de façon explicite, par l'institution policière et militaire, et de façon implicite, par la production de normes, comme l'idéologie républicaine. Le mode d'existence de cette contrainte est à la fois matériel (elle existe à travers des objets, des lieux, des personnes) et discursif (elle est aussi *instituée* par l'articulation des discours exprimant la croyance partagée en un pouvoir d'Etat et des modes de représentation de celui-ci<sup>3</sup>). En première approche, le pouvoir est donc l'exercice d'une contrainte explicite ou implicite, dont le mode d'existence est à la fois matériel et discursif.

### ***Les instances du pouvoir***

Le pouvoir s'exerce sur des objets, avec des outils et à travers différents modes d'existence. En conséquence, la nécessité de conserver une notion générale du pouvoir conduit à rassembler sous la notion d'« instance » ses multiples apparitions – de même que le langage existe chez Ferdinand de Saussure à travers la parole<sup>4</sup>, le pouvoir existe à travers des

---

1 Cornelius Castoriadis, *Ibid.*, p.144.

2 Cette diversité est décrite par Foucault dans sa définition du dispositif : Michel Foucault, « Le jeu de Michel Foucault (entretien collectif) », p.298-329 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1977].

3 Louis Marin, *Le portrait du roi*, Paris, Ed. de Minuit, 1981.

4 Ferdinand de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1995 [1916].

instances. Celles-ci peuvent être à la fois des individus, des groupes, des théories, des normes, des institutions, des traditions. Elles recourent les dispositifs foucauldien évoqués plus haut et partagent avec eux l'idée qu'il n'existe pas de pouvoir dans l'absolu, mais seulement à travers une multiplicité complexe d'objets. Néanmoins, le terme d'instance a été préféré à celui de dispositif dans la mesure où la notion foucauldienne accentue la dimension technologique des apparitions du pouvoir, tandis que cette étude insiste sur l'ordre discursif.

### ***Le geste de désignation***

Le choix de la notion de désignation est essentiel dans la caractérisation du rapport entre sciences sociales critiques et pouvoir. Il souligne deux aspects de la pratique des sciences sociales : leur dimension « monstrative » et leur dimension performative. Le travail des sciences sociales repose, premièrement, sur un exercice monstratif. S'il est indéniable que l'activité scientifique produit en permanence des résultats inattendus par le chercheur lui-même, il est en revanche nécessaire de considérer les *a priori* politiques sur lesquels elle repose et les effets de continuité entre ces *a priori* et la production de la recherche. Le geste de recherche est en partie déterminé par la posture du chercheur. Tenant compte de ce fait, la notion de désignation implique l'idée d'une posture initiale. C'est toujours à partir d'un lieu donné que l'on désigne quelque chose, et le doigt qui pointe la lune comme les inégalités sociales est toujours arrimé à un corps dont la gestuelle a son importance. « Idiotelement », le réel préexiste<sup>1</sup>, mais l'attention de l'épistémologue doit porter sur la désignation, acte de médiatisation, de « monstration ». On ne montre que ce qui existe, mais l'existant est toujours construit dans le cadre d'un projet socio-politique donné<sup>2</sup>.

La conséquence de cette appellation est par ailleurs d'accentuer une dimension importante des sciences sociales : celles-ci, en s'engageant dans une activité de monstration, ne poursuivent pas tant la vérité que l'efficacité sociale. La désignation est une *fonction pragmatique* des sciences sociales. Désigner quelqu'un ou quelque chose, c'est à la fois mettre son existence au jour et lui attribuer une place. Les sciences sociales relèvent donc à la fois de la formulation, de la représentation et de la production de postures pratiques sur des objets sociaux. Le terme

---

1 Clément Rosset, *Le réel. Traité de l'idiotie*, Paris, Ed. de Minuit, 1977.

2 Cette remarque rejoint les deux premières thèses de Dominique Pestre dans « Etudes sociales des sciences, politique et retour sur soi. Eléments pour sortir d'un débat convenu », *Revue du MAUSS*, 17, 2001, p.180-196. C'est aussi le sens de la critique adressée par Donna Haraway à l'idéologie de neutralité des sciences exactes, et de son plaidoyer en faveur de « *savoirs situés* » ou d'un « *témoin modeste* ». Donna Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais : sciences – fictions – féminismes*, Paris, Exils, 2007, [anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan].

de désignation amène à envisager les sciences sociales sous l'angle de leur performativité. Lorsqu'on *désigne* quelque chose, on le fait à partir d'un lieu et en vue de quelque chose. Cette distinction est importante car elle insiste sur les sciences sociales, non comme pure activité de connaissance, mais comme activité tournée vers l'action. Désigner suppose un geste, une intentionnalité pragmatique et l'inscription du discours dans une logique.

### ***Le procédé d'automatisation***

Le dernier terme dont l'usage mérite une clarification est celui de « procédé ». Les sciences sociales ont été définies comme une activité qui produit des procédés de désignation des instances du pouvoir. Si elles désignent le pouvoir, c'est donc *par l'intermédiaire* de procédés, qui recouvrent un ensemble de présupposés théoriques et de pratiques méthodologiques. Le recours à cette notion induit trois caractéristiques des sciences sociales. La première est la coexistence d'une pluralité de méthodes et d'approches. Un large pan de la recherche produit une critique sociale des mécanismes du pouvoir, mais cette activité s'exerce à travers une multitude de théories et de méthodes, sans unification. La notion de procédés signifie alors la coexistence de pratiques différentes tournées vers un objectif commun. En cela, la notion de procédé s'approche de celle de « programme de recherche » forgée par Imre Lakatos et retravaillée par Jean-Michel Berthelot<sup>1</sup>.

Le deuxième aspect souligné par la notion de procédé est l'automatisation des gestes de la recherche. Tout procédé est une technique de mise au jour des instances de pouvoir ; il normalise donc les réactions de désignation du pouvoir face à des situations variées. Au même titre que la boîte à outils foucaldienne, un procédé est abandonné aux usages des acteurs, tout en les contraignant : il s'agit d'un instrument cognitif ou d'un « *style de raisonnement* »<sup>2</sup>. Le recours à un procédé bourdieusien, marxiste ou ranciérien de désignation des instances du pouvoir normalise les enjeux attribués à une situation donnée. Les procédés de désignation technicisent et normalisent le geste de désignation ; ils forment autant de machineries intellectuelles de désignation du pouvoir. Et c'est toute la force d'un procédé de désignation d'ôter à des situations de pouvoir leur caractère singulier pour les rendre

---

1 Imre Lakatos, *Histoire et méthodologie des sciences. Programmes de recherche et reconstruction rationnelle*, Paris, PUF, 1994 [1986, trad. de l'anglais par Catherine Malamoud et Jean-Fabien Spitz]; Jean-Michel Berthelot, « Programmes, paradigmes, disciplines : pluralité et unité des sciences sociales », p.457-519 in Jean-Michel Berthelot (dir.) / *Epistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001.

2 Ian Hacking, « Styles de raisonnement scientifique », p.241-266 in John Rajchman, Cornel West (dir.) / *La pensée américaine contemporaine*, Paris, PUF, 1991 [1985, trad. de l'anglais par Andrée Lyotard-May].

comparables à certains égards. A ce titre, la notion de procédé suggère un processus de standardisation. Un procédé de fabrication permet de fabriquer des objets standardisés à partir de matériaux hétérogènes<sup>1</sup>.

Par conséquent, la notion de procédé se rapproche de divers concepts décrivant la diversité des modes d'appréhension du réel (paradigme, thémata, style de raisonnement, schèmes d'intelligibilité ou programme) en insistant sur la dimension performative. Ces notions ont permis d'explicitier plusieurs dimensions de normalisation du déroulement de la pratique et du raisonnement scientifique (par exemple à travers des orientations ontologiques, privilégiant des objets à étudier, et épistémologiques, privilégiant des formes d'explication)<sup>2</sup>. De la même façon, la notion de procédé insiste sur l'existence de cadres de normalisation de la pratique scientifique et de la production de connaissances. Mais elle se distingue des concepts précédents par le regard qu'elle porte sur le pragmatisme du geste de recherche. La comparaison avec la notion de schème d'intelligibilité permet d'éclairer cette différence. Les schèmes d'intelligibilité sont des traits distinctifs de l'explication scientifique ; leur mise au jour montre la cohérence et la stabilité des *types d'explications* formulées par un auteur ou un courant de pensée<sup>3</sup>. Analyser un procédé consiste en revanche à montrer la spécificité et la stabilité du rapport à l'action d'un auteur, à travers l'étude de son projet sociopolitique, des usages qu'il prône ou permet des savoirs qu'il produit, de ses pratiques méthodologiques. L'exemple d'une telle analyse est donné par Jean-Manuel de Queiroz, lorsqu'il confronte les déclarations dans lesquelles Michel Foucault fait de ses livres des boîtes à outils aux arguments du philosophe pour dénoncer de « mauvaises » lectures de l'*Histoire de la folie*. De la tension entre ces différentes normes de lecture émerge un procédé par lequel Foucault entend policer les interprétations et les usages de son œuvre<sup>4</sup>.

---

1 Cette caractéristique peut même devenir problématique lorsqu'elle devient une « *clé universelle* », comme le constate Luc Boltanski au sujet de l'explication en termes de « *rapports de force* ». Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10, 1990, p.124-134.

2 Jean-Michel Berthelot, « Programmes, paradigmes, disciplines : pluralité et unité des sciences sociales », p.457-519 in Jean-Michel Berthelot (dir.) / *Epistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, p.474.

3 Jean-Michel Berthelot, *L'intelligence du social*, Paris, PUF, 1998 [1990].

4 Jean-Manuel de Queiroz, « Lire Foucault ? Ou le paradoxe de la *tool box* », p.105-117 in Yves Chevalier, Catherine Loneux (dir.) / *Foucault à l'œuvre*, Fernelmont, E.M.E & InterCommunications, 2006.

## 1.b. Un geste nécessaire

Un premier élément de réponse aux réflexions de Roland Barthes consiste à adopter le point de vue d'une épistémologie pratique et à affirmer que la désignation des instances du pouvoir constitue une fonction essentielle des sciences sociales critiques. Pour compléter la réponse, il reste cependant à expliquer pourquoi une telle prise en charge du pouvoir par les sciences sociales est essentielle. Deux arguments y concourent principalement. Le premier est d'ordre négatif. Il n'explique pas pourquoi les sciences sociales devraient prendre en charge la question du pouvoir, mais plutôt pourquoi elles n'ont aucune raison d'abandonner cette problématique. Le second est positif : il souligne la spécificité du projet d'émancipation des sciences sociales critiques et montre pourquoi ce projet doit être conservé.

### *Tant qu'il y aura des discours...*

L'argument selon lequel les sciences sociales n'ont aucune raison d'abandonner la question du pouvoir est simple. Outre des faits matériels, le pouvoir existe à travers des discours qui l'instituent et le reconduisent. Par conséquent, tout champ social produisant des discours sur le pouvoir contribue à son existence. Or, la plupart des acteurs sociaux parlent du pouvoir, par exemple en proposant des interprétations des normes qui régissent les pratiques, et les experts n'ont nul privilège en la matière sur les « *individus ordinaires* »<sup>1</sup>. Il n'y a donc aucune raison pour que le pouvoir disparaisse. Tant qu'il y aura des discours, des instances continueront à produire du pouvoir. Celui-ci peut-être *seulement* une croyance, comme le note La Boétie<sup>2</sup>, mais c'est une croyance efficace dont nos sociétés ne semblent pas prêtes à se défaire<sup>3</sup>.

Paradoxalement, il serait donc plutôt inadéquat pour les sciences sociales d'abandonner le terrain du pouvoir. En effet, l'existence discursive du pouvoir tend à justifier l'idée qu'il n'y a qu'en cessant de parler du pouvoir que celui-ci disparaîtra. Elle invite donc les sciences sociales à traiter la question du pouvoir par le mépris. Mais pour que cet abandon soit pertinent, il faudrait que tous les champs sociaux cessent de discourir du pouvoir et des normes. Or, comme on l'a vu, cette hypothèse est invraisemblable. Par conséquent, il n'y a aucune raison pour les sciences sociales d'abandonner la question du pouvoir.

---

1 Sonia Branca-Rosoff, Nicole Ramognino, « Normes et sciences humaines, pratiques expertes/pratiques profanes », *Langage et société*, 119, 2007/1, p.7-11.

2 Etienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Flammarion, 1993 [1548].

3 André Berten, « Légitimité, légitimation, normativité », *Recherches en communication*, 25, 2006, p.77-90.

De plus, alors qu'en vertu de cette conception il est fort peu probable que le pouvoir disparaisse définitivement, il reste envisageable que certains groupes sociaux ou certaines institutions l'affaiblissent plus que d'autres, auquel cas ces groupes sociaux, ces institutions seraient nécessaires au débat social dans une perspective d'émancipation. Il semble que les sciences sociales visent à remplir un tel rôle, car si elles n'ont pas l'apanage du discours sur le pouvoir, elles ont en revanche montré un désir de s'en saisir qui les distingue des autres institutions. On peut ainsi prêter à ces dernières un projet spécifique de discours *sur et contre* le pouvoir et ajouter à l'argument négatif un argument positif. Les sciences sociales, en centrant leur activité sur l'élaboration de procédés, visent trois objectifs. Le premier consiste à mettre au point un savoir doté d'une performativité spécifique face aux instances de pouvoir ; le deuxième correspond à la mise en place d'une stratégie de conviction de l'existence/inexistence du pouvoir ; le troisième est la production de cadres de normalisation des discours sur le pouvoir qui rendent ceux-ci réutilisables par des acteurs différents et dans des situations variées. Ces trois aspects – performativité, conviction, normalisation – doivent être expliqués successivement, car ils correspondent au cœur du projet émancipateur des sciences sociales.

### ***Performativité, conviction, normalisation***

En fonction des champs dans lesquels ils sont produits, les discours sur le pouvoir ou les normes relèvent d'ambitions performatives variables. L'une des spécificités des sciences sociales critiques est de chercher à accroître et à institutionnaliser leurs ambitions performatives - par la mise au point d'un discours doté d'une efficacité particulière<sup>1</sup>. Cette tentative s'exprime d'abord par la confrontation systématique de différents modèles d'appréhension du monde, modèles dont l'existence publicisée contient la possibilité d'usages sociaux élargis<sup>2</sup>. Elle s'exprime ensuite par la poursuite de la contradiction<sup>3</sup>. Elle s'exprime enfin par la permanence d'un discours réflexif sur la volonté de mettre au point des théories performatives du social.

---

1 Le trait caractéristique de cette recherche de performance a longtemps été le « désir de scientificité » analysé par Baudouin Jurdant, « Le désir de scientificité », *Alliage*, 41-42, 1999, p.147-155.

2 Sur ce point : Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon, Benoît Verrier (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

3 Au fondement de cette poursuite se trouve une indignation logique, qui dénonce les contradictions entre faits et discours plus qu'un souci formaliste. Jean-Claude Passeron, Raymonde Moulin, Paul Veyne, « Entretien avec Jean-Claude Passeron. Un itinéraire de sociologue », *Revue européenne des sciences sociales*, 34, 103, 1996, p.275-354.



La théorie marxiste constitue un exemple canonique de cette volonté exaucée et de la réussite d'un procédé. Elle produit une compréhension du monde permettant à un groupe social d'agir en tant que sujet politique et elle s'appuie sur une entreprise de diffusion et de conquête intellectuelle<sup>1</sup>. Les sciences sociales construisent un monde et des modes d'agir. A chaque fois, ces visions du monde reposent sur des paris : ni vraies, ni fausses, leur réussite est conditionnée par l'action qu'elles entraînent. Cette ambition performative ne fait pas des sciences sociales, même critiques, les garantes de l'émancipation collective, et le savoir qu'elles produisent peut aussi contribuer au déploiement de nouvelles formes de contrôle social<sup>2</sup>. Elle leur fournit néanmoins un projet qui mérite d'être cultivé, en tant qu'il peut *contribuer* à fragiliser les instances du pouvoir.

Dans cette activité performative, le procédé de désignation joue un rôle majeur de conviction - de remise en cause comme de renforcement des pouvoirs. D'abord, il répond à un objectif de *crédibilité* et de *vraisemblance*. Avec les techniciens d'effets spéciaux de cinéma, les sciences sociales partagent ainsi une règle et un credo : « Il faut que ça ait l'air vrai ». Et pour tous ces artificiers, « *l'effet de réel* »<sup>3</sup> n'a pas de contenu immuable. Les procédés doivent donc évoluer avec le temps, car les perceptions du monde social changent. Il ne suffit pas de nommer une nouvelle forme de pouvoir pour la faire advenir ou la révoquer : il est nécessaire d'élaborer des procédés de désignation des mécanismes de pouvoir qui convainquent de leur réalité – et les sciences sociales opèrent toujours dans la tension entre vraisemblance et pertinence critique<sup>4</sup>. Pour cette raison, le travail des sciences sociales n'est jamais une pure description<sup>5</sup>, mais s'inscrit dans un dialogue entre prise en compte de la réalité sociale et production de mondes sociaux.

Enfin, les procédés élaborés par les sciences sociales permettent de normaliser les cadres à la désignation des instances de pouvoir. Cette normalisation des cadres présente deux avantages car les cadres deviennent « réutilisables » pour deux raisons. Premièrement, ils sont

---

1 Régis Debray, *Le scribe, genèse du politique*, Paris, Grasset, 1980.

2 Après les travaux fondateurs de Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004, on peut citer : Florence Piron, Marie-Andrée Couillard, « Les usages et les effets sociaux du savoir scientifique », *Anthropologie et sociétés*, 20, 1996/1, p.7-26 ; Olivier Ihl, Martine Kaluszynski, Gilles Pollet (dir.), *Les sciences du gouvernement*, Paris, Economica, 2003.

3 Emprunt à Roland Barthes, qui ne l'emploie pas dans ce sens. Pour Barthes l'effet de réel est un détail, tandis que la production de vraisemblance en sciences sociales obéit à de multiples méthodes et pratiques d'écriture. Roland Barthes, « L'effet de réel », *Communications*, 11, 1968, p.84-89.

4 Danilo Martucelli, « Sociologie et posture critique », p.137-154 in Bernard Lahire (dir.) / *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, 2002.

5 Bernard Lahire, *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005.

réutilisables par des acteurs différents. Ils constituent des styles de raisonnement à disposition des acteurs sociaux et ceux-ci peuvent s'en saisir afin de les appliquer aux situations sociales dans lesquelles ils sont engagés<sup>1</sup>. Le corollaire de cette forme de réutilisation donne une deuxième raison : les cadres sont réutilisables dans des situations différentes. Le procédé normalise en effet les conceptions des mécanismes du pouvoir – et donne ainsi des moyens d'agir de façon plus conséquente contre le pouvoir que s'il s'agissait de conceptions mouvantes<sup>2</sup>. Cet argument est valable aussi bien dans le cas de théories holistes que de théories plus individualistes. Par exemple, la sociologie de la domination comme la théorie de l'acteur réseau fournissent aux acteurs des cadres d'analyse « normalisés ». Même si la seconde souligne la singularité de toute situation, elle fournit des outils méthodologiques pour appréhender des cas variés en dépassant leur singularité<sup>3</sup>.

La prise en charge du pouvoir par les sciences sociales est donc nécessaire dans la mesure où 1) celui-ci existe à travers des instances et notamment dans le discours des acteurs (il n'est donc pas seulement dans le regard des chercheurs, même si ceux-ci ont parfois profité de la situation pour en dire plus qu'ils n'auraient dû, comme on le verra ensuite), 2) les sciences sociales répondent à un triple objectif de performativité, de conviction et de normalisation des cadres de désignation du pouvoir. Ces trois objectifs font des sciences sociales critiques une institution nécessaire dans le cadre d'un projet d'émancipation. On peut donc considérer avoir complété la première partie de la réponse à la question posée par Roland Barthes plus haut. Il ne fait aucun doute que les sciences sociales doivent prendre en charge la question du pouvoir. Il reste cependant à apporter la suite de la réponse, en précisant comment et dans quelles conditions cette prise en charge doit avoir lieu, dans un cadre de prise de conscience de la polyphonie sociale.

---

1 Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon, Benoît Verrier (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

2 Nico Stehr, *Practical Knowledge. Applying the social sciences*, London, Sage Publications, 1992.

3 Madeleine Akrich, Michel Callon, Bruno Latour, *La sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines, 2006.

## 1.c. Un geste fragile

### *Le problème polyphonique*

La fonction de désignation du pouvoir des sciences sociales est essentielle, mais la voilà fragilisée depuis quelques décennies. Une cause centrale de cette fragilisation est le développement du relativisme, fait essentiel pour comprendre les évolutions politiques et sociales de notre époque. Le relativisme induit une attention plus soutenue à la polyphonie des discours<sup>1</sup>. Or, comme on l'a vu au début de ce chapitre, prendre au sérieux la polyphonie et le « *bavardage encombrant des faits sociaux* »<sup>2</sup> amène à se débarrasser de la croyance en la possibilité d'un *discours vrai*, comme ce qui mettrait fin à la production éparpillée de discours pour y substituer l'action juste<sup>3</sup>. Les sciences sociales reviennent bouleversées de cette acceptation, qui les a confrontées à des choix cruciaux.

Tout d'abord, le climat polyphonique a rendu inopérants des procédés jusque-là des plus efficaces et libérateurs. Abandonné, le fantasme d'un savoir qui viendrait d'en haut pour s'imposer à ceux d'en bas ; battues en brèche, les ontologies sociales. Du point de vue de la désignation du pouvoir, il n'est plus possible d'affirmer comme structurels des mécanismes de pouvoir qui sont aussi bien produits par l'imagination du sociologue. Les raisons de ce désaveu ne se réduisent pas à un changement de vent soufflant sur les modes intellectuelles. Elles sont avant tout sociopolitiques : s'il n'est plus possible de désigner le pouvoir selon des procédés pourtant efficaces jusqu'à maintenant, c'est parce que l'objet des sciences sociales est mouvant et que les évolutions du contexte social ont impliqué le recours à de nouveaux outils. *L'arrivée d'un train en gare de la Ciotat* n'effraie plus personne aujourd'hui : de nouveaux procédés ont dû être élaborés pour articuler vraisemblance et critique sociale.

### *Polyphonie et procédés de désignation*

Mais il ne faudrait pas brûler trop hâtivement les idôles d'hier et il est important de réfléchir aux procédés alternatifs de désignation du pouvoir promulgués dans ces conditions, sans quoi

---

1 La notion de polyphonie sociale employée dans ce texte diffère de celle de la linguistique. Voir en particulier Yves Jeanneret, « Une monographie polyphonique. Le texte de recherche comme appréhension active du discours d'autrui », *Etudes de communication*, 27, 2005, p.57-74 ; Mathieu Quet, « Science sociale et polyphonie. Réflexions sur le triangle sociologie, communication, action », *Questions de communication*, 14, 2008, p.283-307.

2 Baudouin Jurdant, « Le désir de scientificité », *Alliage*, 41-42, 1999, p.147-155.

3 Richard Rorty, *Conséquences du pragmatisme*, 1993 [1982, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Cometti], chapitre 11 « Méthode, science sociale et espoir social ».

la critique sociale pourrait se trouver démunie. En effet, « *l'humanisation des sciences humaines* »<sup>1</sup> qui a accompagné l'émergence du souci polyphonique a non seulement signé la crise de la sociologie de la domination, mais a encore provoqué une crise plus générale de performativité des sciences sociales critiques. Celles-ci n'ont pas manqué de procédés à proposer. La plupart des commentateurs observent une véritable mosaïque théorique et des champs comme les *cultural studies*, les *science studies* ou les sciences de l'information et de la communication ont fait preuve d'un dynamisme indéniable. Mais il semble que la désignation du pouvoir soit quelque peu affaiblie<sup>2</sup>. La polyphonie, en précipitant la fin des procédés traditionnels, produit l'illusion que tout procédé devient inadéquat et avec lui tout effort de systématisation, toute règle de désignation. Pourtant, il semble difficile de fonder une politique sur des modes de désignation purement ponctuels<sup>3</sup>.

En d'autres termes : la prise en compte de la polyphonie est devenue inévitable, mais elle trouble la fonction de désignation du pouvoir qui paraissait inhérente aux sciences sociales et les procédés de désignation actuels semblent avoir perdu en efficacité ce qu'ils ont gagné en vraisemblance<sup>4</sup>. Pour le montrer, il est nécessaire de revenir plus en détail sur l'apparition de la polyphonie et sur les aspects des sciences sociales qu'elle met en question. C'est dans cette intention que sont évoquées quelques-unes des tentatives, parmi les plus fructueuses des dernières années, de prendre en charge la polyphonie dans la recherche. Interrogeant le succès de ces procédés, mais aussi indiquant leurs points aveugles, la discussion qui suit mesure les conséquences du souci polyphonique sur la formulation des procédés de désignation de pouvoir<sup>5</sup>.

---

1 François Dosse désigne ainsi les mutations des sciences humaines au tournant des années 1970-80. François Dosse, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1997.

2 La notion de « crise de performativité » permet de spécifier le constat d'un éclatement des modèles et de l'affaiblissement de leur portée explicative. Ce constat est dressé au sujet de deux des principales disciplines des sciences humaines : la sociologie et l'histoire. Voir Alain Caillé (dir.), *La revue du Mauss*, 24, 2004, « Une théorie sociologique générale est-elle pensable ? De la science sociale » ; Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 2009 [1998].

3 Cette dimension ponctuelle de la désignation est par exemple relevée par Armand Mattelart et Erik Neveu dans les *cultural studies*. Ils invitent les auteurs de ce champ à une prise en compte élargie des pouvoirs, c'est-à-dire ne se limitant pas à une désignation ponctuelle des « micro-pouvoirs ». Armand Mattelart, Erik Neveu, « Cultural Studies' Stories. La domestication d'une pensée sauvage ? », *Réseaux*, 80, 1996, p.11-58.

4 Bruno Latour lui-même reconnaît à ses adversaires de la « *sociologie du social* » un « *formidable pouvoir de formatage* » (qui s'est montré pertinent tant que la sociologie ignorait le « dehors » d'un espace social préconstitué). Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005, trad. de l'anglais par Nicolas Guilhot], p.361.

5 Il ne faut pas se méprendre. La discussion qui suit se fonde sur l'interrogation de postures épistémologiques. Ces postures interagissent avec les procédés mis en œuvre, mais elles n'en disent pas tout. L'enjeu est alors de clarifier les projets des auteurs analysés et la façon dont ils entendent normer le geste de désignation. Ces normes ne coïncident pas toujours pleinement avec la mise en forme du procédé, comme cela sera parfois souligné.

## 2. Ecouter la polyphonie

Les années 1980, avec l'intérêt pour le pragmatisme et l'ethnométhodologie, marquent une première prise de distance à l'égard du « *bourdieusisme* »<sup>1</sup>. A cette époque, plusieurs recherches donnent forme à la polyphonie. Il est possible de clarifier cette construction à travers la discussion des travaux de quelques auteurs majeurs des sciences sociales critiques<sup>2</sup>. Après avoir montré les principales forces de la sociologie de la domination et après avoir expliqué les raisons de son échec face à la polyphonie, on peut essayer de saisir les stratégies mises en oeuvre par les auteurs *post-domination*<sup>3</sup> pour tenir compte de la polyphonie et reformuler un projet critique.

### 2.a. Le « dire vrai » des théories de la domination

#### *Camera Obscura*

Les travaux de Pierre Bourdieu constituent un point de départ possible de l'histoire de la prise de conscience polyphonique, car cet auteur incarne mieux qu'aucun autre les derniers éclats d'un procédé de désignation du pouvoir aujourd'hui caduc. Avec Bourdieu, la science sociale poursuit l'une de ses stratégies fondamentales, de Platon à Marx et Durkheim : le dévoilement aux acteurs d'une réalité qu'ils sont censés méconnaître<sup>4</sup>. Selon cette stratégie, le sociologue a pour tâche de mettre au jour à la fois la dimension socialement construite des situations sociales et les mécanismes de légitimation et de naturalisation de ces situations. La sociologie de la domination projette d'éclairer les faits sociaux, non sous l'angle « naturel » reconnu par le sens commun, mais sous celui, dénaturalisé, des éléments structurants de la réalité sociale.

Cette conception de la sociologie s'autorise tout d'abord d'une définition du pouvoir comme fait insaisissable, produit par des mécanismes sociaux sous la forme de structures à la fois

---

1 François Dosse, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1997, p.56.

2 Les auteurs discutés (Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, Bruno Latour, Stuart Hall et Jacques Rancière) ont été sélectionnés à la fois pour la clarté des positions qu'ils permettent d'identifier – ils sont assimilés à des courants de critique sociale très définis – et en fonction d'un parcours personnel de lecture : du choc de la sociologie de la domination en khâgne « sciences sociales » à la rencontre non moins saisissante, dans les années suivantes, des *science studies* et des théories de l'information et de la communication.

3 L'expression *post-domination* s'applique aux travaux de Boltanski, Latour, Hall, Rancière. Il faut y voir moins l'évocation d'une école qu'une facilité d'écriture soulignant ce qui rassemble ces auteurs par rapport à la sociologie de la domination.

4 Sur le principe de *camera obscura* : Sarah Kofman, *Camera obscura. De l'idéologie*, Paris, Galilée, 1973.

corporelles et mentales (l'*habitus*)<sup>1</sup>. Ces structures, les institutions qui les produisent, constituent chez Bourdieu les instances du pouvoir. Mais il serait incomplet de considérer l'incorporation d'un *habitus* par les individus comme le seul mécanisme de pouvoir en jeu. Les structures sociales fabriquent des façons de faire et de penser que simultanément elles légitiment. Le pouvoir agit à travers l'imposition de comportements *et* d'effets de légitimité. Toute une économie de la perception et de la conceptualisation du monde est en jeu :

« La domination, même lorsqu'elle repose sur la force nue, celle des armes ou celle de l'argent, a toujours une dimension symbolique et les actes de soumission, d'obéissance, sont des actes de connaissance et de reconnaissance qui, en tant que tels, mettent en œuvre des structures cognitives susceptibles d'être appliquées à toutes les choses du monde, et en particulier aux structures sociales. »<sup>2</sup>.

### ***Idéologie et posture de surplomb***

A partir de cette conception du pouvoir, Bourdieu élabore un procédé de désignation performant – du moins en l'absence d'une prise en compte de la polyphonie. Son efficacité si particulière, outre une vision essentialiste du monde social (propre à la sociologie du social critiquée par Bruno Latour<sup>3</sup>), repose sur deux éléments cruciaux : la notion d'idéologie et la posture de surplomb. La notion d'idéologie et la *doxa*<sup>4</sup> sont nécessaires à la sociologie de la domination, car elles autorisent le geste de désignation et d'indignation du sociologue et du critique social. La *doxa* constitue le discours dissociatif par excellence : discours qui légitime une situation donnée en prolongeant les croyances des individus dans la naturalité de ce qu'ils vivent<sup>5</sup>. La *doxa* est une abstraction désignée par le sociologue qui postule que les acteurs sont prisonniers d'une réalité pourtant « *inacceptable* »<sup>6</sup>. Elle correspond à un mode de stabilisation de la polyphonie, à une concrétion momentanée de discours, considérée comme dominante par le sociologue qui se propose d'en affranchir les masses.

---

1 Pierre Bourdieu, *Si le monde social m'est supportable, c'est parce que je peux m'indigner. Entretiens avec Antoine Spire*, Paris, Ed. de l'Aube, 2002, p.19-20.

2 Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p.206.

3 Bruno Latour, *Changer la société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005, trad. de l'anglais par Nicolas Guilhot].

4 On considère ici que les notions de *doxa* et d'idéologie renvoient au même signifié. Cet amalgame a pour objectif de souligner leur interchangeabilité, en particulier dans le contexte des années 1970 et à travers les usages bourdieusiens – qui en font surtout des opérateurs de *naturalisation*.

5 Pierre Bourdieu, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979.

6 Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. A propos de « La production de l'idéologie dominante »*, Paris, Demopolis, 2008.

Dans cette croisade, le critique social recourt à une seconde arme, la posture de surplomb, qui l'autorise à pourfendre les croyances doxiques illégitimes. Le surplomb consiste en une représentation du discours sociologique comme abstrait de la polyphonie et radicalement différent de la *doxa*<sup>1</sup>. Pour lutter contre le pouvoir, la sociologie de la domination crée ainsi une césure entre le discours sociologique et les discours idéologiques. À l'aide de ces deux outils, le sociologue peut à la fois montrer du doigt la « fausse réalité » à combattre (doxa ou idéologie dominante) et s'octroyer le droit de remplacer cette fausse réalité par une autre, adéquate au discours sociologique. L'opérateur principal de cette substitution est la *construction* d'objets scientifiques, considérée par Bourdieu comme essentielle<sup>2</sup>.

Ce procédé de désignation a rencontré un succès indéniable et de nombreux arguments en défendent la pertinence. Pour les acteurs, la dénaturalisation sociologique offre des cadres d'appréhension du pouvoir et permet la défatalisation des parcours sociaux et l'élaboration de ressources d'action<sup>3</sup>. Le critique social y trouve quant à lui une invitation à convertir toutes ses indignations en interventions performantes dans le monde social. En effet, la notion d'idéologie justifie et rend féconde toute indignation – il suffit de qualifier un discours de doxique pour être autorisé à s'y attaquer. La position de surplomb permet en outre d'assumer la construction du discours sociologique au nom de sa scientificité (« mon discours est une construction, mais une construction plus réelle que les vôtres », prétend le sociologue). Elle répond ainsi au projet des sciences sociales d'établir un discours performatif, convaincant et une normalisation des cadres d'appréhension du pouvoir. De ce fait, la sociologie de la domination a pu remplir un rôle émancipateur. Mais, à partir d'une prise en compte de la polyphonie, elle a fait l'objet d'attaques par des auteurs qui, au lieu de la défatalisation promise, y ont lu un redoublement de la domination<sup>4</sup>. Sans revenir sur ces critiques, on peut relever que l'efficacité de ce procédé repose sur une négation partielle de la polyphonie des discours, ce qui contribue à ses déboires au cours des dernières années.

---

1 Bien que le terme *doxa* n'y soit pas employé, *Le métier de sociologue* est un exemple canonique de cette conception, incitant en particulier le sociologue à « prendre à partie toutes les idées reçues de la mode ». Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2005 [1968], p.102.

2 Entretien avec Pierre Bourdieu, recueilli par Beate Kraus en décembre 1988, p. v-xix in Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2005 [1968].

3 Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980, p.46.

4 Voir en particulier Jacques Rancière, *Le philosophe et ses pauvres*, Paris, Flammarion, 2007 [1983], chapitre « Le sociologue roi » ; Jean-Claude Passeron, Claude Grignon, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil/Gallimard, 1989.

La sociologie de la domination tient compte de l'existence d'une pluralité de discours dont les caractéristiques sont de dissocier les individus d'eux-mêmes – de les aliéner, en légitimant des comportements qu'ils n'auraient pas autrement. A ce titre, malgré les problèmes de la conception de l'individualité sur laquelle il se fonde, l'apport de la sociologie de la domination est essentiel dans la mise en évidence de la polyphonie et de la dimension immatérielle du pouvoir. Celui-ci intervient sur les façons de faire et de conceptualiser l'environnement social : « *L'enjeu des luttes à propos du sens du monde social est le pouvoir sur les schèmes classificatoires et les systèmes de classement qui sont au principe des représentations et, par là, de la mobilisation et de la démobilisation des groupes* »<sup>1</sup>.

Il y a donc chez Bourdieu une attention aux dynamiques du symbolique et du discursif qui empêche de tenir son œuvre pour une apologie simpliste du déterminisme des structures sociales. Toutefois, il ne conduit pas cette observation de la polyphonie à son terme. Le sociologue présuppose en même temps l'existence d'un discours – le discours sociologique – doté de la faculté de mettre au jour les mécanismes de dissociation en accédant au réel. La sociologie de la domination prétend produire un discours sur le social qui accèderait à la réalité et permettrait de réconcilier les individus avec leurs actes. Elle ne prend donc pas en compte l'hypothèse polyphonique jusqu'au bout, en se réservant une ultime facilité d'intervention – distinction honorifique attribuée au discours sociologique à de « justes » fins.

Pour cette raison, les armes de la croisade bourdieusienne se montrent inadéquates lorsque la polyphonie est prise en compte dans ses prolongements. L'idéologie, d'abord, perd sens. Car si le monde est traversé par un *patchwork* sans cesse recomposé de discours, bien malin celui qui prétendrait identifier une formation idéologique stable – le geste n'est en tout cas plus possible comme un préalable et la notion d'idéologie ne peut plus être utilisée à tout va comme un *joker* légitimant l'indignation du chercheur. La posture de surplomb, ensuite, devient inopérante. La polyphonie aplanit les discours du point de vue de leur rapport à la vérité et force à reconnaître qu'aucun ordre n'a la légitimité à remplacer celui dénoncé par le sociologue. Les constructions sociologiques ne disposent d'aucun droit à se substituer aux représentations qu'elles dénoncent. Les limites de ce procédé sont donc atteintes à partir du moment où, face à la polyphonie, il perd toute raison d'imposer ses constructions.

---

1 Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979, p.559.



## 2.b. Le « faire dire » des théories *post-domination*

### *Entrer dans l'orchestre*

La prise en compte de la polyphonie rend le procédé de la sociologie de la domination inefficace car, en déstabilisant ses deux appuis principaux, elle lui ôte le moyen de justifier son travail de construction. L'herbe ainsi coupée sous ses pieds, la sociologie de la domination ne sait plus que faire d'un discours dont la raison d'être était dans la croyance en son objectivité. Les théories suivantes, enregistrant cet échec, ont mis en œuvre des stratégies pour maintenir un geste de désignation tout en tenant compte de la polyphonie. Pour montrer comment ces stratégies ont reformulé les enjeux de la désignation, on peut revenir sur les travaux de quatre auteurs ayant contribué au renouvellement de la critique sociale : Luc Boltanski, Bruno Latour, Stuart Hall et Jacques Rancière. Il ne s'agit pas de discuter leur œuvre en détail, mais plutôt de dégager de leurs travaux parfois très différents un mouvement commun. Pour cela, on peut observer comment ils ont repris les notions phares de la sociologie de la domination – surplomb, idéologie – et le geste de désignation qui en résulte.

En ce qui concerne la posture de surplomb, il faut tout d'abord noter qu'elle a fait l'objet de nombreuses critiques et mises en perspective. Luc Boltanski produit ainsi une généalogie de la posture de surplomb parallèle à la formation de l'espace public<sup>1</sup>. Dans *La souffrance à distance*, il explique qu'avec l'apparition de l'espace public et de l'objectivité au dix-huitième siècle émerge une tension entre contemplation, objectivité et action. Les sciences sociales constituent un projet politique caractéristique de cette tension entre une description la plus objective possible et le maintien des possibilités d'agir. Le tableau brossé par Boltanski explique la singularité de la prise de parole des sciences sociales par leur projet de s'extraire d'un espace polyphonique (l'espace public) en cours de constitution. Dans une perspective moins directement généalogique, Jacques Rancière attache la posture de surplomb à l'indissolubilité du lien entre la démocratie libérale née avec la Révolution française et le maintien de procédures « policières » normatives<sup>2</sup>. La sociologie aurait pour rôle de policer l'accès à la parole dans un monde où celui-ci est théoriquement libre. Bruno Latour conteste enfin la prétention des sciences sociales à dire le vrai du social pour les acteurs<sup>3</sup>.

---

1 Luc Boltanski, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.

2 Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2004.

3 Voir en particulier, Bruno Latour, *Irréductions*, deuxième partie de *Pasteur : guerre et paix des microbes*, Paris, La Découverte, 2001 [1984].

Des stratégies sont donc mises en œuvre pour éviter toute posture de surplomb. De celles-ci se dégage un mouvement commun de retour aux acteurs, avec des nuances. Boltanski et Latour partent du refus « garfinkelien » de considérer les individus comme des « *idiots culturels* »<sup>1</sup>. Directement inspiré par l'ethnométhodologie, Latour revendique constamment la nécessité pour l'enquêteur de faire crédit aux acteurs de leurs constructions sociales. Le sociologue se mue alors en chef d'orchestre et organise la polyphonie au sein des comptes-rendus qu'il donne du monde social, dont l'enjeu est de faire entrer toujours plus d'acteurs dans le décor de la recherche – et toujours plus de musiciens dans l'orchestre<sup>2</sup>. Boltanski propose de substituer à la sociologie critique une sociologie de la critique, qui se refuserait à désigner l'injustice pour observer les modes de critique des acteurs sociaux<sup>3</sup>. Stuart Hall, selon une démarche différente, propose d'en référer aux *pratiques de réception* des acteurs, en délaissant les stratégies globales pour s'intéresser aux tactiques, toujours locales, d'appropriation des discours médiatiques<sup>4</sup>. Jacques Rancière enfin renouvelle l'historiographie en allant chercher la parole des « petits » acteurs de l'histoire<sup>5</sup>.

La communauté qui se crée autour de cette démarche de compte rendu de la parole des acteurs est d'autant plus frappante qu'elle investit des domaines différents : domaine des études de sociologie des sciences et des controverses, analyse des pratiques médiatiques et des « effets » des médias, histoire sociale et philosophie. Dans ces différents cas, la posture de surplomb est évacuée au profit d'un travail où l'enquête se fait médiatrice d'une parole, jusque-là déconsidérée, ignorée, oubliée. Face à l'existence de la polyphonie, les auteurs *post*-domination souhaitent à la fois faire exister des paroles privées d'accès à l'espace médiatique et restituer aux acteurs leur droit à l'autodétermination – c'est-à-dire à la création d'espaces sociaux. La stratégie, propre à la sociologie de la domination, de construction d'objets dont l'ambition était la production d'un savoir positif, est oblitérée par une stratégie de *témoignage* où le chercheur se mue en passeur de la parole et des pratiques d'autrui. Boltanski dit par exemple se refuser à présenter sa « *propre version avec l'intention d'avoir le dernier mot* »<sup>6</sup>.

---

1 Harold Garfinkel, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 2007 [1967, trad. de l'anglais coordonnée par Michel Barthélémy et Louis Quéré], p.137.

2 Bruno Latour, *Changer la société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005], p.178-187.

3 Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10, 1990/3, p.124-134.

4 Stuart Hall, « Codage/décodage », *Réseaux*, 68, 1994. Sur l'opposition classique stratégie/tactique : Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990

5 Jacques Rancière, *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Hachette, 2005 [1981].

6 Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10, 1990/3, p.124-134.

## Remplacer les idéologies

La notion d'idéologie a fait l'objet d'un traitement plus disparate par ces auteurs. Stuart Hall et Luc Boltanski ont chacun retravaillé le terme. Hall est celui qui s'en est le moins éloigné, en remplaçant la notion d'idéologie par celle d'hégémonie<sup>1</sup>. L'avantage de la notion d'hégémonie est de ménager à la fois la prise en compte de la polyphonie et le désir de dénoncer des concrétions discursives puissantes. Elle renvoie à des dynamiques et à des tensions entre les discours. Hall insiste sur la dimension dynamique, qui fait du discours une « arène de lutte » au sein de laquelle la « lutte pour le sens » se joue à la fois dans la modification des « condensations discursives » et dans l'accès aux moyens de la parole<sup>2</sup>. L'intérêt de la notion d'hégémonie est de prendre au sérieux l'existence d'une concurrence entre différents discours, sans affirmer de façon définitive la domination de l'un sur les autres. On parlera ainsi plutôt de « tendance hégémonique » - l'hégémonie étant définie comme un processus.

Luc Boltanski a pour sa part conservé le terme d'idéologie, tout en le remaniant profondément. Il y recourt dans deux ouvrages<sup>3</sup> où il désigne sous ce terme une pratique de résolution ou de gommage des contradictions au sein d'un système de croyances. Selon cette définition, l'idéologie ne se limite pas au discours et renvoie à divers objets et institutions par lesquelles des conflits sont résolus<sup>4</sup>. Néanmoins, elle partage avec la définition de Hall l'idée que le conflit de l'idéologie est un conflit de sens (organiser la non-contradiction de croyances). Mais alors, sa conception de l'idéologie n'a plus grand-chose de commun avec la notion de *doxa*, même s'il conserve l'idée d'un accommodement avec le social *tel qu'il est*. Alors que la sociologie de la domination définissait le discours dominant de légitimation des actes et permettait d'identifier l'*ennemi*, l'idéologie selon Boltanski est – seulement, pourrait-on dire – un art de l'accommodement et du lien – une pratique de l'arrangement social.

---

1 Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, Paris, Ed. Amsterdam, , 2007 [trad. de l'anglais par Christophe Jacquet] ; Voir aussi Chantal Mouffe, Ernesto Laclau, *Hégémonie et stratégie socialiste, vers une politique démocratique radicale*, Paris, Les solitaires intempestifs, 2009 [1985, trad. de l'anglais par Julien Abriel].

2 Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007 [trad. de l'anglais par Christophe Jacquet], p.110-111.

3 Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999 ; Luc Boltanski, *La condition fœtale*, Paris, Gallimard, 2004. Sans compter bien entendu l'article plus ancien co-écrit avec Pierre Bourdieu : « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2, 1976/2-3, p.3-73.

4 Voir aussi David Vrydaghs, « Le traitement de l'idéologie dans la sociologie de Luc Boltanski », *CONTEXTES*, 2006, [en ligne].

Bruno Latour et Jacques Rancière, quant à eux, ne recourent pas à la notion d'idéologie, qu'ils ont tous deux critiquée au sein de l'opposition marxiste entre science et idéologie<sup>1</sup>. Ils dénoncent, dans le recours à ce terme, une tentative de faire croire à une coupure épistémologique qui n'existe pas. Mais leurs conceptions ne sont pas si éloignées de celles des auteurs qui précèdent. Dans le cas de Bruno Latour, la proximité avec Luc Boltanski a déjà été soulignée<sup>2</sup>. Les attachements toujours fragiles d'objets, d'individus, de savoirs qui l'intéressent sont proches des attachements d'institutions et de croyances que Boltanski désigne sous le terme d'idéologie. Malgré leurs différences quant à l'usage qu'ils font ou non du terme, Boltanski et Latour semblent donc tous deux substituer à l'idéologie – puissance légitimante à combattre – un lien entre discours, objets et individus qui lui donne à la fois plus d'extension (l'idéologie ne se réduit plus à du discours) et moins de potentialités révoltantes. L'idéologie comme force de naturalisation chez Bourdieu devient, chez Latour et Boltanski, l'ensemble des configurations sociotechniques par lesquelles le monde social « tient » et prend sens aux yeux des acteurs. Normalisée et apaisée à travers des conceptions comme celles de réseau ou d'attachement, l'idéologie perd son caractère indigne.

A l'instar de Latour, Rancière n'emploie pas la notion d'idéologie. On trouve cependant dans son œuvre une notion qui exprime la légitimation du monde *tel qu'il est* : le partage du sensible<sup>3</sup>. Le partage du sensible est un partage de ce que l'on voit, entend, perçoit et son application à l'espace public montre l'enjeu permanent d'égalité et d'émancipation qu'il y a à défaire ce partage. Il s'agit d'un tissage complexe de représentations, de perceptions, de savoirs et de discours qui conduit à imposer une vision du monde. Rancière partage avec Hall un intérêt pour la conflictualité au sein du monde social et il montre que l'enjeu d'émancipation consiste à déplacer les lignes de partage du sensible.

Contrairement à la posture de surplomb, il n'y pas de conception commune à ces quatre auteurs sur la question de l'idéologie. Deux remarques peuvent cependant être faites à ce sujet. D'abord, tous reconnaissent l'existence de mécanismes de production et de stabilisation du sens du monde social. La polyphonie des discours interdit de conserver telle quelle la conception d'une idéologie qui confronterait les acteurs à de massifs discours de

---

1 Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser*, Paris, Gallimard, 1975 ; Bruno Latour, « Philosophie contre sociologie des sciences, une querelle enfin dépassée ? », *Le Débat*, 92, 1996, p.153-163.

2 François Dosse, *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1997 [1995].

3 Jacques Rancière, *La méésentente*, Paris, Galilée, 1995 ; Jacques Rancière, *Le partage du sensible*, Paris, La Fabrique, 2000.

naturalisation du monde. Mais il n'en reste pas moins que des stabilisations temporaires ont lieu, sous la forme d'un partage de la perception sensible, d'un processus hégémonique, ou encore d'un réseau d'attachements. Derrière cette reconceptualisation de l'idéologie, c'est donc la redéfinition du contenu du pouvoir qui est en jeu.

A travers la production de partages du sensible (Rancière), l'organisation de l'espace médiatique et de la distribution de parole (Hall), ou encore dans les agencements entre objets, institutions et acteurs (Boltanski, Latour), on retrouve les mécanismes du pouvoir à désigner. La conception du pouvoir, à l'heure de la polyphonie, fait donc une grande place à l'hétérogène et aux agencements qui vont prendre sens pour les acteurs<sup>1</sup>. La notion de naturalisation, dans la sociologie de la domination, donnait déjà au pouvoir une dimension symbolique. Avec les procédés *post*-domination, cette dimension prend une place essentielle. L'attention au symbolique ne se réduit ni aux discours, ni aux images, ni aux savoirs, mais elle déplace la notion de pouvoir dans des contrées où la communication joue un rôle de premier plan et où le sens donné au monde social par les acteurs devient le site des instanciations du pouvoir.

A partir de cette conception, une seconde remarque s'impose. Malgré leurs différences, trois de ces auteurs refusent d'accorder au geste de désignation le caractère dénonciateur que lui attribuait la sociologie de la domination (Hall est une exception relative). Comme on l'a vu, pour Latour et Boltanski il ne peut y avoir d'indignation légitime pour le sociologue dans le geste de désignation, dans la mesure où celui-ci s'attaque inévitablement à *un* dispositif d'attachement, à *un* réseau parmi l'infinité dont le monde est constitué. Le chercheur, réduit à accepter la part d'arbitraire de son geste, ne peut plus faire semblant de s'indigner<sup>2</sup>. De son côté, Rancière inverse presque le rapport chronologique entre indignation et partage du sensible, en se refusant à s'indigner de l'existence d'un partage actuel, et en se cantonnant à montrer comment des partages ont historiquement été remis en cause. Afin de ne pas succomber à l'illusion d'une coupure épistémologique, il refuse de désigner lui-même les partages institués et rend compte de ces conflits *a posteriori*, en historien. La désignation du

---

1 Michel Callon illustre cet aspect au sujet de son expérience au colloque Chevenement au début des années 1980, témoignant de l'irrecevabilité de son discours à cette époque – et donc son inscription dans un partage du sensible ou un réseau dont il fallait s'émanciper. Michel Callon, « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégaï : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, 41, 1999, p.65-78.

2 C'est dans cette perspective qu'on a cherché, dans un autre texte, les moyens de « s'indigner à nouveau ». Mathieu Quet, « S'indigner à nouveau. Réflexions sur un dispositif de désignation de l'injustice », *Quaderni*, 68, hiver 2008-2009, p.123-130.

partage ne se fonde plus sur le mouvement d'indignation de celui qui en constaterait l'existence. Elle se fait plutôt restitution du processus d'émancipation face à un partage<sup>1</sup>. En conséquence, le geste de désignation consiste en une pratique de dissociation des agencements. La lutte contre le pouvoir de la sociologie de la domination impliquait la production positive d'un savoir (le savoir sociologique, qui venait se substituer aux représentations erronées et naturalisées des acteurs). Avec les théories *post*-domination, ce geste devient négatif. Il correspond à un détricotage des représentations et des agencements, à une remise en cause des conceptions communément admises. Ces auteurs se refusent à renaturaliser ce qu'ils dénaturalisent.

## 2.c. Logistiques de la désignation

### *Après la bataille*

La sociologie de la critique, la théorie de l'acteur réseau, l'histoire ranciérienne de l'émancipation ouvrière et les *cultural studies* de Hall renvoient une image commune de la volonté de prendre en compte la polyphonie et rencontrent des difficultés proches. Ces entreprises, comme on l'a dit, relèvent d'abord d'une stratégie de témoignage et de compte rendu de la parole et de la pratique des acteurs, mais aussi de démantèlement de ces représentations. Le texte de recherche assume le rôle de « faire parler » les acteurs et cherche à rééquilibrer le monde social en faisant entrer dans l'écriture ceux qui avaient été exclus de l'espace public, tout en remontant le cours de la construction de leurs discours. De plus, on note une réticence commune à désigner avec indignation les idéologies et les agencements qui stabilisent le monde social – à l'exception de Hall. Il n'est plus question pour le sociologue de s'insurger contre les illusions qu'il dénonce. Le monde est cousu de ces illusions et l'on ne peut faire guère plus, par temps polyphonique, que les découdre patiemment ou témoigner de la manière dont des acteurs disent s'en être émancipés.

Si ces procédés inaugurent une prise en charge plus adéquate de la polyphonie, leurs conséquences sont cependant problématiques en termes de performativité. Ils donnent parfois l'impression d'arriver après la bataille. Cette impression s'explique essentiellement par le travail de détricotage des situations sociales auquel se livrent ces procédés. Tandis que le

---

<sup>1</sup> On trouve un argument proche chez Charlotte Nordmann, *Bourdieu/Rancière, La politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Ed. Amsterdam, 2006.

sociologue de la domination est engagé en permanence dans la construction d'objets de recherche censés s'imposer aux représentations des acteurs, les procédés plus récents, à l'écoute de la polyphonie, décomposent les états stabilisés et les agencements du monde social. Ils n'abandonnent ni la théorisation du pouvoir, ni le projet de le désigner. Mais ils considèrent que la polyphonie sociale rend nécessaire un travail de déconstruction dans lequel le chercheur ramasse les débris des disputes (Boltanski<sup>1</sup>, Latour<sup>2</sup>, Hall) ou arrive sur les ruines d'un précédent partage du sensible (Rancière). Les procédés *post*-domination tiennent compte de la polyphonie, mais de façon problématique du point de vue de la performativité. Comment un procédé d'*après la bataille* pourrait-il aider les acteurs sociaux ?

### ***L'inévitable construction de l'objet scientifique***

Cette limite des procédés *post*-domination s'explique en partie par leur interprétation trop stricte de la stratégie d'effacement du chercheur derrière la parole des acteurs. Aucune théorie, aucun compte rendu de terrain n'échappe pourtant à la prétention de dire quelque chose de « *ce qui est censé structurer les pratiques des autres* »<sup>3</sup>. Les sciences sociales *post*-domination ne sont pas moins artificielles que le modèle qu'elles entendent dépasser : qu'elles le veuillent ou non, elles élaborent des constructions interprétatives. En prétendant n'être que le scripteur des relations entre actants et en réclamant « *encore plus de descriptions* »<sup>4</sup>, Latour minimise par exemple de façon exagérée les constructions élaborées par ses théories et ses textes. Le texte de recherche n'est jamais pure description et ne peut l'être. Il obéit à de multiples déterminants et le choix descriptif n'en est qu'un parmi d'autres (comme le choix de l'objet, le choix d'écriture, la dimension interprétative, par exemple). A trop insister sur la dimension « réaliste » et descriptiviste de l'activité de recherche, le sociologue minimise les autres déterminants, comme s'il cherchait à s'en défaire<sup>5</sup>. Certaines tensions viennent rappeler la difficulté d'un tel pari, comme les critiques adressées par les militants écologistes aux travaux de Latour sur l'écologie politique – dans lesquels ils lisent une tentative de les

---

1 Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991.

2 Pour une passionnante illustration de ce travail : Bruno Latour, *Aramis ou l'amour des techniques*, Paris, La Découverte, 1992.

3 Yves Jeanneret, « Une monographie polyphonique. Le texte de recherche comme appréhension active du discours d'autrui », *Etudes de communication*, 27, 2005, p.57-74.

4 Bruno Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005], p.214.

5 Joëlle Le Marec donne un argument similaire, en revenant sur l'opposition dressée par Latour entre « en bas », espace souterrain des pratiques de laboratoire, et « en haut » où les objets et leurs constructeurs sont rendus autonomes. Elle montre que le procédé de Latour n'est pas exempt de cette mystification. Se donnant sous les traits de la conversion d'un regard (retourner au souterrain), il « *escamote le processus par lequel lui-même construit quelque chose* ». Joëlle Le Marec, *Ce que le terrain fait aux concepts : vers une théorie des composites*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 7, 2002, p.24-28.

déposséder de leur vision du monde<sup>1</sup>. S'agit-il d'une simple entorse faite par l'auteur aux règles méthodologiques qu'il s'est imposé jusque-là ? Il semble plutôt que ce soit le signe du conflit entre l'objectif qu'il s'assigne (« simplement » découdre les agencements sociaux de façon toujours plus précise et pointilleuse) et l'inévitable effet d'intelligibilité qu'il produit, sans l'assumer pleinement<sup>2</sup>.

Pas plus qu'il n'est possible de s'abstraire de la polyphonie, il n'est possible de s'effacer derrière elle. Le texte est toujours lieu d'accueil de la parole des autres, mais il est aussi inévitablement outil de construction pour le chercheur ; toute intervention de recherche est dotée d'un contenu positif et contribue à l'imposition d'une conception du monde. Les théories *post*-domination ne sont pas sans ignorer cela, mais semblent avoir pêché par excès de modestie. A force de refuser d'outrepasser leurs droits méthodologiques, elles tendent parfois vers un artificialisme inverse à celui de la sociologie de la domination. Celle-ci faisait croire à la réalité de ses constructions, celles-là affirment que l'effacement du chercheur derrière les voix qu'il relaye est la *seule* construction qu'il peut s'autoriser.

On le voit, la réponse à la question de savoir comment prendre en charge la question du pouvoir n'a rien d'évident. Le mode de désignation élaboré par la sociologie de la domination fonctionnait grâce à la certitude de substituer à la *doxa* une connaissance objective, apte à régler les comportements collectifs. Une fois reconnue l'existence de la polyphonie, le lien privilégié entre savoir sociologique et régulation sociale se dénoue. La sociologie de la domination est désorientée car elle est contrainte d'abandonner l'argument qui fondait son mode d'intervention. Les théories *post*-domination formulent de nouveaux procédés de désignation, plus adaptés à la polyphonie. Elles reconsidèrent pour cela les principaux outils de la sociologie de la domination et s'appuient sur une conception différente du pouvoir, qui devient un objet plus hétérogène et complexe, plus lié aussi aux mécanismes d'attribution de significations au monde social.

---

1 Voir notamment la critique de Christophe Bonneuil, « Politiques de la nature. Faire entrer les sciences en démocratie », *EcoRev'*, 0, printemps 2000,[en ligne] ; ces critiques viennent rappeler le fait évoqué plus haut : travail de recherche et normes épistémologiques ne sont pas toujours fondus l'un dans l'autre.

2 Sur les effets d'intelligibilité : Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006 [1991]. Luc Boltanski va jusqu'à prétendre faire le sacrifice de son « intelligence » (en tant qu'attitude face au monde), ce qui semble être une conception erronée de sa propre activité. Luc Boltanski, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10, 1990/3, p.124-134.



Malgré cet apport essentiel, les instruments d'émancipation qu'elles mettent à disposition restent difficiles d'usage et on a parfois l'impression qu'ils ne peuvent servir qu'après-coup. Cette difficulté est liée à une différence de rapport à l'intervention sociale entre sociologie de la domination et sociologie *post*-domination. Chez Bourdieu, la sociologie doit fournir des outils « ici et maintenant », au risque de s'imposer un peu trop. Chez les autres auteurs discutés, la recherche fournit des outils d'explicitation des situations, mais joue un autre jeu : le texte de recherche est investi comme arène de lutte pour la représentation<sup>1</sup>, au risque parfois de négliger les autres effets d'intelligibilité possibles. Pour tirer avantage de la discussion de ces travaux, il faut alors revenir sur la logistique du geste de désignation.

### 3. Multiplier les explications

Cette discussion a permis de retracer la prise de conscience de la polyphonie qui a affecté les sciences sociales depuis le tournant opéré dans les années 1980. Elle a donné l'occasion de revenir sur les difficultés rencontrées par le projet de sociologie de la domination et de montrer comment s'est traduite l'attention à la polyphonie dans les travaux qui lui succèdent. Elle a éclairé chez les auteurs *post*-domination une limite de la performativité qu'ils attribuent aux sciences sociales critiques. Leurs procédés, si puissants et stimulants soient-ils, ne répondent pas complètement aux objectifs fixés dans le cadre de cette réflexion. Pour tirer profit des avancées qu'ils constituent, on peut repartir de leur conception du pouvoir et reprendre le principe d'une épistémologie pratique des sciences sociales. Ceci, afin de conjuguer à nouveaux frais l'attention à la polyphonie à une pratique d'intervention.

#### 3.a. (Dé/Re)-naturaliser le pouvoir

##### *Le pouvoir comme attribution de sens*

Deux propositions peuvent être effectuées à partir de la discussion qui précède. La première consiste à redéfinir le pouvoir en tenant compte de ses acquis. Le pouvoir est un objet complexe et hétérogène qui renvoie à des agencements multiples entre des instances différentes. Il s'instancie dans les stabilisations sociales qui conduisent les acteurs à agir

---

<sup>1</sup> L'article déjà cité de Michel Callon est éclairant sur ce point. Michel Callon, « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégaï : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, 41, 1999, p.65-78.

d'une manière plutôt que d'une autre, à construire et à interpréter leur monde vécu de façon singulière. Ces agencements sont avant tout affaire de *sens*. Un acteur agit dans un monde donné en fonction des interprétations qu'il en fait. Par ailleurs, la production de sens a toujours lieu dans le cadre d'un collectif – il est toujours « commun », ce qui n'implique pas qu'il soit partagé par tous, mais qu'il résulte d'interactions entre des êtres culturels ordonnant la recevabilité de discours ou d'actions<sup>1</sup>. Le plus petit dénominateur commun définissant le pouvoir que la discussion des auteurs *post-domination* a fait émerger est ainsi *l'imposition* ou *l'attribution de sens*.

Cela apparaît chez Hall dont la définition du social est discursive et sémiotique (pour cet auteur, « aucune pratique sociale n'existe en dehors du domaine du sémiotique – des pratiques et de la production de la signification »<sup>2</sup>). On peut aussi le retenir de Boltanski, dans la mesure où celui-ci oriente l'étude vers les dispositifs d'encadrement du sens d'un conflit. Latour est trop attaché aux relations matérielles entre acteurs, institutions et objets pour faire du sens l'aspect central de son analyse. Néanmoins, il lui donne un rôle important. Rancière donne enfin une définition du pouvoir qui permet d'élargir la conception du sens. En recourant au terme « sensible », il renvoie en effet à des perceptions plus vastes et indique la voie d'une imposition de sens non logocentrée<sup>3</sup>.

De cette définition des instances de pouvoir comme mécanismes d'imposition de sens découle la seconde proposition, qui concerne l'épistémologie pratique des sciences sociales. La prise au sérieux de l'idée d'*imposition de sens* laisse voir que celle-ci n'exclut aucun aspect du monde social : tout être culturel, toute pratique sont porteurs de sens et contribuent à modifier le sens d'autres pratiques et d'autres êtres culturels. Les sciences sociales ne sont pas à l'abri de ces processus et, pour conserver leur rôle émancipateur, elles doivent intégrer réflexivement la dimension praxéologique des savoirs qu'elles produisent – les enjeux de leur inscription sociale et du sens qui leur est attribué<sup>4</sup>. L'épistémologie pratique des sciences

---

1 Harold Garfinkel, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 2007 [1967, trad. de l'anglais coordonnée par Michel Barthélémy et Louis Quéré].

2 Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des cultural studies*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007 [trad. de l'anglais par Christophe Jaquet], p.186.

3 Cette lecture de l'œuvre de Rancière a été esquissée dans : Mathieu Quet, « Ap-prendre la parole. Lecture communicationnelle de Jacques Rancière », *Communication et langages*, 153, septembre 2007, p.3-17.

4 Jean-Claude Passeron, « Le sociologue en politique et *vice-versa* : enquêtes sociologiques et réformes pédagogiques dans les années 1960 », p.15-104 in Jacques Bouveresse et Daniel Roche (dir.) / *La liberté par la connaissance : Pierre Bourdieu (1930 – 2002)*, Paris, Odile Jacob, 2004.

sociales critiques consiste en une analyse de leurs effets d'imposition de sens et en l'intégration de ceux-ci au procédé de désignation.

### « *Défaire, refaire* »

La première tâche d'une telle épistémologie consiste à clarifier la fonction des sciences sociales face au pouvoir défini comme imposition de sens. En produisant des connaissances, les sciences sociales suscitent des significations et donc du pouvoir. Elles concourent, au milieu d'autres pratiques, à élaborer les normes de perception du monde social. Cet effort doit être interrogé<sup>1</sup>. Si la réflexivité est de mise, ce n'est pas pour répondre à un désir narcissique, mais parce que la contribution des sciences sociales revêt une apparence paradoxale : dès lors qu'elles ont cessé de croire à la possibilité de produire le sens juste, elles ont formulé le projet de le *défaire* – ce qui est tout aussi impossible. Les sciences sociales critiques *post*-domination administrent une entreprise de démontage du sens – mais elles ne peuvent faire autrement qu'en produire à nouveau. Etudier la construction d'une situation, c'est la *renaturaliser* au moins autant que la *dénaturaliser* ; désigner les mécanismes du pouvoir, c'est toujours les défaire et les recomposer *en même temps*.

Prendre acte de cette dénaturalisation naturalisante force à élever d'un degré la reconnaissance du fait que l'exercice émancipateur des sciences sociales ne peut être pratiqué « en dehors » des enjeux du pouvoir. Comme on l'a vu plus haut, la sociologie de la domination s'est trouvée démunie face à ce constat, persuadée qu'elle était jusque-là d'apporter un savoir objectif et libérateur. Symétriquement, les théories *post*-domination ont déclaré qu'elles seraient *seulement* les analystes des phénomènes d'imposition de sens, faisant mine de croire que cela les exonérait de formuler les projets qu'elles nourrissaient hors-champ. Dans le cours de cette évolution, le dépeçage sémiotique de l'activité sociale est devenu un objectif central<sup>2</sup>. Les sciences sociales critiques doivent « ôter » du sens et épilucher l'oignon de la signification. Une telle métaphore de l'activité critique fait oublier un peu vite son inexactitude – les sciences sociales ne peuvent dénuder le monde social et lui ôter du sens, mais au mieux enrichir des significations et les altérer.

---

1 Joëlle Le Marec, « En guise d'épilogue – pratiques interprétatives : entre méthodes et sens commun », *Etudes de communication*, 24, 2001, p.125-136.

2 On peut citer, exemple particulièrement caractéristique de cette ambition, les beaux textes dans lesquels Susan Sontag décide d'épilucher les métaphores attachées à la maladie. Susan Sontag, *La maladie comme métaphore*, Paris, Seuil, 1979 [1978, trad. de l'anglais par Marie-France de Paloméra] ; *Le sida et ses métaphores*, Paris, C. Bourgois, 1989 [1989, trad. de l'anglais par Brice Mathieussent].

### ***Pluraliser les conceptions du pouvoir***

On gagnerait alors sans doute à reposer le problème à l'envers. Le pouvoir est dans les mécanismes d'imposition de sens. A ce titre, les visées émancipatrices des sciences sociales critiques correspondent à un certain traitement de la signification. En pensant ce traitement sur le mode de la soustraction, on ne rend pas compte du geste des sciences sociales, car celles-ci ne cessent de produire du sens à la place de celui qu'elles dissolvent. Si la métaphore de l'épluchage sémiologique est inappropriée, c'est donc parce qu'au lieu de soustraire du sens, les sciences sociales en ajoutent : la lutte contre le pouvoir n'a pas lieu à rebours de la signification, dans sa régression, mais par l'invention et la pluralisation de nouveaux flux de pouvoir. Les sciences sociales ont à l'égard du pouvoir un rôle d'épuisement, de dilution par le discours. Si la construction de l'intelligibilité est une tâche essentielle des sciences sociales, comme le font remarquer Alban Bensa et Eric Fassin, rien ne permet de déterminer à un instant donné la pertinence d'une grille explicative<sup>1</sup>. Et on ne peut pas attendre des sciences sociales qu'elles permettent un tel choix, car leur fonction est ailleurs, dans la diversification même des grilles explicatives. La tâche émancipatrice des sciences sociales consiste à multiplier les conceptions du pouvoir.

Les implications de cette conception par rapport à celles discutées plus haut se dégagent. Par rapport aux procédés *post*-domination, un premier décalage s'effectue. Ces procédés revendiquent de s'en tenir uniquement aux conceptions du pouvoir développées par les acteurs, afin de les découdre. La raison de cette attention se trouve dans un anti-essentialisme qui conduit le chercheur à refuser d'imposer une grille explicative aux acteurs, en dehors de celles que ces derniers manipulent. En décidant de situer le pouvoir seulement dans le discours des acteurs, ces auteurs se méprennent sur la fonction des sciences sociales, qui est de composer des conceptions originales du pouvoir, afin de les démultiplier<sup>2</sup>. Mais cette exigence de construction de nouvelles conceptions du pouvoir se distingue aussi de la sociologie de la domination, car il n'est pas question d'imposer à tous ce que serait le « véritable » pouvoir. C'est dans leur diversité que les objets construits par les sciences sociales sont pertinents. Le refus de la naturalisation passe donc par la démultiplication des explications et des sens attribués au monde social.

---

1 Alban Bensa, Eric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, 2002, p.5-20.

2 Ce point de vue est aussi proche de celui de Richard Rorty lorsqu'il dit que la tâche de la philosophie consiste à éclaircir et modifier la signification des mots pour ouvrir les conceptions du monde. Richard Rorty, *Science et solidarité. La vérité sans le pouvoir*, Paris, Ed. de l'Eclat, 1990, [trad. de l'anglais par Jean-Pierre Cometti].

Les sciences sociales tirent leur pertinence de la pluralité des explications et des définitions du pouvoir qu'elles proposent. Chaque explication, isolément, remplace un pouvoir par un autre, mais par leur pluralité elles contribuent à une explosion du sens<sup>1</sup>. Au procédé de la sociologie de la domination qui consistait en l'*imposition d'un sens* objectif, les théories *post*-domination ont substitué la conception d'un procédé de *soustraction de sens*. Mais le rôle émancipateur des sciences sociales se joue encore en un autre lieu qui est celui de la *pluralisation des sens*, à partir d'une hypothèse de dilution du pouvoir qui amène à considérer la désignation comme une gestuelle de *sémiodiversification* du pouvoir.

### 3.b. Redesigner le pouvoir

#### *Epuisement du pouvoir*

Le rôle des sciences sociales n'est ni de donner l'explication juste, ni de décomposer les explications multiples données par les acteurs. Il est de proposer toujours plus d'explications afin de noyer le pouvoir dans la *sémiodiversité*, par une distribution démocratique des causes et des raisons. Ce phénomène de pluralisation de la critique est associé au travail de fiction par Michael Walzer, lorsqu'il écrit :

« Nous devenons pour ainsi dire naturellement critiques, en construisant à partir des morales existantes et en racontant des histoires sur une société plus juste que la nôtre, mais jamais complètement différente. Il vaut mieux raconter des histoires – c'est mieux, même s'il n'y a pas de meilleure histoire ou d'histoire définitive »<sup>2</sup>.

Bien entendu, les « histoires » contées par les sciences sociales ne sont jamais de pures inventions<sup>3</sup>. Elles cherchent toujours un appui dans le monde vécu commun. Il n'en reste pas moins nécessaire d'assumer la dimension de « *délire bien fondé* » de la pratique scientifique<sup>4</sup>. Et le fait de concevoir les sciences sociales critiques sur le mode de la pluralisation des récits

---

1 Pour cette raison, les sciences sociales n'ont pas d'autre choix que de viser une existence collective. Igor Babou, Joëlle Le Marec, « Nova Atlantis. Pour une utopie baconienne en sciences humaines et sociales », *Alliage*, 47, 2001, p.3-10.

2 Michael Walzer, *Critique et sens commun. Essai sur la critique sociale et son interprétation*, Paris, La Découverte, 1990, [1987, trad. de l'anglais par Joël Roman], p.82. La dimension fictionnelle des sciences sociales a été particulièrement discutée dans le cas de l'histoire. Voir Jacques Rancière, *Les mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Paris, Seuil, 1992 ; Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 2009 [1998].

3 Sur ce point : Bruno Latour, *Changer la société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005, trad. de l'anglais par Nicolas Guilhot], p.178-185.

4 Bruno Karsenti, « La sociologie à l'épreuve du pragmatisme. Réaction Durkheimienne. », p.317-349 in Bruno Karsenti, Louis Quéré (dir.)/ *La croyance et l'enquête – Aux sources du pragmatisme*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004.

et des pouvoirs pousse à insister sur cette coloration imaginative. C'est par exemple en ce sens que Philippe Corcuff interprète les propos de Charles Wright Mills sur la nécessité pour le sociologue d'inventer des mondes imaginaires. Chaque monde imaginaire est pour Corcuff un « *instrument pour élargir l'espace mental de l'enquête, le champ des questions posées* »<sup>1</sup>. C'est aussi le point de vue adopté par l'anthropologue et militant politique David Graeber au cours d'un rapprochement entre sociologie, anthropologie et idéologie utopiste – la conservation d'une diversité théorique constituant selon lui un enjeu majeur des sciences sociales<sup>2</sup>. On se contentera d'ajouter que cette diversité semble particulièrement importante en ce qui concerne les théories du pouvoir.

Les travaux passionnants de Donna Haraway accentuent la dimension fictionnelle des constructions scientifiques et jouent de la pertinence qu'il y a à pluraliser les modes d'explication et de perception du pouvoir et des lieux dans lesquels il s'institue<sup>3</sup>. Dans de nombreux articles d'Haraway, c'est moins la *démonstration* du pouvoir qui importe que l'intuition que l'auteure en donne. Dans l'analyse sémiologique et muséographique qu'elle propose de la représentation des primates du museum d'histoire naturelle de New York, elle développe par exemple une intuition stimulante : la représentation des grands singes sur le modèle patriarcal traditionnel reconduirait une idéologie masculiniste. La grande force d'Haraway est de forger, à travers l'analyse, un lieu de pouvoir original<sup>4</sup>. Le réel danger, si l'on se fie à cette conception, ne réside plus alors dans les carences de la démonstration, mais dans les évidences impensées du pouvoir.

Les discours produits par les sciences sociales obéissent ainsi à une règle d'extension du domaine et des instances du pouvoir. Elles doivent confronter la « sémiose sauvage » et la

---

1 Philippe Corcuff, « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », p.175-194 in Bernard Lahire (dir.) / *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, 2002, p.192.

2 David Graeber, « La sociologie comme science et comme utopie », *La revue du MAUSS*, 24, 2004, p.205-217. La discipline anthropologique se prête particulièrement à une réflexion conjointe sur le rapport du chercheur à son objet d'analyse et sur la production de « mondes possibles » qui en résulte à chaque fois. Francis Affergan, « Textualisation et métaphorisation », *Communications*, 58, 1994/1, p.31-44 ; Francis Affergan, *La pluralité des mondes. Vers une autre anthropologie*, Paris, Albin Michel, 1997.

3 L'idée selon laquelle les sciences sociales ont à accomplir une œuvre politique par un subtil mélange de critique des représentations et des normes, et de proposition de « micropolitiques » ou d'ouvertures sensibles est sans doute caractérisée de la façon la plus symptomatique par le projet des *Cultural* et *Gender Studies* dont Hall, plus encore que Thompson ou Hoggart, est aujourd'hui une figure tutélaire. Voir notamment : Madeleine Akrich, Danielle Chabaud-Rychter, Delphine Gardey (dir.), *Cahiers du genre*, 38, 2005, numéro spécial « Politiques de la représentation et de l'identité. Recherches en gender, cultural, queer studies ».

4 Donna Haraway, « Le patriarcat de Teddy Bear. Taxidermie dans le jardin d'Eden. New-York, 1908-1936 », p.145-218, *Manifeste cyborg et autres essais : sciences – fictions – féminismes*, Paris, Exils, 2007, [anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan].

catégorisation spontanée<sup>1</sup> à des modes d'attribution de sens subordonnés à la réflexivité et orientés vers un objectif de diversité. Cet aller-retour permet la conceptualisation de nouvelles formes de pouvoir et contribue à pluraliser – diluer - celui-ci. Les travaux récemment traduits en français de Gayatri Spivak et James C. Scott constituent des exemples significatifs de ce processus d'émancipation par la pluralisation. En affirmant que les subalternes peuvent parler<sup>2</sup> ou en montrant les logiques de résistance à la domination<sup>3</sup>, ces auteurs opèrent un transfert symbolique de pouvoir vers des groupes sociaux dominés. Ils redessinent la carte du pouvoir au profit de ceux qui en étaient exclus. Au pouvoir d'un Dieu, parole unique, les siècles écoulés ont substitué progressivement une multitude de discours sur le pouvoir<sup>4</sup>. Les sciences sociales deviennent un opérateur privilégié de cette multiplication. Au fil de cette évolution, le pouvoir s'amenuise, la notion s'épuise.

### ***Poétique de l'invention politique***

Cette conception du rôle des sciences sociales en tant que disciplines chargées d'épuiser le pouvoir par une production infinie de ses représentations doit être précisée. Quelle forme prennent les théories sociales ? Dès lors qu'on considère le travail des théories sociales comme un travail de lutte contre le pouvoir par renouvellement permanent des discours, il faut les reconsidérer comme des discours en lien avec les facultés humaines d'imagination. La production d'une théorie sociale manifeste une double ambition, politique et poétique. Politique, car le chercheur forme des outils de compréhension du réel et d'intervention sociale. Poétique, car ces outils et cette intervention consistent en une réinvention du monde social. On a beaucoup glosé sur l'efficacité des analyses bourdieusiennes ou foucaaldiennes, mais il y aurait grand profit à considérer leur dimension poétique.

Chaque théorie du monde social agit comme sa recreation, insistant tour à tour sur le fait qu'il est façonné de discours, de relations hommes-objets, de faits de perception, d'états mentaux.

---

1 Louis Quéré, « Naturaliser le sens : une erreur de catégorie ? », *Revue du MAUSS*, 17, 2001, p.275-292.

2 Gayatri Chakravorty Spivak, *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris, Ed. Amsterdam, 2009 [1988, trad. de l'anglais par Jérôme Vidal].

3 James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Ed. Amsterdam, 2008, [1990, trad. de l'anglais par Olivier Ruchet].

4 Et c'est d'ailleurs tout l'enjeu de la sécularisation : tant que l'exercice du pouvoir est imposé à l'homme par Dieu, il n'y a qu'une seule source de pouvoir. Mais la modernité brise ce rapport et l'exercice du pouvoir perd alors ses raisons (Roberto Esposito, *Catégories de l'impolitique*, Paris, Seuil, 2005 [1988, trad. de l'italien par Nadine Le Lirzin]).

Le type de poétisation du réel opéré par les sciences sociales obéit à des règles strictes<sup>1</sup>. Mais, comme le montre Francis Affergan au sujet du savoir anthropologique, le discours des sciences sociales repose sur la tension entre une revendication de vérité sur le « plan référentiel » (la réalité du terrain) et la prise en charge d'une incertitude au « plan épistémique » (il semble que...)<sup>2</sup>. De cette tension émerge la poétisation du monde social. Une théorie tire sa pertinence de sa poétisation du réel, même s'il est moins question de « *donner un sens plus pur aux mots de la tribu* »<sup>3</sup> que de démultiplier celui-ci, pour faire exister une pluralité de mondes possibles, et lutter contre la « *sensure* »<sup>4</sup>.

La question initiale de Barthes semble avoir trouvé réponse. Les raisons pour lesquelles les sciences sociales doivent prendre en charge la question du pouvoir ont été données et on a expliqué comment cette prise en charge peut avoir lieu dans un contexte polyphonique. Il reste cependant à matérialiser cette prise en charge, en précisant la forme du procédé employé et le type de pouvoir désigné dans la suite de ce texte.

### *Analyse de la circulation du sens*

La dimension du pouvoir à laquelle on s'intéresse est la production et l'imposition de sens. Les tâches attribuées au procédé de désignation sont de deux ordres. D'une part, il rend compte, dans une situation donnée, du processus par lequel du sens est attribué à un être culturel. D'autre part, à travers ce compte rendu, il contribue à la pluralisation de ces sens. Aucun effort de désignation du pouvoir ne peut donc faire l'économie des questions : comment s'imposent des significations aux êtres culturels ? Comment sont-elles produites et transformées ? Comment circulent-elles matériellement<sup>5</sup> – comment aussi le savoir formé dans le cours de cette recherche va-t-il les diversifier, les resémantiser ? On nommera le procédé, la *poesture* (ambition de poétisation théorique du réel) qui examinent ces questions : *analyse de la circulation du sens*.

---

1 En particulier, l'exigence de vraisemblance prévient les chercheurs de se livrer à la forme de critique qu'on peut désigner, dans le monde de l'art, sous le nom d'« irréalisme critique ». Voir Michaël Löwy, « L'irréalisme critique », *Actuel Marx*, 45, 2009/1, p.52-65.

2 Francis Affergan, « Textualisation et métaphorisation », *Communications*, 58, 1994/1, p.31-44.

3 Stéphane Mallarmé, « Le tombeau d'Edgar Poe », *Poésies*, Paris, Gallimard, 1992, [1899].

4 Nathalie Roelens suggère que dans les sociétés libérales, la censure devient « sensure » en régulant le droit à la polysémie. Nathalie Roelens, « Censure ou sensure ? », *Communication et langages*, 155, mars 2008, p.3-26.

5 Sur le rapport entre pouvoir, sens et forme : Yves Jeanneret, « Forme, pratiques et pouvoir. Réflexions sur le cas de l'écriture », *Sciences de la société*, 63, octobre 2004, p.40-55. Deux éléments sont pointés dans cet article : l'importance des enjeux de pouvoir recouverts par les opérations de communication et la nécessité d'analyser ces opérations dans leur matérialité.



Le champ couvert par ces interrogations est considérable. Les objets mis en perspective sont de toutes sortes : liens de causalité, interprétations, identités, étymologies, représentations, modes de perception, etc. Confrontée à ces différents objets, l'attention porte en priorité sur les phénomènes de reconfiguration du sens et sur les conflits engagés autour d'eux. Le chercheur se met en quête des mécanismes, des controverses, des histoires qui expliquent la composition d'une *hexis* sémantique. L'*hexis* sémantique correspond au feuilletage des sens attribués à un objet et qu'il acquiert au cours de son inscription historique<sup>1</sup>. Cette notion se rapproche sous bien des aspects de celle de « lestage technosémiotique » employée par Jean Davallon et qui rappelle l'importance de la dimension technique dans la production de significations<sup>2</sup>. Le travail de recherche consiste à délier les échevaux de signification de l'objet étudié. Dans cette besogne, il faut compter avec une multitude d'intervenants (acteurs, pratiques, institutions, objets, dispositifs, etc.) et redoubler d'attention à la *trivialité* des objets, c'est-à-dire à leur capacité à traverser les espaces sociaux et à s'informer – changer de forme et de sens<sup>3</sup>.

Mais l'ouvrage ne s'arrête pas là. Si les objets de recherche sont toujours lestés, l'interaction avec le procédé d'analyse de la circulation n'aboutit pas seulement à un compte rendu de l'élaboration de cette *hexis*. Elle conduit aussi à un *écart de sens*. Celui-ci est le résultat de toute recherche en sciences sociales. Il n'est jamais pleinement maîtrisé par le chercheur, mais ce dernier cultive presque toujours une épistémologie pratique à son sujet, à des degrés variables. L'analyse de la circulation du sens en prend acte et propose d'assumer au grand jour ce rôle de diversification. Elle met au jour les déterminants du sens et valorise en même temps d'autres sens possibles. L'éthique de l'interprétation dont Sophie Moirand et Rémy Porquier énoncent les principes illustre cet aspect. Les auteurs s'appuient sur une conception pragmatique du langage selon laquelle les mots charrient des sens indissociables d'effets - ainsi, l'usage de l'expression « prise en otage » pour décrire une grève n'est-il pas anodin. A partir de ce présupposé, ils réclament une « *éthique de l'interprétation* » invitant chercheurs et acteurs à cerner le réseau sémantique mobilisé par les mots du langage courant pour en

---

1 La notion d'*hexis* a la même signification qu'*habitus*, qui en est la traduction latine. Pierre Bourdieu lui-même recourt occasionnellement à ce terme. Il a été préféré ici à *habitus* en raison de sa plus grande indépendance à l'égard des conceptions de la sociologie de la domination. L'enjeu de l'*hexis* sémantique reste l'incorporation de *sens*.

2 Jean Davallon, « Objet concret, objet scientifique, objet de recherche », *Hermès*, 38, 2004, p.30-37.

3 Yves Jeanneret propose de revenir à l'étymologie latine du terme trivialité (en latin, *trivium*: carrefour) pour appliquer le terme à la description des phénomènes de circulation des êtres culturels. L'analyse de la circulation du sens s'inscrit directement dans un tel projet. Yves Jeanneret, *Hermès au carrefour : éléments d'analyse littéraire de la culture triviale*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 7, 1996.

clarifier la « mémoire »<sup>1</sup>. Cette éthique de l'interprétation correspond approximativement à la prise en charge de la première partie du geste de désignation présenté dans ces lignes : le travail de mise au jour de l'*hexis* sémantique et d'analyse de la trivialité.

Avec les notions de « pluralisation » et d'« écart de sens », on propose de prendre en compte et d'assumer plus clairement les effets de cette éthique de l'interprétation. La mise au jour de la mémoire de mots ou expressions comme « prise en otage »<sup>2</sup>, « populisme »<sup>3</sup>, « purification ethnique »<sup>4</sup> contribue à en infléchir le sens, à le transformer. Ce geste est conscient chez le chercheur parce que celui-ci se bricole en général une épistémologie pratique. Mais il reste souvent hors-champ, à cause de la trop grande incertitude qui règne à son sujet. Difficile d'assumer une performance lorsqu'on ne connaît avec exactitude ni le lecteur qu'on aura, ni ce que celui-ci fera du texte produit. Cette incertitude n'est cependant pas une raison suffisante de masquer le projet de pluralisation du sens. Le chercheur ne doit pas seulement tenir les objets de culture à distance en retraçant l'histoire de leurs significations. Il doit assumer le travail de Pénélope qui, inlassablement, défait la nuit ce qu'elle a tissé le jour, et accompagner le détissage des significations d'une reconstruction nouvelle. Mais Homère ne raconte pas si d'un jour à l'autre, la toile est retissée à l'identique. L'ouvrage que recomposent sans cesse les sciences sociales, quant à lui, a pour règle de différer toujours.

### 3.c. Diversifier le pouvoir

#### *Mots et choses*

Avant de se livrer à ce travail de Pénélope, il convient de noter, avec Yves Jeanneret, que toute étude de la dissémination des objets et des savoirs qui leur sont liés repose sur des prétentions et des renoncements<sup>5</sup>. Le chercheur doit composer avec l'espace d'exigences ouvert par la prise en compte des phénomènes de circulation comme avec les moyens qui s'offrent à lui pour s'en saisir. Pour cette raison, il n'est pas question, à travers le projet

---

1 Sophie Moirand, Rémy Porquier, « Ethique de la nomination et éthique de l'interprétation », p.139-153 in Régine Delamotte-Legrand, Claude Caitucoli (dir.) / *Morales langagières, autour de propositions de recherche de Bernard Gardin*, Mont Saint-Aignan, Presses des Universités de Rouen et du Havre, 2008.

2 Sophie Moirand, Rémy Porquier, *Ibid.*

3 Annie Collovald, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2004.

4 Alice Krieg-Planque, « Purification ethnique ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Editions, 2003.

5 Yves Jeanneret, « Analyse des pratiques de communication et trivialité : un champ de recherche entre prétentions et exigences », *Médias & Culture*, 2006, p.41-54.

d'analyse de la circulation du sens, de fixer le programme à toute épreuve d'une révolution. Mais plutôt, de faire partager une sensibilité et de soumettre une hypothèse. Faire partager une sensibilité, d'abord, au fait que l'histoire des êtres sociaux est toujours celle, indivisible, du sens dont ils sont investis et du pouvoir qu'à la fois ils subissent et exercent. Soumettre une hypothèse, ensuite : une manière pertinente de se livrer à une pratique critique des sciences sociales consiste peut-être à multiplier les trajectoires du sens, les lieux et les significations du pouvoir.

Ce souci de rendre compte de l'enchevêtrement entre l'historicité des objets, leur sens et le pouvoir auquel il se rapporte est au coeur de deux ensembles de travaux, au milieu desquels l'analyse de la circulation du sens inscrit sa démarche et tente de trouver son équilibre (au risque parfois d'un certain inconfort intellectuel<sup>1</sup>). Le premier ensemble, que l'on peut qualifier de « communicationnel », se compose de recherches qui prennent pour objet les discours et la circulation des idées. Le second ensemble, « historiographique », est concerné par l'histoire sociale et culturelle.

La premier groupe référentiel de cette recherche est l'ensemble communicationnel. On désigne d'abord sous ce titre des travaux d'analyse de discours. Ce courant de recherche, dans la foulée des travaux de Michel Foucault, Louis Althusser et Michel Pêcheux<sup>2</sup>, offre à l'analyse de circulation du sens un modèle stimulant de designation du sens. Il a fourni un effort constant d'*objectivation* de ses objets de recherche (notamment en travaillant en profondeur la notion de formation discursive<sup>3</sup>), sans être dupe du constructivisme de sa démarche<sup>4</sup>. Il a aussi forgé de nombreux outils conceptuels pour la description des mécanismes textuels<sup>5</sup> : les notions de prédiscours<sup>6</sup>, « lieu discursif »<sup>7</sup>, « mémoire des mots »<sup>8</sup> sont quelques-unes de celles auxquelles on recourt ou qu'on discute dans la suite du texte. On retient donc à la fois de ce courant une règle d'*extériorité* face aux énoncés, prévention de

---

1 Frédéric Jouliau, Suzanne de Cheveigné, Joëlle Le Marec, « Evaluer les pratiques interdisciplinaires », *Natures, Sciences, Sociétés*, 13, 2005, p.284-290.

2 Pour une histoire de ce courant : Jacques Guilhaumou, *Discours et événement : l'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006.

3 Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984.

4 Voir par exemple Jacques Guilhaumou, Denise Maldidier, Régine Robin, *Discours et archive : expérimentation en analyse de discours*, Liège, Mardaga, 1994.

5 Patrick Charaudeau, Dominique Maingueneau (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002.

6 Marie-Anne Paveau, *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006.

7 Alice Krieg-Planque, « « formules » et « lieux discursifs » : propositions pour l'analyse du discours politique – entretien avec Philippe Schepens », *Semen*, 21, 2006, p.19-47.

8 Sophie Moirand, *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF, 2007.

tout psychologisme, et un goût pour la technicité des discours que l'analyse ne peut appréhender sans instruments. Mais l'étude de la circulation du sens ne se réduit pas aux opérations linguistiques et, même si l'analyse de discours occupe une place importante dans cette recherche, il semble nécessaire d'étendre le procédé à un matériau plus vaste et à un terrain plus accidenté que les seuls discours – entendus en un sens strict.

Défendant le principe de cette extension, Jean-Pierre Esquenazi suggère de se tourner des discours au sens strict vers les « *institutions de discours* » ou processus qui visent « *à normaliser une pratique donnée dans un réseau complexe de lieux, de temporalités, de définitions, de conduites, de hiérarchies, de légitimités, de croyances, réseau dont un langage distinct à la fois assure la cohérence et rend compte* »<sup>1</sup>. En suivant Esquenazi dans sa réactivation d'une conception foucauldienne du discours excédant les opérations linguistiques<sup>2</sup>, on retrouve des travaux déjà évoqués, qui s'interrogent sur la circulation sociale des idées et des savoirs et sur les moyens d'en rendre compte. Dans cet ensemble, les enjeux et les questions se recomposent.

L'abandon relatif du terrain linguistique pour les grands espaces des « institutions discursives » rend saillant le problème de l'articulation entre des matériaux hétérogènes. L'intuition saisit la circulation du discours dans les matérialisations d'un ensemble symbolique, avec des variations suffisamment faibles pour ne pas être considérées significatives. Mais à y regarder de plus près, c'est cette matérialité qu'il faut questionner : qu'est-ce qui autorise à « voir le lien » entre deux matérialisations ? Eliseo Veron note que la notion de circulation renvoie à une *invisibilité* : « *il n'y a pas, à proprement parler, de traces de la circulation : l'aspect circulation ne peut être rendu « visible » dans l'analyse que comme écart, précisément, entre les deux ensembles de traces, celles de la production et celles de la reconnaissance. Le concept de circulation n'est en fait que le nom de cet écart* »<sup>3</sup>. L'enjeu de l'analyse est alors moins *ce qui circule* que les mécanismes d'articulation par lesquels cette circulation est organisée au sein d'un dispositif matériel, comme l'indiquent les

---

1 Jean-Pierre Esquenazi, « Principes d'une sociologie des institutions de discours », *Questions de communication*, 9, 2006, p.335-356. L'histoire et les enjeux de cette rencontre entre analyse de discours, sciences de l'information et de la communication et sémiologie sont retracés dans Simone Bonnaïfous, François Jost, « Analyse de discours, sémiologie et tournant communicationnel », *Réseaux*, 100, 2000, p.523-545.

2 Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969 ; Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.

3 Eliseo Veron, « Semiosis de l'idéologique et du pouvoir », *Communications*, 28, 1978, p.7-20.

recherches sur la médiation<sup>1</sup>. Ou plutôt, l'analyse de la circulation du sens est vouée à appréhender son objet de recherche par autre chose que lui-même : en instruisant le procès des instances, technologies, pratiques que les acteurs ne cessent d'interpréter, « *condensations à la fois matérielles et discursives* » que Joëlle Le Marec décrit comme des *composites*<sup>2</sup>.

### **Historicité du sens**

Le second ensemble de textes et de méthodes dans lequel cette recherche trouve ses repères est formé par des travaux dont l'intérêt pour le sens a surtout concerné son inscription historique. On y trouve des recherches en histoire socioculturelle et en histoire conceptuelle. L'histoire socioculturelle s'accommode fort bien de la proximité des travaux communicationnels. Depuis les années 1970, elle s'est tournée avec un intérêt croissant vers les productions symboliques, les systèmes de croyances et les moyens de communication<sup>3</sup>. A travers ces évolutions, elle a renouvelé l'attention à la dialectique entre la façon dont les acteurs reconduisent les significations de leurs pratiques et leurs facultés d'innover et d'élaborer des sens nouveaux. En ceci, elle nourrit une préoccupation pour le pouvoir essentielle à cette recherche : le pouvoir est placé dans ce qu'il est possible de penser et de dire – dans des instances de signification. Chartier écrit :

*« L'objet fondamental d'une histoire qui vise à reconnaître la manière dont les acteurs sociaux donnent sens à leurs pratiques et à leurs énoncés se situe donc dans la tension entre les capacités inventives des individus ou des communautés et les contraintes ou les conventions qui limitent [...] ce qu'il leur est possible de penser, de dire, de faire »<sup>4</sup>.*

Lorsqu'elle revisite l'histoire des idées, l'histoire socioculturelle, sous la forme de l'histoire conceptuelle, fait corps avec l'analyse et l'histoire des discours<sup>5</sup>. Cette rencontre entre la dimension historique et la dimension culturelle est d'ailleurs l'une des préoccupations de Dominique Maingueneau :

---

1 Jean Davallon, « La médiation : la communication en procès ? », *Médiation et information*, 19, 2004, p.37-59.

2 Joëlle Le Marec, Joëlle Le Marec, *Ce que le terrain fait aux concepts : vers une théorie des composites*, Mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 7, 2002.

3 Geoff Eley, « De l'histoire sociale au « tournant linguistique » dans l'historiographie anglo-américaine des années 1980 », *Genèses*, 7, 1992, p.163-193 ; Roger Chartier, « La nouvelle histoire culturelle existe-t-elle ? », *Cahiers du centre de recherches historiques*, 31, avril 2003 ; Roger Chartier, « Postface », p.190-196 in Philippe Poirrier (dir.) / *L'histoire culturelle : un « tournant mondial » dans l'historiographie ?*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008

4 Roger Chartier, « La nouvelle histoire culturelle existe-t-elle ? », *Cahiers du centre de recherches historiques*, 31, avril 2003.

5 François Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003. Voir aussi Jacques Guilhaumou, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, mars 2000, p.105-118.

*« On a ainsi affaire à des objets qui apparaissent à la fois intégralement linguistiques et intégralement historiques. Les unités du discours constituent en effet des systèmes, des systèmes signifiants, des énoncés, et à ces titres relèvent d'une sémiotique textuelle ; mais ils relèvent aussi de l'histoire qui rend raison des structures de sens qu'ils déploient. Ce que nous voudrions, c'est ne sacrifier aucun de ces deux aspects, emprunter une autre voie que ceux qui, guidés par un « intérêt » différent, se portent de manière privilégiée vers l'un ou l'autre. »<sup>1</sup>*

Maingueneau n'est pas seul à exprimer le désir de faire se rencontrer histoire et sémiotique. Et ses recherches, avec d'autres travaux tels que ceux de Reinhart Koselleck<sup>2</sup> - dont l'approche insiste comme la nouvelle histoire culturelle sur la dialectique entre détermination et invention du sens -, apportent les outils d'une prise en compte de la dimension historique des objets circulants. Intégralement communicationnels et intégralement historiques, les objets de l'analyse de la circulation du sens nécessitent une attention inquiète à *l'histoire du sens*.

La perspective foucauldienne apparaît alors comme la clé de voûte du procédé formulé dans ces pages : la pratique généalogique n'est-elle pas par excellence le domaine de mise au jour de l'élaboration des normes du pouvoir dans les strates de l'histoire ? L'un des enjeux de l'analyse consistera à relire la notion de gouvernementalité défendue dans les cours du « dernier Foucault »<sup>3</sup> et à essayer de comprendre dans quelle mesure le sens d'un terme, d'une expression, d'une exigence (comme la notion de participation) peut remplir un rôle gouvernemental. La gouvernementalité est moins pour Foucault un concept opératoire qu'une proposition de recherche. La postérité du terme vérifie une diversité d'usages et de compréhensions<sup>4</sup>. A son tour, l'analyse de la circulation du sens tentera d'utiliser la gouvernementalité pour décrire des phénomènes de production et d'imposition de sens<sup>5</sup>.

---

1 Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984, p.6.

2 Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990 [1979, trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock].

3 Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population, Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004, et en particulier « 4<sup>e</sup> leçon, 1<sup>er</sup> février 1978 », p.91-118.

4 Sylvain Meyet, « Les trajectoires d'un texte : la « gouvernementalité » de Michel Foucault », p.13-36 in Sylvain Meyet, Marie-Cécile Naves, Thomas Ribémont/ *Travailler avec Foucault. Retours sur le politique*, Paris, L'Harmattan, 2005.

5 On peut évoquer parmi les diverses tentatives généalogiques qui inspirent cette démarche : Philippe Kourilsky, Geneviève Viney, *Le principe de précaution, rapport au premier ministre*, Paris, Editions Odile Jacob/La Documentation française, 2000, « Annexe 1 : Mathilde Boutonnet, Anne Guégan, *Historique du principe de précaution* » ; Thomas H. Broman « Some preliminary considerations on science and civil society », *Osiris*, 17, 2002, p.1-21 ; Dominique Pestre « Société civile et gouvernance : émergence et (ré)émergence de deux catégories depuis trente ans », intervention à la journée d'étude *Science et démocratie : savoirs distribués et pouvoirs*, Paris, IRESCO, 7 novembre 2006.

L'analyse proposée dans la suite du texte cherchera cependant à se démarquer de l'analyse foucauldienne sur un point. Foucault élabore des systèmes épistémiques qui laissent peu de place à la liberté individuelle<sup>1</sup>. Cet aspect lui a été reproché, on le sait, par Michel de Certeau et à sa suite par la théorie des usages<sup>2</sup>. Le texte qui suit essaie d'élaborer à son tour, avec le projet de sémiodiversité, une critique pratique de la gouvernementalité foucauldienne. On propose en effet d'opposer au geste généalogique, non pas un retour à la pratique des acteurs, mais un frottement. On suggère de dédoubler le geste généalogique : le processus qui conduit à l'imposition d'une signification au terme de participation et qui organise une gouvernementalité de et par le sens, possède une ombre. En replaçant, côte à côte, le processus et son ombre, on espère créer une friction et resémantiser la participation.

## 4. Analyser la participation

### 4.a. Les sens de la participation

*« Ecrire l'histoire des processus implique de faire celle des catégories qui servent à leur analyse. Lentement mais irrémédiablement, nous apprenons que le discours n'est pas un simple instrument passif dans l'élaboration du sens que prennent les conflits sociaux, les structures économiques et les conflits politiques. Et qu'il existe des concepts tellement ambigus et obscurs que seule leur mise en histoire peut nous permettre de savoir à quoi ils réfèrent et non pas à quoi nous croyons qu'ils le font. [...] Mettre en histoire les termes en débat, c'est déjà accéder aux combats »<sup>3</sup>.*

Ces mots de Jesus Martin-Barbero résument les objectifs du procédé que l'on souhaite mettre en œuvre, en effectuant un lien entre histoire, sémantique et critique politique. Ils permettent aussi d'introduire l'objet que ce texte va s'attacher à « mettre en histoire » : l'impératif participatif ou *régime discursif de la participation citoyenne aux choix scientifiques et technologiques (PCCST)*<sup>4</sup>. Cet objet accumule un grand nombre des traits définis plus haut. Il présente d'abord l'avantage de pouvoir, assez intuitivement, être considéré comme le foyer

1 Voir par exemple Michel Foucault, « De la nature humaine : justice contre pouvoir (discussion avec N. Chomsky et F. Elders) », p.1339-1380 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 1*, Paris, Gallimard, 2001 [débat tenu en 1971].

2 Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 ; Joëlle Le Marec, « Usages : pratiques de recherche et théorie des pratiques », *Hermès*, 38, 2004, p.141-147.

3 Jesus Martin-Barbero, *Des médias aux médiations, Communication, culture et hégémonie*, Paris, CNRS, 2002 [1987, trad. de l'espagnol par Georges Durand], p.23.

4 Les expressions « participation citoyenne aux choix scientifiques et technologiques », « participation publique aux choix scientifiques », etc. renvoient ici à un signifié équivalent et elles seront employées indifféremment.

d'une inflation de discours – qui présage d'importants enjeux de resémantisation. Il correspond à une situation de reconfiguration de sens engageant une pluralité d'objets et offre un terrain à l'analyse et à la désignation des instances de production et d'imposition de sens. Il implique par ailleurs une dimension contraignante, car il produit des exigences et des normes sur la façon dont doivent être organisés les phénomènes de communication, l'implication politique et les rapports entre science et société. Ainsi la notion d'« impératif participatif » a-t-elle été pu être employée<sup>1</sup> aux côtés de celle, à laquelle elle est étroitement associée au point parfois de s'y confondre, d'impératif délibératif<sup>2</sup>. La notion de participation politique est à la fois produite par la circulation de sens et d'objets et elle-même norme de circulation, rouage d'un mécanisme de contrôle. Un régime singulier de discours et de sens s'élabore autour d'elle et contient la promesse d'une réorganisation de la société.

Pour ces raisons, on essaiera dans la suite de cette recherche : 1) de mettre au jour les mécanismes à travers lesquels la participation aux choix scientifiques et techniques s'établit comme norme de régulation, 2) de « pluraliser » les sens de l'impératif participatif, en montrant que derrière la norme instaurée par le couple participation-délibération, d'autres restent peu analysées et peu prises en compte. La participation peut être couplée avec d'autres notions, comme elle l'a été dans l'histoire. On opposera à l'association floue participation/délibération une participation/expérience fondée sur le modèle d'une « politique expérimentale ». Participation/délibération et participation/expérience renvoient à des modèles de gouvernement différents dont on essaiera de clarifier les enjeux. Cela permettra de rappeler, comme le fait Dominique Pestre, que l'hégémonie de l'idéal participatif/délibératif actuel, comme fondement discursif et collectif de décisions, s'est imposé au détriment d'autres principes de politique : la protection des manières alternatives de *fabriquer des mondes*, l'aide aux expertises dissidentes par exemple<sup>3</sup>. Ces *autres* de la participation/délibération mériteraient pourtant qu'on s'y arrête.

### ***Conflits de reconfiguration du sens***

L'exigence d'une participation publique aux choix scientifiques pose une norme au fonctionnement démocratique, selon laquelle les citoyens doivent être associés aux choix en

1 Loïc Blondiaux, « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, 50, 2007/2, p.118-129.

2 Loïc Blondiaux, Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, 57, 2002, p.17-35.

3 Dominique Pestre, *Historical Perspectives on Science, Society and the Political. Report to the Science, Economy and Society Directorate*, European Commission, janvier 2007, [en ligne].



matière de recherche scientifique et technologique. On reviendra plus loin sur la forme attribuée à cet engagement et on verra à quel point celle-ci est variable selon les contextes dans lesquels elle est formulée. Mais il est important de souligner, en premier lieu, que cette proposition constitue, dans les années 1970 en France, un événement de discours. Jusque-là en effet, à l'exception de rares occurrences, une telle exigence n'avait pas été formulée ; à partir des années 1970 en revanche, elle devient un énoncé régulier. L'histoire de cette apparition peut être racontée, en isolant les énoncés antérieurs qui l'annoncent, en recensant les acteurs et les institutions qui la favorisent, en analysant les phénomènes de circulation et les conflits qui l'altèrent. On a privilégié l'analyse de la décennie 1970, en partant de l'intuition que les reconfigurations de sens étaient exacerbées au cours de cette période et que cela permettrait d'identifier avec plus de facilité la cohabitation de différents modèles de gouvernement dans l'impératif participatif.

Cette émergence met en scène la relation entre différents mondes et entre des discours hétérogènes. De plus, elle s'inscrit dans la relation entre des technologies littéraires qui engagent des rapports disparates à la normativité : des tracts et des discours militants, des rapports administratifs, des actes de colloque, etc. Cette confrontation entre des mondes, des discours et des technologies soulève des enjeux de compréhension des mécanismes par lesquels les sens se mêlent ou se confrontent : institutionnalisation, récupération politique, mise en dialogue. Ces différents types de relation construisent des perceptions, reconfigurent des sens qui sont les moteurs du régime discursif de la PCCST. Mais c'est aussi dans cette mesure que l'on peut parler d'un *régime* discursif commun : la production de discours, dans des lieux hétérogènes, peut être ordonnée à la fois à des principes de raréfaction et de production, comme l'a montré Foucault<sup>1</sup>.

#### 4.b. Procédé

##### *Préparer la rupture*

Le premier élément à montrer pour parler de la PCCST comme d'un régime discursif est la production d'une rupture dans l'ordre du discours des années 1970. La pratique généalogique doit donc surmonter un premier obstacle à travers le problème des marques de l'originalité du

---

1 Michel Foucault, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971.

discours. Comment repérer les indices de la singularité discursive et de son irruption dans l'ordre établi des discours ? Toute émergence, toute rupture dans l'ordre discursif doit être préparée et c'est l'un des aspects essentiels de la méthodologie ici mise en œuvre. La « préparation de la rupture » consiste en l'élaboration d'un état des lieux discursifs sur le thème de la participation aux choix scientifiques et technologiques – il s'agit d'écrire la préhistoire de ce thème. Pour mieux comprendre les enjeux de cet état des lieux, il peut-être utile de revenir au texte consacré par Giorgio Agamben à l'archéologie comme pratique d'analyse des discours<sup>1</sup>. Le philosophe s'essaie dans ce texte à une redéfinition de l'activité généalogique comme pratique de recherche des « points de surgissement » plutôt que de l'origine et s'intéressant à la notion de *préhistoire*. Cette dernière, explique-t-il, consiste moins en un mode d'inscription temporelle (se situer avant l'histoire) qu'en une certaine hétérogénéité avec l'histoire : « *Le fait est qu'histoire et préhistoire, unies à l'origine, se séparent irrévocablement à un moment donné* » tandis que « *les éléments que, dans l'histoire, nous sommes habitués à considérer comme séparés, coïncident immédiatement dans la préhistoire et se manifestent seulement dans leur vivante unité.* »<sup>2</sup>. C'est donc le moment où histoire et préhistoire deviennent hétérogènes l'une à l'autre qui importe. La possibilité d'un tel clivage est l'objectif de la construction d'une préhistoire : élaborer moins une position temporelle qu'une topographie, de laquelle émergent des pensées qui lui deviennent hétérogènes.

Pour autant, la critique foucaldienne de l'origine, analysée par Agamben, ne s'appuie pas sur la conception d'un « déjà-là » qui n'aurait plus qu'à se séparer ou se déployer. Comme l'explique Agamben : « *De même qu'un composé chimique a des propriétés spécifiques qu'il est impossible de réduire à la somme des éléments qui le composent, de même, ce qu'il y a avant la division historique n'est pas nécessairement la somme des caractères qui en définissent les fragments.* »<sup>3</sup>. Une étape importante de cette recherche a donc consisté à « préparer » la rupture, en montrant la mise en place des éléments qui la rendent possible<sup>4</sup> et en décrivant l'ordre des discours dans les prédiscours.

---

1 Giorgio Agamben, *Signatura rerum, sur la méthode*, Paris, Vrin, 2008 [2008, trad. de l'italien par Joël Gayraud]. Voir aussi Michel Foucault, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », p.1004-1024 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 1, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1971].

2 Giorgio Agamben, *Ibid.*, p.99-100.

3 Giorgio Agamben, *Ibid.*, p.104.

4 Le chapitre 2 rend compte de cette étape.

### *Pôles discursifs*

L'élaboration d'une topographie discursive a conduit à identifier des grappes de documents au rôle primordial dans la production d'une définition de la participation aux choix scientifiques et techniques. Ces opérateurs privilégiés de la rupture, d'abord considérés comme des points de surgissement, en tant qu'ils catalysent de nouvelles définitions de la participation, ont ensuite été qualifiés plus précisément de pôles discursifs<sup>1</sup>. Un pôle discursif est un opérateur privilégié de réagencements discursifs et l'un des catalyseurs de l'émergence d'un régime discursif. Cependant, l'unité d'un pôle discursif est discursive et se joue dans les termes d'une cohérence de discours. Elle peut-être liée à des formations institutionnelles mais ce n'est pas systématique<sup>2</sup>. Par exemple, dans le cas étudié, la critique des sciences constitue un pôle discursif, dans la mesure où les revues auxquelles elle a donné lieu présentent une cohérence discursive de fond comme de forme. En revanche, la cohérence de la critique des sciences est beaucoup moins forte au niveau institutionnel, comme mouvement. Les différentes revues sont le fait d'acteurs différents, qui n'entretiennent pas forcément de rapports les uns avec les autres et peuvent occuper des positions atomisées. Un pôle discursif tire donc sa cohérence des allers et retours de l'analyse entre des pratiques sociopolitiques et des modalités d'énonciation éditoriale<sup>3</sup>.

La notion de pôle discursif permet de souligner la cohérence discursive d'un point de surgissement, car elle rassemble des émetteurs distincts en faisant abstraction de la cohérence, ou de l'incohérence, de l'ancrage institutionnel-réculaire des acteurs de ce pôle. Elle montre comment différents acteurs prennent en charge l'attribution du sens, comment celui-ci glisse, quels sont les conflits d'attribution du sens qui en découlent.

---

1 Les trois pôles discursifs retenus sont : le pôle militant (critique des sciences), le pôle technocratique (division des politiques scientifiques de l'OCDE), le pôle académique (nouvelle sociologie des sciences).

2 Pour cette raison, la notion de « pôle discursif » a été préférée à celle de « communauté discursive », forgée par Dominique Maingueneau pour souligner l'inséparabilité des discours et des organisations ou protagonistes qui les produisent. Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984.

3 La notion d'énonciation éditoriale questionne « les instances de savoir et d'énonciation qui parlent à travers le « discours » de l'autre ». Elle s'intéresse alors à l'ensemble des cadres et des contraintes qui pèsent sur une forme énonciative. Emmanuël Souchier, « L'image du texte. Pour une théorie de l'énonciation éditoriale », *Cahiers de médiologie*, 6, 1998, p.137-145 ; Emmanuël Souchier, « Formes et pouvoirs de l'énonciation éditoriale », *Communication et langages*, 154, décembre 2007, p.23-38.

*Choix du corpus et analyse*

L'identification des pôles discursifs amène à la constitution de trois corpus principaux, dont la fonction est de permettre une qualification du discours produit par chacun des pôles. Ces corpus sont donc constitués de matériaux hétérogènes entre eux<sup>1</sup>. Le corpus « militant » est formé à partir de revues de critique des sciences<sup>2</sup> ; le corpus « technocratique » est formé de rapports de la division des politiques scientifiques de l'OCDE<sup>3</sup> ; le corpus « académique » est composé de bulletins et de revues de sociologie des sciences<sup>4</sup>. À partir de l'élaboration de ces corpus, l'analyse a consisté en une étude interne à chaque corpus et en des comparaisons entre des éléments transversaux aux trois corpus. Il a fallu décrire analytiquement comment, au sein de chaque corpus, se constitue un certain discours de la participation, puis comparer les caractéristiques de ces discours spécifiques.

Pour cela, l'analyse a oscillé entre des méthodes empruntées à l'analyse de contenu (recensement de termes et de thématiques) et à l'analyse de discours (analyse des usages d'une formule et des glissements de sens). Par exemple, la thématique de la vulgarisation a été relevée systématiquement dans les revues de critique des sciences, selon un principe d'analyse de contenu<sup>5</sup>. Mais la question de la formulation du slogan de « la science au peuple » est analysée avec des outils plus proches de l'analyse de discours. L'enjeu principal était surtout, à partir de la constitution des corpus, de mettre en évidence l'émergence d'un régime discursif sur la participation aux choix scientifiques et technologiques. Entre communauté discursive et énonciation éditoriale, un pôle discursif élabore un discours qui porte le poids de comportements sociaux et de pratiques spécifiques de la communication<sup>6</sup>.

---

1 Pour une présentation du corpus, voir Annexe 1.

2 *Porisme* (1966-1967), *Labo-contestation* (1970-1972), *Survivre* (1970-1975), *Impascience* (1975-1977). Ce corpus est détaillé en Annexe 1.A.

3 *Problèmes de politique scientifique. Séminaire de Jouy-en-Josas (France), 19-25 février 1967*, Paris, Publications de l'OCDE, 1968 ; *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971 ; François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973 ; *Principes méthodologiques pour l'évaluation sociale de la technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1975 ; *Évaluation sociale de la technologie. Examen d'un choix d'études*, Paris, Publications de l'OCDE, 1978 ; *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979. Ce corpus est détaillé en Annexe 1.B.

4 *Pandore* (1978-1983), *Culture technique* (seulement numéros 1 à 11, entre 1979 et 1983), *Fundamenta scientiae* (seulement volumes 1 à 4, entre 1980 et 1983). Ce corpus est détaillé en Annexe 1.C.

5 Laurence Bardin, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF, 2007 [1977].

6 Les analyses sont présentées en annexe. Néanmoins, l'opération spécifique sur laquelle s'appuie la démonstration est précisée en note de bas de page lorsque cela est jugé nécessaire.

## 4.c. Hypothèses

### *Première série d'hypothèses : le régime discursif*

La première approche de l'objet de recherche consiste à identifier un « discours sur la participation aux choix scientifiques et technologiques » au tournant des années 1970 et à montrer que « quelque chose se passe ». Pour en faire la démonstration, pas d'autre solution que de plonger dans les discours et de rapporter les indices de cette émergence. En essayant d'abord de relever dans les publications sur la science les caractéristiques de ce discours - exigence de contrôle du développement scientifique, de responsabilité des chercheurs et des savants sur leur activité, appels à l'implication du peuple dans les *décisions* qui portent sur la recherche, interdisciplinarité, etc. Cette première investigation du champ des discours sur la science et la société amène à réfléchir au *type* de circulation de sens en jeu lors de la redéfinition de la participation. Où, de quelle manière et comment peut-on soutenir qu'il y a circulation ? Des énoncés sont produits et des variations ont lieu d'un énoncé à l'autre. Un élément change, un autre est ajouté ou retranché. Une redéfinition n'est pas une création *ex nihilo*, mais plutôt l'intégration progressive d'éléments à une pelote de sens. C'est ce processus d'intégration que la première série d'hypothèses cherche à circonscrire.

### *Hypothèse 1*

Au cours des années 1970, on assiste à l'émergence d'un régime discursif original sur la participation aux choix scientifiques et techniques. Une rupture est ainsi produite dans l'ordre discursif. Cette hypothèse amènera à s'interroger sur les conditions auxquelles il est possible de parler d'émergence d'un régime discursif.

### *Sous-hypothèse 1.a*

Le champ des discours sur les sciences et les techniques, jusque dans les années 1970, peut-être décrit, selon un modèle topographique, comme réglé sur un certain ordre discursif. Il présente des caractéristiques spécifiques qui peuvent être isolées les unes des autres. L'émergence d'un nouveau régime discursif correspond à une trouée dans l'ordre discursif, à une remise en question de ses caractéristiques.

*Sous-hypothèse 1.b*

L'émergence d'un nouveau régime discursif provient de l'assemblage entre des traits discursifs préexistants, qui font l'objet de transformations. Un régime discursif est le produit de la rencontre entre différents traits *prédiscursifs*<sup>1</sup>. Il y a alors recomposition du paysage discursif à partir d'agrégation/désagrégation d'éléments circulants. Toute émergence est une recomposition et conduit à une reconfiguration de significations. C'est un événement discursif qui se définit comme le catalyseur d'éléments de sens, comme l'oeil du cyclone dans lequel est prise une multitude de formes signifiantes<sup>2</sup>.

*Sous-hypothèse 1.c*

L'émergence d'un nouveau régime discursif, en tant qu'il remet en question l'ordre discursif établi, définit de nouvelles règles de production des discours. Par conséquent, le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques entraîne de nouvelles règles de production des discours sur la science et les rapports science-société.

*Pistes méthodologiques*

Pour démontrer l'émergence du régime discursif et de l'impératif participatif appliqué aux champ de la science et de la technologie, il fallait répondre à trois nécessités. Il fallait d'abord montrer que le discours sur la participation aux choix scientifiques et technologiques n'existe pas avant les années 1970 dans l'espace social français, ou seulement à travers des énoncés isolés dont on ne pouvait considérer qu'ils formaient un régime discursif. Il fallait ensuite montrer que malgré cette absence, des éléments existent dans l'espace discursif qui seront ensuite repris par le régime discursif de la PCCST. Il fallait enfin identifier des « lieux » matériels et symboliques privilégiés de l'émergence du régime discursif de la PCCST et analyser cette émergence à travers une analyse de corpus.

Pour ce faire, on a procédé en deux étapes. La première a consisté en un travail de lecture de sources primaires et secondaires, celles-ci permettant progressivement d'affiner les intuitions

---

1 Marie-Anne Paveau, *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006. La notion sera présentée au chapitre 2.

2 L'expression « événement discursif » est reprise à Jacques Guilhaumou. Voir Jacques Guilhaumou, Denise Maldidier, « De l'énonciation à l'événement discursif en analyse de discours », *Histoire épistémologie langage*, 8, 1986/2, p.233-242 ; Jacques Guilhaumou, *Discours et événement, l'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006.

des lieux où il fallait aller chercher celles-là<sup>1</sup>. Du va-et-vient incessant qui a résulté de cette période, deux résultats ont procédé. Le premier a été la mise au point d'une topographie des discours précédant les années 1970 et qui, sans pouvoir être qualifiés de « régime discursif de la participation », correspondent à des éléments de signification qui seront repris par l'impératif participatif<sup>2</sup>. Le second résultat a été « l'opération d'extraction »<sup>3</sup> qui correspond à la constitution du corpus. Dans le cas présent, cette constitution a découlé de l'identification, au cours de la première phase, de trois pôles de discours particulièrement impliqués dans la production d'un discours sur la participation : le pôle militant (identifié à partir des revues de critique des sciences), le pôle technocratique (identifié à partir de rapports de l'OCDE sur la participation à l'évaluation technologique), le pôle académique (identifié à partir de revues de sociologie des sciences). La seconde étape a consisté à analyser thématiquement et formellement le discours produit par chacun de ces pôles à partir des corpus élaborés. Cette analyse a permis de définir les traits principaux du discours<sup>4</sup>.

### ***Deuxième série d'hypothèses : les circulations***

Une fois ce travail réalisé sur la notion d'émergence, l'attention s'est portée sur la dimension circulatoire des discours produits au sein de chaque pôle. Alors que dans des pôles différents, des énoncés ou des modes de dire sont répliqués, ces répliqués ont aussi lieu d'un pôle à l'autre, avec des variations. Un pôle peut produire des énoncés qui seront repris par un autre, transformés, discutés, etc. Circulation renvoie ici avant tout à une conception de la matérialisation d'énoncés en des *lieux* de discours distincts, et non à l'évolution des modes de production discursifs au sein d'un même pôle.

Le discours sur la participation aux choix scientifiques et technologiques n'est pas la production exclusive d'un champ d'activités, mais il est produit à l'intersection entre différents champs, ce qui soulève la question de l'hybridation entre des modes de dire

---

1 Initialement, quatre textes ont particulièrement servi cette entreprise en permettant d'identifier des sources primaires pertinentes : Daniel Boy, *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999 ; Dominique Pestre, *Science, argent et politique*, Paris, INRA, 2003 ; Christophe Bonneuil, « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*, Lyon, ENS LSH, 2004 ; Patrick Petitjean, « La critique des sciences en France », p.118-133 in Baudouin Jurdant (dir.) / *Impostures scientifiques. Les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris/Nice, Alliage/La Découverte, 1998.

2 La procédure d'élaboration de cette topographie est détaillée en Annexe 2.C.

3 Jacques Guilhaumou, Denise Maldidier, Régine Robin, *Discours et archive : expérimentation en analyse de discours*, Liège, Mardaga, 1994, p.76.

4 La méthode d'analyse est précisée en Annexe 2.A et les opérations effectuées sur les corpus sont détaillées en Annexe 2.B.

distincts : le régime discursif analysé contribue à redéfinir les frontières entre le champ militant, le champ technocratique et le champ universitaire. Comment ce mécanisme de redéfinition est-il négocié par les acteurs et les institutions en jeu ? Peut-on l'analyser sous l'angle d'une concurrence entre différents pôles discursifs ou bien faut-il recourir à d'autres métaphores descriptives ?

### *Hypothèse 2*

La deuxième hypothèse concerne les pôles discursifs impliqués dans la construction du thème de la participation. Celle-ci apparaît à l'intersection de différents lieux de discours, ou pôles, et cela entraîne une redistribution des frontières entre science, militantisme et politique. L'attention se portera plus précisément sur les modes de circulation, les opérations qui affectent et transforment les représentations lorsqu'elles circulent entre les pôles.

#### *Sous-hypothèse 2.a*

Par delà leur hétérogénéité, les pôles discursifs sont liés par l'existence de phénomènes de circulation institutionnelle - individuelle - éditoriale. Les frontières entre différents pôles sont floues et font l'objet de conflits de définition. Les acteurs s'affrontent pour définir les fonctions, les prérogatives et les modes d'existence de chaque pôle. Cette circulation individuelle, institutionnelle et éditoriale qui rassemble les différents pôles coexiste avec une circulation de discours, de savoirs, de pratiques de références.

#### *Sous-hypothèse 2.b*

Par la circulation entre différents pôles discursifs, le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques acquiert une dimension politique. Chaque pôle recourt de manière spécifique à ce discours, cela donne lieu à un même objet composite, à la fois unifié et susceptible de différents niveaux d'analyse.

### *Pistes méthodologiques*

La méthodologie de cette deuxième série d'hypothèses a consisté à analyser et comparer trois situations de médiation entre les acteurs des trois pôles analysés : le colloque de Saint-Paul de Vence organisé par la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) en



1972, la IV<sup>e</sup> conférence parlementaire et scientifique organisée par la commission de la science et de la technologie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en 1975 sur le thème « Science et démocratie » et le séminaire « Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique », tenu entre 1974 et 1976 sous l'égide du CORDES (Comité d'Organisation des Recherches appliquées sur le Développement Economique et Social). Ces situations sont analysées par le biais des publications auxquelles elles ont donné lieu qui ont été constituées en corpus<sup>1</sup>. Par ailleurs, un travail d'analyse de l'intertextualité et de la circulation des références, des personnes, a été mené à partir de l'analyse des corpus initiaux afin de compléter cette approche.

### ***Troisième série d'hypothèses : un mode de gouvernement***

Les deux premières séries d'hypothèses permettent de désigner les instances par lesquelles s'impose un nouveau régime de sens – la participation aux choix scientifiques et techniques – et donc un pouvoir. La formulation d'une troisième série d'hypothèses est donc apparue nécessaire pour compléter le projet : elle est l'occasion de pluraliser les conceptions du pouvoir en jeu dans le régime participatif. Car si l'on peut dire qu'un régime discursif de la participation émerge, il est important de souligner que la forme du pouvoir qu'il exerce n'est pas univoque. Une fois les mécanismes d'imposition identifiés, il importe de comprendre *les* régimes de sens mis en jeu par ces mécanismes, afin de ne pas restreindre l'interprétation à un seul régime de significations.

Il est alors nécessaire de s'intéresser à la dimension gouvernementale de ce régime de discours, qui est porteur de représentations et organise un partage du sensible. En évitant la naïveté qui consisterait à observer la contrainte au ras du texte, il faut donc définir un mode de contrainte qui ne soit pas directement dans les mots, mais qui ne soit pas non plus dépendant de la seule interprétation des pratiques des acteurs. Le régime discursif étudié définit un mode de contrainte en ce qu'il ouvre un espace de pensée. Cet espace de pensée porte avant tout sur des conceptions de la communication et sa dimension coercitive est communicationnelle. Quelles représentations normatives de l'agir politique se constituent avec le régime participatif ? Une représentation aujourd'hui bien identifiée est celle du débat public, de la délibération et du contrôle du développement technologique. Mais il reste à en expliciter – au moins – une autre afin de pluraliser les conceptions du pouvoir. C'est ce que l'on cherchera à

---

1 Ce corpus est présenté en Annexe 1.D.

faire avec la notion de politique expérimentale, en montrant que l'émergence du régime participatif correspond à l'apparition d'une forme politique méconnue : l'expérimentation.

### *Hypothèse 3*

A travers le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques apparu dans les années 1970 se constitue une forme de gouvernementalité qui repose largement sur le thème de la participation. Cette forme de gouvernementalité peut être spécifiée de deux façons différentes. La première, explicitée par de nombreux travaux, implique les notions de contrôle du développement technologique et de discussion collective des choix. La seconde, moins souvent analysée, correspond à un impératif expérimental. Cet impératif, qui attribue à la communication des savoirs un rôle nouveau et norme de façon originale leur circulation sociale, devra être décrit plus amplement.

#### *Sous-hypothèse 3.a*

Le régime de discours de la participation aux choix scientifiques et technologiques met au point de nouvelles normes de communication et de régulation des relations sciences-société dans lesquelles le statut du savoir se voit défini de façon nouvelle. Les rapports de communication se trouvent transformés.

#### *Sous-hypothèse 3.b*

Les normes mises ainsi au point sont d'abord performatives en tant qu'elles ouvrent un espace de pensée. Elles instituent de nouvelles représentations des sciences, des techniques et de la politique, et on peut parler, en reprenant les termes de Bruno Karsenti, d'une forme de « *politique de l'esprit* »<sup>1</sup>.

#### *Sous-hypothèse 3.c*

A un second niveau, ces normes, selon les interprétations dont elles font l'objet, conduisent à différents modes de gouvernement. Un mode de gouvernement consiste alors en l'actualisation d'une interprétation d'un régime de discours et en la valorisation d'une conception précise du politique, sous la forme d'une métaphore de gouvernement.

---

1 Bruno Karsenti, *Politique de l'esprit. Auguste Comte et la naissance de la science sociale*, Paris, Hermann, 2006.

### *Pistes méthodologiques*

Cette troisième série d'hypothèses s'appuie sur la confrontation des éléments mis en évidence au cours des étapes précédentes. Elle a donc constitué principalement en une relecture, en une réinterprétation et en une reconceptualisation du régime discursif de la participation.

Deux pistes principales couvrent ainsi le champ de cette recherche. La première porte sur l'émergence d'un régime discursif : la participation aux choix scientifiques et techniques. La seconde consiste à s'interroger sur le caractère contraignant de ce régime: de quelle(s) métaphore(s) du politique et du pouvoir est-il à l'origine ?

A partir d'un questionnement initial sur la difficulté d'intégrer l'hypothèse d'une polyphonie des discours à la désignation critique du pouvoir, un procédé d'analyse a été mis en place. Ce procédé – l'analyse de la circulation du sens - s'appuie sur une redéfinition du pouvoir comme « imposition de sens ». Il précise en outre la fonction de désignation attribuée aux sciences sociales, en y ajoutant une fonction de pluralisation des modèles du pouvoir. Une tâche importante des sciences sociales critiques consiste alors à produire des généalogies de l'imposition du sens et à leur offrir des constructions alternatives, afin de multiplier les sens et les instances de pouvoir. Ce procédé reconstitue le réseau d'actes et de discours par lesquels des façons de décrire le monde s'imposent et des modes d'agir s'instituent ; dresser une généalogie, c'est chercher à comprendre les raisons, historiques et contingentes, de l'inscription des êtres culturels dans un monde social singulier et dans une relation de sens spécifique. L'analyse généalogique est efficace pour mettre en évidence les mécanismes par lesquels des significations, et à travers elles, des formes de pouvoir, s'imposent aux objets sociaux. Mais cette déconstruction du sens doit par ailleurs assumer l'inévitable reconstruction qu'elle y substitue : d'où l'intérêt de *proposer* des sens alternatifs.

Les chapitres qui suivent cherchent à déterminer les mécanismes discursifs d'émergence de cette instance de pouvoir. Mais avant tout, une représentation de l'espace des discours sur les sciences, la société, la politique, *avant* l'émergence du régime discursif de la participation, permettra de mieux comprendre les enjeux de cette apparition. Un détour s'impose donc par une histoire synthétique des discours sur la science et la société avant 1970.

## **CHAPITRE 2** **Topographies. L'espace discursif « science-société » (1945-1970)**

L'apparition d'un impératif de participation aux choix scientifiques et techniques peut être considérée comme un événement car elle correspond à une « *rupture sociale d'intelligibilité* »<sup>1</sup>. Elle introduit une ligne de partage dans les conceptions des rapports science/société. Le moment de cette rupture a déjà été périodisé par plusieurs auteurs<sup>2</sup>. Christophe Bonneuil, en particulier, dans un article de synthèse, présente la longue décennie 1968-1980 comme le site d'une profonde remise en cause du progrès. Plusieurs points de surgissement donnent, au cours de cette période, les signes d'un nouveau rapport entre science, participation et politique. Cette émergence résulte de la confrontation et de la recomposition de thématiques préexistantes. L'événement est *reconfiguration du sens*, par des agencements nouveaux entre des unités thématiques qui évoluaient jusque-là dans des sphères séparées. L'explication de ces phénomènes de recomposition et de surgissement nécessite donc un regard en arrière, sur le paysage dans lequel s'est installé le thème analysé. Ce deuxième chapitre est ainsi consacré à une tentative de dessiner l'espace dans lequel sont apparus les discours sur science et participation. Il prend la forme d'un relevé topographique de l'espace discursif autour de la thématique science-société, dans la France des années 1970.

Il serait impropre de qualifier cette entreprise de « synthèse des discours sur science et participation » dans la mesure où de tels discours n'existent pas encore dans le monde présenté (avant les années 1970). Pour cette raison, la métaphore cartographique est plus adéquate que celle du réseau, car elle rend compte de l'absence initiale d'un réseau de significations : dans la préhistoire du discours étudié, les unités sémantiques coexistent dans un même espace mais ne se collectent pas en un sens commun. Les prédiscours, tant qu'ils ne sont pas actualisés dans un discours, ne forment pas sens. En revanche, dès lors qu'ils sont intégrés à un régime discursif, ils permettent d'éclairer sa signification car ils en forment des parties sémantiques.

---

1 Alban Bensa, Eric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrains*, 38, 2002, p.5-20.

2 Daniel Boy, *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999 ; Dominique Pestre, *Science, argent et politique*, Paris, INRA, 2003 ; Christophe Bonneuil, « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*, Lyon, ENS LSH, 2004.

La réalisation d'une telle cartographie tient de l'équilibrisme historiographique et doit frayer entre plusieurs exigences. Tout d'abord, il ne s'agit pas de restituer la totalité des énoncés sur la science, la politique et la société. L'archéologie est une discipline de la discontinuité et appuie ses reconstructions sur les vestiges qu'elle découvre et interprète comme autant de « lambeaux de passé »<sup>1</sup>. L'entreprise est d'autant plus lacunaire que peu de recherches sont consacrées à l'histoire des discours et des représentations de la science : c'est donc avec un ambition mêlée d'incertitude que se dresse une cartographie des discours aussi générale. En même temps, la carte est une technologie intellectuelle de la synthèse et du synoptisme. Elle inscrit et enregistre des événements du monde sur une surface organisée et délimitée<sup>2</sup>. L'articulation entre l'ambition synthétique de la cartographie et l'approche discontinue de l'archéologie nécessite donc une attention particulière. De même, il n'est pas souhaitable de présenter les recompositions thématiques sous la forme d'un assemblage d'idées (« critique de l'éducation » + « critique de la technocratie » + « discours écologiques » = régime discursif de la participation). Entre la schématisation et le schématisme la frontière est étroite et il ne serait guère possible d'y échapper dans le cadre d'une approche aussi vaste. Mais à l'opposé, la présentation floue d'un hypothétique *zeitgeist* doit aussi être évitée, car elle ne retient le plus souvent de l'esprit du temps que les présupposés que le chercheur instruit à son égard.

Pour contourner ces écueils, un double choix, conceptuel et méthodologique, a été effectué. Choix conceptuel d'abord, car l'« avant » a été appréhendé au moyen de la notion de « prédiscours », et l'espace auquel il appartient, comme le champ archéologique et prédiscursif sur lequel vont se construire les bases de l'impératif de participation aux choix scientifiques et techniques. Les prédiscours sont définis par Marie-Anne Paveau comme un « ensemble de cadres prédiscursifs collectifs qui ont un rôle instructionnel pour la production et l'interprétation du sens en discours »<sup>3</sup>. Il s'agit donc des discours et des données qui permettent de comprendre une production discursive. Ces prédiscours préexistent diachroniquement aux discours mais ils sont localisés « dans les relations entre le sujet et son environnement social, culturel, historique et technologique »<sup>4</sup>. Entendue en un sens large, la notion de prédiscours renvoie ainsi au « contexte » dans lequel des discours sont produits – il faut alors mobiliser des disciplines aussi variées que l'histoire, la sociologie, la psychologie et

---

1 Laurent Olivier, *Le sombre abîme du temps. Mémoire et archéologie*, Paris, Seuil, 2008, p.211.

2 Pascal Robert, « La raison cartographique, entre « paradoxe de la simultanéité » et « technologie intellectuelle » », *Communication et langages*, 158, décembre 2008, p.31-40.

3 Marie-Anne Paveau, *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006, p.14.

4 Marie-Anne Paveau, *Ibid.*, p.128.

la linguistique pour établir un cadre discursif. On s'appuiera ici sur une conception plus étroite du cadre prédiscursif, en le réduisant aux unités sémantiques<sup>1</sup> précédant le régime discursif de la participation.

Choix méthodologique ensuite, car cette construction cartographique s'appuie sur un exercice d'aller-retour entre étude de sources primaires, entretiens avec des acteurs du domaine, analyse de contenu d'une partie du corpus et lecture de sources secondaires. De cette trajectoire complexe et de cette méthodologie hybride, entre sociohistoire et analyse de contenu, résulte l'identification d'unités sémantiques au sein du corpus<sup>2</sup>. Avec cette construction conceptuelle et méthodologique, l'analyse se dote d'outils de sélection et de discrimination des éléments de contextualisation du thème participatif. L'appui fourni par la présentation de ces prédiscours ou unités sémantiques doit permettre de saisir, dans un second temps, l'originalité du discours sur science et participation. Il faut alors lire ce chapitre comme la tentative de rendre compte de l'espace distributif des principaux traits des discours sur la thématique « science, politique et société », à partir desquels va se composer le thème « science et participation », tout en échappant au schématisme d'une épidémiologie des représentations et à l'imprécision de « l'air du temps ».

Le chapitre fait d'abord la présentation de quatre champs de discours dont l'histoire et les mutations, entre 1945 et le début des années 1970, ont assuré au régime discursif de la participation aux sciences un terreau essentiel. Ce choix de présentation permet d'organiser la topographie des champs discursifs, en rassemblant des discours hétérogènes. Ces quatre champs fournissent aux pôles discursifs des objets de réflexion, des représentations, des modes d'appréhension du monde social. C'est à partir des discours qui les constituent que les pôles discursifs produiront des séries inattendues d'énoncés sur la science. Le premier de ces champs est celui des discours sur la science et la société. La percée du discours participatif dans le domaine des sciences et des techniques est en effet largement la conséquence des transformations radicales qui affectent la structure scientifique et le rôle de la science dans la société, depuis la deuxième guerre mondiale. Il est donc nécessaire de retracer rapidement les

---

1 La notion d'« unité sémantique » décrit un bloc de significations, remplissant une fonction prédiscursive par rapport au régime analysé. « Pédagogie institutionnelle » constitue par exemple une unité sémantique, renvoyant à un ensemble de débats relativement autonomes, tout en étant un opérateur du pôle militant, auquel elle fournit des arguments, des représentations, des principes normatifs, etc.

2 La démarche de constitution de ce relevé topographique est explicitée en Annexe 2.C.

modifications essentielles qui ont donné naissance à la *Big Science* et à des représentations du rôle et des pouvoirs de la science dans la société entre 1945 et 1970 (1).

Dans un second temps, l'analyse porte sur des ensembles de représentations plus générales : le pouvoir, le savoir et l'inscription de l'homme dans son environnement. Ces niveaux de représentation sont appréhendés à travers leurs matérialisations respectives dans les discours sur la technocratie, l'enseignement et l'écologie, qui subissent au cours des trente glorieuses d'importantes modifications (2).

Le troisième champ de discours présenté est celui des « propositions de formes du monde ». Ce champ est ainsi nommé pour rassembler les discours qui, au cours des années 1960 et 1970 principalement, ont instauré des représentations nouvelles du monde commun. S'entrechoquent alors des discours académiques (le structuralisme), des discours militants ou artistiques (le situationnisme) dont le point commun est de proposer une conception du monde qui marque les présupposés dans lesquels s'ancre le discours de la participation. Pour éviter à cette partie une hétérogénéité trop grande, ces « propositions » sont organisées autour du schéma des évolutions du monde militant, philosophique, scientifique et académique (3).

Le quatrième champ de discours est enfin celui des modèles d'intervention sociale à la disposition des acteurs des pôles discursifs étudiés au moment où ils définissent la participation aux choix scientifiques et technologiques. Ce champ de discours importe à la compréhension du contexte dans lequel s'est façonné l'engagement des scientifiques du pôle militant de la critique des sciences. Il rassemble les discours historiques de critique des sciences avec ceux sur l'engagement politique, organisés autour de deux dimensions : la tradition des discours d'engagement dans le monde de la recherche, et les discours militants renouvelés autour de mai 1968 (4).

Le chapitre se termine par une présentation des trois pôles discursifs dans lesquels on reconnaît les points de surgissement du discours sur la participation aux choix scientifiques et technologiques au cours des années 1970 : pôle militant, pôle technocratique et pôle académique.

## 1. Sciences en société

L'élément central du système d'interactions sémantiques cartographié dans ce chapitre est la structure dynamique qualifiée de « science » par les acteurs. Cette structure fait l'objet de mutations capitales à partir de la deuxième guerre mondiale. Les années 1940 à 1970 marquent ainsi l'apogée de l'intégration entre la science, l'industrie et l'Etat<sup>1</sup>. Aux mutations matérielles correspondent des mutations représentationnelles et de nouvelles formes de contrôle : la *big science* se comprend alors à l'aune du triptyque des structures, des discours et des instruments de contrôle.

### 1.a. *Big Science* et transformations matérielles

#### *Un paysage scientifique renouvelé*

Le renouvellement du paysage scientifique français entre 1945 et 1970 s'explique tout d'abord par la conjonction de trois causes macro-sociales : la fin de la seconde guerre mondiale, la guerre froide et la réorganisation du champ scientifique. La fin de la guerre entraîne un désir de renouveau<sup>2</sup> tout en consacrant l'intégration de la science à la politique<sup>3</sup>. Alors que la rencontre de la science, du politique et du militaire occasionnée par la première guerre mondiale a été éphémère, les agencements expérimentés lors de la seconde guerre mondiale seront prolongés après 1945<sup>4</sup>. La recherche nucléaire illustre ce prolongement : Gabrielle Hecht voit en particulier dans le Commissariat à l'Energie Atomique, créé en 1945 « *l'institution suprême de l'après-Résistance* »<sup>5</sup>. Par ailleurs, la guerre a implanté une « *culture de l'urgence et de la mobilisation permanente* » dans les milieux scientifiques<sup>6</sup>. La

---

1 Dominique Pestre, *Science, argent et politique*, Paris, INRA, 2003.

2 Michel Adam cité par Julie Bouchard, *Comment le retard vient aux Français ? Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité. 1940-1970*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2008.

3 François Jacq, « Aux sources de la politique de la science : mythe ou réalités ? (1945-1970) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.

4 La première guerre introduit toutefois l'idée que « *défendre les intérêts de la science, en tant qu'institution, c'est défendre l'intérêt général* ». Anne Rasmussen, « Mobiliser, remobiliser, démobiliser : les formes d'investissement scientifique en France dans la grande guerre », p.49-59, in David Aubin, Patrice Bret (dir.) / *Le sabre et l'éprouvette, l'invention d'une science de la guerre, 1914-1939*, Paris, Ed. Noësis/Agnès Viénot, 2003 (Revue 14-18 Aujourd'hui, 6).

5 Gabrielle Hecht, *Le rayonnement de la France, énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004 [1998, trad. de l'anglais par Guenièvre Callon], p.31. L'auteure montre l'intrication des logiques nationales et scientifiques à l'œuvre au CEA, qu'elle décrit comme un « régime technopolitique nationaliste ».

6 Dominique Pestre, « Le nouvel univers des sciences et des techniques : une proposition générale », p.11-47 in Amy Dahan et Dominique Pestre (dir.) / *Les sciences pour la guerre, 1940-1960*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004.



deuxième cause de renouvellement du paysage scientifique à partir de 1945 est la guerre froide et l'apparition de deux super puissances - États-Unis et URSS – dont les stratégies de positionnement international reposent en grande partie sur le développement scientifique et technique<sup>1</sup>. La structure de la concurrence est transformée, la science et ses applications techniques deviennent des enjeux cruciaux du développement des Etats qui entrent dans une course où la connaissance est instrumentalisée à des fins de politique internationale<sup>2</sup>. Enfin, c'est pour des raisons cognitives et organisationnelles que le paysage scientifique est renouvelé : l'ouverture de perspectives scientifiques dans les domaines de la physique atomique, de la génétique et de l'informatique conduit à une recomposition de l'espace de la recherche<sup>3</sup>. De même, l'interdisciplinarité, qui existait déjà depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, notamment aux Etats-Unis, se généralise et se déplace autour d'objets nouveaux : nucléaire, électronique, optique quantique, approche molécularisante en biologie<sup>4</sup>.

### ***Néo-colbertisme et organisation de la recherche***

La conjonction de ces trois causes conduit à l'avènement de la *Big Science*, définie par l'ampleur de ses réalisations<sup>5</sup>. En France, la *Big Science* correspond à la centralisation étatique de la gestion des moyens, ou néo-colbertisme<sup>6</sup>. En vertu de ce triangle science-industrie-état, caractéristique des années 1950-60<sup>7</sup>, la recherche scientifique occupe une place croissante des dépenses publiques, en particulier entre la deuxième moitié des années 1950 et la fin des années 1960<sup>8</sup>. Le nombre de chercheurs s'accroît sensiblement, tandis que de grands projets sont lancés, ce qu'illustre la création de grands organismes de recherche<sup>9</sup>.

---

1 Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « Pour une politique nationale de la recherche », *Le Banquet*, 19, 2004/1.

2 Eli Commins, « Nos soldats en blanc détruiront le cancer : la lutte contre le cancer, enjeu de la guerre froide », *Revue française d'études américaines*, 107, 2006/1, p.18-28.

3 Liens biologie-médecine : Jean-Paul Gaudillière, *Inventer la biomédecine. La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant (1945-1965)*, Paris, La Découverte, 2002. Liens physique-informatique : Jérôme Ramunni, *La physique du calcul. Histoire de l'ordinateur*, Paris, Hachette, 1989.

4 Dominique Pestre, « L'évolution des champs de savoir, interdisciplinarité et noyaux durs », *Natures Sciences Sociétés*, 12, 2004, p.191-196.

5 Derek J. de Solla-Price, *Little Science, Big Science*, New York, London, Columbia University Press, 1963. L'expression originale est attribuée à Alvin Weinberg, « Impact of large-scale science on the United States », *Science*, 134, 21 juillet 1961, p.161-164.

6 Pierre Papon, « The state and technological competition in France or colbertism in the 20th century », *Research policy*, 4, 1975, p.214-244.

7 Helga Nowotny, Peter Scott, Michael Gibbons, *Re-thinking Science. Knowledge and the public in an age of uncertainty*, Sage Publications, 2001.

8 Jean-François Picard, *La république des savants, la recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990.

9 Christophe Bonneuil, « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*, Lyon, ENS LSH, 2004.

## 1.b. *Big Science* et transformations discursives

### *Un nouveau système de représentations*

Bruce Hevly distingue deux dimensions de la *Big Science*. La première vient d'être présentée : il s'agit d'un mode d'organisation dans lequel les financements augmentent, se concentrent et où la force de travail s'accroît et se spécialise. La seconde est moins souvent analysée : la *Big Science* attache une signification politique et sociale spécifique aux projets scientifiques, en termes de contribution à la richesse nationale, au pouvoir militaire, industriel, ou au prestige d'un groupe<sup>1</sup>. La *Big Science* implique donc l'instauration d'un climat discursif spécifique ; la science n'est plus le même objet de discours qu'avant guerre. Dans les années 1945-68, ce climat se caractérise principalement par un positivisme inaltérable et « *une foi profonde dans la science et la technique* »<sup>2</sup>.

Cinq thèmes principaux caractérisent cette représentation de la science : l'innovation scientifique et technique, l'image du savant, la contribution de la science à la mobilisation, le retard scientifique français et le décloisonnement de la pratique scientifique. La première caractéristique est le mythe de l'innovation scientifique et technique, diffusé à la suite des progrès scientifiques américains pendant la guerre<sup>3</sup>. La conception d'une science et d'une technologie – américaines – toutes puissantes est alors courante, tournée en dérision par Jacques Tati dans *Jour de fête*, où les efforts désespérés d'un facteur pour être à la hauteur des progrès de la technologie postale américaine provoquent un enchaînement burlesque<sup>4</sup>.

Le deuxième thème sur lequel s'appuie le climat positiviste de l'après-guerre est celui, contradictoire, de l'image du savant. Un nouveau modèle de chercheur se constitue tout d'abord : l'entrepreneur scientifique, apparu dans l'après-1945 aux Etats-Unis, redéfinit la représentation de l'homme de science<sup>5</sup>. Il joue un rôle essentiel dans le développement industriel, à l'instar du physicien Maurice Ponte, président de la compagnie générale de

---

1 Bruce Hevly, « Reflections on Big Science and Big History », p.355-363 in Peter Galison, Bruce Hevly (eds.) / *Big Science, The Growth of Large Scale Research*, Stanford, Stanford University Press, 1992.

2 Christophe Bonneuil, « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*, Lyon, ENS LSH, 2004.

3 François Jacq, « Aux sources de la politique de la science : mythe ou réalités ? (1945-1970) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.

4 Jacques Tati, *Jour de fête*, 1949.

5 Dominique Pestre, « Louis Néel, le magnétisme et Grenoble, récit de la création d'un empire physicien dans la province française, 1940-1965 », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 8, 1990.

Télégraphie Sans Fil en 1960<sup>1</sup>. Les discours sur le colloque de Caen (1956) illustrent ce sentiment d'assister à l'arrivée d'une nouvelle génération de chercheurs, influente et liée aux milieux de la politique et des affaires<sup>2</sup>. La représentation du savant est toutefois contradictoire si l'on évoque, à cette époque, le « mythe einsteinien », réalisant la perfection de l'humain à la fois magicien et machine, unissant la figure de la rationalité la plus mécanique et celle de l'imagination la plus débridée<sup>3</sup>. C'est alors l'image du savant solitaire qui fascine, face à une réalité de la recherche de plus en plus collective<sup>4</sup>. De la contradiction entre ces représentations émerge un fantasme mêlant technicité, imagination et progrès.

La troisième caractéristique du climat positiviste qui auréole la *Big Science* en France est la perception de la science comme contribution essentielle à l'effort de mobilisation pour le redressement de la nation. Christophe Bonneuil évoque ainsi, après Gabrielle Hecht, la traversée française des composants de la première centrale nucléaire française, dans un défilé acclamé par la foule, ou encore les brins d'ADN bleu-blanc-rouge arborés par une affiche de la fête de l'humanité<sup>5</sup>. Dominique Vinck rapporte quant à lui la « *logique d'indépendance et d'orgueil national* » qui anime Pierre Guillaumat, alors qu'il met sur pied un complexe scientifique et industriel prestigieux<sup>6</sup>.

La quatrième caractéristique des discours sur la science au cours des trente glorieuses est l'émergence d'une double rhétorique de la défense du progrès scientifico-technique et du retard français dans ces domaines. Cette rhétorique est restée célèbre à travers les discours de Pierre Mendès France et Charles de Gaulle<sup>7</sup>, mais comme l'a montré Julie Bouchard, elle correspond à une façon plus générale de penser l'inscription des sciences dans la société, et

---

1 Louis Néel, « La vie et l'œuvre de Maurice Ponte », Archives de l'académie des sciences, [en ligne].

2 Antoine Prost, « Les origines des politiques de la recherche en France (1939-1958) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1, 1988 ; Vincent Duclert, « Le colloque de Caen, second temps de l'engagement mendésiste », p.81-100 in Alain Chatriot, Vincent Duclert / *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La Découverte, 2006.

3 Roland Barthes, « Le cerveau d'Einstein », *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957.

4 Jean-Marc Lévy-Leblond, « L'arbre et la forêt : le mythe d'Einstein », in *L'esprit de sel*, Paris, Seuil, 1984. Cette dualité entre « *intelligence* » et « *intellect* » est un thème récurrent du cinéma comique américain. Sevan G. Terzian, Andrew L. Grunzke, « Scrambled eggheads, ambivalent representations of scientists in six Hollywood film comedies from 1961 to 1965 », *Public Understanding of Science*, 16, 2007/4, p.407-419.

5 Christophe Bonneuil, « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*, Lyon, ENS LSH, 2004.

6 Dominique Vinck, *Sciences et société, sociologie du travail scientifique*, Paris, Armand Colin, 2006, p.22.

7 Jean-Louis Rizzo, « Pierre Mendès France et la recherche scientifique et technique », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.

connaît une certaine permanence au cours des années 1950 et 1960<sup>1</sup>. Le colloque de Caen, une fois encore, illustre cette double rhétorique : alors même qu'il contribue à étendre la mobilisation autour des sciences et des techniques à l'échelle nationale, les inquiétudes des coordinateurs de la recherche persistent et ceux-ci ne cessent de lire dans les avancées internationales les signes d'une faiblesse de la recherche française<sup>2</sup>.

Le cinquième thème récurrent dans les discours d'après-guerre sur la science est celui du décloisonnement de la science. La nécessité de « décloisonner » le champ scientifique est régulièrement invoquée. Lors du colloque de Caen, Pierre Mendès France évoque par exemple une « *muraille de Chine entre la recherche fondamentale et l'industrie* »<sup>3</sup>. Mais la volonté de décloisonner la science a un double sens. Elle signifie également « scientificiser » les autres champs sociaux, notamment pour les prophètes du développement scientifiques, qui n'hésitent pas à affirmer, à l'instar d'Abraham Moles, que « *la cité scientifique sera certainement, dans les dix ans qui viennent, la partie majoritaire de la cité intellectuelle* »<sup>4</sup>. La fascination pour le décloisonnement scientifique coïncide alors avec la conviction que l'organisation scientifique s'étendra à l'ensemble de la société<sup>5</sup>.

### ***Une ombre au tableau ?***

L'articulation de ces thèmes impose la domination d'une vision positiviste de la science et de la technologie. La foi dans le progrès est malgré tout entachée par le drame d'Hiroshima. Cet épisode permet en effet de déceler les premiers signes qui mèneront à une franche contestation des sciences dans les années 1970. Selon l'expression de Dominique Lecourt, Hiroshima aurait révélé le « *secret d'un pacte passé, dans le dos des citoyens, entre les savants et le pouvoir politico-militaire* »<sup>6</sup>. La réalité est toutefois plus nuancée, car les

---

1 Julie Bouchard, *Comment le retard vient aux Français ? Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité. 1940-1970*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2008.

2 Robert Gilpin, *La science et l'Etat en France*, Paris, Gallimard, 1970 [1968, trad. de l'anglais par Michel Carrière] ; Girolamo Ramunni, « Le CNRS au temps de Charles de Gaulle : principal enjeu de la politique scientifique », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 1, novembre 1999.

3 Jean-Louis Rizzo, « Pierre Mendès France et la recherche scientifique et technique », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.

4 Abraham Moles, « La cité scientifique en 1972 », *Bulletin SEDEIS*, 833, 20 oct 1962 (supplément 2, *Futuribles* 41), « la cité scientifique en 1972 », p.16.

5 De ce point de vue, une représentation de la science s'élabore dont les discours actuels sur la « société de la connaissance » sont débiteurs.

6 Dominique Lecourt, *Contre la Peur. De la science à l'éthique, une aventure infinie*, Paris, Hachette, 1990, cité par Céline Granjou, *La gestion des risques entre technique et politique. Comités d'experts et dispositifs de traçabilité à travers les exemples de la vache folle et des OGM*, thèse de doctorat, Université Paris 5, 2004.

« citoyens » montrent peu de signes de contestation des sciences dans l'après-guerre<sup>1</sup>. En revanche, plusieurs auteurs effectueront dans les années 1950 des liens entre cet événement et le pouvoir destructeur de la science<sup>2</sup>. S'il ne faut donc pas lier *a posteriori* Hiroshima à la généralisation d'une conscience critique des dangers de la *Big Science*, ce drame va conduire à une première dissémination intellectuelle du thème de la critique des sciences.

### 1.c. *Big Science* et instruments de contrôle

La *Big Science* s'appuie, outre les transformations matérielles et discursives décrites ci-dessus, sur la mise en place de nouveaux instruments de contrôle du développement scientifique et technologique. Mais la nature et la fonction de ces instruments sont ambiguës. Technologies de contrôle du développement scientifique, mais aussi technologies d'instrumentalisation du développement scientifique à des fins de contrôle politique : certes, les sciences se trouvent contrôlées, mais elles deviennent elles-mêmes, et de plus en plus, des outils de contrôle. Cette convergence entre « contrôle du développement » et « développement du contrôle » apparaît à l'étude de trois instruments : la politique de la science, la prospective technologique et la vulgarisation. Cette dernière ne constitue pas un instrument de contrôle à proprement parler, mais peut être rattachée à cette catégorie pour des raisons qui seront précisées.

#### *Politique de science*<sup>3</sup>

Le consensus qui voit le jour autour du développement scientifique et technique ne va pas sans une volonté nouvelle d'accompagner et de contrôler politiquement ce développement. Si la science et la technique jouent un rôle de premier plan dans les scénarios de croissance des nations, alors ce rôle doit être dirigé par les Etats. On assiste ainsi à une actualisation du thème de la République des savants, dans l'immédiat après-guerre. Frédéric Joliot-Curie propose par exemple d'établir un « *parlement de la science* »<sup>4</sup> et plaide pour une recherche

---

1 Le canular radiophonique de Jean Nocher évoque toutefois les symptômes d'une inquiétude : le 4 février 1946, il provoque une panique à Paris par la diffusion du premier épisode de *Plate-forme 70*, dans lequel il imagine une catastrophe nucléaire. L'émission lui vaudra une mise à pied de trois mois. Une bande dessinée, *Le Conquérant*, sera adaptée de son émission en 1946-47.

2 Günther Anders, *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des nuisances, 2002, [1956, trad. de l'allemand par Christophe David].

3 Pour une approche de synthèse des rapports entre science et politique : Cédric Grimoult, *Sciences et politique en France*, Ellipses, 2008.

4 Jean-François Picard, « La création du CNRS », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 1, novembre 1999.

organisée. Pierre Mendès France insiste quant à lui sur le fait que « *le développement de la science [...] est au premier chef une affaire politique* » et en tire les conséquences : « *l'intervention du pouvoir politique s'impose* »<sup>1</sup>.

Encore en gestation dans l'entre-deux guerres<sup>2</sup>, la notion de « politique de la science » rencontre une adhésion croissante dans les milieux politiques<sup>3</sup> après la deuxième guerre mondiale et devient un « *énoncé collectif* »<sup>4</sup>. Les institutions se multiplient dans les années 1950 qui tendent à imposer cet énoncé : Commission de la recherche scientifique et technique (1953)<sup>5</sup>, Conseil supérieur de la recherche scientifique et du progrès technique (1954), Comité consultatif de la recherche scientifique et technique (1958) et Délégation générale à la recherche scientifique et technique (1958)<sup>6</sup>. Au niveau international, l'intérêt de l'OCDE pour le développement scientifique favorise la construction d'un discours sur la politique de la science<sup>7</sup>. L'organisation fournit des instruments de quantification de la recherche<sup>8</sup> ; surtout, elle définit de « bonnes pratiques » en matière de politique de science, dès la publication en 1963 du rapport Piganiol, qui invite les pays membres à se doter d'un ministère de la science et de la technologie<sup>9</sup>.

Le contrôle défendu à travers la politique de la science s'exerce toutefois dans les limites du pouvoir scientifique, comme le promeut Vannevar Bush<sup>10</sup>. La science, selon lui, peut faire

- 
- 1 Pierre Mendès France, discours au colloque de Caen, novembre 1956, cité par Jean-Louis Rizzo, « Pierre Mendès France et la recherche scientifique et technique », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.
  - 2 Michel Pinault, *La science au parlement. Les débuts d'une politique des recherches scientifiques en France*, Paris, CNRS Editions, 2006.
  - 3 Antoine Prost, « Les origines de la politique de la recherche en France, 1939-1958 », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1989, p. 41-62.
  - 4 François Jacq, *Les instruments de la politique scientifique dans la France d'après-guerre*, thèse de doctorat, ENSMP, 1997. Voir aussi Jean-Jacques Salomon, *Le gaulois, le cow boy et le samouraï, la politique française de la technologie*, Paris, Economica, 1986 ; Robert Gilpin, *La science et l'Etat en France*, Paris, Gallimard, 1970, [1968, trad. de l'anglais par Michel Carrière].
  - 5 Pierre Papon, « Research planning in french science policy : an assessment », *Research policy*, 2, 1973, p.226-245 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, Jean-François Picard (dir.), *Henri Laugier en son siècle*, Paris, CNRS Editions, 1995.
  - 6 Vincent Duclert, « La naissance de la DGRST. La construction d'un modèle partagé de gouvernement dans les années soixante », *Revue française d'administration publique*, 2004/4, 112, p.647-658.
  - 7 François Jacq, « Aux sources de la politique de science : mythe ou réalités (1945-1970) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.
  - 8 Benoît Godin, *Measurements and statistics on science and technology : 1920 to the present*, London, Routledge, 2005 ; Benoît Godin, *La science sous observation : cent ans de mesure sur les scientifiques, 1906/2006*, Laval, Presses de l'Université de Laval, 2005 ; Helmut Krauch, « Beginning Science Policy Research in Europe : The Studiengruppe für Systemforschung, 1957-1973 », *Minerva*, 44, juin 2006/2, p.131-142.
  - 9 Richard Pitre, « La culture scientifique et technique et les politiques scientifiques au Québec : le rôle de l'OCDE », colloque *Public Communication on Science and Technology*, 1994, [en ligne].
  - 10 G. Pascal Zachary, *Endless Frontier : Vannevar Bush, engineer of the American democracy*, New York, Free Press, 1997.

des miracles, à condition que le financement de la recherche fondamentale soit administré par la puissance publique et que le choix des directions de recherche soit laissé à l'élite scientifique. La double signification de l'expression « politique de science » apparaît alors : un contrôle politique de la recherche ne peut avoir lieu que parce que les chercheurs eux-mêmes ont investi l'espace politique. Le parlement invoqué par Joliot-Curie est par exemple composé de savants<sup>1</sup>. L'évolution des relations entre science et politique est donc permise par l'extension du champ scientifique dans la sphère politique et non l'inverse ; ce n'est pas la politique qui organise la science, mais bien la science qui, hiérarchisée, contrôle son développement.

### ***Prospective et prévision technologique***

En parallèle à l'émergence de la politique de la science, une deuxième série d'instruments de contrôle du développement scientifique se constitue à travers la prospective naissante, la futurologie et la prévision technologique. La futurologie, dans l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis, se présente à la fois comme un moyen d'envisager le futur du développement scientifique et comme une science de prévision du futur<sup>2</sup>. L'inquiétude de la guerre froide, le climat positiviste prêtant aux sciences tous les pouvoirs et la dimension normative de la futurologie contribueront à son succès auprès de l'administration de la défense américaine<sup>3</sup>, notamment par le biais de la RAND Corporation, créée en 1946<sup>4</sup>. Dix ans plus tard, en 1957, la France est dotée, avec le Centre d'Etudes Prospectives fondé par Gaston Berger, d'un centre de réflexion. C'est surtout à la fin des années 1950 qu'elle connaît un réel engouement en France, avec la création de l'association Futuribles en 1960 et de la DATAR en 1963<sup>5</sup>. Discipline praxéologique par excellence, la prospective est ancrée dans une volonté de contrôle de l'environnement sociotechnique<sup>6</sup>. Ses promoteurs français, Gaston Berger et Bertrand de Jouvenel, défendent l'instrumentalisation des sciences sociales, la création de

---

1 Jean-François Picard, *La république des savants, la recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990, chapitre 4 « La reconstruction ».

2 La paternité du terme de futurologie est attribuée à Ossip Flechtheim. Ossip Flechtheim, « Futurology : the New Science », *Forum*, Vol. III., 1949, p. 206-209.

3 Alain Gras, *La Futurologie*, Paris, Seghers, 1976.

4 Un aperçu général de la RAND : Robert Leonard, « Structures sous tension : théorie des jeux et psychologie sociale à la RAND », p.83-127 in Amy Dahan, Dominique Pestre (dir.) / *Les sciences pour la guerre, 1940-1960*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004.

5 Les Etats-Unis et la France ne recourent pas seuls à la prospective. Un fait éclairera plus loin cette histoire : le Science Policy Research Unit de l'Université du Sussex en Angleterre (1966) est rendu célèbre par ses scénarios *Images of the future*.

6 Vincent Guiader, « Entre savoir de gouvernement et sciences sociales : l'expertise prospective au Commissariat au Plan et à la DATAR (1957-1974) », intervention au colloque *L'expertise comme objet flou ?*, IEP de Rennes, 12-13 mars 2008.

ponts entre sciences sociales et sciences exactes, ainsi que de nouvelles formes d'interdisciplinarité pour intervenir dans les stratégies d'entreprise et à l'appui de l'action publique<sup>1</sup>. Dès lors, la prospective apparaît comme une discipline de contrôle : contrôle du développement scientifique et technologique et contrôle social.

Pour ces méthodologies d'anticipation du changement social, le développement des sciences et des technologies constitue un objet essentiel d'interrogation. Aux Etats-Unis, les parlementaires cherchent avec la prospective le moyen d'évaluer l'impact des choix technologiques sur la société. Parallèlement, la prospective promeut une autre forme de contrôle, social celui-ci. Elle s'enracine en effet dans la conviction qu'une maîtrise absolue par l'homme de son environnement technologique et social est possible et entraînerait la « fin des idéologies »<sup>2</sup>. La prospective inspire ainsi un mouvement de réflexion dont émerge l'idée d'une sortie de la société industrielle et de l'avènement d'une société de l'information<sup>3</sup>. Dans ce contexte, elle se colore d'une teinte à la fois positiviste et libérale, tout en correspondant à une réelle activité normative de contrôle et d'intervention dans l'espace politique.

### ***Vulgarisation***

La vulgarisation constitue un troisième instrument de contrôle<sup>4</sup> ; son rôle de médiation au cours des années 1950 et 1960 relève d'une volonté de maîtrise des représentations du public à l'égard des sciences. Elle semble être l'un des supports de la vision positiviste des sciences décrite plus haut<sup>5</sup>. C'est d'abord d'un champ d'activité dynamique : alors que le 19<sup>e</sup> siècle est reconnu pour être le grand siècle de la vulgarisation<sup>6</sup>, et que l'entre-deux guerres assiste à

---

1 Erich Jantsch, *La prévision technologique*, Paris, OCDE, 1967, évoque un possible dialogue entre science et sociologie ; Laurent Mermet, « Prospective : un objet d'étude pour les SIC », *Hermès*, 38, 2004, p.207-214.

2 Raymond Aron, « Fin de l'âge idéologique ? », *L'Opium des intellectuels*, Paris, Hachette, 2002 [1955]. Expression reprise Edward Shils puis par Daniel Bell dans *La fin de l'idéologie*, Paris, PUF, 1997 [1960, trad. de l'anglais par Emmanuelle Baillon].

3 David Forest, « Les *think tanks* et l'institutionnalisation de la prévision technologique », *Quaderni*, 53, hiver 2003-2004, p.23-36 ; Sur l'émergence du thème de la « fin des idéologies » : Armand Mattelart, « L'âge de l'information, genèse d'une appellation non contrôlée », *Réseaux*, 101, 2000. Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, chapitre 7 « La fin des idéologies : une problématique, une identité (1955-1965) ».

4 Le développement de la vulgarisation après la guerre s'inscrit dans un courant de *Public understanding of science*, qui comprend aussi bien des enquêtes sur les perceptions publiques des sciences et des savants. Voir notamment : Frédéric Bon, Françoise Bonnal, Daniel Boy, Béatrice Moine, « Les attitudes de l'opinion publique à l'égard de la recherche », *Le progrès scientifique*, 165-166, août-septembre-octobre 1973.

5 Roger Cooter, Stephen Pumfrey, « Separate spheres and public places: reflections on the history of science popularization and science in popular culture », *History of science*, 32, 97/3, 1994, p.237-267.

6 Bernadette Bensaude-Vincent, « Un public pour la science : l'essor de la vulgarisation au XIX<sup>e</sup> siècle », *Réseaux*, 58, 1993, p. 47-66 ; Bernadette Bensaude-Vincent, *La science contre l'opinion, histoire d'un divorce*, Paris, Seuil, 2003 [2000].



d'importants projets de communication scientifique<sup>1</sup>, on peut dire que la vulgarisation connaît un net regain d'intérêt après la deuxième guerre mondiale (*Atomes* (1946), *Sciences et Avenir* (1947) puis *La Recherche* en 1970 - nouveau titre d'*Atomes*). L'accroissement du nombre d'écrivains scientifiques entraîne leur regroupement en une association, sous l'égide de l'UNESCO - l'association des écrivains scientifiques de France, dont le premier congrès a lieu en 1958. Les compte rendus de ses congrès successifs révèlent missionnarisme et volonté de prêcher pour la science<sup>2</sup>. L'AESF contribue à un mouvement qui privilégie « *l'aspect spectaculaire et mystérieux de l'activité scientifique* »<sup>3</sup>. Les « *deux cultures* » dénoncées par Charles Snow sont donc bien distinctes dans les années 1950 et 1960 et la science triomphante est protégée des profanes qui voudraient s'en mêler<sup>4</sup>.

La *Big Science* est souvent analysée comme un mode spécifique d'organisation des sciences. Elle correspond aussi à un mode spécifique de production des *discours sur* les sciences. Discours de promotion du progrès scientifique, discours sur les outils et les instruments nécessaires à l'encadrement de ce progrès. Selon ce premier tableau, les années 1945-70 semblent remarquablement homogènes : les mutations matérielles, discursives comme les instruments de contrôle du développement scientifique et technologique participent de l'imposition d'une représentation commune de « la » science. Il serait alors difficile de comprendre les revirements des années 1970 si cette topographie ne tenait pas compte de trois catégories de discours aux effets perturbateurs : les représentations générales, les propositions de forme du monde et les modèles d'intervention sociale.

---

1 A l'instar du Palais de la Découverte en 1937 : Jacqueline Eidelman, « Professionnalisation de la Recherche et culture scientifique dans l'entre-deux-guerres : la création du Palais de la Découverte à la fin des années trente », p.175-191 in Daniel Jacobi, Bernard Schiele (dir.) / *Vulgariser la science : le procès de l'ignorance*, Seyssel, Champ Vallon, 1988. Voir aussi Dominique Pestre, « Les revues de vulgarisation scientifique en France, 1918-1940 : un panorama », *Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences*, 24, 1988.

2 Michel Crozon, Nathalie Heinich, Colette Loustalet, André Martin, « L'animation culturelle scientifique et technique en France, 1969-1980 », *Bulletin du Groupe de Liaison et d'Action Culturelle Scientifique*, 15, septembre 1983.

3 Irène Arditi, Denise Berthet, *Analyse systématique des émissions d'information scientifique diffusées par la télévision et des représentations sociales de la science qu'elles suscitent*, (ATP CNRS, 2167, 1979), cité dans le bulletin du GLACS, p.12.

4 Charles P. Snow, *Les deux cultures*, Paris, Pauvert, 1968 [1959, trad. de l'anglais par Claude Noël].

## 2. Représentations générales

Le champ des discours sur la science dans la société se confronte tout d'abord à l'ensemble plus vaste des représentations générales. Les éléments qui composent cet ensemble peuvent être rassemblés selon trois catégories principales de représentations à un niveau macrosocial : représentations du savoir, du pouvoir, et de l'inscription spatio-temporelle de l'homme. Un tel classement permet d'insister sur des thématiques (l'éducation, la technocratie, l'écologie) et des unités sémantiques que l'analyse des corpus fait saillir comme des prédiscours essentiels.

### 2.a. Du savoir : l'éducation et l'enseignement

#### *Massification et spécialisation*

Les débats sur l'éducation et l'enseignement jouent un rôle crucial dans l'émergence du discours sur la participation aux sciences et aux techniques. Comme cela a été mis en évidence par de nombreux travaux, le monde scolaire est radicalement transformé après la deuxième guerre mondiale. Antoine Prost rappelle que le second cycle des lycées passe de 102 100 élèves en 1947-48 à 421 700 en 1967-68<sup>1</sup>. Le nombre d'étudiants grimpe de 140 000 à 660 000 entre 1950 et 1970<sup>2</sup>. Du point de vue de la puissance publique, la démocratisation est avant tout numérique et s'accompagne de la volonté de produire des élites plus nombreuses et plus performantes. Pour Pierre Mendès France, « *la démocratisation de l'école et de l'Université va de pair avec la course à la croissance. Ainsi, un enseignement de masse, y compris à l'Université, fournira une élite nombreuse de chercheurs et d'ingénieurs, mettant un terme au système « d'élites raréfiées se transmettant comme un flambeau le privilège de la culture »* »<sup>3</sup>. Dans la continuité de Mendès France, la politique gaullienne de l'éducation « *peut se résumer en un principe central : recruter les élites sur une base démocratique* »<sup>4</sup>. Une même logique est donc à l'œuvre dans ces deux cas : démocratiser plus largement le premier cycle du second degré, et accroître la sélection et la spécialisation dans le supérieur.

---

1 Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation, tome 4 – L'école et la famille dans une société en mutation depuis 1930*, Paris, Perrin, 2004 [1981].

2 INSEE, *Données Sociales*, 1999, cité par Jean-Michel Berthelot, Olivier Martin, Cécile Collinet, *Savoirs et savants. Les études sur la science en France*, Paris, PUF, 2005, p.24.

3 Jean-Louis Rizzo, « Pierre Mendès France et la recherche scientifique et technique », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 6, 2002.

4 Antoine Prost, « Décision et non-décision gouvernementale. La politique gaullienne d'éducation de 1962 à 1968. », *Education, société et politiques, une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1997 [1992], p.114-132.

## Débats

Les événements de mai 1968 peuvent alors s'expliquer par le décalage entre l'accroissement de la population scolarisée et la stabilité des structures d'enseignement. Néanmoins, parmi les questions d'enseignement mises en lumière en mai, certaines font l'objet de débats importants dès le milieu des années 1950. Deux unités sémantiques auront sur l'émergence du discours de participation aux sciences une influence essentielle : la question de la sélection scolaire, et celle des méthodes d'enseignement à travers la pédagogie institutionnelle.

Le thème de la sélection, qui éclate en mai 68, est en débat dès les années 1960. En particulier, « *il est abondamment justifié [en mai 68] par la reprise des analyses de Bourdieu et Passeron : comme les classes sociales sont massivement inégales devant l'enseignement, toute sélection, orientation ou élimination consacre une injustice* »<sup>1</sup>. La publication de l'ouvrage de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, en 1964, est à la fois symptôme et instrument d'un débat sur l'élitisme de l'université française dont les répercussions seront majeures sur la critique des sciences. Jean-Claude Passeron, dans un texte qui revient sur la réception de l'ouvrage, rappelle que l'UNEF utilise dans les années 1960 les résultats des auteurs sur les inégalités sociales dans les études pour fonder ses revendications<sup>2</sup>. En revanche, le texte de « Bourdieu et Passeron » est critiqué pour sa bonne volonté de démocratisation par le mouvement situationniste, dans la brochure *De la misère en milieu étudiant*. Ces utilisations et critiques sont le signe d'une réception de l'ouvrage au-delà du cercle des sciences sociales comme on peut le constater à travers les références à l'ouvrage. Pour illustrer l'influence des *Héritiers* sur le champ des sciences exactes, Passeron évoque un débat ayant eu lieu juste après 1968 à l'ENS d'Ulm, au cours duquel le mathématicien Laurent Schwartz abonde dans le sens de Bourdieu et Passeron, dénonçant le rôle de l'élégance des démonstrations mathématiques comme plus discriminant encore dans les sciences exactes.

Le second thème prédiscursif influent sur le discours de la participation aux sciences est celui des méthodes d'enseignement émancipatrices. Les débats autour de la *pédagogie institutionnelle*, alternative et autogestionnaire, qui prennent de l'ampleur dès la fin des

---

1 Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation, tome 4 – L'école et la famille dans une société en mutation depuis 1930*, Paris, Perrin, 2004 [1981], p.348.

2 Jean-Claude Passeron « Que reste-t-il des *Héritiers* et de *La reproduction* (1964-71) aujourd'hui ? Questions, méthodes, concepts et réceptions d'une sociologie de l'éducation », p.34-64 in Jean-Michel Chapoulie et alii (dir.) / *Sociologues et sociologies. La France des années 60*, Paris, L'Harmattan, 2005.

années 1950, occupent de ce point de vue une fonction essentielle. Le mouvement de pédagogie Freinet, qui existait déjà avant la guerre, prend un essor important au cours des années 1950. Au sein du mouvement, Fernand Oury et Raymond Fonvieille jouent des rôles de médiation et de diffusion<sup>1</sup>, en tissant des liens entre pédagogie Freinet et psychothérapie institutionnelle (Jean Oury - frère de Fernand -, Félix Guattari, François Tosquelles)<sup>2</sup>. Raymond Fonvieille publie dans *L'Éducateur d'Ile de France* des articles des psychiatres Jean Oury et Fernand Deligny. La pédagogie Freinet va donc devenir influente à travers la génération Oury/Fonvieille et les connections que ceux-ci proposent avec d'autres pratiques (antipsychiatrie, psychothérapie institutionnelle, analyse institutionnelle)<sup>3</sup>. Ces débats sur l'enseignement et ses méthodes joueront un rôle d'inspiration en mai 68 et auront par ricochet une influence sur la critique des sciences. Dans *Ces idées qui ont ébranlé la France*, Didier Anzieu rappelle que les assistants de sociologie de Nanterre – notamment René Lourau, pionnier de l'analyse institutionnelle - s'inspiraient depuis le milieu des années 1960, pour la plupart « du courant qui a successivement donné naissance à la « psychothérapie institutionnelle », puis à la « pédagogie institutionnelle » ; enfin à « l'analyse institutionnelle » »<sup>4</sup>.

## 2.b. Du pouvoir : la technocratie

### *Une imagerie nouvelle du pouvoir*

De même que les débats sur l'école définissent des représentations sociales du savoir, autour du thème de la technocratie s'ordonne une unité sémantique qui instruit les représentations du pouvoir. La *technocratie*, « thème récurrent du débat public en France depuis les années 40 »<sup>5</sup>, correspond en effet à une imagerie fondamentale du pouvoir après la deuxième guerre mondiale. Dès les années 1930, elle fait l'objet d'analyses qui l'associent au pouvoir dominant. L'ouvrage qui popularise cette idée est publié en 1933 par Howard Scott, dans la

---

1 Raymond Fonvieille est exclu et Fernand Oury quitte le mouvement Freinet au début des années 1960 à la suite d'un conflit avec la direction du mouvement.

2 François Dosse, *Gilles Deleuze, Félix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2007.

3 Luc Bruliard, « Un exemple de l'émergence des sciences humaines dans le mouvement Freinet, le conflit avec l'Institut Parisien de l'Ecole Moderne (1958-1961) », p.35-46 in Henri Peyronie (dir.) / *Freinet, 70 ans après, une pédagogie du travail et de la dédicace ?*, Caen, Presses de l'Université de Caen, 1998 ; Jacques Ardoino, René Lourau, *Les pédagogies institutionnelles*, Paris, PUF, 1994.

4 Epistémon/Didier Anzieu, *Ces idées qui ont ébranlé la France. Nanterre, novembre 1967-juin 1968*, Paris, Fayard, 1968, p.24.

5 Olivier Dard, « La technocratie », p.883-890 in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique*, Paris, Hachette Littératures, 1999.

foulée des travaux de la *Technical Alliance*, qui comparent le corps social à un système technique dépendant de l'énergie et pouvant être évalué en termes d'efficacité<sup>1</sup>. Le projet de l'alliance technocratique se trouve au carrefour de différentes idéologies d'ingénierie, s'inspirant du fordisme et du taylorisme. La même année, Maurice Druesne publie en France *Les problèmes économiques et la technocratie*<sup>2</sup>. Le terme se répand dès les années 1930<sup>3</sup>, mais c'est surtout après la guerre que le discours sur la technocratie entre en expansion, à travers des textes sur les nouveaux managers de la société industrielle<sup>4</sup>.

La technocratie implique la prise de pouvoir d'une nouvelle catégorie de chef « informé », qui inclut les savants. Les technocrates sont décrits comme des hommes de science, rationalistes, conscients des paramètres qui définissent le fonctionnement social. Georges Friedmann explique : « *Les technocrates, devant les difficultés de la civilisation industrielle, veulent la réformer en lui appliquant certaines données des sciences physico-mathématiques. Les utopies techniciennes sont toutes nées de ces tentatives, à la fois ambitieuses et bornées* »<sup>5</sup>. La définition de la technocratie attribue ainsi un rôle essentiel à la science. Elle soulève aussi l'idée que la science technicise le politique en omettant la dimension humaine du social. La technocratie est alors perçue comme un système s'opposant à la politique. L'antagonisme du savant et du politique forgé par Max Weber<sup>6</sup> laisse place à celui du technicien et du politicien, dans un discours de l'affrontement du politique et du technique : « *le politique est ce qui ne peut pas se soumettre au calcul uniforme des communautés mondiales du genre humain – justement ce qui n'est pas « technocratisable* » »<sup>7</sup>.

### ***De multiples critiques***

Cette nouvelle mythologie du pouvoir technocratique n'est pas sans entraîner de nombreuses critiques. Le sociologue Charles Wright Mills appelle à un démantèlement de la machine

---

1 Howard Scott, *Introduction to technocracy*, New York, John Day Co., 1933.

2 Maurice Druesne, *Les problèmes économiques et la technocratie*, Paris, Payot, 1933.

3 Les années 1930 et 1940 correspondent en France à l'émergence d'un discours sur la *synarchie* (complot fictif qui viserait à promouvoir un gouvernement technocratique). Olivier Dard, *La synarchie ou le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998.

4 James Burnham, *L'ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947 [1941, trad. de l'anglais par Hélène Claireau] ; Jean-Louis Cottier, *La technocratie, nouveau pouvoir*, Paris, Ed. du Cerf, 1959 ; Jean Meynaud, *La technocratie, mythe ou réalité*, Paris, Payot, 1964 ; Philippe Bauchard, *Les technocrates et le pouvoir*, Paris, Arthaud, 1966 ; Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier, *Les nouveaux intellectuels*, Paris, Cujas, 1966.

5 Georges Friedmann, *La crise du progrès*, Paris, Gallimard, 1936, p.190.

6 Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, 10-18/Plon, 1997 [1919, trad. de l'allemand par Julien Freund].

7 Dominique Dubarle, « Avant-propos », in Jean-Louis Cottier, *La technocratie, nouveau pouvoir*, Paris, Ed. du Cerf, 1959, p.28.

scientifique américaine<sup>1</sup>, tandis que le président Eisenhower, dans son allocution de fin de mandat, avertit des dangers présentés par le « *complexe militaro-industriel* » et évoque le risque que « *l'ordre public puisse devenir captif d'une élite scientifique et technologique* »<sup>2</sup>. Sa réflexion est ainsi annonciatrice de la remise en question du pouvoir des experts à laquelle se livrera la critique de la science quelques années plus tard. En France, Henri Lefebvre, professeur de sociologie à Nanterre entre 1965 et 1968, influent lors des événements de mai<sup>3</sup>, publie *Contre les technocrates* en 1967<sup>4</sup>. Les milieux de la science et de la politique de recherche, enfin, sont aussi sensibles aux dangers de l'utopie technocratique. Claude Nicolet, dans un éditorial des *Cahiers de la République*, s'oppose au discours de Burnham sur la nécessité de faire des ingénieurs de nouveaux dirigeants et dit l'impossibilité pour les savants de se substituer au pouvoir politique, même si, reconnaît-il, la science, la technique sont absolument nécessaires à celui-ci<sup>5</sup>. La multiplication des discours sur la prise de pouvoir par les technocrates déclenche donc celle des discours d'opposition au pouvoir technocratique : la technocratie apparaît du moins, dans les années 1950 et 1960, comme le support d'un système de pouvoir essentiel.

## 2.c. De l'inscription spatio-temporelle de l'homme : l'écologie

Les représentations de l'inscription de l'homme dans l'espace et le temps, portées par l'écologie, constituent le troisième ensemble prédiscursif dont la confrontation aux représentations des sciences est à l'origine de réagencements discursifs notables. Les transformations qui affectent l'espace scientifique, technologique et industriel à partir de la deuxième guerre mondiale se traduisent par un changement des mentalités et des manières de considérer l'historicité humaine. La multiplication des discours sur l'environnement en est le symptôme le plus éclatant.

---

1 Charles Wright Mills, *The power elite*, Oxford, University of Oxford Press, 1956.

2 Dwight Eisenhower, allocution de fin de mandat, 17 janvier 1961, [en ligne].

3 Michel Trebitsch, « Voyages autour de la révolution. Les circulations de la pensée critique de 1956 à 1968 », p.69-87 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii / *Les années 68 : le temps de la contestation*, Paris, Ed. Complexe, 2000.

4 Henri Lefebvre, *Position : contre les technocrates, en finir avec l'humanité-fiction*, Paris, Gonthier, 1967.

5 Claude Nicolet, « La science dans la République », *Les Cahiers de la République*, 5, janvier-février 1957, cité par Vincent Duclert, « Le colloque de Caen, second temps de l'engagement mendésiste », p.81-100 in Alain Chatriot, Vincent Duclert / *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La Découverte, 2006.

## **Conservatisme et scientificité**

La ligne argumentative des acteurs que l'écologie désigne au début des années 1970 comme ses pionniers oscille entre le conservatisme et la rhétorique de la scientificité. Le conservatisme est lié à une tradition environnementaliste et vitaliste de droite, au premier rang de laquelle se trouvent les travaux d'Alexis Carrel dont *L'homme cet inconnu*, publié en 1935, est traduit en de nombreuses langues<sup>1</sup>. Carrel y prône la nécessité de mettre en place une « biocratie » et affirme la valeur de la vie, mais adopte aussi des positions eugénistes que l'après-guerre disqualifie complètement. La fondation qu'il dirige pendant la guerre a été pionnière d'une « science de l'homme » telle que l'écologie, avec la volonté de produire un savoir de synthèse sur l'humanité<sup>2</sup>, donnant toutefois à cette écologie une couleur politique dont l'écologie militante des années 1970 cherche souvent à se défaire et le nom de Carrel est rarement repris. La défense de l'environnement en France reste néanmoins marquée, jusque dans les années 1960, par une forte tendance conservatrice : c'est dans le *Figaro littéraire* que sont publiés les articles de Roger Heim, au cours des années 1950 et 1960<sup>3</sup>, tandis que *La Croix* ou *L'Aurore* relaient aussi cette thématique<sup>4</sup>. La rhétorique scientifique est l'autre fondement des premières interventions en faveur de l'écologie<sup>5</sup>. Malgré la variété des positionnements et la diversité des thématiques abordées, les premiers ouvrages sur l'environnement après 1945 s'appuient beaucoup sur le statut scientifique de leurs auteurs.

## **L'écologie mise à l'agenda ?**

Tandis que l'alarmisme des premières prises de position écologistes reste marginal dans les années 1950, la décennie suivante voit ce thème déferler. Aux Etats-Unis, c'est à l'ouvrage de Rachel Carson, *Silent Spring*, qu'on attribue le plus souvent le rôle de détonateur des conflits autour de l'environnement. Le livre, publié en 1962, est suivi d'une controverse qui aboutit à

---

1 Alexis Carrel, *L'homme cet inconnu*, Paris, Plon, 1935.

2 Alain Drouard, « Les trois âges de la fondation française pour l'étude des problèmes humains », *Population French edition*, 38, 1983/6, p.1017-1047.

3 Voir le recueil : Roger Heim, *Angoisse de l'an 2000*, Paris, Ed. de la fondation Singer-Polignac, 1973.

4 Daniel Boy, *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999, p.80-83. Une prise en compte plus nuancée de la question montrerait cependant un croisement d'influences complexe, notamment à travers le personnalisme et le non-conformisme des années 1930. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 2001 [1969] ; Jean Jacob, *Les sources de l'écologie politique*, Paris, Arléa-Corlet, 1995.

5 Jean Rostand, *Inquiétudes d'un biologiste*, Paris, Stock, 1967 ; Henry Fairfield Osborn, *La planète au pillage*, Paris, Payot, 1949 [1948, trad. de l'anglais par Maurice Planiol] ; Barry Commoner, *Quelle terre laisserons nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil, 1969 [1963, trad. de l'anglais par Chantal de Richemont] ; Jean Dorst, *Avant que nature meure*, Neuchâtel/Paris, Delachaux & Niestlé, 1965.

l'interdiction des pesticides dont il dénonce l'usage<sup>1</sup>. L'autre domaine de contestation qui se développe aux Etats-Unis dans le milieu scientifique des années 1960 est le nucléaire. Les chercheurs Ernest Sternglass, Arthur Tamplin, John Gofman s'opposent à l'Atomic Energy Commission à la fin des années 1960<sup>2</sup>. Et le public devient progressivement un interlocuteur : Mary Hays Weik déclenche la prise de parole de la société civile<sup>3</sup> et des périodiques destinés au grand public voient le jour, comme *The Ecologist*, fondé en 1969 par Edward Goldsmith.

En France, trois thématiques se rejoignent autour de l'environnement. Les années 1960 sont plutôt dominées par les actions de protection environnementale, à l'instar de celle engagée par Philippe Saint-Marc, président du comité de sauvegarde de la haute vallée de Chevreuse qu'il a fondé en 1964<sup>4</sup>. Le discours anti-nucléaire est un second thème, marginal, avec les travaux de Jean Pignero, dès 1962, dans l'Association Contre le Danger Radiologique (rebaptisée Association de Protection contre les Rayonnements Ionisants - APRI – en 1965<sup>5</sup>) qui publie *Danger radiologique*, puis le *Bulletin de l'APRI*. Le troisième thème est enfin l'agriculture biologique qui s'étend dans les années 1960. Ce thème est porté par la revue *Agriculture et vie* (avril 1964), l'association Nature et Progrès (1964), ou encore les magasins *La vie Claire*, créés dès 1946. Ces différentes thématiques rencontrent un succès croissant, bien que timide, dans les années 1960, et l'environnement se retrouve sous les feux de la rampe politique, au tournant 1970 : discours de Georges Pompidou sur « La morale de l'environnement » le 28 février 1970 à Chicago, programme des cent mesures pour l'environnement en 1970<sup>6</sup>, année européenne de la nature en 1970, création du ministère français de protection de la nature et de l'environnement en 1971. En 1972, cette unité sémantique supplante celle de la recherche spatiale dans les reportages scientifiques télévisés<sup>7</sup>. Si cet avènement médiatique témoigne d'une « sympathie initiale » des milieux journalistiques<sup>8</sup>, il est aussi le signe d'une mutation des représentations de l'inscription de l'homme dans son environnement.

---

1 Rachel Carson, *Le printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963 [1962, trad. de l'anglais par Jean-François Gravrard]. L'ouvrage est préfacé par Roger Heim. Voir aussi Priscilla Coit Murphy, *What a book can do : the publication and reception of Silent Spring*, Amherst & Boston, University of Massachusetts press, 2005.

2 Peter Pringle, James Spigelman, *Les barons de l'atome*, Paris, Seuil, 1982 [1981, trad. de l'anglais par Béatrice Vienne], p.264-266.

3 Mary Hays Weik proteste en 1966 contre l'irradiation auprès de la *Food and Drug Administration*.

4 Philippe Saint-Marc, « Socialisation ou destruction de la nature ? », *Etudes*, 326, mars 1967/3, p.307-321.

5 Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », *Survivre*, n°5, décembre 1970.

6 Florian Charvolin, « L'invention du domaine de l'environnement, au tournant des années 1970 en France », *Strates*, 9, 1996-97, [en ligne].

7 Jacqueline Chervin, *Le traitement des thèmes scientifiques dans le journal télévisé, de 1949 à 1995*, thèse de doctorat, Université Paris 7, 2000, p.115.

8 Guillaume Sainteny, « Les médias français face à l'écologisme », *Réseaux*, n°65, 1994, p.87-105.



### ***Crise du Progrès dans les années 1970***

Le système discursif étudié est formé de plusieurs éléments hétérogènes. Le tableau serait toutefois incomplet sans deux autres séries de discours, respectivement désignées en tant que « propositions de formes du monde » et « modèles d'intervention ». Pour saisir le rôle de ces deux séries, il faut reconnaître que la fin des années 1960 et les années 1970 assistent à un basculement des conceptions du progrès, comme en atteste cette déclaration officielle : *« L'objectif majeur des sociétés développées n'est plus la poursuite de la croissance per se, mais la maîtrise et l'aménagement de la croissance. [...] La crise de l'énergie est la démonstration que le véritable rôle de la science se manifeste au niveau des moyens et non des fins »*<sup>1</sup>. La crise du progrès est le terreau de recompositions ; elle constitue ainsi un moment propice à l'appropriation de propositions de formes du monde.

## **3. Propositions de formes du monde**

Cette section se propose de schématiser les différentes propositions effectuées de « formes du monde » qui interviennent dans l'émergence du discours sur la participation. Une proposition de forme du monde est une unité sémantique qui se définit comme une proposition, descriptive, analytique ou normative, de compréhension de la façon dont le monde fonctionne – ou devrait fonctionner. Cette catégorisation regroupe des théorisations à la fois académiques et politiques ou militantes : le marxisme, le structuralisme, comme le discours maoïste ou autogestionnaire, sont porteurs de ce type de proposition. A la fois théoriques et politiques, les propositions de formes du monde doivent donc être abordées sous l'angle de leur hybridité.

### **3.a. Explosions militantes de mai**

#### ***Antiautoritarisme***

Le dynamisme instauré autour de mai 68 constitue sans doute le vivier de prédiscours le plus riche pour comprendre l'apparition du thème de la participation aux sciences et aux techniques. Mai 68 correspond à une explosion démesurée des propositions de formes du monde : nombre d'auteurs, de courants, vont se trouver projetés sur le devant de la scène

---

<sup>1</sup> Introduction au *Rapport national de conjoncture* du CNRS en 1974, cité par Jean-François Picard, *La République des savants*, Paris, Flammarion, 1990, p.252.

intellectuelle et politique<sup>1</sup>. L'antiautoritarisme forme le centre de gravité de cet univers, alimenté par les débats sur l'éducation et trois autres unités : l'autogestion, l'antimilitarisme et la défense d'une « politique de l'absurde ». L'autogestion n'apparaît pas en 1968, car son histoire est plus ancienne et plonge ses racines dans celle du proudhonisme<sup>2</sup> ou dans des expériences étrangères exemplaires<sup>3</sup>. Elle renvoie aussi à une tradition de critique de la technocratie et de la bureaucratie qui doit au groupe « Socialisme ou Barbarie » dès la fin des années 1940<sup>4</sup> et aux propositions de la pédagogie institutionnelle<sup>5</sup>. Elle connaît un vif engouement à partir de mai 68<sup>6</sup> et forme une influence essentielle de la critique des sciences, notamment à travers l'« utopie communautaire »<sup>7</sup> et la remise en cause de l'intellectuel<sup>8</sup>.

L'antimilitarisme et le pacifisme offrent un deuxième point d'appui à l'antiautoritarisme. Ils sont aussi inscrits dans une histoire ancienne, mais ont été réactivés par deux guerres, en Algérie et au Vietnam. Kristin Ross fait de la guerre d'Algérie un ferment de mai 68 et l'occasion d'une « *subjectivation politique* » dont l'influence est déterminante sur le mouvement<sup>9</sup>. Cette subjectivation politique est plus définie par l'anticolonialisme que par le pacifisme. Néanmoins celui-ci en est une composante, avec la fondation en 1957 d'Action Civique Non Violente (ACNV) en lien avec la communauté de l'Arche de Lanza del Vasto<sup>10</sup>. La guerre du Vietnam renforce quant à elle la contestation de l'appareil militaro-industriel aux

- 
- 1 Philippe Olivera, « Les livres de Mai », p.144-157 in Dominique Damamme *et alii* / *Mai-Juin 68*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2008.
  - 2 Georges Ribeill, « De *La République industrielle* de Hyacinthe Dubreuil aux groupes autonomes : une vieille idée proudhonienne sans avenir ? », p.115-132 in Frank Georgi (dir.) / *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
  - 3 Marie-Geneviève Dezès, « L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français », p.29-54 in Frank Georgi (dir.) / *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
  - 4 Philippe Gottraux, « *Socialisme ou barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997 ; Marie-France Raflin, « *Socialisme ou Barbarie* », *du vrai communisme à la radicalité*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 2005.
  - 5 Didier Anzieu/Epistémon, *Ces idées qui ont ébranlé la France, Nanterre, Novembre 1967 – Juin 1968*, Paris, Fayard, 1968 ; Annick Ohayon, « La psychosociologie des groupes aux sources de mai 68 ? », communication au colloque *Mai 68, creuset pour les sciences de l'homme ?*, Paris, septembre 2008.
  - 6 Frank Georgi (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 ; Voir aussi Pierre Rosanvallon, *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2003 [2000], p.408.
  - 7 Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire, histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 2006 [1981] ; Dominique Allan-Michaud, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan, 1989.
  - 8 Bernard Brilliant, « Mai 1968 : crise d'une figure de l'intellectuel ou de la contestation des maîtres à l'autogestion du savoir », p.521-532 in Frank Georgi (dir.) / *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003.
  - 9 Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Ed. Complexe, 2005 [2002, trad. de l'anglais par Anne-Laure Vignaux] ; voir aussi : Rémy Rieffel, « L'empreinte de la guerre d'Algérie sur quelques figures intellectuelles « de gauche » », p.191-218 in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.) / *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1991.
  - 10 Erica Fraters, *Réfractaires à la guerre d'Algérie avec l'action civique non violente, 1959-1963*, Paris, Syllepse, 2005.

Etats-Unis<sup>1</sup> et en France elle est l'un des thèmes originaires du mouvement du 22 mars ainsi que l'occasion de débats : Murray Gell-Mann se voit par exemple refuser l'entrée du Collège de France en 1972 pour sa participation à la division Jason pendant la guerre<sup>2</sup>.

Le troisième pilier de l'antiautoritarisme repose dans l'idée fondamentale autour de mai 68 d'une politique de l'absurde qui consiste à exiger « tout, tout de suite »<sup>3</sup>. Cette politique, inspirée du situationnisme de Raoul Vaneigem et Guy Debord, est parfaitement illustrée par un groupe comme *Vive la Révolution* et sa revue *Tout !* (sous-titrée : ce que nous voulons : Tout !)<sup>4</sup>. Cet aspect libertaire est connecté à de nombreuses revendications sur le genre et le droit à assumer sa sexualité – qui est par exemple le discours du militantisme homosexuel<sup>5</sup>.

### ***Ouvriérisme et collectivisme***

L'ouvriérisme est une autre unité sémantique, intrinsèquement liée au maoïsme en vogue à cette époque, à la suite de la révolution culturelle. L'une des raisons de cette vogue, en particulier dans les milieux intellectuels, est que le maoïsme prend explicitement position sur les questions des rapports entre intellectuels et ouvriers : le refus d'un certain nombre d'étudiants de « s'embourgeoiser » les conduit à trouver dans l'ouvrier un modèle social extrêmement fort – qui amène parfois à « s'établir » en usine<sup>6</sup>. La figure de l'ouvrier est constamment célébrée, à travers des codes vestimentaires, des slogans et des postures. Les fantasmes qui transparaissent de ces discours sont ceux du collectivisme, de l'engagement commun et de l'effacement individuel, mais aussi la longue tradition des luttes ouvrières dans lesquelles la classe ouvrière est dépeinte comme le héros de la révolution à venir.

---

1 Marie-Christine Granjon, *L'Amérique de la contestation. Les années 60 aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la FNSP, 1985.

2 Alain Jaubert, Jean-Marc Lévy-Leblond, *(Auto)critique de la science*, Paris, Seuil, 1973. Le Viêt-nam occasionne des comités de soutien et des voyages marquants pour des mathématiciens comme Alexandre Grothendieck ou Laurent Schwartz, qui écrit : « *Le Viêt-nam a marqué ma vie* ». Laurent Schwartz, *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Paris, Odile Jacob, 1997, p.482. Sur la division Jason : Ann Finkbinder, *The Jasons : the secret history of science's postwar elite*, New York, Viking, 2006.

3 Par « politique de l'absurde », on entend une politique réclamant à la fois *a* et *non-a*.

4 Pascal Dumontier, *Les situationnistes et mai 68. Théorie et pratique de la révolution (1966-1972)*, Paris, Ed. Ivrea, 1995 [1990] ; Eric Brun, « L'avant-garde totale. La forme d'engagement de l'internationale situationniste », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 176-177, mars 2009, p.32-51.

5 Geoffroy Huard de la Marre, « Une politique du désir. Hocqenghem au-delà du FHAR », p.9-21, *Chimères*, 69, hiver-printemps 2008/2009.

6 Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 2000.

### 3.b. Les discours académiques saisis par la politique

Les propositions de formes du monde que mai 68 fait surgir dans l'espace public sont issues du militantisme et d'un regard politiquement engagé sur la société. Mais d'autres formes de discours interviennent dans le mouvement, et les engagements politiques se nourrissent d'un renouvellement des productions académiques. La composante étudiante de mai 68 favorise en effet une tendance à la théorisation et un intérêt pour les sciences humaines et sociales ; l'avant-garde autoproclamée des jeunes et des étudiants « *exprime sa critique sociale dans les références théoriques qu'elle exhibe et dans les actions qu'elle conduit* »<sup>1</sup>. En ce qui concerne l'émergence de la critique de la science et du discours sur la participation, trois domaines académiques jouent un rôle significatif : les théories de l'aliénation technologique, le structuralisme et la philosophie de la biologie.

#### *Théories de l'aliénation technologique*

Selon les théories de l'aliénation technologique, la technique s'est autonomisée de l'homme et s'est faite instrument d'aliénation. L'homme doit donc s'émanciper de la technique qui l'aliène pour devenir enfin libre. Cette conception des rapports entre l'homme et la technique remporte à partir de 1968 un succès croissant, à travers la pensée d'auteurs comme Henri Lefebvre et Herbert Marcuse<sup>2</sup>, et dans les années qui suivent, Ivan Illich, André Gorz, qui actualisent plusieurs traditions de réflexion : l'Ecole de Francfort, Jacques Ellul et Bernard Charbonneau<sup>3</sup>, Lewis Mumford<sup>4</sup> et la pensée heideggerienne de la technique<sup>5</sup>.

Peu importe ici de savoir le rôle joué par ces théories dans le déclenchement des événements de mai 68. Daniel Cohn-Bendit récuse d'ailleurs toute influence de Marcuse sur les manifestations : « *Il y a des gens qui ont essayé de nous imposer Marcuse comme mentor ;*

---

1 Ingrid Gilcher-Holtey, « La Contribution des Intellectuels de la Nouvelle Gauche à la définition du sens de Mai 68 », p. 89-98 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii (dir.) / *Les Années 68. Le Temps de la Contestation*, Paris, Complexe, 2000.

2 Michel Trebitsch, « Voyages autour de la révolution. Les circulations de la pensée critique de 1956 à 1968 », p.69-87 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii / *Les années 68 : le temps de la contestation*, Paris, Ed. Complexe, 2000.

3 Patrick Troude-Chastenot (dir.), *Jacques Ellul, penseur sans frontières*, Le Bouscat, L'Esprit du Temps, 2005.

4 A la différence du pessimisme foncier de Jacques Ellul, Mumford défendait un « utopisme critique » selon lequel la décentralisation et le régionalisme offraient des alternatives à la « mégamachine ». Howard P. Segal, « Mumford's alternatives to the megamachine : critical utopianism, regionalism, and decentralization », p.100-109 in Thomas P. Hughes, Agatha C. Hughes (eds.) / *Lewis Mumford, public intellectual*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1990. Son influence, plus importante aux Etats-Unis qu'en France, en fait un grand-père des « *critical technology studies* », selon David Hess, *Science Studies, an advanced introduction*, New York, NYU Press, 1997.

5 Selon Jean-Pierre Sérès, l'idée d'un développement autonome de la technique est développée parallèlement par Ellul et Heidegger. Jean-Pierre Sérès, *La technique*, Paris, PUF, 1994.

*c'est une plaisanterie. Aucun de nous n'a lu Marcuse* »<sup>1</sup>. En revanche, on remarque que, si Marcuse n'apparaît pas avant mai 68 comme une influence déterminante<sup>2</sup>, son nom est ensuite repris dans les discours militants. Ce n'est donc pas son influence sur les événements de mai qui importe, mais sa fonction en tant qu'élément de l'unité sémantique des théories de l'aliénation technique. A partir de mai 1968, ces théories deviennent des moteurs, en catalysant des productions écrites et constituant des éléments récurrents de la critique sociale.

### ***Le structuralisme***

Alors que les théories de l'aliénation technique se trouvent encore à la frontière entre l'académique et le politique et rassemblent des travaux de provenance hétérogène, l'origine du structuralisme est strictement universitaire. Cependant, ce courant des sciences humaines se « politise » au cours des années 1960<sup>3</sup> et rencontre un succès qui déborde les frontières du champ académique, à tel point qu'il est parfois considéré comme la « pensée 68 », comme le rappelle François Dosse. Le rôle que mai 68 lui a donné est pourtant paradoxal. Dosse observe surtout, en mai, l'expression d'une *opposition* au structuralisme, qui est représenté comme un courant de mandarins peu enclins à participer aux luttes collectives. « *Althusser à rien* », « *Barthes dit : les structures ne descendent pas dans la rue. Nous disons : Barthes non plus.* » sont quelques uns des slogans relevés par Dosse<sup>4</sup>. Influence peut-être, repoussoir sans doute, il est en tout cas certain que le structuralisme a constitué une matrice de propositions de formes du monde avec laquelle les mouvements de mai ont beaucoup dialogué.

Si le structuralisme apparaît dans cette topographie, ce n'est donc pas pour les mêmes raisons que les théories de l'aliénation technique. Alors que Marcuse devient après 1968 une référence brandie par les participants des mouvements sociaux, les auteurs du structuralisme alimentent un climat intellectuel. Leur succès répond, dans les années 1968 et 1969, à une soif de renouveau épistémologique et à une flambée positiviste, que Dosse qualifie de « *soif de science* ». L'importance du structuralisme à cette époque est celle d'un courant intellectuel dont l'aura de légitimité profite à l'ensemble des sciences humaines. Outre ce rôle de légitimation, il exerce une influence sur la constitution d'une réflexion épistémologique et

---

1 Daniel Cohn-Bendit cité par Henri Arvon, *Le Gauchisme*, Paris, PUF, 1977, p.12.

2 Didier Fischer, *L'histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000.

3 Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, 18, 2005/2, p.49-71.

4 François Dosse, « Mai 68 et le structuralisme, ou le malentendu », *Histoire du structuralisme*, Paris, La Découverte, 1992.

politique sur la science. Louis Althusser, en particulier, en réconciliant discours philosophique et politique, fait preuve d'une grande autorité intellectuelle. Son « Cours de philosophie pour scientifiques », en 1967-68 aura un écho chez les scientifiques militants. L'influence de Michel Foucault est plus discutable, sans doute parce que les recherches menées par celui-ci avant le début des années 1970 sont encore difficiles à situer dans une perspective militante.

### ***Idéologie du hasard et de la nécessité***

Le troisième champ est le discours de philosophie de la biologie, plus restreint et connu essentiellement à travers deux ouvrages : *La logique du vivant* de François Jacob<sup>1</sup> et *Le hasard et la nécessité* de Jacques Monod<sup>2</sup>. La publication de ces ouvrages correspond à une « percée » des scientifiques dans l'espace médiatique et l'ouvrage de Monod, en particulier, est un grand succès éditorial qui contribue à faire de la science et de ses enjeux sociaux un thème d'actualité<sup>3</sup>. La réception de ces ouvrages dans les milieux militants est peu liée aux questions de la philosophie de la biologie ; c'est avant tout pour son attaque du marxisme que l'ouvrage de Monod est discuté. Son argumentation, quoique critiquée, est recevable par les franges gauchistes des milieux scientifiques qui, sans désavouer le marxisme, se trouvent dans une posture hétérodoxe et encline à contester le fonctionnement politique de l'URSS<sup>4</sup>.

### **3.c. Bribes de participation**

Le thème de la participation politique ouvre enfin un questionnement sur la démocratisation des pratiques politiques. En France cependant, parmi les propositions de formes du monde effectuées par le champ militant et le champ académique, il est difficile de retrouver, avant 1970, la trace d'un discours normatif sur la participation politique. Non que ce discours soit inexistant dans l'espace public, mais plutôt parce qu'il est présent par bribes dans différents domaines, parfois en relation conflictuelle les uns avec les autres. Les discours sur la participation, au tournant des années 1970, peuvent donc être rassemblés en deux courants.

---

1 François Jacob, *La logique du vivant, une histoire de l'hérédité*, Paris, Gallimard, 1970.

2 Jacques Monod, *Le hasard et la nécessité : Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Paris, Seuil, 1970

3 Rémy Rieffel, *Les intellectuels sous la 5<sup>e</sup> république (1958-1990)*, Paris, Hachette, 1995 [1993], p.194-198.

4 Pour un exemple de ce type de réception : Philippe Roqueplo, « Quand un savant rêve de socialisme. Jacques Monod a décidé que le marxisme n'était plus rien », *Politique Hebdo*, 22-28 octobre 1970, p.22. Roqueplo reproche surtout à Monod de s'appuyer sur une conception apolitique de la science.

### **Propositions « d'en haut »**

Sur le plan général de la réflexion politique, le sens du terme « participation » est revivifié à partir des années 1960. Le Club Jean Moulin la présente comme la composante essentielle de la démocratie, dans le contexte d'une réflexion toutefois marquée par une approche technocratique<sup>1</sup>. L'importance de ce club comme « *think tank* » de gauche dans les années 1960 est grande et il façonne la participation comme un véritable thème de réflexion politique. Pierre Mendès France donne une acception plus franche au terme en 1962, en opposant régime représentatif et régime participatif et en faisant du régime participatif une étape supérieure du fonctionnement démocratique<sup>2</sup>.

Cependant, l'emploi du terme « participation » est, au tournant des années 1970, connoté par le pouvoir gaulliste, comme Didier Anzieu le note : « *L'Université réformée va dans le sens de la « participation », chère au régime gaulliste* »<sup>3</sup>. La raison de cette connotation tient à la politique gaulliste en matière de législation du travail, qui tend à favoriser la participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise. Alors que le thème de la participation est déjà un thème de l'action étatique avant mai 1968 (cristallisé dans l'ordonnance du 17 août 1967<sup>4</sup>), le général de Gaulle en fait sa réponse aux contestations. En juin 1968, il présente la participation comme une solution alternative au communisme et au capitalisme.

La proposition du pouvoir gaulliste est alors récusée en partie parce qu'elle vient « d'en haut »<sup>5</sup>. Pour les mouvements de contestation, la participation n'est qu'un effet d'illusionniste, n'implique pas de réelle remise en cause du pouvoir décisionnaire dans l'entreprise<sup>6</sup>. De nombreux affiches accusent ainsi : « *La participation, c'est pour mieux croquer vos enfants !* », « *Participation, le nouvel opium du peuple* », etc<sup>7</sup>. Le terme de « participation »

---

1 Club Jean Moulin, *L'Etat et le citoyen*, Paris, Seuil, 1961 ; Club Jean Moulin, *Les citoyens au pouvoir*, Paris, Seuil, 1968 ; Claire Andrieu, *Pour l'amour de la République. Le club Jean Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, 2002.

2 Pierre Mendès France, *La République moderne*, Paris, Gallimard, 1962.

3 Didier Anzieu/Epistémon, *Ces idées qui ont ébranlé la France, Nanterre, novembre 1967 – juin 1968*, Paris, Fayard, 1969.

4 Edouard Balladur, « L'élaboration de l'ordonnance du 17 août 1967 sur la participation aux fruits de l'expansion dans l'entreprise », *Cahiers de la fondation Charles de Gaulle*, 5, 1998, « La participation dans l'entreprise », p.11-24.

5 Evelyn Cohen, « L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation », *Vingtième siècle*, 98, 2008/2, « L'ombre portée de mai 68 », p.19-28 ; voir aussi Xavier Vigna, « Clio contre Carvalho. L'historiographie de 68 », *Revue Internationale des Livres et des Idées*, 5, mai-juin 2008, p.18.

6 René Mouriaux, « Les confédérations ouvrières représentatives face aux mesures participatives de 1959 à 1975 », *Cahiers de la fondation Charles de Gaulle*, 5, 1998, « La participation dans l'entreprise », p.25-36.

7 Voir aussi Maurice Tournier, *Les mots de mai 68*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2007, qui relève les critiques adressées en mai à la participation.

est associé au pouvoir politique en place dans les années 1970. Frédéric Bon s'interroge ainsi sur la cohérence du discours gaulliste sur la participation, qui apparaît comme l'une des causes de l'échec du référendum d'avril 1969 : « *comment insérer la participation – si elle n'est pas qu'un mot – dans un système qui magnifie aussi fortement l'autorité ?* »<sup>1</sup>. Quelque temps plus tard, Jacques Chaban-Delmas soutient que « *le nouveau levain de jeunesse, [...] peut faire lever la pâte de formes nouvelles et plus riches de démocratie et de participation* »<sup>2</sup> et le thème est réactivé, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (rapport « Vivre Ensemble » d'Olivier Guichard)<sup>3</sup>, au Ministère de l'Environnement ou à travers des programmes<sup>4</sup>, mais toujours au profit d'une logique d'administration des pouvoirs publics.

### ***Actions de la société civile***

Le second courant discursif sur la participation, au tournant des années 1970, est celui des actions de la société civile, qui forment à l'époque une « *nébuleuse participative* »<sup>5</sup>, à travers des courants variés, écologistes, associations de quartier, syndicalistes C.F.D.T ou membres du P.S.U.<sup>6</sup>. Ce sont essentiellement les débats sur l'échelon politique local et sur la ville qui polarisent la réflexion sur la participation dans les années 1960, avec par exemple les Groupes d'Action Municipaux (GAM)<sup>7</sup>. L'expérience des GAM démarre en 1963 à Grenoble et rencontre le succès au cours des années 1960-70. Elle s'appuie sur les idéaux autogestionnaires ainsi que sur une série d'oppositions, aux notables, aux partis, à l'Etat. Mais il ne s'agit encore avant le début des années 1970 que d'un ensemble d'initiatives ponctuelles et non d'une véritable unité sémantique.

---

1 Frédéric Bon, « Le référendum du 27 avril 1969 : suicide politique ou nécessité stratégique ? », *Revue Française de Science Politique*, 20, 1970/2, p.205-223.

2 Jacques Chaban-Delmas, *La nouvelle société*, Discours à l'Assemblée Nationale le 16 septembre 1969, [en ligne].

3 Rémi Lefebvre, « Retour sur les années 70. Le parti socialiste, l'autogestion et la démocratie locale », intervention à la journée d'étude *Généalogies de la démocratie participative*, Paris, février 2008.

4 Pierre Lascombes, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994 ; Stéphane Labranche et Philippe Warin, *Une brève histoire de la participation dans l'environnement en France (1975-1985)*, Copie de travail, [en ligne].

5 Lucien Nizard, *Changement social et appareil d'Etat du 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> plan*, Grenoble, CERAT, 1974, p.88, cité par Marion Paoletti, *La démocratie locale et le référendum*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.52.

6 Hélène Hatzfeld, *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

7 Marion Paoletti, *La démocratie locale et le référendum*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.50-67.



## 4. Modèles d'intervention sociale

Les modèles d'intervention sociale disponibles pour les protagonistes de l'émergence du discours de la participation constituent le dernier champ à présenter dans cette topographie. C'est à partir de ces modèles qu'ils agencent les discours précédents pour donner naissance au discours de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Tout d'abord, ce sont des traditions qui modèlent les premières formes de discours sur la science et la participation : tradition de critique de la science d'un côté, tradition d'engagement politique dans le monde de la recherche de l'autre. Mais c'est de la confrontation entre ces traditions et de nouveaux modèles d'engagement et de critique du social (nommés *répertoires revendicatifs* par Charles Tilly et Sidney Tarrow<sup>1</sup>), au tournant des années 1970, qu'émerge le discours participatif.

### 4.a. Les modèles de critique de la science

Le positivisme étatique français des années d'après-guerre pourrait aisément être décrit comme l'aboutissement d'un mouvement initié avec le siècle des Lumières. Mais en contrepoint, il ne faut pas négliger les nombreux débats qui ont eu lieu, à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, sur le statut des sciences dans la société. C'est dans les agencements entre les prétentions politiques du positivisme et les critiques qui ont, avec régularité, été adressées à la science comme système de valeurs, que l'on trouve les prémisses du thème de la participation aux choix scientifiques et technologiques.

La première vague de critique et de contestation de la science se trouve dans le romantisme. Au 19<sup>e</sup> siècle, c'est à la (re)lecture de Jean-Jacques Rousseau que le romantisme formule sa critique de la science<sup>2</sup>. Les auteurs romantiques sont surtout attentifs au désenchantement du monde, indissociable des progrès de la rationalité. Le vecteur principal de cette critique est la religion et la spiritualité. Nicole et Jean Dhombres évoquent le *Génie du christianisme* de Chateaubriand comme mise en opposition la plus nette de la religion et de l'idée de progrès. Dans le sillage de Chateaubriand, naît un débat sur la science comme unique mode d'accès à la vérité<sup>3</sup>.

---

1 Charles Tilly, Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2008 [trad. de l'anglais par Rachel Bouyssou].

2 Daniel Boy, *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999.

3 Nicole et Jean Dhombres, *Naissance d'un nouveau pouvoir : sciences et savants en France, 1793-1824*, chapitre « Réaction religieuse et romantisme ». Paris, Payot & Rivages, 1989 ; Voir aussi Michael Löwy, Robert Sayre,

Autre lieu, autre temps : une deuxième forme de critique de la science et de la rationalité émerge sous les traits du nihilisme. Ironie du sort, Anacharsis Cloots, premier défenseur du nihilisme, le présente comme une sorte de matérialisme scientifique, dans la période tourmentée de la Révolution française. Cloots guillotiné, le nihilisme connaît une résurgence sous la plume de Friedrich H. Jacobi. Ce dernier, penseur au parcours sinueux, fait du nihilisme le propre de la philosophie des Lumières – ici, allemandes, et incarnées au mieux par Kant. Le nihilisme devient alors connoté négativement mais reste le trait caractéristique de ceux qui refusent toute métaphysique. C'est en Russie qu'il s'étend à une critique de *toute* croyance et l'on trouve par exemple chez Dostoïevski des pages qui illustrent à plus d'un titre une proto-critique de la science<sup>1</sup>. C'est avec Heidegger que « nihilisme » acquiert enfin le sens d'une critique de toute rationalité. L'histoire du terme est donc faite de contradictions, mais occasionne l'émergence de diverses critiques du rationalisme et du progrès scientifique<sup>2</sup>.

Comme pour le nihilisme, la critique des sciences portée par l'anarchisme est à la fois marginale et contradictoire. Globalement, la plupart des anarchistes sont marqués par un positivisme matérialiste qui les écarte de toute volonté de critiquer la science. Néanmoins, on trouve chez certains d'entre eux des discours sur le fait que la science, comme les autres institutions sociales, peut être porteuse d'un pouvoir asservissant. Un texte de Bakounine fait ainsi preuve d'une grande clairvoyance sur les difficultés posées par le développement du système scientifique. L'auteur s'y élève contre le pouvoir de la science, pratique nécessaire selon lui, mais qui ne produit que des abstractions. Pour cette raison, le peuple ne doit pas abandonner le pouvoir à la science (et aux savants), mais s'appropriier le savoir de la science afin d'exercer son propre jugement. L'intérêt de ce texte est de déplacer les conceptions rationalistes d'auteurs comme Condorcet, en défendant à la fois la vulgarisation et la nécessité pour le peuple de s'autodéterminer sans attendre d'en savoir *suffisamment*. Bakounine se dresse d'une part contre l'emprise des savants et réhabilite d'autre part le savoir populaire sous la forme de l'expérience historique<sup>3</sup>. On trouve aussi, chez le syndicaliste Georges Sorel, une critique de l'idéologie du progrès, qui impose aux ouvriers de se soumettre à ceux qui

---

*Révolte et mélancolie, le romantisme à contre courant*, Paris, Payot, 1992 ; *Europe*, avril 2004, 900, « Le romantisme révolutionnaire ». Au cours de la même période, sur un registre différent, Eugène Huzar se fait quant à lui « critique progressiste du progrès ». Jean-Baptiste Fressoz, « Introduction » in Eugène Huzar, *La fin du monde par la science*, Paris, Ed. Ere, 2008 [1855, 1857], p.12.

1 Fedor Dostoïevski, *Les carnets du sous-sol*, Arles, Actes Sud, 1992 [1864, trad. du russe par André Markowicz].

2 Jean-Pierre Faye, Michèle Cohen-Halimi, *L'histoire cachée du nihilisme*, Paris, La Fabrique, 2008.

3 Mikhaïl A. Bakounine, « Sur la science », *Alliage*, 40, 1999[extrait de *Dieu et l'Etat*, 1882].

savent<sup>1</sup>. Son texte est à la fois dénonciation des mythes du positivisme et remise en cause du rôle de la science dans la structure sociale.

Mais cet avis critique sur la science est bâti en grande partie sur des conceptions rationalistes. On peut voir par exemple, dans un article d'une revue anarchiste au début des années 1950, que l'analyse critique de la science se fait souvent au nom d'une vision rationalisatrice et qu'elle ne fait que pointer les applications irrationnelles de la science. Pierre-Valentin Berthier dénonce en effet surtout le retard de la science sociale sur les sciences physiques, et l'*antiscience* qu'il évoque est le revers irrationnel de la science plutôt qu'un mouvement qui s'y oppose, de même que « *le christianisme portait en ses flancs l'Antechrist* ». Sa critique porte alors sur l'absurdité de certains systèmes bureaucratiques, même s'il montre que la logique scientifique elle-même peut conduire à cela, si elle est *mal* appliquée<sup>2</sup>. S'il peut donc exister une critique anarchiste de la science, c'est plus souvent au nom de la rationalité que contre elle.

Outre le romantisme, le nihilisme et l'anarchisme, porteurs de traditions de pensées diffuses, on peut identifier des périodes de l'histoire de France, au cours desquelles des critiques se font entendre plus régulièrement au sujet de la science. A l'exception des années 1970, la période où la contestation de la science a été la plus nette en France est sans doute le tournant du début du 20<sup>e</sup> siècle, avec le débat sur la « faillite de la science ». « *D'un point de vue des discours, la topique de la crise fleurit dès la fin du 19<sup>e</sup>, et envahit la perception de la science, ce qui est relativement nouveau, et en contradiction avec l'idéal d'avancement des savoirs.* »<sup>3</sup>. L'épisode le plus célèbre de cette période est le débat opposant Ferdinand Brunetière, directeur de *La Revue des deux mondes*, à certains de ses contemporains tenants du positivisme, comme Berthelot, à partir de janvier 1895<sup>4</sup>. La critique de Brunetière est d'abord de l'ordre d'une déception : la science n'aurait pas tenu les promesses du positivisme, pour lequel le progrès social et moral résulteraient du progrès technique. Il appuie sa critique notamment sur la production d'armement et sur les conditions de travail difficile de certaines catégories apparues avec la révolution industrielle. La seconde dimension de sa critique est

---

1 Georges Sorel, *Les illusions du progrès*, Paris, L'âge d'homme, 2007 [1908].

2 Pierre-Valentin Berthier, « Scientisme et antiscience », *Pensée et Action*, 43, janvier 1951, p.1-5.

3 Anne Rasmussen, « Critique du progrès, « crise de la science » : débats et représentations du tournant du siècle », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, 14, 1996, p.89-113.

4 Ferdinand Brunetière, "Après une visite au Vatican", *Revue des deux mondes*, 127, 4<sup>ème</sup> période, janv./fév. 1895, p. 97-118 ; voir Pierre Thuillier, « Un débat fin de siècle : la faillite de la science », *La Recherche*, 234, 1991.

métaphysique : la science n'a pas permis d'éclairer l'homme sur ses origines et sur les raisons de son existence. Par conséquent, il est impossible de fonder une nouvelle morale sur la science, tandis que celle-ci prétendait remplacer la religion.

Dominique Lecourt note que le débat engendré par Brunetière fait écho au discours tenu, dès 1883, par l'écrivain Paul Bourget, ancien disciple de Taine, sur la « *banqueroute de la science* »<sup>1</sup>. D'autres auteurs y donnent suite. Romain Rolland inaugure par exemple dans *Les loups* en 1898 l'usage péjoratif du terme « scientisme »<sup>2</sup>, terme repris en 1914 par Jacques Maritain dans *Antimoderne*<sup>3</sup>. Certains auteurs, tels que Claudel, Péguy ou Daudet critiquent ainsi le matérialisme qui constitue une force d'oppression, tandis que chez d'autres (Bouglé, Renan à la fin de sa vie<sup>4</sup>, Brunetière), c'est la thématique de la déception qui domine<sup>5</sup>. Les griefs tenus à la science sont donc divers<sup>6</sup>, mais l'objet commun du débat est essentiellement le progrès promu par les positivistes<sup>7</sup>.

L'oeuvre de Henri Bergson permet de faire le lien entre la vague de réflexion sur la « crise du progrès » qui voit le jour dans les milieux intellectuels à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et ses prolongements dans le champ philosophique. Georges Friedmann y voit même l'expression la plus typique du mouvement de « *critique sceptique de l'intelligence et de la science (lui-même inséré dans la vaste critique du Progrès)* »<sup>8</sup>. Il explique que Bergson sert à la fois d'inspiration, pour Georges Sorel par exemple, et de repoussoir, à Brunetière et Maurras. Cependant, la réflexion bergsonienne reste peu politique, et tend surtout à une réhabilitation

- 
- 1 Dominique Lecourt, « L'idée française de la science », Communication à l'Académie française des sciences morales et politiques, 14 mai 2001, [en ligne]. Pour ses liens avec Paul Bourget, mais aussi Charles Maurras, Maurice Barrès, la critique de la science au tournant du siècle manifeste sa proximité avec des courants de pensée conservateurs analysés par ailleurs par Zeev Sternhell, *Les anti-Lumières, du 18<sup>e</sup> siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006.
  - 2 La pièce lui donne l'occasion de critiquer le désir de pouvoir des hommes de science (à travers le personnage de Teulier) qui « *assimilent leurs intérêts à ceux des grandes idées dont ils se croient les représentants* ». Néanmoins elle est à l'honneur de Teulier, qui sacrifiera sa vie pour rétablir la vérité.
  - 3 François Boituzat, « Scientisme », in Dominique Lecourt (dir.) / *Dictionnaire d'histoire et philosophie des sciences*, Paris, PUF, 1999.
  - 4 Georges Friedmann, *La crise du progrès ; esquisse d'histoire des idées 1895-1935*, Paris, Gallimard, 1936, p.43-44.
  - 5 Anne Rasmussen, « Critique du progrès, « crise de la science » : débats et représentations du tournant du siècle », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, 14, 1996, p.89-113.
  - 6 Voir en particulier Mark Sedgwick, *Against the modern world. Traditionalism and the secret intellectual history of the twentieth century*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2004.
  - 7 L'une des manifestations de ce discours de crise, après la deuxième guerre mondiale, est le livre de Georges Bernanos, *La France contre les robots*, Paris, Livre de poche, 1999 [1947]. Sur le lien entre technicisme et étatisme : Jean-Louis Loubet del Bayle, « Georges Bernanos, une crise de civilisation », *L'illusion politique au 20<sup>e</sup> siècle, des écrivains témoins de leur temps*, Paris, Economica, 1999.
  - 8 Georges Friedmann, *La crise du progrès*, Paris, Gallimard, 1936, p.47 ; Suivant une ligne philosophique proche, les travaux d'Emile Meyerson ont récemment fait l'objet d'une étude : Frédéric Fruteau de Laclos, *L'épistémologie d'Emile Meyerson. Une anthropologie de la connaissance*, Paris, Vrin, 2009.

de la sensibilité par rapport à la technique, qui aura certes son importance dans les discours post-68, mais sans conduire à des innovations conceptuelles par rapport aux discours qui la précèdent (des romantiques aux critiques du progrès). Pour cette raison, la critique bergsonienne semble remplir un rôle moins important que Friedmann ne le lui promettait dans les années 1930.

C'est à travers les quatre principaux pôles du romantisme, du nihilisme, de l'anarchisme et de la contestation du progrès que la science et le progrès se trouvent mis en question. Mais les discours sur la science qui se démarquent du positivisme d'après-guerre ne sont pas uniquement des discours de critique. Il est en effet un important courant discursif d'après-guerre dont la principale caractéristique est d'être téléologique : le discours marxiste sur la science prolétarienne. Ce discours donne lieu à une réflexion sur la science qui propose une conception alternative de la science, tout en se réclamant du rationalisme et d'une tradition positiviste<sup>1</sup>. La réflexion marxiste, par des méandres expliqués ailleurs<sup>2</sup>, a conduit à la formulation de la revendication d'une science prolétarienne. Celle-ci fait débat en France à travers l'affaire Lyssenko et en particulier l'article de Jean-Toussaint Desanti auquel elle donne lieu<sup>3</sup>. Cet article postule l'existence de deux sciences, notion qui reviendra régulièrement par la suite dans les textes sur la science au peuple. Cette conception définit la « vraie » science comme celle qui serait au service du peuple. Avec les débats sur la science prolétarienne, les militants communistes contribuent alors à la formulation d'une critique scientiste des sciences.

#### 4.b. Les modèles d'engagement politico-scientifique

Puisque c'est au confluent de multiples discours qu'apparaît la participation aux sciences et aux technologies, il faut enfin tenir compte des traditions d'engagement des chercheurs<sup>4</sup>. Il est alors nécessaire de présenter les traditions d'engagement des deux côtés de la Manche. Plus

---

1 Lucian Boia, *La mythologie scientifique du communisme*, Paris, Belles Lettres, 2000 ; sur le technicisme du marxisme et sa fonction de « technodiscours » et promotion de la technique : Dominique Janicaud, *La puissance du rationnel*, et surtout p.106-112, « Marx ou l'occasion manquée », Paris, Gallimard, 1985.

2 Dominique Lecourt, *Histoire réelle d'une science prolétarienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976.

3 Francis Cohen, Jean Desanti, Raymond Guyot, Gérard Vassails, *Science bourgeoise et science prolétarienne*, Paris, Ed. de la Nouvelle Critique, 1950 ; voir Renaud Debailly, *La science en procès, formes et évolutions de la critique radicale de la science en France*, Mémoire de DEA, Université Paris IV, 2005.

4 Pour une synthèse générale de cette évolution : Michel Pinault, « L'intellectuel scientifique : du savant à l'expert », p.229-254 in Michel Leymarie, Jean-François Sirinelli (dir.) / *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, PUF, 2003.

généralement, l'engagement des scientifiques avant les années 1970 repose sur la question de la responsabilité scientifique. Par ailleurs, il faut aussi tenir compte des modalités de l'engagement : l'association de scientifiques constitue l'un des éléments importants de cette tradition d'engagement.

### ***Le Visible College et la critique des sciences marxiste en Grande-Bretagne***

Un mouvement de critique de la science, dont le physicien John D. Bernal est la figure de proue, prend forme dans l'Angleterre des années 1930 et 1940. Le discours du « bernalisme » se situe entre exigence de contrôle du développement scientifique - mettre la science au service du peuple - et célébration des vertus du progrès par la science. L'historien Robert Nisbet va jusqu'à présenter ces scientifiques marxistes comme des apôtres du progrès par la science – tout en les distinguant du courant technocratique<sup>1</sup>.

Le *Visible College* naît au début des années 1930. La plupart de ses membres sont de véritables intellectuels de médias, ils interviennent sur la question des rapports entre science et société et s'impliquent dans des activités de vulgarisation<sup>2</sup>. Le *college* s'appuie sur un credo - le développement scientifique est étroitement dépendant de conditions sociales -, et formule un double projet : d'une part, l'Etat doit mieux contrôler ce développement, et d'autre part, les scientifiques ont le devoir de former des citoyens aptes à évoluer à une époque où les sciences jouent un rôle majeur<sup>3</sup>. La public joue un rôle annexe dans ce projet, puisqu'il s'agit d'une « *lourde masse* » qu'il faut « *éclairer* »<sup>4</sup>. Les bernalistes sont donc des défenseurs – typiquement marxistes - de la rationalité et d'une planification socialiste de la science, et se montrent opposés à la fois au positivisme et à l'antipositivisme<sup>5</sup>. Quelque peu mise à l'écart au début des années 1950, la pensée bernaliste effectue un retour dès les années 1960, à travers un héritage complexe et ambigu : Bernal est en effet reconnu comme un inspirateur

---

1 Robert Nisbet, *History of the idea of progress*, New York, Basic Books, 1980, p.306.

2 Par exemple : John B. S. Haldane, *La science en marche*, Paris, PUF, 1952 [trad. De l'anglais par Gilbert Gratiant] ; Lancelot Hogben *Mathematics for the Million*, London, George Allen & Unwin, 1936, Lancelot Hogben, *Science for the Citizen*, London, George Allen & Unwin, 1938, John D. Bernal, *The social function of science*, London, Routledge, 1939.

3 Gary Werskey, *The visible college*, London, Allen Lane, 1978.

4 Roger Sudre, « Préface » in Lancelot Hogben, *La science pour tous*, Paris, Payot, 1946 [1938, trad. de l'anglais par René Sudre], p.7.

5 Helena Sheehan, « J. D. Bernal, philosophy, politics and the science of science », *Journal of physics : conference series*, 57, 2007, "John Desmond Bernal : Science and Society", p. 29-39.

essentiel de la « science de la science » technocratique<sup>1</sup>, mais aussi des disciplines de sociologie et d'économie de la science. Par conséquent, les critiques plus radicales adressées à la science au début des années 1970 portent sur Bernal un regard critique, ce qui amène Jerry Ravetz à voir en lui un personnage tragique et l'un des derniers prophètes de l'histoire des sciences, dans la lignée de Condorcet et Bacon<sup>2</sup>.

### *Similitudes avec la situation française*

La situation anglaise n'est pas sans lien avec la situation française et à plusieurs reprises un dialogue s'est noué entre les deux pays, par l'intermédiaire de scientifiques engagés comme Paul Langevin, Frédéric Joliot-Curie, Louis Rapkine, Lucien Febvre<sup>3</sup>. Il existe donc aussi en France plusieurs chercheurs scientifiques dont l'action politique contribue à modeler les engagements ultérieurs. Paul Langevin, moins impliqué dans la réflexion sur la politique de la science – son combat est surtout antifasciste – est néanmoins considéré comme un modèle par Bernal<sup>4</sup>. Avec Jean Perrin (dont l'engagement s'inscrit directement dans l'imaginaire d'autorité morale du savant<sup>5</sup>), il s'implique sur le terrain de l'action collective : Langevin préside le comité d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, Perrin le cercle des Nations. Plus proche de Bernal idéologiquement, Irène Joliot-Curie publie en octobre 1935 un article sur *Science et économie* qui « stigmatise l'état de délabrement de la recherche scientifique française [...] et l'incapacité du système économique à satisfaire les besoins élémentaires »<sup>6</sup>. La recherche française connaît ainsi, dès l'entre-deux guerres, un courant politique de gauche, antifasciste, pacifiste et montrant de l'intérêt pour l'encadrement social de la science.

Mais l'engagement des scientifiques français a lieu sur la base d'une foi plus positiviste que socialiste. Michel Pinault écrit par exemple que selon Frédéric Joliot-Curie, « *tout part [...] de l'importance qu'il accorde à la préservation du patrimoine scientifique de la France et à*

---

1 Gary Werskey, « The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ? », *Science as culture*, 16, 2007/4, p.397-461.

2 Jerome R. Ravetz, "The Marxist Vision of J.D. Bernal", *The Merger of Knowledge with Power: Essays in Critical Science*, London, Cassell, 1990, cité par Gary Werskey, « The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ? », *Science as culture*, 16, 2007/4, p.397-461.

3 Patrick Petitjean, "Needham, Anglo-French Civilities and Ecumenical Science", p.152-197 in S. Irfan Habib and Dhruv Raina (eds.) / *Situating the History of Science: Dialogues with Joseph Needham*, New Delhi, Oxford University Press, 1999.

4 Patrick Petitjean, *Ibid.*

5 Christophe Charle, *Naissance des intellectuels, 1880-1900*, Paris, Ed. de Minuit, 1990 ; Micheline Charpentier-Morize, *Perrin, savant et homme politique*, Paris, Belin, 1997.

6 Michel Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, Paris, Odile Jacob, 2000, p.83.

la création des conditions d'un relèvement rapide à la fin de la guerre »<sup>1</sup>. C'est donc dans la perspective d'une défense de la science qu'il faut interpréter son engagement, comme celui de Langevin et Perrin<sup>2</sup>. Pour Frédérique Matonti, les deux composantes dominantes de cet engagement sont le pacifisme et la coopération à la mise en place d'une politique de la science<sup>3</sup>. La tradition de pacifisme positiviste semble initiée à l'entre-deux guerres, notamment à la suite d'initiatives comme celles de Paul Langevin, ou Jean Perrin, à la fois pacifiste et impliqué dans la vulgarisation et la diffusion de connaissances<sup>4</sup>. La coopération est quant à elle renforcée par Joliot et Bernal et s'appuie sur un imaginaire d'internationalisme scientifique vigoureux à partir de l'entre-deux guerres<sup>5</sup>.

### ***Internationalisme et responsabilité scientifique***

Cet internationalisme, qui conduit d'abord à des relations entre la *British Association for the Advancement of Science* et l'Association Française pour l'Avancement des Sciences, entre l'*Association of Scientific Workers* et « Jeune Science » dans les années 1930, amène surtout à la création d'une *Anglo-French Society of Sciences* en 1940 et de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS ou World Federation of Scientific Workers) en 1946<sup>6</sup>. Le travail de l'association, essentiellement anglo-française, est tourné vers la défense de la paix et des usages pacifiques de la science. Il s'inscrit ainsi dans un mouvement général d'appel à la responsabilité des savants et aux usages pacifiques du savoir scientifique.

L'autre versant de ce mouvement est le courant de critique des usages militaires du nucléaire. La première association officielle est l'*Association of Los Alamos Scientists*, formée le 30 août 1945 qui s'unira avec d'autres groupes pour former la *Federation of Atomic Scientists* et

---

1 François Pinault, *Ibid.*, p.232.

2 Dominique Pestre souligne ce positivisme, dont l'Union Rationaliste est un exemple élatant. Dominique Pestre, *Physique et physiciens en France, 1918-1940*, Paris, EAC, 1992 [1984].

3 Frédérique Matonti – « Joliot-Curie et l'engagement politique des scientifiques de son temps », *Œuvre et engagement de Frédéric Joliot-Curie*, Les Ulis, EDP Sciences, 2001.

4 Bernadette Bensaude-Vincent, *Langevin : science et vigilance*, Paris, Belin, 1987 ; Paul Langevin, *Propos d'un physicien engagé. Pour mettre la science au service de tous*, Paris, Vuibert, 2007 [textes présentés par Bernadette Bensaude-Vincent] ; André Jaeglé, « La responsabilité sociale des scientifiques : naissances et renaissances d'une vieille idée », *Œuvre et engagement de Frédéric Joliot-Curie*, Les Ulis, EDP Sciences, 2001.

5 Patrick Petitjean, "The Joint Establishment of the World Federation of Scientific Workers and of UNESCO After World War II", *Minerva*, 46, Juin 2008/2, p.247-270.

6 Michel Pinault, « Experts et/ou engagés ? Les scientifiques entre guerre et paix, de l'UNESCO à Pugwash », p.235-250 in Jean-François Sirinelli et Georges-Henri Soutou (dir.) / *Culture et guerre froide*, Paris, Presses Universitaires de la Sorbonne, 2008.



publiera la revue *Bulletin of atomic scientists*<sup>1</sup>. La figure de proue du mouvement est Robert Oppenheimer, lui-même fortement influencé par les conceptions de Niels Bohr, qui voit dans l'atomisme la clé d'un nouvel internationalisme et l'enjeu d'un contrôle pacifique du développement scientifique et technique<sup>2</sup>. Dans les années 1950, l'appel Russell-Einstein (9 juillet 1955) aboutit au mouvement Pugwash, en 1957<sup>3</sup>. Cette prolifération de mouvements entraîne l'inflation du discours sur les responsabilités morales des scientifiques, comme l'illustre la première conférence sur « les responsabilités morales des scientifiques » organisée par l'Association of Scientific Workers le 17 février 1945 à Londres, à laquelle Bernal et Blackett participent<sup>4</sup>. Les savants ont alors acquis, avec Hiroshima, de nouvelles responsabilités politiques qu'ils exercent à travers un travail croissant d'expertise critique<sup>5</sup>. Cette vision de la responsabilité des savants est néanmoins distincte de celle qui se construira dans les années 1970 : elle repose sur une volonté d'indépendance et sur une conception scientifique du savoir dont les militants de la fin des années 1960 se déferont en partie.

### *Associations de scientifiques*

Mais l'engagement politique des scientifiques ne se résume pas à l'antifascisme, au pacifisme et à l'internationalisme. Trois autres formes d'engagement peuvent être retenues : les associations « technocratiques », d'ambition générale, les associations réformistes de politique de la science et les associations de protection de la profession scientifique. Les associations du premier type (technocratique) sont parfaitement illustrées par les « Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale » (J.E.U.N.E.S) actifs dans les années 1930 et ayant publié *Libération par l'abondance* et *Libération par la technique et la science* au cours de l'année 1938 et après la guerre. JEUNES a été formé en 1934 après un appel de Jean Nocher dans *L'œuvre*. L'association, très active, veut accélérer les réformes du Front Populaire vers le collectivisme<sup>6</sup>. Elle est marquée par le socialisme, l'antifascisme et un goût technocratique qui la rendent proche de l'économie distributive incarnée à l'époque par

---

1 Michel Pinault, « Les atomistes américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis (1945-46) », *Le temps des médias*, 4, printemps 2005/1, p.101-113.

2 Charles Thorpe, *Oppenheimer, the tragic intellect*, Chicago & London : University of Chicago Press, 2006, chapitre 6 « Power and vocation ».

3 Pierre Thuillier, « De la science académique à la science critique » et « Pugwash, ou les jeux de la science et de la politique », dans *Jeux et enjeux de la science*, Paris, Robert Laffont, 1972.

4 Michel Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, Paris, Odile Jacob, 2000, p.372.

5 Soraya Boudia, « Naissance, extinction et rebonds d'une controverse scientifique. Les dangers de la radioactivité pendant la guerre froide », *Mil-neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, 25, 2007, p.157-170.

6 Olivier Dard, « La technocratie », p.883-890 in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique*, Paris, Hachette Littératures, 1999.

Jacques Duboin et sa revue *La grande relève des hommes par la science*. Après la guerre, le nom du mouvement se changera en *Mouvement du Socialisme de l'Abondance*.

Les associations du deuxième type (réforme des politiques de la science) sont nombreuses dans les années 1950 : l'AEERS (Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique) est créée en 1958, résultat direct du colloque de Caen. C'est cette association, animée par Lichnérowicz, Monod, Crémieux-Brilhac qui lancera les rencontres de Grenoble en octobre 1957 et de Dakar-Abidjan en décembre 1959. Cette association incarne pendant une dizaine d'années la volonté française de mise en place d'une politique de la recherche<sup>1</sup>. Il s'agit d'une association réformatrice et volontaire, qui promeut des initiatives et publie une revue, (*Expansion de la recherche scientifique*, no 1 en janvier 1959). Au moment du colloque d'Amiens sur l'école nouvelle, en mars 1968, Pierre Mendès France saluera le rôle de cette association en écrivant : « l'AEERS a contribué puissamment à explorer et à définir, à travers un libre dialogue, les voies de l'expansion scientifique et de la rénovation universitaire de notre pays »<sup>2</sup>. Le Mouvement national pour le développement scientifique (MNDS) créé par Marc Zamansky est un autre groupe de ce type (juin 1957)<sup>3</sup>.

Le troisième type d'association scientifique après-guerre est l'association de défense de la profession, rôle que remplira notamment l'Association des Travailleurs Scientifiques. Au milieu des années 1950, tandis que l'ATS est moribonde, le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques, créé en 1956, commence à prendre sa place<sup>4</sup>.

#### 4.c. Le renouveau des modèles d'intervention

Au tournant des années 1970, la plupart des pays industrialisés assistent à un renouvellement des « formules d'engagement », entendues ici comme ce qui constitue un engagement : instances de prise de parole militante, thématiques, modes d'action collective.

---

1 Jean-Louis Crémieux-Brilhac, « Pierre Mendès France, l'enseignement et la recherche », p.421-438 in François Bédarida, Jean-Pierre Rioux, *Pierre Mendès France et le ménédisisme, l'expérience gouvernementale et sa postérité*, Paris, Fayard, 1985.

2 Pierre Mendès France, message aux participants du colloque d'Amiens, 15 mars 1968, cité par Jean-Louis Rizzo, « Pierre Mendès France et la recherche scientifique et technique », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002.

3 Luc Rouban, *L'Etat et la science. La politique publique de la science et de la technologie*, Paris, Ed. du CNRS, 1988, p.97.

4 Le SNCS est créé en 1956 tandis que jusque-là n'existe que le Syndicat national indépendant de la recherche scientifique (SNIRS), créé en 1950, et seul syndicat représentant les chercheurs du CNRS.

## ***Renouvellement des modes de prise de parole***

La première caractéristique du renouvellement des formules d'engagement consiste en l'apparition d'un grand nombre d'instances de prise de parole. Les manières de prendre politiquement la parole se multiplient à partir de mai 1968 et sur ce plan le format « revue » va jouer un rôle important. La revue est depuis longtemps un instrument important de la vie intellectuelle française<sup>1</sup>, mais les années 1968 vont lui donner un statut particulier, en donnant jour à une multitude de publications militantes, souvent éphémères, mêlant à l'activisme traditionnel les ambitions d'une révolution formelle. Laurent Martin dresse au sein de cette nouvelle presse une double opposition entre les pôles « politique » et « contre-culturel », et les pôles « professionnel-commercial » et « amateur »<sup>2</sup>. Parmi les revues qui illustrent sans doute de la façon la plus marquée ce changement de ton, *Actuel* et *Charlie Hebdo* sont les plus célèbres publications sur l'axe « professionnel/contre-culturel », *L'idiot international* et *Politique hebdo* se situent sur l'axe « professionnel/politique », tandis que *Les cahiers de mai* et *La cause du peuple* sont plutôt du côté « politique/amateur » et *Vroutsch* du côté « amateur/contre-culturel ».

Les questions scientifiques et techniques sont aussi abordées par cette presse : c'est le cas de la revue *La Marge*, dont le premier numéro, publié en novembre 1972 sous les auspices de *Vroutsch*, à Strasbourg, est consacré au mouvement américain des *free clinics*. La revue *Tankonalasanté* aborde des thèmes comme la sexualité, le pouvoir médical et la santé, les discours sur la folie<sup>3</sup>. Mais c'est surtout par le biais de l'environnement que la science et la technique sont abordées. Les revues se multiplient, plus ou moins professionnelles (*The ecologist*, *Le sauvage*<sup>4</sup>), plus ou moins amateur (*Bulletin C*, *Le Courpatier*, *Nature et vie*). *La Gueule Ouverte*, lancée en 1972 par un journaliste de *Charlie Hebdo*, Pierre Fournier, jouera un rôle fédérateur pour les militants défenseurs d'une écologie politique d'extrême gauche et traite fréquemment du rôle de la science et de la technique.

---

1 Jean Baudouin, François Hourmant, *Les Revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

2 Laurent Martin, « La « nouvelle presse » en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième siècle*, 98, 2008/2, dossier « L'ombre portée de mai 68 », p.57-69.

3 Sur ce même thème, voir aussi *Les cahiers pour la folie*, inscrit dans le courant de l'antipsychiatrie.

4 Lancé par Alain Hervé (fondateur de la branche française des *Amis de la Terre*) après le succès d'un numéro spécial du *Nouvel Observateur* intitulé *La dernière chance de la Terre*.

### ***Nouveaux thèmes***

Mais les modes de prise de parole ne sont pas seuls à se renouveler : les thèmes sur lesquels portent les critiques formulées à partir de mai 1968 font aussi l'objet de modifications substantielles et d'innovations. Trois thèmes vont donner de l'importance ensuite à la science : les mutations du travail liées à la technologie, les excès du capitalisme industriel, la défense de l'environnement. Les mutations du travail liées à la technologie ont fait l'objet de critiques dès la révolution industrielle, l'illustration la plus célèbre de cette contestation étant probablement la vague de luddisme qui a affecté l'Angleterre au début du 19<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Mais les discours critiques sur le travail se renouvellent dans les années 1970, et les avancées technologiques sont plus fréquemment désignées comme des éléments problématiques et aliénants. On retient souvent pour illustrer cette réflexion la publication des *Dégats du progrès* par la CFDT en 1977. Le débat sur le travail n'est pas seul en cause : une série d'accidents liés aux risques du capitalisme industriel contribue à mettre en lumière les débordements de la consommation et du « progrès » à tout prix. Un deuxième thème, lié au premier, est donc celui des excès du capitalisme industriel. L'échouage du pétrolier Torrey Canyon, le 18 mars 67, marque durablement les esprits.

Le troisième thème est celui de la défense de l'environnement et de l'écologie. En France, l'un des premiers symptômes de cette explosion est la fortune médiatique de la campagne de Sauvegarde du parc naturel de la Vanoise entre 1969 et 1971<sup>2</sup>. Par ailleurs, la thématique de l'environnement fait l'objet d'un réel engouement médiatique entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1970, comme cela a été évoqué plus haut. L'écologie est un espace de réflexion protéiforme et riche, au sein duquel cohabitent des discours contradictoires, de l'écologie gestionnaire à la *deep ecology*. Les thèmes soulevés par la campagne de René Dumont en 1974 résument et synthétisent les travaux des différents laboratoires d'idées écologiques<sup>3</sup> : épuisement des ressources, la destruction de la nature, les pollutions et, déjà, les risques de modifications climatiques ; pillage du Tiers-Monde ; surpopulation ; urbanisation incontrôlée, génératrice d'une prolifération de voitures et d'autoroutes ; caractère

---

1 A voir : Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent, *Les luddites, bris de machine, économie politique et histoire*, Paris, Ed. Ere, 2006 ; Nicolas Chevassus-au-Louis, *Les briseurs de machines : de Ned Ludd à José Bové*, Paris, Seuil, 2006.

2 Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France. Chronique anthropologique d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003 ; sur la dynamique des publications écologistes dans les années 1970, Jean-Pierre Courtial, *La communication piégée*, Paris, Robert Jauze, 1979.

3 René Dumont, *La campagne de René Dumont et du mouvement écologique. Naissance de l'écologie politique*, Paris, Pauvert, 1974.

technocratique du pouvoir ; prolifération de la marchandise ; nécessité de l'auto-organisation et de la décentralisation.

Face à la science, l'écologie et la défense de l'environnement ne tiennent pas un discours unifié. Néanmoins, les milieux de l'écologie militante font émerger deux attitudes reprises dans le discours sur la participation. Premièrement, comme le fait remarquer Pierre Samuel au sujet des « Amis de la Terre », le consensus se fait sur la dénonciation des « *lacunes de l'information officielle* »<sup>1</sup>. L'exigence d'information et de transparence est plus grande à l'égard des institutions et des entreprises<sup>2</sup>. Une deuxième attitude, complémentaire de celle-ci, consiste non pas à demander « plus » de connaissances, mais à essayer de produire des connaissances « autres ». C'est le cas, aux Etats-Unis, du New Alchemy Institute fondé aux Etats-Unis en 1969 par John Todd, dont l'ambition est de produire une « nouvelle science »<sup>3</sup>.

### Controverses

La conjonction de ces thématiques va alimenter des controverses d'un nouveau genre, portant sur des questions scientifiques et techniques mais dans lesquelles le public joue un rôle conséquent, comme l'évoque Roger Heim au sujet de la Vanoise :

*« Ceux qui s'opposent à la dilacération du Parc de la Vanoise sont des hommes de science désintéressés, des ingénieurs et des techniciens aussi, qui savent et veulent vivre, parfois mais aussi des chasseurs [...], des sportifs [...], des jeunes [...] qui veulent vivre ailleurs que dans un chantier. Et j'y ajouterai encore, bien entendu, les artistes, les penseurs, les marcheurs, les promeneurs [...] ; bref, tous ceux qui vomissent les exagérations mécanisées de la vie dite moderne. »*<sup>4</sup>.

Il présente ainsi, à sa manière poétique, l'hétérogénéité des acteurs engagés dans la controverse. Mais si la protection de la nature contribue à la mobilisation d'un public aux compétences diverses, d'autres controverses des années 1970 posent de façon plus cruciale les enjeux de l'appropriation des questions scientifiques par le public : c'est le cas de la contestation du nucléaire, qui connaît une expansion importante au tournant des années 1970.

---

1 Pierre Samuel, *Histoire des Amis de la Terre, 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, [en ligne].

2 Béatrice Jalenques-Vigouroux, *Dire l'environnement : le métarécit environnemental en question*, thèse de doctorat, Université Paris 4, 2006.

3 Suzanne Peters y consacre quelques pages, "Organic farmers celebrate organic research : A sociology of popular science" in Helga Nowotny, Hilary Rose (eds.) / *Counter-movements in the Sciences, the sociology of the alternatives to Big Science*, Dordrecht, D. Reidel publishing company, 1979. Elle montre en particulier que les racines de la "nouvelle science" organique remontent aux années 1920, avec les travaux d'agronomie d'Albert Howard et l'anthroposophie de Rudolf Steiner.

4 Roger Heim, « L'affaire du parc de la Vanoise », *La Revue des deux mondes*, septembre 1969.

En France, la première manifestation nationale contre le nucléaire civil a lieu le 12 avril 1971 à Fessenheim, où 1500 personnes se rassemblent contre la construction d'une centrale. Les 10 et 11 juillet de la même année, 15000 personnes se retrouvent à Bugey pour manifester contre l'implantation d'une centrale, à l'appel de Pierre Fournier dans *Charlie Hebdo* et de l'association Bugey-Cobayes. Puis, en 1975, se constitue le Groupement Scientifique d'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN), pour répondre à un rapport du CEA et de l'IN2P3, (*La physique nucléaire en 1980*) produit dans la foulée du lancement du programme électronucléaire français, en 1974<sup>1</sup>. Ces manifestations et ces prises de parti rassemblent un public varié, du Collège de France au militantisme politique *post-68*. L'hétérogénéité des acteurs de la contestation du nucléaire implique la défense de thématiques variées, du prophétisme écologique à la lutte contre l'Etat.

### ***Nouveaux groupes, nouveaux modes d'intervention***

Le renouvellement des formules d'engagement dans les années 1970 correspond enfin à celui des groupes militants et des modes d'intervention, souvent rassemblés sous l'expression « nouveaux mouvements sociaux »<sup>2</sup>. L'aspect de ces nouveaux mouvements le plus caractéristique du discours sur la participation est le rôle donné au savoir dans l'engagement. Les différents groupes d'information qui se constituent, à partir de 1972, illustrent cette forme de militantisme<sup>3</sup>. Le Groupe d'Information sur les Prisons est issu d'un manifeste publié en février 1971 par Michel Foucault, Jean-Marie Domenach et Pierre Vidal-Naquet. L'ambition du groupe est de « « *faire savoir* » la prison à partir des savoirs individuels »<sup>4</sup>. Son existence est éphémère, mais il entraîne dans son sillage plusieurs groupes d'information (le Groupe Information Santé, créé en mai 1972, le Groupe Information Asile, le Groupe Information Justice, le Groupe Information Biologie)<sup>5</sup>. Le GIS et le GIA jouent notamment un rôle dans la

---

1 Sezin Topçu, « Nucléaire, de l'engagement « savant » aux contre-expertises associatives », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006, p. 249-256. Sur la naissance du GSIEN : Patrick Petitjean, « Du nucléaire, des experts et de la politique », *Mouvements*, 7, janvier-février 2000, p.19-26.

2 Voir par exemple Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

3 Philippe Artières, « 1972, naissance de l'intellectuel spécifique », *Plein Droit*, 53-54, mars 2002, [en ligne].

4 Philippe Artières, *Ibid.* ; Voir aussi : Philippe Artières, Laurent Quéro, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Le groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte, 1970-1972*, Paris, IMEC, 2003. Cette volonté de « faire savoir » et cette thématique de la transparence est présente aussi dans le milieu des médias : Jean-Claude Vernier (entretien), « Tout dire à des gens qui veulent tout savoir. L'expérience de l'Agence Presse Libération », *Médiamorphoses*, Hors Série « Les empreintes de mai 68 », mai 2008, p.161-168.

5 D'autres groupes s'inscriront dans cette volonté, comme les mouvements de critique du droit analysés par Liora Israël, « Un droit de gauche ? Rénovation des pratiques professionnelles et nouvelles formes de militantisme des juristes engagés dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, 73, 2009, p.47-72.

lutte pour l'avortement<sup>1</sup>. Le principe transversal de ces groupes est de rassembler des personnes « concernées » avec le désir de mettre en lumière des zones de pouvoir encore ignorées de la société. L'expression même « groupe d'information » explicite la forme de contestation privilégiée : une lutte contre le pouvoir par le savoir. Les groupes d'information dégagent ainsi la forme d'une intervention nouvelle dans l'espace public, qui vise à instituer les problèmes et les malaises sociaux<sup>2</sup> : l'expertise associative en voie de constitution, à travers la grève de Pennaroya qui soulève la question de la santé au travail, les travaux du CLISACT (Comité de Liaison et d'Information sur la santé et les Conditions de Travail) à l'initiative de recherches actions sur la pollution, les tribunaux populaires organisés par des groupes maoïstes afin de juger les responsables de catastrophes minières (Fouquières les Lens en 1970, Liévin en 1974) ou encore le groupe Produits Toxiques de la fédération chimie CFDT, qui mène des expertises associatives à partir de 1974<sup>3</sup>.

Comme on a pu le voir au cours de ce chapitre, l'espace discursif est traversé par des lignes de champ multiples. Toute tentative de dépasser le désordre apparent de cette polyphonie en l'ordonnant et en classifiant les discours n'est réalisée qu'après-coup, à la lumière des définitions contemporaines de la participation. Ces unités sémantiques n'ont en effet pas d'existence commune, en dehors de celle qu'elles vont acquérir au sein du régime discursif de la participation aux choix scientifiques. Borges aide à clarifier cette idée de recollection d'unités sémantiques éparses au sein d'un régime discursif donné, dans un court article intitulé *Kafka et ses précurseurs*. Après avoir énuméré des auteurs qui lui semblent annonciateurs de l'œuvre de Kafka, il explique :

*« Si je ne me trompe pas, les textes disparates que je viens de citer ressemblent à Kafka, mais ils ne se ressemblent pas tous entre eux. Ce dernier fait est le plus significatif. [...] Le fait est que chaque écrivain crée ses précurseurs. Son apport modifie notre conception du passé aussi bien que du futur. »<sup>4</sup>.*

---

1 Sandrine Garcia, « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 158, juin 2005/3, p.96-115 ; Jean-Paul Gaudillière, « Intellectuels engagés et experts : biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006, p. 239-248.

2 Bastien François, Erik Neveu, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », p.13-58 in Bastien François, Erik Neveu (dir.) / *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, p.44.

3 Fondation Sciences Citoyennes, *L'expertise et la recherche associative et citoyenne en France, esquisse d'un état des lieux*, Rapport coordonné par Claudia Neubauer, février 2004, [en ligne].

4 Jorge Luis Borges, « Kafka et ses précurseurs », *Œuvres complètes I*. Paris, Gallimard, 1993 [ed. établie par Jean-Pierre Bernès].

De même que Kafka crée ses précurseurs, le discours participatif crée ses prédiscours autant qu'il est produit par eux. Par conséquent, le désordre spatial du champ des discours sur la science ne peut être ordonné qu'à partir de la conception du régime discursif de la participation qui apparaît dans les corpus. On considère que les cadres prédiscursifs du discours participatif ne le sont qu'en tant qu'ils ont été saisis dans la production d'un phénomène qui leur donne un sens commun. Les opérateurs de cette saisie et de la recomposition des unités sémantiques sont les pôles militant, technocratique et académique.

## 5. Pôles discursifs, opérateurs de réagencements

Produits et producteurs de la rencontre de ces quatre champs de discours (science, représentations générales, propositions de formes du monde, modèles d'intervention), les pôles discursifs vont tisser des formes discursives et opérer une trouée dans l'ordre du discours, fabriquant le discours de la participation aux choix scientifiques et technologiques.

### 5.a. Pôle militant : contestations

Autour de mai 1968, le champ scientifique n'est pas épargné par les mouvements de contestation<sup>1</sup>. Différents mouvements apparaissent dans plusieurs pays, réunis sous l'expression « *radical science movement* »<sup>2</sup>. L'application de la notion de pôle discursif à ce courant permet de montrer l'homogénéité des discours produits par ces différents groupes, tout en préservant leur pluralité et leur atomisation. Gary Werskey présente ce nouveau mouvement de contestation comme un mélange de marxistes francfortiens et de gourous contre-culturels qui aboutit à l'idée que la science produit essentiellement de la domination et du pouvoir. Plus généralement, cette critique s'articule autour du sentiment d'une coupure entre besoins sociaux et productions scientifiques, des regrets d'Oppenheimer sur la bombe atomique et du mot d'ordre d'un engagement collectif sur les savoirs produits<sup>3</sup>.

---

1 Everett Mendelsohn, « The politics of pessimism science and technology circa 1968 », p.151-174 in Yahron Ezrahi, Everett Mendelsohn, Howard P. Segal (eds.), *Technology, pessimism and postmodernism*, Dordrecht, Kluwer, 1994.

2 Hilary Rose, Steven Rose, « Radical science and its enemies », *Socialist Register*, 16, 1979, p.317-335 ; Jon Beckwith, « The radical science movement in the United States », *Monthly Review*, July-August 1986 ; Brian Martin, "Directions for liberation science", *Philosophie and Social Action*, 26, janvier-juin 2000/1-2, p.9-21.

3 Jon Beckwith explique par exemple qu'il a construit son engagement sur deux choses à la fin des années 1950 : les regrets d'Oppenheimer et la publication de l'ouvrage de Charles Snow, *The two cultures*. Jon Beckwith, *Making genes, making waves*, Cambridge, Harvard University Press, 2002.



## En France

Les premiers événements qui marquent l'apparition de ce mouvement en France ont lieu à la fin des années 1960, avec l'application de modes de contestation traditionnels au laboratoire : une grève démarre en février 1969 dans le laboratoire dirigé par Louis Leprince-Ringuet à l'école Polytechnique. Le 13 janvier 1970, la contestation prend un autre tour lorsque Jean-Marc Lévy-Leblond entame une critique idéologique de la science dans le discours qu'il délivre à la remise du prix Jean Thibaud de l'académie de Lyon<sup>1</sup>. Dès lors, de nombreuses actions sont menées en France qui concordent à l'élaboration d'un pôle de critique des sciences. Une double dynamique de gauchisation et de critique du scientisme gagne les milieux scientifiques entre 1968 et le milieu des années 1970. La montée d'une mouvance gauchiste<sup>2</sup> (la « tendance 1 ») au sein du SNCS fait de ce syndicat, entre 1968 et 1972, le lieu d'une réflexion radicale sur la recherche scientifique<sup>3</sup>. En parallèle, le SGEN (CFDT) monte en puissance aux dépens du SNCS, autre symptôme du succès rencontré par les thématiques gauchistes et l'autogestion. Différents domaines scientifiques sont affectés par la critique des sciences, mais c'est en physique et en biologie que les mouvements ont été les plus dynamiques : en physique, autour de la question du nucléaire, et en biologie, autour de celle des conditions de travail et de la surspécialisation des tâches<sup>4</sup>.

Le pôle de critique des sciences s'exprime à travers des revues, des ouvrages et des actions collectives<sup>5</sup> - le GSIEN (Groupement Scientifique d'Information sur l'Energie Nucléaire), le GIB (Groupe Information Biologie), le collectif amiante de Jussieu<sup>6</sup>. La thématique centrale du pôle discursif de la critique des sciences semble être la « *volonté renouvelée de faire descendre la science sur la place publique* » et de permettre la pratique d'une « science du peuple », même si les thématiques abordées sont variées. Parallèlement aux activistes les plus radicaux du courant de la science au peuple, des manifestations culturelles sont organisées qui

---

1 Jean-Marc Lévy-Leblond, « Adresse à l'Académie de Lyon », *Les temps modernes*, 288, juillet 1970, p.131-136.

2 Sur l'importance des gauchismes au cours de cette période : Isabelle Sommier, « Les gauchismes », p.295-305 in Dominique Damamme *et alii* (dir.) / *Mai-Juin 68*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2008.

3 Renaud Debailly, thèse sur la critique radicale de la science, en cours de préparation. Le SNCS sera ainsi dirigé par Francis Baillly jusqu'en 1970, puis par Georges Benguigui ensuite.

4 Jon Beckwith fait remarquer que la contestation a été particulièrement vive en biologie moléculaire. Jonathan R. Beckwith, *Making genes, making waves*, Cambridge, Harvard University Press, 2002. Le GLACS insiste en revanche sur la « crise de la physique ». Michel Crozon, Nathalie Heinich, Colette Loustalet, André Martin, « L'animation culturelle scientifique et technique en France, 1969-1980 », *Bulletin du Groupe de Liaison et d'Action Culturelle Scientifique*, 15, septembre 1983.

5 Alain Jaubert, Jean-Marc Lévy-Leblond, *(Auto)critique de la science*, Paris, Seuil, 1973 rassemble des textes évoquant les premiers actions de la critique des sciences.

6 Francis Chateauraynaud, Didier Torny, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999, chapitre 4 « Les conflits des années soixante-dix (1970-1979) ».

promouvent un discours commun : mettre un terme à la séparation de la sphère sociale et de la sphère scientifique. Le chercheur scientifique est en effet invité à descendre de sa tour d'ivoire, comme lors du festival Aix Pop en 1973<sup>1</sup>.

### *A l'étranger*

Comme le signale Bernadette Bensaude-Vincent<sup>2</sup>, des mouvements de critique des sciences analogues au mouvement français ont existé dans de nombreux pays à la même époque. Relativement isolés les uns des autres, ces mouvements ont néanmoins entretenu des relations ponctuelles. En Belgique, le centre Galilée (créé en 1966) est à l'initiative de la critique des sciences mais avec des objectifs plus directement liés à des pratiques de vulgarisation. Aux Pays-Bas, la décennie 1960 donne lieu à une série de réflexions sur le rôle et les responsabilités de l'Université. A la fin des années 1960, la thématique des responsabilités sociales des Universités est acquise et aboutit aux premières « boutiques de sciences », dont les militants contestent la fonction « bourgeoise » de la science<sup>3</sup>. En Italie, la critique des sciences démarre d'une manière proche de la France<sup>4</sup>. Les deux principales villes de la contestation sont Rome et Naples. A Rome, Marcello Cini et Giovanni Ciccotti proposent de donner à la science des buts alternatifs à ceux que lui a attribués le « pouvoir du capital »<sup>5</sup> et la revue *Sapere* dirigée à partir de 1974 par Giulio Maccacaro cherche à définir ces buts. En parallèle, l'*Istituto Internazionale di genetica e biofisica* (IIGB) de Naples, créé en 1962 pour introduire une culture scientifique « à l'américaine » dans la recherche italienne, connaît d'importantes grèves et occupations en mai et juin 1969<sup>6</sup>.

- 
- 1 Marie Simone Detoef et Michel Crozon, « Les exemples du GLACS et de la « présentation scientifique au public » », Séminaire *Sciences, Communication et Société*, co-organisé par le C2SO (ENS-LSH) et le CRICS (Paris 7), séance du 21 janvier 2005.
  - 2 Bernadette Bensaude-Vincent, *La science contre l'opinion, histoire d'un divorce*, Paris, Seuil, 2003 [2000], p.175-180.
  - 3 Claudia Neubauer, *Quelques réflexions autour de la notion de « science citoyenne », l'exemple des boutiques de science aux Pays-Bas*, mémoire de DESS de Communication Information Scientifiques, Université de Paris VII, sept. 2002.
  - 4 LASER, *Valle Giulia e la luna. 1968-69, lotte dei tecnici e critica della scienza*, Roma, Laser, 2000.
  - 5 Giuliano Pancaldi, « The history and social studies of science in Italy », *Social Studies of Science*, 10, August 1980/3, p.351-374.
  - 6 Jon Beckwith, *Making genes, making waves*, Cambridge, Harvard University Press, 2002 ; Mauro Capocci, Gilberto Corbellini, « Adriano Buzzati-Traverso and the foundation of the International Laboratory of Genetics and Biophysics in Naples (1962-1969) », *Studies in History and Philosophy of Science Part C: Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences*, 33, September 2002/3, p. 489-513.

Aux USA, la contestation des sciences intervient après une décennie de renouveau du militantisme<sup>1</sup>. Un des pionniers de ce mouvement, le physicien nucléaire et activiste contre la guerre au Vietnam Charles Schwartz, essaye en 1967 d'introduire un amendement dans les statuts de l'*American Physical Society* (APS) qui permettrait 1% des membres d'appeler à un vote des membres sur toute question scientifique ou sociale. L'amendement est rejeté. En 1969, la situation est plus favorable à la contestation et se forment l'*Union of Concerned Scientists* (qui s'oppose à l'implantation de centrales nucléaires civiles) et *Scientists and Engineers for Social and Political Action* – contre la guerre du Vietnam – qui donne lieu au groupe *Science for the People* dès 1970. Ces deux groupes, avec l'appui de divers mouvements d'extrême gauche, mettent au point une grève de la recherche en mars 1969 au MIT, qui s'étend progressivement à d'autres universités<sup>2</sup>. D'autres groupes, comme « science for vietnam », « new world agriculture group », « technical assistance project » voient le jour, avec des visées antimilitaristes, internationalistes et environnementales.

En Grande Bretagne enfin, les contestations seront aussi importantes et polymorphes<sup>3</sup>. Gary Werskey estime que les mouvements émergent dans la même perspective de critique des applications militaires du savoir scientifique, notamment après des conférences, en 1967-68, sur la question du soutien de l'Etat aux recherches sur des armes chimiques et biologiques, même si c'est à travers d'autres thématiques que la contestation va perdurer. La *British Society for Social Responsibility in Science* est créée en avril 1969 à la *Royal Society*, en la présence de John Bernal, Joseph Needham, Hyman Levy. La BSSRS publie la revue *Science for People* et, alors que son objectif initial est de contester la critique des usages de la science, des tensions naissent rapidement en son sein entre ses franges marxistes (Robert Young, ou encore Hilary Rose et Steven Rose qui démissionnent en 1972) et libérales (John Ziman et Michael Swann quittent aussi la BSSRS pour fonder le *Council for Science and Society*). Le courant le plus radical de la critique de la science s'exprime alors, à partir de 1974, dans le *Radical Science Journal*, à l'initiative de David Dickson, Jonathan Rosenhead et Bob Young.

---

1 Au cours de cette décennie l'année 1968 va violemment remettre en question la distinction faite par les jeunes chercheurs entre recherche et engagement politique. Gary Werskey, « The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ? », *Science as culture*, 16, 2007, 4 p.397-461 ; Kelly Moore, *Disrupting Science, Social Movements, American Scientists, and the Politics of the Military, 1945-1975*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2008.

2 Gary Werskey, *Ibid.*

3 Jon Agar, « What happened in the sixties ? », *The British Journal for the History of Science*, 41, december 2008/4, p.567-600.

La revue *Undercurrents* est quant à elle destinée à un plus large public mais s'affirme comme « *the magazine of radical science and people's technology* »<sup>1</sup>.

### ***Une internationale ? Le mouvement LASITOC***

Etant donnés à la fois l'éclatement de ces mouvements et la transversalité de leur thématiques, on peut se demander s'il a existé une mobilisation « internationale » autour de ces thèmes. Le groupe LASITOC est sans doute celui qui se rapproche le plus d'un mouvement international de critique des sciences. Il se distingue des collectifs nationaux de critique de la science par un discours plus général sur l'écologie et l'environnement mais il présente certaines caractéristiques qui invitent à le rapprocher du pôle de critique des sciences.

LASITOC apparaît à l'été 1967 en Suède, alors que le camp d'été théosophique mondial qui s'y déroule défend le slogan "*Look at, Search in, Try Out Camp, LASITOC*". Les thèmes abordés au cours de l'université d'été sont sociaux, environnementaux et scientifiques et débouchent sur la création d'un comité de réflexion. Au cours des quatre années qui suivent, ce groupe international dont le noyau est constitué d'une dizaine de personnes de Suède, Grande Bretagne, France, Pays Bas et RFA se réunit tous les trimestres en réfléchissant aux liens envisageables avec les pays du tiers monde<sup>2</sup>. Au cours de l'été 1970, LASITOC organise à Imperial College à Londres une conférence sur les menaces et les promesses de la science qui rassemble des participants de trente pays et présente des interventions de Theodore Roszak, Robin Clarke, Jerry Ravetz, David Dickson<sup>3</sup>. Il en résulte d'abord un investissement dans la réflexion sur le rôle de la science dans la société, dans une perspective inspirée de Johan Galtung (scientifique norvégien pacifiste). Mais ses animateurs prennent aussi la décision d'organiser une manifestation parallèle à la conférence des nations unies sur l'environnement, prévue en 1972, afin de défendre une science alternative, centrée sur les problèmes environnementaux et le développement du tiers-monde.

A la fin de 1970 le groupe devient l'organisation Powwow, internationale bien que son noyau dur se trouve à Stockholm. Le fait que la conférence des nations unies soit prévue à

---

1 Sur les publications : Jerome Ravetz, « Anti-Establishment science in some British journals », p. 27-37 in Helga Nowotny, Hilary Rose (eds.) / *Counter-movements in the Sciences, the sociology of the alternatives to Big Science*, Dordrecht, D. Reidel publishing company, 1979.

2 Tord Bjork, *The emergence of popular participation in World politics – United Nations Conference on Human Environment in 1972*, Department of Political Science, University of Stockholm, 1996, [en ligne].

3 Peter Harper, « Transfiguration among the windmills », *Undercurrents*, 5, winter 1973, p.7-16.

Stockholm confère une position clé au Powwow car il devient rapidement certain que de nombreux militants viendront à Stockholm pour « participer » au Congrès. Le groupe prend donc en charge une partie de l'organisation. Un réseau nommé le *Oi committee* organise la venue de soixante-trois scientifiques afin de promouvoir une approche alternative des problèmes environnementaux en parallèle à la conférence de Stockholm. C'est ainsi qu'au moment de la conférence, les relations entre organisations militantes se trouveront dynamisées par la confrontation entre des militants et des scientifiques de nombreux pays<sup>1</sup>, sous l'égide d'organisations écologistes plutôt que d'organisations spécifiquement tournées vers la critique des sciences. De cette façon, on peut parler d'une internationale de la critique des sciences, mais celle-ci prend forme dans le cadre d'une réflexion environnementale.

## 5.b. Pôle technocratique : évaluations

Parallèlement à l'émergence du discours de critique des sciences, un deuxième pôle discursif se constitue, porteur d'un discours technocratique et gestionnaire de contrôle de la technologie - le *technology assessment*. Ce discours gestionnaire est produit à travers des organismes et des rapports (OCDE), des réunions et des comptes-rendus de réunions ministérielles (notamment au Conseil de l'Europe), des revues (*Futuribles*)<sup>2</sup>. Il aboutit en France à la création, en 1983, d'un Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST)<sup>3</sup>, sur le modèle de l'*Office of Technology Assessment* (OTA) nord américain, créé en 1972.

La naissance française du *technology assessment* est généralement attribuée à une double détermination : un discours construit tout d'abord en réponse aux contestations affectant les choix scientifiques et technologiques et ensuite en application de l'exemple américain de l'OTA. Les promoteurs de cette méthode d'évaluation eux-mêmes défendent cette lecture du *technology assessment*, à la fois *récupération* de la critique et *application* d'un modèle<sup>4</sup>. Mais

---

1 Peter Nilsson, *NGO involvement in the UN Conference on the Human Environment in Stockholm in 1972. Interrelations between intergovernmental discourse framing and activist influence*. Political Science, University of Linköping, 2003, [en ligne].

2 Béatrice Mousli, Corinne Roëls, « *Futuribles*, naissance et histoire d'une revue de prospective », *La revue des revues*, 20, 1995, p.105-116.

3 Loi n° 83-609, juillet 1983. Maurice Laurent, « Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques », p.125-146 in Norman J. Vig, Herbert Paschen (eds.) / *Parliaments and technology. The development of technology assessment in Europe*, Albany, State University of New York Press, 2000.

4 Voir par exemple : Jean-Claude Derian, André Staropoli, *La technologie incontrôlée ?* Paris, PUF, 1975.

L'évidence de cette double thèse de la récupération et de l'application laisse dans l'ombre les modalités concrètes de création de l'OPECST en France. Yannick Barthe, mettant en cause la thèse de l'application, montre que l'OTA joue en Europe aussi bien le rôle de contre-modèle et que, tout en étant une référence essentielle, il n'est pas appliqué fidèlement : il fait l'objet d'opérations de transfert et d'adaptation<sup>1</sup>. De même, la notion de « récupération » de la contestation laisse supposer un réflexe pavlovien des Etats : faire taire l'opposition en lui substituant un interlocuteur agréé. Cela conduit à naturaliser le mode de récupération lui-même, à sous-estimer la spécificité du lien entre la critique et sa réponse. Qu'en est-il précisément des influences de cette « réponse » à la contestation<sup>2</sup> ? Trois influences majeures se font sentir : l'expérience américaine, la réflexion menée dans le cadre de l'OCDE et les pratiques de prospective autour de problématiques environnementales.

### ***Origine étasunienne du technology assessment***

C'est d'abord aux Etats-Unis que le *technology assessment* prend forme<sup>3</sup>. Ce concept apparaît dans le contexte d'une contestation croissante de la technologie, d'une perte de confiance face au progrès technologique, et d'une exigence de responsabilité quant aux effets de ce progrès. La paternité du terme est attribuée par Jean-Claude Derian et André Staropoli à Emilio Q. Daddario, en 1964, alors que celui-ci est président du *Sub-Committee on Science, Research and Development of the Committee on Science and Astronautics* du Congrès américain<sup>4</sup>. En 1966, ce comité publie un rapport examinant plusieurs innovations technologiques et leurs conséquences néfastes, mais le premier document important concernant le *technology assessment* est une déclaration de Daddario au Congrès, en 1967, après le dépôt d'une proposition de loi qui encourageait l'étude du *technology assessment*. La *National Academy of Science* reprend en 1969 la déclaration de Daddario et assigne des tâches au *technology assessment*. Il serait en charge : 1) d'identifier le potentiel d'application de la recherche et de la technologie, 2) de promouvoir le transfert de celles-ci dans la pratique, 3) d'en évaluer les risques potentiels et 4) de les réduire au maximum<sup>5</sup>.

---

1 Yannick Barthe. « Comment traiter les débordements des sciences et des techniques ? Une brève histoire du « technology assessment ». », p.245-262 in Olivier Ihl (dir.) / *Les « sciences » de l'action publique*. Grenoble : PUG, 2006.

2 Claire Lobet-Maris, Benoît Kusters, avec la collaboration de Tien Nguyen, Yves Printz, « *Technology assessment* : un concept et des pratiques en évolution », *Technologies de l'information et société*, vol. 4, 4, 1992.

3 Christine Mironesco, *Un enjeu démocratique, le technology assessment, maîtrise de la technologie aux Etats-Unis et en Europe*, Genève, Georg, 1997.

4 « Sous-Comité pour la Science, la Recherche et le Développement », principal congrès en matière de politique scientifique à l'époque.

5 National academy of Science. *Technology : Processes of Assessment and Choice*, 1969.

La conception initiale nord-américaine du *technology assessment* fait donc une distinction nette entre la recherche et ses applications. Elle attribue au futur OTA un double rôle de mise en application et d'évaluation des risques présentés par une technologie. Il s'agit de promouvoir une recherche et des technologies plus efficaces, moins dangereuses, d'améliorer la circulation entre fondamental et appliqué. Il est peu question de la responsabilité de la science fondamentale et il est considéré comme évident que la technologie apporte du progrès (les risques sont perçus comme marginaux)<sup>1</sup>. Dans ce contexte intellectuel, l'OTA est créé en 1972 par les personnes qui en ont forgé la conception : son premier président est Emilio Daddario, jusqu'en 1977. L'OTA apparaît ainsi comme le modèle principal de la réflexion sur le *technology assessment* en France et dans le reste de l'Europe.

### ***Le technology assessment à l'OCDE<sup>2</sup>***

La réflexion sur le *technology assessment* s'inscrit en parallèle dans plusieurs années de travail sur les politiques scientifiques, menées en particulier à l'OCDE, et cette institution joue un rôle important dans la diffusion du discours évaluatif. En 1971, l'OCDE produit un rapport en ce sens, intitulé « Science, croissance et société, une perspective nouvelle ». Ce rapport, rédigé par le groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science, est dirigé par Harvey Brooks, doyen de la faculté d'ingénieurs et de physique appliquée de Harvard. Au cours de la décennie 1970, plusieurs rapports sont ainsi publiés sous l'égide de l'OCDE sur la question de l'évaluation sociale de la technologie. L'OCDE semble ainsi être l'acteur principal en France à défendre l'idée de la nécessité d'un *technology assessment*, et le principal vecteur des politiques de *technology assessment*.

### ***Technology assessment, prospective et problématiques environnementales***

Il existe enfin un lien fort entre les problématiques du *technology assessment* et celles de la prospective. En effet, si le *technology assessment* est considéré comme une activité d'évaluation des conséquences de l'adoption d'une technologie, la prospective s'en approche puisqu'elle tente de prévoir les développements sociaux des technologies. La prospective ne s'intéresse pas exclusivement aux sciences et aborde des questions plus vastes. Cependant,

---

1 Jean-Claude Derian, André Staropoli, *La technologie incontrôlée ?*, Paris, PUF, 1975.

2 Alexander King, « Scientific concerns in an economic environment : science in OEEC-OECD », *Technology in society*, 23, 2001, p.337-348.

une part importante des recherches touche aux problèmes du développement scientifique et technique. Par conséquent, il est peu étonnant que les milieux de la prospective aient porté un discours évaluatif. L'association Futuribles se fait par exemple le relais de l'ouvrage de Derian et Staropoli<sup>1</sup>. Plus généralement, au cours de ces années, *Futuribles* aborde régulièrement la question de la participation du public aux choix scientifiques technologiques. Très intéressée par la réflexion sur les choix démocratiques (et la démocratie prospective)<sup>2</sup>, elle intègre assez rapidement les choix scientifiques et technologiques à sa réflexion.

### 5.c. Pôle académique : investigations

L'existence du troisième pôle de discours s'ancre de la même façon que celle des deux autres dans les débats de l'époque sur le contrôle politique du développement scientifique et technique. Dès l'après guerre, comme cela a déjà été expliqué, un débat sur la politique de la science est entamé aux Etats-Unis et en Europe. Ces réflexions sont renforcées à partir du choc pétrolier de 1973, l'émergence d'un nouveau paradigme techno-économique<sup>3</sup>, et de nouvelles préoccupations pour la politique énergétique, mais dès les années 1960 d'importants travaux existent sur la politique de la science. Les productions discursives du pôle académique sont ensuite marquées, entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, par la rencontre entre discours critiques militants et discours technocratiques sur la science. Elles alternent ainsi entre volonté de contrôle et critique radicale.

#### *Dans le monde*

Le pôle académique, aux Etats-Unis, est profondément marqué par l'histoire de la politique de la science, bien qu'il existe un champ d'histoire et de sociologie des sciences avant la guerre<sup>4</sup>. Selon Gary Werskey, la prise d'importance des activités techniques et scientifiques se reflète à la fois dans la production d'idéologies dont la science est un élément central et dans l'apparition d'une nouvelle fonction : celle de l'analyste professionnel et académique de

---

1 Voir par exemple Jean-Claude Derian, « L'énergie nucléaire et l'exercice de la démocratie », *Futuribles*, 3, juillet 1975, p.205-212.

2 Voir par exemple Alvin Toffler, « La démocratie prospective », *Futuribles*, 7, été 1976, p.259-278 ; Peter C. Dienel, « Pour de nouvelles structures de participation », *Futuribles*, 7, été 1976, p.279-294.

3 Christopher Freeman, Carlota Perez, *The diffusion of technical innovations and changes of techno-economic paradigm*, Brighton, University of Sussex, SPRU, 1986.

4 Le travail de Robert Merton est l'un des premiers à relier les trois pôles science, technologie et société dans « Science technology and society in the seventeenth century England », *Osiris*, 4, 1938/2, p.360-632.



l'histoire de la science et des relations science-société<sup>1</sup>. Cette fonction, remplie au départ sur le mode de la courroie de transmission par des acteurs qui se font les promoteurs du progrès scientifique plus que ses analystes, fait émerger peu à peu une conscience professionnelle et des chercheurs prétendant se faire les interprètes privilégiés de la science et de son histoire. Selon David Hollinger, STS repose à cette époque sur une idéologie « guerre froide » de la science, à la fois scientiste et stratégique. La construction du champ STS est donc liée à ce discours initial sur la science empreint de normativité et d'idéologie. C'est dans la première moitié des années 1960 (entre 1962 et 1965) que ce premier champ STS est à son apogée, avec la publication de travaux qui s'éloignent du discours partisan par Derek de Solla Price, Don K. Price, Warren Hagstrom, Thomas Kuhn<sup>2</sup> et avec le soutien d'institutions prestigieuses comme le MIT<sup>3</sup>.

Puis il faut suivre, Gary Werskey les indique, une série de migrations de chercheurs américains en Angleterre. Jerome Ravetz<sup>4</sup> va à l'Université de Leeds, Robert Young à King's College (Cambridge) où, avec Piyo Rattansi, il organise en 1968 un séminaire d'histoire intellectuelle<sup>5</sup>. Gary Werskey et Steven Shapin intègrent la *Science Studies Unit* d'Edinburgh. Selon Werskey, cette expérience de déracinement joue un rôle dans l'émergence d'une critique des sciences en Angleterre. En parallèle, l'analyse de la science se consolide, avec la création du SPRU de Freeman entre 1963 et 1966.

### ***STS en France, entre technocratie et critique***

Le champ STS en France subit une évolution similaire, mais plus tardive qu'aux Etats-Unis et en Angleterre. Les historiens du domaine STS remontent principalement à Bachelard, Koyré et Canguilhem, comme figures fondatrices de la réflexion sur l'épistémologie des sciences<sup>6</sup>.

---

1 Gary Werskey, « The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ? », *Science as culture*, 16, 2007/4, p.397-461.

2 Derek J. de Solla-Price, *Little Science, Big Science*, New York, London, Columbia University Press, 1963; Don K. Price, *The scientific estate*, Cambridge, Harvard University Press, 1965; Warren Hagstrom, *The scientific community*, New York, Basic Books, 1965 ; Thomas Kuhn, *The structure of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962.

3 David Hollinger, « Science as a weapon in Kulturkampfe in the United States before and after World War II », *Isis*, 86, 1995/3, p. 440-454.

4 Jerome Ravetz, né en 1929 et de quelques années plus âgé que les autres, est marqué par une expérience de compagnon de route du parti communiste américain qui le rend plus proche du marxisme "classique".

5 Anna K. Mayer « I have been very fortunate... Brief Report on the BSHS oral history project : the history of science in Britain – 1945-65 », *British Journal for the History of Science*, 32, june 1999/2, p.223-235.

6 Geof Bowker, Bruno Latour, « A booming discipline short of discipline. Social Studies of Science in France », *Social Studies of Science*, 17, 1987/4, p. 715-748.

La domination de ces trois auteurs sur le plan intellectuel conduit cependant à mésestimer l'importance d'autres courants, comme la réflexion politique sur la science.

Pablo Kreimer propose d'autres racines de cette période<sup>1</sup>. Il relève tout d'abord le rôle préparatoire des clubs de réflexion comme le Club de Gif<sup>2</sup>, et le séminaire de Raymond Aron consacré à la politique de la science en 1963-64 et financé par la DGRST. S'ajoute à ces initiatives, dès le début des années 1960, l'enseignement de l'économie de la recherche et du développement au CNAM par Raymond Saint-Paul, également chargé de mission au service de la productivité du commissariat général du Plan<sup>3</sup>. Les recherches académiques de la science des années 1960 sont donc plutôt marquées par la politique – économique - de la science que par des approches critiques et militantes. Dans ce contexte, à la fin des années 1960, la recherche sur la science va progressivement s'autonomiser. La DGRST met en place une action de « recherche sur la politique de recherche », qui sera prolongée par une ATP (Action Thématique Programmée) du CNRS : « Recherche sur la Recherche ». Un peu après ces deux initiatives, une collaboration entre le CNRS et le MIT est mise en place sur la thématique « science et décision » dont la problématique est la suivante: « comment une avancée scientifique nouvelle a-t-elle un impact et sous quelle forme sur la société »<sup>4</sup>.

Les années 1970 sont riches d'initiatives heureuses pour la formation du champ STS. La décennie, ouverte par la publication de l'ouvrage de Jean-Jacques Salomon, *Science et politique*, voit en effet STS émerger sur plusieurs plans. D'abord, selon Kreimer, le 6<sup>e</sup> plan (1971-75) va constituer des groupes de travail sur la recherche. De plus, le réseau international Parex naît en 1970 d'initiatives engagées à la fin des années 1960<sup>5</sup> (entre l'OCDE et le SPRU). Deux groupes de travail sont formés : l'un sur les problèmes de technologie et de développement, l'autre sur l'histoire et la sociologie des sciences. La DGRST participe au financement de Parex. Au milieu des années 1970, PAREX décline et est remplacé par EAST (qui deviendra EASST en 1981). En parallèle, les années 1970 voient se

---

1 Pablo Kreimer, *Les études sociales de la S&T en France, essai de fondation d'un champ de recherche. Le programme « STS CNRS »*, mémoire de DEA, Paris, CNAM, 1992.

2 La première réunion du Club de Gif a eu lieu en décembre 1972. Le club « a pour vocation de réunir tous ceux qui sont engagés dans des recherches sur les conditions de développement de la science contemporaine ». *Le progrès scientifique*, 67, nov-déc. 1973, « Recherche sur la recherche en France : Le Club de Gif », p.3.

3 Julie Bouchard, *Comment le retard vient aux Français ? Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité. 1940-1970*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p.184-185.

4 Pablo Kreimer, *Les études sociales de la S&T en France, essai de fondation d'un champ de recherche. Le programme « STS CNRS »*, mémoire de DEA, Paris, CNAM, 1992.

5 Bernard-Pierre Lécuyer, *Les études historiques et sociologiques sur les sciences à l'échelle européenne : essai de bilan du projet PAREX*, Paris, miméo, 1974.

renforcer la conviction que les sciences sociales peuvent fournir des solutions à des problèmes de planification de la recherche. Edmond Lisle – directeur scientifique pour les sciences sociales entre 1974 et 1981- est représentatif de cette volonté<sup>1</sup>. C'est dans cette perspective qu'est créé, en 1980, le programme STS. L'objectif du programme est de « *financer des recherches et créer une communauté scientifique de chercheurs en sciences exactes et en sciences humaines travaillant sur les problèmes posés par le développement de la science et de la technologie dans les sociétés contemporaines.* »<sup>2</sup>

Il existe donc des liens entre la naissance institutionnelle des politiques de la science et la naissance académique du thème STS, entre 1945 et 1965. Mais un deuxième faisceau d'influences est celui qui unit la critique de la science à son analyse universitaire : des liens se tissent, au fil des années 1970, entre le *radical science movement* et certaines instances académiques, en Angleterre comme en France. Cet aspect sera analysé au chapitre 5.

Les trois pôles discursifs que sont le mouvement de critique des sciences, l'OCDE et le courant académique « science, technologie, société » ont repris et réagencé, chacun à sa manière, les multiples discours présentés au cours de ce chapitre, pour former un discours sur la participation. C'est la composition de ce discours sur laquelle la partie suivante se penche, à travers l'analyse successive de chacun de ces pôles discursifs et de la définition qu'ils donnent de la participation.

---

1 Edmond Lisle, « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 (Entretien avec Olivier Martin) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 7, novembre 2002.

2 CNRS, *Programme Science, Technologie, Société*, Paris, 1986, cité par Pablo Kreimer, *Les études sociales de la S&T en France, essai de fondation d'un champ de recherche. Le programme « STS CNRS »*, mémoire de DEA, Paris, CNAM, 1992, p.18.

## **PARTIE II**

### **Recompositions**

---

La première partie a prêté aux sciences sociales un objectif théorique - analyser la circulation du sens – qu'elle a proposé de mettre en pratique, en dressant la généalogie du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Les bases du travail empirique ont été posées avec l'analyse du contexte d'émergence de la participation. Ce contexte forme un paysage prédiscursif, les traits sémantiques relevés constituant un relevé topographique préliminaire. Sur cette strate sous-jacente au lieu de l'étude vient directement se déposer, à travers des recompositions, la notion de participation. Le décor ainsi campé, il est possible de se livrer au travail de désignation proprement dit, qui consiste à mettre en évidence les mécanismes de circulation du sens, de réagencement des traits sémantiques et de constitution du thème participatif.

La partie qui suit accomplit la première étape de cette entreprise de désignation, par l'analyse successive, au sein de chaque pôle, de l'émergence d'une conception de la participation. En recomposant les traits sémantiques du paysage prédiscursif, les trois pôles vont faire de cet espace le théâtre d'un échange de rôles et de fonctions, d'une réappropriation et d'un détournement des sens jusque-là prédominants, au profit d'une nouvelle compréhension du monde. De ce marivaudage sémiologique éclôt une pensée nouvelle des rapports sciences-société. Mais cette pensée est d'abord spécifique à chacun des pôles, car ceux-ci produisent trois définitions autonomes de la participation. La troisième partie analysera les mécanismes par lesquels ces définitions convergent, mais ces trois points de surgissement de la participation nécessitent en premier lieu des observations indépendantes.

Au seuil de cette partie de l'étude, deux remarques s'imposent. La première porte sur la nature des conceptions de la participation établies par les pôles. Chacun des trois chapitres de cette partie met en avant un point de surgissement de la notion de participation. Si les définitions observées diffèrent, elles possèdent cependant un point commun – elles ne vont pas sans un « reste » (de sens). Chaque point de surgissement donne en effet lieu à une idée fourchue de la

participation. D'un côté, une conception de la participation qui correspond à des représentations communément admises aujourd'hui (espace public, décision collective, délibération, coproduction de connaissances, etc.). De l'autre côté, une conception irréductible à cette définition – ce que l'on désigne comme le « reste » définitionnel, car non congruent à la généalogie de la participation. C'est dans ce reste que se trouvent les germes de la pluralisation du sens et le modèle de la politique expérimentale. Ces chapitres partagent un aspect essentiel : tous trois désignent les mécanismes d'apparition d'une politique participative et son ombre inséparable – l'expérimentation.

La seconde remarque concerne le refus d'appliquer une grille d'analyse commune aux trois pôles. Chacun a fait l'objet d'opérations distinctes et le cadre analytique est, par trois fois, adapté au corpus étudié. Ce refus d'adopter un mode opératoire systématique est motivé, pour reprendre les mots d'Arlette Farge, par la tension qui s'organise entre la passion de recueillir l'archive « *toute entière, de la donner à lire toute, de jouer avec son côté spectaculaire et son contenu illimité, et la raison, qui exige qu'elle soit finement questionnée pour prendre sens* »<sup>1</sup>. Il a semblé en effet qu'aborder chaque corpus dans une perspective spécifique constituait une manière de rendre justice à sa matérialité propre, au « *sens de sa forme* »<sup>2</sup>, tout en l'intégrant à un projet d'analyse général. L'ambition est ainsi d'articuler des objets et des études hétérogènes au souci de montrer leur convergence dans l'institution d'une norme du politique et de la communication. Mais pour être justifié, ce choix impose de préciser la posture adoptée par rapport à chaque corpus et d'en expliciter la raison.

Le pôle militant (publications militantes de critique des sciences) fait l'objet d'une analyse de contenu et d'une histoire des idées : l'enjeu est de reconstituer la logique de formulation et de défense du principe d'une science *du* peuple. L'histoire des idées est le privilège des objets en crise et c'est le cas de ce pôle : crise permanente qui force à démonter minutieusement une mécanique et un parcours – dont l'expression « la science au peuple » est la pièce maîtresse. Ce slogan utopique porte en lui de multiples revendications sur la lutte contre l'aliénation, l'implication individuelle, l'autonomie, la responsabilisation des pratiques scientifiques. Ces désirs politiques différents et parfois contradictoires ouvrent un espace d'émancipation et de revendications, mais ne définissent pas les conditions nécessaires à sa réalisation. Car la

---

1 Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p.22.

2 Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 2009 [1998], p.94-96.

particularité du pôle militant est d'élaborer une utopie, qui force la pensée à un écart, sans proposer les moyens de combler celui-ci : la science au peuple est encore une exigence sans dispositifs. La participation est en gestation dans ce discours – d'ailleurs, le terme lui-même apparaît peu, trop connoté par ses usages gaullistes.

Le pôle technocratique (rapports de l'OCDE) est analysé avec une plus grande distance, nécessaire pour observer le dispositif mis en place - car les rapports donnent à lire une entreprise de contrôle politique dans laquelle la participation devient un instrument de gouvernement. Une deuxième série de recompositions a donc lieu. A partir de la contestation des sciences, la réflexion technocratique sur la gestion des sciences adapte l'outil de l'évaluation à de nouvelles exigences et propose le recours à la participation comme outil d'aide à la décision. De ce fait, la participation perd ici le statut d'exigence floue qui lui était conférée par le pôle militant : elle correspond au contraire à une réflexion sur les dispositifs de gestion du public.

Le pôle académique est enfin abordé plus largement à travers l'analyse de postures éditoriales par lesquelles la sociologie des sciences prolonge l'activité militante de critique des sciences. Reprenant le style de l'exigence du pôle militant, pour en tirer des postures épistémologiques, la sociologie des sciences va faire exister la participation sur un mode encore différent. Le champ scientifique est présenté comme « ouvert » sur le reste de la société et la participation devient l'une des modalités de la pratique savante. La continuité du geste politique et du geste épistémologique permet ainsi de saisir l'existence d'une réflexion sur la participation et l'émancipation dans le pôle académique.

A travers ces trois séries de recompositions, trois formes de discours participatif émergent. La première est une exigence d'implication des individus à des fins d'émancipation. La deuxième est un recours à la participation comme instrument de gouvernement. La troisième élabore une conception nouvelle de la science en tant que pratique socialement diffuse et ouverte. On pourrait schématiser ces trois versions par une conjugaison : « nous voulons participer » (pôle militant), « vous devez participer » (pôle technocratique), « ils participent » (pôle académique). Mais comme on le verra, chacun des pôles laisse échapper d'autres conceptions, plus inhabituelles, de la participation, à travers une redéfinition des normes de la circulation des savoirs, de la décision et de la structure du monde social – ces définitions échappées forment un reste qui mènera plus loin à la métaphore expérimentale.



### **CHAPITRE 3**

#### ***La science au peuple ?***

#### ***Utopie participative et critique militante des sciences***

C'est à travers les interventions du pôle militant de critique des sciences que surgit la première forme du discours de participation aux choix scientifiques et techniques<sup>1</sup>. Ce pôle discursif reprend les thèmes de la responsabilité scientifique qu'il mêle aux exigences militantes apparues en 1968 et à la critique de l'aliénation technologique. De la recomposition de ces unités sémantiques se dégage une exigence politique nouvelle : la défense de l'égalité et la lutte contre l'aliénation imposent une science *du* peuple<sup>2</sup>. Le pôle militant met ainsi au point une conception de la pratique scientifique comme problème politique et opère une première conceptualisation de la participation aux choix scientifiques et techniques. L'histoire de cette émergence constitue l'objet du chapitre qui suit<sup>3</sup>.

L'objectif poursuivi est double. Il consiste, d'une part, à retracer l'apparition du slogan au sein de la réflexion critique et militante sur les sciences – à partir de quels usages, détournements et glissements de sens l'exigence d'une distribution égalitaire de la pratique scientifique s'est-elle manifestée ? Il consiste, d'autre part, à clarifier le statut de cette exigence dans les textes étudiés, et notamment son rapport à la notion de participation – quel sens revêt, pour les militants de la critique des sciences, le slogan « *la science au peuple* » ? Pour accomplir cette tâche, il faut refuser d'en rester à la surface des textes et sonder la construction qu'ils ont bâtie – c'est à ce prix qu'on pourra montrer l'importance du pôle militant dans l'élaboration d'un impératif participatif. En surface, il est vrai, les occurrences du terme « participation » dans le corpus étudié sont plutôt rares et ne justifient guère le statut privilégié qu'on lui confère. Mais une analyse plus approfondie montre que le rapport entre

---

1 Ce chapitre constitue la version développée d'une intervention aux journées d'étude *Généalogies de la démocratie participative* (8-9 février 2008, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Val de Seine) sous le titre « Critique des sciences et participation politique. Discours sur la science au peuple et notion de participation dans la France des années 1970 ». Qu'Andrée Bergeron, Francis Chateauraynaud et Jean-Paul Gaudillière soient ici remerciés pour leurs remarques à cette occasion.

2 En centrant l'analyse sur la notion de « science du/au peuple », ce chapitre prend le parti de laisser de côté la diversité des actions menées par le pôle militant pour comprendre les rouages de la construction d'une exigence politique nouvelle.

3 Les analyses de ce chapitre s'appuient principalement sur deux opérations de relevé 1) des énoncés sur le thème de la collectivisation de la production du savoir, 2) des énoncés sur le thème de la vulgarisation et de la diffusion des connaissances. Voir Annexe 2.B, 1.a.2 et Annexe 2.B, 1.a.3.



militantisme et participation dans l'après-68 et plus complexe que ne l'affirme Xavier Vigna lorsqu'il écrit :

*« La participation relève [...] du vocabulaire et du projet gaullistes, contre lesquels les étudiants et les ouvriers se soulèvent en 1968. S'il y a bien une exigence de démocratisation dans les années 68, elle ne relève pas de la participation »<sup>1</sup>.*

Si l'on peut suivre Vigna sur sa première affirmation, la seconde doit être nuancée. La participation relève du vocabulaire gaulliste mais cela n'implique pas mécaniquement que l'exigence de démocratisation des années 68 ait lieu hors de toute volonté de participation. L'analyse du corpus fait plutôt apparaître un malaise dans la critique des sciences, partagée entre le désir d'affirmer des valeurs participatives et le refus de recourir au terme de participation. Cette tension entre la présence sémantique de la participation dans les revues de critique des sciences et l'obstacle signifiant constitué par le terme même de participation se retrouve à plusieurs reprises, notamment à travers l'usage des guillemets ou l'affirmation que *« si on participe, il faut se débrouiller pour ne pas être « récupérés » »<sup>2</sup>*. L'analyse doit donc porter en priorité sur l'architecture politique participative qui se dégage du discours militant, ce qui implique une analyse interprétative de l'apparition du discours sur la science au peuple. On peut ajouter que l'enjeu d'une telle étude a partie liée avec une histoire des idées qui relève non pas de l'analyse de textes canoniques mais d'*« une enquête sur les discours politiques changeants dont les sociétés se servent pour se parler à elles-mêmes »<sup>3</sup>*.

Pour cette raison, le corpus retenu n'est pas constitué de textes philosophiques ou politiques célèbres, mais se compose des principales revues militantes de critique des sciences publiées au cours des années 1970 : *Survivre*, *Labo-Contestation*, *Impascience*. La revue *Porisme*, publiée en 1966-67, s'ajoute à ce corpus car elle permet d'observer une amorce de critique avant mai 68 et offre un point de comparaison pertinent pour analyser la formation du discours sur la science au peuple. Toutes ces revues sont animées par de jeunes chercheurs scientifiques, mais elles s'inscrivent dans le cadre d'une réflexion critique et militante sur les sciences. A ce titre, elles s'inscrivent en dehors d'un cadre universitaire et académique. Une courte présentation de chaque revue permettra au lecteur de mieux saisir les enjeux des

---

1 Xavier Vigna, « Clio contre Carvalho. L'historiographie de 68 », *Revue Internationale des Livres et des Idées*, 5, mai-juin 2008, p.18.

2 « Les raisons d'un échec », *Labo-contestation*, 3, décembre 1970-janvier 1971, p.28.

3 Quentin Skinner, *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Seuil, 2000 [1998, trad. de l'anglais par Muriel Zagha].

analyses qui suivent et de mesurer l'influence de mai sur ces pratiques éditoriales originales, tant du point de vue formel que thématique<sup>1</sup>.

La revue *Porisme* est lancée en 1966, pour relayer les travaux menés au sein du Centre National des Jeunes Scientifiques (CNJS-créé dans le courant de l'année 1965). Diffusée en 1966 et 1967, elle prend fin avec le numéro double 4/5. Elle témoigne des débuts d'une prise de conscience critique « alternative » dans les milieux scientifiques. *Labo-contestation* est une revue militante principalement basée à Lyon, dont six numéros paraissent entre 1970 et 1972. Elle insiste sur les positions subalternes dans le laboratoire et développe principalement une critique de l'exploitation. La revue *Survivre* est sans aucun doute celle du corpus qui a bénéficié de la plus large diffusion (jusqu'à 15000 exemplaires), quittant la confidentialité du milieu des chercheurs engagés pour toucher un public plus large, par son engagement aux côtés du mouvement anti-nucléaire naissant et grâce au soutien de personnalités comme le journaliste Pierre Fournier. Le mouvement *Survivre* et la revue du même nom sont fondés en juillet 1970. La revue sera publiée jusqu'en 1975, le numéro 19 étant le dernier. Enfin, *Impascience* constitue à plusieurs égards l'aboutissement de ces années de critique des sciences interne au champ scientifique. Avec 7 numéros, dont un double, publiés entre 1975 et 1977, c'est la dernière revue de critique des sciences publiée dans les années 1970. De toutes les revues, *Impascience* est celle dont le travail théorique est le plus abouti, ouvrant directement la voie de la « nouvelle » sociologie des sciences qui se constitue en France au tournant des années 1980.

Après une présentation des caractéristiques du pôle formé par ces revues, le chapitre emprunte un parcours diachronique et se penche successivement sur chaque revue, afin d'évaluer ses apports et de retracer plus généralement l'émergence de l'exigence d'une science du peuple. La revue *Porisme* pose les bases de ce discours, en forgeant l'analogie entre engagement scientifique et engagement ouvrier. Après 1968, *Labo-contestation* reprend les affirmations de *Porisme* et les radicalise, en prolongeant l'analogie du monde scientifique et du monde ouvrier et en superposant le monde du laboratoire à celui de l'atelier et de l'usine. *Survivre* et *Impascience*, enfin, développent la notion de « science au peuple ». A travers ces différentes conceptions apparaît une première définition de la participation, caractérisée par son utopisme.

---

1 Ce sous-corpus est détaillé plus longuement en Annexe 1.A.

## 1. La dynamique contestataire

### 1.a. Caractéristiques

Les caractéristiques du courant de critique des sciences qui se forme en France autour de 1968 sont difficiles à établir précisément, tant il est protéiforme. Il se compose principalement de jeunes chercheurs ou personnels du monde de la recherche. La plupart des domaines sont concernés : au gré des groupes, les acteurs sont physiciens, mathématiciens, ou biologistes – le monde de la chimie reste en retrait. Certains occupent des situations de grande légitimité dans le champ scientifique (le mathématicien Alexandre Grothendieck, le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond), tandis que d'autres se trouvent dans des positions subalternes. Malgré cette disparité, les acteurs sont réunis par la frustration face au décalage entre leurs aspirations scientifiques et le fonctionnement concret de l'institution scientifique.

Si les caractéristiques de la critique des sciences, en tant que mouvement, sont difficiles à établir, celles du « pôle discursif » sont en revanche plus homogènes. Il faut d'abord évoquer le poids déterminant de Mai 68, qui apparaît comme une véritable matrice discursive pour ce pôle, sur le plan essentiel du rapport à la parole scientifique<sup>1</sup>. C'est dans la parole que se joue la crise de Mai et nombreux sont les observateurs qui ont vu en Mai 68 un vecteur de libération de la parole : Michel de Certeau, dès 1968, fait de la prise de parole et de sa libération une caractéristique essentielle du mouvement<sup>2</sup>. Le premier élément de cette libération de la parole est dans le renouvellement des instances éditoriales et des pratiques de diffusion. Se trouvent promues des formes irrévérencieuses, autorisant une certaine vulgarité, et surtout se multiplient les instances de prise de parole, publications et revues, souvent éphémères, qui marqueront durablement les standards médiatiques<sup>3</sup>. Par ailleurs, cette libération de la parole repose à la fois sur l'idée d'une réappropriation individuelle et d'une lutte contre « le discours », en tant que fait massif, unifié et autoritaire : les militants de 68

---

1 La notion de matrice discursive a d'abord été employée pour décrire les convergences de textes d'une même série (Jean-Claude Beacco, *La rhétorique de l'historien. Une analyse linguistique de discours*, Berne, Peter Lang, 1988, p.36-37. On l'utilise ici dans une perspective historiographique, afin de souligner la portée d'un événement sur une série de faits énonciatifs.

2 Michel de Certeau, *La prise de parole*, Paris, Seuil, 1994 [1968].

3 Laurent Martin, « La « nouvelle presse » en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième siècle*, 98, 2008/2, p.57-69 ; Jean Guisnel, « La nouvelle presse : de *Hara-Kiri* à *Libération* », p.600-606 in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.) / 68, *Une histoire collective*, Paris, La Découverte, 2008 ; pour un aperçu de la seule année 1968, on pourra se référer à Caroline Hoctan, *Mai 68 en revues*, Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, IMEC, 2008.

affirment la possibilité d'une politique de la *parole singulière*<sup>1</sup>, à laquelle s'adossent de nombreux discours sur la créativité, l'inventivité, l'imagination, issus de la rencontre entre « *marxisme hétérodoxe* » et « *critique artiste* »<sup>2</sup>. Plus généralement, l'exigence de libération de la parole repose sur un discours antiautoritaire développé<sup>3</sup>. Les pratiques discursives définies par mai 68 seront reprises au cours des années 1970 par une multitude de pôles discursifs, dont le pôle de critique militante des sciences.

Formellement tout d'abord, dans les modalités de la prise de parole : les initiatives du pôle ont été nombreuses (voir le chapitre précédent), mais c'est aujourd'hui surtout à travers les revues auxquelles il a donné lieu que l'on a accès au discours dont il a été porteur. Ces revues ont été un support essentiel de la critique des sciences et s'inscrivent dans la dynamique des publications militantes. La critique des sciences s'appuie donc sur des revues souvent éphémères, entre la fin des années 1960 et la fin des années 1970. Au cours de la décennie 1970, leur contenu évolue et des différences se font jour, mais de nombreux points communs existent et les revues semblent occuper un même registre<sup>4</sup>. L'écriture est souvent familière, voire potache, tout en visant une certaine tenue analytique : les articles d'épistémologie côtoient ainsi des dessins inspirés par *Charlie Hebdo*, produisant chez le lecteur d'aujourd'hui une impression frappante d'hétérogénéité.

Sur le plan du contenu, plusieurs thématiques se croisent : antimilitarisme, critique de la hiérarchie et des inégalités de genre dans les laboratoires, dénonciation de l'idéologie scientiste, réhabilitation des savoirs parallèles, réflexion sur la vulgarisation et sur la nécessité de remettre la science au peuple. Il est toutefois possible d'identifier deux axes principaux. Le premier est la critique du laboratoire en tant que lieu de travail et d'exploitation : remise en question des inégalités de salaire, de pouvoir, du rôle des patrons de laboratoires, etc. Le second axe part d'un questionnement idéologique sur la science, dans une optique proche de celle de Marcuse ou Illich : comment intégrer la critique de l'aliénation aux luttes

---

1 Cécile Canut, « Accident de paroles ou événement de langage ? A propos de la prise de parole en 1968 », à paraître dans Frédéric Rousseau (dir.), *La fabrique de l'événement*.

2 Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999 ; Boris Gobille, « La créativité comme arme révolutionnaire ? L'émergence d'un cadrage artiste de la révolution en Mai 68 », p.153-167 in Justyne Balasinski, Lilian Mathieu / *Art et contestation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

3 Ingrid Gilcher-Holtey, « La Contribution des Intellectuels de la Nouvelle Gauche à la définition du sens de Mai 68 », p. 89-98 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii (dir.) / *Les Années 68. Le Temps de la Contestation*, Paris, Complexe, 2000.

4 La notion de registre renvoie à l'idée d'une « accumulation de « textes » dans un même voisinage ». Pierre Achard, cité par Monique Sassier, « Genre, registre, formation discursive et corpus », *Langage et société*, 124, 2008/2.

quotidiennes dans le laboratoire ? Avec cette question, le discours de critique des sciences prend une envergure plus générale et théorique. Il remet en question l'idéologie scientiste, conteste le pouvoir social des experts scientifiques, propose de remettre la science aux mains du peuple. Emerge ainsi une remise en question globale de la société.

### 1.b. Un pôle politique militant

L'aspect le plus déterminant de la critique des sciences est sa dimension politique militante qui l'inscrit dans le courant des « nouveaux mouvements sociaux » : défection des organisations partisans et nouvelles formules d'engagement, « ultra-politisation » des sphères de l'activité quotidienne, quêtes politiques *et* spirituelles – ou épistémologiques, pourrait-on ajouter dans le cas présent<sup>1</sup>. D'abord, c'est autour d'une identité politique commune que se rassemblent les acteurs de ce pôle. Bien qu'il se constitue dans l'université (dans les facultés de sciences) et dans les milieux de la recherche, ses acteurs s'impliquent sur la base d'un engagement et de croyances politiques. La plupart des contributeurs sont proches de l'extrême gauche et marqués par le maoïsme. Leur activité au sein du mouvement est théoriquement indépendante de leur activité en tant qu'enseignant ou chercheur, même si les interférences sont permanentes. Nombre d'entre eux sont engagés dans des actions de terrain, participent à des groupes contestataires et à des manifestations, parfois au risque de se trouver confrontés aux forces de l'ordre, comme le rappelle l'« affaire Lévy-Leblond ». Jean-Marc Lévy-Leblond est arrêté et momentanément suspendu de ses fonctions sur une plainte du doyen de la faculté de Jussieu, Marc Zamansky, pour dégradation de monument public, en juin 1970<sup>2</sup>. De ce point de vue, le pôle militant appartient au sous champ politique radical, défini par Philippe Gottraux comme un « *réseau constitué par les groupes [...] partageant des référents anticapitalistes et révolutionnaires, se revendiquant du prolétariat et/ou des sujets sociaux dominés et cherchant, enfin, dans une praxis (où se rencontrent réflexion et action) à transformer le monde qui les entoure* »<sup>3</sup>.

---

1 Daniel Céfaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S., 2007.

2 « Les affaires Bolo et Lévy-Leblond : une semaine de répression », *Politique Hebdo*, 1, 8-14 octobre 1970, cahier central, p.V ; « Pour Lévy-Leblond, contre la répression », p.89-97 in *L'école émancipée / La répression dans l'enseignement*, Paris, Maspéro, 1972.

3 Philippe Gottraux, « *Socialisme ou barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, p.12.

Du point de vue communicationnel, il est aussi possible d'affirmer que le pôle de critique des sciences assume un *ethos*<sup>1</sup> politique militant : radical et normatif, porteur de revendications égalitaires et d'une défense de pratiques politiques populaires, soutenant parfois des actions violentes<sup>2</sup>. Le discours militant, sous-genre du discours politique, est défini comme un discours normatif, cherchant à provoquer l'adhésion ou le débat dans un rapport émotionnel avec son interlocuteur, mettant en jeu des stratégies discursives de persuasion appuyées sur des imaginaires socio-discursifs plutôt que des connaissances<sup>3</sup>.

Il est toutefois difficile de qualifier plus précisément la dimension politique du pôle militant. Soulignant les difficultés de Christian Le Bart et Patrick Charaudeau à définir le discours politique<sup>4</sup>, Pierre Fiala explique qu'elles sont liées à l'hétérogénéité de tout discours politique : « *combinaison particulière de la langue courante avec diverses langues de spécialité, le discours sociopolitique est profondément composite, à la fois technique, didactique, polémique, empathique, éthique, performatif* »<sup>5</sup>. L'avertissement de Fiala mérite d'être pris en compte et l'on cherchera par la suite à qualifier plus précisément la forme politique du discours militant, singulière rencontre entre préoccupations épistémologiques et militantes. Pour le moment, on s'appuiera sur l'idée que ce pôle est porteur d'une « *politique de conflit* », dans la mesure où il revendique auprès des autorités, au moyen de représentations publiques et en puisant dans un stock de formes d'action collective qu'il contribue à renouveler<sup>6</sup>. L'intérêt de cette définition est de mettre en évidence le fait que l'objet de revendication du pôle militant n'est pas une donnée initiale et se construit peu à peu.

---

1 La notion d'*ethos* désigne la production d'une image de soi résultant de toute prise de parole. Ruth Amossy (dir.), *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Genève, Delachaux et Niestlé, 1999.

2 On trouve par exemple dans un numéro d'*Impascience* la reproduction d'un texte rédigé par des chercheurs du CERN (Genève) demandant la libération de Karl Armstrong. Celui-ci, militant politique et étudiant dans une école d'ingénieurs, fut arrêté en février 1972 et accusé d'avoir causé la mort d'un chercheur de l'Army Mathematical Research Center (Madison, USA) en août 1970 en ayant déposé une bombe dans ce laboratoire. « Contre la répression », *Impascience*, 1, 1975, p.42-45. Tom Bates, *Rads : the 1970 bombing of the army math research center at the University of Wisconsin and its aftermath*, New York, Harper Collins, 1992. Bernard Brillant rappelle les enjeux de légitimation réciproque du soutien des intellectuels à certains courants violents d'extrême gauche dans les années 1970. Bernard Brillant, « Intellectuels et extrême gauche : le cas du Secours Rouge », *Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie, lettre d'information* 32, mai 1998, [en ligne]. Voir aussi : Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de la FNSP, 2008.

3 Patrick Charaudeau, *Le discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2007.

4 Christian Le Bart, *Le discours politique*, Paris, PUF, 1998 ; Patrick Charaudeau, *Le discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2007.

5 Pierre Fiala, « L'analyse du discours politique : analyse de contenu, statistique lexicale, approche sémantico-énonciative », in Simone Bonnafous et Malika Temmar / *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris, Ophrys, 2007, p.76.

6 Charles Tilly, Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de la FNSP, 2008 [trad. de l'anglais par Rachel Bouyssou].

### 1.c. Utopies discursives

La particularité de cette revendication est surtout de s'élaborer dans l'ignorance de perspectives d'application. De fait, l'exigence d'une « science au peuple » est forgée sur un modèle courant à l'époque : remettre une institution aux personnes qui en ont été évincées. Des slogans comme « l'Université aux étudiants » (ou au peuple) et « l'usine aux travailleurs » sont monnaie courante au tournant des années 1970<sup>1</sup>. Le slogan de la science au peuple, calqué sur ce modèle, répond tout d'abord à peu de préoccupations concrètes et repose surtout sur le sentiment diffus de sa nécessité. Contrairement aux exigences ouvrières autogestionnaires, appuyées sur de longues traditions théoriques et pratiques, l'exigence d'une science au peuple s'appuie sur peu de perspectives : hormis l'expérience chinoise de la révolution culturelle, on connaît en mai 68 peu d'exemples de contestation du pouvoir scientifique. Tout au plus, la revendication de la science au peuple s'appuie sur une attirance pour un idéal d' « *autogestion du savoir* »<sup>2</sup>.

La spécificité du pôle militant apparaît alors : il est engagé dans une politique de conflit dont l'objet de revendication ne devient un problème public qu'à partir de la dérivation ou du « défigement » d'une formule répandue du type « X au peuple »<sup>3</sup>. Le sens de la revendication d'une « science du peuple », au moment où elle est énoncée, est surdéterminé par des connotations mais n'a pas de dénotation précise ; la science du peuple ne correspond encore à aucune expérience et son contenu revendicatif reste flou – les militants de la critique des sciences ne savent pas exactement eux-mêmes ce qu'ils désirent lorsqu'ils recourent à ce « signifiant vide »<sup>4</sup>. L'innovation linguistique, comme l'innovation technique, prend ainsi forme au carrefour d'ambitions aux formulations incertaines, d'outils de production et d'espaces de réception qui, peu à peu, lui donnent de la consistance à travers un processus qui correspond à une extension des usages du terme<sup>5</sup> et à sa resémantisation progressive.

Les conséquences de ce mode de formulation sont d'établir l'exigence de la science au peuple sur des représentations militantes générales et non sur une revendication concrète – le

---

1 Pour des exemples de ces appels répétés au pouvoir populaire, voir les réalisations de l'atelier populaire : Michel Wlassikof, *Mai 68, l'affiche en héritage*, Paris, Ed. Alternatives, 2008.

2 Henri Lefebvre, *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968, p.156.

3 Alice Krieg-Planque, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de France-Comté, 2009 ; Voir aussi, Jacques Guilhaumou, Denise Maldidier, « Coordination et discours. « Du pain et X » à l'époque de la Révolution française », *L'INX*, 10, 1984, p.97-117.

4 Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 [2005, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Ricard].

5 Ernesto Laclau, *Ibid.*

discours de la science au peuple peut alors être qualifié de *discours utopique* car l'exigence qu'il formule préexiste aux représentations de sa réalisation. L'exigence d'une pratique populaire de la science formulée par le pôle militant est une exigence utopique – exigence qui n'a pas encore de « lieu ». Cet utopisme est au fondement des mutations qui affectent l'espace discursif. Dans le cas du pôle militant, la critique des sciences s'exerce parfois « dans le vide », recomposant les formules et projetant des discours sans que ceux-ci correspondent à aucune pratique. Comme le fait remarquer Fredric Jameson, c'est la marque des discours utopiques de perturber l'ordre discursif :

*« La perturbation est donc le nom d'une nouvelle stratégie discursive, et l'utopie la forme que prend nécessairement cette perturbation. [...] C'est la forme utopique elle-même qui constitue la réponse à la certitude idéologique universellement répandue qu'aucune alternative n'est possible [...]. Mais elle affirme cela **en nous forçant à penser la coupure**, et non en nous présentant, comme c'était le cas auparavant, une image de ce que serait le monde une fois celle-ci effectuée »<sup>1</sup>.*

Le pôle militant est alors celui qui forcera à penser la coupure entre une politique représentative traditionnelle et une politique de participation aux choix scientifiques et technologiques. Mais ce n'est pas lui qui propose cette « autre » pratique de la science : son rôle est celui de l'opérateur utopique, formulant une exigence sans lui donner de contenu. Ce pôle se distingue ainsi des deux autres, et en particulier du pôle technocratique qui produira quant à lui une pensée plus précise des dispositifs à mettre en oeuvre pour favoriser la participation aux choix scientifiques et techniques.

La suite du chapitre analyse précisément la façon dont cette « exigence sans contenu » ou cette « formule »<sup>2</sup> est venue au jour. Il faut alors décrypter la longue chaîne de glissements et de reformulations qui ont permis d'aboutir à une telle aspiration. D'abord, on peut noter que les expressions « *Science for the people* » et « *Science to the people* » précèdent la notion de science au/du peuple. Or, les acteurs de la critique des sciences sont attentifs aux mouvements anglo-saxons et pour certains ont effectué des séjours aux Etats-Unis<sup>3</sup>. Néanmoins, comme on peut le voir dans les revues de critique des sciences, c'est par des glissements de sens progressifs que l'exigence « la science au peuple » est formulée. L'exposition de ces

---

1 Fredric Jameson, *Archéologies du futur, tome 1 : le désir nommé utopie*, Paris, Max Milo, 2007 [2005, trad. de l'anglais par Nicolas Vieillescazes et Fabien Ollier], p.390.

2 Jean-Pierre Faye, *Théorie du récit, introduction aux « langages totalitaires »*, Paris, Hermann, 1972 ; Alice Krieg-Planque, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de France-Comté, 2009.

3 C'est notamment le cas d'Alexandre Grothendieck et de Jean-Marc Lévy-Leblond, qui y effectue une recherche post-doctorale en 1966.



glissements, dans les pages qui suivent, est linéaire. Chaque section correspond à une revue différente. Ce choix permet de mettre en évidence les transformations spécifiques apportées par chacune des revues.

## 2. *Porisme* : revue charnière

La revue *Porisme* et le Centre National des Jeunes Scientifiques (CNJS) jouent un rôle charnière, initiant des thèmes importants de la critique (comme la critique de la hiérarchie dans les laboratoires) tout en restant par ailleurs ancrés dans une tradition de critique technocratique de l'institution scientifique. Publiée avant 1968, *Porisme* baigne dans une période où commencent à apparaître certaines préoccupations, mais où l'appareillage intellectuel et les répertoires revendicatifs ne sont pas encore au point, empêchant de lever l'ambiguïté permanente entre critique politique et technocratique. L'évolution de la revue sur la question des relations science/société reflète ce positionnement.

### 2.a. Crise de l'engagement scientifique

La naissance du CNJS et la création de la revue s'inscrivent dans un contexte de double crise de l'engagement scientifique et de l'engagement communiste. Concernant ce dernier, l'Union des Etudiants Communistes connaît de fortes tensions au milieu des années 1960, la direction du parti cherchant à reprendre la main sur ce groupe turbulent qui abrite de nombreux marxismes hétérodoxes<sup>1</sup>. Or, plusieurs des membres du CNJS viennent de l'UEC<sup>2</sup>. Le CNJS émerge donc dans un contexte de scission entre le marxisme orthodoxe et les nombreux marxismes hétérodoxes qui fleurissent à la fin des années 1960. Mais la crise principale à laquelle le CNJS entend répondre est celle de l'engagement des scientifiques. Les participants au mouvement cherchent à (re)lier pratique scientifique et engagement politique : « *Lorsque fut créé le CNJS, il s'agissait pour un groupe de scientifiques de s'interroger sur les sens de*

---

1 L'UEC, reprise en main par la direction du PC, perdra environ la moitié de ses adhérents entre 1965 et 1968. Frédérique Matonti, Bernard Pudal, « L'UEC ou l'autonomie confiée (1956-1968) », p.130-143, in Dominique Damamme et alii (dir.) / *Mai-Juin 1968*, Paris, Ed. de l'atelier, 2008.

2 Entretien avec Jean-Marc Lévy-Leblond, 15 novembre 2006. Selon Lévy-Leblond, les points de discordance entre la direction du parti et celle de l'UEC sont d'ailleurs d'ordre épistémologique, aussi bien que politique.

leur activité professionnelle, sur l'avenir qu'elle leur réservait, en relation avec les divers idéaux qui les classaient "à gauche" »<sup>1</sup>.

Comme on l'a vu plus haut, le répertoire d'actions à disposition des chercheurs scientifiques est dominé à l'époque par une conception individualiste de l'intellectuel critique universaliste<sup>2</sup>. De plus, l'engagement des chercheurs autour de thématiques scientifiques consiste principalement en la dénonciation des *applications* du savoir scientifique, comme le fait le mouvement Pugwash pour les usages militaires de l'énergie nucléaire. Pour les militants du CNJS, le modèle d'engagement offert par le Pugwash n'est plus pertinent. Il n'est plus question pour un savant de tirer partie de sa légitimité pour dénoncer des problèmes sociaux ou de mauvaises utilisations du savoir scientifique. Pour les membres du CNJS :

*« L'engagement politique des scientifiques ne saurait être limité comme par le passé à celui de personnalités renommées prenant position sur des problèmes particuliers (guerre atomique par exemple). L'insertion de la recherche scientifique dans le processus de production réclame que soit organisée la participation d'une majorité des travailleurs que sont les scientifiques à l'élaboration et à la lutte pour des transformations profondes de la société. »<sup>3</sup>.*

Les membres du CNJS contestent donc le modèle Pugwash car il leur semble nécessaire de recourir à d'autres modes d'engagement. Ce désir s'explique avant tout par la perception grandissante de l'insertion de la science dans l'activité de production. Cette perception entraîne deux réactions contradictoires : d'abord, la crainte d'appartenir à une couche sociale en cours de constitution, qui déciderait pour tous au nom de motifs techniques (à la même époque, la critique habermassienne de la science voit le jour en Allemagne). Cette crainte s'exprime dans le passage suivant, qui permet de souligner l'influence du thème de critique de la technocratie : *« Y a-t-il actuellement une couche née de l'importance croissante de la science et de la technique dans la direction de la société et qui exercerait un pouvoir de décision politique indépendant ou « par-dessus » la lutte des classes, et du seul fait du savoir technique qu'elle détient ? C'est un des problèmes de la technocratie »<sup>4</sup>.*

---

1 « Comment « être de gauche » ? », *Porisme*, 4-5, juin 1967, p.4.

2 Christophe Bonneuil, « De la République des savants à la démocratie technique : conditions et transformations de l'engagement public des chercheurs », *Natures Sciences Société*, 14, 2006/ 3, p.235-238 ; Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 176-177, 2009/1-2, p.8-31.

3 « Les donneurs de conseils... », *Porisme*, 2, juin 1966, p.5.

4 « Manifeste pour un Centre National de Jeunes Scientifiques », *Porisme*, 1, mars 1966, p.10.

La seconde réaction est le sentiment d'appartenir au monde du *travail* en tant qu'acteurs du processus de production. Elle conduit à substituer la notion de travailleur scientifique à celle de savant ou de chercheur. Cette substitution conduit à reconsidérer la profession scientifique à travers une métaphore du [chercheur scientifique/travailleur]. L'influence du marxisme est déterminante dans la direction donnée au glissement : la valorisation du statut de travailleur n'est pas étrangère à ce désir de représenter le chercheur scientifique en « travailleur ». Et si le savant est lui aussi un personnage important de la mythologie marxiste, sa représentation reste plus ambiguë que celle du travailleur qui constitue, en 1966, un modèle d'engagement politique<sup>1</sup>. Par ailleurs, ce glissement est favorisé par la thèse d'une extension de la classe ouvrière, soutenue par Serge Mallet dans *La nouvelle classe ouvrière*<sup>2</sup>. Cela explique pourquoi de jeunes scientifiques, en quête d'un nouveau répertoire d'actions et d'un nouveau modèle d'engagement, se saisissent de la comparaison entre chercheurs et travailleurs<sup>3</sup>.

On peut alors résumer les raisons pour lesquelles les membres du CNJS rejettent le modèle Pugwash. Prenant conscience de l'intégration croissante de la science à l'appareil de production, ils se voient confrontés à deux modes d'existence possibles : en tant que technocrate ou en tant que travailleur. Le premier est en contradiction avec leurs croyances politiques. Ils choisissent donc le second qui les prive des répertoires d'engagement traditionnels. En tant que *travailleurs*, il ne peuvent plus s'engager au nom du prestige des savants. En cherchant à répondre à la question de l'utilité des savants, *Porisme* inaugure un engagement intellectuel collectif<sup>4</sup> : l'engagement des scientifiques « en tant que travailleurs ».

---

1 A partir du milieu des années 1960, essayistes, militants et sociologues vont faire des ouvriers les figures centrales de l'engagement politique. Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 1999 ; Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68, Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007. Dans les années 1970, ce mouvement culmine avec la figure de l'Ouvrier Spécialisé. Michelle Zancarini-Fournel, « 1966-1974 : Changer le monde et changer sa vie. Récit », p.405-445 in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.) / 68, *Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008.

2 Serge Mallet, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963.

3 Cette analogie entre champ scientifique et espace de travail ne constitue pas une nouveauté, comme l'atteste la création, en 1946, de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS). En revanche, son impact sur la question de l'engagement est considérable à la fin des années 1960.

4 Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 176-177, 2009/1-2, p.8-31. La notion foucauldienne « d'intellectuel spécifique » ne rend pas compte de la dimension collective et ouvriériste de l'engagement des scientifiques. A ce titre, il ne semble pas nécessaire de la reprendre.

## 2.b. « Récupérer et transformer » la science et la société

Le glissement vers la notion de travailleur remplit alors un rôle essentiel dans la genèse du discours participatif et offre une occasion d'insister sur la pesanteur sociale des termes du discours. En effet, si le recours à la notion de travailleur répond pour les auteurs de *Porisme* à la question de l'engagement scientifique en offrant une image stimulante de leur engagement, il n'est pas sans conséquences sur le contenu de cet engagement. La métaphore ouvrière du champ scientifique n'est pas un simple habillage pour des pratiques de contestations qui resteraient stables : elle rénove la construction de l'engagement. La métaphore est filée et les scientifiques vont modeler leur engagement sur celui des travailleurs tel qu'ils l'imaginent<sup>1</sup>. Deux formes d'action politique sont suggérées par le recours à cette métaphore : la récupération de la pratique (scientifique) et la transformation de la société. Une forme essentielle d'action politique des travailleurs, selon l'approche marxiste, consiste à lutter contre l'aliénation en récupérant le produit de leur travail<sup>2</sup>. Le CNJS prône ainsi la récupération par les scientifiques du produit de leur travail. On lit par exemple dans *Porisme* :

*« Le caractère politique est inhérent à notre projet de récupération de notre expérience de scientifiques dans tous ses prolongements théoriques et pratiques. Cela implique une analyse de la situation des travailleurs scientifiques par rapport aux autres catégories, une évaluation des perspectives de notre métier, et leur rattachement à l'ensemble des perspectives de transformation sociale. »<sup>3</sup>.*

On voit ici la volonté de « récupération » de la pratique scientifique. Une fois de plus, le jeu de formules peut être noté : s'appuyant sur la comparaison scientifiques/travailleurs, le CNJS modèle son engagement sur celui des travailleurs. Mais la formule « récupération de l'expérience » n'a aucun contenu spécifique au champ scientifique : cette expression peut avoir du sens pour des ouvriers, mais pour des chercheurs elle n'est pas encore actualisée. Par conséquent, le contenu que lui donnent les auteurs de *Porisme* est hybride, entre une thématique marxiste classique et la notion de responsabilité scientifique dont la revue cherche à se défaire.

---

1 Cet aspect souligne la conjonction entre les contraintes discursives qui pèsent sur les acteurs et la performativité de leurs « actes de discours ». Les militants du CNJS sont inscrits dans un « monde de discours » où la figure ouvrière représente un modèle d'engagement inévitable. En appliquant ce modèle d'engagement au champ scientifique, ils font évoluer les représentations de ce champ et les possibilités d'action en son sein. Cette perspective a été développée, sur un matériau différent, par « l'école de Cambridge » (J.G.A. Pocock et Quentin Skinner). Voir : Jacques Guilhaumou, « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, mars 2000, p.105-118.

2 Cette exigence de récupération sera au fondement du discours sur l'occupation dans les années 1968. Etienne Péniassat, « Les occupations de locaux dans les années 1960-70 : processus socio-historique de « réinvention » d'un mode d'action », *Genèses*, 59, 2005/2, p.71-93.

3 « Pour un Centre National de Jeunes Scientifiques », *Porisme*, 1, mars 1966, p.9.

Deux versions de cette volonté de récupération coexistent. La première, qui tente de répondre à la thématique marxiste, correspond à la critique de la hiérarchie dans les laboratoires et à la proposition d'un travail collectif : « *nous pouvons dire que cette conception de la politique accorde une grande importance à la **notion de gestion des entreprises par les travailleurs et au contrôle à tous les niveaux** (actuels et à venir) **par les producteurs**, de l'organisation sociale et du produit de leur travail* »<sup>1</sup>. Cette conception s'affine au fil des numéros et trouve un contenu de plus en plus concret. Dans la seconde, qui s'inscrit dans la tradition de « responsabilité scientifique », on retrouve la conception d'une césure entre la production du savoir et ses utilisations politiques : « *Nous pensons que l'utilisation de notre travail ne peut être abandonnée à des centres de décision qui exerceraient un pouvoir au nom de la compétence technique de quelques individus* »<sup>2</sup>. La métaphore [chercheur scientifique/travailleur] implique donc un geste de « récupération », qui consiste en une hybridation des thématiques, marxiste, de collectivisation, et scientifique, de responsabilité.

La seconde forme d'action politique portée par la métaphore [chercheur scientifique/travailleur] est l'invitation à s'engager et lutter pour des *transformations profondes de la société* : « *L'insertion de la recherche scientifique dans le processus de production réclame que soit organisée la participation d'une majorité des travailleurs que sont les scientifiques à l'élaboration et à la lutte pour des transformations profondes de la société* »<sup>3</sup>. Dans le registre militant, le terme de travailleur implique celui de transformation. Le CNJS se propose ainsi, à son échelle, de transformer la pratique scientifique, pour la rendre adéquate à un futur système socialiste. Une fois de plus, l'expression « transformation de la pratique scientifique » va devoir trouver un contenu qui ne lui préexiste pas : les auteurs de *Porisme* chercheront à lui donner sens dans le cadre de leur pratique, en y mêlant des conceptions hétérogènes. « Transformer la pratique scientifique » va alors s'appuyer sur deux mouvements différents, sinon contradictoires. D'abord, un mouvement de transformation qui s'inscrit dans une conception traditionnelle et technocratique de la critique de l'institution scientifique ; ensuite, un mouvement de critique plus radicale de l'institution scientifique dont la formulation est indécise.

---

1 « Pour un Centre National de Jeunes Scientifiques », *Porisme*, 1, mars 1966, p.9. (souligné par l'auteur).

2 « Pour un Centre National de Jeunes Scientifiques », *Porisme*, 1, mars 1966, p.6.

3 « Les donneurs de conseils... », *Porisme*, 2, juin 1966, p.5.

Le mouvement technocratique s'inscrit dans une tradition de réflexion sur les modifications à apporter à l'institution scientifique pour qu'elle fonctionne de façon plus efficace. De tels mouvements ont déjà existé, comme le Mouvement National de Développement Scientifique (MNDS) et l'Association d'étude pour l'expansion de la recherche scientifique (AEERS). Jusqu'à *Porisme*, il semble en effet que modifier la pratique scientifique ait signifié modifier son organisation pour la rendre plus efficace, plus productive, plus adéquate aux « besoins de la société », eux-mêmes définis par des planificateurs. Ceci explique l'ambiguïté du projet du CNJS pour ses lecteurs, dans les trois premiers numéros. Jean-Claude Pecker les compare par exemple au MNDS ou à J.E.U.N.E.S<sup>1</sup> et la DGRST porte sur leur expérience un regard qui en nuance la portée de critique radicale. Cette ambiguïté n'apparaît pas aux seuls lecteurs de l'époque, car il est fréquent que la revue mêle une argumentation techniciste à des revendications politiques démocratiques. On lit par exemple :

*« nous ne croyons pas que la rationalité et la démocratie du fonctionnement des institutions sociales soient étrangères l'une de l'autre : tout au long de notre analyse réapparaissait le fait que l'arbitraire et l'autorité empêchent le fonctionnement optimum du laboratoire, et que celui-ci devrait être obtenu quand le groupe de travail aura su se donner les structures de travail et de décision les plus démocratiques, compte tenu de l'inégalité des savoirs et de la structure de la tâche. »<sup>2</sup>.*

Les propositions de réorganisation de la recherche, quand bien même elles sont soumises à des principes démocratiques, visent le « *fonctionnement optimum du laboratoire* ». Elles sont par ailleurs souvent dépendantes du désir de produire une « meilleure » science - plus efficace, plus innovante. Rapidement, la rédaction s'interroge sur cette ambiguïté : « *nos rapports avec les technocrates sont et peuvent rester ambigus pendant un temps plus ou moins long, et c'est bien là un problème de fond quant à l'orientation du Centre* »<sup>3</sup>. Enfin, cette dimension technocratique apporte des réflexions sur l'ouverture de la recherche, dans le cas de la prise de décision, par exemple aux économistes et industriels – en cela le CNJS reprend l'unité sémantique du décroisement du champ scientifique (chapitre 2)<sup>4</sup>.

Le second mouvement de transformation de la pratique scientifique constitue l'une des avancées importantes de la revue *Porisme*, qui va donner un contenu particulier au syntagme

---

1 Jean-Claude Pecker, « Problèmes », *Porisme*, 3, novembre 1966, p.6-7.

2 Membres de la commission sur l'organisation des laboratoires du CNJS, « Essai sur le fonctionnement interne des laboratoires. 2<sup>e</sup> Partie : rationalité et démocratie du fonctionnement des groupes de recherche réels », *Porisme*, 2, juin 1966, p.41. (souligné par l'auteur).

3 « Opinions. Trop Compliqué, illisible, prétentieux », *Porisme*, 3, novembre 1966, p.10.

4 James Lequeux, « Sur la planification de la recherche fondamentale », *Porisme*, 1, mars 1966, p.24-28.

« transformation/pratique scientifique ». Cette transformation se fait sur le modèle de la transformation marxiste des relations de travail et un basculement a lieu, car le laboratoire va être pensé *comme lieu de travail*. A ce titre, *Porisme* cherche à lui appliquer les mêmes exigences de justice sociale qu'aux autres entreprises et la métaphore [chercheur scientifique/travailleur] s'enrichit d'une autre : [laboratoire/usine].

Deux niveaux d'exigences apparaissent ainsi dans la revue : sur des problèmes concrets et sur des questions théoriques. Les problèmes concrets sont formulés dans la critique des relations de travail. Les relations hiérarchiques dans le laboratoire sont contestées et la prééminence du patron du laboratoire est mise en cause : inégalités entre patron et salariés, entre patron et subalternes, entre hommes et femmes. Ces contestations concrètes, au départ articulées sur le modèle de la contestation sociale qui parcourt la société au milieu des années 1960, vont peu à peu mener à des thèmes plus spécifiques à la recherche.

Par exemple, le numéro 3 de la revue comprend un long article au sujet des femmes et de la recherche, inspiré des méthodes d'enquête sociologique<sup>1</sup>. L'article explique les raisons pour lesquelles les femmes occupent des positions inférieures aux hommes dans le champ scientifique. Ce texte s'inscrit dans le courant des revendications féministes croissantes à la fin des années 1960<sup>2</sup>. Mais il recourt à un argumentaire spécifique au monde de la recherche : en posant le problème des femmes tel qu'il se pose généralement dans la société, ou dans le monde du travail, les auteurs en viennent à poser la question du contrôle, sans partage, des hommes sur l'évolution des sociétés techniques<sup>3</sup>. Et dans le même article, le thème du contrôle de l'évolution de la société technique aboutit à celui de l'égalité intellectuelle :

*« Cette lutte sera peut-être favorisée par l'apparition d'un fait caractéristique du moment de développement actuel de ces sociétés : la contradiction chaque jour aiguë entre d'une part la nécessité d'utiliser au maximum le potentiel intellectuel disponible, et d'autre part le maintien d'une moitié de ce potentiel – celle des femmes – dans de simples tâches d'exécution demandant peu de qualifications, ou dans des professions spécifiquement sociales dont les postes-clefs sont réservés aux hommes »<sup>4</sup>.*

---

1 « Essai. Etre femme ou chercheur », *Porisme*, 3, novembre 1966, p.22-43.

2 Certaines animatrices de la critique des sciences sont aussi engagées dans le féminisme. Ainsi, Jacqueline Feldman est-elle à la fois à l'origine de la critique des sciences en France et du Mouvement de Libération des Femmes (Annie de Pisan, Anne Tristant, *Histoire du MLF*, Paris, Calmann-Lévy, 1977).

3 « Essai. Etre femme ou chercheur », *Porisme*, 3, novembre 1966, p.43.

4 « Essai. Etre femme ou chercheur », *Porisme*, 3, novembre 1966, p.43.

En soumettant le laboratoire à une analogie avec le monde de l'entreprise, les auteurs de *Porisme* élaborent de nouvelles unités sémantiques. La contestation des inégalités hiérarchiques concrètes dans le laboratoire conduit à une critique plus générale de la conception commune des inégalités intellectuelles. Le problème du savoir va ainsi devenir central : le rôle qu'il remplit dans la justification des hiérarchies est dénoncé et la nécessité de mettre en œuvre un travail collectif de production du savoir est affirmé.

La critique de situations concrètes, dont était jusque-là exempté le laboratoire, mène à la production de nouveaux thèmes de réflexion et de contestation, tel que celui du savoir et des inégalités hiérarchiques qui lui sont illusoirement attachées. Ces critiques sont relayées au niveau théorique par une réflexion sur l'association savoir/pouvoir. Il n'y a, selon les auteurs de *Porisme*, aucune raison valable à ce que les mêmes personnes conservent le pouvoir au sein du laboratoire : d'une part, pour des raisons technocratiques, car il serait plus efficace et plus productif que le pouvoir change régulièrement de main, et d'autre part, pour des raisons politiques, car toute hiérarchie fondée sur la possession d'un savoir est illusoire et injuste. C'est un mauvais principe d'organisation du laboratoire car il fait abstraction des savoirs « réels » des personnes. L'idéal des acteurs du CNJS peut être résumé, à partir de l'analogie [chercheurs scientifiques/travailleurs], à une logique d'autogestion et de désaliénation (récupérer le produit social de son propre travail). Cette logique est favorisée, d'abord, par la réflexion marxiste sur l'aliénation au travail, ensuite, par les réflexions autour de l'autogestion qui prennent forme depuis le début de la décennie<sup>1</sup> et, enfin, par le thème de la responsabilité scientifique. La question de la recherche collective se pose donc dans le laboratoire, à travers un double processus : « faire redescendre le laboratoire sur terre », et le soumettre aux interrogations qui traversent la société, notamment dans le monde de l'entreprise.

## **2.c. Les limites du progressisme de *Porisme***

L'ouverture et le progressisme des auteurs de *Porisme* présentent toutefois des limites et ceux-ci se trouvent dans l'impossibilité de penser la notion de science au peuple, qui apparaît dans les revues suivantes. Ces limites sont illustrées par leur conception de la vulgarisation. Celle-ci doit d'abord permettre de démythifier la science :

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Bernard, « Autonomie », p.661-668 in Pascal Ory (dir.) / *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 2006 [1987].



*« Nous pensons [...] qu'il est nécessaire de démythifier auprès des non-scientifiques le prétendu esotérisme de la science ; le sentiment d'être étranger au vrai monde scientifique (sentiment d'aliénation) provoque de leur part une abdication et permet à une minorité possédant le pouvoir politique d'utiliser les données scientifiques, en toute quiétude, selon leurs propres fins. Nous pensons que la vraie science peut présenter un visage à la fois pur (simplification), précis (exactitude) et néanmoins merveilleux »<sup>1</sup>.*

La vulgarisation est donc un pilier de la gestion démocratique de la société. Mais c'est de diffusion qu'il s'agit avant tout, et la supériorité du savoir scientifique est implicitement réaffirmée : *« [la vulgarisation] contribuera, pour nous, à donner un contenu concret à l'exigence de large diffusion du savoir qui est une des pierres d'angles pour une gestion démocratique de la société. »*<sup>2</sup>. Ce diffusionnisme est marqué aussi dans les nombreux textes sur l'enseignement. Le progressisme de la revue, en matière d'enseignement, consiste à favoriser la pratique et un apprentissage plus « concret », mais il n'est pas encore question, comme il le sera dans les revues suivantes, de légitimer le savoir produit par les enseignants. Cette conception exprime un intérêt pour de « nouvelles » méthodes, mais en aucun cas pour la co-production du savoir par les élèves<sup>3</sup>. Les textes sur la vulgarisation et l'enseignement mettent en évidence les limites de la réflexion du CNJS sur les rapports entre science et société : la production du savoir est distinguée de sa diffusion et de son utilisation. On lit ainsi : *« si un arbre se juge à ses fruits, nous ne devons pas permettre que les fruits soient gâtés au cours du transport du producteur (le scientifique) au consommateur (le non scientifique) »*<sup>4</sup>. Le champ scientifique est un lieu de production privilégié et les scientifiques ont des responsabilités face aux usages des savoirs qu'ils produisent. La prise de conscience politique reste empreinte du paternalisme des modèles de l'engagement intellectuel qui le précèdent, dans lequel Jacqueline Feldman lit le scientisme de *Porisme*<sup>5</sup>.

L'analogie [chercheur scientifique/travailleur] et l'idéal autogestionnaire ont joué un rôle novateur sur le plan de la critique du laboratoire, mais ils empêchent d'ouvrir la réflexion au reste de la société. En plaçant le [laboratoire/entreprise] au centre du débat, cette analogie

---

1 Simon Idelman, Gilles Dreyfus, « Maladies vénériennes, alcoolisme... et métronidazole », *Porisme*, 2, juin 1966, p.43.

2 « Manifeste pour un Centre National de Jeunes Scientifiques », *Porisme*, 1, mars 1966, p.17.

3 Coproduction qui sera un thème fondamental de la critique maoïste et post-maoïste. Voir Jacques Rancière, *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, 10/18, 2004 [1983].

4 Simon Idelman, Gilles Dreyfus, « Maladies vénériennes, alcoolisme... et métronidazole », *Porisme*, 2, juin 1966, p.42.

5 Jacqueline Feldman, « La science en mutation », p. 21-38 in Jacqueline Feldman et Françoise Laborie (dir.). / *Le sujet et l'objet. Confrontations : Séminaire d'interrogations sur les savoirs et les sciences, années 1980-81*, Paris, Ed. du CNRS, 1981.

laisse de côté la question de son inscription sociale et des relations du champ scientifique avec le reste de la société. Les militants du CNJS revendiquent de récupérer la science, sans penser encore ouvrir celle-ci au reste de la société. Le recours à la double métaphore [chercheur scientifique/travailleur] et [laboratoire/usine] produit de nouvelles contraintes : le laboratoire est maintenu comme un lieu clos et son ouverture sera pensée seulement après 1968.

### ***Revirement éditorial***

Toutefois, les limites ont leurs limites : le numéro double 4-5, dernier de la revue, donne à voir un changement de ligne éditoriale qui laisse supposer que les numéros suivants de la revue auraient résolu nombre de contradictions. La critique du colloque de Caen qui s'est déroulé en novembre 1966, constitue le support essentiel de ce changement<sup>1</sup>. Il donne à la revue l'occasion de mettre fin à plusieurs contradictions et de faire le lien entre différents aspects de la critique engagée dans les premiers numéros. L'éditorial du numéro permet d'abord de souligner un point essentiel, qui est la contradiction entre les discours de gauche répandus dans les milieux scientifiques et la réalité de l'idéologie élitiste prônée dans ces mêmes milieux. Un premier point de rupture apparaît : en partant d'une critique de gauche marxiste classique et en essayant de l'appliquer au laboratoire et aux milieux de recherche, les membres du CNJS se rendent compte du décalage qui existe entre leurs ambitions et l'« idéologie d'élite » qui régit le fonctionnement des laboratoires :

*« Lorsque fut créé le CNJS, il s'agissait pour un groupe de scientifiques de s'interroger sur les sens de leur activité professionnelle, sur l'avenir qu'elle leur réservait, en relation avec les divers idéaux qui les classait « à gauche ». La réflexion engagée depuis nous amène aujourd'hui à être très critique à l'égard de notre propre milieu »<sup>2</sup>.*

La critique du colloque de Caen donne tout son sens à cette interrogation. Ce colloque, organisé par des milieux mendésistes, a tous les atouts d'un colloque de gauche technocratique dont l'objectif est de réformer l'université pour la rendre plus efficace<sup>3</sup>. Les auteurs de *Porisme* se dressent contre les déclarations du colloque, qu'ils accusent d'avoir mis en oeuvre une idéologie d'élite et de concurrence. De cette façon, la thématique savoir/pouvoir et la critique d'une hiérarchie instaurée sur des inégalités illusoires de savoir,

---

1 Un autre support doit être mentionné : la Révolution Culturelle chinoise, qui démarre à l'été 1966. Elle fait l'objet d'une analyse distanciée mais intéressée dans *Porisme*, qui souligne l'importance du problème des hiérarchies intellectuelles qu'elle met en évidence.

2 « Comment « être de gauche » ? », *Porisme*, 4-5, juin 1967, p.4.

3 Bernard Brillant, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003.

déjà menée au sujet du laboratoire, est élargie à l'ensemble du public des universités. Il n'y a pas, selon les auteurs de *Porisme*, d'inégalités « naturelles » de savoir, mais seulement la production d'un rapport hiérarchique qui s'appuie sur la croyance en de telles inégalités :

*« Tout l'édifice que proposent les idéologues du colloque est basé sur la sélection des meilleurs : la place de chacun serait fixée dans la hiérarchie par son mérite, tel qu'il apparaîtrait après une période probatoire. La sélection de l'élite et sa formation différenciée, seraient une des tâches essentielles de l'enseignement. Ce modèle d'institution, que nous appellerons « méritocratique » dans la mesure où il prétend donner le pouvoir à ceux qui le méritent, serait un modèle progressiste par rapport aux institutions actuelles, y compris l'institution universitaire, en ce sens que le contrôle des compétences y serait plus rigoureux. »<sup>1</sup>.*

Avec cette critique, *Porisme* étend le thème savoir/pouvoir à l'ensemble des rapports sociaux, du moins dans le cadre d'une réflexion sur l'éducation (se saisissant au passage des thématiques de critique de l'éducation que Bourdieu et Passeron ont placées au devant de la scène). En adoptant une posture plus radicale que dans les numéros précédents, *Porisme* se déprend de la référence technocratique et précise le problème politique soulevé par l'idéologie de l'inégalité des savoirs – avec la critique de tout élitisme de connaissance.

L'étude de la revue *Porisme* met en évidence le point de départ essentiel du discours participatif dans le champ scientifique, la crise de la responsabilité scientifique. A partir du milieu des années 1960, les milieux scientifiques ressentent le besoin de renouveler l'engagement scientifique et de défendre de nouvelles normes de responsabilité des scientifiques par rapport à leur travail. Le modèle ouvrier d'un engagement collectif offre alors l'opportunité de repenser les pratiques d'engagement scientifiques et les militants du CNRS se réapproprient ce modèle avec l'analogie [chercheur scientifique/travailleur]. Mais l'adaptation d'un modèle à un milieu produit une situation de crise et appelle des transformations. La transformation conceptuelle principale apportée par *Porisme* est celle qui, à partir de l'application du modèle ouvrier, conduit à considérer le laboratoire comme un lieu de travail au même titre que l'usine (analogie [laboratoire/usine]). La revue *Porisme* inflige ainsi au monde de la recherche des modifications discursives, en particulier avec la critique du rôle des inégalités de connaissances dans les hiérarchies sociales. Elle amorce une critique que les revues suivantes reprendront. Mais ces dernières disposeront, après Mai 68, des outils nécessaires à une remise en question plus radicale des rapports sciences/société.

---

1 « Les scientifiques et l'idéologie d'élite », *Porisme*, 4-5, juin 1967, p.45.

### 3. *Labo-contestation* : revue des luttes

La revue lyonnaise *Labo-contestation*, dirigée par le biologiste Pierre Clément, paraît pour la première fois en 1970, comme supplément de la revue *Herytem* (*critique politique de la vie quotidienne*). L'influence de mai 1968 la distingue de *Porisme*, notamment sur le plan formel. *Porisme* est une revue soignée et ses contributeurs s'y expriment de façon conventionnelle, recourant exceptionnellement au registre familial ; *Labo-contestation* est de l'ordre du bulletin (bien que le papier soit d'assez bonne qualité – ce qui lui est reproché par certains lecteurs), écrit dans un registre souvent provocant, n'hésitant pas à recourir à un style oral, voire grossier, et agrémenté de dessins amateurs. Revue profondément marquée par l'anti-autoritarisme, ses deux principaux axes sont la lutte contre l'exploitation dans les laboratoires et le témoignage du « ras le bol » des milieux de la recherche. Elle rassemble ainsi les luttes liées à l'exercice du pouvoir dans les laboratoires. De même que pour *Porisme*, ce parti-pris ralentit le processus d'extension du discours à l'idée d'une pratique collective des sciences, mais la publication de *Labo-contestation* est précédée d'une période structurante de militantisme qui donne à la revue les moyens d'aborder cette question.

#### 3.a. Lutte contre l'exploitation

##### *Le [laboratoire/usine]*

On peut tout d'abord noter la reprise de l'apport conceptuel principal de *Porisme* par *Labo-contestation* – sans que *Porisme* ne soit jamais mentionnée – sous une version radicalisée. L'association [laboratoire/entreprise] est reprise, mais alors que les textes de *Porisme* posent le problème avec l'ambition sous-jacente de produire une « meilleure » recherche, les auteurs de *Labo-Contestation* luttent contre l'exploitation au nom de motifs politiques qui n'ont rien à voir avec l'efficacité. Les thèmes définis dans *Porisme* trouvent un contenu concret, car c'est à partir des expériences de contestation dans les laboratoires que les auteurs de *Labo-contestation* retrouvent la nécessité de penser le laboratoire comme un lieu « ordinaire » d'exploitation : « L'importance de ces grèves [dans le laboratoire de Louis Leprince-Ringuet] réside surtout dans ce qu'elles ont mis en évidence, à savoir que les conditions du travail scientifique sont identiques, dans leur nature, à celles qui sévissent dans la société globale »<sup>1</sup>.

---

1 « Laboratoire Louis Leprince-Ringuet (Polytechnique – Paris). La grève des vacataires », *Labo-contestation*, 2, 1<sup>er</sup> trimestre 1971, p.19.

Les deux revues formulent des thèmes proches, à partir d'une posture inverse : alors que le CNJS effectue un travail d'ordre général et théorique, *Labo-contestation* s'appuie sur des luttes empiriques dont elle déduit des règles concernant le laboratoire.

### ***Les patrons***

Le rôle des patrons de recherche est l'objet principal de contestation : « *Ce qui est en question [c'est] la perception du pouvoir exorbitant des patrons dans leur labo* »<sup>1</sup>. De nombreux textes analysent les rapports hiérarchiques entre le patron et les différents subalternes. La revue se penche ainsi, au cours de ses différents numéros, sur la situation des femmes dans les laboratoires de recherche, sur la situation des étudiants utilisés en tant que techniciens, ou sur les techniciens eux-mêmes et le personnel administratif. L'approche mêle anecdotes réelles ou fictives, comptes-rendus de grèves ou de différents types de manifestations. A la suite de *Porisme*, *Labo-contestation* réintroduit la thématique contestataire de lutte contre le patron, en lui donnant le tour radical des années post-68.

### ***Exploitations cognitives***

Tout l'intérêt de cette contestation de la hiérarchie dans les laboratoires est d'amener à la réflexion sur la division du travail et sur la distinction manuel/intellectuel comme fondement de la hiérarchie. Cette distinction légitime un rapport d'exploitation inacceptables selon les auteurs de la revue. Ils s'attachent à dénoncer la hiérarchie, l'exploitation et la supériorité donnée aux tâches intellectuelles. La revue reprend l'association [laboratoire/usine] et en tire des conséquences sur la notion d'idéologie d'élite : la science repose sur une division sociale du travail et une idéologie de l'intelligence. La division du travail permet, selon *Labo-contestation*, l'exploitation d'une majorité de personnes qui travaillent sans savoir ce qu'elles font, tandis qu'une minorité d'exploiteurs organise ces activités et possède le pouvoir. Loin d'être une pratique neutre, la science est une pratique d'exploitation :

*« la division sociale du travail : une élite de privilégiés est nécessaire en pays capitaliste ; à côté de ceux qui ont tous les capitaux, il faut en effet privilégier certains qui concentreraient en eux tout le savoir, toutes les responsabilités ; tous les autres travailleurs, déjà dépossédés des capitaux, sont donc en même temps dépossédés du savoir et des responsabilités »*<sup>2</sup>.

---

1 « Editorial », *Labo-contestation*, 1, printemps 1970, p.1.

2 « Faut-il des domestiques ? », *Labo-contestation*, 1, printemps 1970, p.10.

Dans ce système d'exploitation, les chercheurs eux-mêmes sont aliénés, car ils ne connaissent pas les enjeux des tâches qui leur sont attribuées. Ils ont l'illusion de se trouver dans une situation d'autogestion de la recherche alors qu'ils répondent à des exigences qui ne sont pas les leurs ; ils sont pris au piège d'une « *fausse autogestion* » qui n'est au fond qu'un système contraignant et répressif classique<sup>1</sup>. De ce point de vue, *Labo-contestation* approfondit les intuitions de *Porisme*, à l'aide de la grille de lecture sociopolitique imposée par les mouvements de Mai : la hiérarchie, l'exploitation, l'idéologie élitiste sont devenus des thèmes inévitables de toute réflexion politique. Cela explique la facilité avec laquelle les auteurs de *Labo-contestation* investissent le questionnement sur la science de façon critique. Ils emploient des outils de contestation qui n'étaient pas à la disposition des auteurs de *Porisme*.

### 3.b. Luttres contre l'aliénation épistémologique

#### *De l'aliénation technologique à l'aliénation épistémologique*

La question de l'exploitation conduit à des conceptions novatrices du champ scientifique. A travers les textes sur l'exploitation des techniciens, les auteurs posent le problème général de l'aliénation et de l'association savoir/pouvoir dont bénéficient les chercheurs, par une comparaison entre ceux qui possèdent le capital dans la théorie marxiste et ceux qui possèdent le savoir dans cette pensée en cours d'élaboration. Une nouvelle analogie [capital économique/capital cognitif] se fait jour dans leurs écrits<sup>2</sup>. Comme dans *Porisme*, une tentative est mise en œuvre de penser la spécificité de la pratique scientifique sur un modèle d'influence marxiste. Mais dans *Labo-contestation*, cette réflexion est enrichie d'un sentiment antiautoritaire plus fort. La contestation des inégalités de laboratoire conduit les auteurs à observer que la hiérarchie est liée au niveau de diplôme, lequel, censé marquer un degré de connaissance, est arbitraire. Les contributeurs de *Labo-contestation* en déduisent que le savoir est un prétexte à une hiérarchisation qui n'a rien de naturel et ne sanctionne pas la réalité des pratiques. Selon eux, la différence entre techniciens et chercheurs porte uniquement sur un nom et sur un niveau de salaire. *Labo-contestation* milite donc pour la réhabilitation, au sein du laboratoire, de personnes non reconnues comme chercheurs, mais qui les « valent » bien.

---

1 « La crise du CEPREMAP », *Labo-contestation*, 2, 1<sup>er</sup> trimestre 1971, p.44.

2 L'insistance sur la dimension cognitive de l'aliénation renvoie à une caractéristique du marxisme français : son désintérêt pour la théorie économique et son attention spéciale aux mécanismes de l'aliénation. Tony Judt, *Le marxisme et la gauche française*, Paris, Hachette, 1987 [1986, trad. de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat], p.193.

### ***L'idéologie de l'intelligence***

L'apport de *Labo-contestation* est donc d'appliquer la critique de la hiérarchie et de l'autorité au champ scientifique. La revue met en œuvre une critique systématique de tout diffusionnisme et de l'idéologie de l'intelligence, en particulier au moyen d'une réflexion sur l'enseignement. Plusieurs auteurs de la revue sont étudiants, et il est fréquemment question, à travers l'analyse des rapports patron/subalterne, de rapports d'éducation et d'enseignement. Par exemple, la critique de la sélection pour entrer en DEA revient à plusieurs reprises. Avec cette critique, c'est celle du « mythe de l'intelligence » qu'entretient la sélection universitaire, dont la fonction sociale est de légitimer certains pour en exclure d'autres :

*« On peut se demander si cette rareté des cerveaux supérieurs n'est pas entretenue. Or quels sont les critères qui permettent de juger de la supériorité d'un cerveau ? Uniquement le fait que l'individu ait pu ou non gravir tous les échelons scolaires et universitaires ! Peu importe que l'enseignement secondaire, seule voie d'accès au supérieur (donc à la recherche) soit essentiellement adapté aux enfants des couches sociales aisées, représentant un certain milieu culturel ; et que les enfants n'ayant pas la chance d'être dans ces milieux soient d'ores et déjà retardés, mal adaptés au système »<sup>1</sup>.*

Le thème de l'enseignement contribue à ouvrir la discussion sur l'intelligence à l'extérieur du laboratoire car le mythe de l'intelligence dans l'enseignement est à plusieurs reprises dénoncé comme un fondement de la société capitaliste, par la spécialisation des tâches qu'il implique. Cela s'explique par le fait que la critique de l'enseignement est à l'époque beaucoup plus développée et répandue que la critique des sciences, et vécue comme un problème crucial par de nombreux mouvements. Les critiques de la science qui voient le jour dans *Labo-contestation* rejoignent alors la thématique de l'enseignement, qui leur donne plus de poids et d'ampleur. C'est donc par le biais du lien science/enseignement que *Labo-contestation* donne à ses critiques tout leur impact. La question de l'intelligence devient le problème central et pose le laboratoire comme lieu originel de luttes à étendre à l'ensemble de la société. Un article dénonce la valorisation de la recherche, qui conduit à scinder la société et à produire une *intelligentsia* qui cautionne la base du capitalisme : la division sociale du travail. Le raisonnement fait ainsi de la recherche un pilier fondamental de « *l'exploitation de l'homme par l'homme* »<sup>2</sup>. La lutte contre la division du travail passe par une lutte contre l'idéologie de l'intelligence.

---

1 « Faut-il des domestiques ? », *Labo-contestation*, 1, printemps 1970, p.9.

2 « Le chercheur scientifique : sainteté ou martyr ? », *Labo-contestation*, 1, printemps 1970, p.40.

### 3.c. Luites contre la hiérarchie des intelligences

Cela implique pour *Labo-contestation* deux mouvements : d'abord, une diffusion des réflexions de la revue dans un cercle plus large : de secrétaires, de bibliothécaires, d'employés et de dactylos, mais aussi d'ouvriers. Il est nécessaire pour les auteurs de diffuser cette revue dans un cercle plus large parce que les problématiques qu'elle soulève sont des problématiques d'ordre général. Le second mouvement correspond à la production d'un savoir différent et à la critique radicale du savoir. A travers la critique de la hiérarchie des intelligences, *Labo-contestation* parvient à une formulation de l'exigence participative.

#### *Egalitarisme, collaboration, nihilisme*

Afin de ruiner la fausse opposition savoir/pouvoir, les auteurs de *Labo-contestation* montrent la nécessité d'une collaboration égalitaire au sein du laboratoire. L'exploitation perdurera selon eux tant qu'une « véritable » collaboration ne sera pas mise en place. Une première forme d'association consiste en des expériences de recherche collaborative entre assistants, techniciens et chercheurs. Plusieurs expériences et formes d'organisation sont évoquées : un système de redistribution égalitaire des salaires entre secrétaires, techniciens, chercheurs, la formation d'une secrétaire au métier de chercheur et sa participation à des articles scientifiques, la participation d'un technicien aux publications d'une équipe de recherche, etc. Ces expériences montrent l'intérêt des auteurs pour la mise en œuvre de méthodes de coordination défiant les normes hiérarchiques traditionnelles. Une deuxième forme de collaboration est évoquée dans *Labo-contestation*. Fondée sur une critique radicale du savoir scientifique, elle propose la destruction du système de production de connaissances tel qu'il existe, sans solution alternative. Un texte signé « mao-techno » propose par exemple d'unir tous les opposants à la rationalité, qu'ils soient paysans, commerçants ou scientifiques, afin de détruire la « techno-structure » : « Notre objectif est désormais la destruction de la techno-structure ; les moyens, notre imagination saura les trouver ! »<sup>1</sup>.

#### *Esquisses de la science au peuple*

A ces deux formes de collaboration s'adjoint une troisième : la proposition de mettre au point la science du peuple. Celle-ci est seulement esquissée dans la revue. Par exemple, au cours d'une comparaison entre [laboratoire/usine d'armement], un article évoque la nécessité pour

---

1 Mao-techno, « La longue marche des intellectuels », *Labo-contestation*, 2, 1<sup>er</sup> trimestre 1971, p.47.



les ouvriers de l'usine de distribuer les armes au peuple plutôt qu'aux « flics », sans que la comparaison [savoir scientifique/armes] soit menée explicitement à terme<sup>1</sup>. Néanmoins, le numéro 5, consacré à l'hôpital (rédigé par des personnels hospitaliers, il est simultanément le premier numéro d'*Hostoaction*), aborde la question du savoir des malades sur leur propre corps et pose l'exigence d'une meilleure connaissance de soi pour échapper aux pouvoirs :

*« Notre revendication est alors de savoir. Nous voulons connaître les causes actuelles des maladies. Nous voulons savoir avec précision ce que les industriels mettent dans l'air, l'eau, les aliments ; et quelles conséquences cela a sur notre santé. Evidemment, savoir n'est pas notre but suprême. Mais nous devons savoir pour pouvoir nous organiser, enlever le pouvoir à ceux qui nous tuent à petit feu pour leur seul profit immédiat ; et ensuite assumer ce pouvoir, collectivement, de façon responsable »<sup>2</sup>.*

Cette citation correspond à l'un des premiers généralisations de la critique à l'ensemble du corps social. La thématique de la science au peuple n'est pas encore explicite, mais l'idée d'un savoir/pouvoir assumé collectivement par ses usagers est formulée.

L'ambition de *Porisme* est radicalisée avec *Labo-contestation*, qui ouvre peu à peu les revendications initiales au reste de la société. Le thème de la science au peuple ne fait pas d'apparition explicite dans la revue, mais on peut en trouver des signes annonciateurs forts, selon trois mouvements d'approfondissement de la critique par rapport à la revue précédente. D'abord, la critique de la hiérarchie dans les laboratoires est radicalisée et concerne l'ensemble des personnels du laboratoire, des techniciens aux secrétaires et aux dactylos ; ensuite, la critique de l'enseignement aboutit à une remise en cause de l'idéologie de l'intelligence - il y avait bien dans *Porisme* de premières marques de cette extension, mais le mouvement de mai 1968 lui a donné plus d'élan ; enfin, si la notion de production collective de savoir n'est pas tellement développée hors du laboratoire, un numéro consacré à l'hôpital donne de premiers signes d'une réflexion thématique sur la possibilité d'une pratique collective de la science. Appliquant à l'hôpital les mêmes exigences critiques qu'au reste du champ scientifique (critique de la hiérarchie et de la division des tâches), le numéro en arrive à la nécessité d'inclure les patients dans toute volonté de réforme ou de transformation, car ils sont les premières victimes du pouvoir. Ce projet trouve dans *Survivre* une formulation plus développée.

---

1 « Le chercheur scientifique : sainteté ou martyr ? », *Labo-contestation*, 1, printemps 1970, p.39.

2 « La santé nous concerne tous », *Labo-contestation*, 5, printemps 1972, p.74.

#### 4. **Survivre : revue des savoirs alternatifs**

À l'origine, *Survivre* est un mouvement international et une revue créés à Montréal en juillet 1970, à l'occasion de l'intervention d'Alexandre Grothendieck dans un séminaire de mathématiques. Grothendieck, mathématicien de génie – lauréat de la médaille Fields en 1966- et militant inlassable - au cours de cette période il délaisse les mathématiques pour se consacrer au militantisme puis à partir de 1976, à la méditation<sup>1</sup>-, est la personnalité centrale de la revue. L'histoire de cette revue est avant tout l'histoire de la radicalisation d'un discours et condense plusieurs traits de l'évolution de la critique des sciences – ce qui s'explique par la « longue » durée de vie de cette revue comparée aux autres<sup>2</sup>.

##### 4.a. **Antimilitarisme et écologie**

La revue, au départ, est plus marquée que les autres par l'antimilitarisme et l'écologie. La première ligne de conduite de *Survivre* est l'opposition à toute collaboration des scientifiques avec l'appareil militaire<sup>3</sup>. La démarche de Grothendieck illustre cette volonté puisque lui-même quitte l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques en septembre 1970, après avoir découvert que celui-ci est financé partiellement par des « fonds militaires »<sup>4</sup>. La seconde thématique centrale de *Survivre*, lors de son lancement, est l'écologie. Thématiques militaire et écologiste sont étroitement liées. L'objectif initial du mouvement est éclairant sur ce point: « *But du mouvement : lutte pour la survie de l'espèce humaine et de la vie en général menacée par le déséquilibre écologique créé par la société industrielle contemporaine [...], par les conflits militaires et les dangers de conflits militaires.* »<sup>5</sup>. Les préoccupations autour des dangers de la bombe atomique en recouvrent d'autres, formulées dans le langage de l'écologie. À l'antimilitarisme et à l'écologie s'ajoutent rapidement, dans les premiers numéros, des thèmes annexes : pacifisme, *free schools* et mouvements sociaux américains, objection de conscience. Des textes sur le champ scientifique complètent ce tableau, évoquant par exemple les interventions d'acteurs de la revue dans des conférences et leurs actions.

---

1 Alexandre Grothendieck, *Récoltes et semailles. Réflexions et témoignages sur un passé de mathématicien*, Montpellier, Université des sciences et techniques du Languedoc, Document ronéoté, 4 tomes.

2 *Survivre* est publié de 1970 à 1975.

3 De ce point de vue, elle s'ancre dans les revendications de la *Society for Social Responsibility in Science* créée en 1949. Kelly Moore, *Disrupting science. Social Movements, American Scientists, and the politics of the military, 1945-1975*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2008.

4 Alexandre Grothendieck, « Comment je suis devenu militant », *Survivre*, 6, janvier 1971, p.9.

5 « Lignes directrices pour le mouvement international Survivre », *Survivre*, 1, août 1970, p.3.

Malgré un intérêt évident pour les thèmes de contestation de la vague soixant-huitarde, *Survivre* conserve néanmoins un aspect traditionaliste au cours de sa première période<sup>1</sup>. Celui-ci transparaît à travers trois caractéristiques des premiers numéros de la revue : son ton professoral, l'image qu'elle renvoie du savant et sa conception des rapports science/société. Dans les premiers numéros, la revue adopte en effet un ton professoral et malgré le fait que les auteurs revendiquent de n'avoir aucune compétence particulière sur les questions qui les préoccupent (nucléaire, militaire, écologie), ils adoptent une posture classique d'enseignants : les savants se chargeant d'enseigner au peuple ce que celui-ci devrait savoir. Plusieurs articles sont ainsi marqués par la volonté de « bien » éduquer le public, avec l'idée que des scientifiques responsables sont les mieux à même de montrer aux profanes les enjeux du développement technique : « *Ce sont les scientifiques qui sont les plus qualifiés pour informer le large public de ces dangers, de l'urgence d'une action pour prévenir notre destruction, consécutive à la destruction de notre environnement* »<sup>2</sup>. En conséquence, plusieurs lecteurs reprochent à la revue un aspect « moralisant » et donneur de leçons<sup>3</sup>.

Parallèlement à l'adoption de ce ton professoral, la revue présente une image du chercheur encore valorisante, bien qu'égratignée. Le principal reproche adressé aux scientifiques est d'afficher un désintéressement qui permet aux puissants de les utiliser. Ce reproche, régulièrement formulé jusqu'au numéro 4, s'appuie sur l'argument suivant : le scientifique, s'il revendique l'apolitisme, est en fait utilisé par les classes dirigeantes. Il faut au contraire sensibiliser les chercheurs aux applications qui peuvent être dérivées de leurs travaux, leur apprendre à juger de l'utilité ou de la nocivité de leurs recherches.

Enfin, la revue met en oeuvre une vision héroïque du savant. Avec le prétexte de démythifier la science, elle le met en scène comme dépositaire d'un pouvoir dont il n'a pas conscience. Tandis que dans *Labo-contestation*, le savant est dépouillé de ses oripeaux, les auteurs insistant sur son impuissance en tant qu'individu isolé, les premiers numéros de *Survivre* mettent en scène une figure encore valorisante du savant.

---

1 La publication peut être périodisée de la manière suivante : 1) du numéro 1 (août 1970) au numéro 5 (décembre 1970) : engagement traditionnel, 2) du numéro 5 au numéro 9 (août-septembre 1971) : transition entre l'engagement traditionnel et l'engagement radical, 3) du numéro 9 au numéro 19 (1975) : surenchère de radicalisation.

2 Marc Atteia, Alexandre Grothendieck, Daniel Lautié, Jérôme Manuceau, Michel Mendès-France, Patrick Wucher, « Pourquoi encore un autre mouvement ? », *Survivre*, 2-3, septembre-octobre 1970, p.27.

3 Alexandre Grothendieck, « Progrès de *Survivre* », *Survivre*, 4, novembre 1970, p.22-23.

Ce positionnement conduit alors à des ambiguïtés, qui s'expriment dans les jugements de la revue sur la diffusion des connaissances. Tout en proposant de mettre en œuvre des programmes d'éducation libre et en réfléchissant à des méthodes d'enseignement progressistes, la revue ne met pas en question la méthode scientifique dans ses premiers numéros. Le bon sens scientifique est souvent loué et présenté comme la solution aux problèmes sociaux : « *Le public ne réalise pas que la science, et plus particulièrement les options devant lesquelles elle nous place, relèvent du simple bon sens comme toute autre chose, et que ce bon sens est en principe également réparti : un balayeur des rues peut en avoir autant et plus que le plus grand savant du monde* »<sup>1</sup>. Partant de ce constat, les auteurs de *Survivre* se donnent pour tâche de faire partager le « *véritable esprit d'examen scientifique* »<sup>2</sup>, ce qui implique un travail de démythification de la science.

Ce travail de démythification de la science s'adresse à l'ensemble de la population et « aux masses ». Or, c'est précisément par l'intermédiaire de la notion de masse et par la reconceptualisation qu'elle lui impose que la revue *Survivre* est conduite à formuler l'exigence d'une science du peuple.

#### 4.b. L'intrusion des masses

La notion de « masses populaires » est un élément déterminant de l'évolution de *Survivre*. Le rapport envisagé entre les scientifiques et les masses, par l'invocation d'un destin commun, d'un intérêt lié, avec l'humanité et le risque de sa destruction, conduit à un premier tournant de la revue et amène progressivement le thème de la science au peuple. La revue, qui souhaite d'abord s'adresser aux savants, défend en même temps la nécessité d'une diffusion aux « masses ». Cela fonde une critique des mouvements traditionnels de réflexion sur les sciences – en particulier Pugwash<sup>3</sup>.

---

1 Alexandre Grothendieck (d'après Paul Koosis *et al.*), « Sur le divorce entre science et vie, scientifiques et population », *Survivre*, 1, août 1970, p.17.

2 Alexandre Grothendieck, *Ibid.*, p.17.

3 Un conflit relaté dans les pages de *Labo-contestation* illustre la distribution des postures, dans l'espace de la critique, entre le modèle Pugwash, l'engagement de *Survivre* et celui de *Labo-contestation*. Une conférence de Grothendieck à la faculté d'Orsay, le 26 juin 1970, est retranscrite dans le numéro 2 de *Labo-contestation* par des personnes ayant assisté à la conférence et intervenant contre Grothendieck. Trois positions difficilement conciliables s'opposent au cours de cette situation : celle de Grothendieck, critique de la science à partir de sa légitimité de scientifique, celle de *Labo-contestation*, radicalement critique des positions hiérarchiques dans le champ scientifique et enfin celle d'un adhérent à Pugwash. Cette conférence montre les tensions entre le modèle de l'engagement universaliste et celui de l'engagement ouvrieriste. « Grothendieck, un savant responsable ? », *Labo-contestation*, 2, 1970, p.50-56.

« La plupart des gens ont les yeux fixés sur le sommet de la pyramide : sur les princes qui nous gouvernent, sur les industriels les plus importants, parfois aussi sur les savants les plus prestigieux. [...] A notre connaissance, c'est le cas pour tous les mouvements de scientifiques (à commencer par le plus connu de tous, le mouvement Pugwash) »<sup>1</sup>.

La fascination pour les « masses », répandue dans les mouvements contestataires des années 1970, va conduire les acteurs de *Survivre* à repenser leur projet : s'ils veulent transformer les pratiques sociales, ils doivent agir directement sur les masses.

« En fait, aucun chef d'état, aucun gouvernement, n'a assez de puissance pour pouvoir contrôler la force immense et aveugle qui entraîne l'humanité vers un destin inconnu, - un destin qui risque fort d'être anéantissement collectif. Cette force immense, c'est la force d'inertie des masses. [...] Pour contrôler ces forces, seule une action sur les masses elles-mêmes a une chance de succès »<sup>2</sup>.

On peut noter que l'image des masses convoyée par ce passage a peu de choses en commun avec l'image glorifiée des classes laborieuses comme *moteur* de l'histoire. C'est leur inertie qui est mise en évidence et leur capacité à être porteuses du sens de l'histoire est due à leur passivité. Toutefois, même si ce passage donne une vision encore élitiste des masses, il atteste un intérêt à l'origine d'un revirement important du style énonciatif de la revue.

Dès lors, les auteurs de *Survivre* font évoluer leur discours et les règles d'un discours adressé aux masses. D'abord, toute communication avec les masses impose de renoncer à des privilèges et à des pratiques de communication négatives : respecter l'étudiant, éviter le mépris comme la condescendance, etc. Surtout, une nouvelle conception des « masses » est nécessaire. Il n'est guère possible en effet de leur attribuer ce statut indifférencié pour les prendre comme interlocuteurs. Les auteurs se font intuitivement à l'idée que « *les masses n'existent pas, mais qu'il y a seulement des manières de considérer les gens comme des masses* »<sup>3</sup>. La prise en considération des masses comme un interlocuteur, alliée aux réflexions sur l'enseignement alternatif et les *free schools* contraint les auteurs de *Survivre* à se défaire d'un modèle implicite du déficit. La revue s'inscrit dans un mouvement général en faveur de la « démocratie culturelle », qui s'adresse au grand public avec le double projet de favoriser

---

1 Marc Atteia, Alexandre Grothendieck, Daniel Lautié, Jérôme Manuceau, Michel Mendès-France, Patrick Wucher, « Pourquoi encore un autre mouvement ? », *Survivre*, 2-3, septembre-octobre 1970, p.26.

2 Marc Atteia et alii, *Ibid.*, p.26.

3 « *There are in fact no masses, but only ways of seeing people as masses* ». Raymond Williams, *Resources of Hope*, London & New York, Verso, 1989, cité par Alan Irwin, Brian Wynne, « Introduction », p.1-17 in Alan Irwin, Brian Wynne / *Misunderstanding science ? The public reconstruction of science and technology*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1996.

l'appropriation populaire des formes culturelles légitimes et de relégitimer les formes culturelles sous-évaluées<sup>1</sup>. Elle produit alors de nouvelles représentations du public, qui d'interlocuteur individualisé devient acteur, comme on le verra par la suite.

Le sérieux professoral emprunté à *Porisme* est définitivement abandonné après la formulation de cet intérêt pour le grand public en tant qu'*interlocuteur* du mouvement militant. Faire du peuple et des masses un interlocuteur, puis un acteur conduit les acteurs de *Survivre* à élaborer une réflexion sur la signification d'une collaboration entre les scientifiques et les masses. On en arrive ainsi à la défense de la nécessité de pratiques collectives de connaissance. L'ambition de devenir une revue d'audience plus large que les précédentes impose à *Survivre* des thèmes, des postures énonciatives et des constructions de l'image de ses interlocuteurs. Au confluent des ambitions et des nécessités pratiques s'élabore le projet de *Survivre* : le contenu du projet est modifié par l'ampleur que ses auteurs souhaitent lui donner<sup>2</sup>.

#### 4.c. La science au peuple ?

Alors que la revue commence à évoquer la science « *au service du peuple* »<sup>3</sup>, l'intrusion des masses en tant qu'interlocuteur, d'abord passif, va conduire progressivement à l'idée d'une pratique scientifique nouvelle. Les évolutions principales sur ce plan vont être : la critique de l'expertise et la valorisation du profane, la dénonciation du scientisme, la réflexion sur une « autre » pratique de la science.

#### ***Reconsidérer le public, déconsidérer l'expert***

Les numéros suivants retournent la façon de considérer le public. Le numéro 5 de *Survivre* est un prélude à ce changement : il signe le passage d'une critique du nucléaire militaire à celle du nucléaire civil et surtout publie un article de Jean Pignero, fondateur de l'Association de Protection contre les Rayonnements Ionisants et figure fondatrice du mouvement

---

1 Ce mouvement anime à la même époque la réflexion sur la muséologie. Serge Chaumier, « Le public, acteur de la production d'exposition ? Un modèle écartelé entre enthousiasme et réticences », p.241-250 in Jacqueline Eidelman, Mélanie Roustan, Bernadette Goldstein (dir.) / *La place des publics. De l'usage des études et recherches par les musées*, Paris, La Documentation Française, 2007.

2 Le rapport entre les ambitions éditoriales de *Survivre* et sa construction du discours sur la science au peuple appuie les thèses de Chartier sur la dimension primordiale d'un « sens de forme » – tout en montrant à quel point ce sens est actif au niveau de l'évolution d'un discours. Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 2009 [1998].

3 Mathilde Escuder, Alexandre Grothendieck, « Monographies de *Survivre* », *Survivre*, 4, novembre 1970, p.18.

antinucléaire en France. Jean Pignero, instituteur, a été parmi les premiers en France à lutter contre la politique du nucléaire civil. L'article qu'il écrit pour *Survivre* constitue la figure inaugurale que l'on retrouve ensuite comme le « profane engagé » qui a su se dresser contre la machine scientifique de façon efficace, sans sombrer dans l'irrationalisme. Cet article est important car il est, chronologiquement, le premier du corpus à mettre en scène le David profane contre le Goliath scientifique. Son introduction, rédigée par Grothendieck contribue à produire une figure paradigmatique du discours sur la science au peuple :

*« L'entreprise de J. Pignero, directeur de l'Association dont il nous donne ici un bref historique, nous intéresse notamment comme celle d'un homme sans moyens matériels ni diplômes scientifiques, qui se décide à agir devant une situation qu'il considérait (à juste titre) comme scandaleuse, alors que les spécialistes se taisaient – et continuent à se taire. Ses handicaps ne l'ont pas empêché de mettre sur pied et de maintenir pendant de nombreuses années une publication solidement documentée, qui mériterait une circulation plus vaste. »<sup>1</sup>.*

Le personnage de Pignero, régulièrement évoqué dans les numéros suivants de la revue, remplit un rôle de premier ordre, car il symbolise un personnage nouveau dans la contestation de la science, personnage dont on n'avait trace jusque-là ni dans *Porisme* ni dans *Labo-contestation* : le profane engagé dans une lutte contre la science, porteur d'une nouvelle forme de « *praxis cognitive* »<sup>2</sup>. Il préfigure ainsi la figure du « *profane épistémologique* » auquel on reconnaît une compétence et des connaissances<sup>3</sup>. Mais si la valorisation du profane est le signe d'une évolution dans la manière de considérer les publics de la science, son corollaire, la dévalorisation de l'expert, témoigne avant tout d'un certain mépris pour la « mauvaise » science. Dans un premier temps, l'apparition de ces figures du profane engagé et de l'expert n'a donc pas d'effet sur la ligne générale de la revue. Mais au fil des numéros 7 et 8, le ton se relâche, les premiers dessins apparaissent, et la revue rompt avec une écologie technocratique, pour laquelle « *la pollution ne serait qu'un sous-produit d'une technologie imparfaite qui pourrait être éliminée par une technologie plus avancée* »<sup>4</sup>. Il en résulte, à partir du numéro 9, une critique radicale du scientisme.

---

1 Introduction à l'article de Jean Pignero, « L'association pour la protection contre les rayonnements ionisants », *Survivre*, 5, décembre 1970, p.3.

2 Andrew Jamison, « Social movements and science : cultural appropriations of cognitive praxis », *Science as Culture*, vol.15, 1, mars 2006, p.45-59. Voir aussi : Mathieu Quet, « Le savoir de l'expert. L'expertise dans les revues de critique des sciences en France (1966-1977) » à paraître in Renaud Crespin, Yann Bérard, *Aux frontières de l'expertise. Dialogues entre savoirs et pouvoirs*, Rennes, PUR.

3 Sezin Topçu, « Tensions liées aux rhétoriques du « profane » : le cas du nucléaire », p.185-210 in Thomas Fromentin, Stéphanie Wojcik / *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2008.

4 Elaine Iyanaga, « Papier vert écologique », *Survivre*, 7, février-mai 1971, p.10.

### ***Dénonciation du scientisme***

Le véritable revirement de la revue a lieu avec le numéro 9, à la fin de l'été 1971 : le premier article du numéro est consacré à « La nouvelle église universelle » et attaque vigoureusement le scientisme. L'article présente le scientisme comme une idéologie où la science remplace les religions traditionnelles. L'article explique qu' « à travers un processus « d'annexion impérialiste » qui devrait être analysé de façon plus serrée, la science a créé son idéologie propre, ayant plusieurs des caractéristiques d'une nouvelle religion, que nous pouvons appeler le scientisme »<sup>1</sup>. L'idéologie scientiste, masquée sous les traits de la vérité, aurait supplanté les autres idéologies (capitaliste, communiste) et la population mondiale y serait soumise. Les experts sont attaqués et pour la première fois dans la revue référence est faite à la révolution culturelle (la Chine étant considérée comme l'un des seuls pays au monde où le scientisme ne serait pas trop enraciné). Le texte fait de la science un problème politique central et montre à quel point il s'agit d'une pratique totalitaire, qui régit la vie des individus en leur imposant des modes de connaissance du réel. Deux voies sont envisagées pour lutter contre cette situation : une lutte de l'intérieur, menée par les scientifiques conscients des erreurs et dangers du scientisme, ou la contestation plus radicale effectuée par le mouvement hippie (qui renvoie à la fascination des auteurs de *Survivre*, Grothendieck en particulier, pour les contre-cultures). Mais bien qu'il ne propose pas de solution, ni même envisage la possibilité d'une science au peuple, cet article achève la conversion de la revue à cette idée.

Le même numéro 9 contient une présentation du mouvement *Science for the people* qui s'est constitué aux Etats-Unis en 1970, dans un article conséquent : « Le mouvement « science pour le peuple » est amené à envisager ce que serait une science qui réaliserait non les intérêts de ceux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir, mais les intérêts de chacun et de la collectivité, une science détenue, utilisée, développée par la collectivité »<sup>2</sup>. Un premier acte de naissance français du slogan d'une science du peuple est alors l'influence américaine des mouvements contestataires. Les circulations et les recompositions n'ont pas seulement lieu à partir des thématiques françaises : une circulation internationale des discours et des savoirs (favorisée par la mobilité des chercheurs scientifiques français, qui sont nombreux à avoir eu des expériences de recherche à l'étranger) permet aussi l'intrusion de thèmes nouveaux dans la critique des sciences française.

---

1 Rédaction de *Survivre*, « La nouvelle église universelle », *Survivre*, 9, août-septembre 1971, p.4.

2 Jean-Pierre Aboulker, « Science for the people », *Survivre*, 9, août-septembre 1971, p.21.



### ***Une autre pratique de la science***

Parallèlement à la critique de l'expertise et du scientisme, le thème d'une nouvelle science ou d'une autre science va devenir récurrent dans la revue – et sera le support principal de la réflexion sur des pratiques collectives de connaissance. Il n'est plus question d'étendre la rationalité à l'ensemble de la société, ni même de mettre la pratique scientifique des chercheurs au service du peuple. La science « officielle », remise en question directement à travers l'idéologie scientiste, est disqualifiée :

*« La vérité, c'est de l'ordre de ce qu'on produit, et non quelque chose qui est déjà là, bien délimité, indépendamment de qui l'a dit. Ce n'est pas en tous cas un temps auquel on accède et où on appellerait les larges masses à entrer : on comprend qu'avec une pareille conception, l'aspect technique soit mis au premier plan et que le nec plus ultra, ce soit de démocratiser cette technique, en la mettant à la portée de tous, comme si les gens ne pouvaient pas construire la technique qui leur convient »<sup>1</sup>.*

Il faut donc trouver un autre à la science, mettre en pratique une autre science : changer radicalement la pratique scientifique. Le thème de l'autre est porteur de l'idée d'une science collective. Il renvoie d'abord à la possibilité d'une vie autre, qui revient régulièrement avec le durcissement de la ligne écologiste gauchiste de la revue. La nécessité d'un autre mode de vie est une exigence fréquente, par exemple avec la réflexion sur les communautés, le retour à la campagne, les réseaux de « bouffe parallèle ». Cet autre mode de vie invite à une autre pratique de connaissance. Le développement des technologies douces, ou de pratiques de production différentes comme l'agrobiologie, de nouveaux moyens de production d'énergie<sup>2</sup> offrent de nombreuses occasions de discuter le thème de l'altérité. Toutes ces réflexions sont porteuses du thème de l'autre et du désir de transformer radicalement certaines pratiques de connaissance et de production. Ces thèmes ne sont pas spécifiques, et on les trouve chez des auteurs comme Illich (une note de lecture est consacrée au livre *Une société sans école*), mais ils sont exploités ici à l'intersection entre réflexion écologiste et critique de la science, et d'alimentent une réflexion plus théorique sur la question de l'« autre pratique scientifique ».

Ce thème est abordé explicitement. La méthode scientifique est remise en question dans le numéro 9 et l'article « Un nouvelle église universelle » se clôt sur une interrogation : « Vers une nouvelle science ? », posant pour la première fois explicitement la question de la

---

1 Daniel Sibony, Denis Guedj, « Discours de la méthode ou discours de la vie ? », *Survivre*, 10, octobre-novembre 1971, p.12. (souligné par l'auteur).

2 Mireille Tabare, « Pour de nouvelles cultures », *Survivre*, 10, octobre-novembre 1971, p.20-22.

possibilité d'une autre pratique scientifique, qui serait partagée par tous (on a vu que *Porisme* évoque la question de la pluralité des méthodes, tout en restant dans les frontières du champ scientifique). Dans le numéro 10, l'expression est affirmative - « Vers une nouvelle science » -, et l'exigence de la science « au » peuple devient exigence de la science « du » peuple :

*« Par sa nature même, la nouvelle science sera un agent de transformation radicale de la société actuelle. Sa pratique présuppose qu'elle soit faite par la libre initiative de tous, et non réservée à des élites ou avant-gardes d'initiés. Elle est un des moyens pour dépasser radicalement la simple critique et réaliser notre désir de construire une autre vie, et pour détruire les bases mêmes des rapports de puissance et d'exploitation. **La Nouvelle Science peut se définir comme la science du Peuple et non pas la Science pour le Peuple.** Une telle transformation n'est manifestement possible qu'en changeant profondément à la fois le contenu de la science actuelle, et sa méthode qui sera définie par la pratique journalière du peuple. Ce n'est qu'ainsi que la science ne pourra plus être un outil dans les mains de quelques uns pour asseoir leur domination. »<sup>1</sup>.*

Après de multiples opérations de recomposition, l'exigence d'une science *du* peuple est enfin formulée. Il ne s'agit pas seulement d'une science alternative, mais aussi d'une pratique collective qui porte une exigence de participation (« pratique journalière »). La revue exprime ainsi une revendication de plus en plus forte en faveur d'une pratique scientifique non oppressive, collective et utile à tous. Cette pratique implique de se dresser contre l'idée de spécialisation ou toute forme de hiérarchie. Cependant, l'existence concrète de ces sciences, à la fois ludiques et productives au regard de chacun, ne fait pas l'objet d'une enquête systématique, même si certains exemples sont présentés comme les diverses tentatives évoquées ci-dessus (technologies douces, agrobiologie). Il semble que la revendication d'une pratique populaire de la science intervienne dans un « trou représentationnel » en ce qui concerne les pratiques alternatives. Bien que l'écologie ou certains de ses aspects puissent constituer une représentation possible de l'exigence d'une science populaire<sup>2</sup>, les auteurs de *Survivre* ne semblent pas placer pas de pratique concrète sous l'exigence qu'ils formulent.

### **Radicale radicalisation**

A partir du numéro 16, la revue va se radicaliser définitivement, et dépasser l'idée même de science au peuple. Le premier signe de cette radicalisation est l'éloignement de l'écologie, avec la critique de l'« écofascisme », dans le numéro 15, et de l'écologie technocratique. Puis

1 Alexandre Gorthendieck, Denis Guedj, « Allons-nous continuer la recherche scientifique ? », *Survivre*, 10, octobre-novembre 1971, p.19.

2 Céline Pessis, *Les années 1968 et la science. Survivre...et vivre, des mathématiciens à l'origine de l'écologisme*, mémoire de Master 2, Centre A. Koyré, EHESS, 2009.

la revue effectuée dans le numéro 16 une critique réflexive, en proposant une analyse de son évolution et en indiquant certaines pistes à poursuivre pour les numéros suivants : *Survivre* refuse désormais toute place assignée par l'« écosystème bureaucratique », affirme une idéologie totalement libertaire, contestant toute hiérarchie et toute forme de contrôle. Le numéro 16 sonne en quelque sorte le glas d'une critique « informée » de la science et de l'écologie pour élargir la contestation à une forme d'expression sociale touchant à tous les domaines de la vie. Le départ de Pierre Samuel, personnalité importante de la revue, avec la publication du numéro 16, pour « *divergences importantes de pensée et de style* »<sup>1</sup> illustre l'évolution de la revue vers d'autres formes de critique.

Avec cette évolution, le statut de la notion de science au peuple devient plus flou, à la fois réaffirmé et contesté. Toujours dans le numéro 16, une lettre de Didier Savard –dessinateur de *Survivre* – à Cavanna réaffirme la nécessité d'une « science du peuple »<sup>2</sup>. En parallèle, un autre texte explique qu'il n'est pas question de démocratiser la science, de la partager entre tous : « *Démocratiser la science, la raison, c'est tomber en plein dans le piège de la bourgeoisie* »<sup>3</sup>. Peu à peu la revue va donc se diriger vers une réflexion sur la production de savoirs conflictuels, révolutionnaires. Le numéro 19 de la revue, dernier paru, annonce encore une nouvelle rupture : l'idée d'une nouvelle science est abandonnée par les membres de la revue, par crainte d'en devenir les « *nouveaux prêtres* ». Il faut selon eux s'en remettre à d'autres cultures, d'autres modes de connaissance, et surtout s'opposer à toute forme de vérité. Ce dernier numéro mêle textes de fiction, films imaginaires, critiques de films. *Survivre* succombe ainsi au « *néo-nihilisme sociologique* » qui menace un mouvement hyper-réflexif alternant entre critique et autocritique<sup>4</sup>. Dans l'intervalle cependant, l'idée d'une science collective, d'une participation populaire à la pratique scientifique a été formulée. Les recompositions discursives ont donné lieu à la formulation d'une « pure exigence ». Celle-ci est liée à diverses influences (ouvriérisme, critique étudiante de mai 68, mouvements contestataires anglo-saxons) qu'elle applique au cadre de la recherche scientifique française. Par cette opération discursive, la revue *Survivre* prépare le terrain à la revue suivante, qui aura un regard et plus théorique sur la question de la science au peuple.

---

1 Pierre Samuel, « Je quitte survivre et vivre », *Survivre*, 16, 1973 p.8.

2 Didier Savard, « Lettre à Cavanianiania », *Survivre*, 16, 1973, p.11.

3 Denis Meuret, « Ecologie, désir, histoire », *Survivre*, 16, 1973, p.34.

4 Hilary Rose, « Hyper-reflexivity – A New Danger for the Counter-movements », p.277-289, in Helga Nowotny, Hilary Rose (eds.) / *Counter-movements in the Sciences, the sociology of the alternatives to Big Science*, Dordrecht, D. Reidel publishing company, 1979.

## 5. *Impascience* : revue de synthèse

*Impascience* est une revue dirigée par le physicien Jean-Marc Lévy-Leblond, dont six numéros paraissent entre 1975 et 1977. Les textes sont souvent plus abstraits et la revue est marquée par l'approfondissement des réflexions sur la notion de science du peuple. L'expérience, une fois de plus, est trop courte et de trop faible ampleur pour fonder de solides acquis, mais elle constitue des objets de questionnement originaux et pertinents que prolongera la nouvelle sociologie des sciences dans le champ académique.

### 5.a. Mélange des genres

#### *Un mixte de Labo-contestation et de Survivre*

*Impascience* apparaît à maints égards comme la revue qui synthétise les différents courants de la critique des sciences. Le premier éditorial rassemble la plupart des thèmes abordés dans les années précédentes : engagement politique, exaspération face à l'institution, volonté de transformation, réflexion sur le rôle politique et idéologique de la science, etc :

*« Par des chemins divers, nous en sommes tous arrivés à questionner le sens de l'activité scientifique aujourd'hui : soit que nous mettions en cause le rôle politique et idéologique de la science et de la technique, soit que nous soupçonnions des liens étroits entre méthode scientifique et domination, entre rationalité scientifique et répression sociale, soit encore que nous en ayons tout simplement ras le bol de notre métier »<sup>1</sup>.*

Comme dans *Survivre* et *Labo-contestation*, se lit la volonté d'élargir le mouvement au-delà du cercle restreint de la science, pour s'adresser à un public plus large et le faire participer, en proposant d'interroger la science dans des lieux qui n'y sont pas habitués (MJC, comités d'entreprises, etc.). Cette volonté d'élargissement réunit les ambitions de *Labo-contestation* et de *Survivre* : comme le premier, *Impascience* tente d'inventer des formes de collaboration avec le public, afin de mener des luttes communes et, comme le second, la revue souhaite « démolir méthodiquement la muraille sacrée qui sépare ceux qui « savent » de ceux qui ne « savent pas »<sup>2</sup>. De *Labo-contestation*, *Impascience* conserve aussi un intérêt pour les luttes concrètes au sein du laboratoire<sup>3</sup>. La critique y est néanmoins formulée de façon plus générale

---

1 « Editorial », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.2.

2 « Editorial », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.3.

3 Le numéro 3 est un spécial « Du côté des subalternes » et le numéro 7 un spécial « Vivre en science ».

que dans *Labo-contestation*. De *Survivre*, *Impascience* reprend les interrogations épistémologiques, mais la critique est plus directement centrée sur la science et le rôle de la science dans la société.

### ***Développement des théories***

Sur le plan des influences, on retrouve la thématique de l'aliénation inspirée par les textes de l'école de Francfort<sup>1</sup>. Cette thématique est mêlée à des revendications écologiques (l'idée d'un « trop » de science) ou à la psychanalyse, dont l'importance est grande pour les auteurs d'*Impascience* qui forment par exemple un groupe de réflexion sur physique et libido. A la conjugaison de ces trois thèmes (aliénation/écologie/psychanalyse) s'ajoute enfin un marxisme hétérodoxe proche du gauchisme, dont l'objectif est de donner la parole aux travailleurs dans l'usine. Au sujet du nucléaire par exemple, la revue propose de donner la parole aux travailleurs du nucléaire et à des travailleurs d'autres domaines énergétiques. De cette manière, *Impascience* joint la ligne théorique de *Porisme* à la ligne écologique de *Survivre* (dans des proportions moindres) et à la ligne anti-hiérarchique de *Labo-contestation*, tout en ajoutant l'influence de la psychanalyse.

## **5.b. Thèmes de la recherche collective**

### ***Vulgarisation spectacle et scientisme***

La revue aborde la question de la recherche collective à travers plusieurs thèmes. Le premier est celui de la critique de la vulgarisation-spectacle. Dans cette critique, le nom de Philippe Roqueplo revient à quelques reprises, alors que son ouvrage sur *Le partage du savoir* a été publié en 1974 dans la collection Science Ouverte dirigée par Jean-Marc Lévy-Leblond. Le ton adopté à l'égard du scientisme, qui maintient le public dans un rapport mystique à la science, est proche de celui de *Survivre* :

*« Le « public », comme son nom l'indique, n'accède à la science que sous la forme du pur spectacle, télévisé en particulier. Aucune différence entre les manipulations de l'illusionniste et les « manip » du chimiste (expériences en jargon de*

---

<sup>1</sup> L'ouvrage d'Habermas, *La technique et la science comme idéologie*, est cité dès le premier numéro de la revue et commenté dans les termes suivants : « L'ultime avatar de l'Ecole de Francfort (re)venue à la mode ces temps-ci. Des études denses autour de la science et de la technique comme facteurs « rationnels » des nouvelles formes de domination politique. Mais le degré d'abstraction de ces analyses les entraîne dangereusement vers une conception anti-historique et idéaliste. A confronter avec Marcuse, plus contradictoire, mais (donc) plus intéressant ». (« Vous m'en mettez deux ou trois livres », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.47).

*laboratoire) telles qu'elles sont vues : leur réalité propre n'est pas directement perceptible, leur signification ne peut pas être comprise d'emblée. »<sup>1</sup>.*

La critique de l'appareil d'enseignement porte des réflexions similaires, sur la production d'exclusion permise par le recours à certains modes de communication, et en particulier par la « mise en spectacle » de la science, c'est à dire sa séparation du public :

*« En même temps que l'idéologie scientiste exalte la Science et la Technologie, l'Ecole, à travers un enseignement qui organise le spectacle de la Science tout en la rendant inaccessible à la grande masse, véhicule l'obscurantisme sous ces deux formes extrêmes : l'admiration et l'acceptation de la « Société Technologique » (ce que l'on appelle aussi d'un terme significatif, la « foi » en la science entretenue par les « miracles » de la Science, comme disent les médias), ou le refus et le retour à l'irrationnel ; ces deux attitudes ont d'ailleurs le même effet : la maîtrise de la Science et de la Technologie est réservée à la classe dominante dont elle reste une composante essentielle du pouvoir. »<sup>2</sup>.*

Le thème de la vulgarisation-spectacle coïncide donc avec une réflexion sur la séparation de la science et du public et avec la dénonciation d'une maîtrise sans partage de la science et de la technologie.

La critique du scientisme est le corollaire de la dénonciation de la science spectacle et. Le numéro 1 fait par exemple référence au scientisme du Parti Communiste Français, au sujet d'une affiche de la Fête de l'Humanité représentant des brins d'ADN aux couleurs du drapeau français. De nombreux articles de la revue sont consacrés à la critique du scientisme, dans l'institution scientifique, dans l'enseignement, mais aussi dans l'ensemble de la société – le parti communiste constituant une cible privilégiée. Une rubrique, « florilège du scientisme quotidien », rassemble des citations de presse ou des textes de publicités, faisant usage d'une rhétorique scientifique à des fins détournées. *Impascience* va jusqu'à faire la même comparaison que *Survivre* entre science et religion, confirmant l'association [science/religion] comme lieu commun de la critique des sciences : « L'astuce et l'imposture de la science c'est d'avoir désigné le sorcier comme étant son ombre, exactement comme l'église désigna les autres cultes comme diaboliques alors qu'ils n'étaient que païens »<sup>3</sup>. Les raisons de cette critique du scientisme ne sont pas toujours claires, et si les auteurs penchent rarement vers la

---

1 « L'horoscope et l'ordinateur. L'activité irrationaliste de la...science contemporaine », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.21.

2 « Les mathématiques modernes et le spectacle de la science », *Impascience*, 4-5, printemps 1976, p.14. Le même article cite Philippe Roqueplo quelques lignes plus haut, à propos de la notion de « science spectacle ».

3 « Para-site. La maladie sénile du scientisme », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.5.

défense de l'irrationalité, il apparaît souvent qu'ils entendent substituer à la « science scientiste » de « bons » usages du savoir scientifique.

### *L'expertise et le débat nucléaire*

La notion d'expertise constitue un autre thème de contestation coagulant l'idée d'une science du peuple. Premier grand débat à la fois scientifique et technique<sup>1</sup>, les discussions sur le nucléaire fournissent, à *Impascience* comme à *Survivre*, l'occasion de critiquer l'existence des experts et d'un savoir spécialisé au nom d'une connaissance unifiée et collective. C'est plus précisément la question de la contre-expertise qui est posée d'abord, à l'occasion de l'« Appel des scientifiques à propos du programme nucléaire français ». Cet appel pose problème pour une revue comme *Impascience* : contestant le rôle de l'expertise, il en reconduit la représentation en posant des scientifiques comme contre-experts. Les auteurs d'*Impascience*, dont certains sont des acteurs de l'appel, en relèvent les contradictions, en montrant que le succès médiatique de l'appel rend les signataires coupables de renforcer involontairement l'idéologie d'expertise<sup>2</sup>. Il faut au contraire, selon *Impascience*, qui reprend ainsi mot pour mot une expression déjà donnée dans *Survivre* : « sortir du cercle vicieux de l'expertise et de la contre-expertise », et surtout « dépasser le débat technique »<sup>3</sup>. A l'appui de cette critique, la revue reproduit, par solidarité, un texte de *La gueule ouverte*, attaquant Louis Leprince-Ringuet et ayant conduit à la saisie du journal. Ce texte, écrit par un journaliste « profane », Arthur, est aussi une critique de l'attitude mandarinale des savants.

Au-delà du débat entre expertise et contre-expertise, la question nucléaire est un support essentiel de la revendication d'un savoir du peuple à travers une réflexion sur la légitimité et la confrontation entre personnes n'étant pas dotées de la même légitimité. Pour les auteurs d'*Impascience*, c'est la façon dont le peuple se laisse ou non convaincre à partir des connaissances dont il dispose qui est en jeu et il est nécessaire de battre en brèche l'« argument d'autorité de la compétence »<sup>4</sup>. La revue développe alors une thématique d'opposition à la science et à sa légitimité artificielle. Un article suggère par exemple que l'on

---

1 Pierre-Philippe Druet, Peter Kemp, George Thill, « Le rôle social de l'expert et de l'expertise », *Esprit*, 10, octobre 1980, p.55-67.

2 *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.21 ; voir aussi Alain Touraine et alii, *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980, p.94-95 ; Jean-Marc Lévy-Leblond développe cette question dans « Mais ta physique ? », p.112-165 in Hilary Rose et alii / *L'idéologie de/dans la science*, Paris, Seuil, 1977.

3 « Mieux vaut tard que jamais. Allez, on prend le train en marche », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.21.

4 « Technologie, politique, nucléaire », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.26.

assiste à un retournement de situation : la science, qui était un langage utilisé pour ne pas avoir à parler aux masses, se retrouve un piètre instrument de communication lorsqu'on est confronté à la nécessité de convaincre ces dernières. L'article justifie alors l'absence d'efforts du public pour comprendre les experts comme opposition à la rhétorique scientifique :

*« Libérés des illusions de la compétence absolue des experts, les gens peuvent leur opposer une ironique et subversive fin de non-recevoir, un simple refus de se laisser convaincre. Après tout, c'est à « eux », ceux qui prétendent savoir et décider, d'apporter la preuve que les risques sont « acceptables » comme ils disent. S'ils sont incapables de le faire dans des formes compréhensibles par chacun, tant pis pour eux. Qu'ils se débrouillent avec leurs propres contradictions, victimes à leur tour de l'ésotérisme et de l'incommunicabilité de leur science »<sup>1</sup>.*

L'inégale répartition de la légitimité peut alors être inversée au profit des militants antinucléaires, car en s'autoformant à partir de préoccupations politiques générales, ils dépassent le cloisonnement des experts. Ils sont les seuls à avoir une vue d'ensemble des enjeux, à dépasser le débat technique. De plus, la structure du militantisme antinucléaire les conduit à défendre leurs idées sur le terrain et à acquérir une réelle expérience de vulgarisateurs<sup>2</sup>. Le débat nucléaire est ainsi l'occasion de défendre la conception d'une auto-production de connaissances déterminée par des enjeux politiques de contestation et associée à une entreprise de vulgarisation permanente.

## 5.c. Résister à la science

### *Fantasmes d'une « autre » science*

Ces trois critiques (science spectacle, scientisme, expertise nucléaire) convergent dans une affirmation commune de l'urgence de promouvoir une autre pratique scientifique, plus au « service du peuple »<sup>3</sup> : « Ne pourrions-nous pas essayer de développer l'alternative de méthodes d'équipe véritables au niveau du travail et de l'action ? L'urgence est grande »<sup>4</sup>. Ce thème est très présent dans le sixième numéro de la revue, consacré aux parasciences. Le dossier constitue en effet une occasion propice à la réflexion sur la possibilité d'une autre science. L'idée s'exprime d'abord naïvement, sous la forme d'une réflexion idéalisante autour

---

1 « Ils n'aiment pas les neutrons, vive les Bretons », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.32.

2 « Ils n'aiment pas les neutrons, vive les Bretons », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.31.

3 « Physique et libido » et « Ceci n'est pas une réponse », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.31-32.

4 « Les enjeux politiques de la science », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.8.



de l'« autre » science : « *Et si les Scientifiques se trompaient ? Si tout cela n'était qu'un simple cauchemar ? S'il existait à côté de la Science Officielle, celle qui tue, une autre Science plus vraie et plus douce, génératrice de réconfort et de sérénité ?* »<sup>1</sup>. Ou encore : « *J'ai rêvé la science, la science pour tous, la science réel désir de connaissance, plaisir intellectuel, la science utile, la science comme relais à l'imagination* »<sup>2</sup>. Cette science est en général une science « par » le peuple<sup>3</sup>.

On retrouve cependant rapidement l'idée, qui a fait son chemin depuis *Survivre*, qu'il n'existe sans doute de pratique scientifique que bourgeoise et qu'il n'y a par conséquent pas d'autre science dans le système capitaliste : « *Au contraire, si l'on est conséquent, pourrions-nous peut-être un jour ne parler que d'une science bourgeoise, nous opposant à l'espoir de certains qui voudraient passer à des positions prolétariennes par un simple réaménagement de la Science* »<sup>4</sup>. Il faut donc inventer des modalités d'investissement de la pratique scientifique qui permettent en même temps une remise en cause des principes de l'organisation sociale. A ce double enjeu d'investissement de la science et de réorganisation sociale, la notion de participation aux sciences offre une réponse.

### ***Comment participer ?***

Sur ce plan, les objectifs sont hétérogènes : faut-il participer aux choix ou reprendre le pouvoir politique sur la société ? Les propositions sont multiples. Certains textes envisagent la possibilité d'une participation aux choix ou d'un contrôle collectif<sup>5</sup>, tandis que d'autres dénoncent « l'idéologie de participation individuelle »<sup>6</sup> ou attribuent à cette nouvelle science un objectif d'autocompréhension<sup>7</sup>. L'objectif le plus couramment évoqué est cependant la réappropriation de la pratique scientifique. Qu'il s'agisse d' « *appropriation collective des connaissances scientifiques* »<sup>8</sup>, de « *réappropriation de l'espace technologique* »<sup>9</sup> ou

---

1 « Et si ce n'était qu'un cauchemar... », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.18.

2 « Basse tension », *Impascience*, 7, printemps 1977, p.16.

3 « Les enjeux politiques de la science », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.7 ; « Errances et balbutiements », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.43.

4 « Para-site. La maladie sénile du scientisme », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.7.

5 « Manipulations génétiques : le Groupe Information Biologie », *Impascience*, 3, automne 1975, p.37, annonce du GIB. (souligné par l'auteur).

6 « Une critique marxiste de la science est-elle possible ? », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.11.

7 « Les enjeux politiques de la science », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.7.

8 « L'élite scientifique », *Impascience*, 7, printemps 1977, p.50.

9 « Technologie, politique, nucléaire », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.27.

d'« *appropriation de la science par la population* »<sup>1</sup>, l'idée parcourt la revue que le peuple aliéné doit reprendre contrôle sur la science.

Pour réaliser cet objectif d'appropriation, plusieurs moyens sont proposés : il peut suffire d'une critique approfondie du lien entre savoir scientifique et pouvoir capitaliste<sup>2</sup>. Un autre texte suggère qu'il faudra sans doute pour les « *exclus du savoir* », « *prendre le pouvoir – et sans doute le détruire – pour fonder et maîtriser le savoir nouveau* », sans préciser néanmoins quel pouvoir prendre ou détruire<sup>3</sup>. Un autre moyen d'invasion/subversion de la pratique scientifique consiste en la réintroduction d'une dimension subjective dans la science, à l'image de l'expérience de *Survivre*, mais en radicalisant la dimension psychanalytique. La subjectivité, les sens, le corps deviennent le site d'une vérité:

« *La mesure de la pollution, ce sont les pollués seuls qui peuvent la faire, et sans appareil ? Les poissons crèvent sans qu'on ait besoin de leur dire que le taux de pollution atteint sa « valeur plafond ». Faisons confiance à notre corps, à nos sens, à notre subjectivité* »<sup>4</sup>.

A partir de cette notion de subjectivité, des auteurs tentent de penser l'impact de subjectivités précises sur la pratique scientifique. Dans le numéro 2, l'article « *Science/s, Femme/s, Idéologie/s* » dénonce par exemple la difficulté à vivre sa féminité face à l'entreprise scientifique, élaborée par des hommes dans une idéologie misogyne. C'est précisément en essayant d'être femme dans ce monde qu'il est possible de subvertir les lois et le fonctionnement de ce système, en influant peu à peu sur des mécanismes pour les transformer. Ainsi, la science pourrait se trouver transformée et emprunter une « *autre voie* »<sup>5</sup>.

Mais les modèles de ce réinvestissement et de cette subversion de la science sont peu nombreux au regard de l'importance donnée au thème : cliniques gynécologiques autogérées du MLF<sup>6</sup>, thérapie psychiatrique<sup>7</sup>, c'est à dire des pratiques censées rendre autonomes la personne qui y recourt. La révolution culturelle est aussi évoquée plusieurs fois, même si son

---

1 « Courrier des Amis de la Terre », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.2 : proposition faite dans une lettre des Amis de la Terre.

2 « Para-site. La maladie sénile du scientisme », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.7.

3 « L'horoscope et l'ordinateur. L'activité irrationaliste de la... science contemporaine », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.21.

4 « Les infirmes », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.38.

5 « Science/s, femme/s, idéologie/s », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.14.

6 Sur l'histoire américaine de ces pratiques : Ilana Löwy, « Le féminisme a-t-il changé la recherche biomédicale ? Le Women Health Movement et les transformations de la médecine aux Etats-Unis », *Travail, genre et société*, 14, 2005/2, p.89-108.

7 Exemples cités dans « Les enjeux politiques de la science », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.7.

statut est relativisé. Il ne s'agit que de connaissances techniques et empiriques, mais certaines expériences chinoises offrent quand même l'exemple de pratiques de connaissances directement utiles, réalisées sur le terrain par des personnes qui connaissent leurs propres besoins<sup>1</sup>. En dehors de ces quelques expériences, aucun exemple ne vient appuyer la revendication d'une science du peuple.

*Impascience* met ainsi en scène une quête pour un dispositif général de pratique collective dont les principes et le fonctionnement concret sont peu explicités : l'éducation et la communication y occuperaient des places essentielles<sup>2</sup>, la pratique serait une pratique de terrain, avec des gens concernés par les objets qu'ils analysent. Les textes les plus radicaux en excluent toute forme d'élite et demandent une déprofessionnalisation de la science<sup>3</sup>, tandis que d'autres conservent des spécialistes, qui seraient des spécialistes au service de tous, sans pouvoir<sup>4</sup>. Mais le modèle n'est pas précisé au-delà de ces principes.

### ***Un reste : normes de communication***

Si les auteurs d'*Impascience* demeurent évasifs sur les principes et les dispositifs qui permettraient une pratique populaire de la science, ils parachèvent cependant une conception normative de la circulation des connaissances. Selon cette conception, la communication des connaissances entre le champ scientifique et la société civile ne doit plus être régie par la mise en circulation du « vrai », jusque-là défini selon les critères de la légitimité scientifique. La nouvelle norme de communication des savoirs entre société civile et champ scientifique correspond à la mise en circulation d'un savoir doté d'une efficacité technique, politique et sociale pour ses usagers. La représentation que donne *Impascience* des militants antinucléaires autoformés illustre cette norme : l'enjeu de la vérité scientifique est balayé par celui d'une mise en correspondance de savoirs déterminés par des attentes sociopolitiques. Les militants sont bien loin de l'image de neutralité attribuée plus tard au « *profane candide capable* »<sup>5</sup> auquel on demande seulement de faire preuve de « *bon sens* »<sup>1</sup>. On retrouve cette

---

1 « Une critique marxiste de la science est-elle possible ? », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.12.

2 « Les enjeux politiques de la science », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.7.

3 « L'élite scientifique », *Impascience*, 7, printemps 1977, p.51.

4 « Pour tâcher d'éclairer ma lanterne », *Impascience*, 6, hiver 1976, p.10.

5 Sezin Topçu, « Tensions liées aux rhétoriques du « profane » : le cas du nucléaire », p. 185-210 in Thomas Fromentin, Stéphanie Wocjik (dir.) / *Le profane en politique. Compétences et engagement du citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, Gérard Assouline, Juliette Lemarié, « Quand les candides évaluent les OGM. Nouveau modèle de démocratie technique ou mise en scène du débat public ? », *Annales des Mines*, 12, 1999, p.34-42.

norme dans l'idée d'une mesure subjective de la pollution : faire confiance à ses sens, c'est refuser le « bon » sens comme la vérité universelle et accommoder le savoir à ses propres besoins. Enfin, l'évolution des conceptions de la vulgarisation marque ce changement : tandis que les auteurs de *Porisme* réclament une vulgarisation *top-down* diffusionniste, les auteurs de *Survivre* et d'*Impascience* en viennent à penser la circulation des connaissances sur un modèle éclaté, dans lequel les savoirs sont distribués en fonction des attentes et des besoins des individus – et à travers la superposition de l'enseignement et de l'autoformation. Tandis que le savoir « vrai » se transmet de haut en bas, le savoir « pratique » circule par agrégation et atomisation simultanées.

Ce retournement pragmatique des normes de la communication des savoirs substitue la compréhension et l'usage à la véracité, en montrant que l'argument de la véracité a trop longtemps masqué des relations inégalitaires. Il constitue un apport essentiel du pôle discursif militant, même s'il se situe quelque peu en retrait, ou en décalage, par rapport à l'exigence d'une science du peuple. Par ce décalage, il constitue le « reste » de l'exigence d'une science du peuple. On y reviendra au cours du chapitre 7, en montrant en quoi il peut s'intégrer à une autre généalogie que celle de la participation.

### ***Ambiguïté du projet***

Pour terminer, il est nécessaire de souligner que le projet général de la critique des sciences n'est pas sans ambiguïtés. Quelques années plus tard, Jean-Marc Lévy-Leblond le résume par cette interrogation : « *Notre projet était ambigu. Critique de la science, soit. Mais, pour la détruire, ou pour la transformer ?* »<sup>2</sup>. Lévy-Leblond met ainsi en évidence les tensions permanentes qui traversent ce discours. On peut se demander si les auteurs d'*Impascience* ne désirent pas une science « plus pure », critiquant le scientisme comme une forme dévoyée du savoir scientifique tout en étant inscrits dans une rhétorique bien huilée de critique des sciences. Plusieurs textes relèvent par exemple les conflits ayant eu lieu lors de la préparation du numéro sur les parasciences. La stratégie d'évitement du scientisme et de l'irrationalisme risque souvent de conduire à un autre scientisme. Par conséquent, des interlocuteurs expriment des doutes quant à la possibilité pour *Impascience* de pouvoir défendre une science

---

1 Yves Sintomer, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », p.75-93 in Sezin Topçu, Cécile Cuny, Kathia Serrano-Velarde (dir.) / *Savoirs en débat. Perspectives franco-allemandes*, Paris, L'Harmattan, 2008.

2 Jean-Marc Lévy-Leblond, « Avant-propos », *L'Esprit de sel*, Paris, Seuil, 1984 [1981], p.10.

populaire. Les amis de la terre expriment leurs craintes<sup>1</sup>, tandis qu'un anonyme soupçonne *Impascience* d'être « une nouvelle tentative d'appropriation de la parole »<sup>2</sup>. Sur ce plan, les auteurs ne vont donc pas aussi loin que *Survivre* dans la contestation de la science. Mais c'est aussi à ce prix qu'ils développent la réflexion sur une autre science.

Surtout, il est frappant de constater que les réflexions sur les possibilités d'application de l'exigence participative et de réappropriation des sciences restent des enjeux mineurs du débat. Evoquées au détour des articles, elles ne font pas l'objet d'une discussion systématique. Sur ce point, *Impascience* et les autres revues de critique des sciences partagent une caractéristique. Elles mettent au point une exigence discursive de science *par* le peuple, qui « implique une restructuration radicale de l'éducation et de la méthode scientifique, afin de permettre et faciliter la participation populaire »<sup>3</sup>. Mais cette exigence reste utopique et ses représentations concrètes ne sont pas travaillées. Le pôle militant établit une exigence et crée un courant d'aspirations sans fonder ces aspirations sur des principes et des dispositifs matériels. Toute la spécificité de la conception de la participation qu'il élabore se trouve dans cette exigence sans dispositif. En contrepoint, le pôle technocratique donnera à la participation un rôle différent, à travers une pensée dans laquelle les procédures techniques occupent une place centrale.

---

1 Courrier des Amis de la Terre, *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.2.

2 « A quoi sert *Impascience* ? », *Impascience*, 3, automne 1975, p.41.

3 Brian Martin, « Strategies for alternative science », p.272-298 in Scott Frickel, Kelly Moore, *The new political sociology of science. Institutions, networks and power*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006, p.277, (traduit par l'auteur).

## **CHAPITRE 4**

### **Evaluer le progrès ?**

#### **Instrumentation participative à l'OCDE**

La contribution du pôle militant à la définition de la participation aux choix scientifiques et technologiques est contenue dans l'exigence d'une science du peuple. Les militants de la critique des sciences montrent néanmoins peu d'intérêt pour les modalités pratiques de réalisation de cette exigence. Pour cette raison, le discours de la science au peuple a été qualifié d'*utopique*. Il se produit dans un écart par rapport aux représentations communes de la pratique scientifique, sans penser la manière de combler cet écart. Le pôle formé par la division des politiques de la science de l'OCDE produit une conception bien différente de la participation aux sciences et aux techniques. Ancrée dans une culture politique très éloignée de celle du pôle militant, la réflexion entamée par l'organisation internationale est opérationnelle et vise à mettre en place des technologies de gouvernement efficaces. Les rapports publiés en témoignent, il s'agit essentiellement pour la division des politiques scientifiques d'inventer des dispositifs de contrôle du développement scientifique et technologique.

Pour montrer la spécificité de la conception de la participation élaborée par le pôle technocratique, ce chapitre procède en deux temps. D'abord, il décrit l'apparition du discours de la participation aux sciences au sein de l'OCDE, à travers l'analyse de rapports publiés sous l'égide du Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE<sup>1</sup>. La notion de participation forgée à travers les travaux de l'OCDE partage plusieurs caractéristiques avec la notion de participation du pôle militant. Malgré des prémices et des règles distinctes, ces pôles renvoient à un mouvement commun. Mais il serait aussi injustifié que peu pertinent de rabattre une conception sur l'autre. Une seconde direction s'offre alors : la critique des sciences et la réflexion technocratique de l'OCDE présentent des caractéristiques qui les

---

1 *Problèmes de politique scientifique. Séminaire de Jouy-en-Josas (France), 19-25 février 1967*, Paris, Publications de l'OCDE, 1968 ; *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971 ; François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973 ; *Principes méthodologiques pour l'évaluation sociale de la technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1975 ; *Évaluation sociale de la technologie. Examen d'un choix d'études*, Paris, Publications de l'OCDE, 1978 ; *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979. Ce corpus est détaillé en Annexe 1.B.

opposent, et le projet politique de l'évaluation technologique doit être précisé. Les définitions de la participation se construisent ainsi dans le jeu d'oscillations des pôles discursifs, entre proximité de fortune et oppositions irréductibles.

L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a été instituée en décembre 1960. Elle prolonge l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE), créée en 1948 dans le cadre du Plan Marshall pour la reconstruction européenne. Selon les propres termes de l'organisation, son ambition est de promouvoir des politiques visant :

*« à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale, [...] à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique, [...] à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales »<sup>1</sup>.*

Ainsi que ces trois objectifs l'indiquent, l'OCDE défend les principes d'un libéralisme économique régulé et sa fonction est d'augmenter la croissance à travers le respect de ces principes. Elle exerce cette fonction à travers la production de recommandations et de normes. Dans ce cadre, les publications de l'organisation, sous la forme de rapports d'expertise, constituent un support essentiel de diffusion, dont l'ambition est d'orienter l'administration des Etats membres.

Le problème des politiques scientifiques, initialement absent des préoccupations de l'OECE, infiltre le questionnement de l'organisation au cours des années 1950<sup>2</sup>. Une fois devenue OCDE, l'organisation crée une Direction des Affaires Scientifiques à la tête de laquelle est placé Alexander King. Sous la direction de ce dernier, une équipe se constitue alors dont la politique scientifique devient l'objet privilégié. La décennie 1960 est consacrée à la mise en place d'une administration de la politique scientifique dans les Etats membres<sup>3</sup>. Dans la décennie suivante, la Direction des Affaires Scientifiques prend acte du vent de protestation

---

1 Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 14 décembre 1960.

2 Alexander King, « Scientific concerns in an economic environment : science in OEEC-OECD », *Technology in society*, 23, 2001, p.337-348.

3 Le « rapport Piganiol » est considéré comme le point de départ des activités de l'OCDE dans ce domaine. Il recommande notamment la mise en place de ministères des affaires scientifiques. *La science et la politique des gouvernements. L'influence de la science et de la technique sur la politique nationale et internationale*, Paris, Publications de l'OCDE, 1963 ; Muriel Le Roux, Girolamo Ramunni, « L'OCDE et les politiques scientifiques. Entretien avec Jean-Jacques Salomon », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 3, novembre 2000.

qui souffle sur la science et les choix technologiques. Elle produit plusieurs rapports sur la question de l'évaluation de la technologie et sur la participation politique aux choix scientifiques et techniques. Ces rapports, qui constituent le corpus analysé ici, ont pour rôle de proposer un cadre de normalisation des outils de régulation du développement scientifique et technique des Etats membres. La thématique centrale qu'ils abordent est celle de l'évaluation du progrès technologique : par quels moyens contrôler et légitimer les décisions d'ordre technique ? A partir de cette question, la participation est formalisée comme l'un des outils de l'évaluation et de la maîtrise du développement. Sous quelles influences l'OCDE commence-t-elle à réfléchir à la question de l'évaluation technologique dans les années 1970 ? Pourquoi la participation du public apparaît-elle comme un moyen de contrôle du développement technologique ? Pour répondre à ces questions, il faut tenir compte des rapports sur la science qui précèdent les années 1970, de l'histoire de l'institution et des mutations plus générales qui affectent la société au tournant des années 1970.

Rien, dans le rapport Piganiol publié en 1963, ne laisse présager la rupture qui aura lieu avec le rapport *Science, croissance et société* dirigé par Harvey Brooks et publié en 1971. Le rapport Brooks détonne en effet singulièrement avec l'enthousiasme des publications qui le précèdent au sujet du progrès et de l'innovation technique. Son influence sur la politique ultérieure de l'OCDE semble d'ailleurs limitée, à tel point qu'il a pu être qualifié d'erreur de parcours<sup>1</sup>. Cependant, il est suivi de plusieurs rapports au cours des années 1970 qui invitent à relativiser ce jugement. S'il n'a pas conduit à remplacer les objectifs économiques de l'OCDE par des objectifs sociaux, il semble en revanche que le rapport Brooks inaugure une décennie de réflexions sur le contrôle du développement scientifique et technologique, à partir de bases posées dès le séminaire OCDE de Jouy-en-Josas, organisé en février 1967 à l'école des Hautes Etudes Commerciales.

La décennie assiste à la construction d'une conception de la participation au sein de l'OCDE, institution pourtant marquée par des choix de centralisation forte en matière de politique scientifique. A cet égard, l'ouverture d'esprit d'Alexander King et sa capacité à mener ses équipes « *hors de tout esprit bureaucratique* »<sup>2</sup> semble avoir joué en la faveur du développement d'interrogations parfois inattendues au sein d'une telle organisation. On voit

---

1 Benoît Godin, « Are statistics really useful ? Myths and Politics of Science and Technology Indicators », *Project on the history and sociology of S&T statistics*, working paper n°20, 2002, [en ligne].

2 Muriel Le Roux, Girolamo Ramunni, « L'OCDE et les politiques scientifiques. Entretien avec Jean-Jacques Salomon », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 3, novembre 2000.



ainsi dans les rapports étudiés se dessiner un courant d'évolutions. Le séminaire de Jouy-en-Josas (1968), puis le rapport Brooks (1971), posent les bases d'une interrogation sur la maîtrise du développement scientifique et technique, à travers la question de l'évaluation de la technologie. Les rapports *La société et la maîtrise de la technologie* (1973) et *Principes méthodologiques pour l'évaluation sociale de la technologie* (1975) proposent un état de l'art des méthodologies d'évaluation, dans lesquelles la participation apparaît en filigrane. Enfin, *Evaluation sociale de la technologie* (1978) et *La technologie contestée* (1979) constituent deux interprétations différentes de la participation. Le premier lui donne un rôle annexe dans le processus d'évaluation, tandis que le second en fait un aspect central.

Pour mieux comprendre l'originalité de la conception de la participation produite par l'OCDE, il est nécessaire de tenir compte du fait que les politiques de l'organisation sont travaillées par des combinaisons d'argumentaires politiques hétérogènes<sup>1</sup>. Il faut par ailleurs tenir compte à la fois de facteurs internes à l'OCDE – les conférences interministérielles – et de facteurs externes – le développement plus général des pratiques de *technology assessment* et de prévision technologique<sup>2</sup>. Une fois explicitées les raisons et les conditions d'émergence, au sein de l'OCDE, du discours sur la participation à l'évaluation technologique, l'analyse portera plus précisément sur le type de dispositif participatif constitué et sur les représentations qu'il met en place. Au modèle utopique de la critique des sciences, la division des politiques scientifiques de l'OCDE oppose un renouvellement des logiques de contrôle du développement scientifique et technologique. S'agit-il d'un prototype de la gouvernance, telle que celle-ci apparaîtra dans les années 1980 ? S'agit-il de la généralisation d'un modèle rationaliste utilitariste de réflexion politique ? L'enjeu de ce chapitre est alors de déterminer la spécificité de l'outil de gouvernement défendu au fil des pages des rapports de l'OCDE, dans les années 1970.

---

1 Dietmar Braun, « La combinaison d'argumentaires politiques : les politiques publiques en matière de science et de technologie », p.137-162 in Olivier Giraud, Philippe Warin (dir.) / *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte, 2008.

2 Voir notamment Brice Laurent, « Un tournant participatif ? Une mise en perspective historique des appels à la participation dans les politiques scientifiques américaines », journée d'étude *Généalogies de la démocratie participative*, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Val de Seine, 8-9 février 2008, [en ligne].

## 1. L'écriture technocratique, une pratique d'administration

Le pôle militant de critique des sciences et l'OCDE s'inscrivent dans des mondes discursifs différents. Le premier est marqué par les engagements politiques de ses protagonistes et défini par un regard critique sur le monde social, dans une perspective de contestation de l'ordre établi. A l'inverse, l'OCDE est un organisme de régulation sociale, politique et économique. Chaque pôle s'appuie sur des pratiques et des stratégies énonciatives particulières. A partir d'un thème commun – l'inscription sociale de la science –, les discours qu'ils produisent présentent donc des caractéristiques distinctes. Il importe d'analyser les déterminants et les mécanismes de définition de la notion de participation au sein du pôle technocratique. Cela permettra ensuite de comprendre les particularités de la notion telle qu'elle est conçue par ce pôle. Deux stratégies apparaissent, le diagnostic social et la stratégie « ventriloque ». Le détail de ces pratiques permettra de restituer les axes principaux du discours de l'OCDE dans les rapports sur l'évaluation.

### 1.a. Stratégie de diagnostic social

La première stratégie énonciative à l'œuvre dans les rapports de l'OCDE est la stratégie du diagnostic. Avec cette stratégie, l'OCDE endosse le rôle d'interprète privilégié et objectif du social – elle se fait médecin. Cela la conduit à naturaliser une situation (interprétation des symptômes) et à légitimer des formes d'action (traitement des causes). La stratégie du diagnostic social est ainsi au fondement d'un art de gouvernement. Elle relève d'une pratique énonciative liée à des enjeux d'action publique<sup>1</sup>.

Dans ce cadre, le point de départ du rapport *Science, croissance et société* est le suivant : réaffirmant, huit ans après le rapport Piganiol, la volonté de mettre en œuvre une politique de la science, ses auteurs rappellent l'ambition de l'OCDE d'intégrer la science et la technologie au développement économique. Pour défendre et préciser ce projet, ils recourent à la stratégie du diagnostic. Ils insistent sur le fait que la décennie 1960 a connu d'importants changements, notamment du point de vue des attentes du public et des instances politiques en matière de développement scientifique et technologique. Les politiques ne semblent plus disposés à attribuer aisément des augmentations de budget pour le développement scientifique et « se

---

1 Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, 2002.

*préoccupent sérieusement des « effets induits » indésirables que comportent – ou pourraient comporter – les innovations scientifiques et technologiques »<sup>1</sup>. Les auteurs ajoutent à cela un autre point : la science a permis d'améliorer les performances économiques, mais « beaucoup estiment qu'il en résulte une dégradation de la qualité de la vie »<sup>2</sup>.*

L'introduction du rapport Brooks rend ainsi apparente la posture de ses auteurs. il n'est pas questions pour ces derniers d'intervenir sur une situation qu'ils considéreraient intolérable – particularité du discours militant précédemment analysé -, mais de répondre à des attentes sociales et à une conjoncture dans laquelle le financement du développement scientifique n'est plus acquis d'avance. Les auteurs du rapport Brooks n'assument aucun jugement critique sur le développement scientifique et technique. En revanche, ils relayent des opinions sur la science à travers le rapport, qui devient l'instance d'une médiation. Cette façon de procéder peut être décrite comme une stratégie de diagnostic social. Au lieu de présenter des propositions normatives comme autant d'exigences personnelles, les auteurs du rapport Brooks prétendent répondre à une situation qu'ils décrivent.

En prêtant aux « instances politiques », au « grand public » ou à « beaucoup » des inquiétudes sur le développement scientifique et technique<sup>3</sup>, le rapport Brooks défend un postulat de base à la fois proche et différent de celui de la critique des sciences. Proche, car il s'en dégage un horizon similaire : la critique du progrès scientifique, technique et économique. Différent, car contrairement au pôle militant, le pôle technocratique ne discute pas du caractère fondé ou infondé de ce jugement ; il ne se l'approprie pas. Il en fait un énoncé performant, un « on dit » efficace dont la valeur n'est pas discutée à l'aune de sa véracité ou fausseté, mais plutôt à celle, implicite et intuitive, de sa surface sociale. Cette forme de construction de discours répond aux caractéristiques attribuées par Pierre Bourdieu au « discours politique dépolitisé »<sup>4</sup>. Le contexte de la critique des sciences est pris en compte, mais alors que le pôle militant formule cette critique sur le mode de l'exigence, l'OCDE la présente comme l'expression d'une demande sociale à laquelle il faut répondre. Elle s'autorise alors simultanément du bon sens de l'analyste et d'une forme d'expertise sociale ; elle assume une capacité à synthétiser les courants d'opinion d'une époque. Il en

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.11-12.

2 *Ibid.*, p.12.

3 *Ibid.*, p.11-12.

4 Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982, p.155.

résulte une naturalisation de la situation qui est le propre des discours dépolitisés<sup>1</sup>. Cette stratégie de diagnostic social est présentée par Harvey Brooks, au nom du « Groupe spécial sur les nouveaux concepts des politiques de la science », comme un travail de définition du « *climat politique et économique général dans lequel la politique de la science devra vraisemblablement se situer dans les années 70* »<sup>2</sup>.

La stratégie du diagnostic est fréquente dans les rapport de l'OCDE. Dans son avant-propos à *La société et la maîtrise de la technologie*, Alexander King la met en oeuvre en expliquant que « *le législateur autant que le grand public s'interrogent non seulement sur les coûts et les avantages de la recherche mais aussi sur les objectifs mêmes qui sont à l'origine de son expansion* »<sup>3</sup>. Cet avant-propos est marqué par une ambiguïté plus grande que dans le rapport précédent. King s'y appuie sur deux remarques contradictoires. D'un côté, il reconnaît que « *les effets secondaires indésirables et souvent imprévus de la technologie apparaissent à tous* ». D'un autre côté, après l'énumération de ces effets, il affirme qu'« *il n'est que trop facile de rejeter sur la technologie ou sur une civilisation technicisée la responsabilité de tous ces maux* ». De cette façon, il inclut et exclut à la fois l'OCDE dans le groupe des critiques de la science : inclusion par le recours à « *tous* » et exclusion par l'expression de sa désapprobation vis-à-vis de ceux qui associent à tort la technologie à des effets indésirables (« *Il n'est que trop facile...* »)<sup>4</sup>.

L'ambiguïté de son propos manifeste la dimension stratégique du diagnostic. Le diagnostic permet au locuteur d'éviter toute posture de principe sans abandonner ses prétentions à intervenir dans le monde social. Tandis que le pôle militant exige de remettre la science au peuple au nom d'un principe d'égalité, le pôle technocratique constate l'apparition de mouvements de contestation et propose des solutions afin d'y remédier. Les solutions qu'il propose sont parées de l'objectivité de l'analyse sociale alors que les exigences du pôle

---

1 Jean-Louis Siroux, « La dépolitisation du discours au sein des rapports annuels de l'OMC », *Mots, les langages du politique*, 88, novembre 2008, p.13-23.

2 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.7.

3 Alexander King, « Avant-propos » in François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.5.

4 Le paragraphe complet est le suivant : « *Les effets secondaires indésirables et souvent imprévus de la technologie apparaissent à tous. Certains de ces effets sont manifestes ; par exemple la pollution et la dégradation générale de l'environnement, ou encore l'insatisfaction suscitée par le travail industriel à la chaîne. D'autres effets, moins directs, se manifestent de façon plus subtile ; citons les frustrations et les difficultés croissantes de la vie urbaine, la montée de la criminalité et de la violence et le sentiment croissant de l'inadaptation de notre système éducatif aux problèmes de la réalité contemporaine. Il n'est que trop facile de rejeter sur la technologie ou sur une civilisation technicisée la responsabilité de tous ces maux.* » Alexander King, « Avant propos » in François Hetman, *Ibid.*, p.5.

militant, en étant déterminées par des principes, semblent plus fragiles. En d'autres termes, la stratégie du diagnostic permet de prêter au contexte social que l'on décrit la définition de ses propres remèdes. De même que le diagnostic d'une maladie répertoriée conduit, par inférence, le médecin à prescrire un médicament associé, le diagnostic social permet d'assurer à une proposition normative (maîtrise du développement, évaluation de la technologie, participation citoyenne) un statut médical. Elle transforme une exigence d'égalité en nécessité pour la stabilité du développement<sup>1</sup>.

### 1.b. Stratégie ventriloque

La seconde stratégie mise en œuvre par l'OCDE s'apparente à la stratégie du diagnostic. Elle consiste à *faire parler* des acteurs sociaux et à conférer à leur discours un statut. Dans le cas de la critique des sciences, l'OCDE recourt à une stratégie ventriloque qui lui permet de transformer des revendications en nécessités, sans avoir à assumer leur dimension politique, tout en disqualifiant les acteurs qui portent ces revendications<sup>2</sup>. La rhétorique du diagnostic conduit en effet les rédacteurs des rapports à retranscrire certaines des revendications du pôle militant ou, de façon plus générale, de divers mouvements de contestation des sciences. Le rapport Brooks s'ouvre par exemple sur l'évocation d'un courant diffus de contestation de la science :

*« Il y a de nos jours une sorte de réaction passionnelle à l'égard de la science et de la technologie auxquelles de sérieuses critiques sont adressées. On se rend compte que si science et technologie ont procuré à la société d'immenses avantages, il en est également résulté d'immenses désavantages. Il faudra donc qu'au cours des dix années à venir les politiques intéressant la science et la technologie prennent en compte, d'une manière beaucoup plus explicite que par le passé, les avantages et les inconvénients, tant réels que potentiels, qui peuvent découler de l'application de la science ou de la mise en œuvre de la technologie »<sup>3</sup>.*

Cette citation contient les différents éléments de la stratégie ventriloque et son paradoxe principal. Par cette stratégie, le pôle technocratique disqualifie un mouvement tout en lui donnant la parole ; il légitime les idées tout en illégitimant la posture. En effet, l'expression

---

1 Gilbert Rist (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, 2002.

2 L'analyse qui suit s'appuie sur une opération de relevé des énoncés sur les mouvements de critique des sciences dans les rapports de l'OCDE. Voir Annexe 2.B, 1.b.1.

3 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.15.

« *réaction passionnelle* » illégitime la contestation de la science, mais le reste du paragraphe reprend à son compte une partie de ces contestations (« *Il en est également résulté [de la science et de la technologie] d'immenses désavantages* »). Surtout, au-delà de cette distribution paradoxale de la parole, la stratégie ventriloque permet de présenter des solutions politiques comme le simple résultat de circonstances spécifiques et non comme un choix politique (« *Il faudra donc qu'au cours des dix années à venir les politiques intéressant la science et la technologie prennent en compte, d'une manière beaucoup plus explicite que par le passé, les avantages et les inconvénients, tant réels que potentiels, qui peuvent découler de l'application de la science ou de la mise en œuvre de la technologie* »).

La lecture de la critique de la science par l'OCDE fait donc le lien entre mouvements contestataires et nécessité pour la politique de la science de prendre en compte les inconvénients, réels et potentiels, de la science et de la technologie. Le rapport Brooks réduit la critique de la science à un mécontentement face aux applications technologiques. La portée de la contestation est relativisée par un renvoi au succès même de la technologie. Par conséquent, ce paragraphe introductif fait l'économie d'une prise de partie sur la réalité des problèmes soulevés par la science et la technologie. Il attribue à « *certaines milieux* » et à un « *on* » indéfini la contestation et la mise en évidence des désavantages de la technologie. Mais si le groupe ne prend pas parti sur le bien fondé de ce mouvement, il insiste en revanche sur la nécessité pour les Etats membres de prendre en compte les externalités de la science et de la technologie. Par cette stratégie, les auteurs du rapport font parler un groupe social indéterminé et en tirent des nécessités d'action politique. Selon les auteurs du rapport, la critique des sciences, qu'elle soit fondée ou non, rend nécessaire une interrogation sur les externalités des technologies et la mise en place d'une politique de contrôle<sup>1</sup>.

Une autre référence est faite, quelques pages plus loin dans ce même rapport, aux mouvements de contestation. Cette fois-ci, contestations étudiantes de mai et critique des sciences se trouvent mêlées :

« *Comme une culture universelle, la jeunesse étudiante est profondément marquée par la vision écologique, toujours plus anti-matérialiste, égalitaire, antiméritocratique, antibureaucratique ; elle pourrait aller jusqu'à adopter une*

---

1 Jean-Louis Siroux analyse une stratégie similaire dans le discours de l'OMC au sujet de la mondialisation. L'objet « mondialisation », tout comme les acteurs censés s'y opposer, apparaissent flous dans les rapports dont les auteurs ne maintiennent pas moins la nécessité impérieuse d'élaborer un « programme positif ». Jean-Louis Siroux, « La dépolitisation du discours au sein des rapports annuels de l'OMC », *Mots, les langages du politique*, 88, novembre 2008, p.13-23.

*vision antirationnelle et exercer durant la prochaine décennie une influence beaucoup plus grande que nos extrapolitains ne le donnent à penser, en particulier si les méthodes classiques s'avéraient incapables d'apporter des améliorations substantielles »<sup>1</sup>.*

Et

*« La réaction contre la science risque de conduire à un freinage du progrès scientifique tel que l'univers serait dépourvu des outils nécessaires pour affronter la complexité qu'il a engendrée »<sup>2</sup>.*

Comme le montrent ces citations, les mouvements de contestation servent aussi de menace. Ils ne constituent pas seulement un argument pour la mise en place d'un système de contrôle de la technologie. Le rapport Brooks s'appuie sur eux pour justifier la nécessité de *méthodes* d'observation et d'analyse. Bien que les auteurs du rapport nuancent fortement la possibilité de réalisation de la menace qu'ils évoquent eux-mêmes (*« ces éventualités sont évidemment possibles, mais elles ne sont pas les plus vraisemblables à nos yeux »*), ils utilisent les représentations provoquées par les mouvements contestataires pour légitimer des modes d'action (intervention politique et production de méthodes d'analyse).

Avec le rapport Hetman, la lecture de la critique de la technologie s'étoffe. Le premier chapitre du rapport, intitulé « Le procès de la technologie », analyse l'existence de mouvements de contestation de la science. Le jeu de références sur lesquelles s'appuie l'auteur permet d'observer la construction qu'il élabore lorsqu'il évoque la question de la critique de la technologie<sup>3</sup>. Il identifie tout d'abord une réaction de condamnation de la technologie, dans le sillage de Mumford, Ellul et Marcuse<sup>4</sup>, et une réaction de défense de l'environnement, pour laquelle il convoque Barry Commoner<sup>5</sup>. Abordant ensuite la question de l'autonomie du développement technologique, il fait appel à deux articles issus du *Bulletin*

---

1 *Ibid.*, p.25.

2 *Ibid.*, p. 25-26.

3 L'analyse s'appuie pour cela sur les références de la section 1 (« le désenchantement à l'égard de la technologie et du « progrès technique ») du chapitre 1 (« le procès de la technologie »), à l'exception de l'introduction de section.

4 Hetman évoque: Lewis Mumford, *The myth of the machine*, Harcourt, Brace and World, New York, 1966 et « La première megamachine », *Diogène*, 55, juillet-septembre 1966 ; Jacques Ellul, *La technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Colin, Paris, 1954 ; Herbert Marcuse, « The individual in the great society », dans *A Great Society*, B.M. Gross (ed.), Basic Books, New York, 1968. Il ajoute un peu plus loin une référence plus factuelle à une controverse technologique : Frederick Seitz, « The rejection of the SST – Reflections on the causes and effects », *Research Management*, 15, mars 1972/2, p.14-23. François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.16.

5 Barry Commoner, « Evaluating the biosphere », *Science journal*, octobre 1969.

*of the Atomic Scientists*<sup>1</sup>. Et la section se termine par une citation du rapport *Science croissance et société*. La cohérence de cette séquence citationnelle est donc remarquable, dans la mesure où elle institue une continuité entre la critique de la technologie, la défense de l'environnement, les mouvements de réflexion sur la responsabilité des chercheurs et les publications de l'OCDE. Elle permet de mesurer par ailleurs l'absence relative des publications de critique des sciences qui constituent le corpus d'analyse du pôle militant, dans la mesure où celles-ci ne sont pas considérées comme l'expression d'une contestation suffisamment représentative ou spécifique<sup>2</sup>.

Dans une autre section de ce chapitre, où Hetman tente de définir « *ce que l'on reproche à la science et à la technologie* »<sup>3</sup>, il n'évoque pas non plus un courant spécifique de contestation de la science. Par contre, il identifie différents problèmes soulevés par la science et la technologie et surtout il s'appuie sur un article d'Edward Shils pour définir les contours du « *mouvement hostile à la science* »<sup>4</sup>. Le recours à cet article est significatif de la position adoptée plus largement par l'OCDE, puisque Shils est reconnu comme un sociologue libéral et éloigné des positions des mouvements contestataires. Une fois encore, la stratégie ventriloque de l'OCDE consiste à façonner un épouvantail tout en reconnaissant la légitimité des critiques adressées à la science. C'est en rapportant un article de Harvey Brooks qu'il résume le « *climat général entourant la science et la technologie* » : critique de la sélection, de la collaboration entre science et technologie (essentiellement à travers les usages militaires), « lassitude envers la rationalité », culture hédoniste, déclin du soutien, importance décroissante des découvertes, manque d'attrait<sup>5</sup> : à travers la construction qu'il reprend à Brooks<sup>6</sup>, Hetman contribue à la construction simultanée d'une image de la critique de la science et des arguments de cette critique.

La reformulation des thèses de la critique de la science à laquelle se livre Hetman lui permet d'offrir une image schématisée de celle-ci et d'y faire répondre les ambitions propres de

---

1 Myron Tribus, « Technology and society – the real issues », *Bulletin of the atomic scientists*, décembre 1971 ; Anthony Wedgwood-Benn, « The technical power and people », *Bulletin of the atomic scientists*, décembre 1971.

2 Hetman mentionne toutefois un peu plus loin « *l'autocritique à laquelle procèdent les savants et les techniciens* » qui, associée aux critiques du monde intellectuel, « *trouvent un large écho dans le public* ». François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.40.

3 François Hetman, *Ibid.*, p.38.

4 Edward Shils, « Anti-Science », *Minerva*, 9, octobre 1971/4, p.441-450.

5 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.44-46.

6 Harvey Brooks, « Can science survive in the modern age ? », *Science*, 174, 1er octobre 1971, p.21-30.



l'OCDE. La présentation de la critique des sciences complète la stratégie du diagnostic car elle permet aux auteurs des rapports de construire une posture rationaliste et en faveur du progrès technologique, tout en mettant en scène un discours critique dont il faudrait tenir compte afin de mettre en place de nouvelles procédures. Il s'agit donc, indissolublement, de défendre une posture et de proposer des modes d'action. Le discours administratif-technocratique s'élabore sur ces bases : en apparence, déterminé du dehors par une attention aux mouvements de contestation et à l'apparition de nouveaux paramètres techniques, mais aussi bien moteur de nouvelles procédures et méthodologies de maîtrise du social.

A travers les stratégies du diagnostic et ventriloque, l'OCDE s'institue comme rapporteur et force de synthèse des paroles extérieures à l'institution. La constitution du discours porté par l'organisation apparaît comme le résultat d'une attention soutenue au « *climat social* ». Ces stratégies font apparaître les mouvements de critique comme un fait à prendre en compte, sans pour autant engager la responsabilité des rapporteurs. Ceux-ci procèdent à une opération de « lissage » par laquelle ils reprennent des revendications politiques sous la forme d'un « air du temps » pour en déduire des modes d'action<sup>1</sup>. Ils réalisent ainsi un glissement et institutionnalisent les discours critiques, tout en les débarrassant de leur dimension conflictuelle et politisée. Ces nécessités, que l'on peut résumer à une volonté de maîtrise du développement technologique, peuvent maintenant être détaillées.

### 1.c. La maîtrise du développement technologique

Outre d'importantes différences formelles, c'est sur le plan des prétentions normatives que le contraste entre les deux pôles est le plus intéressant. Comme on l'a vu, ces prétentions s'autorisent de la stratégie du diagnostic et de la stratégie ventriloque. Par conséquent, elles diffèrent des exigences posées par la critique des sciences mais sont de temps à autre habitées par elles. Les différences l'emportent cependant. En particulier, il n'est à aucun moment question de mettre fin au développement scientifique et technique, et ce, dès le rapport *Science, Croissance et Société*, dont les auteurs défendent l'idée d'adapter le système scientifique et technologique « *tout en préservant sa créativité, sa puissance, son efficacité* »<sup>2</sup>.

---

1 Sur le lissage du discours institutionnel : Claire Oger, Caroline Ollivier-Yanniv, « Conjuré le désordre discursif. Les procédés de « lissage » dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots, les langages du politique*, 81, 2006, p.63-77.

2 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.16.

Les principales recommandations formulées par l'OCDE portent sur la maîtrise de la croissance et l'évaluation technologique.

### ***La croissance mise en cause***

Les conceptions politiques mises en œuvre par les rapports de l'OCDE ne sont pas homogènes. Les orientations que les auteurs des rapports entendent donner à la politique générale des Etats membres varient. Néanmoins, tous ces rapports s'appuient sur une représentation commune du caractère problématique de la croissance des sociétés industrielles. L'exemple le plus célèbre issu du corpus étudié, à maints égards texte fondateur pour ce courant de réflexion, est le rapport Brooks. Premier rapport officiel publié sur la science dans les années 1970 par l'OCDE, il dispense une critique de la croissance qui le distingue du discours économique coutumier de l'organisation. Le constat effectué sur les enjeux de la croissance y est pessimiste et en souligne à plusieurs reprises les dimensions socialement et écologiquement négatives. Si de telles remarques ne sont pas rares au début des années 1970, comme on a pu le voir au cours du chapitre 2, leur présence dans un rapport administratif est en revanche plus curieuse, ce que plusieurs auteurs n'ont pas manqué de relever<sup>1</sup>. La prise de partie originale du rapport Brooks est nuancée par les autres rapports. Néanmoins, ces derniers se fondent en partie sur elle et sur la représentation des rapports sciences-sociétés-développement qu'elle institue. De ce fait, la question de la croissance donne un cadre essentiel à la réflexion élaborée par l'OCDE à la suite du rapport Brooks ; elle fonde une série de travaux sur le thème des risques et des externalités.

### ***Externalités du développement***

A partir de la question de la croissance se développe une réflexion sur l'impact du développement de la technologie sur l'environnement social et naturel. A cet égard, les rapports expriment régulièrement le souci d'éviter les externalités négatives de la technologie et d'en maîtriser les risques. Le rapport *La technologie contestée* place ceux-ci au centre de la vie politique :

---

1 Outre les travaux de Benoît Godin : Daniel Boy, *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999. Autre symptôme célèbre de ce changement de climat : le rapport Meadows sur *Les limites de la croissance*, publié peu après, en 1972, à la commande du Club de Rome dont les initiateurs sont l'industriel Aurelio Peccei et Alexander King. Elodie Vieille Blanchard, « Croissance ou stabilité ? L'entreprise du Club de Rome et le débat autour des modèles », p.21-43 in Amy Dahan Dalmedico (dir.) / *Les modèles du futur. Changement climatique et scénarios économiques : enjeux scientifiques et politiques*, Paris, La Découverte, 2007.

*« Les débats sur les risques et les dangers liés à certains types de recherche biomédicale avancée, ou à des projets techniques à grande échelle, tels que les pipelines pour le transport du gaz, l'extraction de l'uranium ou le stockage des déchets nucléaires, sont devenus des problèmes politiques majeurs et d'importance nationale »<sup>1</sup>.*

La centralité du risque dans la vie politique sera analysée avec brio par Ulrich Beck dans les années 1980<sup>2</sup>. Au début des années 1970, le risque n'est pas encore considéré de façon réflexive comme un trait d'organisation de la vie politique, mais il constitue une dimension du développement prise en compte avec une attention croissante. Il devient un paramètre du progrès techno-économique. Plus généralement, les « effets externes » apparaissent comme des enjeux centraux du développement :

*« L'attention croissante accordée aux effets externes s'explique principalement par la découverte inquiétante que la croissance économique et le progrès technique ont bien des aspects négatifs insoupçonnés et par « le fait regrettable, encore qu'inévitable, que l'incidence de ces effets s'accroît rapidement à mesure que les sociétés s'enrichissent matériellement. A dire vrai, certains excès sont devenus tellement énormes que l'on n'aurait guère de peine à justifier une intervention dans chaque cas spécifique. » [citation de Arthur C. Pigou] »<sup>3</sup>.*

L'intérêt de cette citation est de mettre simultanément en exergue deux éléments spécifiques du discours technocratique. D'abord, ce discours se fait plus attentif aux externalités du développement économique. Ensuite, ainsi que la citation de l'économiste Arthur Pigou le laisse entendre, une inférence est produite : l'existence d'externalités nécessite une intervention de la puissance publique. Cette inférence indique une spécificité du pôle technocratique : les limites de la croissance justifient une forme d'action. Le discours sur les limites de la croissance économique et du progrès technique sert ici à appuyer une forme d'interventionnisme et de contrôle. Cet aspect distingue les conceptions technocratiques des conceptions militantes. Dans les effets néfastes de la science sur l'environnement et les rapports sociaux, le pôle militant voit la nécessité d'une *autre* pratique de la science, dont il dresse une représentation schématique et abstraite. Le pôle technocratique, quant à lui, en déduit la nécessité d'intervenir sur le développement technique. L'aspiration à l'altérité fait place à l'aspiration au contrôle. Et alors que la conception de l'altérité force un décalage

---

1 *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979, p.11.

2 Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2003 [1986, trad. de l'allemand par Laure Bernardi].

3 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémisses, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.76.

difficile à exprimer et à matérialiser dans des dispositifs, l'intervention politique recourt essentiellement à des outils et à des dispositifs concrets. On en arrive à l'une des caractéristiques essentielles du pôle technocratique : sa fonction d'*administration*.

### ***L'évaluation comme mode d'administration***

Le pôle technocratique, comme le pôle militant, est porteur d'un discours politique. Mais le qualificatif « politique » ne s'applique pas de la même façon aux deux pôles. La dimension politique du pôle militant est liée au genre « militant » tandis que la dimension politique du discours technocratique relève d'une autre catégorie de discours, dont l'ambition est de proposer des méthodes et des outils d'administration des populations. Ses objectifs essentiels sont, d'une part, inscrire le développement scientifique et technologique dans une politique, et d'autre part, faire de l'*évaluation* un élément essentiel de cette politique. L'évaluation en question a peu en commun avec celle dont l'émergence a été favorisée par les politiques de gestion des finances publiques des années 1980, aujourd'hui très discutée<sup>1</sup>. Elle n'en est pas moins annonciatrice d'un mode singulier d'inscription de la science dans la société et d'une réflexion sur les pratiques de régulation du politique. Cette volonté est présente dès le rapport Brooks. Dans la lettre de remise du rapport au Secrétaire Général de l'OCDE, rédigée par Brooks, on peut lire en effet :

*« La conclusion la plus importante de notre Groupe est que l'intérêt nouveau manifesté par nos sociétés pour les aspects qualitatifs de la croissance, joint à une conception plus large du bien-être social, exigera une intégration beaucoup plus poussée de la politique de la science dans l'ensemble de la politique économique et sociale, en ce qui concerne notamment les objectifs humains à long terme du développement économique »<sup>2</sup>.*

Les rédacteurs du rapport prônent une inscription plus importante de la politique scientifique dans la politique générale. Ce rapport insiste sur la nécessité d'intégrer la politique scientifique à une réflexion générale. Comme cela a été montré plus haut au sujet de la prospective, une telle intégration inaugure un réel échange entre les attributions de la science et de la politique, car la science fournit à la politique les moyens de contrôler le développement scientifique et technologique. Brooks ajoute :

---

1 Elle se distingue ainsi de l'évaluation comme mode de comparaison et d'étalonnage des performances qui apparaît à la fin des années 1970. Isabelle Bruno, « La recherche scientifique au crible du benchmarking. Petite histoire d'une technologie de gouvernement », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-4bis, 2008/5, p.28-45.

2 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.8.

« Dans le contexte nouveau qui est en train de se dessiner, nous pensons que le progrès scientifique aura un rôle fondamental à jouer : il permettra d'une part d'éclairer les options sociales qui s'ouvriront à nous et, d'autre part, il fournira les données de fait et les éléments d'interprétation à partir desquels nous pourrions établir un bilan plus solide et plus rationnel des coûts et avantages du progrès technologique et de la croissance économique : ainsi sera-t-il possible d'opérer des choix mieux informés et plus prévoyants parmi des options toujours plus diversifiées, pour guider l'évolution future de nos sociétés »<sup>1</sup>.

Les auteurs du rapport Brooks valorisent un projet politique dans lequel science et politique sont mises en balance : à la politisation de la science répond la scientificisation du politique. Les auteurs du rapport posent la nécessité de contrôler rationnellement le développement scientifique au moyen de nouvelles méthodologies et de nouveaux dispositifs de contrôle<sup>2</sup>. Le dispositif principal identifié par les rapports est celui de l'évaluation. Pour François Hetman, l'évaluation technologique est ce qui doit évaluer les effets indirects d'une application technologique, pour informer les centres de décision. Une technologie interagit avec la société et il faut envisager non seulement son objectif principal mais aussi toutes ses conséquences dérivées pour pouvoir prendre des décisions politiques informées<sup>3</sup>. Dans un tel système de « science politisée scientifiquement », l'évaluation de la technologie joue un rôle pivot.

Dès le rapport *Science, croissance et société*, les objectifs principaux de l'évaluation sont définis. L'enjeu central de l'évaluation de la technologie est « d'estimer les coûts sociaux des technologies », en indiquant par avance les effets néfastes probables d'une technologie comme ses avantages. L'évaluation s'inscrit de ce fait dans un calcul politique caractéristique, le calcul coût/avantage, qui a pour fonction d'assurer un développement économique et technique équilibré. L'évaluation est un outil de *régulation* politique, explicitement mis en balance avec le marché et les forces politiques traditionnelles<sup>4</sup>. La volonté des auteurs du rapport Brooks est ainsi de substituer à des instances de régulation connues une méthodologie de rationalisation des débats autour des technologies. Par ailleurs, la dimension exploratoire de l'évaluation est un dernier aspect méritant d'être souligné. Elle poursuit un objectif prévisionnel, mais aussi un objectif d'appréhension rationnelle des différents possibles auquel

---

1 *Ibid.*, p.8.

2 Cette caractéristique essentielle de l'évaluation technologique est soulignée par Riccardo Petrella, « Le printemps du *technology assessment* en Europe : faits et questionnements », *Technologies de l'information et société*, 4, 1992/4, p.425-434 ; Yannick Barthe, « Comment traiter les débordements des sciences et des techniques ? Une brève histoire du *technology assessment* », p.245-262 in Olivier Ihl (dir.) / *Les « sciences » de l'action publique*, Grenoble, PUG, 2006.

3 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973.

4 Claire Lobet-Maris, « L'évaluation des choix technologiques », *Technologies de l'information et société*, 4, 1992/4.

donne lieu l'imposition d'une technologie<sup>1</sup>. L'évaluation apparaît ainsi comme un instrument spécifique de rationalisation de la gestion politique, toujours en tension entre description et prédiction. Dans le cadre normatif de l'évaluation comme « *mise en administration* »<sup>2</sup>, la participation apparaît comme une modalité et une pratique particulière de l'évaluation<sup>3</sup>.

## 2. La participation, un dispositif de communication

Le pôle militant et le pôle technocratique mettent en œuvre des stratégies énonciatives distinctes<sup>4</sup>. Les stratégies du pôle technocratique l'amènent néanmoins à se montrer perméable aux problématiques élaborées par d'autres pôles, notamment le pôle militant. La poursuite de son objectif d'administration implique une attention soutenue aux mouvements sociaux et à leurs exigences et la stratégie ventriloque consiste à faire parler ces mouvements dans les publications de l'OCDE. Par conséquent, la politique dépolitisée de l'OCDE est traversée par des exigences et des revendications qui, sans être siennes, influent sur la formulation de son discours. Cet aspect constitue l'une des clés de compréhension de l'émergence, commune aux pôles technocratique et militant, d'un discours sur la participation. Néanmoins, ces deux discours sur la participation diffèrent à bien des égards. La participation dont il est question dans les rapports de l'OCDE n'est en effet plus un principe ou une aspiration politique fondée sur un idéal égalitaire et libertaire, mais l'élément d'un dispositif de gouvernement plus vaste : l'évaluation.

### 2.a. Emergence de la participation

#### *Comme demande sociale*

Malgré l'hétérogénéité des pôles technocratique et militant, ces derniers constituent un horizon commun autour de la question des rapports science-société, avec l'idée d'une

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.91-92.

2 Renaud Payre, Gilles Pollet, « Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) sociohistorique(s) ? », *Revue française de science politique*, 55, 2005/1, p.133-154.

3 Bernard Reber, « Technologie et débat démocratique en Europe. De la participation à l'évaluation pluraliste », *Revue Française de Science Politique*, 55, 2005/5-6, p.811-833.

4 L'analyse qui suit s'appuie sur une opération de relevé des occurrences du terme « participation » ainsi que du contexte de ces occurrences, dans le corpus de rapports de l'OCDE. Voir Annexe 2.B, 1.b.2.

nécessaire implication du public et des citoyens. Mais leur conception de cette implication diffère. Pour le pôle technocratique, l'idée n'est pas présente dans tous les rapports étudiés, mais intervient assez régulièrement pour mériter une analyse.

La première mention de la participation dans les rapports se trouve au début du rapport *Science, croissance, société*. Suivant la rhétorique du diagnostic, les auteurs annoncent : « *Nombreux sont ceux pour qui la participation démocratique semble une solution au problème de la fixation des buts sociaux et de la définition de la responsabilité de la science à leur égard. Cette idée est partagée par beaucoup de jeunes scientifiques.* »<sup>1</sup>. Difficile de ne pas reconnaître prioritairement, sous la mention de « jeunes scientifiques », les acteurs du pôle de la critique des sciences. Une fois encore, les auteurs du rapport refusent de se faire les porteurs du discours participatif, qu'il attribuent à de jeunes scientifiques ou à de « nombreux » mal identifiés. Ils s'empressent par ailleurs de nuancer la pertinence de l'idée de participation :

« *Il arrive fréquemment que participation et cohérence soient en totale contradiction, et que les mécanismes de décision s'en trouvent paralysés. La participation peut également conduire à un égoïsme conservateur ou à des actions apparemment généreuses dont les conséquences imprévues portent atteinte à l'intérêt général* »<sup>2</sup>.

Le rapport met en évidence les possibles effets néfastes de la participation en soulignant le manque de cohérence, l'inefficience, le conservatisme et les effets pervers d'une telle organisation sur la prise de décision et l'intérêt général. Ces arguments contre une régulation participative du développement scientifique et technique accusent la méfiance de l'institution vis-à-vis d'une pratique défendue par des groupes de « jeunes scientifiques » en opposition à la logique technocratique d'une organisation comme l'OCDE. Ils traduisent le regard distancié des auteurs sur la notion, au nom de l'efficacité, du progrès et de l'intérêt général, valeurs technocratiques par excellence. Ils mettent enfin en avant le fossé existant entre fonctionnement technocratique et exigence de participation populaire. Néanmoins et malgré les fortes modalisations apportées par ces critiques, les auteurs du rapport prennent au sérieux la notion de participation en la médiatisant et en la présentant comme une solution envisagée par différents groupes d'acteurs. De cette manière, suivant les stratégies ventriloque et du diagnostic, la participation est d'abord légitimée par l'OCDE comme une demande sociale.

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.17.

2 *Ibid.*, p.17.

Les années 1970 sont littéralement encadrées par des rapports dans lesquels la participation joue un rôle important, puisqu'au rapport *Science, croissance et société* (1971) répond comme en écho *La technologie contestée* (1979), après une décennie importante pour la réflexion sur l'évaluation technologique. *La technologie contestée*, dont le sous-titre est *Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, constitue un objet particulièrement intéressant pour cette analyse dans la mesure où le rapport fait de la participation le cœur de son propos. Dès l'avant-propos, le rapport soutient l'existence d'un « phénomène de participation » :

*« Dans bien des pays, les citoyens ne semblent aujourd'hui plus se contenter de faire confiance aux traditionnelles procédures démocratiques indirectes, mais demandent des formes plus directes de représentation et de participation à la prise des décisions : ceci pose des problèmes particuliers aux gouvernements et constitue un nouveau défi à la viabilité et à la capacité d'adaptation de la démocratie représentative elle-même. Ce « phénomène de participation » se manifeste dans beaucoup de domaines de responsabilité des pouvoirs publics. Les questions liées à la science et à la technologie n'en ont pas l'exclusivité »<sup>1</sup>.*

Ce passage permet d'observer le glissement de la logique du diagnostic à celle de la nécessité. En effet, alors que le rapport présente la participation comme un phénomène et une exigence de citoyens n'accordant plus leur confiance aux procédures démocratiques directes, il ne se limite pas à la description d'un climat. La description fait place à un discours sur la nécessité d'adapter les institutions démocratiques et de produire des dispositifs participatifs. Le discours administratif se fait alors normatif, élaborant des propositions politiques à partir du constat initial. Le comité enchaîne : « *La participation d'un public informé et responsable peut et doit jouer un rôle de plus en plus important et effectif dans l'articulation entre les buts politiques et sociaux et l'élaboration des programmes liés à la science et à la technologie* »<sup>2</sup>.

Le glissement du positionnement descriptif au positionnement normatif apparaît dans l'articulation des verbes « pouvoir » et « devoir ». Cette conjonction rend lisible la posture de l'OCDE, institution qui cherche à appuyer ses jugements normatifs et ses propositions politiques sur des analyses objectivistes du social. Le comité transforme le constat initial d'une insatisfaction de la part des citoyens en une injonction politique par la conjonction des verbes « peut » et « doit » qui, simultanément, légitiment l'exigence (la participation *peut*

---

1 James Mullin, « Avant propos », *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979, p.7.

2 James Mullin, *Ibid.*, p.7.



jouer un rôle) et se l'approprient (la participation *doit* jouer un rôle). L'émergence et la médiatisation de la participation comme demande sociale sont ainsi favorisées par les stratégies rhétoriques de l'organisation, qui fonde l'exigence participative sur l'observation d'un climat social, là où le pôle militant voyait une exigence fondée sur un impératif d'égalité et d'autonomie individuelle.

### ***Comme objet d'investigation***

Une fois la participation instituée comme demande sociale légitime et nécessité politique, son caractère hypothétique, fragile et expérimental est mis en avant. Le rapport cité ci-dessus rappelle que la notion de « *participation du public* » n'est pas employée dans « *la plupart des pays d'Europe de l'Ouest* » et va s'attacher à un travail d'exploration des potentialités politiques du concept. Il défend ainsi une approche analytique de la participation. Il définit d'abord la notion de participation du public comme

*« toute activité menée par tout individu, groupe d'individus ou organisation autres que les élus ou les fonctionnaires désignés du gouvernement ou des corps constitués et visant de façon directe ou indirecte à prendre part aux affaires, aux décisions ou aux politiques du gouvernement ou des entreprises publiques, parapubliques ou à les influencer »<sup>1</sup>.*

Il explique ensuite que la tâche de l'OCDE consiste à mettre en œuvre un travail d'études et de propositions de normes de la participation à l'évaluation des choix technologiques. Dans cette perspective, la production d'un discours sur la participation est présentée comme une démarche de recherche et d'analyse d'un concept et d'un outil politique. Pour cette raison, le rapport *La technologie contestée*, rédigé par K. Guild Nichols, est présenté comme un quasi-texte de recherche :

*« Il va de soi que ce Rapport ne prétend pas présenter de conclusions générales ni définitives sur un sujet aussi délicat, changeant et pour lequel les traditions spécifiques de chaque pays jouent souvent un rôle prépondérant. Plus modestement, son but est de faire le point sur différentes expériences nationales, de donner une vue plus claire du phénomène de la participation, et d'identifier les divers problèmes et domaines où se manifestent actuellement des difficultés et qui devraient donc faire l'objet d'une attention particulière dans les politiques à venir »<sup>2</sup>.*

---

1 *Ibid.*, p.15.

2 « Préambule », *Ibid.*, p.5.

« *Faire le point* », « *donner une vue plus claire* », « *identifier les divers problèmes* » : ces actions renvoient à une démarche d'analyse et à un effort de compréhension d'une pratique. La participation est représentée comme un objet de connaissance fragile, hétérogène, qui doit être soumis à un examen critique pour former un concept unifié. Une telle attitude n'est pas seulement révélatrice du statut émergent et précaire de la participation au sein du pôle technocratique. On y décèle l'une des futures caractéristiques du discours participatif. Discours de l'expérimentation politique et de la poursuite d'un procédé de gouvernement efficace, la participation est inévitablement le lieu d'une rencontre entre expérience, connaissance et gouvernement<sup>1</sup>. La conception de la participation forgée par l'OCDE s'appuie ainsi sur l'idée centrale d'une procédure démocratique qui reste à inventer, à travers des expériences formalisées.

### ***Comme système de contraintes***

La notion de participation qui émerge dans les rapports de l'OCDE est enfin caractérisée par un système de contraintes. En effet, si la notion implique une certaine liberté de parole, cette parole est encadrée par les dispositifs de la participation. Un passage du rapport *Science, croissance et société* illustre l'importance de cet encadrement. Le groupe exprime ses réserves quant à la pertinence du technicisme comme unique mode d'intervention politique et explique que « *la hiérarchisation des priorités dépend en dernière instance des espoirs, des craintes et des regrets de l'homme* »<sup>2</sup>. Il est donc nécessaire de tenir compte des aspirations, des insatisfactions qui s'expriment dans la société. Le rapport déroule alors un raisonnement qui évoque à maints égards les revendications de mai 68 : puisque le choix politique dépend en dernière instance des aspirations et des insatisfactions sociales, « *la libre expression de l'insatisfaction représente [...] une condition nécessaire d'un fonctionnement sans heurt du système* ». La participation est le mécanisme par lequel les personnes concernées pourront donner leur avis et identifier les besoins et les objectifs d'une société<sup>3</sup>. On retrouve ici la thématique de la liberté de parole, à la fois liée à la tradition démocratique et aux revendications de mai 68. Mais ce qui était affirmé comme une pure exigence par les mouvements de mai est aussitôt conditionné par plusieurs paramètres :

---

1 Sur les expérimentations socio-politiques de l'évaluation participative : Bernard Reber, « Technologie et débat démocratique en Europe. De la participation à l'évaluation pluraliste », *Revue Française de Science Politique*, 55, 2005/5-6, p.811-833.

2 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.69.

3 *Ibid.*, p.69.

*« la participation elle-même n'est pas davantage suffisante, si les participants ne sont pas disposés à accepter des compromis dans leurs satisfactions et leurs aspirations, ni à modifier leur attente en fonction des réalités objectives et des possibilités techniques. Le rôle important de la science et de la politique scientifique consiste à mettre en lumière les interactions entre objectifs et à retracer plus objectivement les conséquences de diverses politiques et décisions alternatives. Pour que des systèmes de participation aux décisions fonctionnent bien, il faut un haut degré de rationalité de la part de toutes les parties intéressées, et un esprit suffisamment ouvert »<sup>1</sup>.*

Les conditions d'application d'un système participatif sont ainsi énumérées : les participants doivent être disposés à accepter des compromis, ils doivent s'appuyer sur la science et la politique scientifique pour évaluer les différents choix et leurs conséquences éventuelles, ils doivent mettre en œuvre un haut degré de rationalité et enfin ils doivent faire preuve d'un esprit ouvert. Ces quatre conditions mettent à nu le système dans lequel la notion de participation peut s'appliquer selon l'OCDE. Il s'agit d'un système mettant en scène des acteurs libéraux *et* rationnels, organisés autour de la science et de la politique scientifique, il réunit des acteurs contraints à la responsabilité politique<sup>2</sup>. L'image du « *profane candide capable* » évoquée plus haut<sup>3</sup> émerge, à travers l'injonction d'une participation possible sous conditions.

De ce point de vue, la notion de participation forgée par les rapports de l'OCDE est éloignée de celle mise en évidence dans le discours sur la science au peuple. Les deux notions conservent une certaine proximité car elles poursuivent une forme d'implication des acteurs sociaux. Mais alors que le pôle militant défend des pratiques plurielles et non oppressives de la science, celui de l'OCDE définit des règles et des procédures de relégitimation du développement technique dans les démocraties occidentales. Par conséquent, c'est principalement en tant qu'élément d'un dispositif gouvernemental que la participation est élaborée par l'organisation. Une « police du sens » se met en place : concurrente de l'exigence littéralement *insensée* d'une science *du* peuple et d'une participation quotidienne à la pratique scientifique, la proposition de dispositifs de participation à l'évaluation des choix scientifiques et technologiques repose au contraire sur une conception normée de la participation sociale à l'évaluation. Les objectifs d'émancipation sociale laissent place aux

---

1 *Ibid.*, p.69.

2 Philippe Estèbe, « Solidarités urbaines : la responsabilité comme instrument de gouvernement », *Lien social et politiques*, 46, 2001, p.151-162.

3 Sezin Topçu, « Tensions liées aux rhétoriques du « profane » : le cas du nucléaire », p. 185-210 in Thomas Fromentin, Stéphanie Wocjik (dir.) / *Le profane en politique. Compétences et engagement du citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2008.

outils de gouvernement et à la mise en forme de *dispositifs* de participation. La participation devient un outil pour rendre gouvernable et sonne comme un impératif normatif « *devant guider les pratiques* »<sup>1</sup>. Les dispositifs sont les supports principaux de ce retournement de l'imaginaire d'une « autre » régulation des rapports science/société en une série d'outils de gouvernement, dont la participation n'est que l'un des aspects.

## 2.b. Dispositif et communication

La participation, telle qu'elle est construite à travers les publications de l'OCDE, diffère de l'image qu'en donnent les revues de critique des sciences. Elle est portée par le pôle technocratique en tant qu'élément d'un dispositif de communication. Les groupes de réflexion sur la science formés dans le cadre de l'OCDE ne défendent pas l'idée de participation au nom de l'égalitarisme, mais en vertu de son efficacité. La participation apparaît alors moins comme une avancée égalitariste que comme le fruit d'un choix rationnel. Un aspect essentiel de ce choix consiste à réorganiser les rapports de communication au sein d'une société afin d'optimiser les procédures de décision. La participation est alors l'élément d'un dispositif de communication.

La nature de *dispositif communicationnel* qu'attribuent à la participation les rapports de l'OCDE apparaît dans de nombreux textes. Par exemple, le rapport *La technologie contestée* fait l'inventaire des différentes activités de participation qui correspondent à la définition qu'il donne de la notion :

« *référendums publics ; participation en tant que membre des organismes réglementaires , conseils consultatifs ou comités – officiels ou semi-officiels ; interventions devant les commissions d'enquête, les auditions, les agences réglementaires, les organismes d'appel administratifs ou judiciaires ; procès intentés par les citoyens ; actions des groupes de pression ; manifestations et protestations publiques* »<sup>2</sup>.

Une typologie hétéroclite de dispositifs ou d'actions considérés comme relevant de la participation est établie. L'aisance avec laquelle l'auteur du rapport énumère les instances participatives rappelle, en négatif, les difficultés du pôle militant à donner un contenu concret

---

1 Myriam Bachir, « La consultation publique. Nouvel outil de gouvernabilité et transformation des registres et répertoires d'action publique », p.167-184 in Bastien François, Erik Neveu / *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999.

2 *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979, p.16.

à la « science du peuple ». La participation, pour l'OCDE, n'est pas une activité ou une exigence abstraite. C'est un concept qui rassemble des modes concrets d'intervention et de gestion du développement scientifique et technologique.

La « mise en dispositif » de la participation constitue donc l'enjeu central de ce courant de réflexion politique. Les auteurs cherchent de façon presque systématique les moyens d'intégrer la participation à un arsenal d'outils politiques de contrôle du développement scientifique et technique et de légitimation des décisions en ce domaine. Dans *La technologie contestée* par exemple, l'auteur catégorise les efforts des Etats membres pour répondre au désir de participation des citoyens :

*« Un certain nombre de mécanismes nouveaux, administratifs ou législatifs, ont été conçus pour assurer un plus large accès du public aux informations détenues par le gouvernement et pour informer les citoyens sur la nature des mécanismes de prise de décision et sur les possibilités qu'ils ont d'y participer plus directement. La promotion d'une participation mieux éclairée du public a été l'objectif principal de campagnes, comités et programmes spécialisés d'information conçus pour améliorer la compréhension du public sur des affaires ayant trait à la science ou à la technologie »<sup>1</sup>.*

Outre les dispositifs d'information, des efforts ont été effectués pour « élargir l'utilisation de mécanismes consultatifs existants et conçus pour informer les décideurs sur les besoins et les désirs du grand public. (auditions législatives, organismes consultatifs officiels, commissions d'enquête) ». Et deux autres types de tentatives ont consisté à offrir des possibilités élargies à l'intervention des citoyens dans les délibérations administratives et réglementaires officielles, et à donner aux citoyens l'occasion d'exprimer leurs opinions grâce à des formes de prise de décision en collaboration<sup>2</sup>. Dans ces différents cas, que l'enjeu soit informatif ou participatif, le rapport recense des *dispositifs*, des tentatives de mettre en forme la participation du public.

La notion de dispositif a été définie à plusieurs reprises, par Michel Foucault<sup>3</sup>, Gilles Deleuze<sup>4</sup>, ou plus récemment Giorgio Agamben<sup>5</sup>. Ces trois auteurs insistent sur la dimension contraignante du dispositif, en tant qu'il modèle les actions. Comme le font remarquer

---

1 *Ibid.*, p.21.

2 *Ibid.*, p.21.

3 Michel Foucault, « Le jeu de Michel Foucault (entretien collectif) », p.298-329 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1977].

4 Gilles Deleuze, « Qu'est-ce qu'un dispositif ? », *Deux régimes de fou. Textes et entretiens, 1975-1995*, Paris, Ed. de Minuit, 2003, p.316-325.

5 Giorgio Agamben, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris, Rivages, 2007 [2006, trad. de l'italien par Martin Rueff]

cependant Jean-Samuel Beuscart et Ashveen Peerbaye, s'il n'existe pas de relations sans dispositif, celui-ci ne doit pas pour autant être considéré seulement dans sa dimension mécanique et contraignante – Foucault lui-même s'y refuse<sup>1</sup>. Un « dispositif de communication » est un outil de contrôle et d'encadrement des interactions sociales. Le décrire comme tel conduit moins à dénoncer une inévitable dimension coercitive qu'à analyser la forme spécifique qu'il donne à des interactions. Le fait que la participation soit conçue *en tant* qu'élément d'un dispositif de communication a des conséquences importantes sur sa mise en forme dans les rapports du pôle technocratique. Elle est accommodée à une théorie implicite de la communication politique, qui lui attribue pour fonction de *pacifier* l'environnement social et d'*intégrer* le paramètre du climat social aux décisions d'ordre sociotechnique. La communication est alors conçue comme une activité de gestion de l'environnement social, par la production d'outils et de technologies d'encadrement de la prise de parole.

## 2.c. Des dispositifs de connaissance

En tant qu'élément d'un dispositif, la participation, telle qu'elle est exposée dans les rapports de l'OCDE, s'inscrit dans un projet de gouvernement. Elle n'est alors qu'une modalité non indispensable d'un art de gouverner. L'explication de ce statut auxiliaire nécessite un éclairage spécifique sur le type de dispositif auquel correspond la participation. Il ne s'agit pas d'un simple dispositif de communication et d'administration des interventions politiques. La participation correspond aussi à un dispositif de connaissance et de prédiction. Ce statut, entre dispositif de régulation des interventions et dispositif de connaissance, permet de comprendre les discussions dont la participation fait l'objet ainsi que le statut auxiliaire qui lui est attribué.

### *Statut auxiliaire*

Les rapports lient la participation au projet d'évaluation technologique, qui existe quant à lui indépendamment de la participation. La participation apparaît donc comme une modalité de l'évaluation. Ce statut est dû à l'ambiguïté qui plane sur la définition de la participation, entre

---

1 Jean-Samuel Beuscart et Ashveen Peerbaye, « Histoires de dispositifs », *Terrains et travaux*, 11, 2006/2, p.3-15.

outil de connaissance et principe politique<sup>1</sup>. L'exemple le plus frappant du statut auxiliaire attribué à la participation se trouve dans le rapport sur *L'évaluation sociale de la technologie* (1978), au cours d'un passage sur les groupes sociaux concernés par une évaluation. Le rédacteur du rapport explique l'importance, lors de l'évaluation d'une technologie, de prendre en compte l'importance de groupes « *considérés jusqu'alors comme étant en dehors du processus de formulation des options politiques* »<sup>2</sup>. Il ajoute :

*« Ce point est cependant sujet à controverse entre les partisans d'une évaluation sociale « à participation » de la technologie qui considèrent qu'il s'agit là d'un processus de discussion auquel doivent pouvoir prendre part tous les groupes concernés, qu'ils soient bien ou mal organisés, et les analystes « purs » pour lesquels les problèmes concernant le public doivent être traités en dehors du cadre de l'analyse et laissés aux responsables des décisions et aux pratiques politiques. »*<sup>3</sup>.

Le rapport met ainsi en lumière l'existence de deux définitions concurrentes des enjeux de l'analyse d'évaluation technologique. Certains défendent la participation à l'évaluation sociale de *tous* les groupes concernés, tandis que d'autres promeuvent une conception de l'évaluation dans l'abstraction des problèmes soulevés par le public. Les défenseurs d'une participation étendue et ceux d'une conception purement technique de l'évaluation sont placés sur un pied d'égalité. Dans les deux cas, la finalité reste l'évaluation et l'alternative est présentée comme un choix entre deux méthodologies différentes. La participation n'est aucunement l'instrument privilégié de l'évaluation et constitue seulement une méthodologie spécifique pour envisager les possibles d'une technologie. L'auteur poursuit :

*« Si, comme nous le supposons ici, la formulation des options en matière d'action constitue un élément essentiel de toute évaluation sociale complète de la technologie, l'identification des groupes sociaux intéressés et concernés représente un apport nécessaire aux conclusions finales des analystes qui sont transmises au responsable des décisions. Ceci suppose une nette distinction entre la participation à l'évaluation sociale de la technologie et la participation au processus de prise de décision »*<sup>4</sup>.

Un choix est donc effectué entre les deux méthodologies défendues ; une troisième méthodologie en sort. Deux formes de participation sont distinguées : la participation à l'évaluation et la participation à la prise de décision. La participation à la prise de décision est

---

1 Ce flou est caractéristique d'autres outils de gouvernement, comme le principe de proximité. Voir : Christian Nicourt, Jean-Max Girault, « L'usage du principe de proximité comme instrument d'ajustement de la décision publique », *Développement durable et territoires*, dossier 7, [en ligne].

2 *Evaluation sociale de la technologie. Examen d'un choix d'études*, Paris, Publications de l'OCDE, 1978, p.39.

3 *Ibid.*, p.39.

4 *Ibid.*, p.40.

écartée. En revanche, la participation à l'évaluation est présentée comme une activité consistant « à collecter et à intégrer l'information relative aux groupes intéressés et aux groupes concernés ainsi qu'à leur importance relative, dans le but d'améliorer l'information de base du responsable de la décision »<sup>1</sup>. Il s'agit alors moins de *participation à l'évaluation* que de mise en place d'un procédé de collecte d'informations. La participation à l'évaluation défendue à travers cette définition renvoie aussi bien au sondage d'opinions qu'à la production de documentation par les groupes concernés<sup>2</sup>. Ce rapport construit ainsi la possibilité d'une « participation passive » à l'évaluation technologique que la controverse initiale ne laissait aucunement prévoir<sup>3</sup>. Le rapport aura ensuite beau recommander aux évaluateurs technologiques un passage des « faits » aux « opinions », ce passage n'aura lieu que par le biais d'une représentation passive sous le mot d'ordre de la participation à l'évaluation. La participation passive et le statut auxiliaire de la participation aux décisions sont envisageables dans le cadre d'un dispositif de production de connaissances. Si l'objectif poursuivi à travers la participation n'est pas la libération des individus mais la production de savoirs sur les groupes concernés par la décision, alors la participation peut être réduite à un moyen de représentations des intérêts.

### ***Principe politique ou instance de collecte d'informations ?***

Définie en tant que dispositif d'intervention et dispositif de production de savoirs prédictifs, la participation est soutenue par deux arguments. D'abord, elle constitue un dispositif de connaissance plus équitable que les autres, car elle intègre la parole d'acteurs concernés. Ensuite, elle favorise la production de savoirs et de prédictions fiables, car elle offre la possibilité de balayer un champ d'opinions et d'arguments plus vaste que celui des seuls experts. Ces deux raisons sont mêlées l'une à l'autre dans les rapports qui, en fonction du crédit qu'ils leur attribuent, proposent de donner un rôle plus ou moins important à la participation.

Par exemple, le rapport *Evaluation sociale de la technologie* aborde les dispositifs évaluatifs du point de vue de la production d'un savoir d'expertise et laisse de côté la dimension équitable de la participation. Il y apparaît donc que la participation n'est pas souhaitable

---

1 *Ibid.*, p.40.

2 La promotion des sondages elle-même s'est appuyée sur l'idée d'une participation du peuple au pouvoir. Loïc Blondiaux, *La fabrique de l'opinion, une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998.

3 A l'inverse, la participation à la prise de décision est définie comme « processus politique qui consiste à choisir entre diverses options opérationnelles – domaine de la solution politique des conflits d'intérêts. », *Ibid.*, p.40.



autrement que sous une forme passive. Les groupes concernés sont intégrés en tant que paramètres de l'étude, ou plutôt, leur participation se réduit à la collecte d'informations effectuée auprès d'eux par les personnalités en charge de l'évaluation. La participation est formalisée avant tout comme une méthode de collecte de l'information.

D'autres méthodologies proposent inversement de prendre la participation en compte, au nom du rôle politique de ces dispositifs de connaissance. Dans *Principes méthodologiques pour l'évaluation sociale de la technologie*, Eberhard K. Jochem défend ce principe dans une intervention sur la participation à l'évaluation. Jochem justifie la participation à partir du principe qu'il n'existe pas d'évaluation neutre. Il est par conséquent nécessaire selon lui de maximiser le nombre d'avis intégrés à la décision en essayant d'en expliciter les hypothèses et les jugements de valeur. Il montre ensuite que dans de nombreux cas, l'agrégation des opinions ou la « vérité » importent peu, car il faut avant tout mettre en évidence des différences et permettre la production de discours contradictoires. Il explique enfin que, pour des raisons politiques, la participation du public à l'évaluation des technologies s'impose, afin d'établir « *un dialogue ouvert non seulement aux groupes d'intérêt fortement organisés, mais aussi aux groupes d'intérêt mal organisés ou faibles* »<sup>1</sup>. La nécessité politique de la participation dans les dispositifs d'évaluation varie donc selon les méthodes défendues.

L'ambiguïté subsiste entre les deux justifications principales de la participation (motifs politiques / motifs cognitifs) et n'est pas tranchée. L'intérêt de la notion forgée au sein du pôle technocratique est alors de se trouver au confluent de l'exigence politique initialement formulée par le pôle militant (exigence d'égalité) et d'une justification cognitive spécifique – la participation apparaît comme un moyen, discutable, certes, mais légitime, de connaissance, d'exploration et d'enquête<sup>2</sup>. En ce sens, la participation s'institue au confluent de plusieurs logiques. A travers elle se rencontrent un dispositif de communication politique et un dispositif de production de connaissances ; elle s'appuie par ailleurs sur une exigence de rééquilibrage de la prise de parole et sur une volonté de production plus dynamique de connaissances et de prévisions. Le pôle technocratique fait ainsi de la participation un outil de gouvernement d'une grande richesse, dont il importe d'analyser la dynamique spécifique.

---

1 Eberhard K. Jochem, « L'évaluation sociale de la technologie et la participation », p.167-173, *L'évaluation sociale de la technologie*, OCDE, 1975.

2 Aussi originale soit-elle, cette justification s'inscrit néanmoins dans la tradition pragmatiste de défense de la compétence et de l'enquête collectives. John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Pau, Ed. Farrago/Université de Pau, 2003 [1927, trad. de l'anglais par Joëlle Zask] ; Joëlle Zask, *L'opinion publique et son double, tome 2, John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 2000.

### 3. L'évaluation, un outil de gouvernement

Au-delà de l'ambiguïté qui pèse sur la fonction de la participation dans le dispositif de gouvernement des sciences proposé par les rapports de l'OCDE, il semble pertinent de relever que le pôle technocratique la conçoit comme un véritable instrument de gouvernement. Ceci montre la différence essentielle entre le pôle militant et le pôle technocratique. En effet, les prétentions normatives du pôle militant et du pôle technocratique sont également importantes, mais alors que la normativité du pôle militant relève avant tout d'une contestation de l'ordre établi, celle du pôle technocratique porte sur des dispositifs de régulation des rapports sociaux. Le pôle militant propose quelques dispositifs de régulation, qui apparaissent comme des modèles de réflexion et cristallisent certaines aspirations. Mais ce sont des modèles valorisés pour leur dimension critique et d'opposition à la régulation traditionnelle de l'espace public. Dans la réflexion de l'OCDE, les dispositifs de la participation apparaissent non comme des facteurs de rupture avec l'organisation traditionnelle, mais comme des dispositifs en adéquation avec un contexte imposant de nouvelles pratiques de gouvernement. On peut alors préciser les caractéristiques de cet instrument et analyser la spécificité des représentations qu'il élabore.

#### 3.a. Définition

Le pôle technocratique voit en la participation moins une exigence qu'un instrument de gouvernement, si l'on définit un instrument de l'action publique, suivant Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, comme « *un dispositif à la fois technique et social qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur* »<sup>1</sup> ou encore comme « *un dispositif technique à vocation générique porteur d'une conception concrète du rapport politique/société et soutenu par une conception de la régulation* »<sup>2</sup>. Cette seconde définition est éclairante, car elle insiste sur les conceptions des rapports sociaux et de la régulation dont est porteur un instrument. Pierre Lascoumes a noté ailleurs que les instruments et les technologies de gouvernement ne pouvaient être analysés en termes fonctionnalistes, c'est-à-dire en réduisant l'attention aux objectifs affichés. Il est au contraire fécond de se pencher sur

---

1 Pierre Lascoumes, Patrick Le Galès, « Introduction. L'action publique saisie par ses instruments », p.11-44 in Pierre Lascoumes, Patrick Le Galès (dir.) / *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de la FNSP, 2004, p.13.

2 *Ibid*, p.14.

les représentations du monde qui s'y attachent. Chaque instrumentation comporte des « *effets propres* » et une « *théorisation politique implicite* »<sup>1</sup>.

Dans le cas présent, on peut alors essayer de décrire l'imaginaire de rationalisation de la discussion publique qui est lié aux dispositifs de participation. La thématique de la participation formulée par l'OCDE charrie plusieurs normes fondamentales de l'organisation sociale par la communication. Car si la participation est relativement formalisée d'un point de vue technique, elle est surtout chargée d'un projet implicite de régulation des rapports sociaux. Les questions soulevées par le recours à la participation dans les dispositifs de connaissance et de prévision que sont les dispositifs d'évaluation révèlent en effet plusieurs séries de modifications. Les deux rôles attribués à la participation (entre instrument de connaissance et impératif de gouvernement juste) doivent pour cela être conçus simultanément et non comme deux argumentaires parallèles. La fusion de ces arguments fait des instances de savoir et de représentation un modèle synthétique original de l'espace public.

### **3.b. Effets de rationalisation**

On peut décrire ce modèle à travers les reconfigurations et rationalisations qu'il impose. La première série de modifications concerne la rationalisation de l'action publique en matière de science et de technologie. La deuxième porte sur la rationalisation de la communication. La troisième enfin renvoie à la rationalisation de la société civile, ou plutôt la scientisation de la société.

#### ***Rationalisation de la science***

La question de la rationalisation de la science a déjà été abordée au sujet des politiques scientifiques. De ce point de vue, l'OCDE s'inscrit dans une réflexion déjà entamée sur la production de politiques scientifiques cohérentes, qui ne se cantonnent pas à distribuer des crédits à la recherche mais s'interrogent aussi sur l'utilité de ces financements et renforcent les liens entre recherche et technologie<sup>2</sup>. Les années 1950 et 1960 ont mis en place nombre

---

1 Pierre Lascoumes, « La gouvernementalité : de la critique de l'Etat aux technologies du pouvoir », *Le portique*, 13-14, 2004, [en ligne].

2 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.45.

d'instruments de rationalisation de la politique scientifique<sup>1</sup>, à partir de techniques de prévision technologique et d'analyse des systèmes.

Le rapport *Science, croissance et société* situe l'apparition de cette tradition de réflexion à partir de l'après-guerre<sup>2</sup> et note que l'expression « *politique de la science* » « *englobe un ensemble assez disparate de problèmes et de questions* »<sup>3</sup>. Il relève les deux dimensions principales, qui impliquent de mettre la politique au service de la science (allocation de fonds) et, inversement, la science au service de la politique (par le recours aux spécialistes, en sciences exactes comme en sciences sociales, afin d'optimiser l'efficacité administrative) :

*« La politique de la science ne signifie pas seulement politique pour la science – créer un milieu favorable à l'épanouissement de la science et opérer des choix entre des projets ou des domaines scientifiques et technologiques ; elle signifie aussi science pour la politique, au sens où les considérations scientifiques et techniques affectent les décisions politiques et les choix stratégiques importants dans des secteurs qui ne sont pas eux-mêmes de nature principalement scientifique »<sup>4</sup>.*

Il en résulte un questionnement sur la nécessité de mettre la science au service d'objectifs politiques, à travers une pratique de mise en adéquation des objectifs scientifiques, technologiques et sociaux : « *L'objet de la politique de la science ne peut pas être simplement l'expansion de la science et de la technologie, il doit être également d'organiser et de diriger le progrès technique au service d'autres fins* »<sup>5</sup>. Ce questionnement sur la rationalisation du développement scientifique est un élément important du discours technocratique. Mais il a déjà été abordé plus haut dans le chapitre 2 et ne constitue pas une spécificité du discours de l'OCDE. Il en va autrement de la volonté de rationaliser les rapports de communication.

### ***Rationalisation de la communication***

L'autre élément auquel les rapports imposent une norme de rationalisation est la communication. La réflexion qu'ils échafaudent autour de dispositifs de communication rationalise cette dernière sous différents aspects. Premièrement, elle est considérée comme une pratique de pacification de l'ordre social ; deuxièmement, elle est associée à l'usage

---

1 *Ibid.*, p.52.

2 *Ibid.*, chapitre 3, « Quelques enseignements des années 60 ».

3 *Ibid.*, p.41.

4 *Ibid.*, p.41-42.

5 *Ibid.*, p.43.

d'outils spécifiques de mise en relation des instances sociales et des pouvoirs publics ; troisièmement, elle correspond à une organisation particulière de la circulation des discours et des savoirs.

En tant que pratique de pacification de l'ordre social, la communication conceptualisée par les rapports de l'OCDE perd le statut créateur et agonistique que lui attribuent les mouvements sociaux apparus autour de mai 68. Son rôle n'est plus de faire émerger une parole singulière mais de permettre l'appréhension de formations représentatives. Le statut attribué à la parole par les mouvements de mai devait permettre l'apparition de discours ignorés et l'expression de désirs refoulés. Elle possédait une dimension créatrice forte, car on reconnaissait à cette apparition et à cette expression une puissance motrice pour le fonctionnement social. Selon la conception promue à travers les rapports, l'expression de discours jusque-là maintenus hors de l'espace public est nécessaire, non pas en tant que force motrice, mais parce que seule la « mise en discours » des intérêts des parties prenantes permet de résoudre les conflits qui les opposent. Par conséquent, la conception technocratique du discours et de la parole contredit la conception militante, qui voyait dans l'expression des divergences un soubassement de la vie collective et non un obstacle à surmonter par la gestion et la résolution des conflits.

La résolution des conflits doit être assurée, selon les rapports, par le recours à des dispositifs permettant d'identifier un nombre limité de positions contradictoires afin de les accorder. La communication s'appuie ainsi sur une technologie de mise en présence d'intérêts contradictoires supposés finis, au détriment d'un travail de valorisation systématique de la contradiction et de la divergence.

Enfin, ces technologies organisent la diffusion des discours et des savoirs d'une façon particulière. Elles font des discours l'expression des intérêts d'un groupe, et de la médiatisation de ces intérêts une nécessité de la gestion politique des conflits. La communication assure ainsi la divulgation des intérêts de chaque groupe au sein d'un marché des opinions et des savoirs que les institutions étatiques ont à charge de réguler. La diffusion des savoirs est une opération de contrôle d'intérêts opposés, qui doit permettre leur ajustement autour d'un projet.

A travers ces trois transformations, la participation produit des rapports de communication nouveaux entre le champ de l'expertise et de l'évaluation et celui de la société. Elle

correspond en effet à un mode spécifique de gestion de l'opinion et des rapports de communication. Cet aspect est illustré par l'importance du problème des réactions de l'opinion pour l'OCDE. Comme le note déjà le rapport *Science, croissance et société*, les réactions de l'opinion rendent l'exercice du gouvernement difficile :

*« Au cours du dernier quart de siècle, nombre de nouveaux problèmes ont été perçus trop tard par l'appareil gouvernemental, qui n'a souvent été poussé à agir que par le déclenchement d'une crise. Nous pouvons citer à cet égard le rôle qu'ont joué la compétition militaire et spatiale dans la mise sur pied d'une politique de la recherche, la vigueur des réactions du grand public en faveur des politiques de protection de l'environnement, et l'agitation étudiante pour ce qui est de la redéfinition des politiques de l'éducation »<sup>1</sup>.*

L'évaluation technologique est apparue, face à ces réactions, comme un instrument pertinent de gestion des mouvements de l'opinion, en permettant d'envisager les conséquences de l'innovation technologique sur l'environnement et le tissu social. Elle donne un contenu positif au mécontentement, en soumettant des solutions alternatives dont le mécontentement social empêche la formulation<sup>2</sup>. La participation repose sur une prise en compte plus complète des implications de ce raisonnement, car elle règle la question des mouvements de l'opinion en intégrant les représentations sociales au processus d'innovation. De ce fait, la communication acquiert un statut original car son rôle est moins d'assurer la transmission de savoirs que l'intégration de paramètres dans un même processus décisionnaire.

### ***La société comme variable***

La troisième série de modifications initiées par le discours sur la participation résulte des précédentes. Elle porte sur la rationalisation des conceptions de la société civile, de son rôle et de ses interventions dans l'espace public. En défendant une forme de participation que l'on peut qualifier de « participation passive », l'OCDE ne met plus l'activité des citoyens au centre de ses préoccupations et fait de la participation une manière de représenter les intérêts du public. La particularité de la notion de participation forgée par l'OCDE est alors de constituer le public en *variable* d'un univers de choix. La participation permet de *représenter*

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.67.

2 « Identifier et formuler de manière systématique ces nouveaux problèmes est d'autant plus nécessaire que le trait distinctif d'une grande partie des demandes sociales présentes est d'être définies par les insatisfactions qu'elles engendrent plus que par un énoncé précis des satisfactions recherchées : en d'autres termes, l'existence d'insatisfactions n'implique pas automatiquement une prise de conscience qu'il y a d'autres solutions préférables. La complexité même de la société et les limites du savoir rendent difficile, voire impossible, d'envisager des alternatives réalistes » (*Ibid.*, p.66).

et à travers l'exercice de représentation d'intégrer la société au nombre des variables de la décision politique. Dans *La société et la maîtrise de la technologie*, François Hetman exprime ce retournement de situation de façon frappante :

*« Lorsqu'on étudie les conséquences sociales d'une technologie, les seuils de perception du public peuvent revêtir beaucoup plus d'importance que les seuils physiques, car tout en étant plus lents à se manifester, ils sont beaucoup plus prompts à susciter des réactions qui font boule de neige. La leçon à tirer, c'est que les structures sociales et politiques doivent être traitées, non comme des paramètres, mais comme des variables susceptibles d'influer sur les évolutions technologiques par des actions irrégulières d'intensité diverse »<sup>1</sup>.*

La société devient une variable dont les choix en matière de développement technologique doivent tenir compte. L'enjeu démocratique et libérateur de la participation est ainsi remplacé au profit d'un enjeu gestionnaire. Pour Hetman, l'évaluation technologique doit étudier les conséquences d'une innovation et son impact social. Elle est chargée de délivrer une information « neutre » sur les effets indirects d'une technologie et doit neutraliser le climat social au même titre que les paramètres techniques. Cette neutralisation est d'abord affaire d'explicitation, selon ses concepteurs. Il est nécessaire d'expliciter les enjeux sociaux au même titre que les enjeux techniques. La conception de l'intérêt général ainsi mise en œuvre est profondément rationaliste :

*« Pour que [la gestion de la technologie au profit de l'intérêt général] soit utilisée de façon optimale, les objectifs de la société devraient être formulés beaucoup plus clairement qu'ils ne le sont à l'heure actuelle ; aussi longtemps qu'il n'en sera pas ainsi la gestion de la technologie ne peut espérer éviter les désutilités graves qu'en s'efforçant d'atteindre ses objectifs directs »<sup>2</sup>.*

Si la société n'est qu'une variable parmi d'autres, la participation ne constitue qu'un mode de prospection parmi d'autres. Le rapport *Evaluation sociale de la technologie* met en évidence cette dimension, puisque sur les quinze études sélectionnées et analysées par le rapport, la question de l'évaluation reçoit des traitements divers dans lesquels la participation du public ne tient qu'une place annexe.

Considérer la société comme une variable dans le cadre d'un choix scientifique et technologique revient à poser les questions d'acceptabilité technique et sociale sur un même plan. Il ne s'agit donc pas d'un modèle rétroactif, selon lequel des choix techniques seraient

---

1 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.285.

2 *Ibid.*, p.7.

effectués et ajustés en fonction des réactions. Les choix sociaux sont intégrés à la technique. D'où l'intérêt de l'instrumentalisation des sciences sociales dans le cadre des réflexions de l'OCDE, plusieurs fois mises en évidence par des auteurs dans le cas de l'évaluation technologique.

Dès lors, les problèmes de l'innovation concernent simultanément l'acceptabilité technique *et* sociale des technologies. Les technologies sont socialisées de la même façon que le social se trouve technicisé. Le social devient ainsi paramètre du développement technologique et un renversement s'opère. Alors qu'à bien des égards le discours de l'OCDE semble correspondre à une volonté de réencastrement social de la technologie, il détermine ici au contraire l'encastrement du social dans le développement technologique. Lorsque le rapport *Science, croissance et société* évoque des « technologies d'inspiration sociale »<sup>1</sup>, il faut aussi bien y voir l'inverse, dans la mesure où le social inspirant est lui-même technologisé et rationalisé<sup>2</sup>.

### 3.c. Outils de la rationalisation

Cette rationalisation du social est le produit de différents présupposés et pratiques d'investigation du réel, à des fins évaluatives. Les rapports mettent en oeuvre un projet de normalisation des situations d'innovation technologique. Cette dimension est centrale dans le rapport *Evaluation sociale de la technologie*<sup>3</sup>. Ce rapport propose de synthétiser selon des critères fixes une série de quinze cas d'innovations techniques (sur l'automobile, le traitement des déchets, les télécommunications, etc.). A travers la synthèse, s'opère un aplanissement des caractéristiques du monde social. Chaque technologie est décomposée en objectifs, moyens, développements, technologies auxiliaires et concurrentes, et questions de faisabilité technique. Mais au système technologique ainsi décomposé, s'ajoutent des considérations sur les tendances sociales, qui doivent être identifiées au même titre que les caractéristiques

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.89.

2 Il serait cependant erroné de considérer cette conception de la participation comme uniquement déterminée par une logique instrumentale. Les rédacteurs des rapports eux-mêmes considèrent qu'ils s'opposent à l'aliénation technologique dénoncée par des auteurs comme Ellul. François Hetman met par exemple en garde contre « le risque d'une société déshumanisée » et exprime son inquiétude face à la technicisation de la société. C'est donc l'indissolubilité du lien entre technicisation et socialisation qui importe et non le seul mouvement d'instrumentalisation. François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.407.

3 *Evaluation sociale de la technologie. Examen d'un choix d'études*, Paris, Publications de l'OCDE, 1978.



techniques de l'objet. Les incidences et le contexte sociopolitique font ainsi partie des données de l'évaluation.

Ces opérations de normalisation et d'aplanissement ont différentes sources d'inspiration intellectuelles. L'une de ces sources, récurrente, est l'analyse coût-avantage. Celle-ci joue un rôle essentiel dans la rationalisation des choix par la détermination de priorités : « *Ce processus de fixation des priorités implique une confrontation systématique des objectifs dont les coûts et les avantages devront être constamment comparés* »<sup>1</sup>. Le calcul coût-avantage a pour fonction de rendre homogènes des objectifs hétérogènes, afin de statuer entre eux. Il le permet en comparant les coûts et les avantages des différents objectifs et de leur réalisation, selon un raisonnement utilitariste :

*« La politique de la science devrait tendre à améliorer les conditions techniques de la prise de décision, notamment en ce qui concerne la comparaison d'objectifs hétérogènes. Dans cette perspective, sa tâche consiste à élaborer, pour chaque objectif potentiel, un tableau détaillé de ses coûts et de ses avantages tant sociaux qu'économiques »*<sup>2</sup>.

L'analyse coût-avantage est l'un des fondements de la rationalisation du social, d'abord parce qu'elle renforce une conception utilitariste et stratégique. Tout processus politique repose sur l'identification et la discrimination des apports et des inconvénients d'une proposition. Ensuite, l'analyse coût-avantage rationalise le social, car elle aplatit les différents paramètres d'une décision selon une même conception : critères techniques, sociaux, environnementaux, constituent les différentes facettes d'un même univers de choix.

L'aplanissement et la rationalisation du social sont le signe du rôle spécifique attribué à l'évaluation et à la participation par les pôles technocratique. Ces deux pratiques forment les éléments d'un instrument de gouvernement. L'évaluation est un dispositif de connaissances et de prédictions qui permet d'assurer une régulation des rapports sociaux. La participation est un outil et l'une des formes de l'évaluation, qui offre des moyens de légitimation et de raffinement des procédures d'identification des intérêts en présence. L'ensemble formé par ces deux notions est un outil de gouvernement qui repose sur un imaginaire de la production

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.71.

2 *Ibid.*, p.71.

de connaissances plus robustes<sup>1</sup>. Pour cela, les enjeux de construction du savoir et des techniques sont intriqués avec les enjeux sociaux, ce qui produit de nouvelles représentations de la science, de la communication et de la société. La transformation principale apportée par cette pratique concerne la notion de décision, sur laquelle il faut à présent revenir.

#### 4. La décision, un processus informationnel

Le discours produit par le pôle technocratique remanie les conceptions de la science, de la communication et de la société. Mais c'est probablement sur la notion de « décision » que l'impact des reconfigurations discursives opérées par ce pôle est le plus marqué. Le concept de décision politique est éclairé d'un jour nouveau à la lumière de la participation et de l'évaluation.

##### 4.a. La décision illégitimée

Le caractère essentiel du rapport entre participation, évaluation et décision est explicité par François Hetman, au début de son rapport sur *La société et la maîtrise de la technologie*. Après avoir – classiquement, pourrait-on dire à présent – noté que « *l'événement le plus révolutionnaire du dernier tiers de ce siècle est peut-être l'affirmation d'une responsabilité sociale de la science et de la technologie* »<sup>2</sup>, Hetman compare deux controverses sociotechniques : autour du *Super Sonic Transport* (SST)<sup>3</sup> et d'un projet de nouvel aéroport londonien<sup>4</sup>. Il procède à une synthèse de ces controverses, en essayant de tirer les leçons des calculs coûts/avantages et des débats politiques auxquels elles ont correspondu. Cette synthèse, qui contient cinq remarques principales, fait apparaître l'intrication des enjeux de décision, de participation et d'évaluation. Il relève tout d'abord que les décisions n'ont pas été

---

1 En ce sens, la notion de « robustesse » du savoir, justement critiquée ailleurs, semble être applicable, car elle revendique à la fois une plus grande légitimité et une meilleure adéquation aux intérêts soulevés. Mais elle ne peut être appliquée que dans ce cas précis d'une réflexion technocratique sur le bien-fondé des pratiques évaluatives. Peter Weingart, « How robust is socially robust knowledge ? », p.131-145 in Martin Carrier, Don Howard, Janet Kourany (eds.) / *The challenge of the social and the pressure of the practice, science and values revisited*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2008.

2 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.21.

3 Les Etats-Unis connaissent à la fin des années 1960 de nombreux débats autour du programme d'avions supersoniques.

4 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.21-22.

prises sur la base des analyses effectuées, mais en fonction de pressions externes. Cela a été rendu possible selon lui à cause de la faiblesse des analyses en termes coûts/avantages. Il souligne ensuite le caractère trop « *technico-économique* » des études, qui prennent insuffisamment en compte les aspects sociopolitiques des problèmes et ne font « *absolument aucune place à l'analyse des groupes concernés par la décision* » - que Hetman conçoit sous la forme de la participation passive. Enfin, il rappelle que la discussion publique s'est limitée à un débat technique ou à « *l'expression de réactions extrêmement passionnées* », ce qu'il explique par une carence de l'information.

Sa synthèse pourrait tout d'abord apparaître contradictoire. En effet, en mêlant ces différentes thématiques, il développe une critique paradoxale, qui constate à la fois un surplus de technicité et l'irrationalité de la prise de décision. Mais cette critique n'est paradoxale qu'en apparence, car il s'agit pour Hetman de penser ces différentes carences en même temps : le choix doit être rationnel et dépassionné, fondé sur des calculs coût-avantage qui tiennent compte des réactions de la population *et* reposer sur un débat public qui désamorce les pressions de toute sorte. Le pari de François Hetman dans ce texte est donc de penser toutes ces composantes à la fois et il lui faut pour cela renouer les relations entre évaluation, participation et prise de décision. Il est conduit à scientifier la démocratie par l'extension d'une logique rationnelle aux processus de décision. Cette logique peut être décrite plus précisément.

Les limites de la prise de décision sont régulièrement soulignées par les différents rapports. Celle-ci apparaît comme imparfaite et illégitime principalement à cause de son caractère technocratique. D'une part, le débat est devenu trop spécialisé et peu lisible et d'autre part, les connaissances portent sur un champ trop réduit (la faisabilité technique) pour être légitime. La prise de décision est donc imparfaite pour deux raisons : à cause de la complexité des débats qu'elle engendre tout d'abord et de l'ignorance dans laquelle elle tient les paramètres sociaux, pourtant essentiels, ensuite.

*« Dans le domaine de la technologie, on est de plus en plus insatisfait du cadre institutionnel et de la manière dont les décisions sont prises, à cause du champ étroit des évaluations et de l'absence d'informations. Les évaluations réalisées jusqu'ici sont considérées comme des embrouillaminis technocratiques qui ne tiennent pas suffisamment compte des conséquences indirectes à long terme d'ordre économique, social et individuel. Quant à l'information, elle est considérée comme ésotérique et réservée presque exclusivement aux experts. Une*

*information nouvelle, plus accessible, est nécessaire pour assurer une plus large discussion des choix technologiques »<sup>1</sup>.*

François Hetman reprend d'autres remarques sur les limites de la prise de décision, en citant une publication qui permet de lier son travail plus précisément au mouvement de critique des sciences : le *Bulletin of Atomic Scientists*. Cette publication dénonce la structure gouvernementale contemporaine, « *trop limitée pour que les citoyens aient grâce à elle une véritable maîtrise de leur destinée dans un monde étroit et dangereux* » et en même temps « *instrument trop gros et trop lourd pour s'occuper des multiples besoins et valeurs rapidement changeants qu'expriment les êtres humains là où ils vivent et où ils travaillent* »<sup>2</sup>. D'après ce passage du rapport de François Hetman, la prise de décision est donc problématique dans la société contemporaine car les structures qui l'assuraient jusque-là sont mises en défaut.

#### **4.b. La décision évaluée**

##### ***Un dispositif de gestion***

L'évaluation apparaît alors comme un outil adéquat pour pallier les limites de la prise de décision. Elle « *doit représenter avant tout une aide pour les responsables des décisions* »<sup>3</sup>, ou encore, selon la *National Science Foundation*, « *fournir un apport réel, global, utile à la formulation de la politique gouvernementale et à la prise de décision en ce qui concerne l'application de technologies spécifiques* »<sup>4</sup>. L'évaluation donne aux acteurs du pôle technocratique l'assurance qu'un dispositif nouveau et pertinent de prise de décision est concevable. Les acteurs du pôle technocratique se font ainsi les promoteurs de l'évaluation en tant que rouage essentiel de la relégitimation de la prise de décision. Alexander King, dans son introduction à l'ouvrage de François Hetman, rappelle que lors de la quatrième réunion des ministres de la science des pays membres, à la fin 1971, ces derniers « *ont reconnu que l'évaluation des effets tant nocifs que bénéfiques de l'évolution technologique ainsi que la prévision des tendances futures de la science et de la technologie constituaient une tâche*

---

1 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.357.

2 Anthony Wedgwood-Benn, « The technical power and people », *Bulletin of the atomic scientists*, décembre 1971, p.23, cité in *Ibid.*, p.356.

3 *Evaluation sociale de la technologie. Examen d'un choix d'études*, Paris, Publications de l'OCDE, 1978, p.10.

4 Cité in *Ibid.*, p.10.

*importante pour la politique de la science* ». Il explique aussi que « *l'évaluation sociale de la technologie se présente [...] comme un instrument de la gestion de la technologie, comme un lien nécessaire entre la recherche et le développement d'une part, et les besoins de la société d'autre part* »<sup>1</sup>. La participation s'inscrit dans un dispositif de gestion de la technologie dont l'ambition est de renouveler les méthodes de prises en compte des besoins sociaux. L'évaluation technologique est un outil de gestion des variables (techniques *et* sociales) d'une société et la participation un moyen de raffiner l'usage de ce dispositif, par le renouvellement des voies de diffusion de la parole et de l'information.

### ***De nouvelles finalités de connaissance***

Les finalités de l'évaluation changent. Ou plutôt, tandis que la finalité générale de l'évaluation, l'aide à la décision, subsiste, les composants de cette finalité sont redéfinis. Le savoir produit par l'évaluation a pour fonction d'aider à la décision. Mais jusque-là, l'aide à la décision est pensée comme production d'un savoir relativement délimité : l'évaluation identifie des situations possibles et détermine les réactions qu'elles impliquent. Comme le notent les auteurs du rapport *Science, croissance et société*, il s'agit d'identifier les fins poursuivies. Celles-ci ne se donnent pas immédiatement et la valeur régulatrice de l'intérêt général est faible étant donnée la complexité de son identification : « *Non seulement il est plus difficile d'atteindre les fins qui sont proposées, mais encore – et c'est peut-être le fait essentiel – il est plus difficile de déterminer ce que devraient être ces fins elles-mêmes* »<sup>2</sup>. Cette difficulté à déterminer les fins n'est pas seulement liée à une complexité technique. Elle est aussi le fait de la confrontation de valeurs antagonistes. Et l'un des enjeux de l'évaluation serait de permettre à la décision de frayer parmi les conflits de valeurs. Une conception purement positiviste réduirait ces conflits de valeurs à un problème technique, ce que se refusent à faire les auteurs du rapport *Science, croissance et société* :

*« Dans la mesure où les problèmes et les objectifs poursuivis ont un contenu non technique, formuler correctement le problème de manière à ce qu'il puisse au moins être abordé par les méthodes de la science et de la technologie devient à soi seul une tâche intellectuelle exigeante. On a recouru notamment à l'analyse de systèmes pour accomplir une telle tâche, mais nous ne disposons pas d'une technique éprouvée d'analyse de systèmes qui puisse s'appliquer en présence de*

---

1 Alexander King, « Introduction » in François Hetman / *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.8.

2 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.62.

*conflits d'objectifs et de valeurs entre différents groupes de populations concernées »<sup>1</sup>.*

Il faut alors trouver la science qui permettrait d'identifier les différents sous-systèmes d'un système général afin de les gérer de façon interdépendante. L'évaluation devient une pratique du découpage social et de la distinction entre les enjeux. Alors qu'elle consistait jusque-là en une activité prospective, elle devient une activité de sérialisation des enjeux d'un contexte de création technologique. Pour réaliser au mieux cette gestion, il faut approfondir le champ d'analyse de l'évaluation en repensant ses modalités d'exercice. Le savoir, la production de connaissances constituent l'élément central de l'évaluation. Leur rôle, leur nature, leur objet évoluent. Auparavant, c'était une connaissance du contexte technique qui permettait d'agir. Ces réflexions fondent au contraire la nécessité d'une connaissance portant, non sur le contexte technique, mais sur la variété des enjeux et des systèmes imbriqués.

### ***Distribution de l'information***

L'organisation de la production du savoir évaluatif évolue aussi de façon sensible au cours des années 1970. Cette organisation est revue en raison de l'exigence croissante d'information de la part du public. Comme le rappelle le rapport *La technologie contestée*, les débats autour du nucléaire ont rendu cette exigence forte à partir du milieu des années 1970<sup>2</sup>. Autour des débats parlementaires sur le programme électronucléaire français, des controverses mettent en accusation l'absence de débat public sur les prises de décision les plus importantes<sup>3</sup>. Cette exigence de débat public est indissociable d'une exigence d'information.

*« Le problème de l'accès du public aux informations concernant les risques liés à l'énergie nucléaire fait également l'objet d'une attention croissante. Les adversaires du nucléaire et les groupes écologistes, notamment la section française des Amis de la terre et le Groupes des scientifiques pour l'information électro-nucléaire (GSIEN), ont affirmé que l'opinion n'avait pas été pleinement et convenablement informée quant aux risques présents ou potentiels qui s'attachent à l'élargissement du programme nucléaire, et que les méthodes suivies par le gouvernement lui-même pour l'appréciation de ces risques étaient très insuffisantes »<sup>4</sup>.*

---

1 *Ibid.*, p.62.

2 *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979, p.44 et suivantes.

3 *Ibid.*, p. 44.

4 *Ibid.*, p.45.

Le rapport prend acte de l'émergence d'une exigence d'information au sujet des dossiers sensibles du développement technologique. La prise de décision par les spécialistes, hors d'un vaste débat public, est de plus en plus contestée. Parallèlement, la discussion des propositions implique un accès plus libre à l'information.

La réponse donnée par l'OCDE à cette exigence croissante n'est pas mécanique, au sens où elle ne consiste pas directement à promouvoir une participation du public au débat. Les rapports construisent de nouveaux modes de représentation du public par le biais de l'évaluation. On y trouve alors une réflexion récurrente sur l'introduction dans l'évaluation des paramètres sociaux et de l'intégration d'un univers dynamique. La conception de la communication mise en œuvre dans ces rapports est donc plutôt en termes de gestion de l'opinion : décrypter des oppositions possibles ou réelles, anticiper des contestations, contourner des réticences. Un développement technologique apaisé réclame selon eux de nouvelles formes de médiatisation de la parole et des désirs du public.

La réponse de l'OCDE à l'exigence d'information du public se fait donc de biais. Les rapports n'entendent pas donner satisfaction aux réclamations sociales ; ils souhaitent en revanche favoriser une organisation apaisée de l'innovation technique et sociale. Par conséquent, ils considèrent la distribution de l'information comme un moyen de mettre fin à des réactions taxées d'irrationnelles. L'information doit s'opposer aux réactions passionnelles et sa divulgation doit ainsi être orchestrée de façon à éviter tout comportement irrationnel, ce qui conduit à une gestion stratégique :

*« Le gouvernement a cherché à assurer une discussion plus ouverte et plus « rationnelle » sur les différentes thèses en présence. Mais il a hésité à adopter une méthode comparable aux campagnes nationales d'information du public organisées en Allemagne, au Danemark et en Autriche, peut-être parce qu'il craignait qu'une telle méthode ne fasse que précipiter le type de controverse passionnelle qu'il cherche précisément à éviter. Il a préféré adopter un mécanisme s'apparentant au concept de « tribunal scientifique » proposé aux Etats-Unis, pour une étude et une discussion « objectives » et « rationnelles » des points de vue adverses sur le caractère plus ou moins satisfaisant de l'information technique disponible »<sup>1</sup>.*

Et :

*« A cette fin, le gouvernement a institué au début de 1978 un Conseil national de l'information sur l'énergie électronucléaire composé de dix-huit membres*

---

<sup>1</sup> Ibid., p.45.

*représentant les divers intérêts, présidé par le ministre de la Santé et de la Famille ; ce conseil a reçu la mission très large de veiller à ce que « le public ait accès à l'information sur les questions ayant trait à l'énergie nucléaire », mais aussi de conseiller le gouvernement quant aux conditions dans lesquelles doit être accordé cet accès du public à l'information, et de proposer les formes et les moyens de diffusion de cette information. »<sup>1</sup>.*

La divulgation de l'information au sujet de la politique du nucléaire doit être orchestrée. Il importe de préciser le statut de l'évaluation confrontée à cette exigence. L'évaluation reste-t-elle une activité à part entière, coupée de la diffusion de l'information, ou bien est-elle affectée par cette exigence de diffusion de l'information ? Il semble en effet que l'évaluation soit revue – au moins marginalement – au prisme de la diffusion de l'information. Elle relève simultanément de deux conceptions distinctes : une évaluation « délibérative » dont le processus repose sur la discussion des choix scientifiques et techniques et une évaluation « expérimentale », dont l'objectif est de produire des scénarii du développement scientifique et technique, reposant sur un processus rationalisé de production de connaissances.

### ***L'évaluation comme approfondissement de la réalité***

Cette dualité de l'évaluation influe sur sa dimension participative : quelle peut être la dimension participative de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques ? Au lieu de renvoyer à une conception de la démocratie et de l'égalité des citoyens devant les choix qui s'offrent à la société, la notion d'évaluation renvoie à un instrument d'interprétation des possibles d'une technologie. L'évaluation participative, à ce titre, ne constitue pas seulement un lieu de discussion. Elle invite plutôt à constituer des lieux d'interprétation<sup>2</sup>. A cet égard, l'évaluation technologique s'oppose au verrouillage des décisions et a pour mission de maintenir le processus du développement technologique en tant que « processus ouvert », c'est-à-dire processus de développement qui conserve dans leur diversité les valeurs et les options sociales engagées.

*« L'impératif majeur, c'est un ensemble d'options plus large à l'étape préliminaire du processus d'innovation, combiné avec des procédures de choix plus fines, plus exhaustives et plus rigoureuses au fur et à mesure que les diverses options se rapprochent de la phase d'application. Cela implique qu'initialement les voies alternatives soient examinées de manière plus approfondie et qu'en outre il existe davantage de stades de contrôle dans le cours de la sélection des options, de manière à ce que les intérêts concernés, les dépenses déjà engagées et les*

---

1 *Ibid.*, p.46.

2 Sur le débat public comme interprétation et production de scénarios : Yannick Barthe, « Discuter des choix techniques », *Projet*, 284, janvier 2005, p.80-84.



*positions prises par les experts ne créent pas une dynamique qu'il deviendra difficile d'inverser »<sup>1</sup>.*

Pour cette raison, l'évaluation est une activité interprétative et exploratoire. Elle a pour fonction de faire cohabiter l'innovation technologique avec la stabilité politique. Cette cohabitation ne passe pas par la stabilisation des choix, mais plutôt par une ouverture interprétative du sens social de ces choix.

*« On devrait également procéder à une exploration technologique plus attentive des variantes qui impliquent peut être des frais plus élevés ou des délais plus longs, mais qui promettent d'engendrer des effets indirects moins coûteux. L'adoption du processus qui vient d'être esquissé n'entraînerait pas nécessairement une moindre incitation à l'innovation. Ce qui décourage l'innovation, c'est le risque élevé d'échec tenant aux réglementations qui interviennent une fois que de gros investissements ont déjà été effectués. Si les règles du jeu sont explicitées au début du processus d'innovation, celui-ci s'adaptera et hiérarchisera les opérations de recherche-développement de manière rationnelle, sans que le risque net s'en trouve accru »<sup>2</sup>.*

#### **4.c. La décision transformée**

Le principe de la décision est remanié par ces réflexions sur l'évaluation. Il n'est plus question, comme c'était le cas jusqu'alors, de prendre une décision dans un univers dont les paramètres essentiels sont connus. Bien au contraire, le développement technologique a lieu dans un système en évolution perpétuelle, dont les finalités elles-mêmes ne peuvent être définitives. La décision ne correspond pas à un processus segmenté en une partie d'analyse de contexte et une autre d'application de l'innovation. Au contraire, il faut prendre acte du fait que, le contexte n'étant jamais stable, l'application de l'innovation doit tenir compte de deux éléments cruciaux. Premièrement, elle doit intégrer en permanence le contexte – ce qui signifie qu'une décision ne peut plus être considérée comme ramassée en un instant privilégié, mais au contraire de façon diffuse dans une temporalité étendue. La décision ne consiste plus en l'introduction d'une modification radicale, mais en un processus de micro-décisions déterminées par l'incorporation successive d'informations. La prise en compte de cet aspect conduit à relativiser la dimension politique de la décision, en tant qu'acte fondateur. Il ne s'agit plus d'un acte fondateur, qui avantagerait certains et lèserait d'autres, mais d'un *continuum* de micro-décisions et d'informations en tension les unes avec les autres. Dans cet

---

1 *Science, croissance et société. Une perspective nouvelle. Rapport du groupe spécial du secrétaire général sur les nouveaux concepts des politiques de la science*, Paris, Publications de l'OCDE, 1971, p.88.

2 *Ibid.*, p.88.

état de tension, l'évaluation est un moyen de connaissance qui permet de statuer sur le déroulement du processus. La dichotomie entre connaissance et prise de décision est affaiblie car la production de connaissances est intégrée au processus décisionnel. L'émergence du discours sur la participation, au sein des rapports sur l'évaluation de la technologie, va produire d'importantes reconfigurations conceptuelles, car la décision, le savoir, ne jouent plus le même rôle dans les mécanismes politiques. La conception de la décision constitue le *reste* de la définition de la participation élaborée par le pôle technocratique. On y reviendra dans le chapitre 7, en proposant d'intégrer cette notion au modèle d'une politique expérimentale.

Le pôle technocratique de réflexion sur les sciences joue un rôle de recomposition du discours sur les sciences à trois niveaux différents. Au premier niveau, il concourt à la légitimation de la participation comme principe règlementaire de la vie politique. Les nombreux rapports de l'OCDE recourent à la notion en mettant en évidence les avantages qu'elle présente pour l'organisation de la vie politique. Au deuxième niveau, le pôle technocratique configure la signification de la participation et en fait un outil particulier d'un dispositif plus général de gouvernement : l'évaluation. A ce titre, la participation est discutée comme l'un des moyens à la disposition de l'évaluation pour enrichir le dispositif de connaissances et de prédictions. Elle permet d'élaborer un discours plus légitime sur les mondes possibles. Enfin, le dispositif de l'évaluation conduit à remodeler la notion de décision, en la faisant valoir comme un processus continu et non un instant privilégié de la vie politique. De ce fait, la vie politique repose sur la production continue de micro-décisions qui informent le paysage des opinions et des savoirs et l'évaluation joue un rôle de régulation de ces savoirs, en tant que dispositif de connaissances, dont la participation est l'un des outils.

Pour cette raison, il serait erroné de s'en tenir à la seule apparition de la notion de participation dans les rapports de l'OCDE. L'émergence du concept revêt une grande importance dans la transformation du paysage discursif. Mais pour être pleinement comprise, elle doit être analysée dans un contexte plus vaste de réflexion sur les enjeux de la régulation des rapports sociaux et des modes de gouvernement. Cette prise en compte amènera, au cours du dernier chapitre, à montrer l'ambivalence de la métaphore gouvernementale associée à la participation. Mais il convient pour l'instant de se pencher sur le troisième point de surgissement de la notion de participation aux sciences et aux techniques : le pôle académique de la nouvelle sociologie des sciences.



## **CHAPITRE 5**

### **Une démocratie technique ?**

#### **Présupposition participative dans le champ STS**

Les chapitres 3 et 4 ont montré que la notion de participation aux choix scientifiques et technologiques émerge à partir de points différents, par des opérations de recomposition distinctes<sup>1</sup>. La signification de la notion de participation dépend des conditions dans lesquelles elle est mobilisée, produite. Elle émerge en tant que pure exigence utopique du pôle militant, tandis que les recompositions opérées par le pôle technocratique en font une technologie de production de connaissances et de gouvernement. Ces deux points de surgissement façonnent des définitions de la participation distinctes, sinon opposées.

On analysera plus loin comment ces définitions se confrontent et produisent des tensions au sein de la notion de participation. Auparavant, il est toutefois nécessaire de prendre en considération un troisième point de surgissement, au sein de la « nouvelle » sociologie des sciences (telle qu'elle a été définie notamment par Michel Dubois<sup>2</sup>) à partir du milieu des années 1970. La nouvelle sociologie des sciences constitue le troisième pôle qui contribue à la définition de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Contrairement aux pôles militant et technocratique, le pôle académique entretient en apparence peu de liens avec le monde politique. Pourtant, un parcours rapide de son histoire montrera qu'il n'est pas sans accointances avec les préoccupations sociales de son époque. Celles-ci s'expriment en revanche par le biais d'une théorisation, d'une « académisation » des thématiques critiques. Pour comprendre l'émergence, au sein de la sociologie des sciences, de considérations sur la participation et la représentation du public dans les choix technologiques, il faut donc tenir compte des spécificité de cette discipline, des recompositions discursives dont elle est issue et qu'elle opère à son tour.

La nouvelle sociologie des sciences se constitue à partir du milieu des années 1970. Elle s'inscrit dans la continuité des mutations connues par le champ des études sur la science dès

---

1 Ce chapitre constitue la version développée d'une intervention au colloque *Mai 68, creuset pour les sciences de l'homme ?* (10-12 septembre 2008, Société Française pour l'Histoire des Sciences de l'Homme), sous le titre « Mai 68 et la sociologie des sciences. Logiques discursives et restructurations disciplinaires au cours des années 1970 ».

2 Michel Dubois, *La nouvelle sociologie des sciences*, Paris, PUF, 2001.

les années 1960. Pour Ina Spiegel-Rösing, quatre symptômes caractérisent le développement d'une approche interdisciplinaire de la science dans les années 1960-70 : la multiplication des unités de recherche, la création d'associations de liaison, la prolifération des initiatives éditoriales et l'accroissement progressif des financements<sup>1</sup>. Dans ce contexte dynamique de renouvellement, les années 1970 voient se multiplier les approches et les styles de recherche : la nouvelle sociologie des sciences commence à prendre forme. Le tournant des années 1980 est ensuite un moment décisif des relations entre les différentes approches et le socioconstructivisme épistémologique devient particulièrement vigoureux. Dans ce cadre, la nouvelle sociologie des sciences donne lieu à une définition de la participation, détaillée par ce chapitre.

Cette définition se distingue de celles des pôles militant et technocratique. Ni exigence politique, ni instrument de gouvernement, la participation élaborée par le pôle académique relève d'une autre forme de conceptualisation. Elle est conçue par la nouvelle sociologie des sciences sur un mode descriptif (par opposition au mode utopique du pôle militant et au mode instrumental du pôle technocratique). On peut emprunter à Sarah Labelle l'expression de « *présupposition ontologique* » afin de préciser le statut attribué à la participation par le pôle académique. Cette chercheuse recourt à la notion afin de caractériser l'expression « *la société de l'information* ». Elle montre que l'usage récurrent, dans les médias et le monde universitaire, d'une telle expression, équivaut à une « *mise en récitation* » qui construit la représentation d'un avènement continu de l'objet désigné. Elle écrit à ce sujet : « *Jamais à proprement parler définie, l'expression ainsi récitée est conçue à la fois comme un miroir (elle renvoie l'image exacte de la société actuelle) et comme une vision future (elle propose une représentation possible de la société)* »<sup>2</sup>.

La notion de présupposition ontologique marque la fonction descriptive et performative d'un mot ou d'une expression. En ce sens, la participation construite par le pôle académique ressort d'une présupposition ontologique, car elle apparaît simultanément comme un fait, un avenir et un possible. Contrairement à l'expression « la société de l'information » analysée par Labelle, cette construction n'est cependant pas le fruit d'une mise en récitation ou du figement d'une

---

1 Ina Spiegel-Rösing, « The study of science, technology and society (SSTS) : recent trends and future challenges », p.7-43 in Ina Spiegel-Rösing, Derek de Solla-Price (eds.) / *Science, technology and society. A cross-disciplinary perspective*, London, Sage Publications, 1977. Cité par Michel Dubois, *La nouvelle sociologie des sciences*, Paris, PUF, 2001, p.22-26.

2 Sarah Labelle, *La ville inscrite dans « la société de l'information » : formes d'investissement d'un objet symbolique*, thèse de doctorat, Université Paris 4, 2007, p.169.

expression par les acteurs du pôle académique. Ceux-ci élaborent au contraire une présupposition de la participation à partir d'un vaste champ lexical, qui regroupe des notions telles que « controverses sociotechniques » ou « démocratie technique », et à partir de postures intellectuelles comme le relativisme épistémologique. C'est donc par des mécanismes divers que le pôle académique fait de la participation aux sciences une présupposition ontologique.

Afin d'explicitier ces mécanismes, il faut revenir sur les soubassements de la nouvelle sociologie des sciences et montrer les préoccupations politiques à l'œuvre dans cette discipline. Il faut aussi étudier la forme singulière attribuée au discours participatif par les stratégies et les postures éditoriales des acteurs du pôle. Enfin, il importe de souligner la diversité et la complémentarité des imaginaires politiques attachés à la notion de participation dans le cadre de la nouvelle sociologie des sciences. En construisant une ontologie de la participation aux sciences, le pôle militant ne défend pas seulement l'idée d'une nécessaire participation. Il élabore la représentation d'un « monde laboratoire » et met en scène une version spécifique du discours participatif – un modèle expérimental du politique.

L'analyse s'appuie sur un corpus constitué de trois publications différentes, entre 1978 et 1983. La première est le bulletin de liaison *Pandore* dirigé par Bruno Latour et Michel Callon. Il a paru important d'analyser ce bulletin car, objet hybride entre la communication informelle et la publication scientifique, il permet à bien des égards d'éclaircir les enjeux politiques de la nouvelle sociologie des sciences. *Fundamenta scientiae* (revue éditée par Pergamon Press et dirigée par Baudouin Jurdant et Michel Paty) et *Culture technique* (revue du Centre de Recherche sur la Culture Technique dirigée par Jocelyn de Noblet), constituent les deux autres publications étudiées. Elles représentent les deux principales publications du domaine Sciences, Techniques, Sociétés en France au début des années 1980<sup>1</sup>. C'est à travers ces revues que se jouent principalement, et l'institutionnalisation du domaine des études sur la sciences, et la construction d'une conception de la participation propre au pôle académique.

Il est à noter que ces revues forment un ensemble plus hétérogène que les corpus précédents. Elles témoignent d'intérêts plus divers, ce qui s'explique par la dimension interdisciplinaire du champ « Sciences, techniques, société ». *Pandore* est un simple bulletin, dont l'ambition

---

<sup>1</sup> La revue *Milieus*, dirigée par Jean-Claude Beaune, n'a pas été retenue en raison de son caractère plus philosophique et moins tourné vers les problématiques proprement STS.

est de stimuler les échanges au sein du champ de recherche. *Fundamenta scientiae* occupe un positionnement plus compliqué, à la fois inspiré par le fonctionnement de *Pandore* et marqué par les *Cahiers Fundamenta scientiae*, publication précédente au sein de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, porteurs d'une épistémologie plus traditionnelle. *Culture technique* a aussi une histoire plus ancienne, indirectement liée à l'épistémologie, car cette revue est issue des travaux du groupe ethnotechnologie créé en 1976 et dirigé par Robert Jaulin et Thierry Gaudin. Néanmoins, ces trois revues s'inscrivent en priorité dans des logiques académiques et répondent à la définition des revues scientifiques élaborée par Robert Boure, qui présente les revues de sciences humaines comme des périodiques réalisés par des chercheurs, publiant des travaux scientifiques et jouant un rôle dans l'institutionnalisation des disciplines<sup>1</sup>.

La première partie de ce chapitre est consacrée à la façon dont le pôle de la nouvelle sociologie des sciences reprend dans le champ académique le discours de la critique militante de la science – cette *académisation* de la critique a déjà été observée par plusieurs acteurs<sup>2</sup> et une première analyse en a été proposée par Brian Martin<sup>3</sup>. On tentera ensuite de montrer la place de la notion de participation dans le discours de la sociologie des sciences. Celle-ci apparaît dans la théorisation de certaines exigences du pôle militant (à travers la défense du relativisme, la sociologisation de l'activité de laboratoire et autour de l'étude des controverses). Il faut alors renvoyer à la dimension politique de l'écriture universitaire : ce qui, dans l'académisation du discours de critique des sciences, reste politique, malgré les apparences d'une théorisation parfois peu attentive aux débats d'actualité qui animaient le pôle militant. On montrera enfin que la mise en évidence du lien entre sociologie des sciences et impératif participatif requiert une prise en compte de la formalisation de la science à laquelle la nouvelle sociologie se livre. La nouvelle sociologie des sciences brosse une représentation nouvelle de la pratique scientifique, et c'est à travers cette nouvelle ontologie que se constitue le discours participatif.

---

1 Robert Boure, « Sociologie des revues de sciences sociales et humaines », *Réseaux*, 58, 1993, p.93-105.

2 Voir par exemple, dès le début des années 1980 : Michel Armatte, « Ca marche. Enquête chez les branchés. » p. 87-114 in Jacqueline Feldman et Françoise Laborie (dir.) / *Le sujet et l'objet. Confrontations : Séminaire d'interrogations sur les savoirs et les sciences, années 1980-81*, Paris, Ed. du CNRS, 1981.

3 Brian Martin, « The critique of science becomes academic », *Science, Technology, & Human Values*, Vol. 18, No. 2, Spring 1993, p. 247-259.

## 1. Spécificité des logiques discursives

### 1.a. Logiques discursives

Il est tout d'abord nécessaire de noter que l'isolement entre les trois pôles n'est pas total. En particulier, le pôle académique et le pôle militant, bien que distincts, n'en sont pas moins liés. Leur attachement explique la portée politique de la nouvelle sociologie des sciences. Pourtant, la double origine – théorique et militante – du pôle académique est souvent sous-estimée, comme l'a fait remarquer Michel Dubois<sup>1</sup>. Afin de les expliquer, on recourt ici à l'analyse des homologues entre les logiques discursives du pôle académique et du pôle militant dont l'activité précède. Une logique discursive correspond d'abord à une manière de dérouler un propos selon un ordre donné<sup>2</sup>. Mais elle renvoie plus généralement à l'ensemble des pratiques qui confèrent à un pôle une identité spécifique et au discours qu'il élabore un sens singulier. Au point de rencontre de ces deux définitions, une logique discursive est à la fois un élément discriminant d'un discours et le signe de sa cohérence. Dans le cas présent, l'attention se porte sur la contamination du discours de sociologie des sciences par des logiques issues du pôle militant. Ce n'est plus alors la continuité des débats de la sociologie des sciences qu'il s'agit de décrire, mais les évolutions des discours produits au sein de cette discipline à partir du milieu des années 1970, sous l'influence du pôle militant.

Le pôle académique reprend, rajuste et recombine des traits discursifs élaborés par le pôle militant. Le bulletin *Pandore* est à cet égard symptomatique des modifications imposées au pôle militant, car il se situe dans la continuité des préoccupations élaborées par ce pôle tout en les reformulant. Une grande attention est prêtée à la dualité entre conservation et transformation des enjeux politiques initialement formulés par le pôle militant. Celle-ci permet de comprendre à la fois l'apparition de la notion de participation au sein du pôle académique et la singularité qu'il lui transmet. La relative continuité entre critique militante et critique académique inaugure un étonnant « *mélange des genres* »<sup>3</sup> et donne lieu à une tentative originale de politisation du discours tenu dans l'Université.

---

1 Michel Dubois, *La nouvelle sociologie des sciences*, Paris, PUF, 2001, p.57. La continuité entre critique militante et critique académique est plus visible dans les pays anglo-saxons. Voir notamment David Hess, *Science Studies, an advanced introduction*, New York, NYU Press, 1997.

2 Stéphane Lojkine, *La scène de roman, méthode d'analyse*, Paris, Armand Colin, 2002.

3 Philippe Hamman, Jean-Matthieu Méon et Benoît Verrier (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.



## 1.b. *Pandore* dans la continuité

Le choix du niveau discursif comme seuil d'analyse fait apparaître plusieurs éléments de continuité entre le pôle militant et le pôle académique. Le bulletin *Pandore* en témoigne. La notion de continuité discursive est employée pour décrire la mise en relation des logiques discursives entre des pôles distincts. La reprise et la reformulation constituent des pratiques classiques de production de continuité au niveau « microdiscursif » par le maintien de la cohésion d'un texte ou d'une interaction<sup>1</sup>. Au niveau macrodiscursif, il faut tenir compte des effets de mise en cohérence de la forme et du sens d'un discours pour analyser la production de la continuité. La continuité entre le pôle militant et le pôle académique est relevée ici principalement au niveau macrodiscursif, à travers une analyse de *Pandore* sous trois aspects : formel, méthodologique et épistémologique.

### *Continuité formelle*

Il existe un rapport entre les principes d'énonciation éditoriale de *Pandore* et ceux des revues de critique des sciences qui précèdent<sup>2</sup>. Le premier élément de cette continuité réside dans la revendication de *Pandore* au statut de bulletin de liaison, et non de revue. *Pandore* affirme ainsi un style non académique et insiste sur sa dimension utilitaire dans le cadre de la formation d'un groupe d'intérêts communs. L'affirmation ouvre, en lettres capitales, le numéro 8 de la revue : « *PANDORE N'EST PAS UNE REVUE !* » mais « *un bulletin fait par ses lecteurs* »<sup>3</sup>. Le bulletin publie tous les articles qui lui sont envoyés, refusant l'idée d'un comité de lecture ou d'un comité éditorial<sup>4</sup>. Par ailleurs, un grand nombre d'articles ne sont pas signés ou sont publiés sous des pseudonymes<sup>5</sup>. Ce fait est essentiel dans la mesure où il renvoie en écho aux pratiques du pôle militant. Pour des raisons différentes, *Pandore* met en œuvre des pratiques similaires à celles du pôle militant. Ses auteurs insistent sur la volonté de lutter contre les dispositions habituelles d'une revue scientifique.

1 Michel Charolles, « De la cohérence à la cohésion du discours », p.25-38 in Frédéric Calas (dir.) / *Cohérence et discours*, Paris, Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2006.

2 Emmanuël Souchier, « L'image du texte. Pour une théorie de l'énonciation éditoriale », *Cahiers de médiologie*, 6, 1998, p.137-145 ; Emmanuël Souchier, « Formes et pouvoirs de l'énonciation éditoriale », *Communication et langages*, 154, décembre 2007, p.23-38.

3 *Pandore*, 8, avril 1980, p.2.

4 Les éditeurs reviennent sur cette idée au numéro 17 : « *Dorénavant, nous ne publierons plus aucune lettre qui n'aura pas été clairement signée [...]. Nous refuserons également les lettres qui contiendraient des attaques personnelles, en particulier contre nous [...]* (Nous avons l'esprit large, mais quand même !) » *Pandore*, 17, février 1982, p.30.

5 On peut ajouter que certains des articles signés le sont sous de faux noms, comme le fait remarquer Michel Callon, ceci à la fois pour « varier » un nombre d'auteurs en réalité restreint et pour lancer des controverses dynamisant la revue. Entretien avec Michel Callon, 24 avril 2007.

De plus, si le ton adopté par *Pandore* est plus formel que dans les publications militantes, il y subsiste une liberté d'écriture inhabituelle de la part d'une publication appartenant à un genre dont toute fonction « distractive » est proscrite<sup>1</sup>. On y trouve des exercices d'écriture tels que des fables, des dialogues détournant des formes théâtrales ou encore des messages sur le ton de la parodie et du jeu<sup>2</sup>. Aux expérimentations formelles s'ajoutent des pratiques inattendues dans le champ scientifique. On peut citer par exemple les attaques régulières dont fait l'objet Edgar Morin, qui se voit même attribuer une « noix d'honneur »<sup>3</sup>. Ce dernier épisode conduit à une polémique sur les méthodes du bulletin, Jean-Louis Le Moigne et John Stewart lui reprochant de se montrer indigne du champ scientifique. Morin lui-même répond à la revue et, après avoir rappelé que la noix d'honneur est une rubrique du *Canard enchaîné*, ajoute :

« En ce qui me concerne, votre dernière livraison est marquée non seulement par la débilité et la grossièreté d'une haine abstraite qui ne m'attaque que de dos et de biais, mais aussi par l'anonymat : la « noix d'honneur » n'est pas signée et Lasallerosse m'attaque sans me nommer »<sup>4</sup>.

La revue comporte enfin des illustrations, parfois des extraits de bande dessinée, dans un genre graphique proche de celui d'*Impascience* ou *Survivre* (collages, détournements). A l'occasion, des cases de bande dessinée sont reproduites, comme cette illustration représentant un universitaire coiffé d'un chapeau de cérémonie de remise de diplôme, confronté à un robot lui annonçant : « Comment ? Vous ne savez pas ? La révolution industrielle est terminée... C'est nous les vainqueurs... »<sup>5</sup>. Ces illustrations vont parfaire l'originalité du statut de *Pandore* au sein de la communauté scientifique.

La spécificité de l'*ethos* discursif de *Pandore* renvoie pour ses auteurs à des enjeux épistémologiques. Si la question de la forme est importante, s'il est nécessaire d'innover dans les manières de parler des sciences, c'est parce que l'écriture académique convoie un

---

1 Robert Boure, « Sociologie des revues de sciences sociales et humaines », *Réseaux*, 58, 1993, p.93-105.

2 Voir par exemple la parodie de Scapin signée T. Ahurie, « Extrait de la pièce : Les fourberies d'un mathématicien génial (à propos d'un article de Thom dans *Le Débat*, 3) » *Pandore*, 10, septembre 1980, p.6-7, la « fable » de Jean d'Hériaud, « Pour ceux qui n'aiment pas la « nouvelle science » et à qui les morinades restent sur l'estomac : cette fable, intitulée *Anes savants et leur mulet* », *Pandore*, 13, avril 1981, p. 52, le « fragment inédit des *Voyages de Gulliver* », *Pandore*, 16, décembre 1981, p.41-42, parodie de l'ouvrage envoyée par Rainier G. Padenjeu ou encore la réponse d'Edgar Morin à Jean d'Hériaud : Edgar Morin, « En réponse à une fable de la Fientaine et à une note courte Diday. *Pandore*, le brigadier et l'âne », *Pandore*, 14, juin 1981, p. 4-5.

3 « Noix d'honneur », *Pandore*, 17, février 1982, p.39.

4 Edgar Morin, « La noise d'honneur de *Pandore* », *Pandore*, 18, avril 1982, p.51. On peut noter au passage que Morin égratigne le nom de Lamarosse (pseudonyme de Bruno Latour) en n'hésitant pas non plus à recourir à un style rarement mobilisé au sein d'une revue scientifique.

5 *Pandore*, 21, décembre 1982, p.5.

scientisme qui limite les libertés et bride la créativité. Par opposition, les auteurs de *Pandore* vont puiser leur inspiration du côté de la critique des sciences (même s'ils ne citent cette dernière qu'incidemment). En juin 1982, l'importance du style apparaît clairement, alors que Bruno Latour livre ses réflexions après le colloque STS de Strasbourg en mars 1982 : « *Bien qu'elle ne soit pas apparue à Strasbourg, il y a aussi une exigence de style. Comme le STS n'a pas à imiter le style prétentieux des sciences (sociales ou autres), il doit innover aussi dans le style* »<sup>1</sup>. Il y ajoute une volonté de liberté : « *La recherche en STS doit découper librement ses objets, assembler librement ses méthodes, définir librement ses collaborations, se choisir librement son style, son sérieux et ses règles du jeu* »<sup>2</sup>. On voit ici que si les innovations du bulletin *Pandore* le situent dans la continuité des revues de critique militante, c'est parce qu'elles répondent à des exigences communes de libération de la pensée et des pratiques de savoir.

### ***Continuité méthodologique et épistémologique***

A la continuité formelle entre *Pandore* et les revues militantes répond une continuité méthodologique et épistémologique. Pour comprendre cette continuité, il n'est pas inutile de revenir sur les prétentions des revues militantes, qui font preuve d'une volonté de produire un discours épistémologique sur les sciences. Ces revues développent une ambition théorique fréquente dans les milieux militants au cours d'années qui rendent poreuses les frontières entre militantisme et académisme<sup>3</sup>. Elles le font en s'appuyant sur la rencontre avec des sociologues ou des philosophes des sciences et par la publication d'articles théoriques. Ainsi, ce texte d'épistémologie dont des extraits sont publiés dans *Labo-contestation* sous le titre « Langage scientifique et idéologique »<sup>4</sup>, ou encore la collaboration du philosophe Jean-Toussaint Desanti à *Porisme*<sup>5</sup>. Le numéro 3 de la revue *Labo-contestation* publie « Pour une critique du contenu de l'activité scientifique », mettant au point une nouvelle rubrique

---

1 Bruno Latour, « Réflexions sur la table ronde organisée à Strasbourg par le programme STS-CNRS », *Pandore*, 19, juin 1982, p.77.

2 Bruno Latour, Art. cit., p.78.

3 Ingrid Gilcher-Holtey, « La Contribution des Intellectuels de la Nouvelle Gauche à la définition du sens de Mai 68 », p. 89-98 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii (dir.) / *Les Années 68. Le Temps de la Contestation*, Paris, Complexe, 2000.

4 J.B., « Langage scientifique et idéologique », *Labo-contestation*, 3, dec. 1970/janv. 1971. La rédaction signale tout de même : « *Les réactions orales sont de deux ordres : certains trouvent ce texte très important ; d'autres le trouvent théorique, un peu prétentieux* ».

5 Jean-Toussaint Desanti, « Qu'est-ce qu'un problème épistémologique ? », *Porisme*, 3, novembre 1966, p.12-21 ; Jean-Toussaint Desanti, « Qu'est-ce qu'un problème épistémologique ? (2) », *Porisme*, 4/5, juin 1967, p.6-15.

d'ambition épistémologique (cette initiative ne sera cependant pas poursuivie dans les numéros suivants de la même revue)<sup>1</sup>.

Certains articles des publications militantes mettent en œuvre des méthodologies quasi-sociologiques afin de généraliser les cas présentés. Les auteurs de *Porisme* collaborent par exemple ponctuellement avec le sociologue des sciences Gérard Lemaire et le laboratoire de psychosociologie de la Sorbonne<sup>2</sup>. De même, c'est avec l'ambition de décrire une situation générale (et donc avec une prétention sociologique) que les éditeurs de *Labo-contestation* recommandent d'anonymiser les auteurs et les personnages des situations décrites dans les articles, afin de leur donner plus de poids dans la réflexion<sup>3</sup>. Les revues de critique des sciences sont donc liées à la sociologie des sciences, dont elles annoncent certaines des préoccupations et des méthodes : mise en place d'enquêtes, rassemblement de données empiriques sur des thématiques liées à la science. L'image de l'enquête, dans les publications militantes, se trouve au confluent de logiques politiques (enquêtes dans une perspective maoïste) et scientifiques (enquête sociologique). Cela apparaît dans cette initiative de la revue *Impascience* :

*« Nous partageons pleinement votre méfiance des experts de tout poil, y compris nos chers collègues, votre intérêt pour « l'appropriation de la science par la population », votre volonté de « donner la parole aux groupes antinucléaires » de base. Quant à ces derniers, c'est exactement « leur rapport à la science », qui pour nous revêt une importance capitale. C'est de ce point de vue que nous sommes allés enquêter à Erdeven en février : pour apprendre, non pour enseigner »<sup>4</sup>.*

De cette enquête, les auteurs d'*Impascience* ramènent des témoignages, un savoir de type quasi-sociologique sur le travail dans une centrale nucléaire<sup>5</sup>. Mais l'enquête telle qu'ils la présentent est calquée sur un imaginaire maoïste plutôt que sur des représentations de

---

1 « Pour une critique du contenu de l'activité scientifique », *Labo-contestation*, 3, décembre 1970-janvier 1971, p.74-76.

2 *Porisme*, 2, juin 1966, p.47 ; *Porisme*, 3, novembre 1966, p.44.

3 « Un de nos paris de départ est le suivant : dès qu'il est décrit anonymement, le vécu quotidien se dépersonnalise et révèle l'existence de problèmes de structures, d'organisation et de division du travail [...] Ce n'est donc pas par lâcheté que nous ne signons pas les textes qui suivent, ni à la fin, ni dans leur contenu. Car notre volonté est d'encourager une réflexion dépassionnée, donc au-delà des problèmes de personnes, à partir du vécu quotidien dans les labos de recherche » (« Editorial », *Labo-contestation*, 1, printemps 1970, p.1). Dans *Impascience*, les raisons de l'anonymat sont quelque peu différentes : « C'est pour matérialiser notre perspective délibérément anti-élitiste et anti-hiérarchique, pour marquer notre défiance quant à l'expertise et au vedettariat, fussent-ils « de gauche », que nous avons choisi de conserver l'anonymat » (« Editorial », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.3).

4 « Réponse aux Amis de la Terre », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.2. Surligné par l'auteur.

5 « Ils n'aiment pas les neutrons, vive les Bretons », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.28-32 ; Groupe Information Travail du C.E.N. de Saclay, « La sécurité à Saclay », *Impascience*, 2, printemps-été 1975, p.33-37.

l'enquête journalistique ou sociologique. Comme on le voit à travers ces différents exemples, le pôle militant fait donc preuve d'une ambition théorique et méthodologique. Bien que cette ambition soit déterminée par de toutes autres raisons que le seul souci de rigueur scientifique, elle offre au champ scientifique des pistes d'analyse. Patrick Petitjean voit par exemple dans la publication de *L'idéologie de/dans la science*, recueil d'articles militants, un tournant important de la critique des sciences. L'ouvrage fournit selon lui, à l'époque, les pistes d'une autre réflexion sur le domaine et les moyens d'une académisation de la critique<sup>1</sup>.

*Pandore* et la nouvelle sociologie des sciences se situent alors dans une certaine continuité par rapport aux revues de critique des sciences. Cette continuité s'explique par l'existence d'un climat d'analyse commun et par la spécificité du « capital militant »<sup>2</sup> ou des « compétences d'action collective »<sup>3</sup> mobilisés par le mouvement d'autocritique des sciences. Celui-ci inaugure en effet une forme de militantisme qui ne se borne pas à reprendre des théories existantes, mais élabore ses propres outils théoriques et méthodologiques, avec une pertinence qui sert le champ académique. On peut noter par exemple que le récit d'expérience fait l'objet d'un traitement proche par le pôle militant et par le pôle académique. Les revues militantes de critique des sciences y recourent lui attribuent une fonction de révélation des enjeux de la pratique scientifique<sup>4</sup>. Les auteurs de nouvelle sociologie des sciences y recourent aussi à l'occasion, à l'instar de Bruno Latour dans un article célèbre de *Fundamenta scientiae*<sup>5</sup>. Gérard Mauger a souligné par ailleurs l'importance de l'approche biographique et de l'entretien dans la sociologie des années 1970, montrant qu'elle s'inscrivait dans une démarche contestataire<sup>6</sup>. Le recours à l'entretien probatoire effectué par Bruno Latour illustre en tout cas le pouvoir d'élucidation sociale qui a pu (occasionnellement) être attribué à ce type de méthodologie<sup>7</sup>.

---

1 Entretien avec Patrick Petitjean, 4 juillet 2006. L'ouvrage est Hilary Rose *et alii*, *L'idéologie de/dans la science*, Paris, Seuil, 1977.

2 Frédérique Matonti, Franck Poupeau, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p.4-11.

3 Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007, p.131-151.

4 Voir par exemple les numéros 3 et 7 d'*Impascience*, dont les dossiers « Du côté des subalternes » et « Vivre en science » rassemblent de nombreux récits d'expérience.

5 Bruno Latour, « Le dernier des capitalistes sauvages. Interview d'un biochimiste », *Fundamenta scientiae*, 4, 1983/3-4, p.301-327. La première phrase explique « A partir de l'interview d'un biochimiste français émigré aux Etats-Unis, l'article cherche à repérer le ressort de l'action d'un chercheur » (p.301).

6 Gérard Mauger, « L'approche biographique en sociologie : une démarche « contestataire » », *Cahiers de l'institut d'histoire du temps présent*, 11, avril 1989, « Mai 68 et les sciences sociales », p.85-99.

7 Pascal Ragouet, « Usages probatoires et exploratoires de l'entretien unique », *Sociologie et sociétés*, 32, printemps 2000/1, p.171-195.

### 1.c. Prolongement des enjeux politiques

C'est enfin sur le plan politique qu'existe une continuité entre *Pandore* et les revues de critique des sciences<sup>1</sup>. *Pandore* ne se démarque pas complètement des ambitions politiques des revues de critique militante des sciences et ses auteurs refusent de tenir à l'écart toute ambition politique, tout lien avec des mouvements sociaux. Certes, sous de nombreux aspects les préoccupations politiques du bulletin se distinguent de celles du pôle militant. Par rapport aux revues de critique des sciences, les thématiques d'actualité militante disparaissent, ainsi que le note Brian Martin au sujet des *science studies* anglo-saxonnes<sup>2</sup>, et le discours se recentre nettement sur la critique et la recension d'ouvrages. Mais la volonté politique ne disparaît pas complètement. Elle subit au contraire une « requalification »<sup>3</sup>.

Des accents de la critique des sciences se retrouvent dans certaines annonces de séminaires et de rencontres. On trouve par exemple dans *Pandore* 17 un article de Claude Riveline intitulé « Manifeste pour la désinformatisation de la société ». L'introduction de la critique de l'informatique est une innovation par rapport aux revues de critique des sciences, mais elle se situe dans la continuité de leurs intentions<sup>4</sup>. Riveline écrit notamment :

« Pas de savant, ou presque, ne travaille sans ordinateur. Cela va même au point qu'ils subordonnent leurs travaux à leur adéquation aux programmes de calcul. Placé devant un mystère de la nature, naguère on réfléchissait ; aujourd'hui, on traduit ses interrogations en systèmes logiques propres à être digérés par la machine »<sup>5</sup>.

On retrouve ainsi des intonations de critique des sciences dans certains des projets relayés par *Pandore*. Le deuxième élément de continuité sur le plan politique consiste en la mise en avant de certains enjeux : de façon récurrente, *Pandore* publie des appels à prendre en compte l'importance des sciences et des techniques dans la société. Bruno Latour, Michel Callon défendent dès cette époque la nécessité d'apprendre à mieux comprendre le rôle social des sciences et des technologies. On trouve ainsi dans le bulletin l'ambition politique, proche de

---

1 L'analyse qui suit s'appuie sur une opération de relevé des énoncés se rapportant aux ambitions politiques des auteurs de textes de sociologie des sciences. Voir Annexe 2.B, 1.c.2.

2 Brian Martin, « The critique of science becomes academic », *Science, Technology, & Human Values*, Vol. 18, No. 2, Spring 1993, p. 247-259.

3 La notion de requalification est empruntée par Frédérique Matonti à Jacques Lagroye pour décrire des processus de politisation des théories. Le processus analysé ici est analogue, mais il consiste en un mouvement inverse d'académisation des ambitions politiques. Frédérique Matonti, « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, 18, mai 2005, p.49-71.

4 Le rapport Nora-Minc est publié en 1978. Simon Nora, Alain Minc, *L'informatisation de la société*, Paris, La Documentation française, 1978.

5 Claude Riveline, « Manifeste pour la désinformatisation de la société », *Pandore*, 17, février 1982, p.38-39.

celle affirmée auparavant par les revues de critique des sciences, de lutter contre l'idéologie scientiste. C'est ici ce que suggère Baudouin Jurdant dans une lettre saluant la création de *Pandore* :

*« Comment est-il possible que certains scientifiques pourtant situés à des postes de responsabilité sociale ignorent encore tout des mouvements de réflexion et de critique de la science dans ses rapports avec la société ? Cette ignorance est scandaleuse et relève tout simplement de l'obscurantisme : un nouvel obscurantisme directement induit par l'activité scientifique elle-même. Des rapports sociaux et des politiques qui les gèrent et des idéologies qui les justifient, on ne veut rien savoir. A Pandore, entre autres, d'y remédier. »<sup>1</sup>*

Cet extrait met en évidence la volonté des auteurs de défendre une vision globale et normative des rapports science-société.

Par ailleurs, *Pandore* revendique de créer un forum de réflexion, de se trouver en prise sur les mouvements sociaux, et ceci dès le numéro 1 (fin 1978) :

*« La liste d'adresses comprend : des scientifiques, ingénieurs ou techniciens de laboratoires publics ou privés ; des chercheurs en sciences sociales qui ont la science et la technique pour objet d'étude (philosophes, historiens, sociologues, économistes, psychologues, etc.) ; des administrateurs et des gestionnaires de la recherche, des syndicalistes et des militants qui cherchent à modifier certains objets scientifiques et techniques... Il est important que la liste d'adresses soit aussi complète que possible. Faites parvenir à PANDORE les adresses de ceux qui voudraient recevoir ou faire diffuser des informations dans ce bulletin. »<sup>2</sup>.*

L'idée parcourt la revue que chacun est concerné par les sciences et les techniques et qu'il faut constituer un lieu de réflexion commun, dans lequel interviendraient ceux qui s'y intéresseraient, tout en mobilisant plus d'acteurs autour des enjeux cruciaux soulevés par les sciences et les techniques.

Enfin, des principes politiques sont exposés. Par exemple, dans l'article déjà cité sur la table ronde de Strasbourg en 1982, Bruno Latour évoque une contrainte de méthode :

*« Exigence d'autonomie : il doit y avoir dans nos sociétés techniciennes, un espace libre où le prestige scientifique n'impressionne pas, où l'on puisse regarder de façon agnostique et désintéressée le développement des savoir-faire sans avoir aucune responsabilité ni dans leur fabrication ni dans leur gestion. Cela est vital pour tout le monde, y compris pour les chercheurs (droit d'asile),*

---

1 Baudouin Jurdant, « Contre l'obscurantisme », *Pandore*, 1, novembre 1978.

2 *Pandore*, 1, novembre 1978.

*pour les citoyens (droit d'extra-territorialité) et pour ceux qui sont en butte à l'hégémonie des experts (droit de contre-expertise) »<sup>1</sup>.*

Ces différents aspects font de *Pandore* un objet paradoxal de la vie scientifique. Appartenant initialement à un genre de discours « fermé »<sup>2</sup>, c'est-à-dire accessible essentiellement aux membres d'une communauté restreinte et dont les scripteurs et les lecteurs tendent à coïncider, le bulletin devient au contraire une « scène d'hybridation » qui, selon l'expression de Johanna Siméant, rassemble des acteurs autour d'un espace social de rencontre entre des genres différents<sup>3</sup>. *Pandore* refuse son statut d'objet scientifique destiné à un groupe de spécialistes pour mettre en œuvre des stratégies proches du champ politique et journalistique et s'adresser à un nombre plus important de personnes. Néanmoins, de prime abord, la dimension politique de *Pandore* ne satisfait pas les critères élaborés par le pôle de critique militante. Pour éclaircir la posture du pôle académique sur les questions politiques, il est nécessaire d'analyser plus en détail les mécanismes et les stratégies par lesquels le pôle académique conserve, tout en les faisant évoluer, les exigences établies par le pôle militant. C'est ici qu'intervient la notion de radicalisme épistémologique.

## 2. Le radicalisme épistémologique

L'analyse des homologues entre *Pandore* et le pôle militant de critique des sciences a permis de mettre en évidence des liens de continuité entre critique académique et critique militante. La dimension politique de cette continuité apparaît cependant problématique, car elle ne correspond pas pleinement aux pratiques de discours du pôle militant. Pour saisir la dimension politique du pôle académique, il faut alors comprendre par quelles stratégies il substitue au radicalisme politique un radicalisme épistémologique. Il faut ensuite prendre au sérieux cette dernière forme de radicalisme et préciser en quoi elle constitue une continuation de la critique militante des sciences. Cela offre une occasion d'observer les mécanismes d'enrôlement d'une discipline dans une pratique politique.

---

1 Bruno Latour, « Réflexions sur la table ronde organisée à Strasbourg par le programme STS », *Pandore*, 19, juin 1982, p.73.

2 Notion de discours « fermé » : Dominique Maingueneau, *L'analyse de discours, introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991.

3 Johanna Siméant, « Introduction – Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », in Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon, Benoît Verrier (dir.) / *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 30.



## 2.a. Un détour anglo-saxon

La nouvelle sociologie des sciences exprime la volonté de donner une portée sociale générale à son discours. Mais, dans le cas de *Pandore*, le statut spécifique du bulletin (outil de travail au service d'une communauté d'intérêts essentiellement universitaire) exige pour maintenir cette ambition politique de recourir à des stratégies de légitimation de ces préoccupations. L'une de ces stratégies est le détour anglo-saxon effectué par les auteurs de *Pandore*<sup>1</sup>.

Pour articuler les exigences d'une publication militante à celles d'une publication universitaire, *Pandore* va en effet instituer en modèle un courant d'analyses anglo-saxonnes pour lequel le travail militant et la recherche sont plus liés qu'en France. Dans le compte-rendu d'un colloque d'histoire et de sociologie des sciences, Bruno Latour donne l'une des clés de compréhension de cette stratégie en expliquant : « *Ce colloque était impensable en France car on y trouvait non seulement une bonne cinquantaine d'historiens des sciences mais en plus des militants « gauchistes » écoutés et écoutant avec attention les interventions des universitaires* »<sup>2</sup>. La fascination de Bruno Latour pour la sociologie des sciences anglo-saxonne semble alors déterminée simultanément par le dynamisme scientifique de ce champ de recherche et par son ouverture politique. Il ajoute en effet :

« *Le colloque de Bath révélait une masse énorme de recherches faites avec la qualité habituelle outre Manche. Là où nous avons dix chercheurs, ils en ont cent. [...] Le colloque confirmait de toutes les façons possibles, l'intérêt qu'il y a pour nous à collaborer, que nous soyons sociologues, historiens, épistémologues ou partisans de l'autocritique scientifique* »<sup>3</sup>.

La notion d'« autocritique scientifique » fait directement référence à l'ouvrage compilé par Alain Jaubert et Jean-Marc Lévy-Leblond<sup>4</sup>. Latour prône la dynamisation d'un champ intellectuel en même temps que la collaboration des militants de critique des sciences et des chercheurs universitaires. Le rôle de l'exemple anglo-saxon, sur lequel Latour s'appuie, mérite de plus amples analyses.

---

1 Cette stratégie a été analysée à partir du relevé des énoncés sur la sociologie des sciences anglaise dans *Pandore*. Voir Annexe 2.B, 1.c.1.

2 Article de Bruno Latour consacré au Colloque de Bath du 27 au 29 mars 1980. Bruno Latour, « Histoire « sociale » des sciences », *Pandore*, 9, juin 1980, p.51.

3 Bruno Latour, *Ibid.*, p.51.

4 Alain Jaubert, Jean-Marc Lévy-Leblond, *(Auto)critique de la science*, Paris, Seuil, 1973.

Le statut de la politique et de la science est plus indifférencié dans l'histoire et la sociologie des sciences en Angleterre. La raison principale de cette indifférenciation est, d'abord, la longue tradition anglaise de critique marxiste des sciences, dont John Bernal est la figure principale. Mais si l'on suit Gary Werskey, c'est aussi parce que plusieurs historiens des sciences de l'université anglaise sont de jeunes américains débarqués en Angleterre au cours des années 1960, riches de l'expérience des nouveaux mouvements sociaux américains (Robert Young, Gary Werskey, Roy MacLeod, Steven Shapin sont américains)<sup>1</sup>. Ils apportent ainsi un certain dynamisme à la critique des sciences anglaise<sup>2</sup>.

Bruno Latour se lance alors dans une entreprise de diffusion de la sociologie des sciences anglo-saxonne à travers *Pandore*, relayant les travaux de David Bloor, Harry Collins, pour des raisons avant tout scientifiques, mais aussi politiques. Même si les auteurs les plus importants du mouvement, comme Bloor ou Collins, ne sont liés que de manière lâche aux mouvements militants, l'image qui en est construite dans les pages de *Pandore* est celle d'une critique indissolublement épistémologique et politique. Cette stratégie permet à *Pandore* de se situer sur un échiquier simultanément universitaire et politique. Les contraintes universitaires (limiter les références à des auteurs d'appartenance marquée au champ politique) sont ici détournées par le recours aux théories anglo-saxonnes. Mais c'est en même temps une stratégie à double tranchant, dans la mesure où elle fait glisser les enjeux politiques vers des polémiques universitaires. La polychrésie des objets mobilisés (des travaux de recherche répondant à la fois à des enjeux académiques et politiques) et le jeu assumé par les éditeurs de *Pandore*, entre dynamisme intellectuel et activation d'imaginaires militants, n'est pas sans conséquences<sup>3</sup>. La mise en circulation affecte la répartition des rôles entre champ politique et champ universitaire.

---

1 Gary Werskey, « The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ? », *Science as culture*, 16, 2007/4, p.397-461.

2 Un troisième argument est suggéré par Hilary et Steven Rose lorsqu'ils expliquent que certaines cellules de l'organisme militant « British Society for Social Responsibility in Science » entretiennent des liens avec l'Université, à l'instar de la cellule d'Edinburgh, rapidement absorbée par la *Science studies unit* de l'université. Hilary Rose, Steven Rose, "The Radicalisation of Science", *Socialist Register*, 9, 1972, p.105-133.

3 La notion de polychrésie est reprise à Yves Jeanneret, *Penser la trivialité, volume 1 : la vie triviale des êtres culturels*, Paris, Lavoisier, 2008. Elle décrit la pluralité des usages associés à la circulation d'un objet culturel. La sociologie anglo-saxonne est considérée comme polychrétique dans la mesure où sa mise en circulation est liée à des enjeux à la fois scientifiques et politiques.

## 2.b. Stratégies de mise en circulation

Cette stratégie favorise la circulation de nombreux éléments : des noms propres (Bloor, Collins<sup>1</sup>, etc.), des labels (le programme fort et l'école d'Edimbourg, le programme empirique du relativisme – seulement à partir de 1981 - et l'école de Bath), des principes méthodologiques (principe de symétrie), des théories, ou des façons de voir le monde (la science fait partie de la société), des pratiques et des objets d'analyse (la controverse), des postures politiques (radicalité politique des auteurs traduits). Ses enjeux sont prioritairement épistémologique et cognitifs car c'est avant tout dans la perspective d'un renouvellement du champ de la sociologie des sciences que *Pandore* mobilise ces textes. Mais ils sont aussi politiques. En reprenant la sociologie des sciences anglo-saxonne, *Pandore* s'approprie la radicalité du champ. Montrer les stratégies à l'œuvre dans la traduction de la sociologie anglo-saxonne des sciences dans les années 1980 permet ainsi de mettre en évidence qu'outre les enjeux de domination du champ soulignés par Dubois se joue dans cette entreprise de diffusion/discussion une construction de la radicalité.

Les auteurs dont la pensée est diffusée par *Pandore* pratiquent l'histoire sociale des sciences, avec pour principe d'éviter les jugements de valeur sur ce qui a été défini comme vrai ou faux par la communauté scientifique. La majorité des auteurs appartiennent aux *science studies units* de Bath (Harry Collins, Trevor Pinch) et d'Edimbourg (David Edge – fondateur du centre en 1966 - Barry Barnes, David Bloor, John Law, Steven Shapin, Donald Mackenzie, Andrew Pickering, Brian Wynne). David Bloor et Harry Collins apparaissent cependant dans *Pandore* comme les théoriciens les plus importants du groupe. Et les caractéristiques de ce dernier sont réduites essentiellement au programme fort (en particulier au principe méthodologique de symétrie), ainsi qu'à l'analyse des controverses scientifiques, considérées comme des opportunités méthodologiques de suspendre tout jugement de valeur sur la vérité ou la fausseté d'un argument.

Les supports de cette diffusion sont constitués, tout d'abord, par des comptes rendus d'ouvrages dans le bulletin *Pandore*. Mais *Pandore* se mue aussi en collection et publie une série d'ouvrages au début des années 1980, principalement des traductions d'auteurs

---

1 Dans le cas de Collins, cette diffusion est particulièrement frappante. Hormis *Les experts artificiels* (Paris, Seuil, 1992 [1990, trad. de l'anglais par Baudouin Jurdant et Guy Chourau]), ses ouvrages traduits en français sont des œuvres de vulgarisation. Il est pourtant le troisième auteur le plus cité des manuels français de sociologie des sciences, après Robert Merton et Bruno Latour. (Olivier Martin, « La sociologie des sciences au prisme de ses manuels », *Cahiers internationaux de sociologie*, CIX, 2000, p.415-428.

anglais (Pandore 1 : « La science telle qu'elle se fait », articles réunis par Callon et Latour (1982) ; Pandore 2 : « Socio-logie de la logique », de David Bloor (1983) ; Pandore 4 « Les scientifiques et leurs alliés », articles réunis par Callon et Latour (1985))<sup>1</sup>. A la fin des années 1980, hors de la période privilégiée par cette recherche, deux ouvrages sont par ailleurs publiés aux éditions de la Découverte (« La science et ses réseaux », articles réunis par Callon, qui ne rassemble pas uniquement des articles d'auteurs anglais ; « La science telle qu'elle se fait » : réédition du texte publié au début des années 1980, remanié, notamment pour l'introduction). A ces publications s'ajoutent des projets annexes et des traductions dans d'autres supports (le numéro 15 de *Culture Technique*, dirigé par Bruno Latour et Michel Callon, contient un article de Trevor Pinch, et le numéro 14 un article de Steven Shapin). Enfin, les textes produits par Michel Callon et Bruno Latour font régulièrement référence à ce courant de la sociohistoire des sciences.

Cette « école » sociologique fait l'objet d'un engouement croissant. Initialement, Bruno Latour est à peu près seul dans les pages de *Pandore* à la diffuser et à la discuter. Il réalise dès le numéro 2 de *Pandore* le compte rendu d'une conférence de David Bloor et valorise son exposé en insistant sur le fait que celui-ci n'a pas été bien saisi (l'explication symétrique). Il lui adresse une critique, mais celle-ci concerne les dérives psychologisantes éventuelles de l'approche, critique que Latour ne reprendra pas dans ses travaux ultérieurs. La critique adressée plus tard par la théorie de l'acteur réseau au principe de symétrie n'est pas encore formulée. Peu à peu, l'entreprise de diffusion s'institutionnalise et dans les derniers numéros de *Pandore*, on trouve des comptes-rendus d'ouvrages réalisés par des personnes autres que Latour et Callon sur l'histoire sociale des sciences. L'indice du succès de cette entreprise de diffusion/traduction est avant tout la délégation des tâches de discussion. Par exemple, la traduction du livre de David Bloor donne lieu à une conférence dont le CSI n'est pas à l'origine : c'est Bernard-Pierre Lécuyer, représentant d'une sociologie moins radicale, qui prend en charge cette discussion. Il se montrera d'ailleurs critique envers l'ouvrage, et deviendra l'un des contradicteurs de cette méthodologie<sup>2</sup>.

Dubois a insisté sur le fait que cette mise en circulation est indissociable d'une mise à distance, d'une stratégie de pouvoir sur le texte. Il y a en effet une ambiguïté dans la position du diffuseur/discutant : le CSI construit à la fois un champ de « nouvelle » sociologie des

---

1 Et Pandore 3 : Bruno Latour, *Les microbes, guerre et paix* suivi de *Irréductions*.

2 Voir le compte rendu de *Sociologie de la logique* par Lécuyer dans *l'Année sociologique*, 33, 1983, p.324-329.

sciences et sa position dans ce champ. Il est alors intéressant d'observer le maillage des textes et de leurs réécritures. Jusqu'en 1982, c'est néanmoins la représentation valorisante d'une théorie radicale qui prédomine dans *Pandore* et les écrits de Latour et Callon. Très enthousiaste au départ, Bruno Latour multiplie les présentations de textes.

Tout cela aboutit rapidement à la création d'un label de sociologie anglaise des sciences. Cette création de label est d'abord illustrée par le figement de formules<sup>1</sup> comme « sociologie anglo-saxonne »<sup>2</sup>, « école de Bath » ou encore « principe de symétrie ». En faisant référence à l'un ou l'autre de ces syntagmes, les auteurs de *Pandore* mobilisent un même imaginaire de critique épistémologique mêlé d'engagement politique. Le plus souvent salué, ce mélange est cependant parfois critiqué, comme l'illustre Michel Armatte dans un compte rendu de l'ouvrage de Donald Mackenzie, *Statistics in Britain 1865-1930. The social construction of scientific knowledge* (1981). Son recours au « label » a d'abord lieu de façon d'autant plus frappante qu'elle est imprécise : « le livre de Mackenzie [...] est le livre d'un sociologue des sciences (de l'école anglaise de Bath ?) ». Armatte critique par ailleurs chez Mackenzie « la persistance de réflexes marxistes au niveau de la macro-analyse qui annulent ou affaiblissent les résultats de son analyse au niveau le plus fin. »<sup>3</sup>. Il ajoute « les chapitres les plus faibles [...] s'enlisent dans les sables mouvants de l'analyse purement idéologique »<sup>4</sup>. Au premier niveau, la diffusion et la réception de la sociologie des sciences anglaise dans *Pandore* s'illustre par la critique des travaux auxquels elle a donné lieu et par l'association de ce courant à un ensemble homogène aux caractéristiques parfois implicites<sup>5</sup>.

Mais la sociologie des sciences anglaise n'est pas seule à jouer ce rôle, notamment dans les pages de *Pandore* : la figure de Feyerabend, à travers un numéro qui lui donne un éclairage

1 Alice Krieg-Planque, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de France-Comté, 2009.

2 Les termes « anglo-saxon » et « outre-manche » reviennent régulièrement dans le discours et jouent ainsi un rôle de représentation toponymique. Voir Georgeta Cislaru, « Le nom de pays comme outil de représentation sociale », *Mots, les langages du politique*, 86, mars 2008, p.53-64.

3 Michel Armatte, compte rendu de « Donald Mackenzie, *Statistics in Britain 1865-1930. The social construction of scientific knowledge*, 1981 », *Pandore*, 22, février 1983, p.18. Armatte prête à Callon et Latour un rôle déterminant dans la diffusion de ce courant. Michel Armatte, « Ca marche. Enquête chez les branchés. » p. 87-114 in Jacqueline Feldman et Françoise Laborie (dir.). / *Le sujet et l'objet. Confrontations : Séminaire d'interrogations sur les savoirs et les sciences, années 1980-81*, Paris, Ed. du CNRS, 1981.

4 Michel Armatte, compte rendu de « Donald Mackenzie, *Statistics in Britain 1865-1930. The social construction of scientific knowledge*, 1981 », *Pandore*, 22, février 1983, p.20.

5 A un second niveau, on pourrait relever les usages de la sociologie des sciences anglaise. Une telle étude devrait être menée dans un cadre plus vaste que la seule analyse des textes, mais *Pandore* en offre une piste. Dans le numéro 21, une proposition de projet est effectuée, qui se revendique explicitement inspirée par les travaux de Steven Shapin. Michel Villette, « A la tête du client ! Projet de recherche en collaboration : phrénologie, techniques de recrutement », *Pandore*, 21, décembre 1982, p.61-63.

particulier, est aussi utilisée pour développer une critique épistémologique radicale, et Michel Serres est régulièrement loué dans les lignes du bulletin comme principal défenseur d'une rencontre des sciences sociales et des sciences exactes<sup>1</sup>.

## 2.c. Du radicalisme politique au radicalisme épistémologique

Le radicalisme épistémologique est ainsi dans *Pandore* le fruit d'une construction complexe, intégrant des éléments politiques et des éléments académiques. Il peut être décrit comme une pratique consistant à « enrôler » (pour reprendre un terme cher à Michel Callon et Bruno Latour) l'épistémologie en tant que moyen d'action politique. L'hybridation des scènes discursives produit un effet de halo : la nouvelle sociologie des sciences investit le champ de la sociologie et de l'épistémologie *en tant* que champ scientifique, mais aussi en tant qu'espace de discours politiques. Par conséquent, les discours auxquels elle donne lieu remplissent des fonctions dans un questionnement scientifique mais aussi dans un courant d'action politique. Dans une même scène coexistent les normes de deux pôles discursifs.

Le résultat n'est pas sans rappeler les influences maoïstes de la critique des sciences et le lien est fort entre mai 68, la critique des sciences et certaines assertions de la nouvelle sociologie des sciences. Ainsi, au cours d'une controverse, Michel Callon déclare à Evry Schatzman :

*« L'ignorance, ce n'est pas l'obscurantisme, l'irrationnel : c'est une forme active de résistance. Si j'ignore tout des lois qui règlent le cours des planètes et des astres, c'est pour préserver les savoirs dont j'ai besoin, pour maîtriser les situations dans lesquelles j'ai été placé. Il n'y a pas de connaissance abstraite, coupée de tout ; la société n'est pas une grande école ou chaque citoyen devrait pouvoir réciter, quand on le lui demande, une leçon que d'autres ont écrite à sa place. Que savez vous de ce que nous savons et de ce que nous faisons, demandent les technstructures avides de reconnaissance ? Peu de choses, répondent les élèves agacés, car nous avons d'autres chats à fouetter »<sup>2</sup>.*

Cet extrait donne deux indices de la proximité entre critique académique et critique militante des sciences. Le thème de l'impossible découpe du savoir est récurrent dans la critique des sciences, de même que le renversement de la position ignorante des « élèves » en position de

---

1 Sur la « galaxie Serres » et son influence pour le CSI, Isabelle Stengers et Pierre Lévy : François Dosse, *L'empire du sens : l'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1995. Cette lecture permettrait aussi de rendre compte d'un élément de signification peu abordé ici et dont l'influence est pourtant majeure : la pensée du réseau (Serres, Deleuze). Voir aussi Geof Bowker, Bruno Latour, « A booming discipline short of discipline. Social Studies of Science in France », *Social Studies of Science*, 17, 1987/4, p. 715-748.

2 Michel Callon, « Les échecs de l'ignorance, réponse à Evry Schatzman », *Pandore*, 19, juin 1982, p.39-44.

pouvoir. Il existe donc des liens entre les postures adoptées dans les pôles militant et académique. Le champ universitaire, en reprenant le discours de critique militante des sciences, forge un radicalisme épistémologique, dans le prolongement du radicalisme politique.

A ce titre, la critique adressée par Yves Gingras à « l'air de radicalisme » de la sociologie des sciences manque partiellement sa cible, précisément parce qu'en s'attaquant à un « air » de radicalisme, elle considère de façon totalement disjointe le style rhétorique du contenu épistémologique<sup>1</sup>. Or, c'est à partir de la conservation du style qu'une part du radicalisme militant est prolongé par la sociologie des sciences.

La prise en compte du soubassement politique du pôle académique est essentielle pour comprendre la spécificité de la notion de participation forgée par la sociologie des sciences. En effet, le discours sur la participation est rarement explicite dans la sociologie des sciences. Peu d'occurrences de « participation » apparaissent au sujet des choix scientifiques et technologiques dans les revues de sociologie des sciences. En revanche, à travers la mise en place du radicalisme épistémologique, la sociologie des sciences va, d'une part, prolonger la critique militante, et d'autre part, faire émerger une conceptualisation de la participation.

La mise en adéquation entre radicalité politique et radicalité épistémologique donne lieu à un nouveau type de relation et d'investissement politique des discours académiques<sup>2</sup>. La relation entre l'engagement politique et les pratiques académiques est transformée. Jusqu'alors, le savoir scientifique n'est pas pris pour cible de l'engagement politique. Avant les années 1970, le relativisme épistémologique n'est aucunement synonyme de radicalité politique de gauche. Au contraire, l'essentiel des travaux universitaires marqués à gauche renvoient à une épistémologie positiviste. Or, avec la nouvelle sociologie des sciences, un réel mouvement de contestation de la spécificité épistémologique des sciences se forme, attaquant la représentation unitaire du champ scientifique. La radicalité épistémologique se constitue. Cette critique épistémopolitique n'est évidemment pas sans soulever des oppositions. Mais elle inaugure une manière de pratiquer la contestation et de remettre en cause les pouvoirs. Ian Hacking a noté, lors de l'affaire Sokal, que cette pratique soulevait de réelles questions :

---

1 Yves Gingras, « Un air de radicalisme », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 108, juin 1995, p.3-18.

2 Dominique Pestre, « Thirty years of science studies : knowledge, society and the political », *History and technology*, 20, 2004/4, p.351-369.

*« En termes de dévoilement de l'ordre établi, les contstructionnistes sont correctement situés à gauche. Leur attitude politique est néanmoins très peu en harmonie avec ces scientifiques qui se voient eux-mêmes comme les alliés des opprimés, mais qui se sentent aussi comme les gardiens particuliers des vérités les plus importantes du monde, les vrais bastions de l'objectivité. Les scientifiques insistent sur le fait qu'en dernière instance l'objectivité a été le dernier soutien des faibles. Il y a là un désaccord. C'est une affaire assez embrouillée, un point de blocage qui engage des attitudes profondément enracinées mais maladroitement exprimées. Qui est à gauche ? »<sup>1</sup>.*

Loin de résoudre ce « point de blocage », on se contentera ici de noter que le pôle académique participe de sa construction au tournant des années 1980, en prolongeant la critique militante de la science par une critique d'ordre théorique, laquelle embarque les pratiques universitaires dans une nouvelle manière de faire de la politique<sup>2</sup>.

### 3. Une posture discursive fragile

La substitution du radicalisme épistémologique au radicalisme politique constitue une recomposition importante du pôle académique. Cependant, alors que cette forme de radicalisme est porteuse d'une critique originale des sciences, sa réception, tant par les milieux académiques que par les milieux militants, témoigne de sa fragilité. En effet, la pertinence de ce mode de critique n'est pas reconnue par de nombreux acteurs, qui lui reprochent aussi bien son manque de clarté politique que son manque de sérieux académique. Pourtant, le radicalisme épistémologique est à l'origine d'un discours hybride, entre la description et l'analyse académiques d'un côté, la normativité et la contestation militantes de l'autre côté. Ce discours, que la notion de « démocratie technique » permet de résumer, modifie profondément la réflexion sur les rapports science/société.

---

<sup>1</sup> Ian Hacking, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, La Découverte, 2001 [1999, trad. de l'anglais par Baudouin Jurdant].

<sup>2</sup> Cette « nouvelle manière » et les tensions qu'elle provoque sont particulièrement visibles dans la réception d'une auteure comme Evelyn Fox Keller par les militantes féministes. Voir Jeanne Peiffer, « Les débuts de la critique féministe des sciences en France (1978-1988) », p.75-86 in Delphine Gardey, Ilana Löwy (dir.) / *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris, EAC, 2000.



### 3.a. Conflits

Le premier signe de cette fragilité est la dualité du positionnement de Latour, à la fois enthousiaste face à la rencontre entre universitaires et militants promise par la sociologie des sciences anglo-saxonne et critique face aux explications trop « politiques » de cette sociologie. Ces critiques, paradoxales dans la perspective d'un détour anglo-saxon qui aurait pour objectif de politiser l'analyse académique des sciences, expriment la tension entre usages et représentations différentes de la sociologie anglaise des sciences. Cette dernière répond à des enjeux politiques, mais aussi – et avant tout – à des enjeux universitaires. Par conséquent, les travaux sont diffusés et discutés au nom de normes différentes, parfois opposées, et leur circulation est prise entre des contraintes contradictoires, qui expliquent la posture de Latour par rapport à ces textes. En diffusant la sociologie anglo-saxonne des sciences, *Pandore* entend jouer le rôle d'une scène d'hybridation entre des espaces discursifs régis par des normes distinctes voire opposées. Pour cette raison le bulletin se trouve écartelé entre des aspirations contradictoires, sort traditionnel réservé aux auteurs d'œuvres à la croisée de plusieurs logiques communicationnelles, dont la tâche est « structurellement impossible », selon Yves Jeanneret, car ils ne peuvent trancher, mais seulement faire jouer l'une et l'autre, au gré de leurs interférences<sup>1</sup>.

Ce positionnement, difficile à tenir, entre critique militante et critique scientifique, génère des tensions et des conflits. En premier lieu, ces conflits ont lieu avec les militants issus de la critique des sciences. Une mini-controverse éclate par exemple au sujet de l'ouvrage collectif signé Agata Mendel et portant sur *Les manipulations génétiques*. Une recension de l'ouvrage, signée L. Diday, paraît au sujet du livre et se termine de façon critique sur les mots :

« Ce dossier, presque entièrement de seconde main, ignorant tout de l'histoire des sciences, sans concept critique original – autre que la tradition « de gauche » - donne une bonne idée du chemin qu'il reste à faire pour opposer au rapport Science de la vie et Société un contre-rapport qui soit vraiment crédible »<sup>2</sup>.

Dans le numéro suivant, John Stewart défend avec virulence l'ouvrage, auquel il a participé<sup>3</sup>. Il reproche tout d'abord à Diday de « pouvoir parler de Science et Société sans être en colère », puis enchaîne, citant Marx et Alfred Sohn-Rethel, et attaque la critique adressée au livre pour « le ton de détachement et de supériorité du compte-rendu ». Il affirme « je trouve

---

1 Yves Jeanneret, *Penser la trivialité, volume 1 : la vie triviale des êtres culturels*, Paris, Lavoisier, 2008, p.86.

2 L. Diday, « Sur un livre d'Agatha Mendel », *Pandore*, 8, avril 1980, p.6.

3 John Stewart, « En colère. Réponse à H. Diday », *Pandore*, 9, juin 1980, p.9-10.

*inadmissible cette utilisation de critères universitaires pour refuser la moindre reconnaissance à la légitimité de notre colère* ». Cette confrontation laisse apparaître l'opposition de modes d'expression contradictoires : la froideur de la rhétorique universitaire vs l'indignation militante. Stewart exprime le sentiment d'une dépossession de la colère qui l'anime, et c'est bien dans l'opposition entre sa propre colère et le détachement universitaire que se joue l'une des principales tensions de la revue. Le texte de Stewart se termine par « *Que le journaliste scientifique du Monde ne s'y reconnaisse pas, n'a rien d'étonnant ; mais que l'auteur d'un compte rendu de Pandore –bulletin qui se veut quelque part critique (non ?) – s'interdise de nous comprendre est infiniment plus décevant.* ». Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle met en évidence l'opposition entre deux définitions différentes de la critique : la conception de Stewart est de l'ordre de la critique et de la contestation sociale, tandis que celle qui se dégage peu à peu de *Pandore* est une critique analytique universitaire.

Dans le même numéro, une autre critique est adressée à *Pandore* par des militants qui expliquent :

*« Nous ne voyons pas l'utilité d'une recherche universitaire sur le caractère social des sciences, coupée des pratiques quotidiennes de tous ceux qui souffrent journellement sur leurs lieux de travail, dans leur santé, dans leur psychisme à cause des conséquences de ces sciences et de ces techniques [...] La critique universitaire nous apparaît trop bourgeoise et trop timide. Nous admettons qu'elle peut servir d'appoint parce qu'elle n'est pas mal documentée, mais elle n'est pas du tout le but final de nos luttes »<sup>1</sup>.*

Cette remarque montre certains des points de divergence entre les objectifs universitaires de la nouvelle sociologie des sciences et ceux des groupes militants.

### **3.b. Effacements et glissements**

#### ***Effacements***

Le second symptôme des tensions qui existent entre pratiques discursives de la critique des sciences et pratiques de la nouvelle sociologie des sciences correspond à l'« effet d'effacement » produit par les sociologues des sciences qui participe de la dissolution du lien qu'ils entretiennent avec la critique des sciences. Cet effet n'est pas le fruit d'une entreprise de masquage : les auteurs ne font preuve d'aucune intention d'*effacer* des origines qu'ils ne

---

1 « Opinions. Contre *Pandore* », *Pandore*, 9, juin 1980, p.3.

reconnaissent pas forcément<sup>1</sup>. En revanche, le cadre éditorial dans lequel ils inscrivent leurs discours les conduit à produire un effet d'effacement de leur dimension militante.

Du point de vue des pratiques de citation, cet effet d'effacement est visible, dans l'abandon progressif des références de première génération (Marx, Illich, Marcuse) et leur remplacement par d'autres, plus techniques et plus marquées par une appartenance disciplinaire et scientifique. Peu de références communes subsistent d'un pôle à l'autre, même si un univers commun se constitue : certains des ouvrages publiés par la collection de Jean-Marc Lévy-Leblond au Seuil (Science Ouverte) font par exemple l'objet de recensions, à l'instar du livre d'Agata Mendel évoqué plus haut.

### **Glissements**

Des glissements rapides peuvent en outre être observés vers le monde universitaire. Pour l'illustrer, le cas de la revue *Fundamenta scientiae* est éclairant. Les stratégies de cette revue sont contradictoires. Baudouin Jurdant explique que le titre est imposé par Robert Maxwell et les éditions Pergamon, dans la continuité des *Cahiers Fundamenta Scientiae* d'épistémologie des sciences, contre l'avis de Baudouin Jurdant et Michel Paty, qui défendaient un titre moins académiquement marqué comme « Science Question »<sup>2</sup>. L'ambition de Baudouin Jurdant est au contraire, comme on peut le lire au moment de l'annonce de lancement de la revue dans *Pandore*, de produire un forum sur le modèle de *Pandore*. Mais les glissements se font sentir : si la revue reste marquée par des thèmes issus de la critique des sciences, comme la responsabilité des scientifiques (la revue est sous-titrée « revue internationale pour l'analyse critique de la science et la responsabilité des scientifiques »), elle élabore un questionnement et un cadre éditorial beaucoup plus académiques.

Le premier numéro contient un article co-rédigé par Bruno Vitale (collaborateur épisodique d'*Impascience*), sur un thème philosophique. On retrouve aussi un texte de Bruno Latour. Dans les numéros suivants sont publiés des articles de Marcello Cini, Françoise Balibar, eux aussi impliqués dans la critique des sciences, ou encore de l'historienne des sciences féministe Evelyn Fox Keller, dont le premier texte traduit en français porte sur la critique féministe des sciences. Mais la revue est austère et présente toutes les caractéristiques d'une revue

---

1 Michel Callon réfute par exemple toute influence d'*Impascience* sur *Pandore*. Entretien avec Michel Callon, 24 avril 2007.

2 Entretien informel avec Baudouin Jurdant.

scientifique. Enfin, elle propose une rubrique « sciences buissonnières » dont la vocation est de publier des textes de façon plus informelle que dans le cadre d'une revue académique qui laisse subsister un espace d'expression proche de ceux du pôle militant<sup>1</sup>. Cet espace est le plus polémique de la revue, mais sa place est très réduite. On voit alors que, par glissements successifs, l'influence du pôle militant est de plus en plus délétère, bien qu'elle subsiste à travers la conservation de certaines postures épistémologiques radicales.

Le cas de *Fundamenta scientiae* est particulièrement intéressant car l'affirmation de la nécessité d'un positionnement politique est conservée, alors même que la revue n'a plus grand-chose en commun avec la forme initiale du discours de critique des sciences. Il s'agit d'une revue à comité de lecture, publiée par des presses universitaires, dans un format aride et sans illustration. Quel rapport entre le sous-titre de la revue et les enjeux scientifiques qu'elle aborde ? Il semble que cette revue exprime au plus fort la tension entre les pratiques discursives du pôle de critique militante des sciences et celles du pôle de nouvelle sociologie des sciences. Elle marque à la fois une nouvelle étape dans les effets d'imposition de légitimité universitaire, et la conservation du désir de faire de la politique par les moyens forgés autour de mai 68.

Les recompositions auxquelles se livre la nouvelle sociologie des sciences détournent le projet de critique militante de ses objectifs initiaux. Mais à travers le radicalisme épistémologique, elles constituent surtout un autre chantier de critique et de réflexion sur les sciences et leurs rapports avec la société. Cette réflexion intègre moins explicitement que les autres la notion de participation, mais elle lui fait une place, en conceptualisant le monde social de façon originale.

### **3.c. La démocratie technique**

Le sociologie des sciences recompose de façon originale les ambitions du pôle militant. Elle constitue un pôle à part entière qui assume un positionnement singulier entre critique politique et production de connaissances académiques. A partir de ce positionnement, elle produit une conception de la participation aux choix scientifiques et technologiques.

---

<sup>1</sup> « Une rubrique où les scientifiques pourraient rendre compte de leurs pratiques singulières sans aucun égard vis-à-vis de l'académisme et de la nécessité de paraître génial » (*Fundamenta scientiae*, 1, 1980, p.221-224).

Cependant, contrairement aux autres pôles, le pôle académique ne laisse entrevoir la notion de participation qu'à travers des indices. Et ce n'est ni sous la forme d'une exigence, ni sous celle d'un dispositif que la participation apparaît dans le discours académique. Alors que le discours de la critique des sciences se dilue dans la sociologie des sciences, que reste-t-il de son exigence participative ? De la même façon qu'il faut comprendre les mécanismes de glissement du pôle militant vers le pôle académique, il est nécessaire, si l'on veut voir dans la sociologie des sciences un point de surgissement la participation, d'analyser le glissement qui a lieu et qui fait de l'exigence politique initiale un questionnement académique.

Comment analyser ces recompositions, et comment faire le lien entre l'exigence participative de la critique militante et les considérations de la sociologie des sciences sur cette question ? Dans le pôle militant, les recompositions consistaient principalement à élaborer un argumentaire à partir de représentations dominantes (de l'engagement, de la figure de l'ouvrier, etc.). Dans le pôle technocratique, les recompositions consistaient en la redéfinition de concepts courants de la réflexion technocratique (évaluation, décision), à partir de la prise en compte d'un contexte social. Dans pôle académique, les recompositions touchent au paysage conceptuel (redéfinition du sens de l'activité scientifique) et au paysage politique (sens de l'engagement politique *au sein* de l'académie). Ce pôle recompose un geste politique en un geste théorique. De ce point de vue, un lien s'établit entre l'écriture scientifique des sociologues des sciences et l'action politique des militants critiques<sup>1</sup>.

La nouvelle sociologie des sciences produit des représentations de la pratique scientifique. Sous la plume des acteurs du pôle, la pratique scientifique devient une activité conflictuelle, ouverte sur la société. La stratégie rhétorique de la nouvelle sociologie des sciences diffère sur ce point de celle du pôle militant. En effet, c'est par la description que la sociologie des sciences entend faire advenir un monde social, et en décrivant la science comme une activité ouverte sur la société, elle adopte une perspective opposée à celle de la critique des sciences, tout en entrant dans un mouvement commun. A partir de stratégies distinctes, les ambitions politiques de ces pôles sont communes : chacun souhaite faire de la science une activité mieux imbriquée dans les enjeux sociaux. Mais la critique militante accuse la science d'être une activité « fermée », tandis que la sociologie des sciences adopte un point de vue opposé et

---

1 Elle se situe ainsi à l'interstice d'un discours descriptif et normatif qui contribue à faire exister la participation, à l'instar des mécanismes analysés par Marion Gret, « La place des revues dans l'expérience participative de Porto Alegre », p.165-180 in Jean Baudouin, François Hourmant (dir.) / *Les revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

décrit la science comme une pratique ouverte sur le monde social. A la différence du pôle militant, la sociologie des sciences ne délègue pas à l' « action » la capacité de changer le monde sociale, mais fonde son intervention sur l'offre d'une perception différente de celui-ci.

Si le geste théorique recompose le geste politique, les conséquences sur la conceptualisation de la participation ne sont pas négligeables. A travers différents aspects porteurs (controverses, pouvoir de production de métaphores, primauté du dissensus, traduction, continuité sociale entre le champ scientifique et le champ sociétal), la nouvelle sociologie des sciences contribue à l'instauration d'une conception de l'intervention sociale et de la pratique politique. Cette nouvelle ontologie de la pratique scientifique redéfinit un ensemble d'activités ; elle offre une nouvelle manière de concevoir la continuité entre expérimentation et politique.

L'expression qui résume le mieux cette conception nouvelle du monde social et la présupposition ontologique d'une participation aux sciences est la « démocratie technique », dont le rôle est à la fois descriptif, normatif et prospectif. On trouve cette notion à quelques reprises dans *Pandore*. Bruno Latour, dans une recension de la thèse de Patrick Lagadec, dit reprendre à ce dernier l'idée que la « *démocratie technique est à inventer entièrement* »<sup>1</sup>. L'expression semble toutefois être une création originale. C'est avant tout dans les lignes de *Pandore* que le discours de la démocratie technique se constitue. La notion recouvre à la fois une exigence et une conceptualisation du monde : la démocratie technique, ainsi nommée, acquiert une première existence, conceptuelle. C'est à travers cette notion et l'univers qui s'en dégage qu'on peut retracer l'imaginaire participatif de la nouvelle sociologie des sciences. Lors de sa première apparition, la démocratie technique reste donc à inventer. Un peu plus loin, on trouve une seconde occurrence de l'expression, dans l'annonce d'une conférence *Pandore* de Dorothy Nelkin sur le thème « Qui doit contrôler la recherche scientifique : le public ou les chercheurs ? » (le 5 mars 1981 au CNAM). La présentation est faite en ces termes :

*« Dorothy Nelkin a écrit de nombreux livres sur les controverses scientifiques et leur impact sur la société américaine : elle a étudié particulièrement la controverse sur l'enseignement de l'évolutionnisme, et les grands débats sur les projets techniques (Concorde, etc.). Elle a également travaillé sur le problème de **démocratie technique** et sur le débat nucléaire, en particulier avec Michael*

---

1 Bruno Latour, note sur *Le risque technologique majeur*, thèse d'Etat de Patrick Lagadec, *Pandore*, 12, février 1981, p.15.

*Pollak. Le professeur Nelkin est cette année à l'école Polytechnique et travaille sur les questions de responsabilité des chercheurs »<sup>1</sup>.*

La démocratie technique est donc à la fois un objet à inventer et un problème concret. Dans le numéro 16 de la revue, elle devient même un principe à expliciter et un terrain d'investigation. Dans la présentation d'un numéro de la revue *Esprit* consacré à la fois à la recherche et à la gauche en politique, la rédaction de *Pandore* écrit en effet :

*« Comme on le sait la tradition marxiste en matière de critique de la science a toujours été plutôt faible : « ôtez-nous les affreux capitalistes et nous aurons une science enfin pure de toute « idéologie », comme disait l'autre. Pas étonnant donc que sur la réforme des institutions scientifiques, l'école, le statut de la recherche, le nucléaire, les controverses techniques, les risques, etc., les socialistes aient si peu d'idées que même le colloque national ne permette de les discerner. La **démocratie technique** est un terrain neuf que les marxistes pour une fois n'occupent pas avec des mitrailleuses, et où l'on peut être à la fois radical (au sens anglais) et se faire traiter de social démocrate. Autrement dit c'est intéressant »<sup>2</sup>.*

La dernière occurrence du terme souligne enfin le caractère hybride de la démocratie technique, conçue à la fois comme lieu de rencontre, de mise en discussion des choix et de pratique collective de la science :

*« La recherche en STS doit être directement utilisable par les citoyens en leur offrant sur chaque dossier fermé par les mandarins et les groupes de pression, une possibilité de contre-expertise. Les « boutiques de science » par exemple, doivent être leur point d'application normal, mais aussi les « forums des choix scientifiques et techniques, et cette masse de « nouveaux entrepreneurs » à la recherche d'innovations... Bref, on attend du STS qu'il fournisse les ressources pour permettre une démocratie technique »<sup>3</sup>.*

L'expression « démocratie technique » résume la conception de la participation aux choix scientifiques et techniques élaborée par le pôle académique. L'imaginaire qui s'en dégage est complexe, entre participation discursive et participation pratique. La « démocratie technique » insiste surtout sur l'importance des sciences et des techniques dans le monde social. A partir de là, elle repose, d'une part, sur l'existence d'un espace de débat et de discussion, et d'autre part, sur la description de pratiques d'intervention sociale. Ces deux facettes de la participation renvoient à des représentations différentes de l'intervention dans l'espace public que l'on analysera successivement.

---

1 *Pandore*, 12, février 1981, p.39. Surligné par l'auteur.

2 « *Esprit*, la gauche pour faire quoi ? », *Pandore*, 16, décembre 1981, p.31. Surligné par l'auteur.

3 Bruno Latour, « Réflexions sur la table ronde organisée à Strasbourg par le programme STS », *Pandore*, 19, juin 1982, p.72-73.

## 4. Indices de participation

La notion de démocratie technique résume la définition de la participation aux sciences élaborée par le pôle académique. Néanmoins, pour expliciter plus en détail le fonctionnement de cette conception, l'expression « démocratie technique » est insuffisante car elle est présente seulement dans *Pandore*. Il faut alors se pencher sur un champ sémantique plus vaste de représentations de la pratique scientifique. La construction de représentations nouvelles de la pratique scientifique conduit en effet à une conception de l'imaginaire participatif. Les éléments qui soutiennent cette émergence du discours participatif de manière privilégiée sont : le relativisme (relativisation des frontières entre science et « non-science »), l'analyse de controverses scientifiques et techniques et l'insistance sur l'existence de forums réunissant des acteurs issus de milieux hétérogènes (espaces communs et communication). Ces trois notions construisent une représentation du champ scientifique en adéquation avec le présupposé ontologique de la participation aux sciences et aux techniques.

### 4.a. Rela(c)tivisme

Le relativisme épistémologique est probablement l'indice le plus récurrent de l'existence d'un présupposé sur la participation au sein du pôle académique. La critique relativiste fait l'objet d'une définition diffuse par le pôle académique. Elle consiste surtout en une attitude d'analyse face à la naturalité apparente des sciences. Cette attitude, loin d'être partagée par l'ensemble des acteurs du pôle, est toutefois fréquemment discutée et bien représentée dans le corpus du pôle académique, en particulier au fil des pages de *Pandore* et *Fundamenta scientiae*. Ces publications indiquent que la question du relativisme soulève, derrière les enjeux scientifiques, des enjeux politiques cruciaux.

Schématiquement, l'attitude relativiste et socioconstructiviste consiste à démonter des institutions pour mettre au jour leur caractère « fabriqué »<sup>1</sup>. Le geste politique, dans la pratique académique ainsi conçue, consiste non plus à exercer une critique positive d'une situation donnée, mais à déconstruire toute situation comme situation de pouvoir et à mettre en cause les fondements de toute pensée. Le champ scientifique est particulièrement critiqué

---

1 L'objet de ce passage n'est pas d'offrir une définition du relativisme, mais plutôt de montrer les conceptions politiques qui le légitiment au sein du pôle académique. Pour une discussion des différents débats sur le relativisme en sciences, on pourra se reporter à Dominique Pestre, *Introduction aux science studies*, Paris, La Découverte, 2006.



car il est perçu comme une institution de pouvoir de premier plan. Ce geste est en apparence contradictoire, venant de l'institution scientifique elle-même. Pourtant, comme le souligne Dominique Pestre, cette critique est pertinente, car elle produit des idées et des postures nouvelles vis-à-vis de la science<sup>1</sup>. L'enjeu, pour le pôle académique, est ainsi moins dans l'adoption d'une posture technophobe que dans le renversement de la conception traditionnelle de la science, dont il s'agit de faire une pratique parmi d'autres. Désacraliser, profaner la science en montrant sa dimension construite, son inscription sociale, en allant au cœur de l'activité scientifique pour mettre en évidence l'intrication des mécanismes cognitifs, sociaux, techniques et du pouvoir. C'est dans cette perspective critique que la sociologie des sciences analyse la production des connaissances. Le relativisme remplit un rôle de premier plan dans la lutte pour fragiliser l'institution scientifique et revaloriser des discours alternatifs.

Cette fonction apparaît avec une grande clarté chez Baudouin Jurdant qui attribue au relativisme un rôle éminemment politique. Il écrit, dans une critique de Karl Popper, que l'épistémologie positiviste de ce dernier « *accentue l'efficacité des « sciences dures » comme instrument de sélection sociale* »<sup>2</sup>. Selon lui, cette épistémologie prospère sur l'horreur du « *n'importe quoi* », « *pour garantir un certain type de fonctionnement social dont l'inspiration est politique de part en part, et non « naturelle » comme certains scientifiques voudraient pouvoir le croire* ». A travers cette critique, Jurdant s'oppose donc avec fermeté aux usages de l'épistémologie poppérienne, en reprochant à cette dernière de naturaliser une situation politique. La suite de sa critique est révélatrice du statut du relativisme au sein du pôle académique :

*« Il ne s'agit aucunement de faire l'apologie du « n'importe quoi » dans le style feyerabendien de l'anarchisme épistémologique ! Mais plutôt de souligner l'inconsistance politique de cette opposition au « n'importe quoi ». Ce qui se dit et s'exprime dans une société humaine n'est jamais n'importe quoi. Si parfois le sens de ce qui apparaît semble échapper, il sera absurde d'en nier pour autant l'existence en le rejetant. Au contraire, c'est à ce moment là qu'une attention plus vigilante et une compréhension bienveillante sont plus que jamais requises ».*

A travers cette remarque, Jurdant prend ses distances avec les travaux de Paul Feyerabend (dont il est le traducteur) et par conséquent avec une forme de relativisme pragmatique. S'il faut défendre le relativisme, c'est moins pour « *faire l'apologie du « n'importe quoi »* » que dans un souci de la parole alternative. Le relativisme prend donc l'apparence d'une éthique de

---

1 Dominique Pestre, *Ibid.*, p.20-21.

2 Baudouin Jurdant, « Popper entre la science et les scientifiques », *Fundamenta scientiae*, Vol.3, 1982/1, p.113-124.

l'écoute de l'autre et légitime l'éventualité d'une prise de parole non experte aux choix scientifiques et technologiques. En ce sens, le relativisme du pôle académique est directement lié à une conception de la participation. La démocratie technique et le débat collectif des choix scientifiques et techniques ne sont possible qu'avec un tel *a priori* relativiste, conçu comme pratique de l'écoute (et non comme la mise en équivalence de tout savoir). Pour cette raison, on peut considérer le relativisme comme un indice essentiel d'une présupposition ontologique de la participation aux sciences qui serait le propre du pôle académique.

#### 4.b. Controverses

Le deuxième indice du présupposé participatif se trouve dans l'intérêt des acteurs du pôle académique pour les controverses scientifiques et dans le renouvellement méthodologique qu'ils imposent à l'analyse de ces controverses. Comme le soutient Dominique Pestre, « *un constat fait peu de doute : le fait que les analyses de controverses aient été au cœur du renouvellement de l'étude et de l'histoire des sciences des années 1970 et 1980* »<sup>1</sup>. Pestre situe l'apogée de ce genre en 1985 et au cours de la période qui précède, l'angle des controverses est fréquemment adopté pour l'analyse des sciences. On trouve dans les différentes revues du corpus de nombreux articles portant sur des controverses scientifiques.

Les études anglo-saxonnes d'histoire et de sociologie des sciences évoquées précédemment sont en grande partie à l'origine du renouvellement de l'intérêt pour les controverses. Ce rôle est dû aux principes méthodologiques adoptés par les écoles de Bath et Edinburgh et notamment au fameux principe de symétrie, qui impose d'étudier toute controverse en expliquant par le même type de cause la réussite et l'échec des acteurs engagés dans une controverse. Le principe de symétrie doit mettre fin aux différences de traitement dont faisaient l'objet jusque-là, en sociologie et histoire des sciences, les vainqueurs et les perdants d'une controverse. Les écoles de Bath et Edimbourg, puis à leur suite nombre de sociologues et d'historiens, reprochent aux chercheurs qui les précèdent d'expliquer trop souvent l'échec d'un projet scientifique par des causes sociales et sa réussite par des causes « scientifiques », c'est-à-dire par sa vérité intrinsèque. Ils entendent, avec le principe de symétrie, expliquer la

---

<sup>1</sup> Dominique Pestre, « L'analyse de controverses dans l'étude des sciences depuis trente ans. Entre outil méthodologique, garantie de neutralité axiologique et politique », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, 25, 2007, p.29-43.

réussite comme l'échec par des causes sociales, dans un objectif d'équité. Les controverses scientifiques et techniques présentent un terrain idéal d'application de ce principe<sup>1</sup>.

Au-delà de sa fécondité méthodologique et épistémologique, l'approche symétrique des controverses conduit, à l'instar du relativisme, à un présupposé participatif. Premièrement, les études de controverse visent les sciences « *comme institution et autorité* »<sup>2</sup>. Elles sont en effet l'occasion de montrer une science « telle qu'elle se fait » pour reprendre la formule consacrée. Elles mettent en évidence les ressorts de la construction de la vérité scientifique et le fait que « *rien de spécial n'est à l'œuvre dans les sciences* »<sup>3</sup>. Mais surtout, avec le principe de symétrie, elles produisent une injonction, similaire au relativisme, à prendre en compte la parole des acteurs de façon équitable. Elles revalorisent le statut des vaincus de l'histoire des sciences, et avec eux, de l'ensemble des acteurs qui se voyaient exclus de la sphère scientifique.

De ce fait, il est nécessaire de distinguer deux types d'approches de controverses : au sein de la communauté scientifique d'une part, entre acteurs de la communauté scientifique et acteurs extérieurs d'autre part. Dans le domaine de la réflexion sur la technologie en effet, Dorothy Nelkin dirige en 1979 un ouvrage sur différentes controverses déclenchées par l'acceptation de changements technologiques comme le nucléaire. Elle justifie le recours à la notion de controverse et le présente comme porteur d'une approche nouvelle du statut social des innovations technologiques<sup>4</sup>. Elle construit ainsi une approche distincte de celle des sociohistoriens des sciences anglais, qui s'intéressent en priorité à des controverses opposant des acteurs appartenant conjointement au champ scientifique.

Deux éléments, donc, distincts mais complémentaires à l'origine, puisque dans un cas les controverses analysées se déroulent dans la communauté scientifique, tandis que dans l'autre elles correspondent à des contestations socialement diffuses. En 1981, Michel Callon publie dans *Fundamenta scientiae* un article intitulé « Pour une sociologie des controverses

---

1 David Bloor, *Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie*, Paris, Pandore, 3, 1983 [1976, trad. de l'anglais par Dominique Ebnother].

2 Dominique Pestre, *Ibid.*, p.38.

3 Michel Callon, Bruno Latour, « Avant propos », p.V in Michel Callon, Bruno Latour (dir.) / *La science telle qu'elle se fait*, Paris, Pandore 1, 1982.

4 Dorothy Nelkin (ed.), *Controversy, politics of technical decisions*, Beverly Hills, London, Sage Publications, 1979.

technologiques », dans lequel il entend faire le lien entre les deux<sup>1</sup>. Il apparaît alors que l'analyse des controverses permet d'affermir méthodologiquement les principes du relativisme décrit plus haut. L'analyse des controverses contribue ainsi à l'imposition d'un présupposé participatif. Elle modifie radicalement le regard du chercheur sur le champ scientifique et les acteurs de la production du savoir, car elle lui interdit de considérer d'un côté le savant détenteur de la vérité et de l'autre des acteurs perdus dans des pratiques et des mécanismes sociaux qu'ils chercheraient à légitimer comme des savoirs. Avec l'analyse des controverses, tous les acteurs sociaux acquièrent un statut indifférencié et sont engagés dans des activités de production de connaissances qui relèvent du même fonctionnement. Ce changement de regard présuppose une forme de participation dans la mesure où il considère les acteurs simultanément pris dans des activités comparables.

#### **4.c. Multiplicité des espaces publics**

La notion de forum et d'espace commun constitue le troisième thème qui façonne un présupposé participatif sur les rapports science-société. Le recours à cette notion est révélateur de l'importance revêtue par la formalisation – au moins théorique – des lieux d'exercice de la science et de rencontre entre scientifiques et profanes. A ce titre, une différence essentielle apparaît entre le pôle militant et le pôle académique. Alors que l'exigence militante de la science au peuple porte rarement sur des dispositifs précis et ne se situe jamais dans une perspective de production de consensus, le discours élaboré par la sociologie des sciences fait exister un espace public à travers l'attention qu'il accorde aux lieux de rencontre entre sciences et société. Pour autant, le pôle académique reste distinct du pôle technocratique. Tandis que ce dernier poursuit le « bon » dispositif à des fins normatives, la nouvelle sociologie des sciences aborde ces espaces le plus souvent de façon descriptive.

Elle instaure ainsi une conception des espaces de confrontation entre les sciences et d'autres pratiques sociales. Elle fait émerger l'idée d'un espace public pluriel. Les revues du pôle académique se penchent à de multiples reprises sur des cas de rencontre entre scientifiques et non-scientifiques. Elle montrent ainsi l'existence de dispositifs participatifs, non comme outils de gouvernement, mais comme simples lieux de confrontation entre scientifiques et non

---

1 Michel Callon, « Pour une sociologie des controverses technologiques », *Fundamenta scientiae*, 2, 1981/3-4., p.381-399.

scientifiques. La sociologie des sciences propose une représentation de l'espace public, non oppositionnel et non unifié. L'espace public est thématiqué, mais il n'est pas conçu comme une « grande scène » sur laquelle s'affronteraient des idéologies concurrentes. Il est subdivisé en de multiples lieux dans lesquels un exercice politique est possible à travers des modes d'accord et des modes communs d'exploration du réel. A cet égard, les espaces publics multiples théorisés ou simplement décrits par le pôle académique jouent un rôle ambigu par rapport aux théories de la discussion politique forgées par Habermas à la même époque. Ils correspondent avant tout à des espaces de discussion, dans lesquels des conflits sont réglés et des consensus (ou des stabilisations-négociations) produits. Mais ils correspondent aussi à des lieux de confrontation entre acteurs hétérogènes autour de questions de recherche, ce qui implique des formes de discussion différentes de celles envisagées par Habermas. Il ne s'agit en effet pas seulement d'échanger des arguments, mais de façon beaucoup plus générale de confronter des intuitions, d'élaborer des processus créatifs et de former des groupes d'enquête.

L'idée d'une recherche collective redouble donc celle des espaces de rencontre, souvent au nom de la productivité scientifique et de l'interdisciplinarité. Chez Thierry Gaudin, dans la revue *Culture technique*, une volonté forte de rompre l'isolement et de défendre une recherche « collective » est affirmée. Il mentionne par exemple dans un article sur la recherche collective des associations entre scientifiques et techniciens, entre Etat et secteur privé<sup>1</sup>. Ce faisant, il s'inscrit à la fois dans la continuité de la vague de critique soixante-huitarde (continuité qui apparaît dans son ouvrage *L'écoute des silences*) et dans celle d'une réflexion sur la politique de la science. Cette mise en relation n'a pas pour seule fin la production de savoirs, mais aussi l'efficacité de la production. Il explique :

*« Une expérience a été menée récemment au ministère de l'Industrie : en obligeant des spécialistes de micro-ondes d'une part et de congélation de la viande d'autre part à construire un langage fonctionnel leur permettant de se comprendre ; il en résulte, en une journée la production d'une vingtaine d'idées de brevets. Ainsi celui qui rompt l'isolement et obtient que les hommes se parlent à travers la technique suscite en même temps la créativité. »*

Un auteur comme Gaudin se fait alors le défenseur de ces lieux de rencontre, des langages qui permettent la production d'idées. Il renvoie d'ailleurs cette ambition à des expériences directement liées aux transformations culturelles des années 1960. Il raconte par exemple

---

1 Thierry Gaudin, *Culture technique*, 2, avril 1980, « Le retour de la recherche collective », p.6-9.

l'importance qu'a eue pour lui l'exposition universelle de Montréal en 1967, dans laquelle la visite du « Pavillon des Indiens du Canada » se terminait par un feu de bois agrémenté de l'indication (en substance) : « *Maintenant asseyons nous et causons* »<sup>1</sup>. Selon lui, les lieux de rencontre entre acteurs hétérogènes possèdent donc un intérêt à la fois cognitif (en termes de créativité) et politique (en termes de rapports collectifs). Par la prise en compte régulière de ces lieux de rencontre entre acteurs de différents milieux que le pôle académique donne forme à la participation sur le mode de la présupposition.

Si la participation ne constitue donc que rarement un objectif direct pour les auteurs des revues de sociologie des sciences, elle émerge néanmoins à travers la description d'un état de faits. Le pôle académique, par la défense du relativisme, les analyses de controverses ou encore l'attention aux espaces de confrontation interdisciplinaires et ouverts, accentue une vision du monde fondée sur la « réalité de la nécessité participative ». Comme cela a été mis en avant, cette conception de la participation est complexe et ne relève pas seulement de la prise en compte de relations de discussion. En effet, la notion de « démocratie technique » renvoie aussi à une autre forme de participation, expérimentale celle-là, à travers la conception d'un monde-laboratoire.

## 5. Un monde-laboratoire

La nouvelle sociologie des sciences joue un rôle important dans l'affirmation d'une métaphore particulière de la participation, en effaçant les frontières du laboratoire et en désignant l'expérimentalisation du monde comme enjeu de la politique. Cette version singulière du discours participatif constitue le reste de la définition de la participation du pôle académique et élabore des éléments d'une métaphore expérimentale de la politique. La politique expérimentale consiste à envisager le monde social comme un champ scientifique où se déroulent des expériences. Le modèle de la politique expérimentale est analysé plus en détail au chapitre 7. Il est cependant nécessaire de mettre en évidence que la nouvelle sociologie des sciences élabore plusieurs éléments de cette métaphore, et de montrer en quoi cette élaboration enrichit le discours participatif. Les recompositions qui lient le geste politique au geste épistémologique, puis le geste épistémologique à la métaphore de la

---

1 Entretien avec Thierry Gaudin, 4 avril 2007.

politique expérimentale, méritent qu'on s'y arrête un moment. C'est par une métaphorisation de l'activité scientifique que la nouvelle sociologie des sciences pose les jalons de la politique expérimentale. Cette métaphorisation se déploie en trois moments distincts : 1) la science est une activité expérimentale, c'est-à-dire impliquant une *pratique*, 2) la participation d'acteurs hétérogènes permet de préserver l'inventivité du système scientifique, et enfin 3) le monde devient un laboratoire dans la mesure où les expérimentations scientifiques ont des effets sur le monde.

## 5.a. Bricolages scientifiques

### *Bricolage technique*

La dimension pratique de la science est revalorisée. Premièrement, sa dimension « bricolée » est relégitimée au détriment des conceptions précédentes qui insistaient au contraire sur la cohérence et la solidité du savoir scientifique. Cette dimension apparaît au moins sur deux plans distincts qui enrichissent également le savoir scientifique : bricolage technique et bricolage « épistémologique ». Le premier est le *credo* de la revue *Culture technique*, qui instaure un lien fort entre pratique scientificotechnique et vie quotidienne, et conduit à une quasi-éthique de l'expérimentation. Dans les pages de la revue, l'idée est couramment défendue d'une nécessaire « pratique », et les savants sont fréquemment renvoyés au statut de bricoleurs. Philippe Roqueplo explique par exemple :

*« les rapports de la recherche scientifique et de la vie industrielle sont, paraît-il, à l'ordre du jour, et l'on a généralement tendance à considérer la recherche fondamentale comme un vaste château d'eau d'où les idées géniales s'écouleraient par une mystérieuse gravité, vers les terrains inférieurs de leurs applications techniques. En face de quoi il n'est pas inutile de rappeler qu'il fut un temps où les grands génies de la science se situaient eux-mêmes au niveau de la technologie »<sup>1</sup>.*

Dans cet extrait, Roqueplo oppose à la continuité du savoir et de la technique – dans le monde contemporain – leur fusion complète pour les premiers savants, tels que Newton. Il entend réhabiliter une conception de la science articulée sur une pratique technique. Ce plaisir de la technologie, cette réhabilitation du concret s'inscrit dans un projet de revalorisation de la pratique technique dans le domaine académique. Le groupe ethnotechnologie et le courant de culture technique sont particulièrement marqués par cette ambition. Les participants du

---

1 Philippe Roqueplo, introduction de la « lettre à Aston », d'Isaac Newton, *Culture technique*, 4, février 1981, p.7.

groupe ethnotechnologie avaient par exemple eu l'occasion d'assister, au cours d'un séminaire, au démontage d'un vélo, à des fins d'apprentissage mêlant plaisirs intellectuels et manuels<sup>1</sup>. La question du bricolage est au centre du projet d'ethnotechnologie et des diverses expériences menées par Robert Jaulin, comme celle qui consistait à monter une formation d'ethnomenuiserie à Paris 7 (l'ambition étant de traiter l'ethnologie comme science de la réconciliation plutôt que de la coupure, en faisant venir des menuisiers pour donner des cours de fabrication des fenêtres, des tables, etc. en association avec des cours plus théoriques)<sup>2</sup>.

En défendant la dimension technique des pratiques scientifiques, face à leur dimension théorique, les acteurs du pôle académique mettent au point une conception de la science dans laquelle l'expérimentation – technique – joue un rôle central<sup>3</sup>. Ils revalorisent la pratique technique pour en montrer l'importance aussi bien dans la créativité scientifique que dans la « *créativité ouvrière* »<sup>4</sup>. A contre-courant d'une tradition épistémologique qui accorde une importance primordiale à la théorisation, la nouvelle sociologie des sciences montre la fécondité de l'expérimentation. Cette dernière prend alors une place non négligeable dans les représentations de la pratique scientifique.

### ***Bricolage épistémologique***

Mais ce n'est pas seulement sous l'angle technique que l'expérimentation est revalorisée. Sous l'angle épistémologique aussi, le bricolage devient de mise. On retrouve par exemple cette conception dans un article de Rémy Chauvin, qui illustre au passage la réception française des travaux de Feyerabend :

*« Que je sois pendu si l'image du chercheur déterminant avec précision l'objectif qu'il se propose d'atteindre et instituant un plan d'expériences précis a quoi que ce soit de commun avec la réalité ! [...] Il y aurait donc non pas une méthode dans la recherche mais deux manières d'avancer. L'une bien ordonnée et très limitée et*

---

1 Jacques Perriault « « Culture technique », éléments pour l'histoire d'une décennie singulière, 1975-1985 », *Cahiers de médiologie*, 6, 1999, p.197-214.

2 Pierre-Noël Denieul, « Le courant de Culture technique et de l'ethnotechnologie en France dans les années 1970-80 », séminaire *La science et les espaces culturels et médiatiques*, dirigé par Andrée Bergeron, Paris, Grand Palais, 12 janvier 2007 ; voir aussi Jean-Michel Gerassi, « Les ethno-menuisiers. Formation aux nouveaux métiers de l'artisanat et de l'industrie », *Culture technique*, 8, juin 1982, p.154-161.

3 Ils participent ainsi du mouvement général de revalorisation de la technique sur la science que Paul Forman identifie au tournant des années 1980. Paul Forman, « The primacy of science in modernity, of technology in postmodernity, and of ideology in the history of technology », *History and technology*, 23, 2007/1-2, p.1-152.

4 Pierre-Noël Denieul, « D'irréductibles flâneries. A propos de la créativité ouvrière », *Culture technique*, 8, juin 1982, p.33-43.



*l'autre zigzagante et en grande partie irrationnelle qui s'applique à la recherche du nouveau-vraiment-nouveau »<sup>1</sup>.*

A travers la réception de différents travaux, et notamment ceux de Feyerabend, la science apparaît comme une pratique dans laquelle la productivité obéit plus à des lois d'inventivité et d'imagination, qu'au dévoilement laborieux de la vérité. L'intérêt de l'article de Chauvin est de réactiver des représentations anciennes de la recherche scientifique – la recherche indépendante et la découverte de l'inconnu – tout en s'appuyant sur les conceptions plus pragmatiques de Feyerabend. En effet, dans cet extrait cohabitent à la fois une conception classique de l'excellence de la recherche théorique et une conception plus subversive de la dimension bricolée du parcours de la pensée. Le bricolage épistémologique correspond à une représentation de la science en tant qu'activité discontinue, faite de différentes temporalités, et de tentatives aléatoires. La métaphore expérimentale, séparée de toute vision protocolaire du déroulement d'une expérience, s'impose alors au champ scientifique.

A travers la revalorisation de deux formes de bricolage - bricolage technique et bricolage épistémologique – les représentations de la science s'appuient sur les notions de pratique et d'aléas. Ces notions durcissent la conception expérimentale de la science, car elles donnent une place inattendue au plaisir de la manipulation technique et aux incertitudes inhérentes à l'activité scientifique. Cette formalisation de la science comme activité expérimentale s'oppose aux conceptions traditionnelles qui y voient une activité de théorisation et de compréhension du réel. La science, en devenant science expérimentale, redevient une activité d'in(ter)vention.

## **5.b. Rationalités plurielles**

### ***Le jeu dans la science***

Le corollaire de cette conception de la science comme pratique de bricolage et d'inventivité consiste à réhabiliter l'inventivité individuelle. Si la science n'est plus ce savoir pur et autonome, mais un ensemble de pratiques de bricolage technologique et d'idées liées à des opportunités, alors chacun peut jouer un rôle dans le développement scientifique et technologique, par l'investissement de logiques de création. Cette conception de la science et

---

1 Rémy Chauvin, « Feyerabend avait raison », *Fundamenta scientiae*, 2, 1981/1, p.117-119.

de la pratique de la science défend l'individu contre le champ, la technique contre la science pure et la production contre la description du réel. Elle est régulièrement convoquée dans *Culture technique*<sup>1</sup>, par exemple dans cet article d'Yves Stourdzé qui présente la pratique scientifico-technique comme intervention et jeu avec le réel :

*« Cette recherche de sérieux dans l'invention est probablement une des thématiques qui va pénaliser le développement des innovations en France. Car bien évidemment, le sérieux c'est la continuation du connu et de l'assuré ; toute tentative qui s'écarter des tracés définis par l'histoire des « statu quo » ne peut être tenue de « convenable ». Or la question du jeu, du défi, constitue à maints égards, le ressort essentiel de l'inventivité »<sup>2</sup>.*

L'inventivité et la créativité, reposant sur le jeu, sont le fruit de rationalités plurielles ; elles ne sont permises que par l'immixtion, dans le champ scientifique, de logiques de détournement qui lui sont étrangères. Il y a alors une continuité de pensée entre la revalorisation de la dimension bricolée et expérimentale de la science, la revalorisation de l'inventivité et du jeu, et la revalorisation des interventions individuelles au sein de l'espace scientifique. En ce sens, la notion de participation n'est souvent présente qu'en filigrane dans le discours du pôle académique, mais elle apparaît à l'étude des réseaux de sens élaborés par ce pôle.

### ***Multiplier les rationalités***

En parallèle, des modes d'action et d'intervention sont parfois suggérés, à des fins d'*empowerment* des citoyens profanes. Ce discours sur les modes d'intervention, moins présent que dans les revues du pôle militant, existe néanmoins. En particulier, la revue *Culture technique*, qui défend des positions plus militantes sur la technique que *Pandore* ou *Fundamenta scientiae*, manifeste une volonté de réappropriation des objets techniques. C'est par exemple la présentation du thème 3 du colloque d'Annonay, qui porte le titre : « *La réappropriation – Peut-on seulement subir ? Les consommateurs se battent. Comment contrôler ?* »<sup>3</sup>, et affirme : « *il est urgent de participer au savoir technologique qui est à la base des appareillages de la vie quotidienne. Investir ces appareillages ou être investi par eux, « that is the question ». Partager le savoir* »<sup>4</sup>.

---

1 Voir par exemple : Pierre Clément, « D'une idée fausse à une innovation remarquable : l'invention des ballons par les frères Montgolfier », *Culture technique*, 1, octobre 1979, p.160-166.

2 Yves Stourdzé, « Le gouvernement de la mécanique », *Culture technique*, 1, octobre 1979, p.47-53, p.53

3 « Thème 3 (culture technique et vie quotidienne, rapporté par M.H. Ruelle, H. Guilhaumon, J.M. Auzias) du colloque d'Annonay », *Culture technique*, 2, avril 1980, p.45.

4 *Art.cit.*, p.46.

Selon cette exigence, les individus doivent réinvestir les processus techniques pour ne plus les subir : la pluralisation des rationalités permet d'échapper à l'imposition d'une rationalité techniciste. Les enjeux de cet investissement sont à la fois proches de ceux construits par la critique des sciences et relativement éloignés. Proches, car ils reposent sur une éthique semblable de la participation et de l'investissement individuel. Eloignés, car le discours prodémocratique qui baigne la sociologie des sciences était relativement absent des revues militantes, témoignant ainsi d'un glissement des conceptions, comme l'illustre la suite de cet article, entre féminisme et « démocratisation » : *« Ici émerge une proposition pour une technologie autre. Les femmes ont un autre mode de s'approprier la technique. On a parlé à leur propos de latéralisation différente. La confiance nécessitée par l'introduction des technologies, les femmes en sont souvent le vecteur. Manipulées par les sorciers (de la « pub »), elles savent démocratiser les interventions »*<sup>1</sup>.

Malgré ce glissement, le discours de pluralisation des rationalités enrichit la définition expérimentale de la science d'un deuxième niveau, dans lequel la notion de participation est présente. Au caractère bricolé de la science s'ajoute en effet un caractère d'ouverture nécessaire sur des publics et des intervenants hétérogènes, dont le rôle est de « jouer » avec les règles scientifiques à des fins d'inventivité. Surtout, elle fait de l'activité expérimentale une activité foncièrement collective et hétérogène. Mais la participation ainsi conçue n'a rien d'une discussion des enjeux scientifiques et technologiques. Elle correspond au contraire à une intrusion sauvage sur le terrain de la science et à un accaparement des enjeux scientifiques par des acteurs et des groupes isolés qui se saisissent d'outils afin de produire des savoirs. Thierry Gaudin a écrit toute l'importance de cette diversification des rationalités :

*« Reconnaître la pluralité des sujets c'est admettre la relativité des connaissances. C'est aussi consentir à ce que la connaissance redescende sur terre, quitte la transcendance et se manifeste dans l'immanence quotidienne. Le rôle de la cléricature de la société de production n'est plus de détenir la connaissance mais de la faire partager, de la rendre. Car ce qui est vivant car relié à une pratique, c'est la connaissance de sa machine par le travailleur, de sa nourriture par le consommateur, de son corps par le malade »*<sup>2</sup>.

Selon la métaphore expérimentale, la science est d'abord conçue comme une activité de bricolage faite de tentatives éparses. Elle est ensuite représentée comme un espace dans lequel les interventions extérieures et la multiplication des rationalités sont nécessaires à la

---

1 Art. cit., p.46.

2 Thierry Gaudin : « Société de création et épistémologie industrielle », *Culture technique*, 8, juin 1982, p.15-31.

préservation de l'inventivité du système. Mais la clé de voûte de la métaphore expérimentale est sans doute le « devenir laboratoire » du monde qui advient dans les écrits du pôle académique. Le principal ressort de ce devenir laboratoire est la réflexion sur les effets sociaux de la science, qui complète les deux éléments précédents.

## 5.c. Effets de science

### *Savoir-Pouvoir*

La notion d'effets de science et de technologie joue un rôle fondamental dans le développement d'une métaphore expérimentale<sup>1</sup>. C'est aussi à travers cette idée que la métaphore expérimentale peut glisser et s'appliquer, du champ scientifique au monde social en général. La nouvelle sociologie des sciences explore en effet d'une façon particulièrement aboutie l'intuition des effets de la production de connaissances.

*« En tant qu'historien intéressé par les implications sociales de la science et de la technologie, je me préoccupe plus spécialement de découvrir l'idéologie qui se cache derrière la majorité des pièces exposées dans les musées techniques. La question est d'importance pour deux raisons. D'abord parce que les conséquences sociales d'une interprétation particulière de la technologie et de son histoire pourraient avoir des répercussions directes sur la scène sociale actuelle ; Et, ensuite, parce qu'une pièce ou un processus de technologie offrent à l'observateur non critique une impression de concret qui masque encore davantage les motivations qui ont poussé dès l'abord à l'exposer. »<sup>2</sup>.*

A travers cet extrait d'un article de Georges Basalla, l'origine du discours sur les effets de la science apparaît : il s'agit du discours sur l'idéologie, très vigoureux dans les années 1970. Elle entraîne une reformulation des enjeux de la pratique scientifique : si le savoir produit par cette dernière reconfigure le monde sociotechnique, alors il joue un rôle politique. Les réflexions foucaaldiennes menées au début des années 1970 ne sont pas loin.

Il convient à ce stade d'évoquer l'influence foucauldienne. Une importante contribution de la nouvelle sociologie des sciences aura consisté à appliquer aux sciences modernes les conséquences de l'association foucauldienne savoir/pouvoir. Comme Callon et Latour le font remarquer : « La leçon [de Foucault] est générale : [...] la connaissance sur la société se

---

1 L'analyse qui suit s'appuie en partie sur une opération de relevé des énoncés sur les « effets » des sciences et des technologies, dans le corpus des revues de sociologie des sciences. Voir Annexe 2.B, 1.c.3.

2 George Basalla, « Musée et utopie technologique », *Culture technique*, 4, février 1981, p.19-27.

*produit en même temps que la société ; elle circule des sciences sociales aux acteurs, et c'est dans l'ambivalence de ce processus que naît ce que l'on peut convenir d'appeler « le pouvoir » »<sup>1</sup>. L'association « savoir/pouvoir » constitue un apport essentiel de la réflexion foucauldienne à la nouvelle sociologie des sciences et les études du domaine multiplient les pistes de recherches à partir de cette remarque simple appliquée aux sciences et aux techniques : toute production de savoir est en même temps l'exercice d'un pouvoir.*

En explorant les modalités de cette remarque, la sociologie des sciences lui a donné une consistance particulière et l'a reformulée : toute production de connaissance entraîne une organisation sociale. Produire du savoir équivaut à produire du lien social : former un réseau de personnes, créer des distinctions entre des groupes sociaux, se faire des alliés ou des opposants, organiser une certaine économie, etc. Toute activité cognitive est indissociable d'une activité d'organisation sociale. Cette conception de la science comme production du social culmine au milieu des années 1980, avec les premières formulations importantes de la théorie de l'acteur réseau, et notamment l'article de Bruno Latour « Give me a laboratory and I will raise the world » et celui de Michel Callon sur la culture de la coquille Saint-Jacques, qui donnent au chercheur scientifique un statut d'entrepreneur du social<sup>2</sup>. Mais dès la fin des années 1970, la réflexion sur les effets de la science donne un tour général à la métaphore expérimentale : les expérimentations scientifiques constituent une intervention sociale, produisant simultanément savoir et agencements sociaux.

Suivant cette piste de réflexion, une importante partie des travaux du pôle académique montrent en quoi l'activité de connaissance est elle-même productrice d'organisation sociale, d'inégalités et d'assymétries de pouvoir. Ce revirement constitue un apport à la théorie sociale, mais surtout il inaugure une conception de la puissance spécifique à l'expérimentation et à la production de savoir. La métaphore scientifique devient ici métaphore de l'intervention sociale : le monde devient laboratoire. Dans les pages de *Pandore*, ce changement de regard sur la science est corroboré avec satisfaction par le

---

1 Michel Callon, Bruno Latour, introduction à *La science telle qu'elle se fait*, Paris, La Découverte, 1990 [1982], p.17. Il est cependant significatif que cette remarque sur Foucault a été ajoutée dans la deuxième édition de l'ouvrage. Au début des années 1980, l'influence du philosophe est moins prise en compte.

2 Bruno Latour, « Give me a laboratory and I will raise the world », p.141-170 in Karin Knorr-Cetina, Michael Mulkay/ *Science observed*, London, Sage, 1983 ; Michel Callon, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'année sociologique*, 36, 1986, p. 169-208.

biologiste Jely de Servetièrre (pseudonyme de Bruno Latour) qui affirme : « *nous [chercheurs en sciences exactes] refaisons bien la société à travers nos laboratoires et nos théories* »<sup>1</sup>.

### ***Un monde laboratoire***

La mise en scène du monde-laboratoire est le fruit de l'inversion de l'analogie forgée par le pôle militant. Tandis que ce dernier décrit le laboratoire comme un lieu de travail traditionnel à travers l'analogie [laboratoire/usine], le pôle académique retourne l'analogie et institue le laboratoire en comparant, non de l'usine, mais du monde social dans son ensemble. Il forge ainsi l'analogie [monde social/laboratoire]. La nouvelle sociologie des sciences, et c'est probablement son apport essentiel, décrit le monde social comme un champ d'expériences dans lequel la participation est une construction complexe. En « ouvrant » le sens de la science et en la mettant en scène comme une activité en prise sur le monde, comme le lieu de controverses incessantes, comme une zone de discussions jamais terminées, la critique académique met en évidence une autre conception de ce qui importe et fait sens dans la pratique de la production du savoir. C'est probablement Michel Callon qui, à cette époque, formule le mieux les enjeux du « devenir laboratoire » du monde. Dans cette situation, il est primordial de savoir qui observe, décrit, analyse, et qui est observé, décrit, analysé. C'est dans cette lutte entre acteurs et objets, dont les rôles sont interchangeable, que se joue la stabilisation du monde social :

*« Reste cependant la notion de hiérarchie enchevêtrée. [...] La lutte est générale pour savoir qui est observé et qui est observateur, quels sont les éléments et les relations à entrer dans les hiérarchies enchevêtrées [...] S'il y a hiérarchie c'est parce que certaines forces grandissent aux dépens d'autres qu'elles mobilisent ; s'il y a enchevêtrement, c'est parce qu'il y a mille forces qui veulent réduire les autres en se composant avec elles. Ce module élémentaire de la connaissance organisation du monde (l'observateur + une hiérarchie enchevêtrée) n'est pas une unité constituée. Elle est un résultat (fluctuant) du combat des acteurs pour définir et stabiliser leur monde ; elle est un point d'arrivée et non un point de départ. L'observateur-démiurge est un Léviathan qui fait travailler pour lui des forces qu'il canalise mais qui le trahissent en permanence, puisque les résultats sont inattendus. Au lieu de réduire le monde à quelques scientifiques et à leur volonté de connaissance, il faut lui restituer toute sa diversité et lui redonner tous ses acteurs, sans s'en donner par avance une liste trop restreinte »<sup>2</sup>.*

---

1 Jely de Servetièrre, « Compte rendu de Karin Knorr, *The manufacture of Knowledge – an essay on the constructivist and contextual nature of science*, 1981 », *Pandore*, 16, décembre 1981, p.24. Pseudonyme communiqué par Bruno Latour lors d'une communication informelle.

2 Michel Callon, « Au sujet de l'ouvrage dirigé par Dupuy, *Actes du colloque de Cerisy, l'autoorganisation, de la physique à la politique* », *Pandore*, 25, 1983, p.12.

On a pu voir, à l'issue de ce chapitre, que le pôle de la nouvelle sociologie des sciences remplit, au tournant des années 1980, un rôle essentiel dans les recompositions discursives qui mènent à définir la participation. D'abord, en prolongeant académiquement le discours militant de critique des sciences, ce pôle conserve plusieurs traits de l'exigence participative, tout en les réagencant dans le radicalisme épistémologique. Une définition « académique » de la participation est issue de ces recompositions, car le pôle académique fait exister la participation sur le mode de la rencontre discursive entre des acteurs hétérogènes. Mais cette définition, comme les deux précédentes, comporte aussi un reste. Le discours participatif qui surgit du pôle académique s'inscrit dans un projet plus vaste de réflexion sur les sciences, à l'origine d'une métaphore expérimentale des rapports sociopolitiques. Par conséquent, l'émergence de la participation au sein du pôle académique a lieu de deux façons différentes : un modèle de discussion et un modèle d'expérimentation coexistent.

Les trois pôles font donc exister la participation à travers des stratégies rhétoriques distinctes. Le pôle militant formule une *exigence* participative, tandis que le pôle technocratique déploie une pensée du *dispositif* participatif et alors que le pôle académique fait exister des *descriptions* de la participation. Ces trois conceptions de la participation sont trois niveaux et trois modes d'existence de la notion. Il est alors nécessaire de se pencher plus précisément sur l'homogénéité du régime discursif : comment ces conceptions sont-elles confrontées ? Quelles en sont les conséquences ? D'abord, on traitera les situations de rencontre entre les différentes conceptions, afin de comprendre par quels mécanismes de circulation un régime commun se constitue. Ensuite, pour mener à bien le projet d'analyse présenté dans le chapitre 1, on se livrera à un exercice de pluralisation du sens, en reprenant et en explicitant la métaphore d'une politique de l'expérimentation.

## PARTIE III

### Régimes

---

La partie qui vient de s'achever a décrit trois points de surgissement de l'impératif participatif dans les sciences et les techniques, à travers les discours des pôles militant, technocratique et académique. L'un après l'autre, ces pôles proposent, au cours des années 1970 et au début des années 1980, trois conceptions sensiblement différentes de la participation aux sciences et aux techniques. La clarification des enjeux de ces définitions a permis de mesurer la diversité des champs couverts par la notion de participation. Cette dernière a été formulée à la fois comme demande sociale et revendication (pôle militant), instrument de gouvernement (pôle technocratique) et concept explicatif des pratiques scientifiques (pôle académique).

Ce travail de clarification des différentes définitions de la participation serait vain s'il en restait là. En effet, à cette étape de la recherche, une information déterminante manque encore : si on connaît trois définitions de la participation, on ignore dans quelle mesure elles s'articulent entre elles. Sont-elles indépendantes les unes des autres où élaborent-elles des significations communes ? Pour montrer l'importance de cette question, on peut évoquer l'exemple imaginaire de deux planètes voisines, A et B, entre lesquelles n'existe aucun réseau de communication. Sur la planète A, le mot « science » renvoie à une pratique de production d'objets de consommation à la rentabilité économique élevée. Sur la planète B, le même terme est employé pour décrire une activité de contemplation sans enjeu économique. Que les habitants de ces planètes recourent au même mot afin de décrire des activités différentes n'a aucune importance tant qu'ils ignorent les usages en vigueur chez leurs voisins. En revanche, cette différence devient un enjeu essentiel lorsque l'information circule entre les deux planètes car les deux notions de « science » se contaminent mutuellement. A partir de ce moment, la science atteint un haut degré de conflictualité interne, devient « *arène de sens* », enjeu de pouvoir et de conflits discursifs<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cet exemple n'est pas entièrement imaginaire : il correspond à l'un des enjeux du roman d'Ursula K. Le Guin, *Les dépossédés*, Paris, Robert Laffont, 1975, 1975 [1974, trad. de l'anglais par Henry-Luc Planchat].



Cette caricature illustre schématiquement l'intérêt de savoir dans quelle mesure les trois définitions de la participation s'articulent. Le fait de montrer leur cohérence a une grande importance, car c'est moins la pluralité de ces définitions qui importe, pour saisir la complexité du terme, que l'analyse de leur articulation. Si elles sont isolées les unes des autres, aucun conflit de sens n'agite la participation. Il existe tout simplement trois notions différentes de participation et le mot répond, selon les lieux où il est mobilisé, à des usages variables mais clairement définis. Employé en contexte militant, le terme implique une exigence d'émancipation ; en contexte technocratique, il est utilisé comme instrument de gouvernement ; en contexte académique, il répond au besoin de décrire une réalité en train d'advenir. Si à l'inverse les définitions de la participation se combinent, alors le terme devient un véritable champ de mines et ses usages se compliquent. Il n'est par exemple plus possible de militer pour la participation sans avoir en tête que l'on défend *en même temps* une exigence d'émancipation, un outil de gouvernement et une notion descriptive. On ne peut plus recourir à une instrumentation participative sans tenir compte de l'imaginaire d'émancipation qu'elle dégage ni de la valeur descriptive plus générale qu'elle représente. Il n'est enfin plus possible de décrire les rapports science-société avec ce terme en ignorant que son histoire est aussi indissolublement celle d'une demande sociale et d'un instrument de gouvernement.

La probabilité est forte que les trois définitions se complètent. Les symptômes d'une telle situation ont été relevés par des analystes de la participation comme Loïc Blondiaux et Yves Sintomer qui évoquent « *le flou conceptuel qui préside aujourd'hui en France à l'usage des notions de délibération, de concertation ou de participation* »<sup>1</sup>. Ces auteurs indiquent la complexité des termes et suggèrent que le flou conceptuel est dû à un imbroglio sémantique. Pour passer de l'analyse des symptômes au diagnostic, on peut remonter du constat d'un flou conceptuel à l'explication de ses raisons. Pour cela, on propose de montrer comment les définitions distinctes de la participation se retrouvent confrontées au sein d'un même objet, en étudiant les mécanismes par lesquels ces définitions sont rassemblées. Des opérations, qui restent à clarifier, orchestrent la rencontre et la circulation des discours produits par les pôles discursifs. C'est à travers ces rencontres et ces circulations que les recompositions font coexister leurs différentes définitions.

---

1 Loïc Blondiaux, Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, 57, 2002, p.17-35.

La conjugaison d'une exigence, d'un instrument de gouvernement et d'une nouvelle représentation de la science forme un objet de croyances et de représentations nouveau. Si les définitions de la participation aux sciences se retrouvent au sein d'une même formation, elles élaborent en commun des objets de gouvernement à expliciter. Ces objets correspondent-ils aux conceptions dominantes de la participation politique aujourd'hui, ou à un *autre* qui reste à identifier ?

Pour mener à bien la tâche critique d'analyse de la circulation du sens, deux objectifs restent donc à remplir. Le premier réside dans l'explication de la formation du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Il faut pour cela montrer les opérations de croisement par lesquelles les conceptions de la participation élaborées par chacun des pôles discursifs se rencontrent et s'informent. A travers ces phénomènes de circulation du sens se jouent, d'une part, la spécificité de chaque pôle, et d'autre part, la mise en cohésion des conceptions qu'ils proposent au sein d'un même régime discursif. Dans un second temps, il faut pluraliser le sens et montrer la résurgence d'un sens sous-estimé jusqu'à présent par l'analyse. A ce titre, on se penchera plus précisément sur la notion de politique expérimentale, à l'aide des trois restes définitionnels identifiés au cours de la deuxième partie.

La partie est divisée en deux chapitres. Au cours du chapitre 6, on montrera comment est façonné l'événement discursif, à partir du croisement des discours formulés par chacun des trois pôles. A l'illusion d'une reconstitution exhaustive des liens, ce chapitre a préféré une analyse ponctuelle de certaines formes de médiation afin d'attester des liens entre les différentes conceptions de la participation. Une fois cette démonstration réalisée, il est possible de considérer que les trois pôles donnent lieu à un régime de discours et par conséquent élaborent un, ou plusieurs, modes de gouvernement. A l'appui de cette remarque, on reviendra, au cours du chapitre 7, sur la métaphore expérimentale qui semble être un apport essentiel du régime étudié.



## CHAPITRE 6

### **D'un pôle à l'autre. Circulations et régime de discours**

Il serait insatisfaisant de considérer séparément les conceptions de la participation des pôles militant, technocratique, académique. Il faut donc étudier maintenant les mécanismes par lesquels ces définitions se fondent en un ensemble homogène et individualisable. On dispose déjà de certaines intuitions quant à cette homogénéité. Des liens ont par exemple été mis en évidence entre le pôle militant et le pôle académique, à travers la manière dont le second reprend au premier certaines de ses postures. Cet aspect doit être approfondi et thématiqué. Quel type de lien permet d'affirmer que l'on a affaire à un ensemble cohérent d'énoncés ? Quels mécanismes faut-il mettre en évidence afin de démontrer la fusion des conceptions de la participation dans une même notion ? Et d'abord, a-t-on affaire à un seul et même concept de participation, qui subsumerait trois définitions ? Si l'on s'en tient à la définition de Reinhart Koselleck, un concept est en effet un concentré d'une multitude de significations.

*« Avec le concept, signification et signifiant coïncident dans la mesure où la diversité de la réalité historique s'investit dans la polysémie d'un mot, de telle sorte qu'elle ne trouve son sens et n'est comprise que dans ce seul et unique mot. Un mot contient des possibilités de signification, un concept réunit en lui un ensemble de significations. Un concept peut en conséquence être parfaitement clair, mais doit être nécessairement polysémique »<sup>1</sup>.*

Il serait tentant de s'appuyer sur la définition proposée par Koselleck pour essayer de comprendre comment les trois définitions de la participation données précédemment s'articulent au sein du mot. Mais cet exercice se montrerait, dans le cas présent, bien artificiel, car on a vu que la fréquence d'apparition du mot même de « participation » est assez rare dans certaines parties du corpus. Il serait alors présomptueux d'affirmer que le concept de participation qui se constitue dans l'ensemble du corpus est « *parfaitement clair* », pour reprendre les termes de Koselleck. Au mieux, on a vu jusqu'à présent se constituer quelque chose de l'ordre de la participation, à travers une multitude d'énoncés. Mais les énoncés qui composent le corpus ne se rassemblent pas autour d'un mot et, seul, le travail de conceptualisation ne permet pas de décider de leur homogénéité. Il est donc nécessaire de faire appel à d'autres mécanismes que les seuls mécanismes d'unification conceptuelle.

---

1 Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990 [1979, trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock], p.109.

Face à cette difficulté, la notion de régime discursif se montre nécessaire. Elle relève d'abord d'un effort de conception de l'homogénéité d'un ensemble d'énoncés, au-delà de leur éparpillement et de leur dispersion. Elle correspond surtout à une tentative de définir une homogénéité entre des énoncés qui ne soit pas uniquement conceptuelle, mais aussi discursive au sens large, sociale et historique. On clarifiera la notion de régime discursif à partir de la discussion de concepts mobilisés en analyse du discours pour montrer des phénomènes de rassemblement et d'unification. Une fois définie, cette notion doit permettre d'étudier la « mise en commensurabilité » d'énoncés et de définitions hétérogènes. La commensurabilité des énoncés est le résultat de mécanismes de circulation à l'œuvre entre les trois pôles et d'un processus par lequel les discours se mêlent.

Ces mécanismes et ce processus ne revêtent aucun caractère d'évidence : ils sont mêlés d'opérations textuelles (par exemple, la reprise d'un mot, d'une expression, d'un texte à l'autre), d'opérations institutionnelles ( l'organisation de colloques, de journées de rencontre), de pratiques individuelles (la participation d'un acteur aux productions de deux pôles différents). Pour mettre de l'ordre dans les phénomènes de circulation et clarifier la manière dont les discours de chaque pôle deviennent comparables au sein d'un régime commun, il faudra alors conjuguer des positions théoriques distinctes. On tiendra compte des manifestations de la circulation dans les textes (à l'instar de l'analyse de discours<sup>1</sup>) et on s'intéressera aux pratiques sociales qu'ils relaient (à l'image des travaux d'histoire des représentations, attentifs à l'organisation matérielle et sociale de la production de sens<sup>2</sup>, et des théories d'analyse de la circulation des idées et des représentations<sup>3</sup>).

La notion de régime discursif permet donc en premier lieu de décrire une homogénéité discursive. Mais cette homogénéité ne doit pas être mal interprétée. Un régime discursif n'est pas seulement l'unification d'un bloc d'énoncés déjà existants ; il désigne aussi des règles de production des énoncés. Il renvoie à une pratique vivante, à un mode de production des discours et pas seulement à des monuments du passé. De ce point de vue, la seconde particularité d'un régime discursif est d'impliquer l'exercice d'un pouvoir, à double titre. Le premier aspect de ce pouvoir est l'existence de contraintes énonciatives : dans un champ

---

1 Jacques Guilhaumou, « Histoire et linguistique : un parcours en analyse du discours », p.11-42 in *Discours et événement : l'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006.

2 Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 2009 [1998].

3 Yves Jeanneret, *Penser la trivialité. La vie triviale des être culturels*, Paris, Lavoisier, 2008.

donné, l'existence d'un régime normalise la production discursive. On a vu par exemple que le principe d'un gouvernement d'expertise devenait insoutenable pour les différents pôles, ce qui n'était pas le cas une décennie auparavant, par exemple dans le milieu des chercheurs scientifiques militants. La notion de régime discursif désigne à la fois un ensemble d'énoncés (le corpus analysé) et une grammaire énonciative. Cette grammaire peut être comprise à partir de l'analyse du corpus, mais elle s'applique potentiellement à d'autres énoncés. Un énoncé extérieur au corpus peut appartenir au même régime discursif, dès lors qu'il obéit à des règles similaires. Cette dimension du régime discursif en tant que pouvoir et contrainte énonciative explique qu'il soit possible, à partir de l'étude d'un corpus précis, de comprendre les productions d'autres lieux et d'autres espaces. Le régime discursif de la participation analysé ici permet de comprendre certains traits des énoncés contemporains sur la participation car il en définit les soubassements.

La deuxième forme de pouvoir que la notion de régime discursif amène à étudier correspond aux représentations et normes du politique produites par les discours. Cette forme peut être illustrée par un exemple célèbre de régime discursif – bien que le terme n'y soit pas employé : celui analysé par Michel Foucault dans *Surveiller et punir*<sup>1</sup>. Son évocation illustre la dimension coercitive attribuée aux régimes discursifs. Le philosophe montre tout d'abord dans cet ouvrage que la réflexion sur la justice est traversée par une rupture et laisse apparaître, à un moment de l'histoire, des énoncés porteurs de nouvelles normes d'administration de la peine. Ces énoncés, les normes qu'ils instituent et les règles auxquelles ils obéissent correspondent à un régime discursif contraignant dans la mesure où, Foucault le met en évidence, ils participent de l'établissement d'un nouvel ordre répressif avec la généralisation du système carcéral. Mais il y a plus dans le travail de Foucault que la mise en relation du discours sur la prison avec les transformations de la peine. L'auteur montre en effet qu'un régime discursif n'est jamais dans un rapport d'interaction simple avec un domaine donné. Le discours sur la prison, la métaphore de l'emprisonnement et de l'observation des prisonniers ne modifient pas uniquement le fonctionnement punitif de la justice. Ils fondent un rapport plus général à la police des comportements et à la maîtrise du corps. Le régime discursif analysé par Foucault glisse, de la philosophie de la justice aux prisons et des prisons à l'ensemble de la société. Il agit au-delà de l'univers carcéral et régit tout un imaginaire politique de la surveillance.

---

1 Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

L'exemple de *Surveiller et punir* montre que les régimes discursifs ne sont pas isolés des autres instances du pouvoir. Il incite en outre à mettre au jour, dans un ensemble d'énoncés, une double normativité : normativité imposée à l'objet du discours (la prison ou, dans le cas de cette recherche, les rapports science/société) et normativité imposée à l'espace général des comportements. On sera donc conduit, à la fin de ce chapitre et dans le chapitre suivant, à interroger plus précisément les formes de pouvoir portées par le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques.

Pour mener à bien cette démonstration, on définira dans un premier temps les caractéristiques générales du régime discursif comme outil d'homogénéisation de l'hétérogène, tout en le distinguant de la notion de formation discursive. Cela implique de questionner la nature des traces qui méritent d'être retenues comme des marques pertinentes de circulation entre les pôles. Ensuite, l'attention portera plus précisément sur les différents modes de circulation qui unifient les pôles, et sur les opérations de médiation qui rendent les énoncés et les pratiques commensurables. Les « opérations de commensurabilité », sont les opérations par lesquelles des discours produits par des pôles distincts deviennent cohérents les uns avec les autres. L'enjeu de la démonstration est d'éclairer, à travers quelques mécanismes précis d'homogénéisation, l'unité des trois pôles et de leurs conceptions de la participation. A l'issue de ce parcours, on définira les caractéristiques du régime discursif participatif, les règles et les problèmes qu'il met au point. On expliquera aussi dans quelle mesure il donne lieu à des modes de gouvernement.

## 1. Principes

La notion de régime discursif invite l'observateur confronté à une masse d'énoncés hétérogènes à y chercher des régularités et des principes d'intelligibilité. A ce titre, elle devrait permettre dans les lignes qui suivent d'établir les objets à analyser et les circulations à observer. Ceci, afin de considérer les ensembles d'énoncés étudiés plus haut comme un ensemble homogène. Au préalable, il est cependant nécessaire de dresser plus précisément les caractéristiques principales d'un régime discursif. La notion est élaborée à partir d'une discussion de trois concepts d'analyse du discours : les formations discursives, l'interdiscours et les formules.

### 1.a. A l'ombre des formations discursives

#### *L'identification d'unités discursives*

Afin d'expliquer dans quelle mesure les conceptions de la participation élaborées par les pôles sont liées dans un même univers de significations, plusieurs outils sont envisageables. La première notion qui s'offre à une recherche inscrite dans un tel cadre méthodologique est celle de *formation discursive*, forgée par Michel Foucault et reprise par Michel Pêcheux. De prime abord, cette notion qualifie avec justesse l'homogénéité d'un ensemble d'énoncés d'apparence pourtant hétérogènes entre eux. Cette attention à l'articulation homogénéité/hétérogénéité est au centre des préoccupations de Michel Foucault lorsqu'il propose la notion de formation discursive. Quatre hypothèses intéressent spécialement le philosophe<sup>1</sup>.

Premièrement, les formations discursives ne sont pas construites autour d'un objet, mais contribuent au contraire à produire positivement leurs objets. Par exemple, la médecine ne s'est pas constituée autour de la question de la santé, mais la santé est construite par le champ de la médecine. Deuxièmement, les formations ne se définissent pas par leur unité formelle, mais par une organisation et un système d'hétérogénéité. « *Ce qu'il faudrait caractériser et individualiser ce serait la coexistence de ces énoncés dispersés et hétérogènes ; le système qui régit leur répartition, l'appui qu'ils prennent les uns sur les autres, la manière dont ils s'impliquent ou s'excluent, la transformation qu'ils subissent, le jeu de leur relève, de leur disposition et de leur remplacement* »<sup>2</sup>. Dans cette perspective, la médecine ne se caractérise pas par un « style descriptif », mais par un ensemble de jugements normatifs, de descriptions, de préoccupations morales et politiques, d'instruments scientifiques, etc. qui sont tous caractéristiques de son existence. Troisièmement, les formations discursives fonctionnent moins autour de concepts communs et cohérents entre eux qu'à travers l'apparition simultanée de problèmes et de jugements qui, parfois, s'excluent. Quatrièmement, les thèmes d'une formation discursive ne sont pas identiques à eux-mêmes de toute éternité. Au contraire, c'est dans le jeu de leurs déplacements qu'il faut aller chercher l'unité d'une formation discursive.

---

1 Voir Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p.44-54.

2 Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p.48.



### ***Une pratique disjonctive***

Le programme de recherche formulé par Foucault est à la fois stimulant et désespérant. Il est stimulant tout d'abord car ses remarques corroborent l'intuition, présentée ici, qu'il existe des ensembles d'énoncés à la fois dispersés, hétérogènes et organisés, homogènes. La deuxième hypothèse abonde dans ce sens. Il est stimulant aussi car il indique certaines directions à suivre : en affirmant que les formations discursives construisent des objets (hypothèse 1), Foucault incite à poursuivre l'analyse de la participation comme d'un produit élaboré au carrefour de préoccupations diverses. Et surtout, il est stimulant car il montre que les concepts et les thèmes d'une formation discursive ne doivent pas être appréhendés de façon unitaire, mais au contraire être perçus dans leur éclatement (hypothèse 3 en particulier). De ce fait, si l'on considère l'ensemble des énoncés sur la participation aux choix scientifiques et techniques comme une formation discursive, il s'agit moins de définir la participation comme un concept polysémique et clair que comme un ensemble de préoccupations dispersées – en cela, on s'éloigne quelque peu des prescriptions de Koselleck.

Mais ce programme est aussi troublant et difficile à mettre en œuvre dans le cas présent, pour deux raisons essentielles. La première est que la perspective foucaldienne est à plusieurs égards opposée à celle adoptée dans cette recherche. Pour le comprendre, il faut recontextualiser le projet du philosophe. Lorsqu'il rédige *L'archéologie du savoir*, Foucault se place dans une perspective critique par rapport à l'épistémologie et à l'histoire des idées. Il s'oppose aux conceptions classiques de l'histoire des sciences, qui définissent les disciplines comme des ensembles de pratiques « réalistes » aux contours nets, aux objets et aux concepts clairs et aux méthodologies rigoureuses. Il cherche au contraire à montrer qu'une discipline comme la médecine est un projet constructiviste, appuyé sur des objets mouvants et des concepts contradictoires et lieu d'une grande disparité de postures (aussi bien normatives que descriptives, en opposition ou dans l'ignorance les unes des autres). En d'autres termes, le projet de Foucault est de montrer l'éclatement des disciplines tout en préservant une conception de leur unité. A l'inverse, les énoncés pris pour objets dans la généalogie de la participation retracée ici sont hétérogènes *a priori* et l'enjeu est de reconstituer leur unité. Le trajet effectué est donc inverse à celui de Foucault.

Cette différence amène à la seconde raison pour laquelle le projet foucaldien est difficilement mobilisable dans le cadre de cette recherche. En s'intéressant à des formations discursives

« préconstituées » par le sens commun (les disciplines) pour montrer leur éclatement, Foucault persiste à penser les formations discursives comme des blocs et des unités. La discipline de la médecine, aussi diffuse soit-elle, constitue un bloc. Foucault le fait éclater, mais sa critique se fonde sur l'unité initialement perçue de la discipline. Les discours sur la science et la société, à l'inverse, ne peuvent être pensés à partir d'une conception unitaire et disciplinaire, même large. Les points communs entre *Survivre* et *La Gueule Ouverte* sont par exemple infiniment plus pertinents pour comprendre la construction du discours participatif que les homologues entre *Survivre* et le rapport *Science, croissance et société*. C'est donc à partir de positions dispersées que s'explique la production de conceptions de la participation différentes au sein des trois pôles. Mais ce point de départ, en s'opposant dans une certaine mesure à la méthodologie foucauldienne, rend la terminologie de ce dernier problématique. Le discours participatif est moins le produit d'une « formation » que le résultat, en pointillés, du chevauchement hasardeux d'une pluralité d'énoncés.

Cette conception de la formation est d'autant plus difficile à utiliser que le sens qui lui a été attribué à la suite des travaux de Michel Pêcheux renforce son homogénéité préalable<sup>1</sup>. Pêcheux se situe en effet dans un courant de réflexion althussérien sur l'idéologie et les formations discursives sont pour lui des corrélats des formations sociales. En d'autres termes, une formation discursive est attachée à un groupe social, elle est rapportée à une « *identité énonciative* »<sup>2</sup>. L'unité discursive que l'on cherche à analyser dans ces lignes est d'un autre ordre : elle ne relève ni d'une discipline précise (bien qu'elle engage des disciplines et des interdisciplines), ni d'un groupe social identifiable homogène. Dans cette perspective, les méthodologies d'identification des formations discursives fournissent des modèles enviables, mais ne répondent pas aux enjeux de caractérisation d'énoncés plus diffus, dont les croisements et les cohérences sont d'autant plus infimes. La notion doit donc être reprise dans la perspective d'analyse d'un objet plus hétérogène et détaché d'un contexte social précis<sup>3</sup>.

---

1 Claudine Haroche, Paul Henry, Michel Pêcheux, « La sémantique et la coupure saussurienne : langue, langage, discours », *Langages*, 24, 1971, p.93-106.

2 Dominique Maingueneau, « Formation discursive », p.269-272 in Patrick Charaudeau, Dominique Maingueneau (dir.) / *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002.

3 Il serait toutefois erroné d'affirmer que la notion de formation discursive n'a pris en compte ni la pluralité des sujets qui produisent les énoncés d'un même ensemble, ni l'hétérogénéité d'une grappe d'énoncés. Ce point est souligné par Jacques Guilhaumou, « Où va l'analyse de discours ? Autour de la notion de formation discursive », *Texte*, juin 2004, [en ligne].

## 1.b. Identifier l'hétérogène

La notion de formation discursive présente l'intérêt de caractériser l'homogénéité d'un ensemble d'énoncés. Mais derrière la généralité du couple homogénéité/hétérogénéité se cache une grande diversité de cas qui appellent des traitements singuliers. A la notion de formation discursive, difficilement employable ici, répondent ainsi de multiples entreprises de caractérisation de l'homogène à l'œuvre dans l'hétérogène. Deux outils de l'analyse de discours présentent des caractéristiques qui peuvent éclaircir les mécanismes à mettre au jour dans l'analyse : la notion d'interdiscursivité et celle de formule.

### *Interdiscours et approche globale*

Les notions d'interdiscours et d'interdiscursivité ont été particulièrement défendues par Dominique Maingueneau pour mettre au jour la dimension hétérogène et ouverte des formations discursives<sup>1</sup>. Selon Maingueneau, tout discours est traversé par l'interdiscursivité, car il se trouve en relation implicite avec un ensemble d'énoncés. Dans le cas présent, on pourrait considérer les conceptions de la participation produites par les pôles comme relevant de formations discursives travaillées par les discours des deux autres pôles. Le point de vue de Maingueneau sur les discours est global ; dans tout énoncé se projette un ensemble de significations dont il est redevable. Chaque énoncé reflète ainsi les significations d'autres énoncés et une même formation discursive est le champ d'une multitude de discours autres. Maingueneau dépasse ainsi la conception unitaire des formations discursives par l'étude de leurs relations d'interactions. Il souligne que deux versions de l'interdiscursivité cohabitent. Selon la version « faible », la formation étudiée par le chercheur admet des traces d'hétérogénéité mais conserve une autonomie relative. Selon la version « forte », le chercheur refuse de distinguer de façon immédiate entre « intérieur » et « extérieur » du discours<sup>2</sup>.

L'avantage de cette posture est de conserver la notion de formation tout en montrant les passerelles qui existent entre des blocs énonciatifs. Si l'on reprend les discours des trois pôles discursifs comme des formations discursives travaillées par l'interdiscursivité, on peut montrer à la fois l'interdiscursivité qu'ils entretiennent entre eux et l'interdiscursivité qu'ils entretiennent avec des publications extérieures (dans le monde militant pour le pôle militant, dans le monde administratif et gouvernemental pour le pôle technocratique, dans le monde

---

1 Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984.

2 Dominique Maingueneau, *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991.

universitaire et académique pour le pôle académique). Elle rend acceptable l'idée que l'hétérogénéité des pôles cohabite avec l'existence d'un tissage de relations.

### ***Formule et approche nominaliste***

L'intérêt de la notion de formule dans le cadre de cette discussion est de poser le problème par un autre bord. Au point de vue global de Maingueneau, selon lequel des formations sont unies par des relations interdiscursives et par l'intrusion permanente de signifiants extérieurs, s'oppose un point de vue nominaliste, qui évacue la construction de grands ensembles d'énoncés au profit d'une approche par des mots précis. La notion de formule prend pour point de départ non pas un système signifiant mais un mot ou une expression dont elle propose d'analyser la récurrence et la circulation dans les usages<sup>1</sup>. Elle adopte ainsi une approche radicalement différente des notions d'unification et d'entité discursive. Elle ne cherche pas à cerner les contours d'une masse d'énoncés, mais plutôt à tracer la circulation d'un même signifiant à travers des espaces différents.

La formule est un « *réfèrent social* », signifiant circulant dont le signifié est en évolution permanente et qui condense « *une masse considérable de discours* »<sup>2</sup>. Il signe la coexistence, au sein d'un même espace, des acteurs sociaux et il *fait groupe*. Par ailleurs, comme le souligne Alice Krieg-Planque, la notion de formule n'évacue aucunement les conflits et les dissensions de cet espace politique : une formule fait rarement consensus, mais elle n'en est pas moins inévitable. L'un des aspects que souligne Krieg-Planque est par ailleurs l'inscription de la formule dans un *continuum*<sup>3</sup> : en circulant, la formule produit une continuité entre des espaces sociaux qui, même si ces derniers sont en désaccord sur les interprétations à donner à l'objet.

### ***Une conception commune des mécanismes d'unification***

Les notions de formule et d'interdiscursivité sont compatibles avec une même théorie de l'unification des énoncés, tout en proposant des perspectives d'étude fort différentes. Elles

---

1 Alice Krieg-Planque, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de France-Comté, 2009. On doit les premiers usages de cette notion à Jean-Pierre Faye, *Théorie du récit, introduction aux « langages totalitaires »*, Paris, Hermann, 1972.

2 Pierre Fiala, Marianne Ebel, *Langages xénophobes et consensus national en Suisse (1960-1980)*, Lausanne, Université de Neuchâtel/CEDIPS, 1983, p.173.

3 Alice Krieg-Planque, *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de France-Comté, 2009, p.115.

s'appuient sur une théorie commune car dans les deux cas le champ discursif est conceptualisé en termes spatiaux. Des masses d'énoncés sont disponibles dans des espaces et forment des ensembles plus ou moins cohérents chez Maingueneau ; chez Krieg-Planque, les espaces médiatiques accueillent des multitudes d'énoncés. Les deux auteurs s'appuient en outre sur une conception de la circulation d'un espace à l'autre. L'interdiscours est le signe du débordement continu des discours du territoire qui leur est assigné. Cette invasion aboutit à des mélanges de signification, mais loin de dissoudre les identités discursives, elle alimente leur construction. L'image du déplacement est aussi présente chez Krieg-Planque ou chez Fiala et Ebel, qui mettent en évidence la circulation des formules au sein de divers espaces<sup>1</sup>. Les deux conceptions fonctionnent donc avec une théorie de la circulation des discours dans des espaces et présupposent la possibilité d'unifier ou de créer des ponts entre ces espaces.

Les perspectives d'étude sont cependant différentes, car la notion d'interdiscours s'intéresse à des formations dans leur généralité et dans le système de cohérence qu'elles décrivent, tandis que la formule constitue un point d'analyse précis de la circulation. La première se situe au niveau d'ensemble préconstitués, les formations discursives, dont elle tente de comprendre les processus de construction mutuelle. La seconde se débarrasse du présupposé unitaire de la notion de formation discursive pour s'intéresser à la production d'homogénéité à travers des circulations sémantiques ponctuelles et la constitution de *référents sociaux*. Elles constituent deux pratiques complémentaires d'analyse de la cohérence d'un ensemble d'énoncés. Cependant, elles reposent toutes deux sur l'abandon d'une prétention importante : leur construction est analysée à travers des matériaux discursifs, avec une prise en compte limitée du statut de ces matériaux dans les pratiques des acteurs. De ce fait, les tribulations des formules ne sont guère rattachées par Alice Krieg-Planque aux stratégies des acteurs. De même, Dominique Maingueneau, en historien du discours, délaisse lui aussi les pratiques pour se pencher uniquement sur les textes. Il semble pourtant que l'implication des acteurs, les pratiques de construction médiatique, soient des clés importantes de compréhension de la construction d'une homogénéité discursive.

---

<sup>1</sup> Cet aspect est particulièrement apparent chez Fiala et Ebel selon qui le recours à une formule implique son appartenance à une « formation langagière » donnée.

### 1.c. Régime discursif

#### *Définition*

Les remarques précédentes débouchent sur trois pistes d'analyse. Afin de saisir la cohérence d'ensemble des énoncés étudiés jusqu'à maintenant, il est nécessaire de leur donner la forme d'une entité discursive, mais cette entité doit correspondre à un objet hétérogène. Elle doit prendre en compte les circulations discursives (à un niveau général, par l'interdiscours ; au niveau des singularités énonciatives, par la mise en évidence de référents sociaux). Elle doit enfin tenter d'expliquer ces circulations à la fois par l'analyse des énoncés et par un regard sur les pratiques, les constructions médiatiques et les interactions qui leur donnent sens. Avec la notion de régime discursif, on tente de résoudre les problèmes mis en évidence par les analyses qui viennent d'être discutées et de saisir les mécanismes par lesquels ces énoncés acquièrent une identité sociale, textuelle et conceptuelle.

Comme la notion de « formation discursive », celle de « régime discursif » est ancrée dans les analyses foucaaldiennes. Mais c'est par un détournement que les propositions de Foucault sont saisies ; Foucault n'emploie pas la notion de régime de discours mais celle de « régime de vérité » :

*« L'important, je crois, c'est que la vérité n'est pas hors pouvoir ni sans pouvoir [...] La vérité est de ce monde, elle y est produite grâce à de multiples contraintes. Et elle y détient des effets réglés de pouvoir. Chaque société a son régime de vérité, sa politique générale de la vérité : c'est-à-dire les types de discours qu'elle accueille et fait fonctionner comme vrais, les mécanismes et les instances qui permettent de distinguer les énoncés vrais ou faux, la manière dont on sanctionne les uns et les autres, les techniques et les procédures qui sont valorisées pour l'obtention de la vérité, le statut de ceux qui ont la charge de dire ce qui fonctionne comme vrai »<sup>1</sup>.*

Avec la notion de régime de vérité, Foucault indique que la vérité est produite par les sociétés. Une société « fait fonctionner » des énoncés, elle s'appuie pour cela sur des « mécanismes », des « instances » et des moyens de sanction, elle valorise enfin certains rôles, certaines procédures pour atteindre le vrai. Il met ainsi en scène le caractère dynamique de la production de la vérité, alors que la notion de « formation discursive » lui permettait plutôt de montrer la dispersion d'une entité discursive.

---

<sup>1</sup> Michel Foucault, « Entretien avec Michel Foucault », p.140-160 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1977], p.158.

Cette conception de la production de la vérité peut être appliquée à la production de discours recevables et elle présente, par rapport à la notion de « formation » un avantage de taille : elle ne réifie pas son objet car elle pointe des rapports dynamiques de production. Par analogie, on peut donc définir la notion de régime discursif. Un régime discursif n'organise pas la production de la vérité mais la production de discours acceptables dans un espace public. C'est un système de production et d'organisation des discours. Dans le cas présent, cela signifie que des règles communes président à la fabrication des énoncés dans les pôles militant, technocratique, académique. Une conception normative commune du social apparaît donc, même si cette apparition a lieu sur des modes différents comme le discours utopique-contestataire, le discours administratif, le discours descriptif-analytique. Le terme « régime » souligne aussi qu'il s'agit d'un type de gouvernement. L'enjeu d'un régime discursif n'est pas le pouvoir explicite, tel qu'il est défini par Castoriadis, mais un pouvoir implicite sur le sens.

### ***Le régime discursif comme événement***

Avant de revenir sur la dimension de pouvoir du régime discursif, on peut définir son mode d'existence et de formation. Le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques ne résulte pas du seul surgissement d'une pratique de discours au sein d'un ou plusieurs pôles. La production par chacun des pôles d'énoncés sur les sciences, la société, la technique ne fait pas d'elle-même émerger un régime discursif. Chacun des pôles recompose, réagence des traits sémantiques et, partant, le monde social. Cependant, un régime discursif ne se met en place que dans la mesure où les pratiques des pôles sont rendues commensurables. Il résulte donc de la conjonction de deux ordres de phénomènes : d'une part le surgissement de séries d'énoncés produits par des pôles distincts et d'autre part la mise en relation de ces énoncés. Si le discours produit par un individu, si novateur soit-il, ne circule pas socialement, ne se retrouve confronté à aucune pratique hétérogène, il ne produit aucun effet et ne peut appartenir à un régime. De la même façon, un pôle discursif ne reconfigure pas le monde social seul. En revanche, un régime se forme si le discours produit par ce pôle rencontre d'autres discours qui l'altèrent. Un régime discursif est en effet produit dans la communication entre des pôles discursifs – et par le biais de la circulation des discours dont ils sont porteurs.

On pourrait contester la distinction entre régime discursif et pôle discursif : quelle limite distingue la formation d'un pôle discursif de celle d'un régime discursif ? Pourquoi ne

pourrait-on décrire les énoncés produits par le pôle militant, le pôle technocratique et le pôle académique comme appartenant à trois régimes discursifs différents ? Ce serait faire peu de cas de l'importance de l'homogénéité éditoriale des éléments constitutifs d'un pôle. Un pôle se caractérise par la récurrence des procédés éditoriaux et la similarité des cadres d'énonciation éditoriale. A l'inverse, un régime discursif se caractérise par la variabilité des styles énonciatifs et la dispersion des énoncés. Cette différence d'éditorialité prévient en principe toute confusion entre le niveau des pôles et celui d'un régime.

En rassemblant les discours produits par différents points de surgissement, un régime discursif produit un « événement discursif ». C'est à l'analyse des mécanismes de production de ce régime et de cet événement qu'il faut maintenant s'atteler, pour expliquer dans quel mesure la notion peut s'appliquer à l'homogénéisation des conceptions de la participation. La formation d'un régime obéit, on l'a dit, à des circulations textuelles, institutionnelles, individuelles, etc. Avant tout, il est donc nécessaire d'éclairer le problème de la circulation : que voit-on ? Que peut-on mesurer ? Qu'est-ce qui fait signe de l'unité du régime discursif ? Ce préalable à l'analyse plus précise des opérations de mise en commensurabilité est nécessaire, car il importe d'explicitier la théorie attribuant à certains objets plutôt qu'à d'autres un pouvoir agrégatif. Une mise au point de ce qui circule - des objets de la circulation - est un préalable à l'analyse des marques de la circulation.

## 2. Qu'est-ce qui circule ?

### 2.a. Agrégations médiatiques

#### *La circulation et ses théories*

Quels types de circulations font sens dans le cadre de la production d'un régime discursif ? Il existe diverses manières de mettre en évidence la circulation d'objets sociaux. Toute théorie se définit par des ambitions, des objectifs spécifiques et privilégie une dimension des phénomènes de circulation sur les autres ; les théories s'autorisent de conceptions parfois incompatibles de la circulation des connaissances et poursuivent des phénomènes circulatoires distincts. La diversité des points de vue sur la circulation est illustrée par l'antagonisme de la théorie tardienne ou l'épidémiologie des représentations de Dan Sperber d'un côté, la théorie



médiologique de l'autre<sup>1</sup>. La conception tardienne de la circulation est attentive aux déplacements de contenus et d'états mentaux au détriment de la dynamique technique qui les rend possibles. A l'inverse, la conception médiologique sacrifie la dimension sémiotique des objets de transmission au profit d'une analyse globale de leur technicité. L'opposition de ces deux courants de pensée illustre un intérêt pour les phénomènes de circulation qui, loin de correspondre à un paradigme unifié, s'exprime diversement selon les objets analysés. De la sorte, il convient de clarifier l'objectif visé par la mise en évidence des mécanismes de circulation afin de déterminer les outils théoriques adéquats à sa réalisation.

### ***Agrégation d'espaces médiatiques***

L'objectif poursuivi par la mise en évidence de phénomènes de circulation entre les trois pôles discursifs a été présenté lors de la discussion des notions de formation discursive, d'interdiscours et de formule. Il s'agit de rendre compte des circulations énonciatives et discursives entre les pôles et de les expliquer, à partir de l'étude des textes, à *la fois* par des pratiques d'acteurs et par des contraintes médiatiques. Le recours à la notion de circulation s'appuie sur l'intuition qu'elle permet de mettre en évidence la cohérence des conceptions et des énoncés produits par des pôles différents. L'intérêt de mettre en évidence des mécanismes circulatoires est donc de chercher 1) à montrer dans quelle mesure les circulations entre les pôles discursifs contribuent à rendre comparables les énoncés produits par ceux-ci, 2) à faire exister les pôles dans un espace médiatique unifié, 3) à rendre intelligible la normativité commune aux trois pôles. L'espace médiatique n'est pas uniforme ; il existe de multiples espaces médiatiques sans cesse disloqués ou rassemblés dans une dynamique perpétuelle. La production d'un régime discursif est le fruit du surgissement de pratiques énonciatives au sein de pôles distincts, du croisement des espaces médiatiques forgés par ces pôles et de la confrontation des normes qu'ils mettent en scène.

Pour répondre à cet enjeu, le chercheur se montre attentif à la constitution de rapports interdiscursifs entre les pôles par la dissémination des référents sociaux, des pratiques explicites et implicites d'un pôle à l'autre. Il observe d'abord la formation de foyers privilégiés de la production de significations, au sein d'espaces médiatiques propres. Puis il montre l'émergence d'un régime discursif à travers la dynamique d'unification de ces espaces

---

<sup>1</sup> L'opposition dressée ici reprend à gros traits les conclusions d'une analyse d'Yves Jeanneret, *Penser la trivialité. Vol. 1 : la vie triviale des êtres culturels*, Paris, Hermès-Lavoisier, 2008, p.27-44.

médiatiques. Ce processus d'agrégation médiatique peut être caractérisé dans le cas du régime discursif de la participation.

### ***Opérations de commensurabilité***

La première caractéristique de ce processus est de rendre commensurables les discours élaborés par les pôles. Le champ de la circulation est modélisé par l'existence de trois pôles : pôles symboliques ne disposant pas nécessairement d'un lieu géographique homogène, mais produisant chacun des matériaux discursifs cohérents. La cohérence interne de ces matériaux et leur distinction est régie par la spécificité des espaces médiatiques dans lesquels ils évoluent. Tant qu'ils existent dans des espaces différents, ils sont incommensurables. Cela signifie qu'il n'existe pas d'interprétation commune pour les discours qu'ils élaborent<sup>1</sup>.

En revanche, un régime discursif commence à se former à partir du moment où les espaces médiatiques entrent en contact et où les matériaux discursifs produits par les pôles deviennent comparables – la comparaison étant ici la conséquence de phénomènes de circulation et d'unification médiatique. Les opérations de commensurabilité sont l'ensemble des opérations de circulation et d'agrégation médiatique par lesquelles les discours produits par chacun des pôles deviennent comparables.

Ces circulations, en produisant des condensations discursives dans des référents sociaux, en disséminant des significations dans des pôles discursifs, contribuent en effet à l'extension des « communautés interprétatives »<sup>2</sup>. Stanley Fish décrit sous ce terme des groupes constitués d'individus que leurs pratiques, leurs habitudes communes, amènent à adopter des interprétations normalisées des textes ou des objets culturels auxquels ils sont confrontés. Par exemple, des étudiants d'histoire et de littérature, en vertu des propriétés des communautés interprétatives qu'ils forment, n'attribueront ni le même rôle ni la même signification à un objet culturel, les uns insistant sur sa fonction documentaire, les autres sur sa fonction poétique et esthétique. Mais alors que Fish a tendance à considérer ces communautés comme des ensembles préconstitués et ne s'intéresse guère à leur processus de formation, on peut

---

1 La notion d'incommensurabilité est reprise à Thomas Kuhn, *The structure of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962. Kuhn l'emploie pour exprimer les différences de structure qui ôtent à deux paradigmes différents toute commune mesure. Elle est ici employée pour signifier l'incommensurabilité médiatique de deux notions évoluant dans des sphères médiatiques isolées l'une de l'autre.

2 Stanley Fish, *Quand lire c'est faire. L'autorité des communautés interprétatives*, Paris, Les prairies ordinaires, 2007 [1980, trad. de l'anglais par Etienne Dobenesque].

montrer que les mécanismes d'agrégation médiatique contribuent à la formation des communautés d'interprétation. En effet, la mise en commensurabilité des énoncés produits par les pôles n'a rien d'une circulation mécanique. Elle rend comparables les discours des pôles en fournissant aux acteurs qui y sont engagés des ressources descriptives, explicatives, normatives communes.

Si les pôles forment un régime discursif, ce n'est ni par la juxtaposition des espaces dans lesquels ils s'inscrivent, ni par la seule dissémination de leurs énoncés d'un espace à l'autre. L'agrégation médiatique est en effet le fruit de l'élaboration d'un espace commun de réflexion et d'appréhension du monde. Pour cette raison, il serait réducteur d'analyser la circulation du sens hors de toute considération des pratiques et des interactions dans lesquelles elle prend place. Cela suppose, sinon une théorie, du moins une attention particulière aux phénomènes de circulation qui conduisent à la production du régime discursif de la participation. A ce stade, il ne semble guère possible de rendre compte de l'ensemble des mécanismes qui concourent à la production du régime discursif : ceux-ci sont trop nombreux, trop foisonnants. Par ailleurs, l'enjeu de ce chapitre est avant tout de montrer l'existence d'une unité entre les différents pôles et non de recenser la totalité des phénomènes de communication entre les pôles. On se contentera donc d'indiquer quelques pistes d'étude de la formation du régime, à travers une modélisation schématique et des exemples.

Selon un modèle minimal, la circulation est bornée par deux types de phénomènes : une « circulation-déplacement » et une « circulation-immobile ». La circulation-déplacement correspond aux mécanismes de déplacement des référents sociaux, la circulation-immobile à l'élaboration de condition d'appréhension commune des objets disparates forgés par les pôles discursifs. Dans l'intervalle entre ces deux phénomènes idéaux-typiques prennent place différentes actions de médiation.

## **2.b. Circulation-déplacement**

La première forme de circulation qui contribue à l'agrégation des espaces médiatiques et à la production d'un régime discursif de la participation est la circulation-déplacement. Selon l'analyse en termes de circulation-déplacement, les pôles sont atomisés, mais des éléments produits par un pôle peuvent s'immiscer dans l'ensemble énonciatif d'un autre pôle et

produire ainsi un effet de cohésion. L'analyse doit ainsi être attentive aux différents objets qui se déplacent d'un pôle vers l'autre. Cette logique de cohésion est flagrante lorsqu'une publication d'un pôle fait référence à la publication d'un autre pôle<sup>1</sup>. Ce cas, rare dans le corpus, forme néanmoins d'intéressantes boucles. Le rapport de l'OCDE *La technologie contestée* fait référence à la revue *Survivre* au sujet de la critique des sciences<sup>2</sup>. Ce même rapport fait l'objet d'une publicité dans le bulletin académique *Pandore*<sup>3</sup>. Les trois pôles se trouvent ainsi réunis par le biais de deux publications. L'évocation de *Survivre* dans *La technologie contestée* offre une image de la critique des sciences au public du pôle technocratique. De même, la publicité faite par *Pandore* à ce rapport laisse entendre que les publications du pôle technocratique sont connues des acteurs du pôle académique. Mais ce cas est rare et, bien qu'il soit significatif de l'unité des trois pôles, d'autres situations de circulation de référents jouent un rôle d'assemblage. Plutôt qu'une typologie des différents éléments circulant entre les pôles, il a paru intéressant d'illustrer ce point par l'analyse plus précise de la circulation de quelques objets.

### ***Circulation de référents sociaux***

Parmi les référents sociaux circulant au sein des trois pôles, celui qui semble tout d'abord le plus visible et le plus facile d'approche est l'ensemble des références bibliographiques des textes étudiés. Cette observation est rendue possible par la caractéristique commune aux textes qui consiste à citer les sources qui nourrissent leur argumentation. Cette caractéristique n'est pas stable, car les revues de sociologie des sciences citent leurs sources de façon plus exhaustive que les autres publications, tandis que certains rapports de l'OCDE contiennent peu de références à d'autres textes. De plus, les textes cités sont rarement communs aux trois pôles. Néanmoins, les publications des trois pôles mettent en œuvre une pratique de la citation. Cette pratique donne l'occasion d'observer le recours à des références communes qui impliquent une unification des énoncés. Ces références sont autant de « lieux discursifs » communs<sup>4</sup>.

---

1 Cette remarque s'appuie sur une opération de relevé des références aux publications issues d'un pôle par les publications d'un autre pôle. Voir Annexe 2.B, 2.5.

2 *La technologie contestée. Participation du public et prise de décision en matière de science et de technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1979, p.45.

3 *Pandore*, 8, avril 1980, p.14.

4 Alice Krieg-Planque, « « Formules » et « lieux discursifs » : propositions pour l'analyse du discours politique – entretien avec Philippe Schepens », *Semen*, 21, 2006, p.19-47.

Jürgen Habermas apparaît par exemple comme une référence partagée par les trois pôles<sup>1</sup>. Cet auteur ne constitue pas une référence privilégiée des pôles, mais seulement une référence partagée dans la mesure où il est cité au moins une fois par chaque pôle. On peut noter que le rôle rempli par ces référents sociaux est conflictuel. Aucune référence commune aux trois pôles ne fait l'objet d'un engouement général. Cette ambiguïté est significative dans le cas des travaux d'Habermas, qui paraissent constituer une contre-référence plus qu'une référence pour les différents pôles.

### ***La trivialité critiquée***

En effet, dans le pôle militant, la référence à Habermas apparaît dans *Impascience* en 1975 (*La technique et la science comme idéologie* a été traduit en français en 1973). Un article mentionne :

« Signalons aussi et sans y insister pour l'instant, l'apparition d'une tendance idéologique nouvelle dans la gauche officielle. Lié à la montée du parti socialiste et s'exprimant dans le renouveau récent en France des vieilles thèses de l'école de Francfort et de ses associés (Marcuse déjà, mais maintenant aussi Habermas, Adorno, Horkheimer, etc.) peut se développer un discours où l'insertion sociale de la science et sa subordination au politique soient reconnus et analysés mais dans une direction théoriquement idéaliste et pratiquement néo-réformiste »<sup>2</sup>.

Une telle formulation, on l'aura compris, n'a rien de flatteur dans les lignes d'*Impascience*, revue pour laquelle le réformisme et le néo-réformisme constituent des contre-modèles de l'action politique. L'auteur de l'article reproche à ce courant de persister à penser la science et la politique comme deux objets distincts. Un peu plus loin dans le même numéro, on trouve dans une bibliographie une note commentée de *La technique et la science comme idéologie*, dans laquelle l'auteur défend les thèses de Marcuse contre celles d'Habermas, jugées trop peu critiques. Marcuse est présenté comme « plus contradictoire, mais (donc) plus intéressant »<sup>3</sup>. Habermas ne bénéficie donc pas d'une réception enthousiaste au sein du pôle militant. Le pôle technocratique n'accorde pas non plus de grandes discussions à Habermas : l'auteur est seulement évoqué dans la bibliographie du rapport *La technologie contestée*. Cependant, compte tenu des pratiques de citation des rapports de l'OCDE, ce traitement n'est pas

---

1 L'analyse qui suit s'appuie sur une opération de relevé des références aux auteurs « référents sociaux » dans l'ensemble du corpus. Voir Annexe 2.B, 2.3.

2 « Par delà le bien et le mal ou le « changement » dans l'idéologie de la science », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.18.

3 « Vous m'en mettez deux ou trois livres », *Impascience*, 1, hiver 1975, p.47.

exceptionnel : les rapports discutent rarement des auteurs, mais y recourent le plus souvent pour illustrer des courants de pensée.

L'auteur est en revanche plus discuté par le pôle académique, cité aussi bien par *Pandore* que *Fundamenta scientiae* et *Culture technique*. Cet engouement plus fort du pôle académique s'explique à la fois par le statut universitaire de l'auteur et par la date de sa traduction (1973, publication un peu tardive en particulier pour le pôle militant qui dispose de peu de temps pour l'assimiler). Mais c'est encore une fois un statut singulier que lui réservent les publications académiques. La première référence à Habermas concernant directement le pôle académique est effectuée au cours du séminaire *Incidences des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique*, dirigé par Philippe Roqueplo et Pierre Thuillier. Dans le texte introductif du rapport du séminaire, Roqueplo évoque les thèses d'Habermas et leur donne un statut ambigu. Il souligne qu'elles ont été « *âprement contestées* » lors du séminaire, tout en leur reconnaissant de dénoncer un processus réel : « *la technique et la science enveloppent idéologiquement le corps social, tandis que, en même temps, elles le pénètrent pratiquement de façon de plus en plus intense* »<sup>1</sup>. C'est donc une reconnaissance en demi-teinte dont disposent les travaux d'Habermas, même dans le pôle académique. Cités par tous les pôles, ils offrent des objets de réflexion, tout en étant rejetés en comparaison d'autres textes. On reconnaît là l'une des intuitions du mal qui affecte les objets triviaux : leur capacité à circuler et à infuser des espaces sociaux distincts ne va pas sans des processus d'illégitimation et de mise à distance.

### ***La double fonction des référents sociaux***

Le rôle unificateur des référents sociaux est double. Comme le font remarquer Pierre Fiala et Marianne Ebel, le recours à un référent social implique que les acteurs prétendent savoir ce que « signifie » cette référence. Les sens qui lui sont attribués ne sont aucunement stables : les travaux d'Habermas sont considérés comme une version édulcorée de la philosophie de Marcuse par le pôle militant, tandis que le pôle académique l'associe plus fréquemment à une œuvre épistémologique<sup>2</sup>. Une première fonction est donc de créer une unification à un niveau superficiel, par le recours à un signifiant. Mais à un second niveau, ce signifiant est porteur de

---

1 Philippe Roqueplo, « Introduction », p.1-69 in Philippe Roqueplo, Pierre Thuillier (dir.) / *Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique*, Paris, CORDES, 1976, p.24.

2 Dans *Fundamenta scientiae*, Baudouin Jurdant le met par exemple sur un même plan que Paul Feyerabend et Imre Lakatos, Baudouin Jurdant, « Free paradigms », *Fundamenta scientiae*, 1, 1980, p.356.

significations relativement normées : le nombre d'interprétations qu'il permet est cerné. Par conséquent, les signifiants référents bornent des types d'interprétations, solidifient les représentations de groupes sociaux et des thèses qui les animent.

Les références aux travaux de Jacques Ellul manifestent cette dualité. Cet auteur n'est pas cité dans les publications du pôle militant. En revanche, le pôle technocratique comme le pôle académique l'évoquent. Bien qu'ils en fassent des interprétations différentes, les auteurs qui le citent lui attribuent un rôle de représentation commune. Les travaux de Jacques Ellul répondent alors aux deux fonctions du référent social : d'une part, ils circulent superficiellement en tant que trope et figure de discours, d'autre part leur mobilisation participe de l'élaboration de conceptions communes de l'histoire des études sur la science et du mouvement de critique des sciences et de la rationalité. Cette double fonction peut être illustrée au moyen des citations qui sont faites au sujet d'Ellul par le pôle technocratique et le pôle académique.

Joseph Coates, dans un rapport de l'OCDE, critique par exemple Ellul et d'autres intellectuels critiques de la technologie, pour leur incapacité à saisir le fonctionnement concret de l'administration de la science : ils « *n'effleurent que rarement les problèmes de l'administrateur, du législateur ou de l'homme d'affaires – que ferai-je lundi matin ?* »<sup>1</sup>. En mettant sur le même plan les travaux d'Ellul et de Theodore Roszak, il construit une conception de l'intellectuel critique de la science animé par des préoccupations d'analyse systématique et peu au fait des fonctionnements concrets. On trouve dans *Pandore* une critique qui rejoint celle-ci, car Ellul y est présenté comme le concepteur d'un discours moralisateur, coupé des mécanismes concrets de l'administration des sciences. La présentation du *Bulletin of STS* (dont Ellul est l'un des co-fondateurs) mentionne ironiquement que les articles d'Ellul portent toujours sur la « *responsabilité-des-chercheurs-qui-ont-connu-le-pêché* »<sup>2</sup>. Selon une première représentation, Ellul est donc associé à un type de critique de la science déconnecté de la réalité des pratiques scientifiques.

Selon un deuxième type de mobilisation, les travaux d'Ellul sont présentés comme porteurs d'un apport important pour l'histoire des techniques. Michel Callon le cite par exemple parmi

---

1 Joseph Coates, « L'identification et la sélection des thèmes et des priorités pour les études d'évaluation sociale de la technologie », *Principes méthodologiques pour l'évaluation sociale de la technologie*, Paris, Publications de l'OCDE, 1975, p.62.

2 « Présentation du *Bulletin of STS* », *Pandore*, 16, décembre 1981, p.29

les travaux analysant les conséquences sociales de la technologie<sup>1</sup>, et *le système technicien* est présenté dans une bibliographie de *Pandore* comme « *un effort très rigoureux pour dégager un modèle général de l'interaction technique/société. [...] Très important* »<sup>2</sup>. Les travaux d'Ellul servent ainsi à l'élaboration de deux conceptions différentes : d'une part, ils sont mobilisés dans la production d'une représentation d'une critique des sciences moralisatrice et coupée des pratiques et d'autre part, ils symbolisent un effort systématique d'analyse des rapports entre sciences, techniques et société. De cette manière, les référents sociaux unifient les pôles non seulement par la circulation d'un même signifiant, mais aussi par le fait qu'ils catalysent des signifiés privilégiés communs au sein des pôles.

## 2.c. Circulation-immobile

### *Pratiques du document*

Les circulations qui unifient l'espace médiatique peuvent d'abord être considérées sous la forme des déplacements de référents sociaux. Mais comme le font remarquer Igor Babou et Joëlle Le Marec, « *ce qu'on appelle « circulation des savoirs » n'est pas uniquement une mise en circulation (d'objets, de représentations)* »<sup>3</sup>. L'analyse de la circulation prend alors pour cible l'ensemble des productions spécifiques dans lesquelles se jouent les transformations matérielles des objets en transfert. Babou et Le Marec relèvent que l'existence de ces productions est la plupart du temps effacée par les modèles stratégiques de communication au profit d'un modèle de la communication « *comme cheminement entre pôles* »<sup>4</sup>. Les circulations pertinentes à mettre en évidence ne sont pas seulement de cet ordre. il existe aussi une circulation des savoirs sans déplacements, ou circulation-immobile.

L'existence d'un espace médiatique commun et de pratiques énonciatives homogènes provient aussi de la constitution d'un terreau culturel qui ne peut se schématiser sous la forme d'un déplacement. Pour illustrer cet aspect, on peut rebondir sur la notion de référent social et la circulation des auteurs. On l'a vu, la circulation du nom d'un auteur ou d'un ouvrage, d'un

---

1 Michel Callon, « Pour une sociologie des controverses technologiques », *Fundamenta scientiae*, 2, 1981/3-4, p.381-399.

2 Daniel Cérezuelle, « Bibliographie », *Pandore*, 10, octobre 1980, p.37. Il est à noter que Daniel Cérezuelle a participé à *Survivre*. On revient plus loin sur l'importance des médiations opérées par les parcours individuels.

3 Igor Babou, Joëlle Le Marec, « Les pratiques de communication professionnelle dans les institutions scientifiques. Processus d'autonomisation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3, 2008/1, p.115-142.

4 Igor Babou, Joëlle Le Marec, *Ibid.*, p.139.



pôle à l'autre, engage plus que la seule mobilisation d'un signifiant. Un ensemble de signifiés est saisi en même temps que le signifiant. Les textes sont porteurs d'éléments divers qui ne peuvent être analysés seulement dans les termes d'une circulation. Il s'agit alors de répertorier, entre les différents textes : des références et des bibliographies, des théories, des exemples, des événements. De ce maillage émerge le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. De même que la société est chez Durkheim un tout supérieur à la somme de ses parties, la communication entre les pôles excède les seules circulations-déplacements matériels. Le maillage de références, de théories et de textes n'est pas un simple réseau de circulation. Il implique une culture, des attentes et des représentations communes.

### ***L'exemple de la collection Science Ouverte***

Les ouvrages de la collection Science Ouverte constituent à cet égard un exemple intéressant<sup>1</sup>. La collection est créée en 1970 sur une orientation plutôt épistémologique et dirigée par le biologiste Max de Ceccatty. Elle est reprise en 1972 par Jean-Marc Lévy-Leblond qui en fait une entreprise dynamique, entre militantisme et vulgarisation<sup>2</sup>. Les publications du corpus sont souvent marquées par des références aux ouvrages de la collection Science Ouverte, de Barry Commoner à Paul Feyerabend, en passant par le texte phare de la critique des sciences, *(Auto)critique de la science*. La collection est particulièrement significative car elle est attachée au pôle militant (par la présence de Jean-Marc Lévy-Leblond et l'origine souvent militante des textes qui y paraissent) tout en offrant de nombreux débats au pôle académique. Les titres publiés dans cette collection apparaissent, pour certains, comme des référents sociaux. Mais ils ne sont pas seulement des signifiants circulants ; ils sont aussi considérés, du moins par certains acteurs, comme les éléments d'un champ culturel qui rassemble une communauté. Bruno Latour écrit par exemple au sujet de *Lucy, the beginnings of humankind* (D. Johanson et M. Edey) : « Voilà un livre écrit exprès pour être traduit dans Science Ouverte, à condition qu'on y insère l'opinion des chercheurs français »<sup>3</sup>. Il exprime ainsi un avis sur les ouvrages publiés dans la collection, qui sont par ailleurs régulièrement discutés dans *Pandore*.

---

1 L'analyse qui suit s'appuie sur une opération de relevé des références à la collection *Science Ouverte* dans l'ensemble du corpus. Voir Annexe 2.B, 2.1.

2 Entretien avec Jean-Marc Lévy-Leblond, 15 novembre 2006.

3 Bruno Latour, « Note de lecture sur D. Johanson et M. Edey, *Lucy, the beginnings of humankind*, 1981 », *Pandore*, 14, juin 1981, p.13.

La notion de circulation-déplacement rend imparfaitement compte de ce type de situation, car il s'agit avant tout de mettre en évidence les pratiques d'appropriation et de créativité des acteurs des pôles. Tandis que la circulation-déplacement suppose l'invariabilité du référent, la circulation-immobile rend compte des créations élaborées par les acteurs *à partir* d'un référent, sans que celui-ci soit nécessairement mobilisé. L'exemple de la collection Science Ouverte montre qu'à travers la mise en circulation de référents, des pratiques se constituent, des attentes aussi, par lesquelles les acteurs génèrent des significations. Ce n'est donc pas un rapport à des formules ou des référents isolés que les acteurs construisent. A travers les mises en circulation de signifiants se constituent peu à peu des pratiques documentaires autonomes et des attentes vis-à-vis des documents, qui relèvent d'un fonds culturel commun. Ce fonds culturel peut être défini comme lieu symbolique dans lequel des acteurs cherchent des ressources d'interprétation. Si tous les ouvrages de Science Ouverte ne sont pas cités, il est en revanche patent que la collection fournit un espace de réflexion aux acteurs des trois pôles. L'analyse de la circulation est alors indissociable de celle des interprétations des acteurs, des analyses qu'ils produisent des objets culturels auxquels ils sont confrontés. Le sens est produit par des mécanismes de reconfiguration et de recomposition mais aussi par les phénomènes circulatoires de distribution sociale à travers lesquels les sens se trouvent matérialisés dans des objets qui les renouvellent.

### 3. Médiations

La production du régime discursif de la participation est liée à des phénomènes de circulation entre les pôles. Deux types essentiels de circulations bornent ces phénomènes : une circulation-déplacement, selon laquelle des référents sociaux font l'objet de mobilisations par les pôles et une circulation-immobile au cours de laquelle les pôles établissent une culture commune, c'est-à-dire discutent et créent des horizons d'attente communs. Ces deux formes de circulation ont été illustrées. Mais entre les deux, une grande diversité de médiations est opérée et accompagne le déplacements des objets et les pratiques de réinvestissement culturel. Trois formes de médiations sont particulièrement visibles : les lieux de médiation, les acteurs médiateurs et le travail de production de frontières entre les pôles. Ces opérations de médiation ne suffiraient pas à modéliser les phénomènes de circulation et d'unification du régime discursif étudié, mais elles indiquent des situations significatives de la production du régime discursif.

### 3.a. Médiations individuelles

#### *Des acteurs aux multiples casquettes*

La circulation des individus d'un pôle à l'autre est un premier indice du rapprochement des discours produits par chaque pôle. Plusieurs individus constituent en effet des références communes à deux pôles, voire aux trois. Certains chercheurs, à partir du militantisme des années 1968, s'impliquent par exemple dans la réflexion sur les sciences menée à l'Université : c'est le cas de Jean-Marc Lévy-Leblond, Jacqueline Feldman, John Stewart, Françoise Laborie<sup>1</sup>, Roger Godement ou encore Philippe Roqueplo. Ils participent alors aux publications de la sociologie des sciences (Jean-Marc Lévy-Leblond publie dans *Pandore* et appartient au comité éditorial de *Fundamenta scientiae*<sup>2</sup>, John Stewart, acteur du pôle militant, intervient à quelques reprises dans *Pandore*, Daniel Cérezuelle, qui a participé à *Survivre*, participe aussi à *Pandore*). Inversement, certains acteurs dont l'inscription est avant tout académique participent aux publications du pôle militant (Baudouin Jurdant et Charles Alunni<sup>3</sup> publient des articles dans *Impascience*). Des relations similaires existent entre le pôle technocratique et le pôle universitaire, à travers les parcours d'acteurs comme André Staropoli (membre du groupe d'ethnotechnologie et salarié de l'administration française au ministère de l'agriculture), Jean-Jacques Salomon (qui, après avoir longuement travaillé pour l'OCDE, dirige le premier DEA Sciences, Technologies, Sociétés au CNAM).

#### *Une mise en continuité*

Pour ces acteurs, bien souvent, l'existence de pôles discursifs distincts ne fait aucun sens. Par leur posture médiatrice, ils créent des zones de continuité entre les pratiques et les conceptions de la science et des rapports science-société. C'est donc dans l'articulation d'une circulation-déplacement et d'une circulation-immobile qu'il faut interpréter les mécanismes d'unification. Pour illustrer ce type de circulation, on peut évoquer rapidement les parcours de deux acteurs : Philippe Roqueplo et Jean-Jacques Salomon<sup>4</sup>. Leurs parcours manifestent

---

1 Le parcours de ces quatre acteurs mériterait une analyse plus approfondie, tant ils sont impliqués « à la fois scientifiquement et politiquement » dans le questionnement sur science et société. Entretien avec John Stewart, 12 octobre 2006.

2 On peut ajouter la présence de Giovanni Ciccotti au comité de rédaction et de Marcello Cini et Liliane Stéhelin au comité d'orientation de *Fundamenta scientiae*.

3 Alunni mentionne cette implication dans *Impascience* dans : Charles Alunni, « L'operaismo ou de l'araignée au tisserand. 1978-2008 », [en ligne].

4 L'analyse qui suit renvoie à une opération de relevé des références à ces deux personnalités. Voir Annexe 2.B, 2.2. Le choix de Roqueplo et Salomon pour cette illustration est lié, d'une part, à la variété de leurs parcours respectifs

l'absence relative de barrières entre pôles. Les marques de leur circulation constituent des figures qui interagissent à la fois avec l'identité d'un pôle discursif et avec les sens globaux attribués au sein du régime discursif analysé. Pour un individu donné, il est alors nécessaire d'analyser les différentes qualifications dont il fait l'objet et les manières dont il se qualifie lui-même afin de comprendre le tissage d'interconnexions entre les différents pôles et la dispersion des sens. Ces deux exemples montrent ainsi deux modes de gestion de la continuité : l'une s'élabore dans une négation des frontières tandis que l'autre est plutôt de l'ordre du faufilement entre les frontières et assume une ambiguïté plus grande.

Philippe Roqueplo est une personnalité de l'hétérogène<sup>1</sup>. Elève de l'école Polytechnique à la fin de la guerre, il en garde un souvenir amer et décide d'aller « vivre une expérience différente ». Il suit alors une formation chez les dominicains, pendant 7 ans. Dès la fin des années 1950, il pilote des recherches sur les probabilités pour le compte d'Electricité de France (EDF) et enseigne en parallèle la philosophie des sciences à l'Institut Catholique de Paris. En mai 68, il prend activement part au mouvement et en 1972 participe à la publication de *Politique hebdo*, hebdomadaire dont il tient la rubrique sciences. Il y écrit des articles pour la nationalisation de Thomson, les embouteillages, l'avortement, ce qui lui attire les foudres de Rome et le soutien de son ordre dominicain – jusqu'à son excommunication. En 1974, il dirige un séminaire à la MSH, qui correspond à la sortie de son livre sur *Le partage du savoir*. Puis il entre au CNRS au milieu des années 1970 et au ministère de l'Industrie. C'est Thierry Gaudin, son patron immédiat, qui lui propose de travailler pour *Culture technique* à partir du milieu des années 1970. En 1976, il fait partie de l'équipe de lancement de *La gazette nucléaire* (avec Monique Senné), journal de critique de la politique nucléaire.

Il assume ce positionnement à la rencontre de multiples espaces, de façon significative dans son introduction au texte du séminaire du CORDES :

*« Certains membres du séminaire m'ont demandé d'explicitier ici le lieu d'où je parle moi-même. Exigence redoutable. Ce lieu est d'abord le suivant : non seulement celui de responsable du fonctionnement du séminaire, mais celui de responsable de sa constitution. La plupart des membres ont été cooptés par moi. Sur quelles bases ? Pour y répondre, je ne puis que fournir quelques éléments de mon « curriculum vitae » : 10 ans de pratique dans un centre de recherche dans*

---

et, d'autre part, au fait que la question de la participation aux choix technologiques se trouve au cœur des ouvrages qu'ils publient respectivement au début des années 1980. Jean-Jacques Salomon, *Prométhée empêtré. La résistance au changement technique*, Paris, Pergamon Press, 1982 ; Philippe Roqueplo, *Penser la technique. Pour une démocratie concrète*, Paris, Seuil, 1983. tous deux publient au début des années 1980 des ouvrages

1 Entretien avec Philippe Roqueplo, 14 mai 2007.

*une grande entreprise. En parallèle : enseignement de la philosophie des sciences et rôle de conseiller à l'Union Catholique des Scientifiques Français. Puis : chroniqueur scientifique à Politique Hebdo ; recherche sur la vulgarisation scientifique. Engagement dans quelques combats : libéralisation de l'avortement ; lutte contre le programme nucléaire actuel... Soit plus de 17 ans de présence aux milieux scientifiques. C'est de ce lieu que j'ai pu rassembler la majorité des membres du séminaire pour, ensuite, en analyser le fonctionnement et rédiger la présente introduction »<sup>1</sup>.*

Il ressort à la fois une hétérogénéité revendiquée de ce parcours et le sentiment d'une grande homogénéité, avec l'idée d'une « *présence aux milieux scientifiques* ». L'exemple de Philippe Roqueplo tend ainsi à démontrer que pour certains acteurs, la circulation d'un pôle à l'autre ne fait sens que dans la mesure où un ensemble plus vaste, les milieux scientifiques, les justifie.

Mais ces voyages entre différents pôles peuvent aussi revêtir une dimension conflictuelle, illustrée par le cas de Jean-Jacques Salomon, personnalité de l'entre-deux plutôt que de l'hétérogène. Il est l'un des initiateurs du questionnement STS en France, notamment avec la publication de *Science et politique* en 1970<sup>2</sup>. Il appartient aussi bien au pôle technocratique, en tant qu'acteur central de la division des politiques scientifiques de l'OCDE (de 1963 à 1978)<sup>3</sup>, qu'au pôle académique, en tant que responsable du premier DEA STS au CNAM. Il n'est pas non plus complètement absent des textes du pôle militant, puisque l'un des articles d'*Impascience* le mentionne. Mais alors, il ne suffit pas d'observer la référence qui lui est faite, il est nécessaire d'examiner le paratexte. En l'occurrence, il s'agit dans *Impascience* d'un article consacré au changement dans l'idéologie scientifique, qui évoque un colloque organisé en septembre 1974 sur « *Biologie et devenir de l'homme* »<sup>4</sup>, présidé par Robert Mallet et qui aboutit à la fondation du Mouvement Universel pour la Responsabilité des Scientifiques. Jean-Jacques Salomon figure parmi les participants et est associé par l'auteur de l'article aux « *personnages au goût du jour* » chargés de donner au colloque une caution intellectuelle libérale. Il est qualifié plus précisément de « *directeur des affaires scientifiques à l'OCDE, [...] technocrate moderniste à vernis philosophique* »<sup>5</sup>.

1 Philippe Roqueplo, « introduction », p.1-69 in Philippe Roqueplo, Pierre Thuillier (dir.) / *Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique*, Paris, CORDES, 1976, p.14.

2 Jean-Jacques Salomon, *Science et politique*, Paris, Seuil, 1970.

3 Muriel Le Roux, Girolamo Ramunni, « L'OCDE et les politiques scientifiques. Entretien avec Jean-Jacques Salomon », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 3, novembre 2000.

4 « Par delà le bien et le mal, ou le « changement » dans l'idéologie de la science », *Impascience*, 1, 1975, p.14-18.

5 *Ibid.*, p.18.

Ce qualificatif peu flatteur renvoie selon Salomon à l'ambivalence profonde de son rôle. Il se remémorait, lors d'un entretien, avoir été considéré par les milieux scientifiques traditionnels comme un marxiste, dans la mesure où il s'inscrivait dans une tradition de planification du développement scientifique surplombée par la figure marxiste de Bernal<sup>1</sup>. Mais immédiatement, il ajoutait se souvenir aussi des accusations qui lui étaient faites par les milieux scientifiques de gauche d'être au service des Etats-Unis, l'OCDE étant perçue comme une institution de promotion des intérêts états-uniens en Europe. Salomon occupe ainsi une double posture et l'ambivalence qui en résulte constitue le prix d'une mise en continuité des différents domaines d'interrogation sur la science. L'exemple de son parcours montre que la circulation entre les pôles n'a pas lieu sans accrocs et que les médiations individuelles produisent des continuités qui peuvent parfois être contestées ou soulever des conflits. Cet aspect sera développé plus loin.

### 3.b. Médiations locales

La seconde série d'actions de médiation n'est pas seulement le fait de parcours individuels et correspond à des pratiques d'encadrement institutionnel. Le corpus initial a été constitué pour observer des pôles discursifs homogènes par rapport à des projets spécifiques (critique militante, technocratique, académique). Il est alors profitable, pour montrer les liens entre ces pôles, de ne pas s'y cantonner et d'observer certains des inter-espaces médiatiques au sein desquels les acteurs de pôles distincts se rencontrent et confortent des objets discursifs communs. A ce titre, trois manifestations retiennent l'attention pour le rôle de médiation qu'elles tiennent<sup>2</sup>. Il s'agit du colloque de Saint-Paul de Vence, du séminaire « Incidences des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique » et de la conférence « Sciences et démocratie » organisée par le Conseil de l'Europe<sup>3</sup>. Chacun de ces événements

---

1 Entretien avec Jean-Jacques Salomon, 25 mai 2007.

2 D'autres manifestations de rencontre entre les pôles pourraient être évoquées. On note par exemple la participation de militants de la critique des sciences à des initiatives épistémologiques comme le « séminaire sur les fondements des sciences » organisé à l'ULP de Strasbourg par H. Barreau, J. Leite Lopes, G. Monsonego, M. Paty, dont les actes sont publiés dans *Les cahiers Fundamenta scientiae* (publication qui précède la revue analysée). Deux numéros de *Fundamenta scientiae* datant de 1974 sont consacrés à ces militants : le 13 « Science et idéologie en débat » (débat en décembre 1972 entre Philippe Cazelle, Jean-Marc Lévy-Leblond, Michel Paty et Philippe Roqueplo), le 14 « Quelques considérations sur le rôle de la science dans le monde capitaliste, suivies d'un essai de bibliographie historique » (Bruno Vitale).

3 Ces trois rencontres sont analysées par le biais des publications auxquelles elles ont donné lieu. « Le colloque « Science et société » de Saint Paul de Vence », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973 ; Philippe Roqueplo, Pierre Thuillier (dir.) / *Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique*, Paris, CORDES,

donne à voir le croisement des logiques d'acteurs et de pôles distincts. Le premier est plus particulièrement l'occasion d'un croisement entre logiques technocratiques et militantes ; le deuxième, d'une rencontre entre logiques militantes et logiques académiques ; le troisième offre enfin l'occasion d'observer les interactions entre pôle technocratique et pôle académique. Ces rencontres remplissent le rôle de lieux de médiation en cristallisant les positions occupées par les pôles et en confrontant les discours dont ils sont porteurs.

### *Colloques et séminaires*

Le colloque de Saint-Paul de Vence est organisé du 5 au 7 juin 1972 à la fondation Maeght par l'OCDE et la DGRST. Cette rencontre, intitulée « Science et société », a pour ambition de réunir une quarantaine de chercheurs scientifiques afin de débattre du problème de la place de la science dans la société contemporaine. Ses organisateurs (Jean-Jacques Salomon, Jean-Pierre Bardos, André Staropoli) jouent volontairement la carte de l'éclectisme, en confrontant des personnalités aussi diverses que Jean-Marc Lévy-Leblond, Hilary et Steven Rose, Derek de Solla Price, Peter Weingart, Georges Thill, Evry Schatzman, Raymond Saint-Paul, Roger Godement, Jerome Ravetz. Cette volonté de « faire événement » à travers la rencontre inhabituelle d'acteurs habituellement attachés à des pôles distincts se ressent aussi dans l'organisation du colloque, qui forme quatre groupes d'une douzaine de participants, censés discuter de façon informelle à partir de thèmes définis par les organisateurs du colloque.

Le résultat est mitigé : le compte-rendu du colloque signale l'immobilisme qui a marqué les tables rondes et les problèmes de communication et de conservation des identités prennent régulièrement le pas sur la mise en discussion d'objets communs. Cependant, ce fonctionnement décousu donne paradoxalement au colloque une saveur *post-68* que de nombreux participants relèvent. Le groupe B est dissous au bout d'une journée et demie de débats, et certains de ses participants (Hilary Rose, Philippe Roqueplo, Jerome Ravetz) rejoignent le groupe D (animé entre autres par Steven Rose et Georges Thill). Le « nouveau » groupe D, ainsi reformé, abandonne les sujets prédéfinis par les organisateurs du colloque pour mettre en débat les nombreuses propositions de Hilary et Steven Rose, instituant ainsi une section gauchiste dont l'objectif est la révolution. Ce revirement inattendu du colloque, sous l'impulsion d'une partie de ses participants, achève de lui donner une image de

---

1976 ; *Futuribles*, Hors-série, « Science et démocratie, extraits de la IVe conférence parlementaire et scientifique organisée par la commission de la science et de la technologie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Florence en 1975 », 1977. Ce corpus est détaillé en Annexe 1.D.

*happening* politique, alors qu'il s'agit à l'origine d'un événement cadré par l'institution organisatrice. Surtout, il donne lieu à un encadrement singulier du discours du pôle militant (représenté ici par les participants du nouveau groupe D) par le pôle technocratique (représenté ici par les organismes organisateurs : OCDE et DGRST).

Le séminaire *Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique* quant à lui, illustre plutôt la rencontre entre pôle académique et pôle militant. Financé par le Comité d'Organisation des Recherches appliquées sur le Développement Economique et Social (CORDES), il confronte des acteurs souvent à la lisière des pôles académique et militant (Roqueplo, Lévy-Leblond, Jurdant, Stéhelin, Thill par exemple). Certains de ses participants y voient un moment important du renouvellement des études sur les sciences (Michel Callon, Baudouin Jurdant y voient un acte de naissance du domaine STS)<sup>1</sup>. D'autres (Jean-Marc Lévy-Leblond) y voient un compromis pour le pôle militant<sup>2</sup>. Il est marqué par la récurrence de débats sur l'opposition entre approche internaliste et externaliste des sciences et par l'utilisation fréquente d'éléments du vocabulaire marxiste (lutte des classes, idéologie, impérialisme, socialisme, superstructure, etc.).

La conférence « Science et démocratie », enfin, est organisée par le conseil de l'Europe, dans le cadre de la IVe conférence parlementaire et scientifique organisée par la commission de la science et de la technologie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Elle rassemble surtout des personnalités du monde politique et administratif européen (du côté français, entre autres : Pierre Piganiol, Louis Villecourt, le député André Boulloche) et des acteurs de l'OCDE (King, Salomon, Pollak), mais donne lieu à une discussion de thématiques universitaires. Michael Pollak y fait une intervention en tant que chargé de recherche de la direction de la science et de la technologie de l'OCDE, mais il est aussi à cette époque docteur en sciences sociales et inscrit dans le monde universitaire (il intervient dans le séminaire de Philippe Roqueplo et Pierre Thuillier)<sup>3</sup>.

Ces rencontres, outre le fait qu'elles rassemblent des acteurs impliqués dans divers pôles, donnent lieu à des mécanismes d'unification des discours. On note par exemple qu'au cours

---

1 Michel Callon, cité par Jean-Michel Berthelot, Olivier Martin, Cécile Collinet, *Savoirs et savants. Les études sur la science en France*, Paris, PUF, 2005, p.182-183. Entretien informel avec Baudouin Jurdant.

2 Entretien avec Jean-Marc Lévy-Leblond, 15 novembre 2006.

3 Pierre Lascoumes, « Les sciences et les techniques au prix de la démocratie », p.37-50 in Liora Israël, Danièle Voldman (dir.) / *Michael Pollak : de l'identité blessée à une sociologie des possibles*, Paris, Ed. Complexe, 2008.



de ces trois rencontres les acteurs défendent la conception d'une science collective, bien que sous des versions relativement différentes.

### ***Trois versions de la participation***

Les trois rencontres manifestent une préoccupation pour la science collective. Le colloque science et société évoque une « *science communautaire* », le séminaire Roqueplo-Thuillier, un « *contrôle démocratique du développement scientifique et technique* » et la conférence science et démocratie aborde la question de la « *démocratie participative* ».

Dans cette dynamique d'uniformisation de l'espace médiatique, des discours, des savoirs, des pratiques de références circulent qui participent de l'imposition d'un régime discursif commun. Parmi ces différents discours et savoirs, la notion de « science communautaire » constitue un exemple pertinent. Abordée –de façon marginale il est vrai- par les revues du pôle militant, la notion est absente des autres pôles. Mais à l'occasion du colloque de Saint-Paul de Vence, la notion va faire l'objet de circulations.

Au cours des débats du colloque de Saint-Paul de Vence, le Groupe D (qui rassemble le couple Rose, Roger Godement, Jerry Ravetz, Georges Thill, Evry Schatzman et d'autres) prend une coloration gauchiste (relevée par la plupart des comptes rendus du débat) et aborde les thèmes de la critique militante des sciences. L'une de ces thématiques est celle de la complémentarité entre « *science communautaire* » et « *science critique* ». Hillary Rose évoque les « *free clinics* » et explique : « *les médecins y travaillent sous le contrôle de leurs malades et de la communauté où ils vivent de façon à être sûr que leur action est au service du peuple et non un instrument d'oppression* »<sup>1</sup>. Jerome Ravetz reprend la notion en parlant de « *science communautaire* »<sup>2</sup>. A l'issue des débats, lors de la séance plénière, le terme est encore repris par Jerome Ravetz qui propose d'y substituer, sur la suggestion de Hilary Rose, celui de « *science des classes laborieuses* » (*Working Class Science*). Comme on le voit, la circulation du terme au sein d'un espace éditorialisé par le pôle technocratique (en l'occurrence, un colloque organisé par l'OCDE et la DGRST) est rendue possible par l'apparition au sein de cet espace des acteurs du pôle militant (le couple Rose, Jerome

---

1 Hillary Rose, « Groupe D, deuxième séance », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973, p.63-64.

2 Jerome Ravetz, « Groupe D, deuxième séance », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973, p.65

Ravetz). La notion de science communautaire, les expériences de *free clinics* circulent ainsi comme des savoirs d'expérience au sein d'espaces distincts.

Le colloque fera par ailleurs l'objet d'une médiatisation dans la presse (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Nice Matin*, *L'Express*), et la notion de participation à la science est alors identifiée par les journalistes. On peut ainsi lire dans *L'Express* un compte rendu du colloque présentant Steven Rose comme le chef de file des gauchistes intervenus au cours des trois jours, insistant sur son badge « *Science for People* » et lui prêtant les mots « *Si la recherche est importante pour la société, alors, tous doivent y participer* »<sup>1</sup>. On voit ainsi que la notion de participation fait une entrée claire dans le champ des médias de masse par le biais de ce colloque et de la médiatisation dont il fait l'objet.

La seconde rencontre pertinente est le colloque Science et démocratie. Il met lui aussi en circulation une conception de la participation, dont l'aspect dominant est cette fois la conception technocratique. On peut lire enfin dans *Futuribles*, « Hors-série 1977 », un compte rendu de l'intervention d'Emilio Daddario (initiateur américain de l'*Office of Technology Assessment*) dans une manifestation organisée par le conseil de l'Europe en 1975 :

*« Le message fondamental qu'Emilio Daddario a voulu transmettre dans son exposé a été, semble-t-il, qu'il est effectivement possible de faire fonctionner la démocratie participative ; qu'elle peut aussi être un instrument d'éducation du public ; et que c'est dans une formule comme celle d'un « bureau d'évaluation technologique » basé sur le parlement et orienté vers le parlement que réside peut-être la réponse à l'interrogation formulée par le secrétaire général du conseil de l'Europe, Georg Kahn-Ackermann, dans son allocution introductive quant à la contribution que pourrait apporter la science elle-même à la création d'un nouveau système de freins et contre poids capable « d'assurer la survie d'une société libre dans un monde dont le progrès technologique échappe de plus en plus (en Europe) au contrôle et à l'application des parlementaires »<sup>2</sup>.*

A l'occasion de cette conférence où se rencontrent à la fois des acteurs politiques du *technology assessment* et des acteurs universitaires analysant la régulation technologique, la notion de participation est explicitement associée à l'évaluation technologique. Dans un lieu de confrontation entre acteurs appartenant ou se rapportant à des pôles distincts, des rapports

---

1 Jacqueline Giraud, « La fin de la neutralité », *L'Express*, 26 juin – 2 juillet 1972.

2 *Futuribles*, Hors-série, « Science et démocratie, extraits de la IVe conférence parlementaire et scientifique organisée par la commission de la science et de la technologie de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Florence en 1975 », 1977, p.47.

de domination entre les différentes conceptions de la participation se mettent donc en place. Une conception peut s'imposer sur les autres.

Cette dimension conflictuelle des trois définitions de la participation est manifeste lors du séminaire Roqueplo-Thuillier. Dans l'introduction au séminaire, Philippe Roqueplo recourt lui aussi à une conception du contrôle démocratique des sciences et des techniques<sup>1</sup>. Il affirme :

*« Le développement scientifique et technique [...] constitue un enjeu politique fondamental. C'est là une évidence, mais c'est une évidence fort peu perçue. On assiste en effet sur ce point à une sorte de fuite de la part des forces sociales et politiques : les uns démissionnent purement et simplement en évoquant le soi-disant déterminisme d'un développement qui leur échappe ; les autres se réfugient dans des considérations humanistes sur le progrès, les bienfaits ou les méfaits de la technique, l'écologie, que sais-je encore ? D'autres nourrissent le rêve d'un contrôle populaire plus ou moins immédiat, sans avoir pris la juste mesure de la cohérence et de l'inertie des structures qui sont mise en place. Dans tous ces cas, la possibilité concrète d'un véritable contrôle démocratique est ou niée, ou diluée, ou surestimée. Le problème est par le fait même évacué »<sup>2</sup>.*

A partir de ces remarques, il propose trois niveaux de réflexion afin de mettre en place un contrôle des sciences et des techniques : un niveau politique distinct du niveau « *technocrático-administratif* » qui permette de trouver la forme du « *contrôle du développement scientifique et technique* », un niveau informationnel et un troisième niveau « *qui consiste à assurer l'articulation du niveau politique et du niveau informationnel de telle sorte que les forces politiques en présence disposent chacune des informations nécessaires au plein exercice de leur propre droit au pouvoir* »<sup>3</sup>.

Avec cette réflexion, Roqueplo synthétise remarquablement les enjeux du régime discursif puisqu'il critique à la fois la conception militante, « *rêve d'un contrôle populaire plus ou moins immédiat* », et la conception « *technocrático-administrative* » qui tente de régler la question du contrôle du développement technologique au seul niveau technique. Il donne à la participation aux sciences et aux techniques une forme proche de celle qui lui a depuis été attribuée de façon dominante, puisqu'il associe contrôle démocratique et débat contradictoire :

---

1 Philippe Roqueplo, conclusion de l'introduction générale du rapport CORDES : « En guise de conclusion : pour un contrôle démocratique du développement scientifique et technique », p.65-69.

2 Philippe Roqueplo, *Ibid.*, p.65.

3 Philippe Roqueplo, *Ibid.*, p.66-67.

*« un véritable contrôle démocratique doit –ici comme ailleurs – articuler deux types de rationalité : la rationalité « locale » objective qui est nécessaire pour construire telle ou telle information précise sur la base de tels ou tels présupposés et la rationalité « globale » dialectique dont la forme concrète est précisément celle du débat contradictoire conduisant à un arbitrage qui constitue, en tant que tel, l'exercice explicite du pouvoir »<sup>1</sup>.*

Comme on le voit avec chacune de ces rencontres, une conception synthétique de la participation est valorisée, dans laquelle domine la conception militante (Saint-Paul de Vence), la conception technocratique (colloque Science et démocratie) ou la conception académique (séminaire Roqueplo-Thuillier). Ce type d'événement rend donc les discours et les définitions de la participation comparables, et les homogénéise, les fait entrer sur un même plan. Différentes synthèses de la notion de participation peuvent s'imposer en fonction des rencontres. Il existe donc des lieux de médiation dans lesquels les discours des pôles se rencontrent et s'informent pour donner lieu à un régime discursif. Mais ces situations produisent aussi des tensions et conduisent les acteurs des pôles à construire des frontières entre leurs discours, afin de se distinguer les uns des autres.

### **3.c. Médiations frontières**

#### *Une caractéristique essentielle de tout régime discursif*

Entre les deux bornes de la circulation-déplacement et de la circulation-immobile, on a vu se déployer, parmi les multiples formes de mise en commensurabilité analysables : le rôle des acteurs médiateurs et celui des lieux de médiation. Les acteurs médiateurs produisent des effets de continuité énonciative entre les pôles, car ils défendent, par leur identité et les énoncés qu'ils portent dans l'espace discursif, l'idée d'une continuité entre pôles. Les lieux de médiation opèrent quant à eux comme instances de reformulation et instances de mise en continuité des énoncés. Mais comme l'ont montré de nombreux travaux sur la communication scientifique, tout travail de médiation implique en même temps la production de frontières<sup>2</sup>. L'un des éléments déterminants de l'existence du régime discursif est alors le travail de production de frontières de chacun des pôles<sup>3</sup>.

---

1 Philippe Roqueplo, *Ibid.*, p.66-67.

2 Voir notamment : Philippe Hert, Marcel Paul-Cavallier (dir.), *Sciences et Frontières : délimitations du savoir, objets et passages*, Fernelmont, EME, 2007.

3 Sur le « *boundary work* » : Thomas F. Gieryn, « Boundaries of science », p.393-443 in Sheila Jasanoff *et alii* (eds.) / *Handbook of science and technology studies*, London, Sage Publications, 1995.

Au cours des événements occasionnant des croisements entre les pôles, la communication entre acteurs de pôles différents recouvre des enjeux relevés par les acteurs eux-mêmes. Jean-Pierre Bardos, retraçant le déroulement du colloque, commence par soulever ce problème : « *la presse l'a souligné, les débats du colloque, où les discours se croisaient sans toujours s'atteindre et se répondre, ont révélé une grande difficulté des dialogues qui a beaucoup préoccupé animateurs et participants* »<sup>1</sup>. De façon plus directe, le militant du *Radical Science Movement* Steven Rose demande dès la première séance de travail du groupe auquel il participe : « *Parlons nous la même langue ?* »<sup>2</sup>. Il existe donc des problèmes de communication lors de la réunion d'acteurs impliqués dans des pôles discursifs différents. Les acteurs formulent ces problèmes sous l'angle de la performance communicationnelle (par exemple, en notant l'impossibilité à faire circuler entre eux des informations). Mais ces formulations masquent aussi bien des postures de construction des différences.

Ces problèmes de communication mettent ainsi en avant le fait que la dynamique d'unification de l'espace médiatique provoque des conflits de frontières, car les acteurs cherchent à conserver une identité spécifique. L'identification des frontières est indissociable des opérations de commensurabilité – sans ces opérations, la notion même de frontière ne peut exister. Cependant, les stratégies mises en œuvre dans ces conflits diffèrent selon les acteurs et le rôle des revendications identitaires semble décroissant en fonction de la stabilité institutionnelle des pôles. Le pôle militant met ainsi en œuvre des stratégies d'opposition fortes aux autres pôles, tandis que le pôle académique est plus neutre. Les stratégies du pôle technocratique ne seront d'ailleurs pas évoquées dans cette section, car elles ressortent plutôt d'une entreprise d'assimilation des autres discours, selon des logiques déjà évoquées précédemment (stratégie du diagnostic et stratégie ventriloque).

### ***Le pôle militant dans l'opposition***

Le pôle militant est celui dont les stratégies identitaires sont les plus ostensibles. Le colloque de Saint Paul de Vence donne une première illustration de ce travail de frontières. Le lundi 5 juin au matin, quelques minutes avant l'ouverture du colloque, les participants se voient remettre une lettre ouverte de Jean-Marc Lévy-Leblond, l'un des invités qui s'est finalement

---

1 Jean-Pierre Bardos, « Parcours », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973, p.18.

2 « Groupe D, Première séance », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973, p.62.

désisté. Celui-ci explique qu'il refuse de participer à une telle opération, « *moins pour préserver [sa] vertu politique que dans la certitude où [il est] de l'inutilité des travaux [organisés dans le cadre du colloque]* »<sup>1</sup>. Il reproche en particulier aux organisateurs d'avoir invité seulement des chercheurs reconnus et aucun acteur « mineur » de la recherche (techniciens, jeunes chercheurs sont absents). La lettre est lue par Jean-Jacques Salomon lors des discours d'ouverture et fait un certain effet aux participants. La réaction de Lévy-Leblond sera ensuite commentée par certains (Ravetz, pourtant proche du pôle militant, la qualifie d'« *attitude gauchiste irresponsable* »<sup>2</sup>). Elle montre surtout les tensions créées par la rencontre entre des pôles différents. Ces tensions peuvent s'appuyer sur de réelles divergences de conceptions (qui devrait participer ou non au colloque ?), mais elles sont aussi le fruit des stratégies de chacun pour défendre la spécificité du pôle auquel il appartient.

L'autre exemple de ce travail de frontières est une autre lettre envoyée par Lévy-Leblond, cette fois dans le cadre du séminaire Roqueplo-Thuillier. La participation de Jean-Marc Lévy-Leblond aux actes de ce séminaire se limite à une lettre transmise le 24 février 1976, dans laquelle il explique :

*« Pour le dire brutalement, 68 et après, c'est maintenant fini. La plupart des grands thèmes d'agitation politique et de critique idéologique émergés en mai 68 ont perdu leur tranchant (je ne dis pas leur pertinence) et ont été assimilés (je ne dis pas « récupérés » [...]) par le discours dominant. Nous sommes entrés dans une période que je crois pouvoir être assez longue où vont s'opérer petit à petit des reclassements et différenciations complexes, avant que ne se clarifient de nouveaux enjeux »*<sup>3</sup>.

Cette lettre offre un résumé clairvoyant des rapports d'influence entre mai 68, la critique des sciences et la nouvelle sociologie des sciences. Le fait que la lettre de Lévy-Leblond mentionne explicitement mai 68 (et la « fin » de cette époque) renseigne sur les tensions qui existent entre la critique militante des sciences qui s'estime dépositaire d'interrogations, de manières de faire, et la nouvelle sociologie des sciences, qui naît dans la relation avec ce premier pôle sans pour autant rester complètement dans sa continuité.

---

1 Jean-Marc Lévy-Leblond, « lettre ouverte aux organisateurs du colloque « science et société » », datée du 2 juin 1972, reproduite dans *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973, p.23-24.

2 Jerome Ravetz, « Groupe D, Deuxième séance », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973, p.63.

3 Jean-Marc Lévy-Leblond, « Lettre ouverte », p.311 in Philippe Roqueplo, Pierre Thuillier (dir.) / *Incidence des rapports sociaux sur le développement scientifique et technique*, Paris, CORDES, 1976. On notera que dans ces deux exemples, le même acteur recourt au dispositif de la « lettre ouverte », pour dénoncer une situation avec laquelle il est en désaccord : le procédé même auquel il recourt dénote l'existence d'un champ de discussion commun puisqu'il s'inscrit dans un espace collectif d'argumentation.

### ***Stratégies de légitimité du pôle académique***

Le pôle académique entretient un rapport complexe aux autres pôles discursifs. Cela est visible par exemple dans la place ambiguë que le bulletin *Pandore* attribue à la notion de mouvements « antisciences »<sup>1</sup>. Le terme est le plus souvent tourné en dérision comme une invention rhétorique du parti socialiste. On lit par exemple, dans une critique virulente d'une enquête sur l'irrationalisme des français menée par Dubois et Kapferer : « grâce à de tels livres nous voyons enfin clairement où se trouvent ces fameux mouvements antisciences que le PS veut traquer partout. Si monsieur Chevènement s'appuie sur des rationalistes de cet acabit, il faut prédire de beaux jours aux voyantes et aux OVNI... »<sup>2</sup>. Une telle intervention montre la relative sympathie de Latour et *Pandore* à l'égard des mouvements de critique de la science et surtout le peu de crédibilité attribué à l'hypothèse de l'existence de mouvements antiscience. Le même auteur fait même de la notion d'antiscience un motif comique, en la comparant à l'alchimie : « Comme quoi les lecteurs les plus rationalistes de *Pandore* peuvent avoir une dette de reconnaissance à l'égard d'un de ces mouvements anti-science si décriés aujourd'hui... »<sup>3</sup>. Mais la posture du bulletin reste peu déterminée sur ce point et l'on voit que l'enjeu poursuivi par ses auteurs est aussi de provoquer des discussions. Des pages de *Pandore* ne se dégagent ni un courant de soutien aux mouvements antiscience, ni un courant d'opposition. Le bulletin est surtout à la recherche d'argumentations. Une note de lecture rédigée par G. Dupuy débute ainsi sur ces mots :

*« Enfin une voix technicienne s'élève pour défendre la technique. Enfin une véritable discussion sur la technologie où l'on entend critiquer les critiques, les anti-technologistes, les anti-technocrates, les écologistes, les féministes de tous crins qui avaient cru pouvoir charger la technique et les techniciens de tous les maux de la terre. Jusqu'ici la technique interpellée se taisait...et le débat tournait court »*<sup>4</sup>.

La notion d'anti-science devient même objet d'interrogation, puisque dans l'appel d'offre 1982 du programme STS, le neuvième thème est consacré aux « mouvements anti-science » : « les mouvements anti-sciences comme lieu de lecture de la transformation des rapports entre

---

1 La notion d'« antiscience » est attribuée à cette époque à Jean-Pierre Chevènement, qui souhaite « enrayer le mouvement antiscience » au moment du colloque sur la recherche et la technologie. La signification du terme est vaste et ne renvoie pas seulement à la critique telle qu'est définie ici. Patrick Petitjean, « La critique des sciences en France », p.118-133 in Baudouin Jurdant (dir.) / *Impostures scientifiques. Les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris/Nice, Alliage/La Découverte, 1998.

2 Bruno Latour, « Echec à la science : la survivance des mythes chez les Français », *Pandore*, 17, février 1982, p.14.

3 Bruno Latour, « Les Fondements de l'Alchimie de Newton ou « la Chasse au Lion Vert » de G. Trédaniel », *Pandore*, 18, avril 1982, p.7.

4 G. Dupuy, « note sur Samuel Florman, *Blaming technology: The irrational search for scapegoats*, Saint Martin's Press, NY, 1981 », *Pandore*, 20, septembre 1982, p.16.

*Science, Technologie et Société* »<sup>1</sup>. Le travail de frontières du pôle académique, essentiellement à l'égard du pôle militant, se situe donc entre connivence et objectivation.

Les phénomènes d'unification sont indissociables des stratégies de chaque pôle pour maintenir à la fois une distance avec les autres pôles et une identité propre. Ce phénomène de « conflit de frontières » constitue un mécanisme essentiel de la construction du régime discursif qui ne fonctionne pas par l'identification des pôles les uns aux autres, mais par l'organisation de leur dispersion. Il témoigne de la « *compétence interdiscursive* » mobilisée par les acteurs et qui suppose l'aptitude à reconnaître « *l'incompatibilité sémantique* » d'énoncés provenant de pôles différents ainsi que « *l'aptitude à interpréter, traduire ces énoncés dans les catégories de son propre système de contraintes* »<sup>2</sup>. Cette compétence n'est pas une simple compétence d'observation, c'est aussi une compétence de production, puisque les acteurs sont engagés dans la construction de jugements sur les autres pôles. Ces jugements participent de la production d'un régime discursif commun.

Avec les parcours individuels et les lieux de médiation, la production de frontières manifeste donc la construction de liens entre les pôles et l'organisation d'un régime de discours. Il résulte de ces mécanismes la mise en commun des définitions de la participation et un régime travaillé par des contradictions sur lesquelles on peut revenir.

#### 4. Le régime discursif participatif

Ce chapitre s'est ouvert sur la nécessité de considérer conjointement les trois conceptions de la participation présentées au cours de la deuxième partie. Une appréhension distincte des trois conceptions suppose en effet une approche fonctionnaliste de la participation : le terme est employé dans une acception spécifique, selon les milieux et le rôle qu'on souhaite lui faire remplir. A l'inverse, la réunion des conceptions explique la complexité de l'impératif participatif. Pour montrer l'unité de ces conceptions hétérogènes, la notion de régime discursif a été employée. Elle a servi à étudier les modes de circulation par lesquels les trois pôles se trouvent confrontés. Entre les deux idéaux-types de la circulation-déplacement et de la

---

1 « Appel d'offre du programme STS », *Pandore*, 17, février 1982, p.59. Le projet est remporté par John Stewart autour de l'analyse des enjeux et de la mise en place des boutiques de science (*Pandore*, 21, décembre 1982, p.88).

2 Dominique Maingueneau, *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984, p.53-54.



circulation-immobile, différentes médiations peuvent être observées, telles que les médiations individuelles, les médiations locales et les médiations frontières. Ces modes de circulation conduisent à unifier les pôles et à synthétiser leurs discours. Il semble donc possible à présent d'affirmer que les années 1970 sont le terreau d'un régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Pour terminer ce chapitre, il reste cependant deux éléments à préciser : les caractéristiques de ce régime d'une part, la nature de la gouvernementalité qu'il exerce d'autre part.

#### **4.a. Caractéristiques**

A travers la circulation de personnes et de références, de pratiques et de théories, à travers aussi les opérations qui rendent leurs énoncés commensurables, les pôles participent d'un même régime discursif. Les trois conceptions de la participation se trouvent alors rassemblées. L'accomplissement du travail généalogique et définitoire mené dans ces pages exige une mise en commun des définitions présentées et une présentation des contradictions qui l'habitent. Pour ce faire, on peut rappeler d'abord les principaux traits de la participation qui émergent dans le régime discursif, avant de montrer la dynamique conceptuelle nouvelle qu'ils produisent.

##### ***Trois conceptions en une***

Le régime discursif de la participation conjugue trois conceptions. La première, portée par le pôle militant, s'inscrit dans un registre contestataire-utopique. La participation y est une exigence radicale et au contenu mal défini. Elle correspond néanmoins à des revendications explicites. La première est la critique des inégalités de savoir et de l'aliénation cognitive. Les acteurs du pôle militant identifient comme une cause majeure d'injustices les inégalités de savoir qui séparent les individus d'une société. Ce type d'inégalité agit en effet comme légitimation d'autres inégalités, notamment économiques, et détermine un processus dans lequel les individus sont dépossédés du pouvoir de décider de leurs propres vies. La reconnaissance de ce problème conduit à deux motifs de contestation. Les experts et les technocrates sont dénoncés comme les oligarques de la société contemporaine ; la diffusion des connaissances et l'appropriation du savoir scientifique deviennent des enjeux de désaliénation. Ce deuxième point est particulièrement problématique dans le pôle militant. Les acteurs du pôle ne parviennent pas à s'accorder définitivement sur la question : faut-il

diffuser les connaissances ? Faut-il donner aux citoyens les moyens de se les approprier ? Malgré le flou qui les entourent, la diffusion et l'appropriation des connaissances demeurent un point essentiel de l'émancipation, car c'est le savoir qui permet l'intervention dans l'espace public. La participation, telle qu'elle apparaît dans le pôle militant, correspond à une pratique d'intervention dans l'espace public fondée sur un savoir.

La conception de la participation donnée par le pôle technocratique se distingue de la précédente sous plusieurs aspects. Le premier élément qui a été souligné est le fait que la participation s'inscrit pour le pôle technocratique dans un dispositif de gouvernement de la population. A ce titre, la participation ne constitue pas une pratique d'émancipation mais un outil de gestion des conflits. Par conséquent, elle introduit une idée absente du discours du pôle militant : la notion de compromis entre des acteurs. De plus, le rapport au savoir qu'elle fonde est à double sens. La participation pensée par l'OCDE implique une diffusion de l'information et une *remontée* de l'information : loin de répondre au seul souci d'améliorer les capacités des citoyens d'intervenir dans le débat public, elle s'inscrit dans un dispositif de maximisation de l'information à disposition des décideurs. Elle n'implique donc aucunement la suppression du système d'expertise réclamé par le pôle militant. Il s'agit plutôt d'améliorer le fonctionnement de ce système en intégrant les paramètres sociaux aux paramètres techniques. La participation est un outil gouvernemental de rationalisation de la décision publique et de gestion des conflits.

La conception du pôle académique est enfin de l'ordre de la présupposition d'existence. Ce pôle peint un monde dans lequel la participation devient une pratique. Ses caractéristiques sont donc des *indices* d'une pratique participative. On a relevé, entre autres, l'affirmation du relativisme des connaissances, l'intérêt pour les controverses sociotechniques et pour les espaces publics. Le relativisme des connaissances témoigne d'une fragilisation du savoir des spécialistes, confrontés à la nécessité de réaliser des opérations de traduction. L'intérêt pour les controverses renvoie à la volonté de comprendre les enjeux de pouvoir liés à la production du consensus et de la vérité scientifique. L'observation des espaces publics tend à montrer la diversité des lieux où le savoir est une ressource et un objet de conflit ou de négociation.

## **Contradictions**

Ces trois conceptions sont confrontées dans le régime discursif de la participation. Elles génèrent des contradictions. On peut en relever trois. La principale est le statut indissolublement coercitif et émancipateur de la participation. Celle-ci apparaît en effet à la jonction d'une initiative de démocratisation de la décision et d'une procédure de gouvernement des populations. Les autres contradictions portent sur la nature de l'espace public et sur le statut attribué aux savoirs.

Une première contradiction apparaît entre les différents statuts conférés à la participation. La conception est écartelée entre une exigence d'émancipation individuelle et un statut d'instrument de gouvernement. Sur ce plan, l'opposition entre pôle militant et pôle technocratique domine. La notion de participation défendue par le pôle militant a pour ambition d'encourager des modes alternatifs de prise de parole. Elle correspond, selon les représentations qu'en donnent les acteurs, à une pratique d'intervention dans l'espace public qui doit rompre les formes traditionnelles de prise de parole. À l'inverse, définie par le pôle technocratique, la participation est un mode de représentation des intérêts. Elle s'oppose donc à des pratiques d'intervention « sauvages » et établit au contraire des normes de recueil de la parole. Les deux conceptions sont opposées sur le statut accordé à la parole. La participation est un mode de « prise de parole » pour les militants et à l'inverse un mode de « distribution de la parole » pour les administrateurs de l'OCDE. Une opposition semblable distingue les conceptions de la décision technique. Pour le pôle militant, il importe avant tout de se libérer de processus qui semblent irréversibles ; pour le pôle technocratique, il s'agit de légitimer ce processus par des procédures adéquates. Les acteurs, dans le premier cas, cherchent à rouvrir les possibles d'un parcours individuel ; dans le second, ils défendent la légitimation des procédures d'irréversibilisation des choix. Cette première série d'oppositions explique en partie la frustration inévitable d'une notion comme la participation, née d'une exigence d'émancipation et prise dans un *double-bind* gouvernemental<sup>1</sup>.

Un deuxième type d'oppositions concerne la notion d'espace public. Cette notion est absente de la réflexion du pôle militant tandis que les deux autres donnent une place primordiale aux lieux de discussion et de mise en débat des sciences et des techniques. Pour le pôle militant, la

---

1 Ces oppositions perdurent dans les discours participatifs contemporains, comme le montre Loïc Blondiaux démocratie agonistique et démocratie apprivoisée ou encore technique de gouvernement et instrument d'émancipation politique. Loïc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008.

participation est une pratique de désaliénation, de réappropriation des choix individuels et non un mode d'organisation de la rencontre entre des intérêts contradictoires. Par conséquent, la question de la participation est rarement posée dans les termes d'une rencontre d'acteurs aux intérêts concurrents. La question du nucléaire constitue toutefois une exception importante, dans la mesure où elle se pose fréquemment à travers les débats contradictoires opposant des experts à des populations locales et à des militants. En dehors de cette thématique, la participation est abordée le plus souvent comme le corollaire de pratiques d'autonomisation à l'égard des instances politiques traditionnelles. Le pôle technocratique et le pôle académique, en revanche, développent une conception plus conséquente de l'espace public et de la mise en débat. Le premier le fait à travers l'investigation de procédures et de dispositifs de débat des choix qui engagent le collectif. Le second présente une vision moins unifiée de l'espace public, mais s'intéresse aux situations dans lesquelles s'affrontent des savoirs, des pratiques de démonstration et de débat. Sur ce point, la sociologie des controverses rejoint la réflexion technocratique en substituant à l'idéal émancipateur de la participation une prise en compte des modalités concrètes de la mise en discussion des choix. Cette deuxième contradiction, entre une participation sans espace public et une participation avec espace public, travaille le régime discursif participatif des années 1970 et du tournant des années 1980.

Enfin, c'est sur la question du savoir et du statut attribué aux connaissances que s'opposent les définitions des trois pôles. Dans le pôle militant, cette conception reste très ambiguë. Le savoir profane est revalorisé, mais son statut est incertain. Le pôle militant le revalorise en effet comme un savoir non coupé du réel et porteur d'une expérience riche de la quotidienneté. En même temps, il rappelle fréquemment la nécessité d'une diffusion des connaissances afin de lutter contre un régime technocratique. Le pôle technocratique donne au savoir un double rôle. D'un côté, il oppose le savoir des experts à celui des profanes et insiste le plus souvent sur la nécessité de conserver une telle coupure. De l'autre, il considère important de tenir compte de la façon la plus précise possible des opinions de la population afin de les intégrer aux paramètres de la prise de décision. Pour ce pôle subsiste donc une asymétrie entre le savoir profane et le savoir expert, mais la parole populaire est revalorisée en tant qu'elle peut s'intégrer au savoir des experts. Enfin, les positions du pôle académique sur la question du savoir sont fluctuantes, mais on peut relever qu'à travers la défense du relativisme, de nombreux chercheurs tendent à revaloriser le savoir profane face aux connaissances des experts. Ces trois postures sur la question du savoir sont donc contradictoires et font apparaître un nœud de problèmes au cœur de la réflexion sur la

participation et des oppositions entre parole experte et parole profane. Faut-il former les acteurs pour leur permettre de participer ? Faut-il considérer d'emblée leur discours comme recevable ? Comment distinguer l'échange d'opinions de la confrontation des arguments<sup>1</sup> ?

#### 4.b. Régime de sens, régime de pouvoir

##### *Coercition discursive*

Les définitions de la participation, assemblées dans un même régime de discours, produisent des représentations problématiques de l'activité politique. Ces problèmes forment la grammaire du régime discursif de la participation. L'articulation de leurs questionnements et les contradictions qui en résultent aboutissent à une normativité du politique qui est la caractéristique d'un régime de discours. Comme le fait remarquer Reinhart Koselleck, « *chaque concept ouvre certains horizons, comme il en ferme d'autres, d'expériences possibles et de théories pensables. C'est la raison pour laquelle l'histoire des concepts mène à des découvertes, qui ne se font pas dans la seule analyse empirique* »<sup>2</sup>. On a distingué plus haut le régime discursif participatif du concept de participation, mais sur le plan de la normativité les deux sont comparables. Il importe donc à présent de définir plus précisément la dimension gouvernementale du régime discursif de la participation. Un régime discursif possède en effet une dimension normative dont il faut tenir compte. Il consiste : 1) en l'unification d'espaces médiatiques, 2) en l'ouverture d'un espace de sens et de pensée spécifique. Le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques se caractérise donc par le fait 1) qu'il soit issu de la rencontre des conceptions de différents foyers discursifs sur les sciences et la société, 2) que cette rencontre impose de nouvelles significations aux rapports sciences-société. Un régime discursif est avant tout un régime de sens et la construction d'un mode d'attribution de la signification, dans un espace médiatique uniformisé.

---

1 Cette réflexion est résumée par Georges Thill lorsqu'il évoque les débats sur la démocratisation de la science menés au cours du colloque Science-Société de Saint-Paul de Vence : « *Cette démocratisation fut envisagée selon trois points de vue : celui de la structure hiérarchique des laboratoires, celui de la prise de décision en matière de politique scientifique (qui décide ? Sont-ce les parlementaires ? les citoyens ? l'opinion publique ? les scientifiques ?...), celui de l'accès du plus grand nombre à la connaissance et à la création scientifiques* ». Georges Thill, « Science et société : l'articulation rendue libre », in « Postface », « Le colloque « Science et société » de Saint Paul de Vence », *Le progrès scientifique*, 160, janvier 1973.

2 Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990 [trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock], p.110.

Ce régime conforte l'élaboration de représentations des rapports entre science et société, et de l'activité politique. Pour éclairer la dimension coercitive du régime discursif, on peut évoquer l'ouvrage de Delphine Gardey, *Ecrire, calculer, classer*<sup>1</sup>. Dans ce texte, l'auteure se livre à une reconstruction de la préhistoire de la société informationnelle. En analysant la mécanisation des pratiques d'écriture et de gestion de l'information, entre 1800 et 1940, elle montre d'abord l'importance prise par l'écriture et le calcul dans la gestion administrative. Mais à travers l'industrialisation de la production des écritures, Gardey observe aussi l'apparition de régimes de discours, même si elle ne les nomme pas ainsi. Ces régimes participent de la (pré)construction d'un imaginaire de la société d'information : discours sur la mécanisation des activités administratives et des activités intellectuelles, sur l'interchangeabilité des personnes, etc. Les recherches menées par Gardey montrent ainsi l'intrication des évolutions technologiques et des discours qui les soutiennent. Et surtout, elles mettent en évidence le fait qu'à travers cette économie se constituent un « *monde nouveau* », une « *grammaire* » qui signalent « *un nouveau type de représentation du monde* »<sup>2</sup>.

L'exemple de cet ouvrage aide à mieux définir la forme du régime que l'on cherche à mettre en valeur : la mise en place d'une économie de discours singulière constitue des manières de scénographier le monde et des façons d'y intervenir. Ces mises en scène ne sont pas univoques ; elles sont au contraire tissées de contradictions. Mais elles ouvrent un espace des possibles. Dans le cas du régime de la participation aux choix scientifiques et techniques, cet espace d'imagination renvoie à des conceptions nouvelles et contradictoires de l'engagement dans la cité, des rapports de confrontation dans un espace public et du rôle des savoirs dans la prise de décision politique. Le régime analysé contraint donc la production de discours et, partant, de représentations et d'imaginaires.

### ***Du régime de discours aux modes de gouvernement***

Ces remarques amènent à traiter la question de l'articulation entre régime de discours et mode de gouvernement. La puissance de cadrage d'un régime discursif peut être illustrée par les

---

1 Delphine Gardey, *Ecrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines (1800-1940)*, Paris, La Découverte, 2008.

2 Delphine Gardey, *Ibid.*, p.287. Le régime analysé par Gardey diffère de celui étudié ici sur un point essentiel. Elle insiste en effet sur l'influence des évolutions techniques sur la production des discours, tandis que le régime discursif de la participation a été appréhendé essentiellement en fonction de déterminants discursifs. Cette différence d'approche ne doit cependant pas masquer l'enjeu de la recherche qui est de déterminer les modifications des représentations du monde et de l'agir politique. De telles modifications peuvent être analysées à travers différents prismes : discours, liens entre technologies, imaginaires et pratiques, etc.

initiatives qui se réclament d'un idéal participatif. Celles-ci sont confrontées aux contradictions mises au point par le régime et cherchent à les mettre en perspective ou à les régler. Elles en portent donc les traces et à ce titre elles s'inscrivent dans un univers de contraintes définies par le régime discursif. Mais les initiatives participatives sont des institutionnalisations pratiques du régime<sup>1</sup>. Elles correspondent donc à *une* manière de prendre en charge ses tensions et à *une* manière d'interpréter les contraintes qu'il pose. Lors de ce « passage » pratique, le discours participatif est spécifié et l'un des modes de gouvernement qu'il rend possibles devient effectif au détriment des autres.

L'élucidation de ce processus demande de préciser la nature respective des pouvoirs exercés par le régime de discours et par les modes de gouvernementalité. Un régime de discours définit un espace de pensées et de représentations. Il correspond à la grammaire et au champ des possibles ouverts par un ensemble dynamique d'énoncés. Un mode de gouvernement, en revanche, jaillit de l'actualisation de ces possibles dans des initiatives concrètes. Il correspond à une interprétation du régime discursif. Pour cette raison, les modes de gouvernement, tels qu'ils sont conçus dans ce travail, relèvent de discours et de représentations, mais ils doivent être identifiés dans des pratiques qui ne sont elles-mêmes pas uniquement discursives. Cela explique qu'on trouve dans les procédures participatives contemporaines à la fois la rémanence du régime discursif de la participation (sous la forme des contradictions identifiées plus haut) et la réalisation de modes de gouvernement précis. L'examen de ces procédures dégage la portée gouvernementale du régime discursif de la participation.

L'une de ces initiatives, particulièrement documentée, renseigne cette dimension : les conférences citoyennes, dont la première a été organisée en 1998. Cette initiative est postérieure à l'émergence du régime et ne peut en être considérée comme une conséquence directe. Elle s'inspire des conférences de consensus organisées au Danemark depuis 1985<sup>2</sup>. Néanmoins, elle ne peut pas non plus être comprise hors du « bain discursif » analysé dans les pages qui précèdent, comme tend à le montrer la présence, au sein du comité de pilotage, d'acteurs historiques des discours sur la participation (Philippe Roqueplo, Daniel Boy). Par conséquent, s'il n'est pas question de voir dans cette procédure un simple reflet du régime

---

1 Sur la notion d'institutionnalisation : Maarten A. Hajer, « Discourse coalitions and the institutionalization of practice : the case of acid rain in Britain », p.43-76 in Frank Fischer, John Forester (eds.) / *The argumentative turn in policy analysis and planning*, Durham/London, Duke University Press, 1993.

2 Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, Marie-Angèle Hermitte, « A la recherche d'une « démocratie technique ». Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France », *Natures, sciences, sociétés*, 11, 2003, p.3-15.

étudié, on peut montrer qu'elle est occupée par les contradictions établies dans les années 1970. Elle illustre ainsi de façon significative la transposition d'un régime de discours à un mode de gouvernement. Son évocation montre à la fois la permanence des « *représentations du monde* » élaborées par le régime de participation et comment la spécification de ces représentations rend le régime effectif en tant que mode de gouvernement.

Les trois contradictions principales identifiées plus haut sont considérées par les analystes comme des bornes importantes des conférences citoyennes, et la façon dont la procédure règle ces contradictions est systématiquement évaluée. La première est la tension entre émancipation et contrainte. Soulignant la fonction gouvernementale et contraignante des procédures participatives institutionnelles telles que les conférences de consensus, Pierre-Benoît Joly et Claire Marris proposent de les considérer comme complémentaires de la mobilisation associative<sup>1</sup>. Ils rappellent ainsi l'impossibilité de concevoir les pratiques de gouvernement hors de leurs rapports avec des actions d'émancipation. Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe font preuve d'une préoccupation similaire. Ils opposent les forums hybrides « *sauvages* » à différentes formes de manipulation institutionnelle<sup>2</sup> et expliquent que les procédures participatives (dont les conférences citoyennes) sont inévitablement exposées au danger de l'instrumentalisation. Tous ces auteurs reconnaissent donc la tension fondamentale entre émancipation et contrainte qui subsiste dans une institution participative telle que les conférences citoyennes.

La deuxième contradiction concerne le statut du savoir. Dans quelle mesure la participation implique-t-elle la formation des individus participants ? Dans un article où ils rendent compte de l'expérience de la première conférence, Daniel Boy, Dominique Donnet-Kamel et Philippe Roqueplo font de la question du savoir un point « *particulièrement fondamental* »<sup>3</sup>. L'organisation d'une conférence citoyenne implique en effet une phase d'enseignement des enjeux de la question aux participants. Les auteurs se demandent alors : « *la formation que les profanes ont reçue a-t-elle influencé leurs opinions ?* » et réfléchissent aux manières de transférer des compétences aux citoyens sans les conditionner. Proposant une interprétation

---

1 Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, « La participation contre la mobilisation ? Une analyse comparée du débat sur les OGM en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, 10, 2003/2, p.195-206.

2 Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, p.210-211.

3 Daniel Boy, Dominique Donnet-Kamel, Philippe Roqueplo, « Un exemple de démocratie participative : la « conférence de citoyens » sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 50, 2000/4-5, p.779-810.



différente, Pierre-Benoît Joly, Claire Marris et Marie-Angèle Hermitte considèrent que cette question est réglée par la conférence citoyenne dans la mesure où les participants profanes jouent un rôle de cadrage des débats entre experts<sup>1</sup>. Mais selon les deux interprétations, la conférence est confrontée au rôle crucial du statut des connaissances profanes.

Enfin, le troisième point de tension est le rôle de l'espace public. Celui-ci est un objet de discussion récurrent. Callon, Lascoumes et Barthe se montrent critiques envers les conférences de consensus, auxquelles ils reprochent de ne faire entrer dans l'espace du débat que des groupes déjà formés et reconnus par l'institution<sup>2</sup>. Ces auteurs contestent ainsi une vision préformée de l'espace public. Joly, Marris et Hermitte rappellent cependant l'importance du rôle joué par la conférence comme « *espace de rencontre entre « la science » et « le public »* »<sup>3</sup>. Mais tous les observateurs s'accordent sur l'importance de ces forums et de leur mode de constitution dans lequel ils voient un enjeu de premier plan.

Les conférences citoyennes sont donc marquées par les tensions principales du régime de la participation et à ce titre elles s'inscrivent dans les contraintes qu'il a élaborées. Mais il importe surtout d'observer comment elles se proposent de régler ces contradictions. Elles conçoivent une manière d'instrumenter la participation, de former les citoyens pour les faire participer à un débat et d'organiser une rencontre au sein d'un espace public. Ce faisant, elles donnent une interprétation particulière du régime discursif de la participation. Elles y trouvent l'exigence d'organiser la publicisation des débats scientifiques, à travers des débats contradictoires et des modes de discussion des choix scientifiques, afin de permettre aux citoyens-profanes de contrôler ceux-ci. Par cette interprétation, elles puisent dans le régime de la participation des images de la pratique politique qui rendent essentiels l'aspect délibératif et le contrôle démocratique du développement technologique<sup>4</sup>. Les conférences citoyennes illustrent ainsi le passage du régime discursif à un mode de gouvernement. A travers les représentations de l'activité du politique qu'elles matérialisent, le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et techniques joue un rôle gouvernemental.

---

1 Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, Marie-Angèle Hermitte, « A la recherche d'une « démocratie technique ». Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France », *Natures, sciences, sociétés*, 11, 2003, p.3-15.

2 Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

3 Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, Marie-Angèle Hermitte, « A la recherche d'une « démocratie technique ». Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France », *Natures, sciences, sociétés*, 11, 2003, p.3-15.

4 Dominique Bourg, Daniel Boy, *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer / Descartes & Cie, 2005.

#### **4.c. Homogénéité et plurivocité**

Il semble que le premier objectif de cette recherche soit atteint. Il a été démontré que les années 1970 sont le site d'émergence d'un régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. On a montré comment les premiers éléments de ce régime surgissent à travers trois pôles discursifs distincts ; puis on a observé les mécanismes par lesquels ces éléments entrent en relation et forment un régime de discours ; on a enfin caractérisé ce régime de discours par ses aspects centraux et ses points de clivage. Un discours sur la participation aux choix scientifiques et technologiques est élaboré au cours des circulations entre les différents pôles et par la légitimation des recompositions qu'ils ont opérées. C'est au confluent de discours militants, administratifs et académiques que s'instaure l'exigence de participation aux choix scientifiques et technologiques, et il est primordial de tenir compte des relations dynamiques entre les trois pôles pour comprendre la teneur de ce régime discursif. Cette prise en compte amène à tempérer les lectures dénonciatrices ou trop candides de la notion de participation politique ; cette dernière est élaborée au croisement de logiques conflictuelles et il est nécessaire, pour en prendre toute la mesure, de restituer sa dimension contradictoire.

On a vu aussi que le régime discursif pouvait devenir mode de gouvernement, à travers l'institutionnalisation de pratiques de la participation habitées par les contradictions qu'il a mises au point. C'est le cas par exemple des conférences citoyennes. Chez Michel Foucault, un régime de gouvernement est un tissage de discours, de pratiques et d'institutions à travers lesquelles on peut saisir des règles de gouvernement. Dans le cas présent, on s'est surtout intéressé, d'une part, à la façon dont des représentations normées des pratiques politiques se constituent, et d'autre part, aux interprétations qui en sont faites. Les représentations de la science, de la politique, et des rapports entre les deux, ouvrent des espaces de pensée relayés par des modes de gouvernement. Le pouvoir analysé dans ces lignes est celui des figurations d'une pratique.

Cependant, on a expliqué lors du premier chapitre qu'un régime n'est jamais univoque et que, s'il impose des pratiques discursives et de pensée, celles-ci sont toujours traversées par une multiplicité de sens. Tout régime de discours reste un entrelac d'énoncés et les possibilités d'interprétation sont multiples. Par conséquent, il serait trompeur de laisser croire à l'unicité de l'interprétation présentée. Les conférences citoyennes correspondent à un mode de

gouvernement lié au régime discursif de la participation, mais il peut en exister d'autres. L'une des tâches de la recherche est alors, conformément au projet formulé dans le chapitre 1, de montrer la richesse de ces représentations pour multiplier les ressources d'interprétation.

La pluralité de sens coexistant en puissance dans le régime discursif de la participation rend possible un pas de côté par rapport à la perspective foucaldienne. En effet, alors que les généalogies foucaldiennes racontent l'imposition d'effrayantes formations discursives dont il serait impossible de se défaire, la généalogie de la participation peut être relue à travers un autre cadre d'analyse. Elle n'est donc pas sans issue. Il semble qu'aux côtés de la participation telle qu'on vient de la définir émerge une seconde représentation du politique. Ou plutôt, la participation s'offre dans un dédoublement : au tissu complexe analysé précédemment répond une autre conception, dans les métaphores employées par les acteurs et dans les réseaux de significations qu'ils élaborent. Cette conception s'appuie sur une analogie entre l'activité politique et l'activité expérimentale.

La première acception de la participation est largement organisée autour de la vision d'un contrôle démocratique du développement scientifique et technique. Elle est résumée par des acteurs du pôle militant au début des années 1980, alors que le pôle s'est effrité et rangé aux conceptions de l'espace public promues par les autres. Ils réclament une « *régulation démocratique des sciences et des technologies* » qui passe par « *un débat public* » et une « *démocratisation* » des choix et de la gestion<sup>1</sup>. Cette conception n'est pas éloignée de celles qui ont présidé, presque vingt années plus tard, à l'organisation de la première conférence citoyenne. La seconde acception de la participation en fait une politique expérimentale. Elle conceptualise différemment les mécanismes de mise en débat et défend une autre vision de la démocratie technique, moins tournée vers les procédures de discussion des choix collectifs et plus attentive au développement des pratiques expérimentales dans l'espace politique. Analysée moins systématiquement que la première, elle est pourtant liée à un imaginaire structurant des pratiques politiques contemporaines. Il est donc nécessaire d'étudier maintenant les implications de l'analogie entre activité politique et activité expérimentale.

---

<sup>1</sup> Jean Deutsch, Jean Francfort, Colette Hofsaes, Françoise Laborie, John Stewart, « Pour une régulation démocratique des sciences et des technologies », *Esprit*, 10-11, octobre/novembre 1981, p.44-47.

## **CHAPITRE 7**

### ***La politique expérimentale, une métaphore de gouvernement***

La longue décennie 1970 a posé les bases de la notion contemporaine de participation aux sciences et aux techniques<sup>1</sup>. Les approches participatives actuelles sont donc redevables des thèmes principaux du régime discursif analysé dans les pages qui précèdent : remise en question du rôle des sciences et des techniques, légitimation de l'intervention de publics non-experts, nouveaux arrangements entre sciences, techniques et société. Mais l'analyse de l'émergence du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques a démontré un point crucial : le discours sur la participation s'inscrit dans un processus complexe et sémantiquement conflictuel. S'il est donc possible d'affirmer qu'un régime discursif voit le jour dans les années 1970, il serait en revanche hasardeux de lui attribuer un contenu uniforme. Il est plus juste de reconnaître que la participation est traversée par différentes significations qui correspondent à autant d'acceptions possibles : participation comme instrument de libération ou de gouvernement, participation conçue au sein d'un espace public ou sans espace public (voire dans un espace public « oppositionnel »<sup>2</sup>), participation nécessitant une formation politique et la diffusion d'un savoir ou non, etc.

Toutes ces significations coexistent au sein du régime de la participation. Selon les périodes, les lieux et les configurations, certaines interprétations deviennent dominantes et plus effectives que d'autres. Par exemple, le thème de l'intervention des publics non-experts est récurrent dans les discours de participation. Mais il peut recouvrir des acceptions différentes, selon qu'on favorise une participation du public aux pratiques scientifiques, à la définition des politiques de recherche ou à la formulation des problèmes sociaux auxquels celles-ci doivent répondre<sup>3</sup>. En fonction des interprétations qu'ils font de la participation, les acteurs réfèrent à l'une ou l'autre de ses significations. Des représentations variables du politique sont privilégiées tour à tour.

---

1 Martin Lengwiler, « Participatory approaches in science and technology. Historical origins and current practices in critical perspective », *Science, technology and human values*, Vol.33, 2008/2, p.186-200.

2 Oskar Negt, *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot, 2007 [trad. de l'allemand par Alexander Neumann].

3 Daniel Kleinman, « Democratizations of science and technology », p.139-166 in Daniel Kleinman (ed.) / *Science, technology and democracy*, Albany, State University of New York Press, 2000.

Le régime discursif de la participation est ainsi porteur de plusieurs modes de gouvernement distincts, plus ou moins effectifs selon l'interprétation qui est faite du régime. Parmi les différents sens de la participation et les différentes formes de gouvernementalité auxquelles elle peut donner lieu, la notion de délibération a fait l'objet de nombreux travaux d'identification au cours des dernières années. Loïc Blondiaux et Yves Sintomer évoquent à ce sujet la mise en place d'un « *impératif délibératif* »<sup>1</sup>. Ces deux auteurs, tout en insistant sur la distinction théorique entre participation et délibération, relèvent l'association fréquente des deux termes. Les liens entre participation et délibération ne sont pas « *intrinsèquement complémentaires* » et l'histoire de la délibération est en grande partie indépendante de celle de la participation<sup>2</sup>. Mais de nombreux discours en la faveur de l'une ou l'autre de ces notions laissent dans l'ombre leurs différences. La norme délibérative s'est associée à la notion de participation, puis s'est imposée comme l'une de ses interprétations dominantes.

Elle peut s'articuler à d'autres conceptions. La notion de contrôle du développement technologique constitue par exemple une seconde interprétation du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et techniques. On a vu que le dispositif des conférences citoyennes conjugue ces deux acceptions de la participation, en faisant la part belle au débat public, à l'exposition des arguments et au contrôle démocratique de l'innovation technologique<sup>3</sup>. Un tel dispositif actualise des interprétations de la participation en termes de délibération et de contrôle démocratique du développement technologique. A travers la matérialisation de ses significations possibles, le régime discursif de la participation devient un mode de gouvernement.

La norme délibérative et l'exigence de contrôle du développement des techniques n'épuisent cependant pas le sens du régime participatif. D'autres interprétations, et par conséquent d'autres modes de gouvernement, restent à identifier. Ce chapitre suggère d'adopter une perspective de « pluralisation » et propose une autre interprétation possible du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Deux indices laissent à penser que cette perspective est particulièrement justifiée. Le premier est l'existence du

---

1 Loïc Blondiaux, Yves Sintomer « L'impératif délibératif », *Politix*, 57, 2002, p.17-35.

2 Yves Sintomer, Loïc Blondiaux, *Ibid.*, font remonter la version académique de cet impératif aux travaux de Jürgen Habermas. Pour une mise au point généalogique de la notion de délibération dans la science politique, voir dans le même numéro l'entretien entre Loïc Blondiaux et Bernard Manin, « L'idée de démocratie délibérative dans la science politique contemporaine. Introduction, généalogie et éléments critiques », *Politix*, 57, 2002, p.37-55.

3 Dominique Bourg, Daniel Boy, *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer / Descartes & Cie, 2005, p.56-58.

« reste définitionnel » des conceptions de la participation élaborées par les pôles. Ce reste est le suivant : 1) pour le pôle militant, une norme pragmatique de la circulation des savoirs, 2) pour le pôle technocratique, une reconceptualisation de la décision comme processus informationnel évalué, 3) pour le pôle académique, la définition du monde comme laboratoire. Ces éléments ont été désignés sous la notion de « reste » car ils semblent non congruents aux conceptions de la participation portées par les procédures dominantes de participation aux choix scientifiques et techniques, axées autour du débat public<sup>1</sup>.

Ils sont par exemple évacués des conférences citoyennes. La norme de la circulation des savoirs n'obéit pas à la même pragmatique puisque les interrogations scientifiques sont diffusées aux citoyens profanes afin de les former. Ceux-ci discutent des connaissances et des controverses en cours, mais ne s'inscrivent pas dans un processus de production de connaissances qui leur semblent utiles. Au mieux, certaines conférences de consensus peuvent aboutir à des propositions de recherche<sup>2</sup>. De même, la conception de la décision des conférences citoyennes n'est pas celle d'une décision comme « processus d'information » : la plupart des acteurs participants déplorent au contraire que les conférences ne débouchent sur aucune décision tranchée. La conférence citoyenne est considérée comme une forme de consultation et comme un complément à la prise de décision, non comme un nouveau processus décisionnel<sup>3</sup>. Enfin, la question du monde laboratoire est éludée par les conférences citoyennes car, si elles constituent des espaces de rencontre entre scientifiques et citoyens, c'est afin de débattre à partir de connaissances déjà établies dans les laboratoires, qui restent distincts du « monde ». On a donc affaire à un reste définitionnel car ces portions des définitions de la participation ne s'intègrent pas à plusieurs de ses conceptions actuelles<sup>4</sup>. Les restes pourraient sembler des branches mortes du régime discursif de la participation, s'ils ne s'intégraient pas à d'autres interprétations. Rappelant la richesse initiale du régime de discours, ils incitent à poursuivre d'autres modes de gouvernement.

---

1 Ce point est toutefois à nuancer, tant les formes de la participation sont variées. Par « procédures dominantes », on peut entendre alors : fortement médiatisées. Voir notamment : Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Sintomer, « La démocratie participative, modèles et enjeux », p.293-307 in Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Sintomer (dir.) / *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005.

2 Michel Callon, Pierre Lascoumes, Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

3 Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, Marie-Angèle Hermitte, « A la recherche d'une « démocratie technique ». Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France », *Natures, sciences, sociétés*, 11, 2003, p.3-15.

4 Le recours à l'exemple des conférences citoyennes ne doit pas masquer que d'autres procédures, telles que le débat public, reposent sur des conceptions similaires dont sont tout aussi absents ces restes définitionnels. Voir notamment Martine Revel et alii, *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007.

Le deuxième indice qui encourage à chercher une autre interprétation est la présence récurrente d'une métaphore expérimentale dans les textes du corpus. Cette métaphore est activée à partir de la dérivation du discours sur la science vers un discours sur la société. Elle conduit les auteurs à comparer l'activité sociale à une activité expérimentale et à associer la pratique politique à une pratique de l'expérience. On lit par exemple dans *Impascience* une défense de la « bio-énergie » qui vire à la proposition d'une pratique expérimentale des rapports humains. Selon l'auteur, on passe ainsi du « tout dire » de Freud au « tout faire » :

*« A partir de là, on retrouve l'impossibilité de rester seulement spectateur et l'importance [...] de passer soi-même par la pratique. Ceci pourrait correspondre, pour les phénomènes humains, à l'exigence de l'expérimentation dans la science classique. On pourrait tout aussi bien parler de l'interaction entre observateur et observé, un phénomène à bien sûr contrôler parfaitement dans toute démarche de type scientifique. Bref, il pourrait s'agir pour la première fois d'une certaine « science humaine » »<sup>1</sup>.*

A partir de considérations sur une parascience, la bio-énergie, l'auteur propose d'attribuer aux pratiques sociales les caractéristiques d'une expérimentation scientifique. Comme on le verra, par une série d'extensions, cette métaphore est présente et développée par différents textes du corpus qui font de l'expérimentation une caractéristique déterminante du politique. Elle souffle la possibilité d'une autre interprétation du régime de discours sur la participation. Il s'agit alors de voir dans quelle mesure le régime de la participation correspond à la mise en place d'une « politique expérimentale ».

Avant d'aller plus loin, le statut gouvernemental de la métaphore expérimentale doit cependant être clarifié. Tout mode de gouvernement s'enracine dans des représentations des pratiques politiques. Par exemple, l'impératif délibératif s'appuie sur une conception de l'activité politique comme rencontre dans un espace public et pratique du débat. Il reconduit une métaphore et un imaginaire du politique comme activité de forum, de discussion et de mise en circulation des opinions<sup>2</sup>. L'impératif expérimental déploie quant à lui une représentation de l'activité politique comme expérimentation, à l'instar d'une pratique scientifique. La politique expérimentale est donc d'abord politique métaphorique - description du monde à l'aune de l'organisation scientifique. Elle est un mode de gouvernement dans la mesure où elle matérialise une manière de représenter l'activité sociale et précise une

---

1 « Pour tâcher d'éclairer ma lanterne », *Impascience*, hiver 1976, p.8.

2 Sur le pouvoir métaphorique de la notion d'espace public : Yves Jeanneret, *Penser la trivialité. Vol. 1 : la vie triviale des êtres culturels*, Paris, Hermès-Lavoisier, 2008, p.205-216, « L'hyperbole de l'espace public ».

interprétation du régime discursif de la participation. Mais alors, s'il est possible de soutenir que la politique expérimentale est métaphorique et gouvernementale – qu'il s'agit donc d'une *métaphore gouvernementale* – cela implique que la politique expérimentale ne soit pas uniquement le fait de quelques dispositifs politiques, mais aussi bien le fruit de la manière dont ceux-ci sont interprétés. Pour cette raison, le mode de gouvernement expérimental s'inscrit au point de rencontre entre des objets, des pratiques sociales et des analyses produites par des acteurs, qu'ils soient chercheurs ou non.

Afin de le démontrer, on précisera d'abord la présence de la métaphore expérimentale dans le corpus, ainsi que son fonctionnement. Puis on montrera dans quelle mesure des initiatives contemporaines semblent reprendre la métaphore expérimentale et attester de son statut de mode de gouvernement. Ce choix est motivé par la nécessité de montrer à la fois l'apparition de la métaphore expérimentale « dans le texte » et sa persistance actuelle dans les pratiques sociopolitiques et les discours sur la société. Le chapitre explore ainsi les principales caractéristiques du modèle de la politique expérimentale. Après avoir présenté les principaux traits de ce mode de gouvernementalité, (1,2), on analysera les changements qu'il produit sur les conceptions du débat, de la décision et de la communication des savoirs.

## 1. La métaphore expérimentale

La politique expérimentale est un mode de gouvernement fondé sur une métaphore qui se constitue au sein du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Il faut donc en premier lieu repérer les marques de cette métaphore au sein du corpus. Une fois identifiée, on expliquera son fonctionnement, puis on essaiera de caractériser son extension. Dans quelle mesure la métaphore extraite du régime de la participation est-elle employée ailleurs ?

### 1.a. Naissance

#### *Des indices forts et des indices faibles*

Le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques institue un mode de description de l'activité sociopolitique. Celle-ci se voit attribuer des traits issus du



champ scientifique et notamment des sciences expérimentales. Une représentation singulière de l'activité politique est ainsi façonnée – elle devient une pratique expérimentale.

La présence de la métaphore expérimentale se manifeste à travers des indices faibles et des indices forts. Un indice faible de la métaphore expérimentale consiste par exemple à revendiquer la mise en place d'une politique par l'expérimentation. On trouve un tel indice dans une déclaration d'Amy Dahan au nom du collectif Ecologie 78 : « *Nous n'avons pas un projet de société contre un autre projet de société. [...] Cette future société doit être créée avec l'imagination des gens à la suite d'expérimentations diverses* »<sup>1</sup>. Il s'agit d'un indice faible car si le terme « expérimentation » est employé, rien dans le cotexte ne permet de déterminer son rattachement à l'imaginaire des sciences expérimentales.

La faiblesse d'un tel indice est attestée par l'interchangeabilité de l'image expérimentale et la possibilité pour le locuteur de la remplacer par une autre. Dans une situation similaire à la précédente, Serge Moscovici révèle cette faiblesse. Interrogé en tant qu'intellectuel spécialiste de l'écologie, à la question « *Devrions-nous nous orienter vers ce que l'on appelle « l'expérimentation sociale » ?* », il répond « *il faut faire ce que nous sommes aujourd'hui les seuls à pouvoir faire : essayer de nouvelles pratiques* »<sup>2</sup>. Sa réponse substitue à « *expérimentation sociale* » l'expression « *nouvelles pratiques* ». Ce faisant, il montre que la notion d'expérimentation n'est pas incontournable. Elle porte un imaginaire qui n'est pas exclusivement celui des sciences expérimentales et renvoie tout autant à la notion d'innovation sociale. En effet, dans les années 1970, les expérimentations sont très liées, du côté militant, aux pratiques alternatives. La notion d'expérimentation est alors prise dans un nuage sémantique dont la science n'a pas l'exclusivité.

Mais si ces indices sont faibles, ils ne sont pas pour autant négligeables. Le recours au terme « expérimentation » n'est pas anodin. Il indique bien l'existence d'une métaphore expérimentale ; il le fait cependant d'une façon trop peu déterminante pour suffire à affirmer l'importance de cette métaphore. Il est alors nécessaire de convoquer des indices forts de la métaphore expérimentale. On trouve un tel indice dans les interrogations du pôle militant sur

---

1 Amy Dahan, citée par Dominique Allan-Michaud, *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan, 1989, p.45. Les énoncés du collectif « Ecologie 78 » ne font pas partie du corpus analysé. Il s'agit néanmoins d'un objet pertinent pour cette étude, car il correspond à la première candidature écologiste aux élections législatives en France, en 1978.

2 Serge Moscovici, *De la nature*, chapitre 2, « Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ? (Entretien avec Jean-Paul Ribes) », Paris, Métailié, 2002, p.67 [Entretien original publié en 1978].

les pratiques technologiques alternatives. Celles-ci sont envisagées comme des pratiques scientifiques *et* sociales, qu'il est nécessaire d'expérimenter afin d'en maîtriser les tenants et les aboutissants. On trouve par exemple dans *Survivre* un article consacré au gaz de paille, révélateur sur ce point. L'article retrace l'histoire de la technologie « douce » du gaz de paille, en explique le fonctionnement et les nécessités techniques. Il envisage la possibilité d'expérimenter cette technologie dans diverses exploitations. Il s'agit donc à plusieurs égards d'une réflexion sur une technologie. Mais la conclusion de l'article dévie le questionnement initial, et passe des interrogations techniques aux interrogations sociales. On y trouve alors intriqués l'usage scientifique et technique de la notion d'expérience et son usage métaphorique de description du social :

*« La recherche et l'expérimentation en technologies douces risque fort, si elle est considérée comme un but en elle-même, de n'être qu'une solution technicienne de plus. En fait cette recherche devrait être inséparable de la recherche expérimentale de nouveaux modes de vie, de relations plus vraies entre les êtres »<sup>1</sup>.*

Cette citation montre un indice fort de la métaphore expérimentale, dans la mesure où la notion d'expérience est appliquée à la vie sociale (« *recherche expérimentale de nouveaux modes de vie* ») à partir d'une réflexion technique (les technologies douces). De même que l'exemple cité plus haut de la bio-énergie, celui-ci conduit d'une réflexion sur la technologie et les savoirs à une réflexion sur les rapports sociaux et les pratiques politiques. De tels indices attestent la présence d'une métaphore expérimentale au sein du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques. Ils permettent aussi de s'assurer de l'ancrage scientifique de cette métaphore.

### ***Le monde social au prisme de la métaphore scientifique***

Les indices faibles font référence à la notion d'expérience dans une acception lâche, qui peut être mise en équivalence avec d'autres signifiants. C'est le cas par exemple dans la mise en équivalence d'« expérimentation sociale » avec « nouvelles pratiques ». Les indices forts, au contraire, mettent explicitement en scène l'application d'une métaphore de l'expérience scientifique à la vie sociale. Ils manifestent clairement l'origine scientifique et technique de la métaphore expérimentale. C'est le cas de l'article sur les technologies douces, qui utilise la notion d'expérimentation pour décrire des expérimentations techniques, mais aussi des modes

---

1 Laurent Samuel, « Le gaz de paille dans l'œil de son voisin », *Survivre*, 14, octobre-novembre 1972, p.32.

de vie. Entre ces deux types d'indices, le corpus contient de nombreuses occurrences de la métaphore expérimentale, qui concourent à montrer sa prégnance sur le régime discursif de la participation.

La métaphore de la politique expérimentale rassemble alors une multitude de pratiques sociopolitiques et de phénomènes différents sous la notion d'expérience. La revue *Culture technique* se livre de façon presque systématique à cette opération, décrivant comme expérimentales des activités aussi diverses que les fabrications/inventions d'instruments de musique du groupe Arthéa<sup>1</sup> ou la mise en place de politiques de recherche<sup>2</sup>. *Pandore* insiste, dans une autre perspective, sur le processus par lequel le monde devient un laboratoire à ciel ouvert. On trouve aussi, de façon plus rare et moins franchement métaphorique, des recours à la notion d'expérience dans les rapports de l'OCDE. François Hetman évoque par exemple les « études expérimentales » d'évaluation menées par la *National Academy of Engineering*<sup>3</sup>. Il donne ainsi un caractère scientifique à une pratique relevant pourtant en priorité d'interrogations politiques sur la maîtrise du développement. Le pôle militant, enfin n'est pas en reste, comme on l'a vu plus haut. On peut conclure de ces différents exemples que la métaphore expérimentale est employée simultanément, de façon différente, par les trois pôles discursifs. Tous trois attribuent à des activités sociopolitiques les caractéristiques d'expériences menées dans le champ scientifique. Pour mieux saisir cette métaphore, il importe à présent d'en expliquer le fonctionnement.

## 1.b. Fonctionnement

### *Le comparant : la science*

On peut distinguer deux niveaux principaux de fonctionnement de la métaphore expérimentale. A un premier niveau, elle commande le constat d'une extension des objets et des techniques du laboratoire à l'échelle de la société. A un second niveau, elle prête aux pratiques sociopolitiques les caractéristiques de l'expérience scientifique. Le premier niveau est surtout présent au sein du pôle académique. Il a été exprimé, plus récemment et avec une

---

1 Goa et Franki Bourlier, « Arthéa. Ouvriers de la gestation sonore », *Culture technique*, 8, juin 1982, p.167-173.

2 Lillian Hoddeson, « Naissance de la recherche fondamentale à la compagnie Bell », *Culture technique*, 10, juin 1983, p.43-60.

3 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.123.

habileté particulière, par Bruno Latour à travers la formule « *le laboratoire s'est étendu à la planète entière* »<sup>1</sup>. Par cette remarque, Latour entend décrire le déploiement des logiques scientificotechniques et de leurs objets. Le développement technologique impose à la société le fonctionnement d'un laboratoire. La crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (vache folle), les virus H5N1 (grippe aviaire) et H1N1 (grippe porcine), dans la mesure où ils résultent du développement technologique à une échelle mondiale, font de la planète un laboratoire<sup>2</sup>. En ce sens, l'affirmation de Latour indique que les pratiques scientifiques et le développement technique imposent leurs objets et leurs conséquences à l'ensemble de la société. Des chercheurs travaillent sur les OGM, et la société se voit confrontée à des choix cruciaux sur l'agriculture et les pratiques de consommation. D'autres travaillent sur les nanosciences, et c'est l'ensemble des pratiques de contrôle, de soin, qui doit être repensé. Selon cette acception, la propagation des objets et des pratiques scientifiques soumet le monde au fonctionnement d'un laboratoire. A ce niveau, la métaphore expérimentale s'appuie sur la remarque que la science est devenue une activité socialisée et aux profondes implications politiques.

A un second niveau, la métaphore expérimentale est utilisée, pour ainsi dire, de façon plus « pure », car elle est appliquée directement à diverses activités sociopolitiques. Ce ne sont cette fois ni les objets de la science (OGM ou nanosciences) ni ses infrastructures qui s'appliquent au monde social, mais plutôt sa logique. Les acteurs sociaux sont considérés comme des chercheurs qui expérimentent des pratiques sociales, des interactions, des modes d'existence. La dilatation du laboratoire à l'échelle de l'espace social étend alors moins les objets de la science que ses démarches. L'ensemble des conceptions du politique est reconfiguré par cet usage de la métaphore, qui substitue une représentation de la pratique scientifique aux représentations traditionnelles des pratiques sociales. L'expérience, à travers cet usage, peut être de multiples sortes : toute pratique sociale revendiquant un statut innovant devient expérimentale. C'est par exemple le cas de l'« *expérience communautaire* » : « *ceux qui y participent ont conscience d'expérimenter quelque chose d'autre, des techniques et modes de vie totalement nouveaux* »<sup>3</sup>.

---

1 Bruno Latour, « Nouvelles règles de la méthode scientifique », *Projet*, 268, décembre 2001, [en ligne].

2 Cette conception de la « planète laboratoire » est aussi celle de Wolfgang Krohn, Johannes Weyer, « Society as a laboratory : the social risks of experimental research », *Science and public policy*, 21, 1994, p.173-183.

3 Didier Savard, « Communautés », *Survivre*, 11, printemps 1972, p.26-28.

Ce niveau est plus présent au sein du pôle militant. Pour le comprendre, il faut tenir compte du fait que la métaphore de l'expérience trouve une origine dans l'évolution des exigences du pôle militant. On a vu au cours du chapitre 3 comment le laboratoire devient un lieu commun à travers l'analogie entre pratique scientifique et travail d'usine (notée [laboratoire/usine]). On a vu aussi la trajectoire de cette analogie : de la description des rapports entre chercheurs et patrons, elle passe aux différents acteurs du laboratoire, avant de s'ouvrir à l'ensemble de la société. Ce processus la modifie : [laboratoire/usine] devient [laboratoire/monde social]. Par ailleurs, elle interfère avec les conceptions exposées plus haut sur l'expérimentation comme « nouvelle pratique », courantes dans les milieux militants. Ainsi, elle se brouille et en vient parfois à s'inverser. Dans le jeu des formules, le laboratoire devient successivement comparé ([laboratoire/usine], [laboratoire/monde social]) et comparant ([monde social/laboratoire]). Le monde social, qui devait absorber la science, est absorbé par elle. Le réencastrement des sciences en société mène à une représentation scientifique du monde social.

Les deux niveaux de fonctionnement de la métaphore expérimentale ne s'opposent pas mais se complètent. Ils doivent donc être saisis dans un même mouvement. Au premier niveau, la société se voit imposer les préoccupations d'un laboratoire et doit « faire avec » des objets scientifiques devenus incontournables. Au second, chacun est un expérimentateur en puissance, et tout savoir peut trouver sa place dans le champ illimité des expériences. Les deux conceptions se retrouvent par ailleurs autour d'une conception critique commune du champ scientifique. La définition de la science selon la métaphore expérimentale se distingue de celle de l'épistémologie positive traditionnelle. Selon la politique expérimentale, les sciences forment un champ atomisé, ouvert sur d'autres et où aucun consensus ne prédomine<sup>1</sup>. A la limite, la seule caractéristique permettant d'unifier le champ scientifique est une pratique de l'exploration et de la mise à l'épreuve, comme on peut le lire dans *Culture technique* : « Un discours est dit scientifique s'il prend des risques en particulier celui de se voir opposer le démenti de l'expérience »<sup>2</sup>. Cette pratique devient, ou est censée devenir, dans le cadre d'une politique expérimentale, une « culture civique »<sup>3</sup>.

---

1 Cette définition de la pratique scientifique est caractéristique des approches de nouvelle sociologie des sciences. On en trouve, dans un texte plus tardif, une formulation particulièrement synthétique : Susan Leigh Star, James Griesemer, "Institutional ecology, translation and boundary objects : amateurs and professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology 1907-1939", *Social Studies of Science*, 19, 1989/3, p.387-420.

2 *Culture technique*, 5, avril 1981, page de garde.

3 La notion de culture civique a été définie par Peter Dahlgren comme « ancrée dans les pratiques et le milieu symbolique de la vie au quotidien ou, si l'on préfère, de la vie dans la société civile ». Peter Dahlgren, « Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution », *Questions de communication*, 2003, 3, 151-168.

### ***Les comparés : activités sociopolitiques***

Si la science est considérée comme une activité atomisée et ouverte, la notion d'expérience ne doit pas non plus être comprise au sens strict. La conception critique de la science mêle l'*experientia*, expérience commune, et l'*experimentum*, expérience scientifique ponctuelle, sous une même notion<sup>1</sup>. Le laboratoire s'est étendu à la planète entière et ses méthodes à l'ensemble des expériences humaines : l'opposition de deux formes de l'expérience est alors vide de sens. A la limite, il n'est plus nécessaire d'opposer une science confinée et une science de plein air, car toute pratique sociopolitique se caractérise par sa dimension expérimentale. La notion d'expérience est ainsi appliquée à des objets multiples et on observe une grande diversité des comparés. Encore une fois, deux niveaux se distinguent.

A un premier niveau, la métaphore expérimentale est appliquée, si l'on peut dire, dans un simple rapport de variation avec son objet. Sont alors définies à l'aune de l'expérimentation des activités expérimentales qui ne semblent guère reconnues *a priori* par la communauté scientifique mais qui présentent de forts points communs avec l'activité de recherche, ne serait-ce que par mimétisme. Lorsque le pôle militant décrit à travers la notion d'expérience des pratiques technologiques alternatives, des savoirs parallèles ou des pseudo-sciences, il attribue les caractéristiques de l'expérience à des activités souvent illégitimes dans le champ scientifique. Mais ces activités revendiquent une forme de scientificité. A ce titre, la métaphore expérimentale ne s'inscrit que dans la variation de perspective entre des activités légitimes et des activités illégitimes du point de vue dominant dans le champ scientifique.

A un second niveau, la notion d'expérience est appliquée à des activités plus éloignées de la pratique scientifique, comme la démocratisation des choix scientifiques et la participation. Par extension à partir de ces considérations, elle peut même s'appliquer à n'importe quelle pratique sociale. L'expérience peut par exemple être « expérience de participation », comme Robert Prost l'explique :

*« Une attitude pragmatique nous apparaît se poser à partir de la notion d'expérimentation. La complexité et la diversité des configurations touchant à l'insertion des technologies nécessite que des expériences à petite échelle soient mises en place de manière systématique et que, pour chaque cas, soit inventées des*

---

<sup>1</sup> Sur l'opposition entre *experientia* et *experimentum* : Christian Licoppe, *La formation de la pratique scientifique. Le discours de l'expérience en France et en Angleterre (1630-1820)*, Paris, La Découverte, 1996.

*modalités de participation afin de comprendre certaines conséquences que seule la pratique peut révéler »<sup>1</sup>.*

Cette citation montre que la notion d'expérimentation, loin de s'appliquer seulement à des pratiques scientifiques, fonctionne aussi dans le cadre de procédures politiques. Les objets décrits par la métaphore expérimentale doivent donc être considérés comme les pratiques sociopolitiques en un sens large, des pratiques scientifiques non reconnues par l'institution aux tentatives politiques de réglementation et de démocratisation. Entre les deux usages de la métaphore que l'on vient d'identifier vont en effet prendre place une multitude de descriptions des pratiques sociales.

### 1.c. Extension

Le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques est un site privilégié de formation de la métaphore de politique expérimentale, pour deux raisons. La première est qu'il traite essentiellement d'un matériau lié à la question de l'expérience : les pratiques scientifiques et techniques. Ce contexte favorise le glissement de la notion d'expérimentation scientifique et technique à celle d'expérimentation sociale. La seconde raison du lien entre le régime de la participation aux sciences et la politique expérimentale est d'ordre historique. Les années 1970, sous l'influence du militantisme et de l'esprit « *do it yourself* »<sup>2</sup> mais aussi à travers la mise en place d'expériences à un niveau plus institutionnel, sont travaillées par une volonté d'expérimentation. Le Centre expérimental de Vincennes est un exemple emblématique de ce courant : il manifeste la volonté d'élaborer une forme singulière d'enseignement par essais successifs et non selon un programme préétabli<sup>3</sup>. On retrouve ainsi la notion d'expérimentation à différents niveaux d'action politique : individuel et militant, mais aussi institutionnel, puisque l'Etat lui-même promeut des expériences. Tout peut être prétexte, dans les années 1970, à l'expérimentation. Du développement des communautés aux tentatives institutionnelles de bâtir des formes d'enseignement, de multiples domaines d'action sont investis par une logique d'expérience<sup>4</sup>. Pour ces deux

---

1 Robert Prost, « Recension de Jean-Jacques Salomon, *Prométhée empêtré*, Paris, Pergamon Press, 1982 », *Pandore*, 19, juin 1982, p. 23

2 Jerry Rubin, *Do it ! Scénarios de la révolution*, Paris, Seuil, 1971 [1971, trad. de l'américain [sic] par le gang yippie de Paris].

3 Jean-Michel Djian, *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, Paris, Flammarion, 2009.

4 Les revues du pôle militant, en particulier, défendent ardemment ces principes et baignent dans cet imaginaire, notamment à travers les expériences d'enseignement. Voir par exemple dans *Survivre* l'article de Monique Hakim sur une expérience d'enseignement mise en place en 1968 à l'Université de Montpellier Monique Hakim, « Une

raisons principales, le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques constitue un site privilégié de la formulation d'une métaphore de l'expérimentation et de son application aux pratiques sociopolitiques.

Mais il serait insuffisant de réduire les usages de cette métaphore aux seules années 1970. Elle déborde, tout comme le régime discursif de la participation, de l'époque privilégiée par cette recherche. Même si les raisons qui viennent d'être données invitent à penser que la décennie 1970 est un lieu remarquable de formation de la métaphore expérimentale, cette dernière est diffuse et ne s'arrête pas aux bords du corpus étudié. Elle n'est pas limitée au monde de la réflexion sur la participation aux choix scientifiques et technologiques dans les années 1970. Sa diffusion s'observe à deux échelles. La première est temporelle, la seconde spatiale. A l'échelle temporelle, on constate la permanence de la métaphore expérimentale dans les discours contemporains sur les sciences, avec une propension équivalente au glissement des sciences vers la société. Les discours sur les sciences et les sociétés continuent d'être marqués par la notion d'expérience et d'articuler les notions d'expérimentation scientifique et d'expérimentation sociale.

Christophe Bonneuil, Pierre-Benoît Joly et Claire Marris ont signé un article révélateur à cet égard<sup>1</sup>. Ce texte revient sur l'histoire récente des controverses autour de la culture d'OGM en champ ouvert. Il prend pour point de départ l'organisation d'expériences de culture d'organismes génétiquement modifiés en exploitations agricoles, qui constituent des pratiques scientifiques interférant avec le fonctionnement de l'espace public. Il montre ensuite les deux transformations apportées par l'implication progressive d'associations dans des actions de « désobéissance civile », avec le fauchage de champs d'essai. Selon les auteurs de l'article, ces associations ont contribué, d'une part, à médiatiser les problèmes sociotechniques soulevés par les OGM et, d'autre part, à amener à la reformulation de ces questions dans un cadre politique plus large que le cadre initial. Les rapports de légitimité entre acteurs (chercheurs scientifiques et experts, cultivateurs et consommateurs) ont été renégociés et les modes d'action employés (le fauchage) deviennent non plus seulement des actes de destruction mais des stratégies d'intervention dans une expérience à ciel ouvert. De ce fait, l'image initiale de l'expérience scientifique est élargie à un fonctionnement social global ; de

---

expérience pédagogique dans l'enseignement des mathématiques à l'Université de Montpellier », *Survivre*, novembre 1970, p.3-6.

1 Christophe Bonneuil, Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, « Disentrenching experiment ? The construction of GM-crop field trials as a social problem in France », *Science, Technology and Human Values*, 33, 2008/2, p.201-229.



même, les ressources d'action publique et de mise en évidence des problèmes sociaux deviennent des formes de participation à l'expérimentation. A travers ce raisonnement, l'article de Bonneuil, Joly et Marris montre un usage particulièrement stimulant de la métaphore expérimentale dans l'explication de pratiques scientifico-politiques hybrides.

Mais la métaphore expérimentale n'est pas employée seulement dans le champ des sciences et des techniques. A l'extension temporelle s'ajoute ainsi une extension spatiale, au cours de laquelle la métaphore expérimentale renvoie à un ensemble plus vaste de questions politiques. On a vu la notion d'expérience s'appliquer à la fois à l'extension du champ scientifique et à de « nouvelles pratiques ». En ce sens s'est développée une notion d'expérimentation dans des champs divers. On peut ainsi trouver une littérature abondante sur les expériences menées en matière de démocratie et de manières de gouverner, spécialement sur la question de la participation<sup>1</sup>. D'autres exemples appartiennent à d'autres domaines de l'action publique. Par exemple, l'économiste Esther Duflo défend dans un ouvrage récent une approche expérimentale de la lutte contre la pauvreté<sup>2</sup>. Selon cette approche, la pauvreté doit être combattue par la mise en place d'expériences variées dont les résultats sont évalués et comparés. L'aspect le plus frappant du discours de Duflo sur les « *expériences naturelles* » est la place qu'elles accordent à la participation des acteurs. En effet, la conception de l'expérience que Duflo propose et qui se développe en économie depuis une dizaine d'années n'a rien de l'approche expérimentale positive classique. Le savant et le citoyen n'y sont pas séparés par les murs du laboratoire, car l'expérience « *fait collaborer les acteurs de terrain et les chercheurs avant même le lancement du programme* »<sup>3</sup>. L'expérimentation politique, dans cet exemple, est indissociable du discours participatif. Enfin, la notion d'expérimentation se retrouve fréquemment dans la sphère militante, où elle est associée à un mode d'intervention et de réappropriation de l'espace public, mais aussi à un idéal pratique de la politique. Comme le rappellent Laurence Allard et Olivier Blondeau, l'expérimentation est revendiquée en tant que pratique politique alternative lors des rendez-vous altermondialistes, qui voient se monter des « *lieux de rencontre et d'expérimentation des pratiques politiques alternatives* »<sup>4</sup>.

---

1 Un exemple symptomatique de cette démarche et sur lequel on reviendra : Eric Maigret, Laurence Monnoyer-Smith, « Des caméras dans un conseil municipal. Portée et limites de l'expérience d'Issy-les-Moulineaux », *Hermès*, 26-27, 2000, p.141-158. On peut ajouter aussi la tenue récente du forum « Réinventer la démocratie. Expériences démocratiques en France », en mai 2009 à Grenoble, à l'instigation du *think tank* La République des idées.

2 Esther Duflo, *Expérience, science et lutte contre la pauvreté*, Collège de France/Fayard, 2009.

3 Esther Duflo, *Ibid.*, p.51.

4 Laurence Allard, Olivier Blondeau, « L'activisme contemporain : défection, expressivisme et expérimentation », *Rue Descartes*, 55, 2007/1, p.47-58. Voir aussi : Olivier Blondeau, Laurence Allard, *Devenir média, l'activisme sur internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007.

Ces exemples illustrent la largeur du faisceau couvert par la métaphore expérimentale. Si la société devient « expérimentale »<sup>1</sup>, la compréhension du terme d'expérience ne doit pas être trop restrictive. Il s'applique, on l'a vu, avec une adéquation particulière aux situations soulevant des enjeux sociotechniques dans lesquelles la distribution du risque et de l'initiative fait l'objet de conflits<sup>2</sup>. Mais il ne s'y réduit pas, car l'histoire de la métaphore expérimentale est elle-même indissociablement politique et scientifique. Elle renvoie, pour ceux qui l'emploient dès les années 1970, à des expériences techniques, sociales et humaines. Ses utilisateurs ne tentent pas seulement d'expliquer le fonctionnement des sciences ; ils instaurent une forme d'explication du social à partir de représentations du champ scientifique.

Il reste à noter que le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et techniques n'est pas seul à l'origine du recours à la métaphore de l'expérimentation. On a vu que les origines de la métaphore sont plus largement militantes. On peut ajouter enfin qu'elle s'enracine profondément dans le pragmatisme philosophique<sup>3</sup>. John Dewey envisageait la science comme un *empowerment* des citoyens, leur donnant les moyens d'intervenir dans l'espace public<sup>4</sup>. Robert Park concevait quant à lui la ville comme un « *laboratoire social* » « où sont mis à l'épreuve, examinés, testés et évalués des modes de vie, des montages d'action publique ou de savoirs de sens commun »<sup>5</sup>. D'une certaine façon, la politique expérimentale n'est qu'une variante de ces conceptions. Mais en fixant l'horizon d'un *empowerment* technologique, en s'intéressant précisément aux sciences et aux techniques, elle rend indissociables la conception d'un « monde laboratoire » et celle, militante, de la nécessité de l'expérimentation politique et sociale. Le régime discursif de la participation aux sciences et aux techniques confère à la métaphore expérimentale les caractéristiques d'un mode de gouvernement singulier, qu'il est nécessaire de détailler.

---

1 Wolfgang Krohn, Johannes Weyer, « Society as a laboratory : the social risks of experimental research », *Science and public policy*, 21, 1994, p.173-183.

2 Voir par exemple Wolfgang Krohn, Peter Weingart, « Nuclear power as a social experiment. European political « fall out » from the Chernobyl meltdown », *Science, technology and human values*, 12, 1987/2, p.52-58.

3 Didier Debaise (dir.), *Vie et expérimentation. Peirce, James, Dewey*, Paris, Vrin, 2007.

4 Joëlle Zask, *L'opinion publique et son double, tome 2, John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 2000.

5 Daniel Céfai, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S., 2007, p.102. Voir aussi : Matthias Gross, Wolfgang Krohn, « Society as experiment : sociological foundations for a self-experimental society », *History of the human sciences*, 18, 2005/2, p.63-86.

## 2. L'expérimentation comme mode de gouvernement

La métaphore expérimentale a été identifiée au sein du régime discursif de la participation. Son fonctionnement a été clarifié et sa portée sociale a été présentée. Il importe à présent de préciser les caractéristiques de l'expérimentation, non plus comme métaphore, mais en tant que mode de gouvernement. Pour cela, trois axes ont été privilégiés. D'abord, on peut montrer la spécificité des problèmes auxquels confronte la politique expérimentale. Ensuite, l'objet et les ressorts principaux de la politique expérimentale doivent être détaillés.

### 2.a. Problèmes de politique expérimentale

#### *Devenir sujet-objet d'expérimentation*

La métaphore expérimentale impose une conception du politique calquée sur des représentations de la science. A ce titre, il s'agit d'un mode de gouvernement qui contraint les représentations. Par conséquent, la politique expérimentale relève d'une façon de représenter le politique qui contient une promesse d'émancipation mais impose aussi des modes d'agir et soulève des problèmes. Le problème central de la politique expérimentale tient au fait que chacun peut être à la fois sujet et objet de science. En ce sens, la politique expérimentale déplace les questions posées par le constat de la contradiction entre spécialisation croissante des tâches et exigence démocratique.

De nombreux auteurs ont constaté le problème suivant : le développement de la science et de la technologie modernes rendent difficile l'exercice démocratique. Les pionniers de cette réflexion, Jacques Ellul, Herbert Marcuse ou Jürgen Habermas conçoivent l'opposition en termes de menace d'aliénation sociale liée au développement technologique. Ils notent le risque pour les individus d'être objectivés et aliénés technologiquement, sans tenir compte de l'opportunité qui se présente de devenir en même temps expérimentateurs. La politique expérimentale pose le problème de façon différente, sous la forme d'enjeux de production des sujets et des objets de l'expérience. Chacun est sujet/objet de la politique expérimentale. Mais il est alors nécessaire de clarifier les procédures de l'expérimentation, d'en identifier les acteurs avec la plus grande précision. Cet aspect de la politique expérimentale a été récemment souligné par Bernadette Bensaude-Vincent. Dans le cadre d'une réflexion sur les technosciences et les nanobiotechnologies, la philosophe écrit :

*« La scène expérimentale n'est pas un espace clos et confiné, comme un laboratoire, mais la société dans son ensemble et la planète à laquelle elle est associée. A coups de protocoles, d'essais et d'erreurs, on tente de vérifier ou d'infirmer des hypothèses, mais ces essais cliniques sont des essais en grand, à l'échelle du monde »<sup>1</sup>.*

Elle met ainsi en évidence un aspect central du modèle expérimental, qui correspond à la « *gestion expérimentale de la société* »<sup>2</sup>. Dans la politique expérimentale en effet, les acteurs sociaux sont des objets (de connaissance, d'expérience). En revanche, citant Ulrike Felt, c'est par l'interrogative qu'elle mène au revers de cette remarque. Dans le modèle expérimental, les objets peuvent aussi devenir sujets :

*« Si maintenant la société devient un laboratoire d'expériences sans murs et, par voie de conséquence, les sujets sociaux deviennent les sujets d'expérience, [les cobayes] d'expériences techno-scientifico-environnementales sans fin, il est nécessaire de commencer à discuter des implications pour la gouvernance, la science, les publics et la technologie. Que signifie expérience dans ce cas ? Et si chacun est en principe un cobaye, alors qui participe à la conception de l'expérience, à son interprétation et qui a un droit de veto ? »<sup>3</sup>.*

La formulation interrogative montre que le statut de « sujet-objet » des citoyens de la politique expérimentale soulève des enjeux essentiels et ne va pas de soi. Pour Bensaude-Vincent, l'accès au statut de sujet expérimentateur n'est pas sans conditions et certains disposent d'un pouvoir d'objectivation de leur entourage que n'ont pas les autres. Le titre de sujet expérimentateur constitue donc moins un acquis qu'un objet de revendication dans la politique expérimentale. Cependant, même si cette formulation montre que le statut de sujet/objet peut être très déséquilibré, Bensaude-Vincent place au centre de l'activité politique la production d'expériences et définit comme élément de libération le fait de participer « *à la conception de l'expérience* ». Elle ne pose donc plus la question en termes d'aliénation technologique, mais bien à travers la conception de l'expérience et de la définition des rôles de l'expérimentateur et des objets d'expérimentation.

Elle témoigne surtout de ce que la politique expérimentale renverse la situation qui précédait, dans laquelle la science se livrait à une « *experimentalisation du monde* » tout en privant de la parole ce même monde sur les conditions de cet exercice. Grégoire Chamayou a en effet

---

1 Bernadette Bensaude-Vincent, *Les vertiges de la technoscience. Façonner le monde atome par atome*, Paris, La Découverte, 2009, p.190, chap.16 « Expérimentation sociale ».

2 Bernadette Bensaude-Vincent, *Ibid.*, p.195.

3 Ulrike Felt [rapport pour la commission européenne, groupe d'experts sur science et gouvernance, taking european knowledge society seriously, 2007, p.68], cité in Bernadette Bensaude-Vincent, *Ibid.*, p.193.

montré qu'aux 18<sup>e</sup> et au 19<sup>e</sup> siècles, le développement de l'expérience ne va pas sans un paradoxe. D'un côté, le savant prend « le monde » comme objet de science. De l'autre côté « le monde » se voit imposer le silence sur les pratiques scientifiques<sup>1</sup>. Le savant peut alors expérimenter à loisir sur des objets qui perdent le statut d'entités parlantes. Ce paradoxe est renversé avec la politique expérimentale, car la politique devient science et chacun devient savant – ou réclame de le devenir. En conséquence, la coupure entre sujet et objet est sans cesse l'objet de négociations et soulève de nouveaux problèmes de gouvernement. L'article de Bonneuil, Joly et Marris illustre par une comparaison amusante entre les mouvements de contestation contre les OGM et une « *révolte de cochons d'Inde* »<sup>2</sup>.

### ***Gestion expérimentale vs autogestion expérimentale***

Bien qu'une grande diversité de modes d'action et de protestation soit possible au sein de la politique expérimentale, les textes du corpus semblent réduire celle-ci en dernière instance à une alternative entre gestion expérimentale de la société et autogestion expérimentale. La politique expérimentale reste ainsi travaillée par la contradiction du régime discursif de la participation entre coercition et émancipation. On voit alors s'affronter deux conceptions de l'expérience : l'une, du côté des pratiques institutionnelles d'administration des populations, et l'autre du côté des pratiques d'émancipation. Pour illustrer les premières, on peut évoquer le développement de l'expérimentalisme en droit public. Jacques Chevallier, dans un état des lieux de l'expérimentation juridique en France<sup>3</sup>, a montré qu'elle constitue un outil de gouvernement en conflit avec la conception traditionnelle de la loi. Avec l'expérimentation, la loi devient une pratique réversible. Plus encore, la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République introduit la possibilité, pour les collectivités locales d'élaborer leurs propres normes expérimentales en s'affranchissant des règles générales. La loi perd son caractère étatique général, elle peut être produite expérimentalement au niveau local<sup>4</sup>. La pratique expérimentale de la réglementation atteste donc d'une prise en compte de la métaphore expérimentale au niveau du droit. Chevallier fait cependant remarquer que les lois expérimentales sont souvent liées à des stratégies d'usure

---

1 Grégoire Chamayou, *Les corps vils. Expérimenter sur les êtres humains aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2008.

2 Christophe Bonneuil, Pierre-Benoît Joly, Claire Marris,, « Disentrenching experiment ? The construction of GM-crop field trials as a social problem in France », *Science, Technology and Human Values*, 33, 2008/2, p.201-229.

3 Jacques Chevallier, "Les lois expérimentales : le cas français", p.119-152 in C.A. Morand (dir.) / *Evaluation législative et lois expérimentales*, Aix en Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille.

4 Florence Crouzatier Durand, "L'expérimentation locale (loi organique du 1er août 2003)", *Revue française de droit administratif*, 2004/1, p.21-30.

des résistances. A travers ses analyses, l'expérimentation apparaît donc comme une pratique de gouvernement. Destinée à assouplir les modes de réglementation, elle n'en est pas moins une expérimentation "d'en haut".

Le versant émancipateur de l'expérimentation est lié, quant à lui, aux idéaux autogestionnaires. Ces idéaux conduisent par exemple dans certaines situations à défendre l'idée d'une autogestion expérimentale des corps. C'est le cas de l'expérience menée par le groupe produits toxiques (GPTox) de la CFDT, présentée dans un article de *Culture technique*<sup>1</sup>. Un comité s'est constitué à la CFDT, influencé par les thématiques d'autogestion de la santé et l'opéraisme italien, afin de prendre meilleure mesure des risques encourus par les travailleurs utilisant des produits chimiques. L'un des enjeux de ce groupement est de faire accepter par les entreprises l'idée d'un « *carnet d'exposition aux risques professionnels* » dont l'objectif à terme est de « *faire prendre en charge par les travailleurs eux-mêmes, leur problème de santé* ». Une expérience démarre :

*« Début 1978, l'essai est lancé : un exemplaire de carnet (composé de tableaux à remplir par le travailleur sur ses emplois successifs, les conditions de travail rencontrées, les « états anormaux » et les accidents de travail subis) est adressée aux sections pressenties, avec une lettre explicative, un schéma de tract, et un bon de commande. Une note précise qu'après six mois d'expérience, la section devrait consulter les carnets, pour repérer les améliorations à apporter, avant de les restituer aux travailleurs ayant accepté l'essai ».*

Cette expérience illustre une interprétation émancipatrice de la politique expérimentale. Les travailleurs sont jugés comme des expérimentateurs en puissance, capables d'examiner leurs états de santé successifs. Elle vise un horizon d'autonomie expérimentale dans lequel le sujet s'affranchit des appareils de mesure de la santé qu'on lui impose et prend lui-même en charge ses problèmes<sup>2</sup>. Le modèle de la politique expérimentale conduit alors à reconsidérer l'opposition fréquente entre idéal démocratique et régime technoscientifique, en faisant de cette opposition l'élément paradoxal essentiel de la gouvernementalité ainsi constituée.

---

1 Denis Duclos, « Syndicalisme et risque industriel : entre le militantisme et l'expertise. Le cas du groupe « groupe produits toxiques de la CFDT » », *Culture technique*, 11, septembre 1983, p.219-229.

2 Cet idéal est particulièrement vigoureux dans les pratiques de santé. Que l'on songe par exemple aux dispositifs d'« autodescription » mis en œuvre par les membres de l'Association française contre les myopathies (AFM). Vololona Rabearisoa, Michel Callon, *Le pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la recherche*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines, 1999.

Chacun devient sujet-objet de la politique et les voies de l'émancipation se trouvent dans l'expérimentation<sup>1</sup>.

## 2.b. L'objet de la politique expérimentale

### *Le réel pour objet*

La politique expérimentale, tendue entre des exigences contradictoires, est bien un mode de gouvernement. Il est donc nécessaire de préciser son objet. Cela peut être fait en revenant à la source de la métaphore expérimentale : la définition de l'expérience scientifique. La fin d'une expérience, pour les chercheurs qui la mènent, est de construire/montrer l'existence d'éléments du réel. Dans son ouvrage classique sur l'expérimentation, Peter Galison montre par exemple que les expérimentateurs dont il reconstitue les pratiques entreprennent de découvrir l'existence des muons, des particules élémentaires<sup>2</sup>. Ils mobilisent des connaissances, des pratiques, des technologies, des relations, afin d'affirmer l'existence d'une caractéristique du réel. Constructiviste modéré, Galison explique que dans cette entreprise il n'est pas seulement question de découvrir les caractéristiques du réel, mais aussi de les construire, par l'élaboration de dispositifs, l'élimination de bruits de fond, la mobilisation de théories et de connaissances produisant une image cohérente de la réalité. Il s'appuie ainsi une avancée importante de la nouvelle sociologie des sciences : le « réel » qui est la fin des expériences est toujours produit dans l'activité expérimentale<sup>3</sup>.

Philippe Roqueplo exprime ce déplacement de la signification de la « vérité » comme objet d'un pouvoir, en citant le biologiste Jean Rostand : *« Je suis incapable, écrivait [Jean Rostand], de tenir compte d'une « révélation » prétendument faite à nos aïeux dans les temps reculés de notre histoire...La seule vérité à laquelle je crois en est une qui se découvre lentement, graduellement, péniblement, et qui imperceptiblement s'augmente chaque jour. »*.

---

1 On peut ajouter que les deux autres contradictions mises au point par le régime discursif de la participation (sur le statut des espaces public et les connaissances des profanes) restent des points centraux de la politique expérimentale. Dans l'article cité plus haut, Bonneuil, Joly et Marris expliquent par exemple à quel point les « arènes sociales » et la légitimation des savoirs des agriculteurs de la Confédération Paysanne jouent des rôles essentiels dans le déroulement des controverses sur les OGM. Christophe Bonneuil, Pierre-Benoît Joly, Claire Marris, « Disentrenching experiment ? The construction of GM-crop field trials as a social problem in France », *Science, Technology and Human Values*, 33, 2008/2, p.201-229.

2 Peter Galison, *Ainsi s'achèvent les expériences. La place des expériences dans la physique du 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2002 [1987, trad. de l'anglais par Bertrand Nicquevert].

3 Pour une mise au point de ces conceptions, par un tenant d'une approche plus « réaliste » : Ian Hacking, « Les philosophes de l'expérience », *Tracés*, 9, 2005, p.67-82.

A cette définition positive de la vérité, Roqueplo apporte une précision : « *Peut être [Rostand] aurait-il pu et dû ajouter : et qui manifeste sa propre véracité dans l'efficacité concrète qu'elle confère (que l'on songe au surgissement actuel des biotechnologies)* »<sup>1</sup>. Pour Roqueplo, la vérité poursuivie par Jean Rostand a changé. Elle n'est plus seulement l'objet d'une découverte ; elle est en même temps l'exercice d'un pouvoir de transformation du réel « *qui manifeste sa propre véracité dans l'efficacité concrète qu'elle confère* ».

Par analogie, alors qu'elle institue l'expérience en principe de gouvernement, la politique expérimentale fait du réel et de ses caractéristiques l'objet du pouvoir. Elle prolonge ainsi d'autres formes de pouvoir et déplace l'objet du gouvernement. L'anatomopolitique porte sur les corps<sup>2</sup>, la biopolitique sur les populations<sup>3</sup> et la « noopolitique » ou la psychopolitique sur les esprits et l'attention<sup>4</sup>. Que veut dire : prendre le réel pour objet de gouvernement ? Suivant les remarques de Galison et Roqueplo, cet objet est la découverte/production des caractéristiques de la réalité. Les controverses scientifiques sont des conflits de définition au cours desquels les acteurs tentent d'imposer leur manière de représenter le monde social et naturel. L'enjeu de la science, défini dans le cadre de la nouvelle sociologie, porte sur la production des conceptions du monde. Suivant ce modèle, la politique expérimentale organise les conflits de définition des caractéristiques du réel qui opposent les acteurs sociaux.

### ***Les savoirs pour moyens de production***

A la prise en compte de l'objet de la politique de l'expérimentation s'ajoute celle de l'instrument principal de production de cet objet : les savoirs. Encore une fois, si l'on s'en tient à la métaphore expérimentale et à l'imaginaire qu'elle mobilise, les savoirs constituent à la fois la principale ressource et le principal moyen de production de la vérité dont disposent les chercheurs scientifiques. Cependant, Galison a montré avec force qu'il ne s'agissait pas, dans le cas de l'expérimentation, de savoirs uniquement théoriques, dont pourrait rendre une classique histoire des idées<sup>5</sup>. L'expérimentation donne un rôle de premier plan aux savoirs,

---

1 Philippe Roqueplo, « L'empreinte emprise de la technique », *Culture technique*, 4, février 1981, p.160.

2 Michel Foucault, « Les mailles du pouvoir », p.1001-1020 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [conférence prononcée en 1976].

3 Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.

4 Sur la question des politiques de l'esprit : Maurizio Lazzarato, *Les Révolutions du capitalisme*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2004 ; Bernard Stiegler parle quant à lui de « technologies de l'intellect », Bernard Stiegler, *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, Paris, Galilée, 2009 ou encore Thomas Heller, « De l'anatomopolitique à la psychopolitique », *Etudes de communication*, 28, 2005, p.59-76.

5 Peter Galison, *Ainsi s'achèvent les expériences. La place des expériences dans la physique du 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2002 [1987, trad. de l'anglais par Bertrand Nicquevert].



mais ceux-ci sont en interaction étroite avec des objets, des dispositifs de médiation et d'incorporation. De plus, la sociologie des sciences a enseigné que les savoirs sont toujours des complexes de discours, de relations individuelles, de matérialisations, qui excèdent largement les limites des plus grands esprits ou les lignes des articles les plus commentés<sup>1</sup>.

La définition des savoirs de la politique expérimentale est donc plus large que celle de l'épistémologie traditionnelle. Ils constituent les moteurs de production de la réalité mais ne sont pas des savoirs scientifiques en un sens étroit. Ces derniers occupent certes une place essentielle, car ils s'inscrivent dans des agencements puissants. Par exemple, les débats sur les OGM sont surdéterminés à l'origine par des savoirs scientifiques retranchés derrière les frontières de leur légitimité<sup>2</sup>. Mais les savoirs scientifiques (au sens strict : produits par les instituts de recherche scientifique) n'interviennent pas seuls dans la politique expérimentale, alimentée par de multiples savoirs d'expérience. Eric Maigret et Laurence Monnoyer-Smith en montrent l'exemple, dans un article sur une expérience de télédiffusion des séances du conseil municipal d'Issy-les-Moulineaux. L'amplitude du champ couvert par une telle initiative porte aussi bien sur les connaissances techniques nécessaires à l'installation du système de télédiffusion que sur le réseau de contacts tissés par la mairie avec les entrepreneurs locaux, le pouvoir de légitimation dont elle use pour valoriser le projet, la prise en compte des retombées de l'expérience sur les comportements de la population locale, etc. Si les savoirs occupent donc une place de premier plan dans la politique expérimentale, c'est au prix d'une dilution totale de la notion de savoir scientifique. Les formes de connaissances dans la politique expérimentale sont d'une diversité potentiellement illimitée. Néanmoins, elles cristallisent ses enjeux car elles sont des moyens de production de la réalité.

### ***Le « faire savoir » pour enjeu***

La politique expérimentale se caractérise par un objet (les représentations du réel) et un instrument (les savoirs). L'objet du gouvernement expérimental est sans cesse modelé par les querelles des acteurs. Ces derniers tentent, au moyen des savoirs, d'imposer leur vision du monde. Dans ce contexte de production de la réalité par les connaissances, le « faire savoir » occupe un rôle central. Une expérience importe dans la mesure où elle est médiatisée et se

---

1 Bruno Latour, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 1989 [1987, trad. de l'anglais par Michel Biezunski].

2 Christophe Bonneuil, Pierre-Benoît Joly, Claire Marris,, « Disentrenching experiment ? The construction of GM-crop field trials as a social problem in France », *Science, Technology and Human Values*, 33, 2008/2, p.201-229.

légitime en tant que savoir, comme l'a montré la sociologie historique des sciences<sup>1</sup>. Steven Shapin et Simon Schaffer ont mis en évidence que lorsqu'il pose les premières pierres de la méthode expérimentale moderne, Robert Boyle recourt à trois technologies : une technologie matérielle (la construction et l'opération de la pompe à air), une technologie littéraire (afin de faire connaître aux absents le phénomène réalisé) et une technologie sociale (afin de faire valoir ses prétentions de savoir auprès d'un public de pairs). Pour Shapin et Schaffer, ces trois technologies constituent des instruments de production du savoir (*knowledge-producing tools*). Mais en les décomposant, ils montrent que, si le savoir constitue la fin poursuivie par la pratique expérimentale, le *faire savoir* est un ressort essentiel de cette pratique<sup>2</sup>.

La politique de l'expérimentation généralise ce fonctionnement et les questions de communication des savoirs y occupent un rôle de premier plan. Une expérience médiatisée devient savoir. Par conséquent, mener une politique de l'expérimentation conduit à interroger en permanence les méthodes du *faire* savoir (faire connaître et légitimer une production en tant que savoir). Cet aspect est à l'œuvre dans la mise en circulation des expériences, parfois organisée au niveau institutionnel : les rencontres professionnelles et les procédures de formation se multiplient afin de diffuser des principes, de réactualiser des objectifs<sup>3</sup>. Celles-ci mettent en œuvre le principe du « faire connaître ». A un autre niveau, l'enjeu est dans la légitimation du savoir et des capacités d'innovation d'acteurs sociaux face à d'autres, afin de dessiner des régimes alternatifs de production des connaissances et, par là-même, de construire des comportements sociopolitiques différents. Ce point a été montré par Christophe Bonneuil et Elise Demeulenaere dans une étude du réseau Semences Paysannes, qui a confronté des chercheurs et des cultivateurs dans le but d'expérimenter des pratiques d'amélioration des plantes<sup>4</sup>. Les auteurs montrent les problèmes de compréhension intervenus entre les acteurs et les enjeux de légitimation de l'approche de terrain des cultivateurs face à l'approche analytique des chercheurs confirmés. Dans cette situation, les enjeux de connaissance sont avant tout ceux de la légitimation et du « faire reconnaître ».

---

1 Sur la médiatisation des expériences, voir en particulier : Steven Shapin, Simon Schaffer, *Leviathan and the air-pump. Hobbes, Boyle, and the experimental life*, Princeton, Princeton University Press, 1985 ; David Gooding, Trevor Pinch, Simon Schaffer (eds.), *The Uses of experiment : studies in the natural sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

2 Steven Shapin, Simon Schaffer, *Leviathan and the air-pump. Hobbes, Boyle, and the experimental life*, Princeton, Princeton University Press, 1985, p.25.

3 Jean-Pierre Gaudin, *Gouverner par contrat*, Paris, Presses de la FNSP, 2007 [1999], p.212-218.

4 Christophe Bonneuil, Elise Demeulenaere, « Vers une génétique de pair à pair ? L'émergence de la sélection participative », p.122-147 in Florian Charvolin, André Micoud et Lynn K. Nyhart (dir.) / *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*, Paris, Ed. de l'Aube, 2007.

Selon cette première esquisse, la politique expérimentale s'appuie sur l'application d'une métaphore du champ scientifique et de l'expérience au monde social. On note principalement deux origines complémentaires de cette métaphore. Dans un cas, elle s'appuie sur le constat de la dilution des frontières entre sciences et société et de l'imposition des objets et problématiques scientifiques à l'ensemble de la société. Dans le second, elle s'applique aux pratiques politiques innovantes, sous l'influence du militantisme des années 1970. Ces deux usages sont complémentaires et caractérisent des dimensions différentes de la politique expérimentale. On relève ensuite que le modèle expérimental dote la politique d'un nouvel objet de pouvoir : les conceptions de la réalité et du monde social. Cet objet est produit au cours des conflits de connaissances. En conséquence, les manières de faire savoir revêtent une importance cruciale dans la politique expérimentale, car elles consistent à la fois en la diffusion des savoirs d'expérience et en leur légitimation.

Afin d'approfondir ces aspects, il semble à présent nécessaire d'aborder plus en détail les transformations infligées au déroulement du processus de décision politique par la prise en compte de la métaphore expérimentale. Trois éléments caractéristiques de la prise de décision politique dans les sociétés démocratiques sont modifiés par la politique expérimentale. Le premier est la pratique du débat ; le second la prise de décision ; le troisième correspond aux modes d'application des décisions. Dans les sociétés démocratiques, il est de coutume de considérer que les décisions qui engagent la collectivité doivent faire l'objet d'un débat public argumenté, puis être entérinées par une forme de consentement, et enfin être mises en application. Comme on va le voir, ces trois aspects sont modifiés par la politique expérimentale. Cette modification est liée à l'intégration des trois restes définitionnels du régime discursif de la participation aux choix scientifiques et techniques. Le débat public est transformé par la prise en compte du monde laboratoire (défini par le pôle académique). La prise de décision est redéfinie comme processus informationnel (selon le pôle technocratique). L'application des décisions est redéfinie par les normes pragmatiques de circulation des connaissances établies par le pôle militant. L'intégration de ces trois restes définitionnels à la politique expérimentale conduit à poser à nouveaux frais la question des pratiques sociopolitiques<sup>1</sup>.

---

1 Exceptionnellement, l'ordre de présentation des trois pôles a été inversé : on étudiera d'abord les modifications provoquées par les conceptions du pôle académique, puis celles du pôle technocratique et enfin celles du pôle militant. Cette entorse au mode de présentation privilégié jusqu'à présent est nécessaire afin de conserver dans un ordre logique la séquence de la prise de décision (débat, décision, application).

### 3. Le débat public : de l'agora au laboratoire

Le débat public est le premier des trois principes centraux du politique à être transformé par la prise en compte de la métaphore expérimentale. Sa nature et sa fonction sont remodelées au prisme de l'analogie entre activité de recherche et pratiques sociopolitiques. Cette modification s'explique notamment par l'intégration à la politique expérimentale du reste définitionnel de la participation donné par le pôle académique. On a vu en effet que ce pôle définissait le monde social comme un laboratoire à ciel ouvert. Cette définition amène à remarquer que les sciences et les techniques soulèvent des problèmes politiques cruciaux, et que ceux-ci ne peuvent être réglés par une simple mise en débat. Un exemple de cette métaphore se trouve dans *Pandore*, sous la plume de P. Andelot, physicien au style proche de celui de Bruno Latour. Il écrit, au sujet de *La prophétie nucléaire* d'Alain Touraine :

*« les mouvements sociaux rappellent [...] que les physiciens continuent à donner forme à la société et qu'ils sont attelés à un travail de mort. Pourtant pendant quelques années nous avons réussi à nous terroriser dans nos laboratoires [...]. Je dois dire que ceci ne me plaisait qu'à moitié. Je n'ai jamais cru que la science puisse prospérer dans les tours d'ivoire, aussi agitées soient-elles. [...] Ce qui m'intéresse avant tout, c'est de savoir comment on peut orienter le cours de la science de telle manière qu'il soit possible de négocier concrètement le contenu des techniques (au lieu de choisir après coup entre deux ou trois variantes déjà constituées). »<sup>1</sup>.*

Cette citation met deux aspects en avant : d'une part, l'importance des pratiques scientifiques dans la formation du monde social, et d'autre part, la nécessité d'élaborer des moyens démocratiques de négocier leur contenu. Une telle conception ne s'accorde guère avec le modèle du débat public offert par les conférences de consensus ou la commission nationale du débat public, dans la mesure où ces institutions s'appuient sur la conceptualisation d'un débat appuyé sur des savoirs préalablement définis. Andelot-Latour poursuit au contraire un modèle démocratique où la négociation aurait lieu à la source de la production des savoirs (*« négocier concrètement le contenu des sciences et des techniques »*). Cette conception modifie les normes du débat, car celui-ci se déplace de l'agora, où tous les citoyens avaient coutume de se rencontrer, au laboratoire, où seuls les savants étaient pourtant admis jusque-là. Dès lors, la politique expérimentale s'appuie sur une critique de la conception délibérative du débat public, à laquelle elle oppose des processus multiples de recherche, et d'autres formes de mises en discussion.

---

1 P. Andelot, « Alain Touraine et alii, *La prophétie antinucléaire* », *Pandore*, 9, juin 1980, p.18-19.

### 3.a. Mutation du débat public

#### *L'imaginaire délibératif*

On peut tout d'abord rappeler que les modes de gouvernement délibératif et expérimental ne sont pas en totale opposition : ils partagent des origines communes et présentent des affinités. Le profane y est communément réhabilité et la nécessité pour les acteurs politiques de se réapproprier l'objet politique y apparaît comme une exigence fondamentale. De plus, la délibération, tout comme la participation, s'exerce parfois sous la forme d'expérimentations et recourt à cet imaginaire<sup>1</sup>. Néanmoins les deux modèles s'appuient sur une conception différente du rôle de la recherche et de la discussion.

L'impératif délibératif insiste sur l'importance de la discussion, de l'examen des arguments et de la mise en débat des choix politiques. Les modalités de cette discussion varient (libre et ouverte ou appuyée sur une sélection des participants, contradictoire ou examinant seulement les arguments positifs, résultant dans la persuasion ou au contraire dans la négociation)<sup>2</sup>. Il présuppose toutefois, dans sa version habermassienne et idéaliste, un champ argumentatif relativement libre<sup>3</sup>, organisé selon des logiques discursives, fonctionnant autour d'objets discursifs<sup>4</sup>. L'idéal du modèle de la discussion dans la démocratie délibérative relève ainsi d'une certaine simplicité : l'enjeu consiste à rassembler des acteurs politiques afin de débattre autour d'une proposition. Au cours de la discussion, émergent de nouvelles opinions et de nouveaux arguments. Dans l'hypothèse où les acteurs sont de bonne foi, leur vision évolue car ils sont prêts à s'en remettre au meilleur argument. Cette discussion est un processus positif qui produit de l'apprentissage, fait évoluer les positions de chacun et doit conduire les individus, dans ses versions les plus optimistes, à défendre le bien commun<sup>5</sup>. Il fait émerger des formes de rationalités discursives collectives.

---

1 James Fishkin, « Vers une démocratie délibérative : l'expérimentation d'un idéal », *Hermès*, 31, 2001, p.207-222.

2 Sylvain Lavelle, « La politique de la discussion. La dynamique du débat public entre conversation et négociation », p.353-366 in Martine Revel et alii (dir.) / *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007.

3 Sylvain Lavelle, *Ibid.*

4 Jürgen Habermas, *De l'éthique de la discussion*, Paris, Ed. du Cerf, 1992 [1991, trad. de l'allemand par Mark Hunyadi].

5 Joshua Cohen, « Deliberation and Democratic Legitimacy », p.67-92 in James Bohman, William Rehg / *Deliberative Democracy. Essays on Reason and Politics*, Cambridge, MIT Press, 1997.

### ***Expérimentation et délibération***

La première différence entre imaginaire délibératif et imaginaire expérimental concerne le lieu de déroulement des débats : l'agora, pour la délibération, et le laboratoire, ou le projet, pour la politique expérimentale. L'agora est un espace de discussion et de mise en débat, tandis que le laboratoire, le projet, sont avant tout des espaces de production de connaissances à partir de dispositifs expérimentaux. Dans un article éclairant sur la politique expérimentale, Michel Callon et Yannick Barthe expliquent que la délibération consiste en une discussion à partir d'options déjà identifiées et stabilisées, tandis que les controverses socio-techniques qui modèlent la politique expérimentale peuvent conduire à « *reconfigurer l'espace même des pensables, des options possibles* »<sup>1</sup>. L'agora, le forum, rassemblent des individus discutant des décisions à prendre à partir de savoirs préétablis ; le forum hybride que Callon et Barthe leur opposent, marqué par l'image du projet ou du laboratoire, rassemble des individus afin d'élaborer des dispositifs de production de connaissances. A ce titre, le forum délibératif fait émerger une rationalité collective et des décisions, tandis que le forum hybride expérimental fait émerger des savoirs, des objets qui modifient les perceptions du monde naturel et social. Cette opposition peut être nuancée à partir des travaux qui réconcilient délibération et démarche d'enquête<sup>2</sup>. Néanmoins il semble possible de caractériser la délibération par la production de procédures de discussion, tandis que la politique expérimentale se définit par la mise en place de protocoles expérimentaux.

A cela s'ajoute une seconde différence, qui s'appuie sur la remarque inverse. Sylvain Lavelle note que le modèle délibératif ne tient pas compte des engagement stratégiques des acteurs dans le débat<sup>3</sup>. En particulier, ce modèle ne fait aucun cas de ce que les objets de la discussion sont toujours déjà des constructions antérieures. Aucun objet de discussion n'apparaît ainsi dans le ciel démocratique pour devenir support de débat. Au contraire, les objets discutés par les acteurs préexistent à la discussion et s'inscrivent dans une série de reconfigurations du monde social. Impératif délibératif et politique expérimentale se distinguent donc par le statut qu'ils accordent à la construction des objets de débat. La discussion, telle qu'elle se présente

- 
- 1 Michel Callon, Yannick Barthe, « Décider sans trancher. Négociations et délibérations à l'heure de la démocratie dialogique », *Négociations*, 4, 2005/2, p.119.
  - 2 James Bohman, « Réaliser la démocratie délibérative comme mode d'enquête : le pragmatisme, les faits sociaux et la théorie normative », *Tracés*, 15, décembre 2008 [en ligne uniquement].
  - 3 Pour cette raison, Lavelle propose de substituer à l'éthique de la discussion une politique de la discussion, donnant un place plus importante à la négociation. Sylvain Lavelle, « La politique de la discussion. La dynamique du débat public entre conversation et négociation », p.353-366 in Martine Revel et alii (dir.) / *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007.

dans la politique expérimentale, relève d'un travail de « compréhension » des objets qui entourent les acteurs, trouent le réel, le reconfigurent. Les acteurs sociaux se donnent des objets d'investigation et de compréhension nouveaux, mais ces objets sont toujours déjà en interaction avec eux. Ce n'est donc pas en termes de « mise en débat » qu'il faut aborder la politique expérimentale, mais plutôt en termes de « tests »<sup>1</sup>. La mise en débat fixe des objets de discussion et des connaissances sans tenir compte de leur histoire, tandis que le test évalue, à un moment donné d'un parcours, des aptitudes et une validité ; il s'inscrit dans une dynamique. La discussion politique, dans la politique expérimentale, consiste en une pluralité de lieux d'évaluation d'expériences atomisées, et prend en compte la dimension évolutive des connaissances.

### 3.b. Disparition des chimères consensuelles

#### *La norme du consensus...*

La mise en débat quitte les grandes arènes publiques pour l'espace des laboratoires. Or, celui-ci est pluriel, constitué d'expériences atomisées, et il repose sur une dynamique de production des connaissances. Par conséquent, la poursuite du consensus qui motive le modèle du débat public disparaît avec la prise en compte du principe expérimental, au profit d'autres normes. Les notions de consensus et d'unification sont absentes de la conception du mode de débat de la politique expérimentale, ou constituent seulement des horizons idéaux-typiques, alors qu'elles forment des exigences et un horizon concrets pour le modèle délibératif. Plus généralement, le gouvernement représentatif repose sur deux exigences. La première est celle d'une représentation la plus juste et équilibrée possible des opinions. L'entrée dans l'espace public d'une pluralité d'opinions constitue un enjeu de justice. La seconde est la norme de vérité et de consensus, à travers le fantasme d'une unification des opinions et d'un consentement au meilleur argument<sup>2</sup>. La conception habermassienne de la démocratie est certes plus relativiste et ne s'appuie pas sur un idéal de vérité, mais est marquée par un même imaginaire de la discussion d'opinions plurielles aboutissant au consensus – à travers l'émergence de rationalités discursives. Le libre conflit des opinions, en régime parlementaire comme en régime délibératif, doit conduire à l'affirmation de principes d'unification sociale.

---

1 Sur ce point : Avital Ronell, *Test drive. La passion de l'épreuve*, Paris, Stock, 2009, [2007, trad. de l'anglais par Christophe Jacquet].

2 C'est l'interprétation qu'en donne, s'appuyant sur Carl Schmitt, Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 [1995].

**... remplacée par les processus de recherche**

La norme de justice (représentation d'une pluralité d'opinions dans l'espace public) et de bon gouvernement (production de consensus) diffère dans la politique expérimentale. En effet, le modèle expérimental correspond à des processus de recherche et à des expériences. A ce titre, il rend moins compte d'une représentation plurielle des opinions et d'une standardisation des postures que de pratiques d'exploration des différents aspects du monde social et naturel. La politique expérimentale implique des pratiques d'interprétation, d'imagination d'expériences et de processus technologiques. Ses normes diffèrent car elles ne consistent pas à faire entrer les opinions de façon équitable dans le débat public afin de les unifier. Elles conduisent plutôt à réclamer la pluralisation des moyens de production de connaissances.

Pour illustrer cet aspect, on peut évoquer l'un des problèmes spécifiques d'une politique expérimentale, à travers la question de la science « encore à faire » (*undone science*). David Hess montre que l'un des problèmes rencontrés par les associations de la société civile est qu'elles se retrouvent fréquemment confrontées à des vides de savoir sur des questions autour desquelles elles formulent des revendications épistémiques (*epistemic claims*)<sup>1</sup>. S'interrogeant sur les risques d'un procédé industriel ou d'une nouvelle technologie, les membres de la société civile ne peuvent bien souvent que constater que les recherches n'ont pas été mises en œuvre, faute de ressources financières et humaines. L'un des enjeux de la politique expérimentale est alors de permettre le développement d'une « recherche de la société civile », à partir du questionnement de ses acteurs. Hess souligne que si, dans la majorité des cas, de telles recherches compilent des savoirs existants, elles apportent parfois des informations nouvelles et enrichissent le débat public et scientifique. En 2001, c'est le cas d'un rapport de *Friends of the Earth* qui a mis en évidence la présence dans des aliments destinés à la consommation humaine d'une variété de maïs génétiquement modifiée autorisée seulement pour la consommation animale. La « science encore à faire » déplace les enjeux du débat public, de la mise en débat de connaissances identifiées à la production de savoirs. L'impératif délibératif fait de l'entrée des opinions dans l'espace du débat une norme de justice et de la production de consensus un principe de bon gouvernement. La politique expérimentale, quant à elle, déplace ces normes vers les moyens donnés aux acteurs sociaux de produire des connaissances.

---

1 David J. Hess, « The Potentials and Limitations of Civil Society Research: Getting Undone Science Done », *Sociological Inquiry*, 79, 2009/3, p.306-327. Voir aussi David J. Hess, *Alternative pathways in science and industry. Activism, innovation and the environment in an era of globalization*, Cambridge, MIT Press, 2007.



### 3.c. Transformation des discours politiques

#### *La discussion remplacée par l'appréhension*

Le débat public est modifié sous deux aspects. Son lieu (ou plutôt : la représentation qui est donnée de son lieu) se déplace. La multitude de laboratoires et de projets se substituent à une agora unifiée. Ensuite, ses normes évoluent : alors qu'il s'agissait jusque-là de faire entrer dans l'espace public une diversité d'opinions et de les rassembler par consensus, la politique expérimentale défend un principe de mise à disposition des moyens de production de connaissances. Il n'est plus seulement question de permettre aux acteurs d'exposer leurs opinions et leurs arguments dans l'espace public, mais de leur donner les moyens de produire les connaissances qu'ils exigent afin de modifier les représentations du monde.

Ces deux transformations donnent enfin un rôle différent à la discussion politique. Celle-ci ne remplit plus seulement un rôle stratégique de conviction. Elle apparaît comme une instance nécessaire à l'appréhension des différents aspects du monde social. Le débat est une pratique de médiatisation et d'interprétation des expérimentations, chargée d'en construire les enjeux et la signification. Il ne sert plus à organiser les discussions autour d'une proposition afin d'en juger les mérites, de l'approuver ou de la rejeter. Il vise au contraire à encourager une pluralité de pratiques d'appréhension des phénomènes, afin d'inscrire ces derniers dans des processus et de les interpréter. Les acteurs politiques sont porteurs de discours hybrides, entre science, technique et politique ; l'enjeu est alors moins de faire dialoguer ces discours entre eux, que de les considérer comme des savoirs légitimes et d'en éprouver les conséquences.

#### *L'exemple des lanceurs d'alerte*

Cette évolution du rôle de la discussion politique, propre à la politique expérimentale, apparaît dans la défense récente de la notion de lanceur d'alerte. Cette notion a été proposée par Francis Chateauraynaud et Didier Torny afin de désigner des personnes ou des groupes décidant de médiatiser des éléments qui à leurs yeux constituent une menace pour la collectivité<sup>1</sup>. Un exemple typique de lancement d'alerte est le cas du collectif Amiante de Jussieu (dirigé par Henri Pézerat) qui, dès les années 1970, plaçait les autorités face aux

---

1 Francis Chateauraynaud, Didier Torny, *Les sombres précurseurs, une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999.

dangers de l'amiante. Les lanceurs d'alerte peuvent être des chercheurs<sup>1</sup>, mais aussi l'opinion publique<sup>2</sup>, les membres d'associations et de la société civile<sup>3</sup>. Récemment, la création d'un statut juridique de lanceur d'alerte a été proposée afin de protéger ces personnes parfois confrontées à leur hiérarchie ou à des pressions de différentes natures.

Cette notion met en évidence la transformation du statut de la discussion publique, sous deux aspects. D'abord, considérer les lanceurs d'alerte comme porteurs d'interrogations légitimes et dignes de jouer un rôle dans le débat public conduit à mettre sur le même plan des producteurs de discours politiques hétérogènes, du chercheur s'appuyant sur ses résultats pour pointer les dangers des OGM au parent d'élève inquiet des ondes propagées par les émetteurs placés à côté de l'école de ses enfants. Ensuite, cette notion invite à approfondir plus systématiquement les intuitions et les savoirs des individus, afin de les éprouver. De cette façon, l'accent est mis dans la discussion moins sur les opérations de conviction que sur la mise en place de dispositifs d'automatisation de la légitimation des intuitions. A la limite, la notion de lanceur d'alerte incite à poursuivre des recherches à partir des intuitions de quiconque, individu isolé ou chercheur reconnu<sup>4</sup>. Un acteur peut critiquer un projet technoscientifique et en montrer les limites ou dangers : quand bien même son point de vue serait erroné, il est nécessaire, pour les défenseurs de la notion, de lui donner la parole et de mettre à disposition les moyens d'évaluer sa prise de position. En aplanissant les différentes interventions sociales, cette notion permet de sortir d'une conception de la mise en débat critiquée par Joëlle Le Marec et Igor Babou. Pour ces auteurs, le débat est trop souvent pensé sur le mode instrumental de co-présence d'acteurs mettant en œuvre des stratégies de conviction. Conceptualiser le débat plutôt comme mise en présence de représentations et de positions qui ne s'affrontent pas nécessairement conduirait à sortir d'une représentation stratégique du fonctionnement social<sup>5</sup>. Leur proposition est corroborée par la prise en compte du statut des lanceurs d'alerte comme nouvelle manière de dialoguer politiquement. L'enjeu est dans la multiplication des représentations du monde social et de leur questionnement.

---

1 Marie-Angèle Hermitte, Christine Noiville, « Quelques pistes pour un statut juridique du chercheur lanceur d'alerte », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006, p.269-277.

2 Pierre Lascombes, « De l'utilité des controverses socio-techniques », *Journal international de bioéthique*, 13, 2002/2, p.68-79.

3 Francis Chateauraynaud, « Les lanceurs d'alerte et la loi. Comment la protection des lanceurs et des alertes peut modifier les processus d'expertise », *Experts*, 83, avril 2009, p.44-47.

4 Le « principe de présomption » identifié par Yannick Barthe impose une méthode similaire. Yannick Barthe, « Quand l'incertitude vient du passé : du principe de précaution au principe de présomption », *Natures Sciences Sociétés*, 16, 2008, p.36-40.

5 Joëlle Le Marec, Igor Babou, « Cadrages médiatiques et logiques commémoratives du discours à propos des sciences : musées, télévision et radioactivité », *Communication*, 2, 24, 2006, p.74-96.

En résumé, la notion de politique expérimentale transforme profondément la notion de débat public en faisant apparaître des enjeux de mise en débat très différents de ceux de l'idéal délibératif. Trois points essentiels se dégagent de la nouvelle conception. Tout d'abord, l'agora dont l'enjeu était la mise en discussion de savoirs établis laisse place à une pluralité d'initiatives atomisées dont le rôle est la production de connaissances et de représentations du monde. Ensuite, des processus de recherche se substituent à la norme de la représentation des opinions et de la production du consensus, et l'exigence d'un accès aux moyens de production des connaissances succèdent à celle d'un accès aux lieux de débats. Enfin, la discussion comme opération stratégique de conviction devient une pratique d'appréhension des caractéristiques du monde social. Il importe alors de démultiplier les représentations et d'en éprouver les conséquences. Ce point acquis, il convient de noter que les transformations apportées à la notion de débat public par la politique expérimentale ne peuvent être comprises sans tenir compte des modifications subies par la prise de décision. Il faut alors expliquer les mutations de la décision dans la politique expérimentale.

#### **4. La décision : du choix à l'enquête**

Le régime du gouvernement représentatif fait coexister dans un lien étroit la mise en débat des options politiques et la prise de décision. Comme le rappelle Bernard Manin, chez les fondateurs du gouvernement représentatif comme Sieyès, la discussion produit l'accord et le consentement qui mènent à la décision. Principe de discussion et principe de décision diffèrent donc, mais le premier élabore le processus qui conduit au second<sup>1</sup>. Dans la politique expérimentale, à l'inverse, la discussion étant d'ordre exploratoire, elle n'aboutit pas à une prise de décision. Le régime de la politique expérimentale prend place dans un au-delà de la décision. En ce lieu, alors que les savoirs reconfigurent les mondes vécus, le problème n'est pas de décider que faire des connaissances à disposition mais de comprendre et d'orienter leur influence sur l'espace collectif, afin de produire de nouveaux états de stabilisation des représentations du monde.

---

<sup>1</sup> Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 [1995].

Cet aspect est particulièrement visible dans la conception de la décision qui émerge au sein du pôle technocratique. Les rapports de l'OCDE, comme on l'a vu au chapitre 4, s'appuient sur une conception de la décision comme processus informationnel faisant l'objet d'évaluations régulières. L'enjeu du pouvoir n'est plus de prendre la décision juste mais de construire des états d'information sur les possibles d'une société. François Hetman évoque ainsi, dans son rapport, la nécessité d'un « *pouvoir innovateur* ». « *Il est suggéré de créer un « pouvoir innovateur » qui procéderait à l'exploration d'avenirs collectifs souhaitables et proposerait des options pour l'action* »<sup>1</sup>. Hetman propose de faire du pouvoir un lieu d'exploration des diverses options d'action. La définition de la prise de décision s'en trouve remaniée sous trois aspects : le consentement devient acceptabilité, le jugement est remplacé par l'évaluation et la décision se déplace vers des pratiques de savoir.

#### 4.a. Du consentement à l'acceptabilité

##### *La décision comme processus*

En premier lieu, le modèle politique dessiné par le discours sur la participation aux choix scientifiques et technologiques confère à la décision une structure singulière, et constitue un idéal normatif qu'il est pertinent de comparer, une fois encore, à celui de l'impératif délibératif. La démocratie délibérative insiste sur la nécessité de procédures permettant d'atteindre une décision légitime. Les théories de la délibération fondent la décision sur une structure de discussion chargée de représenter les intérêts de tous. Cela conduit Loïc Blondiaux à soutenir que les théories délibératives se distinguent des conceptions du régime parlementaire essentiellement par une redéfinition des procédures de légitimation des décisions<sup>2</sup>. Selon la norme délibérative, les décisions doivent être prises après discussion et ajustement d'intérêts contradictoires. Certes, il existe des différences entre ces conceptions. Par exemple, la délibération implique un processus de formation des volontés : elle n'ajuste pas des volontés préexistantes, contrairement à la représentation. Cependant, il s'agit dans les deux cas d'atteindre une décision, comme le montre Jon Elster lorsqu'il compare l'argumentation, le vote et le marchandage à des procédés de production des choix collectifs<sup>3</sup>.

---

1 François Hetman, *La société et la maîtrise de la technologie. Prémices, concepts, méthodologies, exemples, domaines d'application*, Paris, Publications de l'OCDE, 1973, p.419.

2 Loïc Blondiaux, « La délibération, norme de l'action publique contemporaine ? », *Projet*, 268, 2001, p.81-90.

3 Jon Elster, « The Market and the Forum », p.103-132 in Jon Elster, Aanund Hylland (eds.) / *Foundations of social Choice Theory*, Cambridge University Press, 1986.

La politique expérimentale détermine différemment la structure de la décision. Celle-ci est pensée comme un processus, et non comme un moment qui arrêterait un choix, ainsi que l'expliquent Michel Callon et Yannick Barthe. La notion d'expérimentation conduit ces auteurs à mettre en évidence une conception de la décision comme processus disséminé. Ils font à cette occasion jouer pleinement la métaphore expérimentale en expliquant : « *avec cette notion d'expérimentation, l'idée même qu'il y ait des décisions qui vont clore des dossiers passe au second plan car nous avons appris des sciences et des techniques qu'il n'y avait jamais d'expériences cruciales, qu'il n'y a jamais de clôture* »<sup>1</sup>. Cette absence de clôture conduit à de nouvelles formes de décision, décrites notamment par Yannick Barthe avec la notion de « *pouvoir d'indécision* ». Selon Barthe, la gestion des déchets nucléaires a fait apparaître de nouvelles pratiques politiques : au lieu commun selon lequel la politique consiste à prendre des décisions « dures » à partir de connaissances « molles » se serait substituée une pratique de la « *prise d'indécision* », qui permet de révoquer des décisions antérieures et de relancer des recherches concurrentes. L'indécision n'est pas une non-décision, car c'est une action politique, mais elle implique une « *pratique de l'expérimentation et [...] des procédures autorisant la réversibilité et l'auto-correction* »<sup>2</sup>. La décision laisse place à une multitude de micro-décisions interconnectées et révisables.

### ***Le consentement politique...***

La décision laisse place à « *l'indécision* », mais toute forme de stabilisation sociale et de légitimation ne disparaît pas pour autant. Une fois la décision redéfinie comme processus continu d'ajustement, les procédures de décision sont reformulées à leur tour. Le premier élément procédural modifié est le consentement. Dans les théories de la démocratie représentative, celui-ci fonde la décision et la valide. La vérité du jugement politique est déterminée par le consentement des discutants<sup>3</sup>. La notion de consentement, fondamentale dans la démocratie représentative, repose sur une conception de la légitimité de la prise de décision en tant qu'elle engage une majorité d'opinions. Cette majorité est obtenue, d'une part, par la délégation du jugement à un représentant, et d'autre part, par la production du consentement d'une majorité des représentants, au moyen de la discussion.

---

1 Michel Callon, Yannick Barthe, « Décider sans trancher. Négociations et délibérations à l'heure de la démocratie dialogique », *Négociations*, 4, 2005/2, p.120.

2 Yannick Barthe, *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, 2006, p.215.

3 Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 [1995].

### ***...remplacé par l'acceptabilité***

Avec le modèle expérimental, une autre conception des procédures de stabilisation d'états sociaux émerge. Le fondement de ces stabilisations n'est plus le consentement d'une majorité d'individus. Leur principe de légitimation évolue. Pour être légitime, une forme de stabilisation n'a pas à emporter l'adhésion d'une majorité ; elle doit être ratifiée « par défaut », c'est-à-dire ne pas soulever d'oppositions. La politique expérimentale effectue ainsi une transition, de la décision vers la stabilisation, et du consentement vers l'acceptabilité. Il s'agit d'intégrer à la décision les procédures de son acceptation par le public. Le problème est moins de chercher une vérité par le recours à des procédures discursives que d'intégrer le non refus du public aux projets exploratoires mis sur pied. Dans cette démarche, l'acceptabilité est définie par une double nature, comme on l'a observé à l'étude du pôle technocratique : acceptabilité technique d'une part, et sociale d'autre part. La procédure de légitimation des décisions dans la politique expérimentale obéit alors à un principe original, pour ainsi dire en creux : acceptable si elle ne soulève pas d'opposition, et non en se fondant sur un accord collectif. L'indécision ne va donc pas sans un corollaire : la « non-opposition » comme principe de légitimation<sup>1</sup>.

## **4.b. Du jugement à l'évaluation**

### ***Réinterpréter l'évaluation***

Le premier élément de la procédure de décision à être modifié est le consentement. Dans la démocratie représentative, celui-ci fonde la légitimité d'une décision. Dans la politique expérimentale, cette légitimité se trouve dans l'acceptabilité et la non-opposition, qui rendent possible la stabilisation d'états de société. Mais il faut tenir compte de l'évolution d'un second élément de la procédure de décision : le principe de jugement. Dans la démocratie représentative, le jugement constitue la clé de voûte de la décision, le moment de sa ratification. Il est remis en question dans la politique expérimentale, car la dimension définitive et irrémédiable du jugement disparaît sous celle d'évaluation, dans une perspective adaptative. On trouve une illustration pertinente de cette substitution de l'évaluation au

---

1 On peut trouver de tels exemples de la dualité légitimité/opposition aussi bien dans la culture des OGM évoquée plus haut, légitime tant qu'elle n'a pas été constituée en problème public, que dans les pratiques de téléchargement pirate, légitimes tant que l'industrie du disque et les pouvoirs publics n'ont pas cherché à les réprimer en construisant leur illégalité. Voir notamment : Claire Moriset, Bernard Miège, « Les industries du contenu sur la scène médiatique », *Réseaux*, 131, 2005/3, p.145-185.

jugement dans la multiplication des forums collectifs de discussion, suivant un modèle finalement proche de celui de l'évaluation promue dans les milieux technocratiques des années 1970. Ces forums remplissent un rôle d'interprétation des possibles d'une technologie ou d'une pratique dans une perspective dont le « moment » de la décision est absent, au profit de logiques de prospection. Cécile Méadel a étudié une telle situation à travers un cercle de discussion électronique de parents d'enfants autistes<sup>1</sup>. Elle montre qu'au cours des discussions les participants tentent de produire une définition de la « bonne » psychiatrie, en abordant par exemple la question des méthodes de diagnostic et en clarifiant les différentes controverses qui opposent les médecins spécialistes. Le fonctionnement d'un forum comme celui-ci est à la fois normatif (établir une définition de la bonne psychiatrie) et épistémologique : l'évaluation est toujours mêlée de pratiques d'apprentissage et de compréhension.

A cet égard, l'évaluation s'appuie sur la différence d'objets de discussion de la politique expérimentale et de la politique représentative traditionnelle. Les objets mis en discussion dans la politique expérimentale requièrent des connaissances techniques différentes de celles qui sont utiles dans l'agora. Il s'agit d'objets tissés de discours et de pratiques, qui s'inscrivent dans un processus et renvoient à des dynamiques à explorer. L'évaluation technologique, dans le cadre de la politique expérimentale, repose donc sur l'idée d'un réel reconfiguré par des objets, et dont il s'agirait d'explorer les possibles. Par exemple, des processus comme ceux dans lesquels sont inscrits les recherches sur les ogm, la biométrie, mêlent trop d'intérêts (économiques, de connaissance, alimentaires, sécuritaires, etc.) pour être discutés de façon globale et unitaire<sup>2</sup>. La politique expérimentale substitue ainsi à des forums généraux une multitude de tentatives d'analyse et d'évaluation de la structure et des effets des objets de la politique. Les acteurs de la politique expérimentale s'essayaient en permanence à comprendre en quoi ces objets reconfigurent leur environnement naturel et social, et cherchent à intervenir sur le développement de ces politiques à partir des interprétations disponibles.

### ***Un outil de régulation des pratiques expérimentales***

L'évaluation consiste alors à considérer des pratiques et des expériences sur la base d'un exercice de détermination des valeurs et des significations qu'ils portent. L'évaluation

---

1 Cécile Méadel, « Le spectre « psy » réordonné par des parents d'enfant autiste, l'étude d'un cercle de discussion électronique », *Politix*, 73, 2006/1, p.57-82.

2 Il s'agit des « objets échevelés » décrit par Bruno Latour, *Politiques de la nature*, Paris, La Découverte, 1999.

technologique oscille toujours entre attribution de valeur et exploration du sens. Bruno Latour a bien montré qu'une réalité existe en tant qu'elle est solidifiée dans des pratiques, des textes, des relations humaines et techniques<sup>1</sup>. La politique de l'expérience relève de cette conception : politique dans laquelle il n'existe pas de « moment » de la décision, mais seulement un processus qui rend possibles certains projets, certains actes. L'évaluation constitue alors un instrument de gouvernement central d'une telle politique, car elle régule les multiples pratiques expérimentales en faisant apparaître des normes et des questionnements, par un double travail d'attribution de valeur et d'auscultation du sens. Par là-même, la définition de l'évaluation revêt une importance capitale. Sur quels critères appuyer une évaluation ? Quelle forme d'évaluation opposer à des évolutions perçues comme réductrices ou instrumentales ? Les conflits autour de ces questions sont amenés à occuper une place centrale de la politique expérimentale<sup>2</sup>.

#### 4.c. Savoir est décision

##### *Superposition du savoir et du processus décisionnel*

Acceptabilité, évaluation : les évolutions de la procédure de légitimation des décisions, et l'évacuation progressive du « moment décisif » sont les symptômes d'un transfert de l'activité politique vers les lieux du savoir et de la connaissance. La mutation centrale peut ainsi être résumée par l'expression : « le savoir est la décision ». Ce que suggère la politique expérimentale, c'est l'absence de distinction entre la production du savoir et celle de la décision. Tandis que dans les modèles qui la précèdent, le savoir constitue un pilier, essentiel et imparfait, de la décision, le modèle expérimental conduit à remodeler la structure de la décision, en même temps que celle du savoir. Les deux éléments deviennent indistincts, et les décisions (en tant que ce qui engage des reconfigurations politiques) sont comprises dans le savoir (en tant que médiatisation d'expériences).

Michel Castra, dans un article sur l'émergence des soins palliatifs dans la médecine française, décrit un exemple significatif de pratiques inscrite dans la politique expérimentale. Il y

---

1 Bruno Latour, *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 1989 [1987, trad. de l'anglais par Michel Biezunski].

2 Un exemple de tels conflits se trouve dans l'opposition récente du monde universitaire à des modes d'évaluation perçus comme réducteurs des enjeux scientifiques. Voir notamment : *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-4bis, 2008/5, dossier « La fièvre de l'évaluation » ; *Cités*, 37, 2009, dossier « L'idéologie de l'évaluation ».



explique que les soins palliatifs sont apparus, à partir de la fin des années 1970, comme une procédure standardisée de prise en charge de la fin de vie<sup>1</sup>. Or, cette émergence a eu lieu à travers une série de témoignages et d'expériences de savoir. Ce sont d'abord des médecins qui découvrent l'existence de soins palliatifs en Grande-Bretagne et en rapportent plusieurs enseignements, ainsi que la conviction que cela peut constituer un champ expérimental et innovant : « *la fin de vie apparaît alors de manière assez confuse comme un champ d'innovation possible* ». Peu à peu, la fin de vie devient un domaine de réflexion à part entière, et les différentes expériences en la matière sont progressivement unifiées et standardisées à travers une multitude de discours hétérogènes : scientifique, associatif et gouvernemental. De ce fait, l'émergence des soins palliatifs apparaît aussi bien comme la construction d'un domaine de connaissances pour des médecins, d'intervention pour des associations et de régulation pour l'Etat. Dans le cas des soins palliatifs, la décision tient aux savoirs produits au sujet de pratiques « expérimentales ». Si savoir et décision sont fondus, c'est parce que la production de savoirs et d'expériences, en reconfigurant le monde social et naturel, ouvre à d'autres interventions, et qu'il n'est pas possible de distinguer le moment de la production des savoirs du moment où on décide d'agir *par rapport* à ces savoirs.

### ***Une expertise d'exploration***

Un autre exemple peut être évoqué avec l'apparition d'une forme d'expertise qui, pour jouer son rôle de médiation entre science et politique « *ne part pas d'un état des connaissances pour informer une décision politique* » mais « *part d'une décision politique, celle en l'occurrence d'ouvrir la recherche, pour informer un état des connaissances* ». Yannick Barthe nomme expertise d'exploration cette pratique de l'expertise (par opposition à l'expertise de décision)<sup>2</sup>. La Commission Nationale d'Evaluation – dont le nom est révélateur – illustre cette innovation. La CNE ne sélectionne pas des connaissances disponibles pour prendre des décisions, mais participe à des processus de recherche qui ont au contraire pour fonction de problématiser des questions de manière à permettre des investigations scientifiques. En ce sens, savoir et décision se superposent.

---

1 Michel Castra, « L'émergence des soins palliatifs dans la médecine, une forme particulière de militantisme de fin de vie », *Quaderni*, 68, hiver 2008-2009, p.25-35. Castra précise cependant le statut particulier de l'innovation des soins palliatifs, « *à contre-courant des logiques de scientificité, de technicité et de recherche qui caractérisent l'ensemble des progrès médicaux contemporains* ». Cela est l'occasion de souligner que la politique expérimentale explique seulement une partie des pratiques de gouvernement inaugurées dans les années 1970.

2 Yannick Barthe, « De la décision à l'exploration. Les transformations de l'expertise dans le domaine des déchets nucléaires », p.129-143 in Claude Gilbert (dir.) / *Risques collectifs et situations de crise*, Paris, L'Harmattan, 2002. Sur le modèle classique Philippe Roqueplo, *L'expertise scientifique, entre savoir et décision*, Paris, INRA Editions, 1997.

## 5. L'ordre : police et communication

On a vu les transformations apportées par la politique expérimentale au débat public et à la prise de décision, auxquels sont substitués des processus exploratoires et des pratiques d'évaluation. Mais dans un régime démocratique traditionnel, le débat et la prise de décision ne sont rien s'ils ne sont pas suivis de mises en application. De même, l'exploration et l'évaluation ne suffisent pas à contraindre leur objet de gouvernement. Et si le savoir vaut décision, il ne s'applique pas pour autant au monde social sans médiations. Pour éviter toute conception irénique de la politique expérimentale, il est alors nécessaire de prendre en considération les moyens d'application qui y sont mis en oeuvre. Le rôle de la police, dans ce modèle, est principalement tenu par les manières de « faire savoir ». La mise en circulation des connaissances fait alors l'objet de conflits spécifiques de pouvoir.

Cet aspect a été mis en évidence par les critiques adressées à l'enseignement et à la vulgarisation par le pôle militant, à double titre. Celui-ci souligne à fois la dimension coercitive de la transmission des connaissances et leur importance dans des opérations stratégiques d'opposition aux savoirs officiels (en particulier dans le cas du nucléaire). La conception normative de la circulation des savoirs mise au point par le pôle militant permet donc de comprendre les évolutions des enjeux de la circulation des connaissances dans la politique expérimentale. Comme on l'a vu, cette conception substitue à la norme de circulation traditionnelle (valorisant la circulation des savoirs « vrais ») une norme pragmatique, d'après laquelle les savoirs doivent circuler en fonction des usages qu'ils peuvent rencontrer au sein d'un groupe d'individus. Dans cette perspective, la circulation des connaissances présente principalement trois caractéristiques dans la politique expérimentale : le « faire savoir » est l'instrument principal de la contrainte, la compétence politique n'est plus le résultat d'un apprentissage social et la circulation des savoirs fait l'objet de détournements incessants.

### 5.a. Importance du faire savoir

Le premier signe de l'importance du faire savoir dans la politique expérimentale se trouve dans le fait que la mise à disposition des informations soit devenue une norme de gouvernement. Pierre Lascoumes explique que « *la mise en circulation d'informations (et non de l'information) - c'est-à-dire de données construites, sélectionnées et pondérées – est*

*devenue un nouvel impératif de bon gouvernement* »<sup>1</sup>. L'auteur met ainsi en évidence la normativité du discours sur la transparence de l'information. Il est alors évident que la circulation des connaissances fait l'objet d'enjeux de contrôle. Comme le note Lascoumes, ce n'est pas « *l'information* » qui circule, mais « *des informations* ». Ce nouvel impératif souligne donc l'importance de la circulation des connaissances, et non sa libération – mais comment pourrait-il en être autrement ?

Cette remarque conduit donc au véritable enjeu de la circulation des savoirs dans la politique expérimentale. Si la transmission des connaissances occupe dans ce modèle des fonctions policières, c'est parce que le faire savoir est d'abord une manière de donner au savoir la portée d'une intervention efficace sur le monde social<sup>2</sup>. Le rôle que lui attribue la politique expérimentale est plus transformateur qu'argumentatif. Les acteurs sociaux ont recours au savoir afin de modifier l'espace social et non afin de fonder ou d'alimenter le débat public. Pour limiter l'inégalitarisme conséquent à ce type d'intervention dans le réel, le pôle militant proposait, d'une part, de permettre à chacun d'intervenir dans la société selon des procédés équivalents, et d'autre part, de limiter la dimension dépossessive de ces interventions pour les acteurs, en donnant à ces derniers les outils du sens et de la compréhension des interventions. Le mode de gouvernementalité expérimental voit ainsi s'appliquer le principe d'égalité aux interventions dans l'espace social fondées sur le savoir et l'élaboration des mondes communs. Les réclamations d'un régime d'intervention « cognitive et performative » égalitaire, pointent la nécessité d'ouvrir à chacun l'accès aux savoirs qui lui permettront de construire ses propres modes d'intervention dans le monde social.

Par conséquent, l'exigence de transparence ou de circulation d'information identifiée par Lascoumes et qui remonte aux différents Groupes Information (Prison, Santé, Biologie) est déplacée. Selon Foucault, il était possible de lutter contre le pouvoir en éclairant ses points aveugles. Pour les tenants du modèle expérimental, cette exigence est insuffisante car elle s'appuie uniquement sur une conception du pouvoir libérateur de la vérité. Il s'agit au contraire d'acquérir des moyens cognitifs de transformation du monde social. La réclamation au droit de savoir fait place à l'exigence du droit de *produire* des savoirs. La revue *Culture*

---

1 Pierre Lascoumes, « La scène publique, nouveau passage obligé des décisions ? Devoirs et pouvoirs d'information dans les procédures de consultation », *Annales des Mines*, avril 1998, p.51-62.

2 David Hess souligne ce point en rappelant les problèmes rencontrés par les organisations non gouvernementales pour médiatiser les « recherches de la société civile ». David J. Hess, « The Potentials and Limitations of Civil Society Research: Getting Undone Science Done », *Sociological Inquiry*, 79, 2009/3, p.306-327.

*technique* est particulièrement riche d'exemples d'un tel rapport à la connaissance. On y trouve par exemple de nombreux articles sur les formations continues et techniques, à l'instar de cette présentation du « *premier centre expérimental des technologies de l'information* » dans l'ouest de Londres, où des stagiaires acquièrent une expérience et une connaissance pratiques des technologies de l'information. Il s'agit d'un centre de formation dont l'intention est de « *permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances dans les trois domaines principaux de l'informatique, des microprocesseurs et de l'électronique* ». Pour cela, la méthode employée consiste à « *faire de la science avec des jeunes n'ayant aucune qualification et à les amener à un niveau de perfectionnement sans précédent* »<sup>1</sup>. L'enjeu n'est alors pas tant la transmission des connaissances que celle des compétences d'élaboration des parcours individuels. Il s'agit pour les acteurs de la politique expérimentale d'accéder aux savoirs afin de bâtir leurs propres modes d'intervention<sup>2</sup>.

### **5.b. Métamorphoses de la compétence politique**

L'importance du faire savoir est donc liée aux effets pratiques de la connaissance. Les acteurs de cette politique constatent les asymétries fortes qui existent en matière de médiatisation des expériences et des connaissances<sup>3</sup>. Ils demandent alors des compétences afin de rééquilibrer les moyens de policer les représentations sociales. On peut souligner que, si cette exigence de compétence remplit un rôle politique au sein du modèle gouvernemental, elle ne doit en revanche pas être confondue avec la « compétence politique » définie traditionnellement par les politistes. Selon les politistes en effet, une compétence politique est nécessaire pour participer au débat public<sup>4</sup>. Or, la compétence exigée par les acteurs de la politique expérimentale n'est pas destinée à intervenir dans le débat public, puisque celui-ci n'a plus de lieu dans la politique expérimentale. Par conséquent, l'exigence d'information ne relève pas d'une demande de compétence politique. Ce que désirent savoir les acteurs de la politique expérimentale n'a pas pour fonction de former des participants aptes au débat, mais de leur

---

1 C.A. Webb, « Le centre technologique de Notting Dale », *Culture technique*, 8, juin 1982, p.181.

2 Cet impératif peut même devenir un enjeu artistique fort, comme le montre l'exemple du Makrolab : énorme structure artistico-scientifique, dont le créateur, Marko Peljhan, fait principalement valoir sa faculté à entreprendre le social et à réaliser un projet autonome. Voir Brian Holmes, « Inventeurs explorateurs de l'espace présent. L'utopie codée du Makrolab », *Rue Descartes*, 49, 2005/3, p.102-107.

3 David J. Hess, « The Potentials and Limitations of Civil Society Research: Getting Undone Science Done », *Sociological Inquiry*, 79, 2009/3, p.306-327.

4 Pour une mise au point critique des travaux sur cette notion : Loïc Blondiaux, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue Française de Science Politique*, 57, 2007/6, p.759-774.

donner les moyens d'influer sur la formation du monde social. Ainsi, la relation effectuée par Lascoumes entre mise à disposition d'informations et participation du public ne convient pas aux caractéristiques de la politique expérimentale<sup>1</sup>. Cet auteur relie diffusion d'information et participation des acteurs. Selon lui, la diffusion d'informations constitue une étape préalable nécessaire pour conduire à la participation. Il présuppose ainsi un *continuum* le long duquel les acteurs, de politiquement passifs, deviendraient actifs. Cette conception de la relation entre information et participation s'appuie sur le postulat d'une compétence politique indispensable aux acteurs afin de participer au débat public.

Dans la politique expérimentale, aucune continuité de ce type n'est postulée dans la mesure où action politique et production/diffusion d'informations sont fondues l'une dans l'autre. Le préalable n'est plus la mise à disposition d'informations mais la mise à disposition des moyens de production d'informations. Par conséquent, les acteurs n'ont pas besoin d'être politiquement formés pour intervenir dans les débats qui engagent le collectif. Au contraire, c'est la reconnaissance de leur compétence qui façonne leur intervention. On voit alors se tramer l'enjeu fondamental de la politique expérimentale, qui est celui du rôle attribué aux savoirs par les acteurs. Une version hyper-stratégique du rôle des savoirs se profile d'un côté : elle consiste à employer les connaissances légitimes comme de purs outils de transformation du monde social. De l'autre côté, une version laisse sa place à l'activité de poétique des connaissances, c'est-à-dire à une pratique plus individualiste et contemplative du savoir, en prise sur les savoirs *illégitimes*. L'enjeu y est plutôt dans la mise à disposition des informations concernant un projet, afin de permettre à d'autres de mener leurs propres expériences. Une fois encore, la métaphore du champ scientifique permet d'illustrer ce point : la transparence et la mise à disposition des informations dans le champ scientifique n'ont pas pour fonction de permettre à l'ensemble de la communauté scientifique de s'associer directement à un projet, mais plutôt de donner à ses acteurs, s'ils le désirent, les moyens de l'évaluer et de le poursuivre en menant au besoin leurs propres expériences. La politique expérimentale n'est donc pas une politique « collaborative » au sens où elle rassemblerait les individus dans un espace commun afin de leur permettre de construire des projets collectifs. Il

---

1 Pierre Lascoumes, « La scène publique, nouveau passage obligé des décisions ? Devoirs et pouvoirs d'information dans les procédures de consultation », *Annales des Mines*, avril 1998, p.51-62.

s'agit plutôt d'une politique de mise à disposition des savoirs et des expériences, à des fins exploratoires<sup>1</sup>.

La politique expérimentale, qui émerge à travers le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques, constitue un mode de gouvernement original. Elle suggère l'existence d'une pratique de la politique relativement peu prise en considération par d'autres modèles : la politique comme expérimentation. En réclamant la remise de la science au peuple, en conceptualisant des dispositifs d'évaluation technologique, en théorisant la place des sciences et des techniques dans la société, de nombreux acteurs ont contribué à formaliser la métaphore d'un gouvernement mû par une multiplicité de projets atomisés en interaction les uns avec les autres. La politique, dans le régime discursif de la participation aux choix scientifiques et technologiques, n'est pas affaire de discussion, mais de pratiques, de projets, d'expériences. Le débat, la décision, la circulation des savoirs y occupent des rôles singuliers. La notion de politique expérimentale dévie ainsi les enjeux de la participation, de l'organisation d'une discussion/confrontation entre acteurs sociaux, vers la mise à disposition de leurs expériences.

A cet égard, on peut noter que la notion de politique expérimentale, si elle a permis de « pluraliser » la signification du régime discursif participatif, a aussi conduit à enrichir les conceptions principales de l'expérimentation. Celles-ci sont habituellement considérées de façon séparée. D'un côté, les sociologues des sciences travaillent sur l'extension des frontières du laboratoire à l'échelle du monde. De l'autre côté, les militants et les analystes du politique tentent de réfléchir aux *expériences* politiques au sens large. Comme cela a été rappelé, ces conceptions doivent être ramenées à une même origine et à un même régime de discours. Ce rassemblement des conceptions militantes, technocratiques et académiques de l'expérimentation a le mérite de montrer qu'il s'agit d'un mode de gouvernement riche de significations différentes, qui présente des dangers tout comme il offre des possibilités d'émancipation. Il y aurait alors beaucoup à étudier plus en profondeur, de façon unifiée, les conceptions militantes et académiques de ce modèle, car cela éclairerait l'un des aspects essentiels du monde contemporain.

---

<sup>1</sup> Ce point amène Olivier Blondeau et Laurence Allard à critiquer vigoureusement les imaginaires d'internet comme « intelligence collective ». Olivier Blondeau, Laurence Allard, *Devenir média, l'activisme sur internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007.



## CONCLUSION

---

### *Substance de la participation*

Sheila Jasanoff, dans un article de synthèse sur le « tournant participatif », juge qu'il importe aujourd'hui moins de savoir si l'ouverture des choix scientifiques au public est nécessaire que d'envisager *comment* cette ouverture doit être pratiquée<sup>1</sup>. Il ne fait aucun doute selon elle que la participation est devenue une exigence démocratique de premier plan : la gouvernance mondiale en a fait un quasi-mot d'ordre. Jasanoff constate cependant avec justesse que la participation, telle qu'elle est définie, ne permet pas de résoudre le problème de la démocratisation des sciences et des techniques. Les nombreux obstacles rencontrés par les procédures participatives institutionnelles étayaient son argumentation : le public dispose rarement des ressources pour tirer avantage des dispositifs, les conférences de consensus ont trop souvent une influence marginale sur la prise de décision, elles favorisent insuffisamment l'apparition de nouveaux points de vue, etc. Il ne suffit donc pas d'invoquer la participation pour régler le problème colossal de l'inscription des sciences dans la société contemporaine.

L'une des raisons avancées par Jasanoff est que le problème est beaucoup plus vaste que les institutions ne le laissent entendre. C'est toute la culture contemporaine de la gouvernance qui doit changer selon elle ; pour cela il est urgent de prendre en charge non seulement les *mécanismes*, mais aussi et surtout la *substance* de la politique participative : « *What has to change is the culture of governance [...] ; and for this we need to address not only the mechanics, but also the substance of participatory politics* »<sup>2</sup>. Jasanoff propose ainsi de reprendre le problème et de s'interroger sur le fondement des procédures de participation aux choix scientifiques et techniques. Qu'entendons-nous par « participation » ? Quelles formes de participation pourraient favoriser des interactions pertinentes entre chercheurs scientifiques, décideurs politiques et société civile ? Ces questions ouvrent un débat crucial pour l'avenir des rapports science/société.

---

1 Sheila Jasanoff, « Technologies of humility. Citizen participation in governing science », *Minerva*, 41, 2003/3, p.223-244.

2 Sheila Jasanoff, *Ibid.*, p.238.



La perspective adoptée dans cette recherche diffère sensiblement de celle de Jasanoff. En effet, Jasanoff se situe dans un cadre normatif et accorde une grande importance aux procédures de la participation. Au contraire, cette étude a consisté avant tout à clarifier, au moyen d'une histoire des discours, les différentes définitions de la participation et à comprendre comment elles s'articulent entre elles. Malgré cette différence importante, il semble que les deux approches ne soient pas si éloignées et que les analyses produites dans ces lignes aient des éléments à apporter au débat ouvert par Jasanoff. Pour montrer leur proximité, on peut expliciter l'invitation de la politiste à mieux prendre en charge la « *substance* » de la politique participative.

La substance de la participation, Jasanoff le souligne, diffère des seuls mécanismes participatifs. Elle renvoie à une caractéristique plus essentielle de la participation, qui a trait au rôle qu'une société entend lui attribuer, en termes de pluralisme et d'égalité. Selon Jasanoff, la substance de la participation semble être ce qui, au-delà des procédures techniques qui l'organisent, fait de la participation un principe valant la peine d'être défendu. Autrement dit, si le terme de participation s'est imposé, et avec lui un ensemble de techniques, les objectifs de démocratisation ne sont pas pour autant atteints. Pour qu'ils puissent l'être, il faut prendre en charge la signification de la participation et investir son potentiel de démocratisation et d'émancipation. La participation n'est qu'un mot ; il reste encore à lui donner sens. Pourquoi vouloir de la participation ? Sous quelle forme la promouvoir pour en faire une exigence pertinente ?

Le questionnement ainsi formulé, il devient possible d'apporter, à partir de cette recherche, quelques éléments de débat. En effet, si les analyses menées jusqu'ici ne donnent accès ni aux « bonnes pratiques », ni aux procédures justes et efficaces, elles ont permis en revanche de mieux comprendre la nature de la participation et par quelles dynamiques elle est traversée. En mettant en perspective la construction du sens de l'exigence participative, l'analyse archéologique et généalogique offre certaines clés de fonctionnement de la notion de participation. Certes, son apport est d'ordre historiographique : elle ne dit pas ce que la participation devrait être mais ce qu'elle a été, ce qu'elle aurait pu être. C'est à ce titre qu'elle effectue un premier pas vers la prise en charge de la substance d'une politique participative.

### ***Enjeux d'un éclairage historique de l'impératif participatif***

Cette recherche apporte un éclairage sur une période essentielle de construction de l'exigence participative. Derrière l'émergence d'un régime discursif de la participation, elle montre surtout les contradictions qui fondent la notion de participation et qui se nouent en elle. Deux niveaux de contradictions ont été identifiés ; tous deux contribuent à la spécificité de la politique participative. Au premier niveau, la participation émerge dans un champ discursif dominé par trois significations en conflit. Elle est le fruit de la confrontation entre une conception utopique (pôle militant), une conception instrumentale (pôle technocratique) et une conception ontologique (pôle académique).

Ce premier niveau de contradictions fait état d'un imbroglio fonctionnel ou statutaire de la participation. La participation est à la fois outil d'émancipation (pôle militant), outil de gouvernement (pôle technocratique), outil conceptuel de présupposition d'une réalité (pôle académique). La fusion de ces conceptions au sein d'un même régime conduit à un imbroglio fonctionnel, car la participation remplit dès lors simultanément plusieurs rôles dans les énoncés qui la mobilisent. Il est essentiel de tenir compte de cette dynamique sémantique pour comprendre le fonctionnement conceptuel de la participation. Il serait en effet réducteur de considérer celle-ci uniquement comme un moyen d'émancipation, comme un outil de gouvernement ou comme un nouvel état de fait. Lorsqu'on parle aujourd'hui de participation aux choix scientifiques et techniques, on mobilise inévitablement ces trois acceptions à la fois car le langage de la participation s'inscrit dans un régime discursif doté d'une histoire. Ainsi que l'a écrit Bakhtine, les mots sont toujours « *habités* »<sup>1</sup>.

Mais ce n'est pas seulement au niveau des fonctions qui lui sont attribuées que la participation est traversée par des conflits de significations. Un second niveau de contradictions s'ajoute au premier. S'y affrontent les modes de gouvernement et les « possibles politiques » ouverts par la participation. A ce niveau, ce ne sont pas les définitions spécifiques à chaque pôle qui sont en conflit, mais les interprétations générales du régime discursif de la participation. Il existe en effet de multiples interprétations du régime participatif : l'une, en termes de contrôle collectif du développement technologique, une autre en termes de délibération, une autre encore en termes de responsabilité civile et scientifique et, comme on a essayé de le montrer, une interprétation en termes d'expérimentation. En fonction des lieux et des périodes,

---

1 Mikhaïl Bakhtine, *La poétique de Dostoïevski*, Paris, Seuil, 1970 [1929, trad. du russe par Isabelle Kolitcheff].

certaines interprétations prennent le pas sur les autres, constituent pour les acteurs des modèles de gouvernement plus désirables et offrent des métaphores de la vie politique plus attrayantes. L'interprétation délibérative, en associant la vie politique à l'image très forte d'une discussion entre citoyens sur la place publique, a par exemple rencontré un tel succès.

A ce second niveau de contradictions, la participation est habitée par divers modèles et métaphores de l'activité politique. Lorsqu'on emploie le terme, on les convoque simultanément, mais selon les contextes, la participation peut renvoyer de façon privilégiée à l'un ou l'autre de ces modèles et convoquer une métaphore de gouvernement plus que les autres. Il est donc urgent, si l'on souhaite prendre en charge la substance de la politique participative, de clarifier les différents modes de gouvernement portés par la participation et d'identifier ceux qui, à une époque donnée, occupent une position dominante. L'activité politique peut tour à tour être comparée à une activité de lutte entre des classes opposées, de discussion au sein d'un forum, d'expérimentation au sein d'un laboratoire, etc. La valorisation d'une métaphore conduit à une interprétation particulière de la participation et à l'instauration d'un mode de gouvernement. En essayant de comprendre ces modèles et de revaloriser celui de l'expérimentation, encore peu pris en compte, cette recherche permet de soutenir que le « régime discursif participatif » qui apparaît dans les années 1970 excède l'impératif contemporain<sup>1</sup>. Les pôles discursifs étudiés conçoivent la participation, non seulement comme discussion publique et contrôle collectif des décisions techniques, mais aussi comme pratique expérimentale. Il semble alors nécessaire, dans le cadre d'une réflexion sur la participation, de tenir compte des différentes substances possibles de ce terme.

### ***Pistes de recherche***

A travers cette recherche, on a essayé de montrer qu'une autre conception de la participation était possible. Aucune fatalité n'imposait l'acception contemporaine de la participation au tournant des années 1980. Bien entendu, les années 1980 et 1990 ont changé la donne. Le « *trou configurationnel* » des années 1980<sup>2</sup>, au cours duquel les protestations publiques contre les choix techniques sont entrées en sommeil, puis l'importance dans les années 1990 de

---

1 Au cours de ce texte, on a eu l'occasion d'observer que le constat de la faible prise en compte du modèle expérimental doit être nuancé. De nombreux travaux du domaine « Sciences, Technologies, Sociétés » accordent un grand intérêt à l'un de ses aspects, à savoir l'extension du laboratoire à l'échelle du monde social. De même, les milieux militants prêtent une grande attention à ses potentialités émancipatrices. La recherche a permis de mesurer à quel point ces deux interprétations sont historiquement liées.

2 Francis Chateauraynaud, Didier Torny, *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999.

modèles participatifs issus des pays anglo-saxons ou nordiques<sup>1</sup>, ont influé sur les conceptions de la participation. Surtout, le raz-de-marée habermassien et rawlsien des années 1980 et 1990 semble avoir balayé sur son passage les différentes interprétations possibles de la participation politique.

Mais il ne faut pas tout confondre : si la participation/expérimentation n'a pas, ou peu, été prise en considération de façon réflexive au cours de ces années, elle n'a pas pour autant disparu en tant que mode de gouvernement effectif. L'attention des théoriciens du politique s'est portée en priorité sur la discussion publique et le contrôle collectif, au détriment d'une compréhension de l'expérimentation. Mais cela n'empêche pas la métaphore expérimentale d'agir, depuis les années 1970, les représentations collectives du politique et de la science. Des traces de la métaphore expérimentale sont en effet visibles dans certaines initiatives contemporaines de la société civile et dans les interprétations qui en sont données, comme on l'a vu au cours du dernier chapitre. Cela incite à penser que le mode de gouvernement apparu dans les années 1970 perdure.

Cette remarque conduit à trois pistes de recherche. La première concerne la politique expérimentale. Cette étude n'a pu qu'esquisser à grands traits les caractéristiques d'une telle politique et de nombreuses questions restent ouvertes. Il semble d'abord pertinent de s'interroger sur les sites de formulation et les canaux de diffusion de la métaphore expérimentale. Le régime discursif de la participation est un lieu essentiel de formulation de cette métaphore, mais d'autres peuvent être identifiés. Quelles sont les institutions qui diffusent en priorité la représentation d'une pratique scientifico-politique ouverte à tous, capable de transformer le monde et les rapports sociaux ? Des supports apparaissent, comme les magazines *Wired* et *Technology review*, dans lesquels l'imaginaire expérimental est fort, mais les autres lieux doivent être recensés. Ensuite, il serait pertinent d'observer les domaines scientifiques qui enrichissent le sens de la métaphore de la politique expérimentale. Le rôle des analyses du domaine biomédical est bien connu dans la revalorisation du profane<sup>2</sup>, mais qu'en est-il des autres champs scientifiques et techniques ? Bernadette Bensaude-Vincent a montré que les nanobiotechnologies enrichissent la conception d'une politique expérimentale

---

1 Simon Joss, John Durant (eds.), *Public participation in science : the role of consensus conferences in Europe*, London, Science Museum, 1995.

2 Sur l'épidémie du sida : Steven Epstein, « Une science démocratique ? Le mouvement AIDS et la construction contestée du savoir », *Futur antérieur*, 12-13, 1992/4-5, p.245-273 ; Janine Barbot, *Les malades en mouvements. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002 ; Nicolas Dodier, *Leçons politiques de l'épidémie du sida*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2003 Sébastien Dalgalarondo, *Sida, la course aux molécules*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004.

sur le plan du pouvoir politique transformateur des sciences, mais pas sur le plan de leur démocratisation<sup>1</sup>. D'autres auteurs ont montré à l'inverse des phénomènes importants de démocratisation de l'expérimentation dans les sciences naturelles, mais ils attribuent à ces sciences un pouvoir transformateur très localisé<sup>2</sup>. Il semble en revanche que la métaphore de la politique expérimentale soit profondément ancrée dans le champ des analyses des technologies de l'information et de la communication. Ces technologies sont liées à une idéologie de l'expérimentation individuelle, à une utopie technologique et économique, à une remise en question des rapports hiérarchiques qui conviennent particulièrement à l'expression des principes de la politique expérimentale, dans toute leur ambiguïté<sup>3</sup>. Enfin, il peut être profitable d'étudier le fonctionnement de la politique expérimentale, à travers les procédures qui lui sont dévolues et leur articulation avec d'autres modes de gouvernement contemporains, tels que la financiarisation de la recherche ou la contractualisation.

La deuxième piste de recherche consiste, dans une perspective historique, à « revenir à l'embranchement ». Cette enquête en témoigne, il y a en effet un intérêt crucial, pour les études sur la science, à mieux comprendre la période des années 1970-1980, au cours de laquelle se sont jouées successivement deux ruptures essentielles - la rupture antiautoritaire et participative des années 1970 et la rupture néolibérale au tournant des années 1980. Toutes deux jouent un rôle majeur pour l'insertion contemporaine des sciences et des techniques dans la société actuelle et méritent d'être analysées plus en détail. Surtout, il importe au plus haut point de comprendre comment elles s'articulent l'une à l'autre. Les années 1970 font actuellement l'objet d'un intérêt croissant, notamment sur la question des contestations dans les milieux scientifiques<sup>4</sup>. Il reste cependant beaucoup à dire sur l'articulation de cette période avec la décennie suivante, moment essentiel dans l'apparition d'un nouveau « régime de

---

1 Bernadette Bensaude-Vincent, *Les vertiges de la technoscience. Façonner le monde atome par atome*, Paris, La Découverte, 2009

2 Florian Charvolin, André Micoud et Lynn K. Nyhart (dir.), *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*, Paris, Ed. de l'Aube, 2007

3 François Scheid, « Les innovations radicales sont-elles conçues par les utilisateurs ? », *Réseaux*, 143, 2007/4, p.149-173 ; Eric Dagiral, « Pirates, hackers, hacktivistes : déplacements et dilution de la frontière électronique », *Critique*, 733-734, 2008, p.480-495 ; Paul-Brian McInerney, « Technology movements and the politics of free/open source software », *Science, technology & human values*, 34, 2009/2, p.206-233.

4 Outre cette recherche, plusieurs travaux de jeunes chercheurs se sont penchés sur la critique des sciences. On peut citer les thèses en cours de Sezin Topçu (sur la contestation antinucléaire) et Renaud Debailly (sur la critique radicale des sciences), Céline Pessis, *Les années 1968 et la science. Survivre...et vivre, des mathématiciens à l'origine de l'écologisme*, mémoire de Master 2, Centre Koyré, EHESS, 2009, ou encore, pour les Etats-Unis, l'ouvrage récent de Kelly Moore, *Disrupting Science, Social Movements, American Scientists, and the Politics of the Military, 1945-1975*, Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2008.

savoir »<sup>1</sup>. Comment les interrogations apparues dans les années 1970 vont-elles se marier avec le renouveau du libéralisme dans les années 1980 ?

La troisième piste de recherche concerne enfin le type d'approche à privilégier dans les études sur la science. Scott Frickel et Kelly Moore ont récemment montré comment la nouvelle sociologie historique et politique des sciences s'intéressait de plus en plus à la redistribution des rapports de pouvoir et de savoir dans les sciences<sup>2</sup>. Cette recherche a adopté un point de vue proche, mais elle porte moins sur la redistribution du pouvoir entre des groupes sociaux – ce qui est globalement le cas des travaux recensés par Frickel et Moore – que sur la réorganisation générale des conceptions du savoir, de la science et de son inscription sociale. Elle a ainsi montré l'enjeu essentiel d'une analyse des représentations des sciences et des savoirs dans la société. C'est sur une telle analyse que se fonde l'étude de la politique expérimentale. Cette dernière repose en effet sur la dissémination, dans les imaginaires sociaux, d'une métaphore associant politique et pratique scientifique. Il y aurait donc sans doute un gain heuristique important à analyser plus en détail les représentations sociales des sciences et leur circulation.

Ces trois suggestions s'appuient sur l'intuition que l'activité politique est affaire de représentations et de métaphores. Les acteurs d'une société agissent en fonction des représentations qu'ils se font du fonctionnement du champ politique. De ce fait, les représentations remplissent un rôle crucial dans l'organisation sociale, car elles font apparaître des modèles de gouvernement concurrents, qui légitiment ou illégitiment des pratiques. Par conséquent, en amont des pratiques des acteurs et des procédures qu'ils mettent sur pied, il importe de mieux comprendre les représentations de l'activité politique qui les motivent. Mais une telle étude des façons de représenter la politique et son intrication contemporaine avec les sciences et techniques implique l'ajout d'une quatrième et dernière piste aux trois précédentes, comme en complément. Cet édifice de recherche requiert en effet la mise en œuvre d'une compréhension générale de la circulation des discours sociaux et des phénomènes de communication. Le champ de recherche qui apparaît ainsi est des plus vastes, mais il porte la promesse d'un tel enrichissement des conceptions du monde qu'il semble urgent de s'y atteler.

---

1 Dominique Pestre, *Science, argent et politique*, Paris, Ed. de l'INRA, 2003.

2 Scott Frickel, Kelly Moore, « Prospects and challenges for a new political sociology of science », p.3-31 in Scott Frickel, Kelly Moore, *The New Political Sociology of Science. Institutions, networks and power*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006.



## BIBLIOGRAPHIE

---

La bibliographie est organisée en cinq sections :

- 1) Sources primaires (à l'exception du corpus)
- 2) Epistémologie pratique des sciences sociales
- 3) Littérature historique
  - 3.A : Histoire générale
  - 3.B : Histoire des représentations sociales des sciences et techniques
- 4) Outils d'analyse
  - 4.A : Analyses discursives et textuelles
  - 4.B : Sociologie, sciences politiques
  - 4.C : Sciences, Techniques, Sociétés
- 5) Œuvres littéraires et de fiction

### 1) Sources primaires (à l'exception du corpus)

- ARDITI (Irène), BERTHET (Denise), *Analyse systématique des émissions d'information scientifique diffusées par la télévision et des représentations sociales de la science qu'elles suscitent*, ATP CNRS, 2167, 1979
- ARMATTE (Michel), « Ca marche. Enquête chez les branchés. » p. 87-114 in Jacqueline Feldman et Françoise Laborie (dir.) / *Le sujet et l'objet. Confrontations : Séminaire d'interrogations sur les savoirs et les sciences, années 1980-81*, Paris, Ed. du CNRS, 1981
- ANDERS (Günther), *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, Editions de l'Encyclopédie des nuisances, 2002, [1956, trad. de l'allemand par Christophe David]
- ARON (Raymond), « Fin de l'âge idéologique ? », *L'Opium des intellectuels*, Paris, Hachette, 2002 [1955]
- ARON (Raymond), *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, Paris, Gallimard, 1962
- BAKOUNINE (Mikhaïl A.), « Sur la science », *Alliage*, 40, 1999 [extrait de *Dieu et l'Etat*, 1882]
- BARTHES (Roland), « Le cerveau d'Einstein », *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957
- BAUCHARD (Philippe), *Les technocrates et le pouvoir*, Paris, Arthaud, 1966
- BELL (Daniel), *La fin de l'idéologie*, Paris, PUF, 1997 [1960, trad. de l'anglais par Emmanuelle Baillon]
- BERNAL (John D.), *The social function of science*, London, Routledge, 1939
- BERNANOS (Georges), *La France contre les robots*, Paris, Livre de poche, 1999 [1947]
- BERTHIER (Pierre-Valentin), « Scientisme et antiscience », *Pensée et Action*, 43, janvier 1951, p.1-5
- BLOOR (David), *Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie*, Paris, Pandore, 3, 1983 [1976, trad. de l'anglais par Dominique Ebnöther]
- BON (Frédéric), « Le référendum du 27 avril 1969 : suicide politique ou nécessité stratégique ? », *Revue Française de Science Politique*, 20, 1970/2, p.205-223
- BON (Frédéric), BONNAL (Françoise), BOY (Daniel), MOINE (Béatrice), « Les attitudes de l'opinion publique à l'égard de la recherche », *Le progrès scientifique*, 165-166, août-septembre-octobre 1973
- BON (Frédéric), BURNIER (Michel-Antoine), *Les nouveaux intellectuels*, Paris, Cujas, 1966



## Bibliographie

- BROOKS (Harvey), « Can science survive in the modern age ? », *Science*, 174, 1er octobre 1971, p.21-30
- BRUNETIERE (Ferdinand), " Après une visite au Vatican ", *Revue des deux mondes*, 127, 4ème période, janv./fév. 1895, p. 97-118
- BURNHAM (James), *L'ère des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947 [1941, trad. de l'anglais par Hélène Claireau]
- CALLON (Michel), LATOUR (Bruno), « Avant propos » in Michel Callon, Bruno Latour (dir.) / *La science telle qu'elle se fait*, Paris, Pandore 1, 1982
- CARREL (Alexis), *L'homme cet inconnu*, Paris, Plon, 1935
- CARSON (Rachel), *Le printemps silencieux*, Paris, Plon, 1963 [1962, trad. de l'anglais par Jean-François Gravrand]
- CAZELLE (Philippe), LEVY-LEBLOND (Jean-Marc), PATY (Michel), ROQUEPLO (Philippe), *Science et idéologie en débat, Cahiers Fundamenta Scientiae*, 13, Strasbourg, Université Louis Pasteur, 1973
- CERTEAU (Michel de), *La prise de parole*, Paris, Seuil, 1994 [1968]
- CHABAN-DELMAS (Jacques), *La nouvelle société*, Discours à l'Assemblée Nationale le 16 septembre 1969 [en ligne], disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/chaban/1969-1.asp> (dernière consultation le 03-10-2009)
- Centre National de la Recherche Scientifique, *Rapport national de conjoncture*, 1974
- Club Jean Moulin, *L'Etat et le citoyen*, Paris, Seuil, 1961
- Club Jean Moulin, *Les citoyens au pouvoir*, Paris, Seuil, 1968
- COHEN (Francis), DESANTI (Jean), GUYOT (Raymond), VASSAILS (Gérard), *Science bourgeoise et science prolétarienne*, Paris, Ed. de la Nouvelle Critique, 1950
- COMMONER (Barry), *Quelle terre laisserons nous à nos enfants ?*, Paris, Seuil, 1969 [1963, trad. de l'anglais par Chantal de Richemont]
- COMMONER (Barry), « Evaluating the biosphere », *Science journal*, octobre 1969
- COTTIER (Jean-Louis), *La technocratie, nouveau pouvoir*, Paris, Ed. du Cerf, 1959
- CROZON (Michel), HEINICH (Nathalie), LOUSTALET (Colette), MARTIN (André), « L'animation culturelle scientifique et technique en France, 1969-1980 », *Bulletin du Groupe de Liaison et d'Action Culturelle Scientifique*, 15, septembre 1983
- Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique, *Le progrès scientifique*, 67, nov-déc. 1973, « Recherche sur la recherche en France : Le Club de Gif »
- DERIAN (Jean-Claude), STAROPOLI (André), *La technologie incontrôlée ?*, Paris, PUF, 1975
- DERIAN (Jean-Claude), « L'énergie nucléaire et l'exercice de la démocratie », *Futuribles*, 3, juillet 1975, p.205-212
- DEUTSCH (Jean), FRANCFORT (Jean), HOFSAES (Colette), LABORIE (Françoise), STEWART (John), « Pour une régulation démocratique des sciences et des technologies », *Esprit*, 10-11, octobre/novembre 1981, p.44-47
- DIENEL (Peter C.), « Pour de nouvelles structures de participation », *Futuribles*, 7, été 1976, p.279-294
- DORST (Jean), *Avant que nature meure*, Neuchâtel/Paris, Delachaux & Niestlé, 1965
- DRUET (Pierre-Philippe), KEMP (Peter), THILL (George), « Le rôle social de l'expert et de l'expertise », *Esprit*, 10, octobre 1980, p.55-67
- DUBARLE (Dominique), « Avant-propos », in Jean-Louis Cottier, *La technocratie, nouveau pouvoir*, Paris, Ed. du Cerf, 1959
- DRUESNE (Maurice), *Les problèmes économiques et la technocratie*, Paris, Payot, 1933
- DUMONT (René), *La campagne de René Dumont et du mouvement écologique. Naissance de l'écologie politique*, Paris, Pauvert, 1974
- Ecole Emancipée, « Pour Lévy-Leblond, contre la répression », p.89-97 in *L'école émancipée / La répression dans l'enseignement*, Paris, Maspéro, 1972
- EISENHOWER (Dwight), allocution de fin de mandat, 17 janvier 1961, [en ligne], disponible sur : <http://www.americanrhetoric.com/speeches/dwightdeisenhowerfarewell.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- ELLUL (Jacques), *La technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Colin, Paris, 1954
- EPISTEMON/Didier Anzieu, *Ces idées qui ont ébranlé la France. Nanterre, novembre 1967-juin 1968*, Paris, Fayard, 1968
- FELDMAN (Jacqueline), « La science en mutation », p. 21-38 in Jacqueline Feldman et Françoise Laborie (dir.), / *Le sujet et l'objet. Confrontations : Séminaire d'interrogations sur les savoirs et les sciences, années 1980-81*, Paris, Ed. du CNRS, 1981

## Bibliographie

- FLECHTHEIM (Ossip), « Futurology : the New Science », *Forum*, Vol. III., 1949, p. 206-209
- FRIEDMANN (Georges), *La crise du progrès*, Paris, Gallimard, 1936
- GIARD (Luce) (dir.), « Dossier sur la recherche », *Esprit*, 10-11, octobre-novembre 1981
- GILPIN (Robert), *La science et l'Etat en France*, Paris, Gallimard, 1970 [1968, trad. de l'anglais par Michel Carrière]
- GIRAUD (Jacqueline), « La fin de la neutralité », *L'Express*, 26 juin – 2 juillet 1972
- GOLDHABER (Michael), PERL (Martin), ROSS (Marc), SCHWARTZ (Charles), « Announcing the formation of a new organization of Scientists dedicated to vigorous Social and Political Action », tract, janvier 1969, [en ligne], disponible sur: <http://socrates.berkeley.edu/~schwartz/SftP/SSPA1.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- GRAS (Alain), *La Futurologie*, Paris, Seghers, 1976
- HABERMAS (Jürgen), *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Denoël, 1973 [1968, trad. de l'allemand par Jean-René Ladmira]
- HAGSTROM (Warren), *The scientific community*, New York, Basic Books, 1965
- HALDANE (John B. S.), *La science en marche*, Paris, PUF, 1952 [trad. De l'anglais par Gilbert Gratiant]
- HARPER (Peter), « Transfiguration among the windmills », *Undercurrents*, 5, winter 1973, p.7-16
- HEIM (Roger), « L'affaire du parc de la Vanoise », *La Revue des deux mondes*, septembre 1969
- HEIM (Roger), *Angoisse de l'an 2000*, Paris, Ed. de la fondation Singer-Polignac, 1973
- HOGBEN (Lancelot), *Mathematics for the Million*, London, George Allen & Unwin, 1936
- HOGBEN (Lancelot), *Science for the Citizen*, London, George Allen & Unwin, 1938
- JACOB (François), *La logique du vivant, une histoire de l'hérédité*, Paris, Gallimard, 1970
- JANTSCH (Erich), *La prévision technologique*, Paris, Publications de l'OCDE, 1967
- JAUBERT (Alain), LEVY-LEBLOND (Jean-Marc), *(Auto)critique de la science*, Paris, Seuil, 1973
- JURDANT (Baudouin), *Problèmes théoriques de la vulgarisation scientifique*, thèse de doctorat, Strasbourg, Université Louis Pasteur, 1973
- KAUFMAN (Arnold), « Human Nature and Participatory Democracy » in Carl J. Friedrich (ed.) / *Nomos*, III, "Responsibility", New York, Liberal Arts Press, 1960
- KUHN (Thomas), *The structure of scientific revolutions*, Chicago, University of Chicago Press, 1962
- LATOUR (Bruno), « Give me a laboratory and I will raise the world », p.141-170 in Karin Knorr-Cetina, Michael Mulkay / *Science observed*, London, Sage, 1983
- LECOURT (Dominique), *Histoire réelle d'une science prolétarienne*, Paris, Presses Universitaires de France, 1976
- LECUYER (Bernard-Pierre), *Les études historiques et sociologiques sur les sciences à l'échelle européenne : essai de bilan du projet PAREX*, Paris, mimeo, 1974
- LECUYER (Bernard-Pierre), « Compte rendu de *Sociologie de la logique* », *L'année sociologique*, 33, 1983, p.324-329
- LEFEBVRE (Henri), *Position : contre les technocrates, en finir avec l'humanité-fiction*, Paris, Gonthier, 1967
- LEFEBVRE (Henri), *L'irruption de Nanterre au sommet*, Paris, Anthropos, 1968
- LEVY-LEBLOND (Jean-Marc), « Adresse à l'Académie de Lyon », *Les temps modernes*, 288, juillet 1970, p.131-136
- LEVY-LEBLOND (Jean-Marc), « Mais ta physique ? », p.112-165 in Hilary Rose et alii / *L'idéologie de/dans la science*, Paris, Seuil, 1977
- LEVY-LEBLOND (Jean-Marc), « Avant-propos », *L'Esprit de sel*, Paris, Seuil, 1984 [1981]
- MACPHERSON (Crawford Brough), *Democratic Theory: Essays in Retrieval*, Oxford, Clarendon Press, 1973
- MACPHERSON (Crawford Brough), *Principes et limites de la démocratie libérale*, Paris, La Découverte, 1985 [1977, trad. de l'anglais par André d'Allemagne]
- MALLET (Serge), *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1963
- MARCUSE (Herbert), « The individual in the great society », in B.M. Gross (ed.) / *A Great Society*, New York, Basic Books, 1968
- MENDES FRANCE (Pierre), *La République moderne*, Paris, Gallimard, 1966 [1962]
- MEYNAUD (Jean), *La technocratie, mythe ou réalité*, Paris, Payot, 1964
- MOLES (Abraham), « La cité scientifique en 1972 », *Bulletin SEDEIS*, 833, 20 oct 1962 (supplément 2, *Futuribles* 41), « la cité scientifique en 1972 »

## Bibliographie

- MONOD (Jacques), *Le hasard et la nécessité : Essai sur la philosophie naturelle de la biologie moderne*, Paris, Seuil, 1970
- MOSCOVICI (Serge), *De la nature*, chapitre 2, « Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ? (Entretien avec Jean-Paul Ribes) », Paris, Métailié, 2002 [Entretien original publié en 1978]
- MUMFORD (Lewis), *The myth of the machine*, New York, Harcourt, Brace and World, 1966
- MUMFORD (Lewis), « La première megamachine », *Diogenes*, 55, juillet-septembre 1966
- National Academy of Science. *Technology : Processes of Assessment and Choice*, 1969
- NELKIN (Dorothy) (ed.), *Controversy, politics of technical decisions*, Beverly Hills, London, Sage Publications, 1979
- NICOLET (Claude), « La science dans la République », *Les Cahiers de la République*, 5, janvier-février 1957
- NIZARD (Lucien), *Changement social et appareil d'Etat du 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> plan*, Grenoble, CERAT, 1974
- NORA (Simon), MINC (Alain), *L'informatisation de la société*, Paris, La Documentation française, 1978
- OCDE, *Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques*, Paris, 14 décembre 1960 [en ligne], disponible sur :  
[http://www.oecd.org/document/44/0,3343,fr\\_2649\\_201185\\_1915884\\_1\\_1\\_1\\_1.00.html](http://www.oecd.org/document/44/0,3343,fr_2649_201185_1915884_1_1_1_1.00.html)  
 (dernière consultation le 03-10-2009)
- OCDE, *La science et la politique des gouvernements. L'influence de la science et de la technique sur la politique nationale et internationale*, Paris, Publications de l'OCDE, 1963
- OSBORN (Henry Fairfield), *La planète au pillage*, Paris, Payot, 1949 [1948, trad. de l'anglais par Maurice Planiol]
- PATEMAN (Carole), *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970
- PAPON (Pierre), « Research planning in french science policy : an assessment », *Research policy*, 2, 1973, p.226-245
- PAPON (Pierre), « The state and technological competition in France or Colbertism in the 20th century », *Research policy*, 4, 1975, p.214-244
- PANCALDI (Giuliano), « The history and social studies of science in Italy », *Social Studies of Science*, 10, August 1980/3, p.351-374
- PETERS (Suzanne), "Organic farmers celebrate organic research : A sociology of popular science" in Helga Nowotny, Hilary Rose (eds.) / *Counter-movements in the Sciences, the sociology of the alternatives to Big Science*, Dordrecht, D. Reidel publishing company, 1979
- PISAN (Annie de), TRISTANT (Anne), *Histoire du MLF*, Paris, Calmann-Lévy, 1977
- PRICE (Don K.), *The scientific estate*, Cambridge, Harvard University Press, 1965
- PRINGLE (Peter), SPIGELMAN (James), *Les barons de l'atome*, Paris, Seuil, 1982 [1981, trad. de l'anglais par Béatrice Vierne]
- RAVETZ (Jerome), « Anti-Establishment science in some British journals », p. 27-37 in Helga Nowotny, Hilary Rose (eds.) / *Counter-movements in the Sciences, the sociology of the alternatives to Big Science*, Dordrecht, D. Reidel publishing company, 1979
- ROQUEPLO (Philippe), « Quand un savant rêve de socialisme. Jacques Monod a décidé que le marxisme n'était plus rien », *Politique Hebdo*, 22-28 octobre 1970
- ROQUEPLO (Philippe), *Le partage du savoir. Science, culture, vulgarisation*, Paris, Seuil, 1974
- ROQUEPLO (Philippe), *Penser la technique. Pour une démocratie concrète*, Paris, Seuil, 1983
- ROSE (Hilary), « Hyper-reflexivity – A New Danger for the Counter-movements », p.277-289, in Helga Nowotny, Hilary Rose (eds.) / *Counter-movements in the Sciences, the sociology of the alternatives to Big Science*, Dordrecht, D. Reidel publishing company, 1979
- ROSE (Hilary), ROSE (Steven), "The Radicalisation of Science", *Socialist Register*, 9, 1972, p.105-133
- ROSE (Hilary), ROSE (Steven), « Radical science and its enemies », *Socialist Register*, 16, 1979, p.317-335
- ROSE (Hilary) et alii, *L'idéologie de/dans la science*, Paris, Seuil, 1977
- ROSTAND (Jean), *Inquiétudes d'un biologiste*, Paris, Stock, 1967
- RUBIN (Jerry), *Do it ! Scénarios de la révolution*, Paris, Seuil, 1971 [1971, trad. de l'américain [sic] par le gang yippie de Paris]
- SAINT-MARC (Philippe), « Socialisation ou destruction de la nature ? », *Etudes*, 326, mars 1967/3, p.307-321
- SALOMON (Jean-Jacques), *Science et politique*, Paris, Seuil, 1970
- SALOMON (Jean-Jacques), *Prométhée empêtré. La résistance au changement technique*, Paris, Pergamon Press, 1982

## Bibliographie

- SCOTT (Howard), *Introduction to technocracy*, New York, John Day Co., 1933
- SEITZ (Frederick), « The rejection of the SST – Reflections on the causes and effects », *Research Management*, 15, mars 1972/2, p.14-23
- SHILS (Edward), « Anti-Science », *Minerva*, 9, octobre 1971/4, p.441-450
- SNOW (Charles P.), *Les deux cultures*, Paris, Pauvert, 1968 [1959, trad. de l'anglais par Claude Noël]
- SOLLA-PRICE (Derek J. de), *Little Science, Big Science*, New York/London, Columbia University Press, 1963
- SOREL (Georges), *Les illusions du progrès*, Paris, L'âge d'homme, 2007 [1908]
- SPIEGEL-RÖSING (Ina), « The study of science, technology and society (SSTS) : recent trends and future challenges » p.7-43 in Ina Spiegel-Rösing, Derek de Solla-Price (eds.) / *Science, technology and society. A cross-disciplinary perspective*, London, Sage Publications, 1977
- SUDRE (Roger), « Préface » in Lancelot Hogben, *La science pour tous*, Paris, Payot, 1946 [1938, trad. de l'anglais par René Sudre]
- TENIERE-BUCHOT (Pierre-Frédéric), « Le rôle du public dans la gestion des milieux naturels », *Futuribles*, 5, hiver 1976, p.67-84
- THOMPSON (Dennis), *The Democratic Citizen : Social Science and Democratic Theory in the 20th Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1970
- THUILLIER (Pierre), *Jeux et enjeux de la science*, Paris, Robert Laffont, 1972
- TOFFLER (Alvin), « La démocratie prospective », *Futuribles*, 7, été 1976, p.259-278
- TOURAINE (Alain) et alii, *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980
- TRIBUS (Myron), « Technology and society – the real issues », *Bulletin of the atomic scientists*, 27, décembre 1971/10, p.27-30
- VITALE (Bruno), *Quelques considérations sur le rôle de la science dans le monde capitaliste, suivies d'un essai de bibliographie historique*, *Cahiers Fundamenta Scientiae*, 14, Strabourg, Université Louis Pasteur, 1974
- WEDGWOOD-BENN (Anthony), « The technical power and people », *Bulletin of the atomic scientists*, 27, décembre 1971/10, p.23-26
- WEINBERG (Alvin), « Impact of large-scale science on the United States », *Science*, 134, 21 juillet 1961, p.161-164
- WRIGHT MILLS (Charles), *The power elite*, Oxford, University of Oxford Press, 1956

Anonyme :

- « Les affaires Bolo et Lévy-Leblond : une semaine de répression », *Politique Hebdo*, 1, 8-14 octobre 1970, cahier central, p.V

## 2) Epistémologie pratique des sciences sociales

- AFFERGAN (Francis), « Textualisation et métaphorisation », *Communications*, 58, 1994/1, p.31-44
- AFFERGAN (Francis), *La pluralité des mondes. Vers une autre anthropologie*, Paris, Albin Michel, 1997
- AGAMBEN (Giorgio), *Signatura rerum, sur la méthode*, Paris, Vrin, 2008 [2008, trad. de l'italien par Joël Gayraud]
- AKRICH (Madeleine), CALLON (Michel), LATOUR (Bruno), *La sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines, 2006
- AKRICH (Madeleine), CHABAUD-RYCHTER (Danielle), GARDEY (Delphine) (dir.), *Cahiers du genre*, 38, 2005, numéro spécial « Politiques de la représentation et de l'identité. Recherches en gender, cultural, queer studies »
- AMSELLE (Jean-Loup), *L'Occident décroché, enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock, 2008
- BABOU (Igor), LE MAREC (Joëlle), « Nova Atlantis. Pour une utopie baconnienne en sciences humaines et sociales », *Alliage*, 47, 2001, p.3-10
- BARTHE (Yannick), LEMIEUX (Cyril), « Quelle critique après Bourdieu ? », *Mouvements*, 24, nov-déc. 2002, p.33-38, dossier « Après Bourdieu, le travail de la critique »
- BARTHES (Roland), « L'effet de réel », *Communications*, 11, 1968, p.84-89
- BARTHES (Roland), *Le Neutre, Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Seuil/IMEC, 2002

## Bibliographie

- BENSA (Alban), FASSIN (Eric), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, 38, 2002, p.5-20
- BERTEN (André), « Légitimité, légitimation, normativité », *Recherches en communication*, 25, 2006, p.77-90
- BERTHELOT (Jean-Michel), *L'intelligence du social*, Paris, PUF, 1998 [1990]
- BERTHELOT (Jean-Michel), « Programmes, paradigmes, disciplines : pluralité et unité des sciences sociales », p.457-519 in Jean-Michel Berthelot (dir.) / *Epistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001
- BOLTANSKI (Luc), « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, 10, 1990, p.124-134
- BOLTANSKI (Luc), *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993
- BOLTANSKI (Luc), *La condition fœtale*, Paris, Gallimard, 2004
- BOLTANSKI (Luc), *Rendre la réalité inacceptable. A propos de « La production de l'idéologie dominante »*, Paris, Demopolis, 2008
- BOLTANSKI (Luc), CHIAPELLO (Eve), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999
- BOLTANSKI (Luc), DARRE (Yann), SCHILTZ (Marie-Ange), « La dénonciation », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 51, mars 1984
- BOLTANSKI (Luc), THEVENOT (Laurent), *De la justification*, Paris, Gallimard, 1991
- BOURDIEU (Pierre), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979
- BOURDIEU (Pierre), *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980
- BOURDIEU (Pierre), *Raisons pratiques*, Paris, Seuil, 1994
- BOURDIEU (Pierre), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997
- BOURDIEU (Pierre), *Si le monde social m'est supportable, c'est parce que je peux m'indigner. Entretiens avec Antoine Spire*, Paris, Ed. de l'Aube, 2002
- BOURDIEU (Pierre), BOLTANSKI (Luc), « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2, 1976/2-3, p.3-73
- BOURDIEU (Pierre), CHAMBOREDON (Jean-Claude), PASSERON (Jean-Claude), *Le métier de sociologue*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2005 [1968]
- BOURDIEU (Pierre), entretien recueilli par Beate Kraus en décembre 1988, p. v-xix in Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Berlin, Mouton de Gruyter, 2005 [1968]
- BRANCA-ROSOFF (Sonia), RAMOGNINO (Nicole), « Normes et sciences humaines, pratiques expertes/pratiques profanes », *Langage et société*, 119, 2007/1, p.7-11
- CAILLE (Alain) (dir.), *La revue du Mauss*, 24, 2004, « Une théorie sociologique générale est-elle pensable ? De la science sociale »
- CALLON (Michel), « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégaï : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, 41, 1999, p.65-78
- CASTORIADIS (Cornelius), « Pouvoir, politique, autonomie », *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe* – 3, Paris, Seuil, 1990 [1988], p. 137-171
- CERTEAU (Michel de), *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990
- CHARTIER (Roger), *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 2009 [1998]
- CHARTIER (Roger), « La nouvelle histoire culturelle existe-t-elle ? », *Cahiers du centre de recherches historiques*, 31, avril 2003
- CHARTIER (Roger), « Postface », p.190-196 in Philippe Poirrier (dir.) / *L'histoire culturelle : un « tournant mondial » dans l'historiographie ?*, Dijon, Editions Universitaires de Dijon, 2008
- CORCUFF (Philippe), *Les nouvelles sociologies : entre le collectif et l'individuel*, Paris, Nathan, 1995
- CORCUFF (Philippe), « Sociologie et engagement : nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995 », p.175-194 in Bernard Lahire (dir.) / *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, 2002
- DAMISCH (Hubert), *L'origine de la perspective*, Paris, Flammarion, 1999 [1987]
- DAVALLON (Jean), « Objet concret, objet scientifique, objet de recherche », *Hermès*, 38, 2004, p.30-37
- DAVALLON (Jean), « La médiation : la communication en procès ? », *Médiation et information*, 19, 2004, p.37-59
- DEBRAY (Régis), *Le scribe, genèse du politique*, Paris, Grasset, 1980
- DOSSE (François), *L'empire du sens. L'humanisation des sciences humaines*, Paris, La Découverte, 1997
- DOSSE (François), *La marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003
- ELEY (Geoff), « De l'histoire sociale au « tournant linguistique » dans l'historiographie anglo-américaine des années 1980 », *Genèses*, 7, 1992, p.163-193

## Bibliographie

- ESPOSITO (Roberto), *Catégories de l'impolitique*, Paris, Seuil, 2005 [1988, trad. de l'italien par Nadine Le Lirzin]
- ESQUENAZI (Jean-Pierre), « Principes d'une sociologie des institutions de discours », *Questions de communication*, 9, 2006, p.335-356
- FARGE (Ariette), *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989
- FOUCAULT (Michel), *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, U.G.E, 1964 [1961]
- FOUCAULT (Michel), *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p.51
- FOUCAULT (Michel), *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971
- FOUCAULT (Michel), *Surveiller et punir, naissance de la prison* Paris, Gallimard, 1975
- FOUCAULT (Michel), « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », p.1004-1024 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 1*, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1971]
- FOUCAULT (Michel), « De la nature humaine : justice contre pouvoir (discussion avec N. Chomsky et F. Elders) », p.1339-1380 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 1*, Paris, Gallimard, 2001 [débat tenu en 1971]
- FOUCAULT (Michel), « Les mailles du pouvoir », p.1001-1020 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 2*, Paris, Gallimard, 2001 [conférence prononcée en 1976]
- FOUCAULT (Michel), « Entretien avec Michel Foucault », p.140-160 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 2*, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1977]
- FOUCAULT (Michel), « Le jeu de Michel Foucault (entretien collectif) », p.298-329 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 2*, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1977]
- FOUCAULT (Michel), « Le sujet et le pouvoir », p.1041-1069 in Michel Foucault / *Dits et Ecrits, tome 2*, Paris, Gallimard, 2001 [publication initiale en 1982]
- FOUCAULT (Michel), *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004
- FOUCAULT (Michel), *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004
- GARFINKEL (Harold), *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 2007 [1967, trad. de l'anglais coordonnée par Michel Barthélémy et Louis Quéré]
- GRAEBER (David), « La sociologie comme science et comme utopie », *La revue du MAUSS*, 24, 2004, p.205-217
- HABERMAS (Jürgen), *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard, 1997 [1992, trad. de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme]
- HACKING (Ian), « Styles de raisonnement scientifique », p.241-266 in John Rajchman, Cornel West (dir.) / *La pensée américaine contemporaine*, Paris, PUF, 1991 [1985, trad. de l'anglais par Andrée Lyotard-May]
- HALL (Stuart), « Codage/décodage », *Réseaux*, 68, 1994
- HALL (Stuart), *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, Paris, Ed. Amsterdam, , 2007 [trad. de l'anglais par Christophe Jacquet]
- HAMMAN (Philippe), MEON (Jean-Mathieu), VERRIER (Benoît) (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002
- HARAWAY (Donna), *Manifeste cyborg et autres essais : sciences – fictions – féminismes*, Paris, Exils, 2007, [anthologie établie par Laurence Allard, Delphine Gardey et Nathalie Magnan]
- HEILBRON (Johan), *Naissance de la sociologie*, Marseille, Agone, 2006 [1990, trad. du néerlandais par Paul Dirkx]
- IHL (Olivier), KALUSZYNSKI (Martine), POLLET (Gilles) (dir.), *Les sciences du gouvernement*, Paris, Economica, 2003.
- JEANNERET (Yves), *Hermès au carrefour : éléments d'analyse littéraire de la culture triviale*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 7, 1996
- JEANNERET (Yves), *L'affaire Sokal ou la querelle des impostures*, Paris, PUF, 1998
- JEANNERET (Yves), « Forme, pratiques et pouvoir. Réflexions sur le cas de l'écriture », *Sciences de la société*, 63, octobre 2004, p.40-55
- JEANNERET (Yves), « Une monographie polyphonique. Le texte de recherche comme appréhension active du discours d'autrui », *Etudes de communication*, 27, 2005, p.57-74
- JEANNERET (Yves), « Analyse des pratiques de communication et trivialité : un champ de recherche entre prétentions et exigences », *Médias & Culture*, 2006, p.41-54
- JEANNERET (Yves), *Penser la trivialité. Vol. 1 : la vie triviale des êtres culturels*, Paris, Hermès-Lavoisier, 2008
- JOULIAN (Frédéric), CHEVEIGNE (Suzanne de), LE MAREC (Joëlle), « Evaluer les pratiques interdisciplinaires », *Natures, Sciences, Sociétés*, 13, 2005, p.284-290

## Bibliographie

- JURDANT (Baudouin) (dir.), *Impostures scientifiques, les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris/Nice, La Découverte/Alliage, 1998
- JURDANT (Baudouin), « Le désir de scientificité », *Alliage*, 41-42, 1999, p.147-155
- KARSENTI (Bruno), « La sociologie à l'épreuve du pragmatisme. Réaction Durkheimienne. », p.317-349 in Bruno Karsenti, Louis Quéré (dir.)/ *La croyance et l'enquête – Aux sources du pragmatisme*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004
- KARSENTI (Bruno), *Politique de l'esprit. Auguste Comte et la naissance de la science sociale*, Paris, Hermann, 2006
- KOFMAN (Sarah), *Camera obscura. De l'idéologie*, Paris, Galilée, 1973
- LA BOETIE (Etienne de), *Discours de la servitude volontaire*, Paris, Flammarion, 1993 [1548]
- LAHIRE (Bernard), *L'esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005
- LAKATOS (Imre), *Histoire et méthodologie des sciences. Programmes de recherche et reconstruction rationnelle*, Paris, PUF, 1994 [1986, trad. de l'anglais par Catherine Malamoud et Jean-Fabien Spitz]
- LATOUR (Bruno), *Irréductions*, deuxième partie de *Pasteur : guerre et paix des microbes*, Paris, La Découverte, 2001 [1984]
- LATOUR (Bruno), *Aramis ou l'amour des techniques*, Paris, La Découverte, 1992
- LATOUR (Bruno), « Philosophie contre sociologie des sciences, une querelle enfin dépassée ? », *Le Débat*, 92, 1996, p.153-163
- LATOUR (Bruno), *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007 [2005, trad. de l'anglais par Nicolas Guilhot]
- LE MAREC (Joëlle), « En guise d'épilogue – pratiques interprétatives : entre méthodes et sens commun », *Etudes de communication*, 24, 2001, p.125-136
- LE MAREC (Joëlle), *Ce que le terrain fait aux concepts : vers une théorie des composites*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris 7, 2002
- LE MAREC (Joëlle), « Usages : pratiques de recherche et théorie des pratiques », *Hermès*, 38, 2004, p.141-147
- LEVI-STRAUSS (Claude), « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », p.IX-LII in Marcel Mauss, « *Sociologie et anthropologie* », Paris, PUF, 1989 [1950]
- LÖWY (Michaël), « L'irréalisme critique », *Actuel Marx*, 45, 2009/1, p.52-65
- MARIN (Louis), *Le portrait du roi*, Paris, Ed. de Minuit, 1981
- MARTUCELLI (Danilo), « Sociologie et posture critique », p.137-154 in Bernard Lahire (dir.) / *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, 2002
- MATTELART (Armand), NEVEU (Erik), « Cultural Studies' Stories. La domestication d'une pensée sauvage ? », *Réseaux*, 80, 1996, p.11-58
- MEYET (Sylvain), « Les trajectoires d'un texte : la « gouvernementalité » de Michel Foucault », p.13-36 in Sylvain Meyet, Marie-Cécile Naves, Thomas Ribémont / *Travailler avec Foucault. Retours sur le politique*, Paris, L'Harmattan, 2005
- MOIRAND (Sophie), PORQUIER (Rémy), « Ethique de la nomination et éthique de l'interprétation », p.139-153 in Régine Delamotte-Légrand, Claude Caitucoli (dir.) / *Morales langagières, autour de propositions de recherche de Bernard Gardin*, Mont Saint-Aignan, Presses des Universités de Rouen et du Havre, 2008
- MOUFFE (Chantal), LACLAU (Ernesto), *Hégémonie et stratégie socialiste, vers une politique démocratique radicale*, Paris, Les solitaires intempestifs, 2009 [1985, trad. de l'anglais par Julien Abriel]
- MOULIER-BOUTANG (Yann), *Le capitalisme cognitif*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007
- NORDMANN (Charlotte), *Bourdieu/Rancière, La politique entre sociologie et philosophie*, Paris, Ed. Amsterdam, 2006
- OLIVIER (Laurent), *Le sombre abîme du temps. Mémoire et archéologie*, Paris, Seuil, 2008
- PASSERON (Jean-Claude), *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006 [1991]
- PASSERON (Jean-Claude), « Le sociologue en politique et vice-versa : enquêtes sociologiques et réformes pédagogiques dans les années 1960 », p.15-104 in Jacques Bouveresse et Daniel Roche (dir.) / *La liberté par la connaissance : Pierre Bourdieu (1930 – 2002)*, Paris, Odile Jacob, 2004
- PASSERON (Jean-Claude), GRIGNON (Claude), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil/Gallimard, 1989
- PASSERON (Jean-Claude), MOULIN (Raymonde), VEYNE (Paul), « Entretien avec Jean-Claude Passeron. Un itinéraire de sociologue », *Revue européenne des sciences sociales*, 34, 103, 1996, p.275-354
- PESTRE (Dominique), « Etudes sociales des sciences, politique et retour sur soi. Eléments pour sortir d'un débat convenu », *Revue du MAUSS*, 17, 2001, p.180-196

## Bibliographie

- PIRON (Florence), COUILLARD (Marie-Andrée), « Les usages et les effets sociaux du savoir scientifique », *Anthropologie et sociétés*, 20, 1996/1, p.7-26
- QUEIROZ (Jean-Manuel de), « Lire Foucault ? Ou le paradoxe de la *tool box* », p.105-117 in Yves Chevalier, Catherine Loneux (dir.) / *Foucault à l'œuvre*, Fernelmont, E.M.E & InterCommunications, 2006
- QUERE (Louis), « Naturaliser le sens : une erreur de catégorie ? », *Revue du MAUSS*, 17, 2001, p.275-292
- QUET (Mathieu), « Ap-prendre la parole. Lecture communicationnelle de Jacques Rancière », *Communication et langages*, 153, septembre 2007, p.3-17
- QUET (Mathieu), « Science sociale et polyphonie. Réflexions sur le triangle sociologie, communication, action », *Questions de communication*, 14, 2008, p.283-307
- QUET (Mathieu), « S'indigner à nouveau. Réflexions sur un dispositif de désignation de l'injustice », *Quaderni*, 68, hiver 2008-2009, p.123-130
- RANCIERE (Jacques), *La leçon d'Althusser*, Paris, Gallimard, 1975
- RANCIERE (Jacques), *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Hachette, 2005 [1981]
- RANCIERE (Jacques), *Le philosophe et ses pauvres*, Paris, Flammarion, 2007 [1983]
- RANCIERE (Jacques), *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, 10/18, 2004 [1983]
- RANCIERE (Jacques), *Les mots de l'histoire. Essai de poétique du savoir*, Paris, Seuil, 1992
- RANCIERE (Jacques), *La mésentente*, Paris, Galilée, 1995
- RANCIERE (Jacques), *Le partage du sensible, esthétique et politique*, Paris, La Fabrique, 2000.
- RANCIERE (Jacques), *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2004
- RENAULT (Emmanuel), SINTOMER (Yves), « introduction », p.7-30 in Emmanuel Renault, Yves Sintomer (dir.) / *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La Découverte, 2003
- ROELEN (Nathalie), « Censure ou sensure ? », *Communication et langages*, 155, mars 2008, p.3-26
- RORTY (Richard), *Conséquences du pragmatisme*, 1993 [1982, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Cometti]
- RORTY (Richard), *Science et solidarité. La vérité sans le pouvoir*, Paris, Ed. de l'Eclat, 1990, [trad. de l'anglais par Jean-Pierre Cometti]
- ROSSET (Clément), *Le réel. Traité de l'idiotie*, Paris, Ed. de Minuit, 1977
- SAUSSURE (Ferdinand de), *Cours de linguistique générale*, Paris, Payot, 1995 [1916]
- SCOTT (James C.), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Ed. Amsterdam, 2008, [1990, trad. de l'anglais par Olivier Ruchet]
- SINTOMER (Yves), *Le pouvoir au peuple*, Paris, La Découverte, 2007
- SONTAG (Susan), *La maladie comme métaphore*, Paris, Seuil, 1979 [1978, trad. de l'anglais par Marie-France de Paloméra]
- SONTAG (Susan), *Le sida et ses métaphores*, Paris, C. Bourgois, 1989 [1989, trad. de l'anglais par Brice Mathieussent]
- SPIVAK (Gayatri Chakravorty), *Les subalternes peuvent-elles parler ?* Paris, Ed. Amsterdam, 2009 [1988, trad. de l'anglais par Jérôme Vidal]
- STEHR (Nico), *Practical Knowledge. Applying the social sciences*, London, Sage Publications, 1992
- VATTIMO (Gianni), *La société transparente*, Paris, Desclée de Brouwer, 1990 [1989, trad. de l'italien par Jean-Pierre Pisetta]
- VERON (Eliseo), « Semiosis de l'idéologique et du pouvoir », *Communications*, 28, 1978, p.7-20
- VRYDAGHS (David), « Le traitement de l'idéologie dans la sociologie de Luc Boltanski », *CONTEXTES*, 2006, [en ligne], disponible sur : <http://contextes.revues.org/index149.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- WALZER (Michael), *Critique et sens commun. Essai sur la critique sociale et son interprétation*, Paris, La Découverte, 1990, [1987, trad. de l'anglais par Joël Roman]
- WEBER (Max), *Le savant et le politique*, Paris, 10-18/Plon, 1997 [1919, trad. de l'allemand par Julien Freund]



### 3) Littérature historique

#### 3.A : Histoire générale

- ALLAN-MICHAUD (Dominique), *L'avenir de la société alternative. Les idées 1968-1990...*, Paris, L'Harmattan, 1989
- ANDRIEU (Claire), *Pour l'amour de la République. Le club Jean Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, 2002
- ARTIERES (Philippe), « 1972, naissance de l'intellectuel spécifique », *Plein Droit*, 53-54, mars 2002, [en ligne], disponible sur : <http://www.gisti.org/doc/plein-droit/53-54/naissance.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- ARTIERES (Philippe), QUERO (Laurent), ZANCARINI-FOURNEL (Michelle) (dir.), *Le groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte, 1970-1972*, Paris, IMEC, 2003
- BALLADUR (Edouard), « L'élaboration de l'ordonnance du 17 août 1967 sur la participation aux fruits de l'expansion dans l'entreprise », *Cahiers de la fondation Charles de Gaulle*, 5, 1998, « La participation dans l'entreprise », p.11-24
- BERNARD (Jean-Pierre), « Autonomie », p.661-668 in Pascal Ory (dir.) / *Nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, Hachette, 2006 [1987]
- BJORK (Tord), *The emergence of popular participation in World politics – United Nations Conference on Human Environment in 1972*, Department of Political Science, University of Stockholm, 1996, [en ligne], disponible sur : <http://www.folkrorelser.nu/johannesburg/stockholm72.pdf> (dernière consultation le 03-10-2009)
- BREINES (Wini), *Community and organization in the new left, 1962-1968 : the great refusal*, New Brunswick, New Jersey, Rutgers University Press, 1989 [1982]
- BRILLANT (Bernard), « Intellectuels et extrême gauche : le cas du Secours Rouge », *Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie, lettre d'information* 32, mai 1998, [en ligne], disponible sur : [http://irice.cnrs.fr/IMG/pdf/Lettre\\_d\\_info\\_68\\_no32\\_08-05-98.pdf](http://irice.cnrs.fr/IMG/pdf/Lettre_d_info_68_no32_08-05-98.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- BRILLANT (Bernard), « Mai 1968 : crise d'une figure de l'intellectuel ou de la contestation des maîtres à l'autogestion du savoir », p.521-532 in Frank Georgi (dir.) / *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003
- BRILLANT (Bernard), *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003
- BRULIARD (Luc), « Un exemple de l'émergence des sciences humaines dans le mouvement Freinet, le conflit avec l'Institut Parisien de l'Ecole Moderne (1958-1961) », p.35-46 in Henri Peyronie (dir.) / *Freinet, 70 ans après, une pédagogie du travail et de la dédicace ?*, Caen, Presses de l'Université de Caen, 1998
- BRUN (Eric), « L'avant-garde totale. La forme d'engagement de l'internationale situationniste », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 176-177, mars 2009, p.32-51
- CHARLE (Christophe), *Naissance des intellectuels, 1880-1900*, Paris, Ed. de Minuit, 1990
- CHARVOLIN (Florian), « L'invention du domaine de l'environnement, au tournant des années 1970 en France », *Strates*, 9, 1996-97, [en ligne], disponible sur : <http://strates.revues.org/document636.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- CHARVOLIN (Florian), *L'invention de l'environnement en France. Chronique anthropologique d'une institutionnalisation*, Paris, La Découverte, 2003
- COHEN (Evelyne), « L'ombre portée de Mai 68 en politique. Démocratie et participation », *Vingtième siècle*, 98, 2008/2, « L'ombre portée de mai 68 », p.19-28
- MURPHY (Priscilla Coit), *What a book can do : the publication and reception of Silent Spring*, Amherst & Boston, University of Massachusetts press, 2005
- COURTIAL (Jean-Pierre), *La communication piégée*, Paris, Robert Jauze, 1979
- DARD (Olivier), *La synarchie ou le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998
- DARD (Olivier), « La technocratie », p.883-890 in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli, *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique*, Paris, Hachette Littératures, 1999
- DEZES (Marie-Geneviève), « L'utopie réalisée : les modèles étrangers mythiques des autogestionnaires français », p.29-54 in Frank Georgi (dir.) / *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003
- DJIAN (Jean-Michel), *Vincennes, une aventure de la pensée critique*, Paris, Flammarion, 2009
- DOSSE (François), « Mai 68 et le structuralisme, ou le malentendu », *Histoire du structuralisme*, Paris, La Découverte, 1992
- DOSSE (François), *Gilles Deleuze, Félix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte, 2007

## Bibliographie

- DRESSEN (Marnix), *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 2000
- DUMONTIER (Pascal), *Les situationnistes et mai 68. Théorie et pratique de la révolution (1966-1972)*, Paris, Ed. Ivrea, 1995 [1990]
- FISCHER (Didier), *L'histoire des étudiants en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2000
- FOREST (David), « Les *think tanks* et l'institutionnalisation de la prévision technologique », *Quaderni*, 53, hiver 2003-2004, p.23-36
- FRATERS (Erica), *Réfractaires à la guerre d'Algérie avec l'action civique non violente, 1959-1963*, Paris, Syllepse, 2005
- GEORGI (Frank) (dir.), *Autogestion, la dernière utopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003
- GILCHER-HOLTEY (Ingrid), « La Contribution des Intellectuels de la Nouvelle Gauche à la définition du sens de Mai 68 », pp. 89-98 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii (dir.) / *Les Années 68. Le Temps de la Contestation*, Paris, Complexe, 2000
- GOBILLE (Boris), « La créativité comme arme révolutionnaire ? L'émergence d'un cadrage artiste de la révolution en Mai 68 », p.153-167 in Justyne Balasinski, Lilian Mathieu / *Art et contestation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006
- GOTTRAUX (Philippe), « *Socialisme ou barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997
- GRANJON (Marie-Christine), *L'Amérique de la contestation. Les années 60 aux Etats-Unis*, Paris, Presses de la FNSP, 1985
- GREMION (Pierre), *Intelligence de l'anticommunisme. Le congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, chapitre 7 « La fin des idéologies : une problématique, une identité (1955-1965) »
- GUISNEL (Jean), « La nouvelle presse : de *Hara-Kiri* à *Libération* », p.600-606 in Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel (dir.) / *68, Une histoire collective*, Paris, La Découverte, 2008
- HATZFELD (Hélène), *Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005
- HOCTAN (Caroline), *Mai 68 en revues*, Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, IMEC, 2008
- HUARD DE LA MARRE (Geoffroy), « Une politique du désir. Hocqenghem au-delà du FHAR », p.9-21, *Chimères*, 69, hiver-printemps 2008/2009
- ISRAËL (Liora), « Un droit de gauche ? Rénovation des pratiques professionnelles et nouvelles formes de militantisme des juristes engagés dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, 73, 2009, p.47-72
- JUDT (Tony), *Le marxisme et la gauche française*, Paris, Hachette, 1987 [1986, trad. de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat]
- LABRANCHE (Stéphane), WARIN (Philippe), *Une brève histoire de la participation dans l'environnement en France (1975-1985)*, Copie de travail, [en ligne], disponible sur : [http://www.sqsp.uqam.ca/pdf/congresAnn/congres2004\\_labranche-warin.pdf](http://www.sqsp.uqam.ca/pdf/congresAnn/congres2004_labranche-warin.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- LACROIX (Bernard), *L'utopie communautaire, histoire sociale d'une révolte*, Paris, PUF, 2006 [1981]
- LASCOUMES (Pierre), *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte, 1994
- LEFEBVRE (Rémi), « Retour sur les années 70. Le parti socialiste, l'autogestion et la démocratie locale », journée d'étude *Généalogies de la démocratie participative*, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Val de Seine, 8-9 février 2008, [en ligne], disponible sur : [http://www.adels.org/formations\\_etudes/TextesPicri/TextesPrepaAteliers02\\_08/Lefebvre.pdf](http://www.adels.org/formations_etudes/TextesPicri/TextesPrepaAteliers02_08/Lefebvre.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- LOUBET DEL BAYLE (Jean-Louis), *Les non-conformistes des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 2001 [1969]
- MARTIN (Laurent), « La « nouvelle presse » en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième siècle*, 98, 2008/2, p.57-69
- MATONTI (Frédérique), « La politisation du structuralisme. Une crise dans la théorie », *Raisons politiques*, 18, 2005/2, p.49-71
- MATONTI (Frédérique), PUDAL (Bernard), « L'UEC ou l'autonomie confiquée (1956-1968) », p.130-143, in Dominique Damamme et alii (dir.) / *Mai-Juin 1968*, Paris, Ed. de l'atelier, 2008
- MATTELART (Armand), « L'âge de l'information, genèse d'une appellation non contrôlée », *Réseaux*, 101, 2000
- MATTSOON (Kevin), *Intellectuals in action. The origins of the New Left and Radical Liberalism, 1945-1970*, University Park, Penn State Press, 2002, chapitre 5, « Arnold Kaufman, radical liberal : Liberalism rediscovered », p.187-228

## Bibliographie

- MOURIAUX (René), « Les confédérations ouvrières représentatives face aux mesures participatives de 1959 à 1975 », *Cahiers de la fondation Charles de Gaulle*, 5, 1998, « La participation dans l'entreprise », p.25-36
- NILSSON (Peter), *NGO involvement in the UN Conference on the Human Environment in Stockholm in 1972. Interrelations between intergovernmental discourse framing and activist influence*. Political Science, University of Linköping, 2003, [en ligne], disponible sur : <http://liu.diva-portal.org/smash/record.jsf?pid=diva2:19531> (dernière consultation le 03-10-2009)
- OLIVERA (Philippe), « Les livres de Mai », p.144-157 in Dominique Damamme et alii / *Mai-Juin 68*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2008
- PENISSAT (Etienne), « Les occupations de locaux dans les années 1960-70 : processus socio-historique de « réinvention » d'un mode d'action », *Genèses*, 59, 2005/2, p.71-93.
- RAFLIN (Marie-France), « *Socialisme ou Barbarie* », *du vrai communisme à la radicalité*, thèse de doctorat, IEP de Paris, 2005
- RIBEILL (Georges), « De *La République industrielle* de Hyacinthe Dubreuil aux groupes autonomes : une vieille idée proudhonienne sans avenir ? », p.115-132 in Frank Georgi (dir.) / *Autogestion, la dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003
- RIEFFEL (Rémy), « L'empreinte de la guerre d'Algérie sur quelques figures intellectuelles « de gauche » », p.191-218 in Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.) / *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Ed. Complexe, 1991
- RIEFFEL (Rémy), *Les intellectuels sous la 5<sup>e</sup> république (1958-1990)*, Paris, Hachette, 1995 [1993], p.194-198
- ROSANVALLON (Pierre), *La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, 2003 [2000]
- ROSS (Kristin), *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Ed. Complexe, 2005 [2002, trad. de l'anglais par Anne-Laure Vignaux]
- SAINTENY (Guillaume), « Les médias français face à l'écologisme », *Réseaux*, n°65, 1994, p.87-105
- SAMUEL (Pierre), *Histoire des Amis de la Terre, 1970-1989 : vingt ans au cœur de l'écologie*, [en ligne], disponible sur : [http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/histoire\\_AT\\_PSamuel.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/histoire_AT_PSamuel.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- SKINNER (Quentin), *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Seuil, 2000 [1998, trad. de l'anglais par Muriel Zagha]
- SOMMIER (Isabelle), « Les gauchismes », p.295-305 in Dominique Damamme et alii (dir.) / *Mai-Juin 68*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2008
- STERNHELL (Zeev), *Les anti-Lumières, du 18<sup>e</sup> siècle à la guerre froide*, Paris, Fayard, 2006
- TREBITSCH (Michel), « Voyages autour de la révolution. Les circulations de la pensée critique de 1956 à 1968 », p.69-87 in Geneviève Dreyfus-Armand et alii / *Les années 68 : le temps de la contestation*, Paris, Ed. Complexe, 2000
- TROUDE-CHASTENET (Patrick) (dir.), *Jacques Ellul, penseur sans frontières*, Le Bouscat, L'Esprit du Temps, 2005
- TOURNIER (Maurice), *Les mots de mai 68*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2007
- VERNIER (Jean-Claude) (entretien), « Tout dire à des gens qui veulent tout savoir. L'expérience de l'Agence Presse Libération », *Médiamorphoses*, Hors Série « Les empreintes de mai 68 », mai 2008, p.161-168
- VIGNA (Xavier), *L'insubordination ouvrière dans les années 68, Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007
- VIGNA (Xavier), « Clio contre Carvalho. L'historiographie de 68 », *Revue Internationale des Livres et des Idées*, 5, mai-juin 2008
- WLASSIKOF (Michel), *Mai 68, l'affiche en héritage*, Paris, Ed. Alternatives, 2008
- ZANCARINI-FOURNEL (Michelle), « 1966-1974 : Changer le monde et changer sa vie. Récit », p.405-445 in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.) / *68, Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008

### 3.B : Histoire des représentations sociales des sciences et des techniques

- AGAR (Jon), « What happened in the sixties ? », *The British Journal for the History of Science*, 41, december 2008/4, p.567-600
- ALUNNI (Charles), « L'opéraismo ou de l'araignée au tisserand. 1978-2008 », [en ligne], disponible sur : [http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Alunni\\_L\\_operaismo\\_de\\_finitif.pdf](http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/Alunni_L_operaismo_de_finitif.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- BATES (Tom), *Rads : the 1970 bombing of the army math research center at the University of Wisconsin and its aftermath*, New York, Harper Collins, 1992
- BARTHE (Yannick), « Comment traiter les débordements des sciences et des techniques ? Une brève histoire du *technology assessment* », p.245-262 in Olivier Ihl (dir.) / *Les « sciences » de l'action publique*, Grenoble, PUG, 2006
- BECKWITH (Jon), « The radical science movement in the United States », *Monthly Review*, July-August 1986
- BECKWITH (Jonathan R.), *Making genes, making waves*, Cambridge, Harvard University Press, 2002
- BENSUADE-VINCENT (Bernadette), *Langevin : science et vigilance*, Paris, Belin, 1987
- BENSUADE-VINCENT (Bernadette), « Un public pour la science : l'essor de la vulgarisation au XIXe siècle », *Réseaux*, 58, 1993, p. 47-66
- BENSUADE-VINCENT (Bernadette), *La science contre l'opinion, histoire d'un divorce*, Paris, Seuil, 2003 [2000]
- BERTHELOT (Jean-Michel), MARTIN (Olivier), COLLINET (Cécile), *Savoirs et savants. Les études sur la science en France*, Paris, PUF, 2005
- BOIA (Lucian), *La mythologie scientifique du communisme*, Paris, Belles Lettres, 2000
- BOITUZAT (François), « Scientisme », in Dominique Lecourt (dir.) / *Dictionnaire d'histoire et philosophie des sciences*, Paris, PUF, 1999
- BONNEUIL (Christophe), « Les transformations des rapports entre science et société en France depuis la seconde guerre mondiale : un essai de synthèse », in Joëlle Le Marec, Igor Babou (dir.) / *Actes du colloque Sciences, médias et société*, Lyon, ENS LSH, 2004
- BONNEUIL (Christophe), « De la République des savants à la démocratie technique : conditions et transformations de l'engagement public des chercheurs », *Natures Sciences Société*, 14, 2006/3, p.235-238
- BOUCHARD (Julie), *Comment le retard vient aux Français ? Analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité. 1940-1970*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2008
- BOUDIA (Soraya), « Naissance, extinction et rebonds d'une controverse scientifique. Les dangers de la radioactivité pendant la guerre froide », *Mil-neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, 25, 2007, p.157-170
- BOURDEAU (Vincent), JARRIGE (François), VINCENT (Julien), *Les luddites, bris de machine, économie politique et histoire*, Paris, Ed. Ere, 2006
- BOWKER (Geof), LATOUR (Bruno), « A booming discipline short of discipline. Social Studies of Science in France », *Social Studies of Science*, 17, 1987/4, p. 715-748
- BOY (Daniel), *Le progrès en procès*, Paris, Presses de la Renaissance, 1999
- BROMAN (Thomas H.), « Some preliminary considerations on science and civil society », *Osiris*, 17, 2002, p.1-21
- BRUNO (Isabelle), « La recherche scientifique au crible du benchmarking. Petite histoire d'une technologie de gouvernement », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-4bis, 2008/5, p.28-45
- CAPOCCI (Mauro), CORBELLINI (Gilberto), « Adriano Buzzati-Traverso and the foundation of the International Laboratory of Genetics and Biophysics in Naples (1962-1969) », *Studies in History and Philosophy of Science Part C: Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences*, 33, September 2002/3, p. 489-513
- CHAMAYOU (Grégoire), *Les corps vils. Expérimenter sur les êtres humains aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2008
- CHARPENTIER-MORIZE (Micheline), *Perrin, savant et homme politique*, Paris, Belin, 1997
- CHATEAURAYNAUD (Francis), TORNAY (Didier), *Les sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1999
- CHAUMIER (Serge), « Le public, acteur de la production d'exposition ? Un modèle écartelé entre enthousiasme et réticences », p.241-250 in Jacqueline Eidelman, Mélanie Roustan, Bernadette Goldstein (dir.) / *La place des publics. De l'usage des études et recherches par les musées*, Paris, La Documentation Française, 2007
- CHERVIN (Jacqueline), *Le traitement des thèmes scientifiques dans le journal télévisé, de 1949 à 1995*, thèse de doctorat, Université Paris 7, 2000

## Bibliographie

- CHEVASSUS-AU-LOUIS (Nicolas), *Les briseurs de machines : de Ned Ludd à José Bové*, Paris, Seuil, 2006
- CNRS, *Programme Science, Technologie, Société*, Paris, 1986
- COMMINS (Eli), « Nos soldats en blanc détruiront le cancer : la lutte contre le cancer, enjeu de la guerre froide », *Revue française d'études américaines*, 107, 2006/1, p.18-28
- COOTER (Roger), PUMFREY (Stephen), « Separate spheres and public places : reflections on the history of science popularization and science in popular culture », *History of science*, 32, 97/3, 1994, p.237-267
- CREMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), « Pierre Mendès France, l'enseignement et la recherche », p.421-438 in François Bédarida, Jean-Pierre Rioux, *Pierre Mendès France et le ménédisisme, l'expérience gouvernementale et sa postérité*, Paris, Fayard, 1985
- CREMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), « Pour une politique nationale de la recherche », *Le Banquet*, 19, 2004/1
- CREMIEUX-BRILHAC (Jean-Louis), PICARD (Jean-François) (dir.), *Henri Laugier en son siècle*, Paris, CNRS Editions, 1995
- DEBAILLY (Renaud), *La science en procès, formes et évolutions de la critique radicale de la science en France*, Mémoire de DEA, Université Paris 4, 2005
- DHOMBRES (Nicole), DHOMBRES (Jean), *Naissance d'un nouveau pouvoir : sciences et savants en France, 1793-1824*, Paris, Payot & Rivages, 1989
- DROUARD (Alain), « Les trois âges de la fondation française pour l'étude des problèmes humains », *Population French edition*, 38, 1983/6, p.1017-1047
- DUCLERT (Vincent), « La naissance de la DGRST. La construction d'un modèle partagé de gouvernement dans les années soixante », *Revue française d'administration publique*, 2004/4, 112, p.647-658
- DUCLERT (Vincent), « Le colloque de Caen, second temps de l'engagement ménédisiste », p.81-100 in Alain Chatriot, Vincent Duclert / *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La Découverte, 2006
- EIDELMAN (Jacqueline), « Professionnalisation de la Recherche et culture scientifique dans l'entre-deux-guerres : la création du Palais de la Découverte à la fin des années trente », p.175-191 in Daniel Jacobi, Bernard Schiele (dir.) / *Vulgariser la science : le procès de l'ignorance*, Seyssel, Champ Vallon, 1988
- *Europe*, avril 2004, 900, « Le romantisme révolutionnaire »
- FAYE (Jean-Pierre), COHEN-HALIMI (Michèle), *L'histoire cachée du nihilisme*, Paris, La Fabrique, 2008
- FINKBINDER (Ann), *The Jasons : the secret history of science's postwar elite*, New York, Viking, 2006
- Fondation Sciences Citoyennes, *L'expertise et la recherche associative et citoyenne en France, esquisse d'un état des lieux*, Rapport coordonné par Claudia Neubauer, février 2004, [en ligne], disponible sur : [http://sciencescitoyennes.org/IMG/pdf/Expertise\\_TSS.pdf](http://sciencescitoyennes.org/IMG/pdf/Expertise_TSS.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- FORMAN (Paul), « The primacy of science in modernity, of technology in postmodernity, and of ideology in the history of technology », *History and technology*, 23, 2007/1-2, p.1-152
- FRESSOZ (Jean-Baptiste), « Introduction » in Eugène Huzar, *La fin du monde par la science*, Paris, Ed. Ere, 2008 [1855, 1857]
- FRUTEAU DE LACLOS (Frédéric), *L'épistémologie d'Emile Meyerson. Une anthropologie de la connaissance*, Paris, Vrin, 2009
- GALISON (Peter), *Ainsi s'achèvent les expériences. La place des expériences dans la physique du 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2002 [1987, trad. de l'anglais par Bertrand Nicquevert]
- GARCIA (Sandrine), « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 158, juin 2005/3, p.96-115
- GARDEY (Delphine), *Ecrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines (1800-1940)*, Paris, La Découverte, 2008
- GAUDILLIERE (Jean-Paul), *Inventer la biomédecine. La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant (1945-1965)*, Paris, La Découverte, 2002
- GAUDILLIERE (Jean-Paul), « Intellectuels engagés et experts : biologistes et médecins dans la bataille de l'avortement », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006, p. 239-248
- GODIN (Benoît), « Are statistics really useful ? Myths and Politics of Science and Technology Indicators », *Project on the history and sociology of S&T statistics*, working paper, 20, 2002, [en ligne], disponible sur : [http://www.csiic.ca/PDF/Godin\\_20.pdf](http://www.csiic.ca/PDF/Godin_20.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- GODIN (Benoît), *Measurements and statistics on science and technology: 1920 to the present*, London, Routledge, 2005
- GODIN (Benoît), *La science sous observation : cent ans de mesure sur les scientifiques, 1906/2006*, Laval, Presses de l'Université de Laval, 2005
- GOODING (David), PINCH (Trevor), SCHAFFER (Simon) (eds.), *The Uses of experiment : studies in the natural sciences*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989

## Bibliographie

- GRIMOULT (Cédric), *Sciences et politique en France*, Ellipses, 2008
- GROTHENDIECK (Alexandre), *Récoltes et semailles. Réflexions et témoignages sur un passé de mathématicien*, Montpellier, Université des sciences et techniques du Languedoc, Document ronéoté, 4 tomes, 1986
- HECHT (Gabrielle), *Le rayonnement de la France, énergie nucléaire et identité nationale après la seconde guerre mondiale*, Paris, La Découverte, 2004 [1998, trad. de l'anglais par Guenièvre Callon]
- HEVLY (Bruce), « Reflections on Big Science and Big History », p.355-363 in Peter Galison, Bruce Hevly (eds.) / *Big Science, The Growth of Large Scale Research*, Stanford, Stanford University Press, 1992
- HOLLINGER (David), « Science as a weapon in Kulturkampfe in the United States before and after World War II », *Isis*, 86, 1995/3, p. 440-454
- JACOB (Jean), *Les sources de l'écologie politique*, Paris, Arléa-Corlet, 1995
- JACQ (François), *Les instruments de la politique scientifique dans la France d'après-guerre*, thèse de doctorat, ENSMP, 1997
- JACQ (François), « Aux sources de la politique de la science : mythe ou réalités ? (1945-1970) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002
- JAEGLE (André), « La responsabilité sociale des scientifiques : naissances et renaissances d'une vieille idée », *Oeuvre et engagement de Frédéric Joliot-Curie*, Les Ulis, EDP Sciences, 2001
- JAMISON (Andrew), « Social movements and science : cultural appropriations of cognitive praxis », *Science as Culture*, vol.15, 1, mars 2006, p.45-59
- JANICAUD (Dominique), *La puissance du rationnel*, Paris, Gallimard, 1985
- KING (Alexander), « Scientific concerns in an economic environment : science in OEEC-OECD », *Technology in society*, 23, 2001, p.337-348
- KRAUCH (Helmut), « Beginning Science Policy Research in Europe : The Studiengruppe für Systemforschung, 1957-1973 », *Minerva*, 44, juin 2006/2, p.131-142
- KREIMER (Pablo), *Les études sociales de la S&T en France, essai de fondation d'un champ de recherche. Le programme « STS CNRS »*, mémoire de DEA, CNAM, 1992
- LANGEVIN (Paul), *Propos d'un physicien engagé. Pour mettre la science au service de tous*, Paris, Vuibert, 2007 [textes présentés par Bernadette Bensaude-Vincent]
- LASCOUTES (Pierre), « Les sciences et les techniques au prix de la démocratie », p.37-50 in Liora Israël, Danièle Voldman (dir.) / *Michael Pollak : de l'identité blessée à une sociologie des possibles*, Paris, Ed. Complexe, 2008
- LASER, *Valle Giulia e la luna. 1968-69, lotte dei tecnici e critica della scienza*, Roma, Laser, 2000
- LAURENT (Brice), « Un tournant participatif ? Une mise en perspective historique des appels à la participation dans les politiques scientifiques américaines », journée d'étude *Généalogies de la démocratie participative*, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Val de Seine, 8-9 février 2008, [en ligne], disponible sur :  
[http://www.adels.org/formations\\_etudes/TextesPicri/TextesPrepaAteliers02\\_08/Laurent.pdf](http://www.adels.org/formations_etudes/TextesPicri/TextesPrepaAteliers02_08/Laurent.pdf)  
(dernière consultation le 03-10-2009)
- LAURENT (Maurice), « Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques », p.125-146 in Norman J. Vig, Herbert Paschen (eds.) / *Parliaments and technology. The development of technology assessment in Europe*, Albany, State University of New York Press, 2000
- LECOURT (Dominique), *Contre la Peur. De la science à l'éthique, une aventure infinie*, Paris, Hachette, 1990
- LECOURT (Dominique), « L'idée française de la science », Communication à l'Académie française des sciences morales et politiques, 14 mai 2001, [en ligne], disponible sur :  
<http://www.asmp.fr/travaux/communications/2001/lecourt.htm> (dernière consultation le 03-10-2009)
- LEONARD (Robert), « Structures sous tension : théorie des jeux et psychologie sociale à la RAND », p.83-127 in Amy Dahan, Dominique Pestre (dir.) / *Les sciences pour la guerre, 1940-1960*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004
- LE ROUX (Muriel), RAMUNNI (Girolamo), « L'OCDE et les politiques scientifiques. Entretien avec Jean-Jacques Salomon », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 3, novembre 2000
- LEVY-LEBLOND (Jean-Marc), « L'arbre et la forêt : le mythe d'Einstein », in *L'esprit de sel*, Paris, Seuil, 1984
- LICOPPE (Christian), *La formation de la pratique scientifique. Le discours de l'expérience en France et en Angleterre (1630-1820)*, Paris, La Découverte, 1996
- LISLE (Edmond), « Les sciences sociales en France : développement et turbulences dans les années 1970 (Entretien avec Olivier Martin) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 7, novembre 2002
- LOUBET DEL BAYLE (Jean-Louis), « Georges Bernanos, une crise de civilisation », *L'illusion politique au 20e siècle, des écrivains témoins de leur temps*, Paris, Economica, 1999

## Bibliographie

- LÖWY (Ilana), « Le féminisme a-t-il changé la recherche biomédicale ? Le Women Health Movement et les transformations de la médecine aux Etats-Unis », *Travail, genre et société*, 14, 2005/2, p.89-108
- LÖWY (Michael), SAYRE (Robert), *Révolte et mélancolie, le romantisme à contre courant*, Paris, Payot, 1992
- MATONTI (Frédérique), « Joliot-Curie et l'engagement politique des scientifiques de son temps », *Œuvre et engagement de Frédéric Joliot-Curie*, Les Ulis, EDP Sciences, 2001
- MAYER (Anna K.), « I have been very fortunate... Brief Report on the BSHS oral history project : the history of science in Britain – 1945-65 », *British Journal for the History of Science*, 32, juin 1999/2, p.223-235
- MENDELSON (Everett), « The politics of pessimism science and technology circa 1968 », p.151-174 in Yahron Ezrahi, Everett Mendelsohn, Howard P. Segal (eds.), *Technology, pessimism and postmodernism*, Dordrecht, Kluwer, 1994
- MERTON (Robert), « Science technology and society in the seventeenth century England », *Osiris*, 4, 1938/2, p.360-632
- MOORE (Kelly), *Disrupting Science, Social Movements, American Scientists, and the Politics of the Military, 1945-1975*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2008
- NEEL (Louis), « La vie et l'œuvre de Maurice Ponte », Archives de l'académie des sciences, [en ligne], disponible sur : [http://www.radar-france.fr/elogie\\_Ponte.htm](http://www.radar-france.fr/elogie_Ponte.htm) (dernière consultation le 03-10-2009)
- NISBET (Robert), *History of the idea of progress*, New York, Basic Books, 1980
- NOWOTNY (Helga), SCOTT (Peter), GIBBONS (Michael), *Re-thinking Science. Knowledge and the public in an age of uncertainty*, Sage Publications, 2001
- PASSERON (Jean-Claude), « Que reste-t-il des Héritiers et de *La reproduction* (1964-71) aujourd'hui ? Questions, méthodes, concepts et réceptions d'une sociologie de l'éducation », p.34-64 in Jean-Michel Chapoulie et alii (dir.) / *Sociologues et sociologies. La France des années 60*, Paris, L'Harmattan, 2005
- PEIFFER (Jeanne), « Les débuts de la critique féministe des sciences en France (1978-1988) », p.75-86 in Delphine Gardey, Ilana Löwy (dir.) / *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris, EAC, 2000
- PESSIS (Céline), *Les années 1968 et la science. Survivre...et vivre, des mathématiciens à l'origine de l'écologisme*, mémoire de master 2, EHESS, 2009
- PESTRE (Dominique), *Physique et physiciens en France, 1918-1940*, Paris, EAC, 1992 [1984]
- PESTRE (Dominique), « Les revues de vulgarisation scientifique en France, 1918-1940 : un panorama », *Cahiers d'histoire et de philosophie des sciences*, 24, 1988
- PESTRE (Dominique), « Louis Néel, le magnétisme et Grenoble, récit de la création d'un empire physicien dans la province française, 1940-1965 », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 8, 1990
- PESTRE (Dominique), *Science, argent et politique*, Paris, INRA, 2003
- PESTRE (Dominique), « Le nouvel univers des sciences et des techniques : une proposition générale », p.11-47 in Amy Dahan et Dominique Pestre (dir.) / *Les sciences pour la guerre, 1940-1960*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004
- PESTRE (Dominique), « L'évolution des champs de savoir, interdisciplinarité et noyaux durs », *Natures Sciences Sociétés*, 12, 2004, p.191-196
- PESTRE (Dominique), « Thirty years of science studies : knowledge, society and the political », *History and technology*, 20, 2004/4, p.351-369
- PESTRE (Dominique), « L'analyse de controverses dans l'étude des sciences depuis trente ans. Entre outil méthodologique, garantie de neutralité axiologique et politique », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle*, 25, 2007, p.29-43
- PESTRE (Dominique), *Historical Perspectives on Science, Society and the Political. Report to the Science, Economy and Society Directorate, European Commission*, janvier 2007, [en ligne], disponible sur : [http://ec.europa.eu/research/science-society/document\\_library/pdf\\_06/report\\_from\\_historical\\_seminar\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/report_from_historical_seminar_en.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- PETITJEAN (Patrick), « La critique des sciences en France », p.118-133 in Baudouin Jurdant (dir.) / *Impostures scientifiques. Les malentendus de l'affaire Sokal*, Paris/Nice, Alliage/La Découverte, 1998
- PETITJEAN (Patrick), « Needham, Anglo-French Civilities and Ecumenical Science », p.152-197 in S. Irfan Habib and Dhruv Raina (eds.) / *Situating the History of Science: Dialogues with Joseph Needham*, New Delhi, Oxford University Press, 1999
- PETITJEAN (Patrick), « Du nucléaire, des experts et de la politique », *Mouvements*, 7, janvier-février 2000, p.19-26
- PETITJEAN (Patrick), « The Joint Establishment of the World Federation of Scientific Workers and of UNESCO After World War II », *Minerva*, 46, Juin 2008/2, p.247-270
- PICARD (Jean-François), *La république des savants, la recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990

## Bibliographie

- PICARD (Jean-François), « La création du CNRS », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 1, novembre 1999
- PINAULT (Michel), *Frédéric Joliot-Curie*, Paris, Odile Jacob, 2000
- PINAULT (Michel), « L'intellectuel scientifique : du savant à l'expert », p.229-254 in Michel Leymarie, Jean-François Sirinelli (dir.) / *L'histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, PUF, 2003
- PINAULT (Michel), « Les atomistes américains en campagne. La médiatisation du péril atomique dans l'immédiat après-guerre aux Etats-Unis (1945-46) », *Le temps des médias*, 4, printemps 2005/1, p.101-113
- PINAULT (Michel), *La science au parlement. Les débuts d'une politique des recherches scientifiques en France*, Paris, CNRS Editions, 2006
- PINAULT (Michel), « Experts et/ou engagés ? Les scientifiques entre guerre et paix, de l'UNESCO à Pugwash », p.235-250 in Jean-François Sirinelli et Georges-Henri Soutou (dir.) / *Culture et guerre froide*, Paris, Presses Universitaires de la Sorbonne, 2008
- PITRE (Richard), « La culture scientifique et technique et les politiques scientifiques au Québec : le rôle de l'OCDE », colloque *Public Communication on Science and Technology*, 1994, [en ligne], disponible sur : <http://www.cirst.ugam.ca/PCST3/PDF/Communications/PITRE.PDF> (dernière consultation le 03-10-2009)
- PROST (Antoine), « Les origines des politiques de la recherche en France (1939-1958) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1, 1988
- PROST (Antoine), *Histoire de l'enseignement et de l'éducation, tome 4 – L'école et la famille dans une société en mutation depuis 1930*, Paris, Perrin, 2004 [1981]
- PROST (Antoine), *Education, société et politiques, une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1997 [1992]
- QUET (Mathieu), « Critique des sciences et participation politique. Discours sur la science au peuple et notion de participation dans la France des années 1970 », journée d'étude *Généalogies de la démocratie participative*, Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Paris – Val de Seine, 8-9 février 2008, [en ligne], disponible sur : [http://www.adels.org/formations etudes/TextesPicri/TextesPrepaAteliers02\\_08/Quet.pdf](http://www.adels.org/formations etudes/TextesPicri/TextesPrepaAteliers02_08/Quet.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- QUET (Mathieu), « Le savoir de l'expert. L'expertise dans les revues de critique des sciences en France (1966-1977) » à paraître in Renaud Crespin, Yann Bérard, *Aux frontières de l'expertise. Dialogues entre savoirs et pouvoirs*, Rennes, PUR
- RAMUNNI (Jérôme), *La physique du calcul. Histoire de l'ordinateur*, Paris, Hachette, 1989
- RAMUNNI (Girolamo), « Le CNRS au temps de Charles de Gaulle : principal enjeu de la politique scientifique », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 1, novembre 1999
- RASMUSSEN (Anne), « Critique du progrès, « crise de la science » : débats et représentations du tournant du siècle », *Mil neuf cent, revue d'histoire intellectuelle (Cahiers Georges Sorel)*, 14, 1996, p.89-113
- RASMUSSEN (Anne), « Mobiliser, remobiliser, démobiliser : les formes d'investissement scientifique en France dans la grande guerre », p.49-59, in David Aubin, Patrice Bret (dir.) / *Le sabre et l'éprouvette, l'invention d'une science de la guerre, 1914-1939*, Paris, Ed. Noésis/Agnès Viénot, 2003
- RAVETZ (Jerome), "The Marxist Vision of J.D. Bernal", *The Merger of Knowledge with Power: Essays in Critical Science*, London, Cassell, 1990
- RIZZO (Jean-Louis), « Pierre Mendès France et la recherche scientifique et technique », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 6, mai 2002
- ROUBAN (Luc), *L'Etat et la science. La politique publique de la science et de la technologie*, Paris, Ed. du CNRS, 1988
- SALOMON (Jean-Jacques), *Le gaulois, le cow boy et le samouraï, la politique française de la technologie*, Paris, Economica, 1986
- SCHWARTZ (Laurent), *Un mathématicien aux prises avec le siècle*, Paris, Odile Jacob, 1997
- SEDGWICK (Mark), *Against the modern world. Traditionalism and the secret intellectual history of the twentieth century*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2004
- SEGAL (Howard P.), « Mumford's alternatives to the megamachine : critical utopianism, regionalism, and decentralization », p.100-109 in Thomas P. Hughes, Agatha C. Hughes (eds.) / *Lewis Mumford, public intellectual*, New York, Oxford, Oxford University Press, 1990
- SERIS (Jean-Pierre), *La technique*, Paris, PUF, 1994
- SHAPIN (Steven), SCHAFFER (Simon), *Leviathan and the air-pump. Hobbes, Boyle, and the experimental life*, Princeton, Princeton University Press, 1985
- SHEEHAN (Helena), « J. D. Bernal, philosophy, politics and the science of science », *Journal of physics : conference series*, 57, 2007, "John Desmond Bernal : Science and Society", p. 29-39



## Bibliographie

- TERZIAN (Sevan G.), GRUNZKE (Andrew L.), « Scrambled eggheads, ambivalent representations of scientists in six Hollywood film comedies from 1961 to 1965 », *Public Understanding of Science*, 16, 2007/4, p.407-419.
- THORPE (Charles), *Oppenheimer, the tragic intellect*, Chicago & London : University of Chicago Press, 2006
- THUILLIER (Pierre), « Un débat fin de siècle : la faillite de la science », *La Recherche*, 234, 1991
- TOPÇU (Sezin), « Nucléaire, de l'engagement « savant » aux contre-expertises associatives », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006, p. 249-256
- TOPÇU (Sezin), « Tensions liées aux rhétoriques du « profane » : le cas du nucléaire », p.185-210 in Thomas Fromentin, Stéphanie Wojcik / *Le profane en politique. Compétences et engagements du citoyen*, Paris, L'Harmattan, 2008
- VIEILLE BLANCHARD (Elodie), « Croissance ou stabilité ? L'entreprise du Club de Rome et le débat autour des modèles », p.21-43 in Amy Dahan Dalmedico (dir.) / *Les modèles du futur. Changement climatique et scénarios économiques : enjeux scientifiques et politiques*, Paris, La Découverte, 2007
- WERSKEY (Gary), *The visible college*, London, Allen Lane, 1978
- WERSKEY (Gary), « The marxist critique of capitalist science : a history in three movements ? », *Science as culture*, 16, 2007/4, p.397-461
- ZACHARY (G. Pascal), *Endless Frontier : Vannevar Bush, engineer of the American democracy*, New York, Free Press, 1997

## 4) Outils d'analyse

### 4.A : Analyses discursives et textuelles

- AGAMBEN (Giorgio), *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris, Rivages, 2007 [2006, trad. de l'italien par Martin Rueff]
- AMOSSY (Ruth) (dir.), *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Genève, Delachaux et Niestlé, 1999
- BABOU (Igor), LE MAREC (Joëlle), « Les pratiques de communication professionnelle dans les institutions scientifiques. Processus d'autonomisation », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 3, 2008/1, p.115-142
- BAKHTINE (Mikhaïl), *La poétique de Dostoïevski*, Paris, Seuil, 1970 [1929, trad. du russe par Isabelle Kolitcheff]
- BARDIN (Laurence), *L'analyse de contenu*, Paris, PUF, 2007 [1977]
- BAUDOUIN (Jean), HOURMANT (François), *Les Revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007
- BEACCO (Jean-Claude), *La rhétorique de l'historien. Une analyse linguistique de discours*, Berne, Peter Lang, 1988
- BEUSCART (Jean-Samuel), PEERBAYE (Ashveen), « Histoires de dispositifs », *Terrains et travaux*, 11, 2006/2, p.3-15
- BONNAFOUS (Simone), JOST (François), « Analyse de discours, sémiologie et tournant communicationnel », *Réseaux*, 100, 2000, p.523-545
- BOURDIEU (Pierre), *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard, 1982
- BOURE (Robert), « Sociologie des revues de sciences sociales et humaines », *Réseaux*, 58, 1993, p.93-105
- BRAUN (Dietmar), « La combinaison d'argumentaires politiques : les politiques publiques en matière de science et de technologie », p.137-162 in Olivier Giraud, Philippe Warin (dir.) / *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte, 2008
- CANUT (Cécile), « Accident de paroles ou événement de langage ? A propos de la prise de parole en 1968 », à paraître dans Frédéric Rousseau (dir.) / *La fabrique de l'événement*
- CHARAUDEAU (Patrick), *Le discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2007
- CHARAUDEAU (Patrick), MAINGUENEAU (Dominique) (dir.), *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil, 2002
- CHAROLLES (Michel), « De la cohérence à la cohésion du discours », p.25-38 in Frédéric Calas (dir.) / *Cohérence et discours*, Paris, Presses de l'Université Paris Sorbonne, 2006
- CISLARU (Georgeta), « Le nom de pays comme outil de représentation sociale », *Mots, les langages du politique*, 86, mars 2008, p.53-64

## Bibliographie

- DELEUZE (Gilles), « *Qu'est-ce qu'un dispositif ?* », *Deux régimes de fou. Textes et entretiens, 1975-1995*, Paris, Ed. de Minuit, 2003, p.316-325
- FAYE (Jean-Pierre), *Théorie du récit, introduction aux « langages totalitaires »*, Paris, Hermann, 1972
- FIALA (Pierre), « L'analyse du discours politique : analyse de contenu, statistique lexicale, approche sémantico-énonciative », in Simone Bonnafous et Malika Temmar / *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Paris, Ophrys, 2007
- FIALA (Pierre), EBEL (Marianne), *Langages xénophobes et consensus national en Suisse (1960-1980)*, Lausanne, Université de Neuchâtel/CEDIPS, 1983
- FISH (Stanley), *Quand lire c'est faire. L'autorité des communautés interprétatives*, Paris, Les prairies ordinaires, 2007 [1980, trad. de l'anglais par Etienne Dobenesque]
- GRET (Marion), « La place des revues dans l'expérience participative de Porto Alegre », p.165-180 in Jean Baudouin, François Hourmant (dir.) / *Les revues et la dynamique des ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007
- GUILHAUMOU (Jacques), « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, mars 2000, p.105-118
- GUILHAUMOU (Jacques), « Où va l'analyse de discours ? Autour de la notion de formation discursive », *Texte*, juin 2004, [en ligne], disponible sur : [http://www.revue-texto.net/Inedits/Guilhaumou\\_AD.html](http://www.revue-texto.net/Inedits/Guilhaumou_AD.html) (dernière consultation le 03-10-2009)
- GUILHAUMOU (Jacques), *Discours et événement : l'histoire langagière des concepts*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006
- GUILHAUMOU (Jacques), MALDIDIER (Denise), « Coordination et discours. « Du pain et X » à l'époque de la Révolution française », *LINX*, 10, 1984, p.97-117
- GUILHAUMOU (Jacques), MALDIDIER (Denise), « De l'énonciation à l'événement discursif en analyse de discours », *Histoire épistémologie langage*, 8, 1986/2, p.233-242
- GUILHAUMOU (Jacques), MALDIDIER (Denise), ROBIN (Régine), *Discours et archive : expérimentation en analyse de discours*, Liège, Mardaga, 1994
- HAJER (Maarten A.), « Discourse coalitions and the institutionnalization of practice : the case of acid rain in Britain », p.43-76 in Frank Fischer, John Forester (eds.) / *The argumentative turn in policy analysis and planning*, Durham/London, Duke University Press, 1993
- HAROCHE (Claudine), HENRY (Paul), PECHEUX (Michel), « La sémantique et la coupure saussurienne : langue, langage, discours », *Langages*, 24, 1971, p.93-106
- JALENQUES-VIGOUROUX (Béatrice), *Dire l'environnement : le métarécit environnemental en question*, thèse de doctorat, Université Paris 4, 2006
- JAMESON (Fredric), *Archéologies du futur, tome 1 : le désir nommé utopie*, Paris, Max Milo, 2007 [2005, trad. de l'anglais par Nicolas Vieillescazes et Fabien Ollier]
- KOSELLECK (Reinhart), *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1990 [1979, trad. de l'allemand par Jochen Hoock et Marie-Claire Hoock]
- KRIEG-PLANQUE (Alice), « *Purification ethnique* ». *Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Editions, 2003
- KRIEG-PLANQUE (Alice), « « formules » et « lieux discursifs » : propositions pour l'analyse du discours politique – entretien avec Philippe Schepens », *Semen*, 21, 2006, p.19-47
- KRIEG-PLANQUE (Alice), *La notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses Universitaires de France-Comté, 2009
- LABELLE (Sarah), *La ville inscrite dans « la société de l'information » : formes d'investissement d'un objet symbolique*, thèse de doctorat, Université Paris 4, 2007
- LACLAU (Ernesto), *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 [2005, trad. de l'anglais par Jean-Pierre Ricard]
- LE BART (Christian), *Le discours politique*, Paris, PUF, 1998
- LOJKINE (Stéphane), *La scène de roman, méthode d'analyse*, Paris, Armand Colin, 2002
- MAINGUENEAU (Dominique), *Genèses du discours*, Liège, Mardaga, 1984
- MAINGUENEAU (Dominique), *L'analyse du discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991
- MARTIN-BARBERO (Jesus), *Des médias aux médiations, Communication, culture et hégémonie*, Paris, CNRS, 2002 [1987, trad. de l'espagnol par Georges Durand]
- MERMET (Laurent), « Prospective : un objet d'étude pour les SIC », *Hermès*, 38, 2004, p.207-214
- MOIRAND (Sophie), *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF, 2007
- MOUSLI (Béatrice), ROËLS (Corinne), « *Futuribles*, naissance et histoire d'une revue de prospective », *La revue des revues*, 20, 1995, p.105-116

## Bibliographie

- OGER (Claire), OLLIVIER-YANNIV (Caroline), « Conjurant le désordre discursif. Les procédés de « lissage » dans la fabrication du discours institutionnel », *Mots, les langages du politique*, 81, 2006, p.63-77
- PAVEAU (Marie-Anne), *Les prédiscours. Sens, mémoire, cognition*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006
- RIST (Gilbert) (dir.), *Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale*, Paris, PUF, 2002
- ROBERT (Pascal), « La raison cartographique, entre « paradoxe de la simultanéité » et « technologie intellectuelle » », *Communication et langages*, 158, décembre 2008, p.31-40
- SASSIER (Monique), « Genre, registre, formation discursive et corpus », *Langage et société*, 124, 2008/2
- SIROUX (Jean-Louis), « La dépolitisation du discours au sein des rapports annuels de l'OMC », *Mots, les langages du politique*, 88, novembre 2008, p.13-23
- SOUCHIER (Emmanuel), « L'image du texte. Pour une théorie de l'énonciation éditoriale », *Cahiers de médiologie*, 6, 1998, p.137-145
- SOUCHIER (Emmanuel), « Formes et pouvoirs de l'énonciation éditoriale », *Communication et langages*, 154, décembre 2007, p.23-38

### 4.B : Sociologie et sciences politiques

- ALLARD (Laurence), BLONDEAU (Olivier), « L'activisme contemporain : défection, expressivisme et expérimentation », *Rue Descartes*, 55, 2007/1, p.47-58
- ARDOINO (Jacques), LOURAU (René), *Les pédagogies institutionnelles*, Paris, PUF, 1994
- ARVON (Henri), *Le Gauchisme*, Paris, PUF, 1977
- BACHIR (Myriam), « La consultation publique. Nouvel outil de gouvernabilité et transformation des registres et répertoires d'action publique », p.167-184 in Bastien François, Erik Neveu / *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999
- BACQUE (Marie-Hélène), REY (Henri), SINTOMER (Yves), « La démocratie participative, modèles et enjeux », p.293-307 in Marie-Hélène Bacqué, Henri Rey, Yves Sintomer (dir.) / *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005
- BLATRIX (Cécile), « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, 74, 2009/2, p.97-119
- BLONDEAU (Olivier), ALLARD (Laurence), *Devenir média, l'activisme sur internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Ed. Amsterdam, 2007
- BLONDIAUX (Loïc), *La fabrique de l'opinion, une histoire sociale des sondages*, Paris, Seuil, 1998
- BLONDIAUX (Loïc), « La délibération, norme de l'action publique contemporaine ? », *Projet*, 268, 2001, p.81-90
- BLONDIAUX (Loïc), « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, 50, 2007/2, p.118-129
- BLONDIAUX (Loïc), *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil, 2008
- BLONDIAUX (Loïc), MANIN (Bernard), « L'idée de démocratie délibérative dans la science politique contemporaine. Introduction, généalogie et éléments critiques », *Politix*, 57, 2002, p.37-55
- BLONDIAUX (Loïc), SINTOMER (Yves), « L'impératif délibératif », *Politix*, 57, 2002, p.17-35
- BLONDIAUX (Loïc), « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue Française de Science Politique*, 57, 2007/6, p.759-774
- BOHMAN (James), « Réaliser la démocratie délibérative comme mode d'enquête : le pragmatisme, les faits sociaux et la théorie normative », *Tracés*, 15, décembre 2008 [en ligne uniquement], disponible sur : <http://traces.revues.org/index883.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- CEFALÍ (Daniel), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte/M.A.U.S.S., 2007
- CHEVALLIER (Jacques), « Les lois expérimentales : le cas français », p.119-152 in C.A. Morand (dir.) / *Evaluation législative et lois expérimentales*, Aix en Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille
- COHEN (Joshua), « Deliberation and Democratic Legitimacy », p.67-92 in John Bohman, William Rehg / *Deliberative Democracy. Essays on Reason and Politics*, Cambridge, MIT Press, 1997
- COLLOVALD (Annie), *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges, Ed. du Croquant, 2004

## Bibliographie

- CROUZATIER DURAND (Florence), "L'expérimentation locale (loi organique du 1er août 2003)", *Revue française de droit administratif*, 2004/1, p.21-30
- DAHLGREN (Peter), « Reconfigurer la culture civique dans un milieu médiatique en évolution », *Questions de communication*, 2003, 3, 151-168
- DEBAISE (Didier) (dir.), *Vie et expérimentation. Peirce, James, Dewey*, Paris, Vrin, 2007
- DEWEY (John), *Le public et ses problèmes*, Pau, Ed. Farrago/Université de Pau, 2003 [1927, trad. de l'anglais par Joëlle Zask]
- DUFLO (Esther), *Expérience, science et lutte contre la pauvreté*, Collège de France/Fayard, 2009
- ELSTER (Jon), « The Market and the Forum », p.103-132 in Jon Elster, Aanund Hylland (eds.) / *Foundations of social Choice Theory*, Cambridge University Press, 1986
- ESTEBE (Philippe), « Solidarités urbaines : la responsabilité comme instrument de gouvernement », *Lien social et politiques*, 46, 2001, p.151-162
- FISHKIN (James), « Vers une démocratie délibérative : l'expérimentation d'un idéal », *Hermès*, 31, 2001, p.207-222
- FRANÇOIS (Bastien), NEVEU (Erik), « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », p.13-58 in Bastien François, Erik Neveu (dir.) / *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999
- GAUDIN (Jean-Pierre), *Gouverner par contrat*, Paris, Presses de la FNSP, 2007 [1999]
- HABERMAS (Jürgen), *De l'éthique de la discussion*, Paris, Ed. du Cerf, 1992 [1991, trad. de l'allemand par Mark Hunyadi]
- HAMMAN (Philippe), MEON (Jean-Mathieu), VERRIER (Benoît) (dir.), *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002
- HELLER (Thomas), « De l'anatomopolitique à la psychopolitique », *Etudes de communication*, 28, 2005, p.59-76
- HIRSCHMAN (Albert O.), *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991 [1991, trad. de l'anglais par Pierre Andler]
- HOLMES (Brian), « Inventeurs explorateurs de l'espace présent. L'utopie codée du Makrolab », *Rue Descartes*, 49, 2005/3, p.102-107
- Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, *Données Sociales : la société française*, Paris, La Documentation Française, 1999
- LASCOUMES (Pierre), « La scène publique, nouveau passage obligé des décisions ? Devoirs et pouvoirs d'information dans les procédures de consultation », *Annales des Mines*, avril 1998, p.51-62
- LASCOUMES (Pierre), « La gouvernementalité : de la critique de l'Etat aux technologies du pouvoir », *Le portique*, 13-14, 2004, [en ligne], disponible sur : <http://leportique.revues.org/index625.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- LASCOUMES (Pierre), LE GALÈS (Patrick), « Introduction. L'action publique saisie par ses instruments », p.11-44 in Pierre Lascoumes, Patrick Le Galès (dir.) / *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de la FNSP, 2004
- LAVELLE (Sylvain), « La politique de la discussion. La dynamique du débat public entre conversation et négociation », p.353-366 in Martine Revel et alii (dir.) / *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007
- LAZZARATO (Maurizio), *Les Révolutions du capitalisme*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2004
- MAIGRET (Eric), MONNOYER-SMITH (Laurence), « Des caméras dans un conseil municipal. Portée et limites de l'expérience d'Issy-les-Moulineaux », *Hermès*, 26-27, 2000, p.141-158
- MANIN (Bernard), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996 [1995]
- MATHIEU (Lilian), « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007, p.131-151
- Frédérique MATONTI, Franck POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p.4-11
- MAUGER (Gérard), « L'approche biographique en sociologie : une démarche « contestataire » », *Cahiers de l'institut d'histoire du temps présent*, 11, avril 1989, « Mai 68 et les sciences sociales », p.85-99
- MORISET (Claire), MIEGE (Bernard), « Les industries du contenu sur la scène médiatique », *Réseaux*, 131, 2005/3, p.145-185
- NEGOT (Oskar), *L'espace public oppositionnel*, Paris, Payot, 2007 [trad. de l'allemand par Alexander Neumann]
- NEVEU (Erik), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996

## Bibliographie

- NICOURT (Christian), GIRAULT (Jean-Max), « L'usage du principe de proximité comme instrument d'ajustement de la décision publique », *Développement durable et territoires*, dossier 7, [en ligne], disponible sur : <http://developpementdurable.revues.org/index2572.html> (dernière consultation le 03-10-2009)
- PAOLETTI (Marion), *La démocratie locale et le referendum*, Paris, L'Harmattan, 1997
- PAYRE (Renaud), POLLET (Gilles), « Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) sociohistorique(s) ? », *Revue française de science politique*, 55, 2005/1, p.133-154
- REVEL (Martine) et alii, *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007
- RONELL (Avital), *Test drive. La passion de l'épreuve*, Paris, Stock, 2009, [2007, trad. de l'anglais par Christophe Jacquet]
- SAPIRO (Gisèle), « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 176-177, 2009/1-2, p.8-31
- SIMEANT (Johanna), « Introduction – Friches, hybrides et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants », p.17-53 in Philippe Hamman, Jean-Mathieu Méon, Benoît Verrier (dir.) / *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2004
- SINTOMER (Yves), « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », p.75-93 in Sezin Topçu, Cécile Cuny, Kathia Serrano-Velarde (dir.) / *Savoirs en débat. Perspectives franco-allemandes*, Paris, L'Harmattan, 2008
- SOMMIER (Isabelle), *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de la FNSP, 2008
- STIEGLER (Bernard), *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*, Paris, Galilée, 2009
- TILLY (Charles), TARROW (Sidney), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2008 [trad. de l'anglais par Rachel Bouyssou]
- WILLIAMS (Raymond), *Resources of Hope*, London & New York, Verso, 1989
- ZASK (Joëlle), *L'opinion publique et son double, tome 2, John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 2000

Numéros de revues :

- *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55-4bis, 2008/5, dossier « La fièvre de l'évaluation »
- *Cités*, 37, 2009, dossier « L'idéologie de l'évaluation »

## 4.C : Sciences, Techniques, Sociétés

- BARBOT (Janine), *Les malades en mouvements. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002
- BARTHE (Yannick), « Rendre discutable. Le traitement politique d'un héritage technologique », *Politix*, 57, 2002, p.57-78
- BARTHE (Yannick), « De la décision à l'exploration. Les transformations de l'expertise dans le domaine des déchets nucléaires », p.129-143 in Claude Gilbert (dir.) / *Risques collectifs et situations de crise*, Paris, L'Harmattan, 2002
- BARTHE (Yannick), « Discuter des choix techniques », *Projet*, 284, janvier 2005, p.80-84
- BARTHE (Yannick), *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, 2006
- BARTHE (Yannick), « Quand l'incertitude vient du passé : du principe de précaution au principe de présomption », *Natures Sciences Sociétés*, 16, 2008, p.36-40
- BECK (Ulrich), *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2003 [1986, trad. de l'allemand par Laure Bernardi]
- BENSUAUDE-VINCENT (Bernadette), *Les vertiges de la technoscience. Façonner le monde atome par atome*, Paris, La Découverte, 2009
- BONNEUIL (Christophe), « Politiques de la nature. Faire entrer les sciences en démocratie », *EcoRev'*, 0, printemps 2000, [en ligne], disponible sur : <http://ecorev.org/spip.php?article35> (dernière consultation le 03-10-2009)
- BONNEUIL (Christophe), DEMEULENAERE (Elise), « Vers une génétique de pair à pair ? L'émergence de la sélection participative », p.122-147 in Florian Charvolin, André Micoud et Lynn K. Nyhart (dir.) / *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*, Paris, Ed. de l'Aube, 2007

## Bibliographie

- BONNEUIL (Christophe), JOLY (Pierre-Benoît), MARRIS (Claire), « Disentrenching experiment? The construction of GM-crop field trials as a social problem in France », *Science, Technology and Human Values*, 33, 2008/2, p.201-229
- BOURG (Dominique), BOY (Daniel), *Conférences de citoyens, mode d'emploi*, Paris, Ed. Charles Léopold Mayer / Descartes & Cie, 2005
- BOY (Daniel), DONNET-KAMEL (Dominique), ROQUEPLO (Philippe), « Un exemple de démocratie participative : la « conférence de citoyens » sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de science politique*, 50, 2000/4-5, p.779-810
- CALLON (Michel), « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'année sociologique*, 36, 1986, p. 169-208
- CALLON (Michel), BARTHE (Yannick), « Décider sans trancher. Négociations et délibérations à l'heure de la démocratie dialogique », *Négociations*, 4, 2005/2, p.115-129
- CALLON (Michel), LASCOUMES (Pierre), BARTHE (Yannick), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001
- CASTRA (Michel), « L'émergence des soins palliatifs dans la médecine, une forme particulière de militantisme de fin de vie », *Quaderni*, 68, hiver 2008-2009, dossier « Militantisme médical et fabrique des politiques de santé », p.25-35
- CHARVOLIN (Florian), MICOUD (André), NYHART (Lynn K.) (dir.), *Des sciences citoyennes ? La question de l'amateur dans les sciences naturalistes*, Paris, Ed. de l'Aube, 2007
- CHATEAURAYNAUD (Francis), « Les lanceurs d'alerte et la loi. Comment la protection des lanceurs et des alertes peut modifier les processus d'expertise », *Experts*, 83, avril 2009, p.44-47
- COLLINS (Harry), *Les experts artificiels*, Paris, Seuil, 1992 [1990, trad. de l'anglais par Baudouin Jurdant et Guy Chouraqui]
- DAGIRAL (Eric), « Pirates, hackers, hacktivistes : déplacements et dilution de la frontière électronique », *Critique*, 733-734, 2008, p.480-495
- DALGALARRONDO (Sébastien), *Sida, la course aux molécules*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2004
- DODIER (Nicolas), *Leçons politiques de l'épidémie du sida*, Paris, Ed. de l'EHESS, 2003
- DUBOIS (Michel), *La nouvelle sociologie des sciences*, Paris, PUF, 2001
- EPSTEIN (Steven), « Une science démocratique ? Le mouvement AIDS et la construction contestée du savoir », *Futur antérieur*, 12-13, 1992/4-5, p.245-273
- FREEMAN (Christopher), PEREZ (Carlota), *The diffusion of technical innovations and changes of techno-economic paradigm*, Brighton, University of Sussex, SPRU, 1986
- FRICKEL (Scott), MOORE (Kelly), « Prospects and challenges for a new political sociology of science », p.3-31 in Scott Frickel, Kelly Moore, *The New Political Sociology of Science. Institutions, networks and power*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006
- GIERYN (Thomas F.), « Boundaries of science », p.393-443 in Sheila Jasanoff et alii (eds.) / *Handbook of science and technology studies*, London, Sage Publications, 1995
- GINGRAS (Yves), « Un air de radicalisme », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 108, juin 1995, p.3-18
- GRANJOU (Céline), *La gestion des risques entre technique et politique. Comités d'experts et dispositifs de traçabilité à travers les exemples de la vache folle et des OGM*, thèse de doctorat, Université Paris 5, 2004
- GROSS (Matthias), KROHN (Wolfgang), « Society as experiment : sociological foundations for a self-experimental society », *History of the human sciences*, 18, 2005/2, p.63-86
- HACKING (Ian), *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi ?*, Paris, La Découverte, 2001 [1999, trad. de l'anglais par Baudouin Jurdant]
- HACKING (Ian), « Les philosophes de l'expérience », *Tracés*, 9, 2005, p.67-82
- HERMITTE (Marie-Angèle), NOIVILLE (Christine), « Quelques pistes pour un statut juridique du chercheur lanceur d'alerte », *Natures, Sciences, Sociétés*, 14, 2006, p.269-277
- HERT (Philippe), PAUL-CAVALLIER (Marcel) (dir.), *Sciences et Frontières : délimitations du savoir, objets et passages*, Fernelmont, EME, 2007
- HESS (David J.), *Science Studies, an advanced introduction*, New York, NYU Press, 1997
- HESS (David J.), *Alternative pathways in science and industry. Activism, innovation and the environment in an era of globalization*, Cambridge, MIT Press, 2007
- HESS (David J.), « The potentials and limitations of civil society research : getting undone science done », *Sociological Inquiry*, 79, 2009/3, p.306-327
- IRWIN (Alan), « The politics of talk. Coming to terms with the « new » scientific governance », *Social Studies of Science*, 36, 2006/2, p.299-320

## Bibliographie

- IRWIN (Alan), WYNNE (Brian), « Introduction », p.1-17 in Alan Irwin, Brian Wynne / *Misunderstanding science ? The public reconstruction of science and technology*, Cambridge/New York, Cambridge University Press, 1996
- JASANOFF (Sheila), « Technologies of humility. Citizen participation in governing science », *Minerva*, 41, 2003/3, p.223-244
- JOLY (Pierre-Benoît), MARRIS (Claire), « La participation contre la mobilisation ? Une analyse comparée du débat sur les OGM en France et au Royaume-Uni », *Revue internationale de politique comparée*, 10, 2003/2, p.195-206
- JOLY (Pierre-Benoît), MARRIS (Claire), HERMITTE (Marie-Angèle), « A la recherche d'une « démocratie technique ». Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France », *Natures, sciences, sociétés*, 11, 2003, p.3-15
- JOLY (Pierre-Benoît), MARRIS (Claire), ASSOULINE (Gérard), LEMARIE (Juliette), « Quand les candides évaluent les OGM. Nouveau modèle de démocratie technique ou mise en scène du débat public ? », *Annales des Mines*, 12, 1999, p.34-42
- JOSS (Simon), DURANT (John) (eds.), *Public participation in science : the role of consensus conferences in Europe*, London, Science Museum, 1995
- KLEINMAN (Daniel), « Democratizations of science and technology », p.139-166 in Daniel Kleinman (ed.) / *Science, technology and democracy*, Albany, State University of New York Press, 2000
- KOURILSKY (Philippe), VINEY (Geneviève), *Le principe de précaution, rapport au premier ministre*, Paris, Editions Odile Jacob/La Documentation française, 2000, « Annexe 1 : Mathilde Boutonnet, Anne Guégan, Historique du principe de précaution »
- KROHN (Wolfgang), WEINGART (Peter), « Nuclear power as a social experiment. European political « fall out » from the Chernobyl meltdown », *Science, technology and human values*, 12, 1987/2, p.52-58
- KROHN (Wolfgang), WEYER (Johannes), « Society as a laboratory : the social risks of experimental research », *Science and public policy*, 21, 1994, p.173-183
- LASCOUTES (Pierre), « De l'utilité des controverses socio-techniques », *Journal international de bioéthique*, 13, 2002/2, p.68-79
- LATOUR (Bruno), *La science en action. Introduction à la sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 1989 [1987, trad. de l'anglais par Michel Biezunski]
- LATOUR (Bruno), *Politiques de la nature*, Paris, La Découverte, 1999
- LATOUR (Bruno), « Nouvelles règles de la méthode scientifique », *Projet*, 268, 2001, p.91-100
- LE MAREC (Joëlle), BABOU (Igor), « Cadrages médiatiques et logiques commémoratives du discours à propos des sciences : musées, télévision et radioactivité », *Communication*, 2, 24, 2006, p.74-96
- LENGWILER (Martin), « Participatory approaches in science and technology. Historical origins and current practices in critical perspective », *Science, technology and human values*, Vol.33, 2008/2, p.186-200
- LOBET-MARIS (Claire), « L'évaluation des choix technologiques », *Technologies de l'information et société*, 4, 1992/4
- LOBET-MARIS (Claire), KUSTERS (Benoît), avec la collaboration de Tien Nguyen, Yves Printz, « Technology assessment : un concept et des pratiques en évolution », *Technologies de l'information et société*, vol. 4, 4, 1992
- MCINERNEY (Paul-Brian), « Technology movements and the politics of free/open source software », *Science, technology & human values*, 34, 2009/2, p.206-233
- MARTIN (Brian), « The critique of science becomes academic », *Science, Technology, & Human Values*, Vol. 18, No. 2, Spring 1993, pp. 247-259
- MARTIN (Brian), "Directions for liberation science", *Philosophie and Social Action*. 26, janvier-juin 2000/1-2, p. 9-21
- MARTIN (Brian), « Strategies for alternative science », p.272-298 in Scott Frickel, Kelly Moore, *The new political sociology of science. Institutions, networks and power*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006, p.277
- MARTIN (Olivier), « La sociologie des sciences au prisme de ses manuels », *Cahiers internationaux de sociologie*, CIX, 2000, p.415-428
- MEADEL (Cécile), « Le spectre « psy » réordonné par des parents d'enfant autiste, l'étude d'un cercle de discussion électronique », *Politix*, 73, 2006/1, p.57-82
- MIRONESCO (Christine), *Un enjeu démocratique, le technology assessment, maîtrise de la technologie aux Etats-Unis et en Europe*, Genève, Georg, 1997
- NEUBAUER (Claudia), *Quelques réflexions autour de la notion de « science citoyenne », l'exemple des boutiques de science aux Pays-Bas*, mémoire de DESS de Communication Information Scientifiques, Université de Paris 7, 2002

## Bibliographie

- PESTRE (Dominique), *Introduction aux science studies*, Paris, La Découverte, 2006
- PETRELLA (Riccardo), « Le printemps du *technology assessment* en Europe : faits et questionnements », *Technologies de l'information et société*, 4, 1992/4, p.425-434
- RABEHARISOA (Vololona), CALLON (Michel), *Le pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la recherche*, Paris, Presses de l'Ecole des Mines, 1999
- RAGOUET (Pascal), « Usages probatoires et exploratoires de l'entretien unique », *Sociologie et sociétés*, 32, printemps 2000/1. p.171-195
- RAVETZ (Jerry), « Science, Governance and Society », *Policy Review Series*, 12, 2008, [en ligne], disponible sur: [http://ec.europa.eu/research/social-sciences/pdf/eur23169\\_final\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/research/social-sciences/pdf/eur23169_final_en.pdf) (dernière consultation le 03-10-2009)
- REBER (Bernard), « Technologie et débat démocratique en Europe. De la participation à l'évaluation pluraliste », *Revue Française de Science Politique*, 55, 2005/5-6, p.811-833
- ROQUEPLO (Philippe), *L'expertise scientifique, entre savoir et décision*, Paris, INRA Editions, 1997
- SCHEID (François), « Les innovations radicales sont-elles conçues par les utilisateurs? », *Réseaux*, 143, 2007/4, p.149-173
- STAR (Susan Leigh), GRIESEMER (James), "Institutional ecology, translation and boundary objects : amateurs and professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology 1907-1939", *Social Studies of Science*, 19, 1989/3, p.387-420
- VINCK (Dominique), *Sciences et société, sociologie du travail scientifique*, Paris, Armand Colin, 2006
- WEINGART (Peter), « How robust is socially robust knowledge ? », p.131-145 in Martin Carrier, Don Howard, Janet Kourany (eds.) / *The challenge of the social and the pressure of the practice, science and values revisited*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2008

## 5) Œuvres littéraires et de fiction

- BORGES (Jorge Luis), « Kafka et ses précurseurs », *Œuvres complètes I*. Paris : Gallimard, 1993 [ed. établie par Jean-Pierre Bernès]
- DOSTOÏEVSKI (Fedor), *Les carnets du sous-sol*, Arles, Actes Sud, 1992 [1864, trad. du russe par André Markowicz]
- LE GUIN (Ursula K.), *Les dépossédés*, Paris, Robert Laffont, 1975, 1975 [1974, trad. de l'anglais par Henry-Luc Planchat]
- MALLARME (Stéphane), « Le tombeau d'Edgar Poe », *Poésies*, Paris, Gallimard, 1992, [1899]
- ROLLAND (Romain), *Les loups*, Paris, Albin Michel, 1925 [1898]
- TATI (Jacques), *Jour de fête*, 1949.





## INDEX DES NOMS PROPRES

### A

Aboulker (Jean-Pierre) · 175  
 Abriel (Julien) · 12, 50  
 Afférgan (Francis) · 61, 63  
 Agamben (Giorgio) · 73, 212  
 Agar (Jon) · 130  
 Akrich (Madeleine) · 41, 61  
 Allan-Michaud (Dominique) · 105, 336  
 Allard (Laurence) · 35, 61, 344, 373  
 Allemagne (André d') · 16  
 Althusser (Louis) · 51, 66, 108, 109  
 Alunni (Charles) · 306  
 Amosy (Ruth) · 149  
 Amselle (Jean-Loup) · 26  
 Anders (Günther) · 92  
 Andrieu (Claire) · 110  
 Anzieu (Didier) · 99, 105, 110  
 Arditi (Irène) · 96  
 Ardoino (Jacques) · 99  
 Armatte (Michel) · 238, 252  
 Armstrong (Karl) · 149  
 Aron (Raymond) · 15, 16, 95, 137  
 Artières (Philippe) · 125, 146, 154  
 Arvon (Henri) · 108  
 Assouline (Gérard) · 186  
 Atteia (Marc) · 170, 172  
 Aubin (David) · 87  
 Auguste · 81

### B

Babou (Igor) · 60, 78, 83, 88, 89, 90, 303, 361  
 Bachelard (Gaston) · 136  
 Bachir (Myriam) · 211  
 Bacon (Francis) · 118  
 Bacqué (Marie-Hélène) · 333  
 Baillon (Emmanuelle) · 95  
 Bakhtine (Mikhaïl) · 377  
 Bakounine (Mikhaïl A.) · 113  
 Balasinski (Justyne) · 147  
 Balibar (Françoise) · 258  
 Balladur (Edouard) · 110  
 Barbot (Janine) · 379  
 Bardin (Laurence) · 75  
 Barnes (Barry) · 250  
 Barrès (Maurice) · 115

Barthe (Yannick) · 3, 16, 25, 133, 204, 231, 327, 328, 333, 357, 361, 364, 368  
 Barthélémy (Michel) · 49, 57  
 Barthes (Roland) · 29, 30, 33, 38, 40, 41, 63, 90, 108  
 Basalla (Georges) · 275  
 Bates (Tom) · 149  
 Bauchard (Philippe) · 100  
 Baudouin (Jean) · 122, 260  
 Beacco (Jean-Claude) · 146  
 Beaune (Jean-Claude) · 237  
 Beck (Ulrich) · 202  
 Beckwith (Jonathan) · 127, 128, 129  
 Bédarida (François) · 121  
 Bell (Daniel) · 95, 338  
 Bensa (Alban) · 59, 83  
 Bensaude-Vincent (Bernadette) · 95, 119, 129, 346, 347, 379, 380  
 Bérard (Yann) · 174  
 Berger (Gaston) · 94  
 Bergeron (Andrée) · 143, 271  
 Bergson (Henri) · 115  
 Bernal (John D.) · 117, 118, 119, 120, 130, 249, 309  
 Bernanos (Georges) · 115  
 Bernard (Jean-Pierre) · 159  
 Bernardi (Laure) · 202  
 Berten (André) · 38  
 Berthelot (Jean-Michel) · 36, 37, 97, 311  
 Berthet (Denise) · 96  
 Berthier (Pierre-Valentin) · 114  
 Beuscart (Jean-Samuel) · 213  
 Bjork (Tord) · 131  
 Blackett (Patrick) · 120  
 Blatrix (Cécile) · 17  
 Blondeau (Olivier) · 344, 373  
 Blondiaux (Loïc) · 3, 15, 71, 215, 280, 322, 332, 363, 371  
 Bloor (David) · 249, 250, 251, 266  
 Bohman (James) · 356, 357  
 Bohr (Niels) · 120  
 Boia (Lucian) · 116  
 Boituzat (François) · 115  
 Boltanski (Luc) · 17, 30, 37, 44, 45, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 57, 147  
 Bon (Frédéric) · 95, 100, 111  
 Bonnafous (Simone) · 67, 149  
 Bonnal (Françoise) · 95

Bonneuil (Christophe) · 3, 55, 78, 83, 88, 89, 90, 153, 343, 348, 350, 352, 353  
 Borges (Jorge Luis) · 126  
 Bouchard (Julie) · 87, 90, 91, 137  
 Bouchindhomme (Christian) · 12  
 Boudia (Soraya) · 120  
 Bouglé (Célestin) · 115  
 Boulloche (André) · 311  
 Bourdeau (Vincent) · 123  
 Bourdieu (Pierre) · 17, 25, 44, 45, 46, 47, 50, 51, 53, 56, 57, 64, 98, 162, 194  
 Boure (Robert) · 238, 241  
 Bourg (Dominique) · 328, 332  
 Bourget (Paul) · 115  
 Bourlier (Franki) · 338  
 Boutonnet (Mathilde) · 69  
 Bouveresse (Jacques) · 57  
 Bové (José) · 123  
 Bowker (Geof) · 136, 253  
 Boy (Daniel) · 78, 83, 95, 102, 112, 201, 326, 327, 328, 332  
 Boy (Daniel) · 78, 83, 95, 102, 112, 201, 326, 327, 328, 332  
 Braun (Dietmar) · 192  
 Breines (Wini) · 15  
 Bret (Patrice) · 87  
 Brillant (Bernard) · 105, 149, 161  
 Broman (Thomas H.) · 69  
 Brooks (Harvey) · 134, 191, 192, 194, 196, 197, 198, 199, 201, 203, 204  
 Bruliard (Luc) · 99  
 Brun (Eric) · 106  
 Brunetière (Ferdinand) · 114, 115  
 Bruno (Isabelle) · 203  
 Burnham (James) · 100, 101  
 Burnier (Michel-Antoine) · 100  
 Bush (Vannevar) · 93  
 Buzzati-Traverso (Adriano) · 129

### C

Caillé (Alain) · 43  
 Caitucoli (Claude) · 65  
 Calas (Frédéric) · 240  
 Callon (Guenièvre) · 87  
 Callon (Michel) · 3, 41, 52, 56, 237, 240, 245, 251, 252, 253, 258, 266, 267, 275, 276, 277, 302, 303, 311, 327, 328, 333, 349, 357, 364  
 Canguilhem (Georges) · 136

Canut (Cécile) · 147  
 Capocci (Mauro) · 129  
 Carrel (Alexis) · 102  
 Carrier (Martin) · 225  
 Carson (Rachel) · 102, 103  
 Castoriadis (Cornelius) · 33, 34, 294  
 Cavanna (François) · 178  
 Cazelle (Philippe) · 309  
 Ceccatty (Max de) · 304  
 Céfaï (Daniel) · 148, 345  
 Cérézuelle (Daniel) · 303, 306  
 Certeau (Michel de) · 11, 49, 70, 146  
 Chaban-Delmas (Jacques) · 111  
 Chabaud-Rychter (Danielle) · 61  
 Chamayou (Grégoire) · 347, 348  
 Chamboredon (Jean-Claude) · 46  
 Chapoulie (Jean-Michel) · 98  
 Charaudeau (Patrick) · 66, 149, 289  
 Charbonneau (Bernard) · 107  
 Charle (Christophe) · 118  
 Charolles (Michel) · 240  
 Charpentier-Morize (Micheline) · 118  
 Chartier (Roger) · 43, 60, 68, 140, 173, 284  
 Charvolin (Florian) · 103, 123, 353, 380  
 Chateaubriand (François-René, vicomte de) · 112  
 Chateauraynaud (Francis) · 128, 143, 360, 361, 378  
 Chatriot (Alain) · 90, 101  
 Chaumier (Serge) · 173  
 Chauvin (Rémy) · 271, 272  
 Chervin (Jacqueline) · 3, 103  
 Chevalier (Yves) · 37  
 Chevallier (Jacques) · 348  
 Chevassus-au-Louis (Nicolas) · 123  
 Cheveigné (Suzanne de) · 66  
 Chiapello (Eve) · 50, 147  
 Chomsky (Noam) · 70  
 Chouraqui (Guy) · 250  
 Ciccotti (Giovanni) · 129, 306  
 Cini (Marcello) · 129, 258, 306  
 Cislaru (Georgeta) · 252  
 Claireau (Hélène) · 100  
 Clarke (Robin) · 131  
 Claudel (Paul) · 115  
 Clément (Pierre) · 163, 273  
 Cloots (Anacharsis) · 113  
 Coates (Joseph) · 302  
 Cohen (Evelyne) · 110  
 Cohen (Francis) · 116  
 Cohen (Joshua) · 356  
 Cohen-Halimi (Gisèle) · 113  
 Cohn-Bendit (Daniel) · 107, 108  
 Collinet (Céline) · 97, 311  
 Collins (Harry) · 249, 250  
 Collovald (Annie) · 65  
 Cometti (Jean-Pierre) · 31, 42, 59  
 Commins (Eli) · 88  
 Commoner (Barry) · 102, 198, 304

Condorcet (Nicolas, marquis de) · 113, 118  
 Cooter (Roger) · 95  
 Corbellini (Gilberto) · 129  
 Corcuff (Philippe) · 25, 61  
 Cottier (Jean-Louis) · 100  
 Couillard (Marie-Andrée) · 40  
 Courtial (Jean-Pierre) · 123  
 Crémieux-Brilhac (Jean-Louis) · 88, 93, 121  
 Crespin (Renaud) · 174  
 Crouzatier Durand (Florence) · 348  
 Crozon (Michel) · 11, 96, 128, 129  
 Cuny (Cécile) · 187

## D

Daddario (Emilio Q.) · 133, 134, 313  
 Dagiral (Eric) · 380  
 Dahan (Amy) · 87, 94, 201, 336  
 Dahlgren (Peter) · 340  
 Dalgalarondo (Sébastien) · 379  
 Damamme (Dominique) · 105, 128, 152  
 Damisch (Hubert) · 25  
 Dard (Olivier) · 99, 100, 120  
 Darré (Yann) · 17  
 Daudet (Léon) · 115  
 Dautzat (Pierre-Emmanuel) · 165  
 Davallon (Jean) · 64, 68  
 David (Christophe) · 92  
 Debailly (Renaud) · 3, 116, 128, 380  
 Debaïse (Didier) · 345  
 Debord (Guy) · 106  
 Debray (Régis) · 40  
 Delamotte-Legrand (Régine) · 65  
 Deleuze (Gilles) · 99, 212, 253  
 Deligny (Fernand) · 99  
 Demeulenaere (Elise) · 353  
 Denieul (Pierre-Noël) · 271  
 Derian (Jean-Claude) · 132, 133, 134, 135  
 Desanti (Jean-Toussaint) · 116, 242  
 Deutsch (Jean) · 11, 330  
 Dewey (John) · 216, 345  
 Dhombres (Jean) · 112  
 Dickson (David) · 130, 131  
 Diday (Louis) · 241, 256  
 Dienel (Peter C.) · 135  
 Dirkx (Paul) · 32  
 Djian (Jean-Michel) · 342  
 Dobenesque (Etienne) · 297  
 Domenach (Jean-Marie) · 125  
 Donnet-Kamel (Dominique) · 327  
 Dorst (Jean) · 102  
 Dosse (François) · 43, 44, 51, 68, 99, 108, 253  
 Dostoïevski (Fedor) · 113, 377  
 Dressen (Marnix) · 106, 154  
 Dreyfus (Gilles) · 160  
 Dreyfus-Armand (Geneviève) · 101, 107, 147, 242

Drouard (Alain) · 102  
 Druesne (Maurice) · 100  
 Druet (Pierre-Philippe) · 182  
 Dubarle (Dominique) · 100  
 Duboin (Jacques) · 121  
 Dubois (Michel) · 235, 236, 239, 250, 251, 318  
 Dubreuil (Hyacinthe) · 105  
 Duclert (Vincent) · 90, 93, 101  
 Duclos (Denis) · 349  
 Duflo (Esther) · 344  
 Dumont (René) · 123  
 Dumontier (Pascal) · 106  
 Dupuy (Jean-Pierre) · 277  
 Durand (Georges) · 70  
 Durant (John) · 379  
 Durkheim (Emile) · 44, 304

## E

Ebel (Marianne) · 291, 292, 301  
 Ebnöther (Dominique) · 266  
 Edge (David) · 250  
 Eidelman (Jacqueline) · 96, 173  
 Eisenhower (Dwight) · 101  
 Eley (Geoff) · 68  
 Ellul (Jacques) · 107, 198, 223, 302, 346  
 Elster (Jon) · 363  
 Epstein (Steven) · 379  
 Esposito (Roberto) · 62  
 Esquénazi (Jean-Pierre) · 67  
 Estèbe (Philippe) · 210  
 Ezrahi (Yahron) · 127

## F

Farge (Arlette) · 140  
 Fassin (Eric) · 59, 83  
 Faye (Jean-Pierre) · 113, 151, 291  
 Febvre (Lucien) · 118  
 Feldman (Jacqueline) · 158, 160, 238, 252, 306  
 Feyerabend (Paul) · 252, 264, 271, 272, 301, 304  
 Fiala (Pierre) · 149, 291, 292, 301  
 Finkbinder (Ann) · 106  
 Fischer (Didier) · 108  
 Fischer (Frank) · 326  
 Fish (Stanley) · 297  
 Fishkin (James) · 356  
 Flechtheim (Ossip) · 94  
 Fonvieille (Raymond) · 99  
 Forest (David) · 95  
 Forester (John) · 326  
 Forman (Paul) · 271  
 Foucault (Michel) · 12, 13, 14, 19, 29, 34, 37, 40, 66, 67, 69, 70, 72, 73, 109, 125, 212, 275, 276, 285, 287, 288, 289, 293, 329, 351, 370  
 Fournier (Pierre) · 122, 125, 145  
 Fraisse (Robert) · 11  
 Francfort (Jean) · 330

François (Bastien) · 126, 211  
Freeman (Christopher) · 135, 136  
Fressoz (Jean-Baptiste) · 113  
Freund (Julien) · 100  
Frickel (Scott) · 188, 381  
Friedmann (Georges) · 100, 115  
Fromentin (Thomas) · 174, 186, 210  
Fruteau de Laclos (Frédéric) · 115

---

## **G**

Galison (Peter) · 89, 350, 351  
Galtung (Johan) · 131  
Garcia (Sandrine) · 126  
Gardey (Delphine) · 35, 61, 255, 325  
Gardin (Bernard) · 65  
Garfinkel (Harold) · 49, 57  
Gaudillière (Jean-Paul) · 3, 88, 126, 143  
Gaudin (Jean-Pierre) · 353  
Gaudin (Thierry) · 11, 238, 268, 269, 274, 307  
Gaulle (Charles de) · 90, 91, 101, 110  
Gayraud (Joël) · 73  
Gell-Mann (Murray) · 106  
Georgi (Frank) · 105  
Gerassi (Jean-Michel) · 271  
Giard (Luce) · 11  
Gibbons (Michael) · 88  
Gieryn (Thomas F.) · 315  
Gilcher-Holtey (Ingrid) · 107, 147, 242  
Gingras (Yves) · 254  
Giraud (Jacqueline) · 313  
Giraud (Olivier) · 192  
Girault (Jean-Max) · 214  
Giscard d'Estaing (Valéry) · 111  
Goa · 338  
Gobille (Boris) · 147  
Godement (Roger) · 306, 310, 312  
Godin (Benoît) · 11, 93, 191, 201  
Gofman (John) · 103  
Goldhaber (Michael) · 9  
Goldsmith (Edward) · 103  
Goldstein (Bernadette) · 173  
Gooding (David) · 353  
Gorz (André) · 107  
Gottraux (Philippe) · 105, 148  
Graeber (David) · 61  
Granjon (Marie-Christine) · 106  
Granjou (Céline) · 91  
Gras (Alain) · 94  
Gratiant (Gilbert) · 117  
Gravrand (Jean-François) · 103  
Grémion (Pierre) · 95  
Gret (Marion) · 260  
Griesemer (James) · 340  
Grignon (Claude) · 46  
Grimoult (Cédric) · 92  
Gross (Matthias) · 345  
Grothendieck (Alexandre) · 106, 146, 151, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175

Grunzke (Andrew L.) · 90  
Guattari (Félix) · 99  
Guedj (Denis) · 176, 177  
Guégan (Anne) · 69  
Guichard (Olivier) · 111  
Guilhaumou (Jacques) · 19, 66, 68, 77, 78, 150, 155, 284, 289  
Guilhot (Nicolas) · 30, 43, 45, 60  
Guisnel (Jean) · 146  
Guyot (Raymond) · 116

---

## **H**

Habermas (Jürgen) · 12, 19, 180, 268, 300, 301, 332, 346, 356  
Habib (S. Irfan) · 118  
Hacking (Ian) · 36, 254, 255, 350  
Hagstrom (Warren) · 136  
Hajer (Maarten A.) · 326  
Hakim (Monique) · 342  
Haldane (John B. S.) · 117  
Hall (Stuart) · 44, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 57, 61  
Hamman (Philippe) · 39, 41, 239, 247  
Haraway (Donna) · 35, 61  
Haroche (Claudine) · 289  
Harper (Peter) · 131  
Hatzfeld (Hélène) · 16, 111  
Hays Weik (Mary) · 103  
Hecht (Gabrielle) · 87, 90  
Heidegger (Martin) · 107, 113  
Heilbron (Johan) · 32  
Heim (Roger) · 102, 103, 124  
Heinich (Nathalie) · 96, 128  
Heller (Thomas) · 351  
Henry (Paul) · 289  
Hermitte (Marie-Angèle) · 326, 328, 333, 361  
Hert (Philippe) · 315  
Hess (David J.) · 107, 239, 359, 370, 371  
Hetman (François) · 21, 75, 189, 195, 198, 199, 202, 204, 222, 223, 225, 226, 227, 228, 338, 363  
Hevly (Bruce) · 89  
Hirschman (Albert O.) · 16  
Hoctan (Caroline) · 146  
Hoddeson (Lillian) · 338  
Hofsaes (Colette) · 330  
Hogben (Lancelot) · 117  
Hoggart (Richard) · 61  
Hollinger (David) · 136  
Holmes (Brian) · 371  
Homère · 65  
Hoock (Jochen) · 69, 283, 324  
Hoock (Marie-Claire) · 69, 283, 324  
Hourmant (François) · 122, 260  
Howard (Don) · 225  
Huard de la Marre (Geoffroy) · 106  
Hughes (Agatha C.) · 107  
Hughes (Thomas P.) · 107  
Hunyadi (Mark) · 356

Huzar (Eugène) · 113  
Hylland (Aanund) · 363

---

## **I**

Idelman (Simon) · 160  
Ihl (Olivier) · 40, 133, 204  
Illich (Ivan) · 107, 147, 176, 258  
Irwin (Alan) · 19, 172  
Israël (Liora) · 125, 311  
Iyanaga (Elaine) · 174

---

## **J**

Jacob (François) · 109  
Jacob (Jean) · 102  
Jacobi (Daniel) · 96  
Jacobi (Friedrich H.) · 113  
Jacq (François) · 87, 89, 93  
Jacquet (Christophe) · 50, 358  
Jaeglé (André) · 119  
Jalenques-Vigouroux (Béatrice) · 124  
James (William) · 345  
Jameson (Fredric) · 151  
Jamison (Andrew) · 174  
Janicaud (Dominique) · 116  
Jantsch (Erich) · 95  
Jarrige (François) · 123  
Jasanoff (Sheila) · 315, 375, 376  
Jaubert (Alain) · 106, 128, 248  
Jaulin (Robert) · 238, 271  
Jeanneret (Yves) · 3, 26, 31, 42, 54, 63, 64, 65, 249, 256, 284, 296, 334  
Jochem (Eberhard K.) · 216  
Joliot-Curie (Frédéric) · 92, 94, 118, 119, 120  
Joliot-Curie (Irène) · 118  
Joly (Pierre-Benoît) · 186, 326, 327, 328, 333, 343, 348, 350, 352  
Joss (Simon) · 379  
Jost (François) · 67  
Joulian (Frédéric) · 66  
Jouvenel (Bertrand de) · 94  
Judt (Tony) · 165  
Jurdant (Baudouin) · 3, 12, 31, 39, 42, 78, 237, 246, 250, 255, 258, 264, 301, 306, 311, 318

---

## **K**

Kafka (Franz) · 126, 127  
Kahn-Ackermann (Georg) · 313  
Kaluszynski (Martine) · 40  
Karsenti (Bruno) · 60, 81  
Kaufman (Arnold) · 15  
Keller (Evelyn Fox) · 255, 258  
Kemp (Peter) · 182  
King (Alexander) · 134, 190, 191, 195, 201, 227, 228  
Kleinman (Daniel) · 331

Knorr-Cetina (Karin) · 276, 277  
 Kofman (Sarah) · 44  
 Kolitcheff (Isabelle) · 377  
 Koosis (Paul) · 171  
 Koselleck (Reinhart) · 69, 283, 288, 324  
 Kourany (Janet) · 225  
 Kourilsky (Philippe) · 69  
 Koyré (Alexandre) · 136  
 Kraus (Beate) · 46  
 Krauch (Helmut) · 93  
 Kreimer (Pablo) · 137, 138  
 Krieg-Planque (Alice) · 65, 66, 150, 151, 252, 291, 292, 299  
 Krohn (Wolfgang) · 18, 339, 345  
 Kuhn (Thomas) · 136, 297

## **L**

La Boétie (Etienne de) · 38  
 Labelle (Sarah) · 3, 236  
 Laborie (Françoise) · 11, 160, 238, 252, 306, 330  
 Labranche (Stéphane) · 111  
 Laclau (Ernesto) · 12, 50, 150  
 Lacroix (Bernard) · 105  
 Lagroye (Jacques) · 245  
 Lahire (Bernard) · 40, 61  
 Lakatos (Imre) · 36, 301  
 Langevin (Paul) · 118, 119  
 Lanza del Vasto (Joseph) · 105  
 Lascoumes (Pierre) · 111, 217, 218, 311, 327, 328, 333, 361, 369, 370, 372  
 Latour (Bruno) · 11, 30, 41, 43, 44, 45, 48, 49, 51, 52, 54, 57, 60, 136, 237, 241, 242, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 256, 258, 261, 262, 266, 275, 276, 277, 304, 318, 339, 352, 355, 366, 367  
 Laugier (Henri) · 93  
 Laurent (Brice) · 192  
 Laurent (Maurice) · 132  
 Lautié (Daniel) · 170, 172  
 Lavelle (Sylvain) · 356, 357  
 Law (John) · 250  
 Lazzarato (Maurizio) · 351  
 Le Bart (Christian) · 149  
 Le Galès (Patrick) · 217  
 Le Guin (Ursula K.) · 279  
 Le Lirzin (Nadine) · 62  
 Le Marec (Joëlle) · 3, 54, 58, 60, 66, 68, 70, 78, 83, 88, 89, 90, 303, 361  
 Le Moigne (Jean-Louis) · 241  
 Le Roux (Muriel) · 190, 191, 308  
 Lecourt (Dominique) · 91, 115, 116  
 Lécuyer (Bernard-Pierre) · 137, 251  
 Lefebvre (Henri) · 101, 107, 150  
 Lefebvre (Rémi) · 111  
 Lemaine (Gérard) · 243  
 Lemarié (Juliette) · 186  
 Lemieux (Cyril) · 25

Lengwiler (Martin) · 17, 331  
 Leonard (Robert) · 94  
 Leprince-Ringuet (Louis) · 128, 163, 182  
 Lequeux (James) · 157  
 Lévi-Strauss (Claude) · 29  
 Levy (Hyman) · 130  
 Lévy (Pierre) · 90, 100, 106, 128, 146, 148, 151, 152, 158, 179, 180, 182, 187, 248, 253, 258, 304, 306, 309, 310, 311, 316, 317  
 Lévy-Leblond (Jean-Marc) · 90, 106, 128, 146, 148, 151, 152, 179, 180, 182, 187, 248, 258, 304, 306, 309, 310, 311, 316, 317  
 Leymarie (Michel) · 116  
 Lichnérowicz (André) · 121  
 Licoppe (Christian) · 341  
 Lisle (Edmond) · 138  
 Lobet-Maris (Claire) · 133, 204  
 Lojkine (Stéphane) · 239  
 Lonneux (Catherine) · 37  
 Loubet del Bayle (Jean-Loui) · 102, 115  
 Lourau (René) · 99  
 Loustalet (Colette) · 96, 128  
 Löwy (Ilana) · 185, 255  
 Löwy (Michael) · 112  
 Ludd (Ned) · 123  
 Lyotard-May (Andrée) · 36

## **M**

Maccacaro (Giulio) · 129  
 Mackenzie (Donald) · 250, 252  
 MacLeod (Roy) · 249  
 Macpherson (Crawford Brough) · 15, 16  
 Magnan (Nathalie) · 35, 61  
 Maigret (Eric) · 344, 352  
 Maingueneau (Dominique) · 66, 68, 69, 74, 247, 289, 290, 291, 292, 319  
 Malamoud (Catherine) · 36  
 Maldidier (Denise) · 66, 77, 78, 150  
 Mallarmé (Stéphane) · 63  
 Mallet (Robert) · 308  
 Mallet (Serge) · 154  
 Manin (Bernard) · 332, 358, 362, 364  
 Manuceau (Jérôme) · 170, 172  
 Marcuse (Herbert) · 107, 108, 147, 180, 198, 258, 300, 301, 346  
 Marin (Louis) · 34  
 Maritain (Jacques) · 115  
 Marris (Claire) · 186, 326, 327, 328, 333, 343, 348, 350, 352  
 Martin (André) · 96, 128  
 Martin (Brian) · 127, 188, 238, 245  
 Martin (Laurent) · 122, 146  
 Martin (Olivier) · 3, 97, 138, 250, 311  
 Martin-Barbero (Jesus) · 70

Martucelli (Danilo) · 40  
 Marx (Karl) · 44, 63, 116, 256, 258  
 Mathieu (Lilian) · 147, 244  
 Mathieussent (Brice) · 58  
 Matonti (Frédérique) · 108, 119, 152, 244, 245  
 Mattelart (Armand) · 43, 95  
 Mattson (Kevin) · 15  
 Mauger (Gérard) · 244  
 Maurras (Charles) · 115  
 Mauss (Marcel) · 29  
 Maxwell (Robert) · 258  
 Mayer (Anna K.) · 136  
 McInerney (Paul-Brian) · 380  
 Mendelsohn (Everett) · 127  
 Mendès France (Pierre) · 15, 90, 91, 93, 97, 101, 110, 121, 170, 172  
 Méon (Jean-Mathieu) · 39, 41, 239, 247  
 Mermet (Laurent) · 95  
 Merton (Robert) · 135, 250  
 Meuret (Denis) · 178  
 Meyerson (Emile) · 115  
 Meyet (Sylvain) · 69  
 Meynaud (Jean) · 100  
 Micoud (André) · 353, 380  
 Miège (Bernard) · 365  
 Minc (Alain) · 245  
 Mironesco (Christine) · 133  
 Moine (Béatrice) · 95  
 Moirand (Sophie) · 64, 65, 66  
 Moles (Abraham) · 91  
 Monnoyer-Smith (Laurence) · 344, 352  
 Monod (Jacques) · 109, 121  
 Moore (Kelly) · 130, 169, 188, 380, 381  
 Morin (Edgar) · 241  
 Moriset (Claire) · 365  
 Moscovici (Pierre) · 336  
 Mouffe (Chantal) · 12, 50  
 Moullet-Boutang (Yann) · 17  
 Moulin (Raymonde) · 39  
 Mouriaux (René) · 110  
 Mousli (Béatrice) · 132  
 Mulkay (Michael) · 276  
 Mullin (James) · 207  
 Mumford (Lewis) · 107, 198  
 Murphy (Priscilla Coit) · 103

## **N**

Naves (Marie-Cécile) · 69  
 Needham (Joseph) · 118, 130  
 Néel (Louis) · 89, 90  
 Negt (Oskar) · 331  
 Nelkin (Dorothy) · 261, 266  
 Neubauer (Claudia) · 126, 129  
 Neumann (Alexander) · 331  
 Neveu (Erik) · 43, 125, 126, 211  
 Newton (Isaac) · 270, 318  
 Nguyen (Tien) · 133  
 Nichols (K. Guild) · 208  
 Nicolet (Claude) · 101  
 Nicourt (Christian) · 214

Nietzsche (Friedrich) · 73  
Nilsson (Peter) · 132  
Nisbet (Robert) · 117  
Nizard (Lucien) · 111  
Noblet (Jocelyn de) · 237  
Nocher (Jean) · 92, 120  
Noël (Claude) · 96  
Noiville (Christine) · 361  
Nora (Simon) · 245  
Nordmann (Charlotte) · 53  
Nowotny (Helga) · 88, 124, 131, 178  
Nyhart (Lynn K.) · 353, 380

---

## O

Oger (Claire) · 200  
Olivera (Philippe) · 105  
Olivier (Laurent) · 84  
Ollier (Fabien) · 151  
Ollivier-Yanniv (Caroline) · 200  
Oppenheimer (Robert) · 120, 127  
Ory (Pascal) · 159  
Osborn (Henry Fairfield) · 102  
Oury (Fernand) · 99  
Oury (Jean) · 99

---

## P

Padenju (Rainier G.) · 241  
Paloméra (Marie-France de) · 58  
Pancaldi (Giuliano) · 129  
Paoletti (Marion) · 111  
Papon (Pierre) · 88, 93  
Paschen (Herbert) · 132  
Passeron (Jean-Claude) · 39, 46, 55, 57, 98, 162  
Pasteur (Louis) · 12, 48, 238  
Pateman (Carole) · 15  
Paty (Michel) · 237, 258, 309  
Paul-Cavallier (Marcel) · 315  
Paveau (Marie-Anne) · 66, 77, 84  
Payre (Renaud) · 205  
Pêcheux (Michel) · 66, 287, 289  
Pecker (Jean-Claude) · 157  
Peerbaye (Ashveen) · 213  
Péguy (Charles) · 115  
Peiffer (Jeanne) · 255  
Peirce (Charles S.) · 345  
Peljhan (Marko) · 371  
Pénissat (Etienne) · 155  
Perez (Carlota) · 135  
Perl (Martin) · 9  
Perrin (Jean) · 118, 119  
Pessis (Céline) · 177, 380  
Pestre (Dominique) · 3, 16, 35, 69, 71, 78, 83, 87, 88, 89, 94, 96, 119, 254, 263, 264, 265, 266, 381  
Peters (Suzanne) · 124  
Petitjean (Patrick) · 78, 118, 119, 125, 244, 318  
Petrella (Riccardo) · 204  
Peyronie (Henri) · 99

Picard (Jean-François) · 88, 92, 93, 94, 104  
Pickering (Andrew) · 250  
Piganiol (Pierre) · 311  
Pignero (Jean) · 103, 173, 174  
Pigou (Arthur C.) · 202  
Pinault (Michel) · 93, 116, 118, 119, 120  
Pinch (Trevor) · 250, 251, 353  
Piron (Florence) · 40  
Pisan (Annie de) · 158  
Pisetta (Jean-Pierre) · 31, 32  
Pitre (Richard) · 93  
Planol (Maurice) · 102  
Platon · 44  
Poirrier (Philippe) · 68  
Pollak (Michael) · 262, 311  
Pollet (Gilles) · 40, 205  
Pompidou (Jean) · 103  
Ponte (Maurice) · 89, 90  
Popper (Karl) · 264  
Porquier (Rémy) · 64, 65  
Poupeau (Franck) · 244  
Price (Don K.) · 136, 310  
Pringle (Peter) · 103  
Printz (Yves) · 133  
Prost (Antoine) · 90, 93, 97, 98  
Prost (Robert) · 341, 342  
Pudal (Bernard) · 152  
Pumfrey (Stephen) · 95

---

## Q

Queiroz (Jean-Manuel de) · 37  
Quééré (Louis) · 49, 57, 60, 62  
Quéro (Laurent) · 125  
Quet (Mathieu) · 42, 52, 57, 174

---

## R

Rabeharisoa (Vololona) · 349  
Raflin (Marie-France) · 105  
Ragouet (Pascal) · 244  
Raina (Dhruv) · 118  
Rajchman (John) · 36  
Ramognino (Nicole) · 38  
Ramunni (Girolamo) · 88, 91, 190, 191, 308  
Rancière (Jacques) · 14, 44, 46, 48, 49, 51, 52, 53, 54, 57, 60, 160  
Rapkin (Louis) · 118  
Rasmussen (Anne) · 87, 114, 115  
Rattansi (Piyo) · 136  
Ravetz (Jerome) · 16, 118, 131, 136, 310, 312, 317  
Reber (Bernard) · 205, 209  
Rehg (William) · 356  
Renan (Ernest) · 115  
Renault (Emmanuel) · 30  
Revel (Martine) · 333, 356, 357  
Rey (Henri) · 333  
Ribeill (Georges) · 105  
Ribémont (Thomas) · 69  
Ribes (Jean-Paul) · 336

Richemont (Chantal de) · 102  
Rieffel (Rémy) · 105, 109  
Rioux (Jean-Pierre) · 99, 105, 120, 121  
Rist (Gilbert) · 193, 196  
Riveline (Claude) · 245  
Rizzo (Jean-Louis) · 90, 91, 93, 97, 121  
Robert (Pascal) · 84  
Robin (RéGINE) · 66, 78  
Roche (Daniel) · 57  
Rochlitz (Rainer) · 12  
Roelens (Nathalie) · 63  
Roëls (Corinne) · 132  
Rolland (Romain) · 8, 115  
Roman (Joël) · 60  
Ronell (Avital) · 358  
Roqueplo (Philippe) · 12, 109, 180, 181, 270, 301, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 314, 315, 317, 326, 327, 350, 351, 368  
Rorty (Richard) · 31, 32, 42, 59  
Rosanvallon (Pierre) · 105  
Rose (Hilary) · 124, 127, 130, 131, 178, 182, 244, 249, 310, 312  
Rose (Steven) · 127, 130, 249, 310, 313, 316  
Ross (Kristin) · 105  
Ross (Marc) · 9  
Rosset (Clément) · 35  
Rostand (Jean) · 102, 350  
Roszak (Theodore) · 131, 302  
Rouban (Luc) · 121  
Rousseau (Frédéric) · 147  
Rousseau (Jean-Jacques) · 112  
Roustan (Mélanie) · 173  
Rubin (Jerry) · 342  
Ruchet (Olivier) · 62  
Rueff (Martin) · 212

---

## S

Sainteny (Guillaume) · 103  
Saint-Marc (Philippe) · 103  
Saint-Paul (Raymond) · 137, 310  
Salomon (Jean-Jacques) · 93, 137, 190, 191, 306, 308, 309, 310, 311, 317, 342  
Samuel (Laurent) · 337  
Samuel (Pierre) · 124, 178  
Sapiro (Gisèle) · 153, 154  
Sassier (Monique) · 147  
Saussure (Ferdinand de) · 34  
Savard (Didier) · 178, 339  
Sayre (Robert) · 112  
Schaffer (Simon) · 353  
Schatzman (Evry) · 253, 310, 312  
Scheid (François) · 380  
Schepens (Philippe) · 66, 299  
Schiele (Bernard) · 3, 96  
Schiltz (Marie-Ange) · 17  
Schwartz (Charles) · 9, 130  
Schwartz (Laurent) · 98, 106  
Scott (Howard) · 99, 100  
Scott (James C.) · 62

Scott (Peter) · 88  
 Sedgwick (Mark) · 115  
 Segal (Howard P.) · 107, 127  
 Seitz (Frederick) · 198  
 Sérís (Jean-Pierre) · 107  
 Serrano-Velarde (Kathia) · 187  
 Serres (Michel) · 253  
 Servetière (Jely de) · 277  
 Shapin (Steven) · 136, 249, 250, 251, 252, 353  
 Sheehan (Helena) · 117  
 Shils (Edward) · 95, 199  
 Sibony (Daniel) · 176  
 Siméant (Johanna) · 247  
 Sintomer (Yves) · 15, 30, 71, 187, 280, 332, 333  
 Sirinelli (Jean-François) · 99, 105, 116, 119, 120  
 Siroux (Jean-Louis) · 195, 197  
 Skinner (Quentin) · 144, 155  
 Snow (Charles P.) · 96, 127  
 Sohn-Rethel (Alfred) · 256  
 Solla-Price (Derek de) · 88, 136, 236  
 Sommer (Isabelle) · 128, 149  
 Sontag (Susan) · 58  
 Sorel (Georges) · 113, 114, 115  
 Souchier (Emmanuel) · 74, 240  
 Soutou (Georges-Henri) · 119  
 Sperber (Dan) · 295  
 Spiegel-Rösing (Ina) · 236  
 Spigelman (James) · 103  
 Spire (Antoine) · 45  
 Spitz (Jean-Fabien) · 36  
 Spivak (Gayatri Chakravorty) · 62  
 Star (Susan Leigh) · 340  
 Staropoli (André) · 132, 133, 134, 135, 306, 310  
 Stéhelin (Liliane) · 306, 311  
 Stehr (Nico) · 41  
 Stengers (Isabelle) · 253  
 Sternglass (Ernest) · 103  
 Sternhell (Zeev) · 115  
 Stewart (John) · 11, 241, 256, 306, 319, 330  
 Stiegler (Bernard) · 351  
 Stoudzé (Yves) · 273  
 Sudre (Roger) · 117  
 Swann (Michael) · 130

## **T**

Tabare (Mireille) · 176  
 Taine (Hyppolite) · 115  
 Tamplin (Arthur) · 103  
 Tarrow (Sidney) · 112, 149  
 Tati (Jacques) · 89  
 Temmar (Malika) · 149  
 Ténrière-Buchot (Pierre-Frédéric) · 18  
 Terzian (Sevan G.) · 90  
 Thévenot (Laurent) · 54  
 Thill (George) · 182, 310, 311, 312, 324  
 Thill (Georges) · 182, 310, 311, 312, 324  
 Thom (René) · 69, 107, 136, 174, 186, 210, 241, 297, 315, 351  
 Thompson (Dennis) · 15  
 Thompson (Edward P.) · 61  
 Thorpe (Charles) · 120  
 Thuillier (Pierre) · 114, 120, 301, 308, 309, 311, 312, 314, 315, 317  
 Tilly (Charles) · 112, 149  
 Todd (John) · 124  
 Toffler (Alvin) · 135  
 Topçu (Sezin) · 3, 125, 174, 186, 187, 210, 380  
 Torny (Didier) · 128, 360, 378  
 Tosquelles (François) · 99  
 Touraine (Alain) · 182, 355  
 Tournier (Maurice) · 110  
 Trebitsch (Michel) · 101, 107  
 Tribus (Myron) · 199  
 Tristant (Anne) · 158  
 Troude-Chastenot (Patrick) · 107

## **V**

Vaneigem (Raoul) · 106  
 Vassails (Gérard) · 116  
 Vattimo (Gianni) · 31, 32  
 Vernier (Jean-Claude) · 125  
 Veron (Eliseo) · 67  
 Verrier (Benoît) · 39, 41, 239, 247  
 Veyne (Paul) · 39  
 Vidal (Jérôme) · 62, 125  
 Vidal-Naquet (Pierre) · 125  
 Vieille Blanchard (Elodie) · 201  
 Vieillescazes (Nicolas) · 151

Vierne (Béatrice) · 103  
 Vig (Norman J.) · 132  
 Vigna (Xavier) · 110, 144, 154  
 Vignaux (Anne-Laure) · 105  
 Villecourt (Louis) · 311  
 Villette (Michel) · 252  
 Vincent (Julien) · 123  
 Vinck (Dominique) · 90  
 Viney (Geneviève) · 69  
 Vitale (Bruno) · 258, 309  
 Voldman (Danièle) · 311  
 Vrydaghs (David) · 50

## **W**

Walzer (Michael) · 60  
 Warin (Philippe) · 111, 192  
 Webb (C.A.) · 371  
 Weber (Max) · 100  
 Wedgwood-Benn (Anthony) · 199, 227  
 Weinberg (Alvin) · 88  
 Weingart (Peter) · 225, 310, 345  
 Werskey (Gary) · 117, 118, 127, 130, 135, 136, 249  
 West (Cornel) · 36  
 Weyer (Johannes) · 18, 339, 345  
 Williams (Raymond) · 172  
 Wlassikof (Michel) · 150  
 Wojcik (Stéphanie) · 174  
 Wright Mills (Charles) · 61, 100, 101  
 Wucher (Patrick) · 170, 172  
 Wynne (Brian) · 172, 250

## **Y**

Young (Robert) · 130, 136, 249

## **Z**

Zachary (G. Pascal) · 93  
 Zagha (Muriel) · 144  
 Zamansky (Marc) · 121, 148  
 Zancarini-Fournel (Michelle) · 125, 146, 154  
 Zask (Joëlle) · 216, 345  
 Ziman (John) · 130

*ANNEXE 1 – Présentation des corpus*

- 1.A : Corpus 1 (Pôle militant/Revue de critique des sciences)
- 1.B : Corpus 2 (Pôle technocratique/Rapports de l'OCDE)
- 1.C : Corpus 3 (Pôle académique/ Revue STS)
- 1.D : Corpus 4 (Colloques et séminaires)
- 1.E : Choix des corpus

*ANNEXE 2 – Opérations d'analyse*

- 2.A : Explication de la méthode d'analyse
- 2.B : Liste et description des opérations effectuées sur le corpus
- 2.C : Constitution de la topographie

*ANNEXE 3 – Exemples de relevés*

- 3.A : Tableaux d'analyse des citations de la revue *Survivre*
- 3.B : La sociologie des sciences anglaise dans *Pandore*

*ANNEXE 4 – Liste des entretiens*



## **Résumé**

Le champ scientifique n'a pas été épargné par les contestations sociales de l'après 1968. Au cours des années 1970, il fait l'objet de débats intenses et se trouve sous le feu de critiques en provenance de milieux divers. Militants, universitaires, ou encore journalistes et administrateurs de politique de recherche s'interrogent sur les voies d'un développement scientifique et technologique plus démocratique. Dans ce contexte, de nouvelles manières de dire la science et de régler ses rapports avec le politique apparaissent. Un régime de discours émerge, réclamant la participation du public aux choix scientifiques et technologiques.

L'analyse de cette émergence est l'objet de ce travail. L'apparition d'une exigence de participation aux sciences et aux techniques est décrite, à travers l'étude de trois pôles de réflexion particulièrement attentifs à la question de la participation : le courant d'autocritique des sciences, la division des politiques scientifiques de l'OCDE et la nouvelle sociologie des sciences.

L'approche privilégiée est généalogique et centrée sur les discours. Elle permet d'observer à la fois la diversité des conceptions de la participation en jeu à cette époque, et la façon dont elles s'articulent pour donner lieu à une définition commune. De plus, elle invite à reconsidérer les enjeux de la participation à l'aune de son inscription historique. L'exigence participative formulée au cours des années 1970 joue un rôle dans la généalogie de la participation contemporaine, mais ne s'y réduit pas. Elle couvre un champ de significations variées qu'il importe de mieux caractériser. Ceci conduit à prendre la mesure des autres interprétations, mais aussi des autres « modes de gouvernementalité » auxquels correspond la participation. Une attention spécifique est portée au modèle de la *politique expérimentale*.

Le premier chapitre, sur les modes de désignation du pouvoir, fonde la démarche théorique et méthodologique adoptée, et indique la perspective d'une approche communicationnelle. Puis, après un état des lieux des discours sur « science et politique » au tournant des années 1970 (chapitre 2), l'analyse porte successivement sur trois définitions émergentes de la participation, données par la critique des sciences, l'OCDE et le domaine STS (chapitres 3, 4, 5). Le chapitre 6 analyse les opérations de circulation par lesquelles ces définitions se rencontrent et forment un régime de discours nouveau. Ce régime de discours, en reconfigurant les représentations de la science et de la politique, impose des modes de gouvernement. L'un d'eux fait l'objet d'une analyse plus développée et sera caractérisé par l'expression de « politique expérimentale ».

## **Mots clés**

Participation – critique des sciences – évaluation technologique - démocratie technique – circulation des discours – expérimentation – gouvernementalité